

**LA CARRIÈRE
POLITIQUE
DE
CHATEAUBRIAND**

de 1814 à 1830

TOME SECOND

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

EMMANUEL BEAU DE LOMÉNIE

**PARIS
LIBRAIRIE PLON
1929**

LA CARRIÈRE POLITIQUE
DE
CHATEAUBRIAND

de 1814 à 1830

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1929.

LA
CARRIÈRE POLITIQUE
DE
CHATEAUBRIAND

de 1814 à 1830

TOME SECOND

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

EMMANUEL BEAU DE LOMÉNIE



PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6^e

Tous droits réservés

*20134



Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

LA CARRIÈRE POLITIQUE DE CHATEAUBRIAND

(DE 1814 A 1830)

CHAPITRE VI

L'ARRIVÉE AU POUVOIR. — L'AMBASSADE DE LONDRES
LE CONGRÈS DE VÉRONE

L'ambassade de Londres représente de nouveau, dans la carrière politique de Chateaubriand, une séduisante période, au cours de laquelle pendant cinq mois, il allait connaître une activité intense, et mieux encore qu'à Berlin, de façon à la fois utile et brillante, mettre en valeur tous ses talents divers, tous ses dons contradictoires.

Sans doute, cette fois encore il comptait bien que son absence serait courte car son parti, il le savait, allait bientôt avoir besoin de lui. Et il écrivait à ses amies : « Tout cela sera de courte durée... Je reviendrai (1) bientôt. » Pourtant le rôle qu'il allait avoir à jouer à Londres ne lui déplaisait pas. Son ambassade n'était à ses yeux ni une sinécure, ni simplement le signe de son alliance avec le ministère. Il estimait très heureux pour sa carrière de pouvoir montrer sur un grand théâtre d'affaires de quoi il était capable ; et il allait prendre ses fonctions très au sérieux.

En même temps l'ambassade de Londres était pour lui une belle aventure, un beau voyage, source de mille émotions avec lesquelles son imagination somptueuse et puissante allait pouvoir jouer à son aise.

Si déjà en effet, à Berlin, il avait joui de ses fonctions diploma-

(1) *Correspondance générale*. Lettre à Mme Récamier, III, 1, lettre à Mme de Duras, III, 2.

tiques, Berlin n'était encore qu'un poste de second plan ; et puis il n'avait avec le pays aucune attache, ni aucun lien. Londres au contraire était d'abord une ville pleine pour lui de souvenirs, où il avait passé sept des plus pénibles et à la fois des plus riches années de sa jeunesse, de 1793 à 1800, quand émigré, sans ressources, malade, menacé par les lois révolutionnaires, condamné par les médecins, il se refusait à désespérer de la vie et de l'avenir, il s'acharnait au travail et il composait les ouvrages qui allaient assurer sa gloire : *l'Essai sur les révolutions*, *Atala*, *René*, et *le Génie du christianisme*.

Londres, en outre, capitale de l'Empire britannique, était aussi le centre des négociations politiques du monde. Sans doute, il n'avait été, en partant, chargé d'aucune mission particulière : « Notre politique vis-à-vis de la cour de Londres, disaient les instructions qu'il avait reçues à son départ, n'a véritablement pas, quant à présent, d'objet spécial qui puisse donner lieu de tracer un plan auquel coordonner des démarches suivies (1). » Bien des affaires graves cependant, qui mettaient en question la paix et l'avenir du monde, allaient avoir à l'occuper : Un conflit venait d'éclater entre la Russie et la Turquie, d'où, quelques années plus tard, l'émancipation de la Grèce allait sortir. La question de la traite des noirs préoccupait beaucoup l'Angleterre. Les mouvements révolutionnaires d'Italie n'étaient pas arrêtés. La révolution espagnole surtout devenait menaçante, et les conséquences qu'elle devait entraîner sur le sort des colonies d'Amérique étaient complexes. L'Angleterre, en outre, était en discussion avec la France au sujet du droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve. Chateaubriand allait donc avoir, comme ambassadeur, à jouer un rôle très important où ses qualités de diplomate allaient pouvoir se mettre, pour la première fois, pleinement en valeur et où son ambition allait pouvoir trouver un aliment digne d'elle.

Londres, enfin, était à ce moment une des plus somptueuses villes d'Europe ; et la riche et bizarre aristocratie anglaise dans la détente des années d'après guerre, très éloignée de la sévérité de mœurs et d'habitudes que Chateaubriand avait connues à Berlin, se dépensait avec un fol entrain en fêtes et en plaisirs de toutes sortes.

Chateaubriand lui-même, dans ses *Mémoires*, nous a donné de la société londonienne de la Restauration, le portrait le plus vif, et le plus animé. Sous le roi Georges IV, prince sans cesse amoureux, gourmand, souvent ivre et encore pénétré de l'esprit du dix-huitième siècle, mais du dix-huitième siècle anglais, beaucoup moins fin et

(2) Archives des Affaires étrangères.

beaucoup moins délicat que le dix-huitième siècle français, les dandys donnaient le ton ; et au milieu des bals de la cour et de la haute société, des raouts, des promenades à Hyde Park, des excursions sur la Tamise, des galas d'opéra et des fêtes sans cesse renouvelées pour lesquelles on changeait pendant la saison de toilette quatre ou cinq fois par jour, ils étalaient leur snobisme brutal et excentrique.

C'était l'époque où régnait Brummel, étonnant personnage qui, sans grande fortune, sans noblesse, s'était imposé par sa jolie tournure accompagnée de la plus froide insolence. Il avait été un des compagnons de fête du roi, puis avait perdu la faveur de celui-ci, à la suite, disait-on, d'un pari absurde. (Brummel aurait parié que pendant un dîner il dirait au roi : Georges, tirez la sonnette, je vous prie. D'après la légende, il aurait tenu son pari, le roi se serait exécuté sans difficulté, mais quand le domestique serait arrivé, appelé par le coup de sonnette, le roi lui aurait dit simplement : « Faites avancer la voiture de M. Brummel. ».) Mais malgré sa disgrâce, son prestige n'avait pas diminué. Son originalité était d'attacher une importance essentielle à une foule de petites choses en négligeant de parti pris tout le reste ; et, après avoir passé chaque jour plusieurs heures à disposer négligemment les plis de son énorme cravate blanche, il se ruinait au jeu avec impassibilité, entouré d'une foule d'admirateurs qui s'efforçaient d'imiter et de reproduire ses gestes raides, son regard souverainement dédaigneux et la coupe de ses habits.

Après lui, un Français, le comte d'Orsay, allait triompher à son tour par toutes sortes d'excentricités : « Il s'était mis, dit Chateaubriand, à galoper dans le Parc, à sauter des barrières, à jouer, à tutoyer sans façon les dandys ; il avait un succès sans égal. » — « Les Anglais de la nouvelle génération sont infiniment plus frivoles que nous, dit en effet Chateaubriand, tout est pour eux affaire de mode et de snobisme. Le maréchal Soult n'a-t-il pas enthousiasmé les ladies comme Blucher dont elles baisaient les moustaches. » — « On appelle naïf à Londres ce qui serait mal élevé à Paris, dit de son côté Marcellus, un des secrétaires d'ambassade de Chateaubriand. »

A cette époque, on ne trouvait à Londres ni salons ni causeurs à la manière française. Tandis que la foule se passionnait pour les combats de boxe, pour les combats de coqs et de rats, tandis que les courses obtenaient déjà un immense succès, ce qui faisait, paraît-il, dire un jour à Chateaubriand que les Anglais étaient un peuple de cochers, dans les salons de la cour et de la haute société les réceptions somptueuses, les bals, les raouts étaient une bousculade. « Le suprême bon ton, dit Chateaubriand, était de ne pouvoir pénétrer dans les petits salons d'un bal privé et de rester dans l'escalier obs-

trué par la foule. » Et M. de Marcellus, de son côté, quelques mois plus tard, pour signaler le succès remporté par une soirée à l'ambassade, écrira : « On se pressait jusque sur l'escalier où débordait la foule, vous savez que c'est de bon ton aujourd'hui. »

Ce genre de vie nouveau, l'importance des négociations qui allaient l'occuper, et le brusque rappel de ses souvenirs de jeunesse, tout cela allait faire naître chez Chateaubriand une foule de sentiments, d'états d'esprit contradictoires et réveiller en lui une ardeur à vivre qu'il croyait depuis longtemps éteinte.

Quand le 2 avril 1822, à huit heures du soir, il était monté en voiture avec ses deux secrétaires particuliers, l'inséparable Hyacinthe Pilorge et le jeune Armand Bertin, fils du directeur des *Débats*, aussitôt ses souvenirs s'étaient éveillés.

En 1800, rentrant d'émigration, il avait quitté Londres, pauvre, inconnu encore, mais plein de projets d'avenir et chargé des manuscrits sur lesquels il comptait pour lui assurer la gloire. Il allait y revenir, maintenant, vingt-deux ans plus tard, chargé cette fois d'honneurs, entouré de toutes les splendeurs de la fortune, mais déjà presque vieux, instruit, et aussi blessé, par les luttes de toutes sortes et par les déceptions que, malgré ses succès, la vie et les hommes ne lui avaient pas ménagées. A chacun de ses pas, les plus pathétiques antithèses allaient le frapper. Et le lendemain de son départ, à Calais, au moment de s'embarquer pour franchir le détroit, il écrivait à Mme de Duras : « Me voilà à Calais, dans cette ville où j'ai passé il y a vingt-deux ans. Vous ne sauriez croire à ce que j'éprouve en songeant à tout ce qui m'est arrivé depuis cette époque et à cette destinée qui me renvoie ambassadeur dans un pays d'où je suis sorti pauvre émigré, bien obscur, bien malheureux. Pourtant je ne suis pas sans quelque vanité d'avoir fait moi-même cette destinée (1)? »

Le 5, ensuite, après avoir couché une nuit à Douvres, reçu solennellement au son du canon, tandis qu'il continuait sa route « dans une voiture légère qu'emportaient quatre beaux chevaux menés au grand trot par deux élégants jockeys » ; tandis qu'enfin, traversant toute la ville de Londres, il débarquait à l'hôtel de l'ambassade où le chargé d'affaires, les secrétaires et les attachés l'accueillaient avec une « noble politesse en présence des huissiers, concierges, valets de chambres et valets de pieds de l'hôtel assemblés sur le trottoir », il songeait à l'époque où, en 1793, venant de Jersey par Southampon, « après avoir partagé modestement la voiture la moins chère avec

(1) *Corr. gén.*, III, 4.

quelques matelots en congé, il était entré malade, inconnu, dans la même ville et était allé loger à six shellings par mois sous la latte d'un grenier que lui avait préparé un cousin de Bretagne (1). »

Et il se plaisait d'abord, avec une insistance un peu appuyée et qui aurait été ridicule s'il ne l'avait lui-même voulue ironique, à détailler toutes ses splendeurs nouvelles en les opposant à sa misère d'autrefois.

Puis, à peine installé, il s'en allait à travers les rues et les parcs, redécouvrir la ville ; le poids des souvenirs aussitôt l'accablait ; il rencontrait à chaque instant des traces de ses années de jeunesse ; il revoyait la maison où son compatriote Hingant, mourant de faim, avait tenté de se suicider ; et il songeait à tous ses compagnons d'émigration, si gais pour la plupart malgré leurs misères, si pleins d'espoir, de confiance et de dévouement malgré leurs échecs qui presque tous avaient si peu profité de la Restauration et qui étaient maintenant dispersés. Ses amis étaient loin. Sa femme, craignant le climat de Londres et les embarras officiels, était restée à Paris ; il se sentait seul au milieu des figures nouvelles ; et brusquement, envahi par une crise de tristesse il écrivait, les 6 et 7 avril : « J'ai revu les rues que j'ai habitées, Kensington dont les arbres sont devenus énormes ! L'épreuve est rude. Que de temps écoulé. Ma maudite mémoire est telle que j'ai reconnu jusqu'à des marques que j'avais vues sur des bornes ; tout cela est pour moi comme d'hier... Je suis allé ce matin dans cette écurie devenue chapelle où j'ai assisté au service funèbre de la reine. J'y ai retrouvé quelques vieux émigrés qui m'ont embrassé malgré moi, en pleurant (2). »

Et tout naturellement, pressé par cette foule de souvenirs qui l'assaillaient il allait, dès les premiers jours de son arrivée, se remettre à la composition de ses *Mémoires* (dont, pendant les quelques mois de son séjour à Londres, il allait écrire les livres VI, VII, VIII et IX, c'est-à-dire toute la période de sa vie, qui va de son départ en Amérique à son retour d'émigration), car, dit-il : « tant d'heures sont perdues dans les ambassades, le temps ne me faut pas plus ici qu'à Berlin. » Pendant tout le temps de son séjour, les contrastes qui le frapperont secoueront sa verve, réveilleront son génie ; et un matin, revenant d'un séjour à Windsor chez le roi, après avoir pendant deux jours discuté les affaires de l'Europe, il écrira en reprenant son manuscrit : « Au lever du jour j'ai quitté Windsor. Rentré à Londres, j'expédie un courrier à Paris. Et je retourne au Canada.

(1) *Mémoires d'outre-tombe*, I, 317-319.

(2) *Corr. gén.* Lettres à Mme de Duras, III, 6.

Quel merveilleux char pour courir d'un bout du monde à l'autre que celui de la pensée (1). »

Il ne s'agissait pas cependant pour lui seulement de rêver à ses souvenirs. Ambassadeur à Londres, au poste important où il était placé, il se devait à lui-même, au parti dont il était l'un des chefs, et au roi qu'il représentait, de tenir son rang dans toutes les affaires. La première condition pour cela était d'en imposer et de séduire. Dès les premiers jours, il était décidé à réussir et à plaire : « Je ne suis occupé ici que de faire mon chemin, écrivait-il le 19 avril... Je veux conquérir l'Angleterre royaliste (2). » Il ne ménageait rien pour y parvenir ; et dans l'ensemble, en effet, il atteignait son but.

Il s'était d'abord, pour cela, somptueusement installé. Nous avons déjà vu, quand il était à Berlin, qu'il mettait son amour-propre à représenter noblement dans ses ambassades. C'est en vain que Mme de Duras lui conseillait de faire des économies. Les 100 000 écus qu'il recevait pour son traitement et ses frais de représentation allaient être dépensés ; il réservait seulement les 12 000 francs de sa pension de pair pour l'entretien de Mme de Chateaubriand. Le duc de Broglie qui ne l'aimait pas, et qui le vit à Londres, dit qu'il y étalait un luxe de parvenu. Le terme n'est pas juste. Car le moment venu il abandonnera sans le moindre embarras son luxe pour reprendre le train modeste de sa vie ordinaire ; et ses secrétaires assurent qu'il restait toujours très simple dans l'intimité. Il y avait plutôt de sa part un souci sincère, bien qu'un peu affecté de montrer qu'il ne tenait pas à l'argent et qu'il était aussi à son aise dans la fortune que dans la gêne, en même temps d'ailleurs que le souci parfaitement désintéressé et orgueilleusement noble de faire honneur au pays qu'il représentait.

Il avait loué un fort bel hôtel Portland Place à côté de Regents Park ; il s'était fait construire deux voitures de gala dans lesquelles il se rendait à l'audience du roi, accompagné de quatre domestiques et de six cochers en gilet rouge. Il avait engagé un excellent cuisinier ; il avait acheté à la manufacture de Sèvres un service de porcelaine merveilleux qui, du reste, se brisa en partie pendant la traversée ; il avait demandé au garde-meuble de lui prêter des tapis et des fauteuils ; il s'était fait envoyer des caisses de livres et de meubles ; il dépensait 20 000 francs pour son salon ; il ne négligeait aucun détail et multipliait les lettres à l'un de ses secrétaires, M. de Boissy, qui était resté à Paris pour tout expédier. Il assistait non seulement aux

(1) Inédit de la Bibliothèque nationale.

(2) *Corr. gén.*, III, 30.

fêtes de la cour, aux réceptions du lord-maire, mais aux bals organisés par la haute société, aux galas de l'Opéra ; il donnait lui-même des dîners et des bals : le 26 mai, un dîner en l'honneur du duc d'York qui fut superbe, assure-t-il ; deux grands bals le 24 juin et le 9 juillet, qui durèrent jusqu'au matin « dans ses salons étincelants de l'éclat des cristaux de Londres et de l'or des porcelaines de Sèvres ».

En même temps il faisait des frais pour tous les Français de passage. Il tenait à présenter lui-même au roi le comte d'Orsay et sa sœur, la comtesse de Guiche. Il recevait à sa table, et comblait d'amabilités le fils de Mme de Staël, le jeune duc de Broglie et M. d'Haussonville, trois jeunes pairs ou fils de pairs connus cependant, les uns et les autres, il ne l'ignorait pas, pour leurs opinions très hostiles à la droite mais à propos desquels il écrivait : « Cela m'amuse de faire boire du vin de Champagne à l'opposition. » Il organisait de même, en l'honneur des peintres Carl et Horace Vernet, avec la cantatrice Mme Catalini, la comédienne Mlle Levert, le musicien Lafont et sa femme, une soirée artistique intime dont M. de Bourqueney, un de ses secrétaires, écrivait enthousiasmé (1) : « C'était une soirée charmante et une réunion introuvable à Londres. » Les Vernet, cependant, eux aussi étaient très libéraux d'opinion, tandis que Mlle Levert était une enragée royaliste, mais, dit Chateaubriand à Mme de Duras : « Tout s'est passé à merveille et les Vernet, qui partent samedi, iront conter les louanges de l'ambassadeur ultra aux libéraux. »

Le calcul n'était politiquement pas mauvais. Aussi bien lorsqu'il s'agissait des Anglais que lorsqu'il s'agissait des Français, susceptibles d'être impressionnés par une adroite politesse, Chateaubriand voulait, en les séduisant, augmenter à leurs yeux le prestige de son pays, de son parti et le sien propre. Sans doute il échouait parfois. Peut-être, en effet, avec ceux qu'il sentait hostiles, gardait-il une certaine gêne. Le duc de Broglie, en particulier, prévenu depuis longtemps par sa femme, la protestante militante, fille de Mme de Staël, lui reproche de se montrer arrogant et envieux au fond, sous ses apparences « complimenteuses et presque caressantes (2) », ce qui n'empêchait pas, du reste, la duchesse de Broglie d'écrire à ce sujet, à Mme Récamier : « Victor a vu M. de Chateaubriand ; il a dîné chez lui et m'écrit qu'il l'a trouvé fort aimable et fort libéral (3). »

Le plus souvent, pourtant, Chateaubriand plaisait ; très rapidement, semble-t-il, il s'était imposé. Lui-même, tout heureux, malgré les

(1) Journal de M. de Bourqueney, publié par Artonne, *Revue de Paris*, 1^{er} février 1914.

(2) *Souvenirs*, II, 234.

(3) Inédit. Archives Lenormant.

apparences de détachement qu'il affectait parfois, écrivait le 19 avril : « Mon importance politique augmente. » « La première impression est faite, ajoutait-il plus tard, et comme elle m'est, je crois, favorable, je suis maintenant hors de danger. » Et le fait est que le roi, qui avait été très froid avec son prédécesseur, Decazes, l'accueillait, nous dit M. de Bourqueney, avec beaucoup de grâce. Il l'invitait, ce qui était une faveur assez rare, à dîner et à coucher à Windsor, et ne manquait pas une occasion, quand il le rencontrait dans les galas officiels, de s'entretenir avec lui.

Dans la société, son arrivée excitait bientôt une curiosité passionnée. « C'est à qui relira ses ouvrages, écrit M. de Bourqueney, le 27 avril ; on se dispute une de ses vieilles plumes. » Bien des ladies travaillaient à se l'attacher, en particulier, sans compter la Française Mme Lafont, la femme du musicien, qui avait, dit M. de Bourqueney, de bien beaux yeux noirs et qui faisait des efforts pour s'afficher avec lui.

Les cercles, les sociétés littéraires le recevaient et le fêtaient. Nous connaissons, en particulier, le banquet présidé par le duc d'York, auquel l'invita, le 21 mai, le *Literary Fund*, association de secours pour les gens de lettres, dont il a parlé dans ses *Mémoires*. Au cours de la soirée M. Canning, le futur président du Conseil, tint à faire son éloge et lui-même, ce qu'il n'a pas dit dans ses *Mémoires*, rappelait qu'il avait, en 1799, été secouru par le *Literary Fund* et, pour remercier, il faisait à la société un don de 20 livres sterling (1).

Bref, il réussissait et il plaisait. Son vieil ami, l'Anglais Frisell, en félicitait sa femme avec une chaleur qui devait être sincère, car celle-ci lui répondait : « Comme je sais que vous n'êtes pas flatteur, tout ce que vous me dites des succès de M. de Chateaubriand me semble devoir être pris à la lettre (2). »

Aussi lui-même, après sa tristesse des premiers jours, avait-il des moments de joie et de fierté : « Je commence à réussir, écrivait-il, quinze jours après son arrivée, je vous avoue que je suis dans la joie. » Et avec une insistance qui n'était pas sans plaisir, il racontait, en la grossissant peut-être un peu, la splendeur de ses réceptions, de son luxe et de ses fêtes.

Il n'était pas grisé cependant. Dans l'intimité, au milieu de ses secrétaires avec lesquels il vivait familièrement, qu'il emmenait, comme il faisait à Berlin, dans ses promenades à pied à Kensington, il restait très simple, très bon garçon, comme disait autrefois Jou-

(1) Voir *Revue de littérature comparée*, 1925, n° 3.

(2) Voir *Correspondant*, 1898. Lettres de Mme de Chateaubriand à Frisell.

bert en parlant de lui, et même, si nous en croyons M. de Bourqueney, très gai le plus souvent.

Comme tous les secrétaires et attachés de l'ambassade, comme tous les représentants de cette jeune aristocratie de la Restauration, nourrie de l'enthousiasme royaliste et des nobles sentiments de toutes sortes que, depuis vingt ans, Chateaubriand ne cessait d'exalter, en apprenant qu'il allait avoir à vivre pendant plusieurs mois sous les ordres directs et dans l'intimité quotidienne de l'auteur du *Génie du christianisme*, M. de Bourqueney, jeune attaché de vingt-trois ans, avait décidé de tenir un journal où il rapporterait tout ce qui pouvait concerner son ambassadeur.

Or, dans ce journal, une observation revient sans cesse comme un refrain et semble avoir frappé surtout M. de Bourqueney : la bonhomie de Chateaubriand, sa simplicité de manières. « Nous avons eu plusieurs Français à dîner, écrit-il par exemple, le 2 mai, M. de Chateaubriand a ri comme un enfant toute la soirée. Quelle bonhomie ! » Le 15 juin : « M. de Chateaubriand était gai comme un enfant. » Le 22 : « M. de Chateaubriand est toujours plein de bonhomie dans son intérieur. » Parfois, trop rarement au gré de M. de Bourqueney, il voulait bien parler de littérature et c'était alors, après sa conversation familière, de larges tableaux aux vues très hautes et très nobles qu'il déroulait. Un jour, entre autres, le 4 juillet, dans une longue discussion où il s'était laissé entraîner, il déclarait : « Je ne suis plus sensible qu'à l'admiration... il y a des pièces fugitives de Voltaire dont la perfection me fait pleurer... Je n'ai jamais pu lire les soixante premiers vers d'*Atalie* sans suffoquer » et M. de Bourqueney ajoute : « J'ai été, le soir, chez lady R... Le bal est fade après la conversation d'un tel génie. »

D'autres fois encore, il faisait sur la situation politique de la France et de l'Europe des exposés qui laissaient également ses auditeurs sous le charme. Sans doute il était aussi, note ailleurs M. de Bourqueney, d'autres jours où il restait de longues heures absorbé et silencieux, d'autres où il se mettait à rêver de voyages, d'autres encore où, tout à coup impatienté, il déclarait à son interlocuteur : « Je me suis ennuyé depuis mon enfance et toute mon existence a été une suite d'ennuis. »

Il y avait là, certes, de l'exagération, de l'ostentation au moins inutile et même, semble-t-il, quelques contradictions. Ne nous étonnons pas pourtant que Chateaubriand, au milieu même de ses succès, ait traversé des moments de dégoût où la vie, de nouveau, lui apparaissait en noir. Les soucis, les ennuis, les causes de découragement ne lui manquaient pas.

Et d'abord, si surprenant que cela puisse paraître, la vie de représentations et de fêtes qu'il menait à Londres ne lui plaisait guère. « Cette partie de mon métier n'est pas celle que j'aime le mieux, écrivait-il à Mathieu de Montmorency, le 25 juin. »

« Je vois avec joie la saison s'avancer, écrivait-il un autre jour, le 4 juin, à Mme Récamier ; dans un mois, je serai débarrassé des diners et des bals ; je vous avoue que c'est un supplice auquel je ne puis m'accoutumer (1). »

On est parfois étonné de voir Chateaubriand, si avide, il ne s'en cachait pas, de succès de toutes sortes, parler sans cesse de son goût pour la retraite. Le fait est cependant que, pendant à peu près toute sa carrière, et à tous les âges de sa vie, il a vécu et s'est plu dans la société familière et simple de quelques amis distingués, dans la fréquentation de quelques femmes cultivées et fines, sans jamais faire un effort pour s'organiser de façon durable une existence luxueuse ou, à proprement parler, mondaine. S'il lui plaisait, pour un moment, de goûter les somptuosités du luxe, c'était surtout pour pouvoir mieux se donner le plaisir orgueilleux de les mépriser. Sans doute manquait-il de simplicité quand il écrivait pompeusement dans ses *Mémoires* : « Je passe à la lueur des flambeaux entre deux files de laquais qui vont aboutir à cinq ou six respectueux secrétaires ; j'arrive, tout criblé sur ma route des mots : Monseigneur, Milord, Votre Excellence, Monsieur l'ambassadeur, à un salon tapissé d'or et de soie. Je vous en prie, messieurs, laissez-moi ! Trêve de ces milords ! que voulez-vous que je fasse de vous ! Allez rire à la Chancellerie comme si je n'étais pas là. Prétendez-vous me faire prendre au sérieux cette mascarade ! Pensez-vous que je sois assez bête pour me croire changé de nature parce que j'ai changé d'habit ? Le marquis de Londondery va venir, dites-vous ; le duc de Wellington m'a demandé ; M. Canning me cherche ; Lady Jersey m'attend à dîner avec M. Braugham ; lady G... m'espère à dix heures dans sa loge à l'Opéra ; lady Mansfield à minuit à Almaks. Miséricorde ! Où me fourrer ? Qui me délivrera ? Qui m'arrachera à ces persécutions (2) ? » Pourtant il y a là, au fond, plus de sincérité qu'on ne le pourrait croire ; s'il était avide de succès, il se refusait à se tromper comme tant d'autres sur l'importance véritable des satisfactions d'amour-propre. Il restait, au fond, peu fait pour la foule. Ce que les succès publics ont de grossier le choquait.

A Londres, en particulier, les dandys, leur fatuité, leur insolence

(1) *Corr. gén.*, 140-110.

(2) *M. O.-T.*, I, 322.

et leur niaiserie lui faisaient très sincèrement horreur. Les ladies à la mode ne lui plaisaient guère davantage (sans doute dans l'ensemble seulement, car, si l'on en croit M. de Bourqueney, il y aurait eu au moins quelques exceptions). Leur « nullité » l'agaçait et il disait un jour à son secrétaire : « S'il m'arrive d'être quelque chose dans l'État, je leur enverrai pour ambassadeur une bête ou un beau garçon de Tortoni. » (Il devait, une fois ministre, envoyer comme ambassadeur à Londres, le prince de Polignac.)

Il avait une horreur particulière pour la princesse de Lieven, ambassadrice de Russie, femme autoritaire, tranchante, reine du monde diplomatique de son temps, que, plus tard, devait rendre célèbre et ridicule sa liaison tardive avec Guizot, qu'il nomme dans ses *Mémoires* « la douairière des congrès » et qu'il appelait, paraît-il, dans l'intimité, « la sorcière russe ».

De plus, les fêtes continuelles au milieu desquelles s'agitait, de jour et de nuit, la société fashionable, le fatiguaient, car il n'était plus jeune et ses rhumatismes le faisaient souvent souffrir.

Enfin, surtout, il travaillait beaucoup ; il consacrait énormément de temps à des dépêches officielles, à ses entrevues avec les ministres anglais, à ses correspondances avec ses amis politiques et privés et ce n'était pas, nous allons le voir, ce qui lui donnait le moins de souci, car ses succès n'avaient pas diminué les haines et les jalousies de ses rivaux, bien au contraire.

En arrivant à son poste il était décidé à montrer, comme il l'avait déjà fait à Berlin, que, tout poète qu'il fût, il savait s'appliquer aux détails du métier et y réussir aussi bien que les spécialistes patiemment formés au milieu de la paperasse des bureaux, aussi bien surtout que la troupe des vieux administrateurs desséchés de l'Empire, si fiers de leur compétence, si dédaigneux pour les royalistes nouveaux venus. Et, dès le 19 avril, il avait écrit à Mme de Duras : « Je prouverai aux petites gens qu'un homme d'esprit peut avoir les talents d'un sot et je veux défier au portefeuille les Guizot et les Molé (1) ».

Aussi tenait-il la main à ne négliger aucune des affaires, si minces fussent-elles, qui intéressaient les ressortissants français de l'ambassade. Bien entendu, quand il s'agissait des petites négociations courantes auxquelles donnaient lieu par exemple la question des passeports pour l'île de Guernesey, celle des pêcheries de Granville, l'organisation de la surveillance de la police sur les étrangers venus de France, la liquidation des créances laissées en Angleterre par le duc de Bourbon, le contrôle de la contrebande maritime, ou la protection

(1) *Corr. gén.*, III, 30.

des droits français sur les pêcheries de Terre-Neuve, c'étaient ses secrétaires qui étaient chargés de la correspondance (que l'on retrouve conservée aux Archives du Record Office) mais, nous assure Marcellus, le premier secrétaire de l'ambassade, il revoyait tout par lui-même. Et il avait fort à faire ; car dans ce poste qui, disait-il, était une sorte de vrai ministère et qui était demeuré longtemps sans titulaire, tout, assure-t-il, « était dans le plus grand désordre ».

Quant aux négociations proprement diplomatiques, il les traitait lui-même ; il écrivait toutes ses dépêches de sa main en ne laissant à ses secrétaires que le travail de la copie. Chateaubriand, diplomate en effet, avait, nous l'avons vu l'année précédente, un programme que le récent changement de ministère allait lui permettre d'exposer complètement et d'appliquer au moins en partie.

Depuis 1814, la France vaincue, gouvernée par des hommes qui ne voulaient pas l'affermissement des Bourbons, qui hésitaient entre des programmes divers, avait été timide et lâche à l'extérieur. L'arrivée au pouvoir d'un ministère royaliste, appuyé sur une majorité homogène, devait permettre plus d'audace ; et une politique étrangère plus ferme, en relevant le prestige de la France, allait pouvoir affermir les Bourbons sur le trône.

C'est aussi bien au gouvernement français qu'aux ministres anglais que Chateaubriand, à la fois diplomate et chef de parti, devait faire comprendre le changement de la situation.

Aux ministres anglais, qui ne pouvaient, dit-il, « se défendre d'une sorte d'étonnement en causant avec un de ces royalistes que, depuis sept ans, on leur représentait comme des fous ou des imbéciles (1), » il allait montrer « la France telle qu'elle est, forte de son droit, de ses institutions et de l'esprit nouveau de son gouvernement » ; et il allait leur assurer que le nouveau ministère, appartenant à une opinion nettement définie, « resterait le maître tant que cette opinion dominerait dans les Chambres ».

Aux ministres français, pleins de bonnes intentions, mais timides et sans programme, il voulait donner cette audace qu'il sentait en lui, il voulait les encourager à quitter, dans les négociations diplomatiques, cette attitude effacée et hésitante que le précédent ministère avait adoptée, et leur montrer qu'ils n'avaient, bien au contraire, rien à redouter du changement. Car, dès ses premières conversations avec Londonderry, le premier ministre anglais, il avait remarqué que, « loin de blesser, son langage plus ferme impressionnait sans

(1) *Corr. gén.*, III, 14.

déplaie » ; et il écrivait à Montmorency : « Si vous voulez prendre une part active aux affaires européennes, on me paraît disposé à venir à vous (1). »

Trois affaires surtout allaient lui permettre, à Londres, d'exposer et d'expérimenter ses méthodes et son programme :

1^o Les Autrichiens qui, depuis la révolution de l'année précédente, occupaient Turin et la Savoie, venaient de rencontrer des difficultés assez graves. Il proposait, comme il l'avait déjà fait en 1821 sous Richelieu, de les faire appuyer par des troupes françaises. Il savait bien que dans certaines garnisons les libéraux, les carbonari, avaient à plusieurs reprises, et tout dernièrement encore, cherché à provoquer des complots. Mais à l'encontre des ministres, il ne croyait pas qu'il y eût là un danger sérieux. Et même, selon lui, pour maintenir la fidélité des troupes, mieux valait les employer franchement au dehors dans des missions qui leur donneraient du prestige et les rendraient fières, plutôt que de les laisser dans l'ennui des garnisons, rêvant aux gloires de l'Empire, exposées à toutes les tentations des agitateurs. Car, écrivait-il, « à la vérité quelques bas officiers peuvent crier vive la Charte dans une garnison, mais nos grenadiers crieront toujours vive le roi sur le champ de bataille ». Sans doute, malgré la justesse de la thèse et la beauté de l'image qui enchantèrent M. de Bourqueney, les ministres ne se laissaient pas convaincre et refusaient d'envoyer des troupes à Turin, mais l'idée et l'argument restaient dans l'air et quelques mois plus tard allaient pouvoir être repris, cette fois avec un plein succès, pour la campagne d'Espagne.

La seconde affaire qui, à ce moment, agitait les chancelleries et qui allait occuper une grande place dans les dépêches de Chateaubriand était le conflit turco-russe d'où allait naître cette fameuse question d'Orient source, jusqu'à nos jours, de tant de négociations, de tant de crises et de tant de guerres.

L'Empire Ottoman, au début du dix-neuvième siècle, commençait à se désagréger ; de côté et d'autre, les populations chrétiennes, longtemps soumises aux Turcs, tentaient de se révolter. En Grèce et en Serbie surtout, le mouvement prenait de l'ampleur, et une question se posait pour les grandes puissances d'Europe, pour l'Angleterre et pour la Russie en particulier : fallait-il soutenir le mouvement, encourager le réveil des nationalités, ou, au contraire, les contenir ? Sans doute, l'empereur de Russie était le protecteur naturel des chrétiens orthodoxes d'Orient, l'ennemi héréditaire des Turcs, et, sans oser l'avouer, il rêvait toujours d'atteindre Constan-

(1) *Corr. gén.*, III, 28.

tinople. Sans doute aussi pour l'Angleterre, les provinces, libérées du joug turc, offriraient au commerce des marchés nouveaux. Mais en même temps, soutenir la révolte, c'était inévitablement remettre en question l'équilibre entier de l'Europe.

De part et d'autre on tergiversait. La Russie, avec bien des hésitations, semblait disposée à soutenir l'émancipation et à attaquer la Turquie; l'Angleterre qui souffrait encore des conséquences des guerres napoléoniennes, souhaitait, momentanément au moins, la paix. Entre Londres et Pétersbourg, les notes et les projets s'échangeaient sans relâche. La France, jusque-là enfermée depuis 1815 dans son système d'effacement diplomatique, s'était abstenue. C'est contre cet effacement que Chateaubriand, sitôt installé à Londres, prétendait lutter.

Pour le moment, il n'avait, lui non plus, pas pris parti entre la thèse russe et la thèse anglaise, entre la politique d'émancipation et la politique du maintien de la paix. Ce qui lui importait d'abord, c'est qu'en tout état de cause la France tint dans les négociations le rang qui lui était dû. Car la France elle aussi avait, en Orient, des intérêts à défendre, une influence à conserver; et, si elle savait s'imposer, elle avait des profits à tirer de son appui ou de sa neutralité. Déjà en effet à cette date s'ébauchait, dans l'esprit de Chateaubriand, un projet qu'il devait exposer dans son ensemble quelques années plus tard, en 1828. Il voulait obtenir la révision des traités de 1815, la modification de notre frontière rhénane. Or, si le gouvernement français, pensait-il, savait s'imposer dans les négociations de la question d'Orient et profiter des circonstances, il pouvait, dans un sens ou dans l'autre, faire payer son intervention. Et, résumant son opinion, après avoir longuement exposé les négociations en cours, il écrivait à Montmorency : « Vous penserez sans doute que toute politique tergiversante nous perdrait. Soyons Russes ou Anglais franchement; empêchons la chute de l'Empire Ottoman ou partageons ses dépouilles (1). »

Mais les projets de la question d'Orient étaient encore à lointaine échéance. Une troisième affaire plus pressante allait surtout occuper Chateaubriand à Londres. Il s'agit de la révolution d'Espagne et des conséquences qu'elle devait entraîner aussi bien en Europe qu'en Amérique.

Le roi d'Espagne, le roi Bourbon Ferdinand VII, déposé par Napoléon et remplacé par Joseph Bonaparte, était remonté sur son trône en 1814 et avait révoqué toutes les réformes constitutionnelles accom-

(1) *Corr. gén.*, III, 49.

plies pendant son exil. Mais, prince brutal, peu capable et peu courageux, il n'avait su ni ramener la paix, ni imposer son autorité. Le 6 juin 1820, une insurrection militaire avait éclaté à Madrid ; des Cortès révolutionnaires avaient été réunies. La constitution démocratique de 1812 avait été proclamée à nouveau et, depuis lors, la situation n'avait fait qu'empirer.

En même temps s'étaient développés les mouvements antimonarchiques et autonomismes qui, depuis plusieurs années déjà, avaient éclaté dans les possessions d'Amérique, et, bien que le roi eût encore, presque partout, de nombreux partisans, comme il était incapable de rétablir l'ordre, sans doute la révolte allait-elle aboutir à une séparation complète d'avec la métropole, et peut-être à l'établissement de gouvernements républicains dans le Nouveau Monde.

L'Angleterre, tout en protestant qu'elle n'était nullement disposée à soutenir les gouvernements révolutionnaires, encourageait, plus ou moins secrètement, les révoltés ; elle comptait, en échange de son appui, obtenir des États nouveaux, des traités de commerce avantageux ; en même temps, il ne lui déplaisait pas de faire échec à la famille des Bourbons et elle avait déjà fait des frais considérables pour établir des relations avec les provinces insurgées au nord et au midi de l'isthme de Panama.

Aussi la situation pour la France était-elle très délicate. Sans aucun doute d'abord, le succès du mouvement révolutionnaire en Espagne était menaçant à cause de l'appui et des encouragements qu'il allait donner aux révolutionnaires français. De plus, l'intérêt de la France était de maintenir un prince Bourbon sur le trône d'Espagne. Enfin l'extension du mouvement d'émancipation aux colonies était inquiétant lui aussi.

Certes, étant donné l'état de désorganisation où se trouvait la monarchie espagnole, il était difficile d'admettre qu'elle fût jamais en mesure de rétablir son autorité en Amérique ; et la France n'avait pas intérêt à voir l'Angleterre seule nouer des relations et signer des accords avec les États nouveaux.

Mais en même temps laisser s'établir en Amérique des gouvernements républicains basés sur les principes de la Révolution française, soutenus par l'or anglais et nourris d'un esprit de haine pour les Bourbons était très imprudent. C'étaient donc, si les colonies se détachaient de la métropole, des monarchies et des monarchies bourboniennes qu'il fallait travailler à créer. Il était nécessaire de prendre parti et d'agir.

Mais la politique timide de Richelieu avait hésité en Espagne comme, nous l'avons vu, elle l'avait fait en Italie. On ne se croyait

pas sûr de la fidélité des troupes en cas d'intervention armée. On craignait également de mécontenter les grandes puissances, aussi bien l'Angleterre hostile instinctivement à tout relèvement de la puissance bourbonnienne que l'Autriche, violemment antirévolutionnaire sans doute, mais aussi mégalomane, jalouse, et qui n'acceptait de soutenir par les armes le rétablissement de la puissance royale en Espagne que si c'était la Sainte-Alliance et non la France qui se chargeait de l'entreprise.

Le gouvernement français embarrassé s'était contenté momentanément d'établir, le long de la frontière des Pyrénées, un corps de troupes appelé « cordon sanitaire », destiné officiellement, en surveillant la circulation d'Espagne en France, à protéger notre territoire contre la fièvre jaune qui sévissait à ce moment à Barcelone, et destiné en réalité à arrêter le passage des agents révolutionnaires. Puis, sans intention définie, sans oser vis-à-vis de l'Europe faire montre d'une initiative, sans prendre position au sujet des colonies, on s'était contenté d'attendre la réunion du prochain congrès en espérant que les choses s'arrangeraient d'ici là.

Chateaubriand, dès son arrivée à Londres, soucieux de grandeur française et de défense monarchique, avait voulu réagir et mettre fin aux hésitations. Il avait commencé par se rendre compte et par déclarer nettement que c'était s'aveugler que de croire l'Espagne en mesure de rétablir son autorité sur les colonies. Aussitôt après sa première entrevue avec Londonderry, le 12 avril il écrivait : « Nous ne devons pas nous dissimuler que l'Angleterre reconnaîtra tôt ou tard l'indépendance des colonies espagnoles. L'opinion publique et le mouvement du commerce l'y forceront (1). »

L'intérêt de la France était donc de prendre position elle aussi, de ne pas laisser l'Angleterre intervenir seule, de commencer par « se hâter aussi d'admettre la liberté du commerce avec les colonies espagnoles » de façon à être mieux en mesure « si l'Europe était obligée de reconnaître les gouvernements de fait en Amérique, de faire naître des monarchies dans le Nouveau Monde au lieu de ces républiques qui nous enverront leurs principes avec les produits de leur sol (2). »

Le projet n'avait rien de chimérique car l'idée, le principe monarchique avaient encore de très nombreux partisans dans le Nouveau Monde. Si, comme l'ont établi les historiens modernes de l'Amérique latine, les guerres de l'indépendance allaient être si longues et si meurtrières, ce n'est pas à cause de la résistance armée de l'Espagne

(1) *Corr. gén.*, III, 13.

(2) Lettres du 7 mai. *Corr. gén.*, III, 71.

absorbée par ses guerres civiles (en 1829, au plus fort de la guerre, le nombre des troupes métropolitaines, dans toute l'Amérique espagnole, n'était que de 23 400 hommes (1) ; mais parce que la masse de la population américaine elle-même, par fidélité au principe monarchique, restait attachée sinon à l'Espagne, au moins à la dynastie et très hostile aux idées républicaines. Des monarchies indépendantes de l'Espagne avaient donc, si on savait manœuvrer, et si le principe monarchique gardait du prestige en Europe, autant et peut-être plus de chances de s'établir que des républiques. Mais ce n'était pas, on le savait, la solution qui pouvait convenir à l'Angleterre. De plus, le gouvernement français craignait de mécontenter Ferdinand VII. Aussi, en réponse aux premières ouvertures de Chateaubriand, le ministère avait-il estimé des démarches dans ce sens au moins prématurées et avait préféré continuer à attendre.

En Espagne même, cependant, les événements peu après l'arrivée de Chateaubriand à Londres se précipitaient ; le 6 juillet, une émeute, plus grave que les précédentes, provoquait un massacre de la garde royale et faisait le roi en quelque sorte prisonnier dans son palais. Il devenait, pour la France, si on voulait éviter un complet triomphe des révolutionnaires, impossible d'hésiter longtemps encore. C'est ce que Chateaubriand disait et répétait dans sa dépêche du 16 juillet : « Si les royalistes ne triomphent pas en Espagne, nous touchons certainement à une crise qui nous obligera à prendre une résolution (2). » Et il commençait alors à proposer de préparer une intervention armée au delà des Pyrénées.

Sans doute, il le savait bien, dans une telle expédition la France ne serait peut-être pas soutenue par l'Europe. L'Angleterre en particulier garderait une neutralité qu'il fallait s'attendre à trouver malveillante. « L'humeur du cabinet anglais contre notre armée est (3), assurait-il le 23 juillet, manifeste ; il cache, sous l'apparence de l'intérêt que lui inspire notre sûreté, la jalousie que lui cause la renaissance de notre prospérité et de nos forces. » Mais, déclarait-il nettement, ce n'est pas une raison pour renoncer à nos projets.

A mesure que les événements allaient se presser, son programme se précisait. Et comme justement, au congrès qui devait se réunir en octobre à Vérone ; (on sait qu'après le congrès de Laybach, les puissances avaient décidé de se retrouver l'année suivante en Italie), la question d'Espagne devait être discutée, il voulait être là pour

(1) Voir LAUREANO VALLENILLA LANZ, *Césarisme démocratique en Amérique*.

(2) *Corr. gén.*, III, 167.

(3) *Id.*, III, 179.

soutenir sa thèse et il demandait au gouvernement de l'envoyer comme plénipotentiaire.

Rien n'était plus juste qu'un tel vœu. Aux congrès précédents, la France avait été représentée toujours par ses ambassadeurs accrédités auprès des principales cours. Or cette fois, par l'incontestable réputation qu'il avait acquise, par l'autorité qu'il avait prise auprès du cabinet britannique, par l'influence qu'il exerçait depuis la Restauration sur le parti arrivé depuis quelques mois au pouvoir, Chateaubriand était tout désigné pour être un des représentants de la France au congrès. Lui-même désirait vivement être choisi ; car, d'une part, il pensait pouvoir être utile et, de l'autre, il comptait tirer du rôle qu'il aurait à jouer un nouveau prestige qui servirait, pensait-il, non seulement à lui-même, mais aussi à son parti.

Or, justement parce qu'il le désirait et qu'il en attendait pour lui-même du succès, ce serait mal connaître ses rivaux et la situation des partis que de croire que cette désignation allait lui être accordée sans effort. Au contraire, avant d'aboutir, il allait avoir à mener toute une interminable négociation qu'il est intéressant de suivre de près. Une fois de plus, en effet, nous allons voir les petits hommes unis pour faire échec au génie, les aveugles politiques barrant la route au chef qui voit clair et qui les juge ; une fois de plus aussi, nous allons voir Chateaubriand lui-même, tour à tour ardent au succès et las de mesquines intrigues, partagé entre la passion de faire triompher la politique de grandeur monarchique et française qu'il était seul à bien concevoir, et la crainte de paraître poussé par une ambition égoïste, mais soutenu aussi par sa volonté de montrer de quoi il était capable.

Pour bien comprendre, il faut d'abord considérer une fois de plus la position des partis. On sait que si Villèle, au début de janvier, une fois le ministère formé, s'était décidé à offrir l'ambassade de Londres à Chateaubriand, avait promis des concessions à l'extrême droite et avait supprimé la censure, c'était après de nombreuses hésitations, contraint et forcé en quelque sorte, quand il s'était rendu compte que le cabinet que lui imposait le clan des La Rochefoucauld manquait de tout véritable appui parlementaire. Il n'en était pas moins resté instinctivement et violemment hostile aux chefs de l'extrême droite, jaloux de leurs succès dans la presse et dans l'opinion et enfin prisonnier de Sosthène.

Plus que jamais au contraire, Chateaubriand restait fidèle au programme d'union posé dans le *Conservateur* devenu plus difficile, mais plus nécessaire que jamais à maintenir maintenant que c'était les royalistes qui étaient au pouvoir. Dès le début, après les premières promesses, pour sceller l'accord du ministère avec toutes les nuances

de la droite, il avait demandé en faveur de ses amis des garanties et par suite des places. La Bourdonnaye en particulier, le grand orateur de l'extrême droite, renonçant à son opposition, avait demandé au nouveau ministère de le nommer ministre à La Haye ; et pour soutenir son ami politique, Chateaubriand avait écrit le 7 février à Villèle, avant de partir pour Londres (1) : « La Bourdonnaye est la grande capacité de la Chambre dans les députés royalistes et son caractère répond de la force de son esprit. Il faut le conquérir... La Bourdonnaye satisfait, toute la France royaliste est à vous sans division. » Mais il n'avait rencontré qu'une mauvaise volonté à peine dissimulée.

Depuis, de semaine en semaine, pendant son séjour à Londres, aussi bien dans ses lettres officielles au ministre des Affaires étrangères que dans ses lettres à Villèle, et à ses amis politiques et privés, il avait vainement, pour maintenir l'union, continué à prêcher aux uns les concessions, l'observation des promesses faites, aux autres la patience et la modération.

A Villèle, à Mathieu de Montmorency, à Mme de Duras, il n'avait cessé de rappeler la nécessité de satisfaire les chefs de l'extrême droite : « Mon cher ami, écrivait-il à Villèle, le 23 avril (2), je vous en supplie, pour notre salut et pour le vôtre, satisfaites les royalistes par les nominations dont nous sommes convenus avant les élections. Vitrolles, Delalot, Bertin, Castelbajac, Donnadieu, Canuel, Agier, doivent être placés. Vous n'aurez rien sans cela. » Un autre jour : « On mécontente Delalot, écrivait-il, et Delalot est une puissance à la Chambre. » A Mathieu de Montmorency il écrivait dans le même sens. A propos de la nomination au poste de président du conseil de l'Instruction publique de l'abbé Frayssinous, connu pour ses accointances avec les milieux de la *Congrégation*, il rappelait l'imprudence qu'il y avait à paraître réserver les faveurs pour ce petit groupe très fermé et peu aimé.

Quand les élections survenaient en mai (on avait décidé de tenir cette année-là une session supplémentaire des Chambres pour rétablir un vote normal du budget et supprimer les douzièmes provisoires, et on avait en conséquence avancé la date des élections), il insistait à nouveau pour qu'on ne manquât pas de maintenir l'union de toutes les nuances royalistes en satisfaisant l'extrême droite : « Je suis inquiet des élections, écrivait-il le 27 avril à Mme de Duras ; la liste des présidents (des collèges électoraux) est plate à six ou sept noms

(1) *Corr. gén.*, II, 304.

(2) *Id.*, III, 40.

près. On ne fait rien pour les gros royalistes que j'ai tant recommandés. Ce n'est pas le moyen de se concilier les suffrages (1). »

Certains historiens se sont scandalisés de voir Chateaubriand demander ainsi avec tant d'insistance des places et des honneurs pour ses amis politiques. Ce n'était cependant pas sa faute si dans le régime institué en 1814 les places et les honneurs dépendaient du ministère. Les cabinets précédents ne s'étaient pas gênés pour les réserver à leurs amis et à leurs partisans. Villèle et Mathieu de Montmorency, de leur côté, ne se faisaient pas plus de scrupules de servir leurs amis personnels. (Tandis que l'abbé Frayssinous était nommé à l'Instruction publique, le duc de Doudeauville était fait directeur des postes.) Or, puisque le nouveau ministère n'était arrivé au pouvoir que grâce à l'extrême droite, puisqu'on avait besoin de celle-ci pour constituer la majorité forte qui permettrait de voter les institutions vraiment monarchiques propres à assurer la durée du régime, il n'y avait aucune raison pour que, par une exclusive blessante, les chefs parlementaires de l'extrême droite, dont beaucoup avaient de tout temps été les plus fidèles et les plus dévoués défenseurs de la famille royale, fussent seuls écartés et oubliés.

Chateaubriand ne se faisait pas du reste d'illusions sur ce que pouvait avoir cependant d'excessive et de peu mesurée l'impatience de certains de ses amis : « Je connais comme vous les inconvénients de notre parti, » écrivait-il le 23 avril à Villèle (2). Et en même temps qu'il demandait à Villèle des faveurs pour l'extrême droite, à l'extrême droite d'autre part il recommandait la patience et la modération.

Déjà, en deux longs articles inspirés, sinon écrits par lui, le *Journal des Débats* avait, le 18 janvier et le 24 février, prêché la confiance et l'alliance de la droite autour du cabinet.

Le 8 février, bien que La Bourdonnaye n'eût pas reçu satisfaction, il avait insisté auprès de lui pour le décider à ne pas parler contre le ministère (3).

Une fois à Londres, il avait continué : « J'ai écrit pour qu'on ne fasse pas de fautes, disait-il à Mme de Duras le 19 avril, que d'un côté on tienne ce qu'on m'a promis pour les royalistes, et que de l'autre côté les royalistes satisfaits aient un peu de patience et ne se divisent pas. » Et au mois de septembre encore, il écrira, pour calmer un impatient (dont le nom ne nous est pas parvenu) : « Je suis très fâché, monsieur, de vous voir si découragé. Je sais que de grandes

(1) *Corr. gén.*, II, 63.

(2) *Id.*, III, 30.

(3) EGGER. *Chateaubriand inédit*.

injustices n'ont pas encore été réparées. Je sais que des hommes ennemis de la légitimité occupent encore des places qui sont dues à la fidélité ; enfin, que nous n'avons pas tout à fait la Charte et les honnêtes gens. Mais nous l'aurons si nous ne nous divisons pas. Pardonnons-nous nos faiblesses et nos défauts les uns aux autres, serrons nos rangs, car les ennemis battus ne sont pas encore dispersés (1). »

Sans doute, malgré tout, cet effort de diplomatie constante pour maintenir l'union s'était vite révélé très décevant. Non seulement on ne l'avait pas écouté pour les élections où le ministère, au lieu de soutenir les candidats de l'extrême droite, avait réservé tout son appui pour les hommes du centre et du centre droit, ce qui avait amené un succès, léger il est vrai, mais significatif de la gauche. Non seulement on avait refusé à La Bourdonnaye le poste diplomatique qu'il demandait ; on avait eu contre lui un mauvais procédé qui ressemblait cette fois à une insulte : bien que, parmi les candidats à la présidence de la Chambre, il eût obtenu le plus grand nombre de suffrages (220), le ministère avait cependant fait choisir par le roi pour président M. Ravez, député du centre, qui n'avait eu que deux cent trois voix (2).

Aussi toutes les lettres que Chateaubriand recevait de Paris étaient-elles remplies de plaintes : ses amis politiques lui écrivaient « des fureurs » et voulaient « qu'il quittât tout pour les sauver (3). » Lui seul, il le savait bien, avait assez d'autorité pour pouvoir éviter une crise ; il disait avec accablement : « Je voudrais être partout à la fois et la crainte que j'ai de vos sottises à Paris me trouble au milieu de ce que je fais à Londres (4). »

Or, le Congrès pouvait être une bonne occasion pour lui de quitter Londres, de passer un moment à Paris et de grandir son autorité. Par suite, en outre des raisons diplomatiques qui lui faisaient désirer d'être nommé plénipotentiaire à Vérone, l'intérêt de son parti était-il de lui voir confier ce poste.

Espérant d'abord qu'il serait compris à demi-mot et que le gouver-

(1) EGGER, *Chateaubriand inédit*.

(2) Le ministère avait légalement le droit d'agir ainsi. D'après la procédure en vigueur, la Chambre présentait seulement des candidats à la présidence, parmi lesquels le roi était libre de choisir à son gré. Mais dans cette Chambre où la gauche était en trop petit nombre pour présenter un candidat à elle, elle avait reporté toutes ses voix sur le candidat du centre, Ravez, tandis que La Bourdonnaye avait recueilli les voix de la droite et de l'extrême droite. Il aurait donc été logique que le ministère, composé d'hommes de droite, choisît La Bourdonnaye. Seule une hostilité personnelle de Villèle contre lui expliquait qu'on ne l'eût pas fait. Étant donné les circonstances, la droite avait incontestablement des raisons de se plaindre.

(3) Lettres à Mme Récamier du 14 mai. *Corr. gén.*, III, 78.

(4) Lettre à Mme de Duras du 16 avril. *Corr. gén.*, III, 23.

nement, soucieux d'union, lui éviterait l'embarras d'avoir à demander directement, il avait dès le mois de mai, tâté le terrain auprès de Villèle. Mais les premières allusions avaient été reçues tout d'abord sans enthousiasme et par des réponses évasives. En même temps, selon une tactique qui devait resservir, pour tenter de lui faire perdre quelques-uns des appuis les plus précieux qu'il avait dans le monde politique, on (c'est-à-dire, peut-être bien surtout en la circonstance Adrien de Montmorency, le candidat évincé à l'ambassade de Londres) avait excité les jalousies rivales de Mme de Duras et de Mme Récamier, en grossissant et en déformant les succès qu'il remportait à Londres, en alimentant les « correspondances privées », en lui prêtant mille aventures dont il avait bien du mal à se défendre. On l'avait accusé de faire des dépenses absurdes, on faisait courir le bruit qu'il voulait, au ministère, prendre la place de Villèle ou de Montmorency.

Il avait fallu alors engager la lutte ; et, au début de juin, il s'était décidé à poser la question nettement à Villèle, d'une part, et à Montmorency, de l'autre, auquel il écrivait le 16 juin : « Je viens vous demander, noble vicomte, ce qui est le but de mon ambition diplomatique et ce que j'aimerais d'obtenir de vous. Je désire aller au Congrès. Je pense qu'il est bon pour vous et bon pour moi que vous me mettiez en rapports directs avec les souverains. Vous complétez ainsi ma carrière et vous m'aurez toujours sous la main pour vous faire des amis et pour repousser vos ennemis. »

Mais ni cette franchise, ni ces arguments ne convainquaient Montmorency, bien au contraire. Justement en effet inspiré par son gendre Sosthène, ce dévot ministre, si détaché semblait-il de tout intérêt égoïste, et qui dans ses lettres à sa femme et à ses amis parlait sans cesse de la volonté de Dieu et des regrets qu'il avait de se voir, par elle, attaché aux honneurs, venait d'avoir lui aussi un brusque accès d'ambition. Non content de ses fonctions de ministre, il voulait aller lui-même représenter la France au Congrès. Bien entendu, il ne lui plaisait nullement de se faire accompagner par Chateaubriand, dont le prestige risquait de l'écraser et il préférait prendre avec lui son cousin Adrien (lequel, dit Mme de Duras, ne quittait pas le ministère des Affaires étrangères où il « brouillonnait tous les commis »), et quelques autres des diplomates qui avaient assisté aux précédentes conférences : La Ferronnays, Blacas ou Caraman.

En vain Chateaubriand insistait et tentait de faire intervenir Mme Récamier. Mme Récamier, sans doute, paraissait bien placée pour agir en raison de la tendre amitié que Mathieu de Montmorency lui témoignait depuis de longues années. Mais quelle qu'ait été la

nature des liens qui l'unissaient à Chateaubriand, et malgré le culte que celui-ci affecta toujours de lui rendre, elle était trop soucieuse des avantages que pouvaient lui procurer des relations mondainement puissantes pour déplaire aux Montmorency. D'ailleurs, les ennemis de Chateaubriand, en faisant courir sur les aventures de celui-ci mille bruits injurieux, lui donnaient occasion de se montrer jalouse, et elle semble bien, par prudence ou par bouderie, s'être tenue sur la réserve.

Heureusement, par contre, Mme de Duras avait moins de calcul. Tandis que Chateaubriand avait prié Mme Récamier d'agir sur les Montmorency, il avait demandé à Mme de Duras d'intervenir auprès de Villèle ; sans se lasser celle-ci avait insisté auprès du ministre des Finances. « M. de Chateaubriand à Vérone, disait-elle, serait une parure pour la France ; les souverains auraient à qui parler. » — « C'était mon *Master Stroke*, écrivait-elle elle-même le 10 juillet (1). » Or, chose curieuse pour qui connaît l'hostilité sourde plusieurs fois manifestée par Villèle envers son rival, elle avait trouvé cette fois son interlocuteur beaucoup mieux disposé et prêt même à offrir assez aimablement son appui.

C'est que Villèle, de son côté, avait à ce moment besoin de Chateaubriand. Il était trop fin pour ne pas s'être rendu compte de la faiblesse parlementaire de sa combinaison ministérielle en face d'une Chambre où, le dernier scrutin pour la présidence le lui avait montré, l'extrême droite avait de nombreux partisans ; il redoutait les empiétements de Sosthène, la faiblesse des talents diplomatiques de Mathieu de Montmorency. (« Vous n'avez pas d'idée, écrivait le 15 août Mme de Duras à Chateaubriand, de la nullité de Mathieu.... Je disais l'autre jour à Villèle, ajoutait-elle, que c'était la vraie raison pour vous nommer ; qu'une fois au Congrès et au centre des grandes affaires, Mathieu sentirait sa faiblesse et prendrait vos conseils. Villèle mit sa main sur mon bras et me dit : « Non, il n'a pas assez d'esprit pour cela (2) ». ») Et surtout il avait une ambition : il voulait être nommé président du Conseil des ministres :

Or, Mathieu de Montmorency qui était pair de France tandis que Villèle n'était que député, qui appartenait à une des plus grandes familles, tandis que Villèle était de toute petite noblesse, estimait que le titre de président du Conseil devait lui revenir de droit. (Quand Villèle sera nommé, il ne dissimulera pas son mécontent-

(1) BARDOUX : *Mme de Duras*.

(2) *Id.*

tement de ce qu'il considérera comme « une inconvenance pour la Pairie (1) ».

Contre Mathieu de Montmorency, Villèle avait donc besoin d'un appui et c'est pourquoi, sans s'engager tout de suite formellement, il avait promis de soutenir la demande de Chateaubriand. Pourtant, comme il avait aussi besoin de Sosthène, comme il avait peur d'exciter la colère des Montmorency, celle par suite de Sosthène qui pouvait faire agir Mme du Cayla, il avait hésité et n'avait pas répondu ouvertement.

Chateaubriand, alors, engagé comme il l'était, avait naturellement insisté. Avec l'obstination qu'il savait mettre aux entreprises qui lui tenaient à cœur, il avait multiplié les lettres et dans chacune d'elles les arguments qui pouvaient frapper. Il s'était efforcé de rassurer Mathieu ; il avait fait intervenir le directeur des *Débats* ; il avait écrit de nouveau à Villèle, en faisant des charges violentes contre les rivaux qu'on prétendait lui imposer, contre « ce pauvre Adrien de Montmorency » à qui, certes, « il ne voulait pas de mal, mais qu'il était bien difficile de placer entre des hommes tels que Metternich et Capo d'Istria (2) », contre Caraman qui n'était « qu'une créature des bonapartistes et de l'ancien ministère ». Il avait cherché toutes les solutions possibles. Peut-être, suggérait-il, pourrait-il accompagner Mathieu ; peut-être, ce qui semble une idée bien étrange, pourrait-il avoir l'intérim des affaires du ministère des Affaires étrangères pendant que Mathieu serait au Congrès.

Pour presser le résultat, il envoyait enfin à Paris, d'abord son secrétaire particulier Pilorge, puis le premier secrétaire de l'ambassade, Marcellus. Mais, à mesure que le temps passait et que la décision tardait à intervenir, il s'énervait. Les sentiments les plus contradictoires assaillaient de nouveau son esprit inquiet. Tantôt il faisait effort pour se résigner, tantôt il traversait de justes crises de révolte contre la lâcheté des hommes politiques qui, disait-il le 2 août, « craignent plus de blesser un ennemi médiocre qu'un ami capable », qui ne comprenaient pas, qui ne voulaient ni comprendre, ni reconnaître les services qu'il leur avait rendus et qu'il pouvait leur rendre encore. Il avait cependant assez fait pour mériter au moins des égards, mais il le savait bien, c'était sa supériorité même qui gênait : « Ce n'est pas un homme comme moi qu'on veut, » écrivait-il le 27 août (3).

Et de nouveau, puisqu'il en était ainsi, il ne lui restait qu'une

(1) Arch. Lenormant. Lettres du 14 septembre 1822 à Mme Récamier. Inédit.

(2) *Corr. gen.*, III, 109.

(3) *Id.*, III, 192.

arme, la menace : « Soit jalousie, soit confiance dans leurs propres forces, écrivait-il le 27 août à Mme Récamier, ils ne savent pas que par tous les courriers je reçois des lettres de la droite et de la gauche me pressant de les abandonner. *Je sais qu'en donnant ma démission, j'amène inévitablement, dans quelques mois, la chute du ministère...* Sans doute, je suis trop honnête pour jouer légèrement le sort de ces mêmes hommes qui s'embarrassent si peu de m'offenser, mais, d'un autre côté, ajoutait-il, l'idée qu'ils sont si peu loyaux pour moi, précisément parce qu'ils comptent sur ma loyauté, me met malgré moi en colère et me donne envie de leur rendre procédé pour procédé (1). »

Retenons et soulignons ces quelques phrases. Jamais nous n'insisterons trop sur la sottise des hommes politiques qui, par mesquine jalousie, n'ont jamais su donner franchement et élégamment à Chateaubriand les justes honneurs auxquels il avait droit, les honneurs qu'ils n'étaient d'ailleurs pas assez forts pour lui refuser ; et qui préféraient lui marchander leurs faveurs avec tant de parcimonie et de maladresse, qu'il ne pouvait, quand enfin il avait triomphé, avoir pour aucun d'eux de reconnaissance sans arrière-pensée et sans rancune.

Tandis que les jours passaient et que l'été s'avavançait, son impatience augmentait. Pour occuper ses loisirs il travaillait avec acharnement à ses *Mémoires*. Il se demandait s'il n'allait pas entreprendre une excursion en Écosse. Il n'avait plus grand'chose, en effet, à faire à Londres qui était désert pendant les vacances du Parlement et dont le roi lui-même était parti. Il rassemblait cependant la colonie française le 25 août pour fêter la Saint-Louis ; puis, le 29, pour distraire son énervement et se concilier les bonnes grâces de Louis XVIII par une attention flatteuse, il allait, sur les conseils de Mme de Duras, faire un pèlerinage à Hartwell, l'ancienne résidence du roi pendant son exil, et il rapportait de sa visite un récit assez pompeux que, par l'intermédiaire du duc de Duras, son amie faisait parvenir à Louis XVIII.

Enfin, le 30 août, dans la nuit, au moment où il commençait à désespérer tout à fait, Marcellus revenait de Paris avec la réponse et entra aussitôt dans sa chambre : « Eh bien, demandait Chateaubriand ! ils s'obstinent à me refuser ? — Préparez-vous à partir sous huit jours, vous êtes nommé plénipotentiaire à Vérone, » répondait Marcellus. « Dans sa joie, ajoute Marcellus, M. de Chateaubriand m'embrassa (2). »

(1) *Corr. gén.*, III, 240-241.

(2) MARCELLUS. *Politique de la Restauration*.

Mais le lendemain, paraît-il, Chateaubriand avait changé d'avis et il songeait à ne plus partir. C'est qu'en effet il avait appris des détails, et ces détails, comme il le disait quelques jours plus tard, manquaient de loyauté.

Montmorency avait bien fini par céder, mais il ne l'avait fait qu'avec mauvaise grâce et maladresse. Si Chateaubriand était nommé, comme il le demandait, délégué de la France à Vérone, avec La Ferronnays, ambassadeur en Russie, et Caraman, ambassadeur à Vienne, Mathieu de Montmorency lui-même sans attendre personne, sans s'entendre avec les plénipotentiaires sur le plan à suivre, était parti en avant, seul, le 29 août pour Vienne, où, avant l'ouverture du Congrès qui ne devait commencer qu'en octobre, il allait poursuivre une série de négociations particulières avec Metternich et prendre peut-être des engagements imprudents qui allaient rendre ensuite l'action plus difficile ou même inutile.

Pendant ce temps, de son côté, l'habile et patient Villèle venait de se faire donner le 17 août le titre de comte, et, à l'improviste, sitôt son collègue des Affaires étrangères parti, il se faisait en outre nommer président du Conseil. (La nomination, connue le 29 août, parut au *Moniteur* du 6 septembre.)

Toutes ces nouvelles imprévues et qui montraient à Chateaubriand combien les ministres avaient peu de confiance en lui et combien les ambitions rivales profitaient de son absence pour se satisfaire, n'étaient pas faites pour lui donner confiance. N'accusons donc pas trop sa versatilité pour expliquer ses nouvelles sautes d'humeur. Du reste il se ressaisissait vite. Il était décidé, écrivait-il le 6 à Mme de Duras, « à avaler toutes les couleuvres qu'on voudra lui servir, si le cœur le lui permet ». Il faisait rapidement ses préparatifs de départ, il quittait Londres le 8 et il était le 12 à Paris, après que, peut-être bien, oubliant ses rancunes, Mme Récamier était venue au-devant de lui à Chantilly.

Ainsi finissait cette ambassade, curieuse et attachante période où, mieux que dans aucune autre, nous voyons rassemblés les traits principaux du caractère de Chateaubriand : grandeur hautaine et amertume impatiente, avidité au succès et lassitude en face des intrigues, goût de la splendeur et grande simplicité de vie, mélancolie rêveuse et bonne humeur ironique, lucide activité et défiance de l'avenir, le tout dominé par un haut souci de ses responsabilités de chef de parti et une passion toujours vive pour la grandeur française et royale.

Il allait maintenant sur un autre théâtre atteindre pour la première fois les rôles de tout premier plan.



Le Congrès de Vérone est, avec la guerre d'Espagne qui allait en être la conséquence, la période de sa carrière politique dont Chateaubriand a été le plus fier.

Pour la défendre contre les attaques de ses ennemis, il lui a consacré deux gros volumes qu'il ne s'est pas, comme pour le reste de ses *Mémoires*, réservé de faire paraître après sa mort, mais qu'il a publié lui-même en 1838 afin de signaler et de défendre son rôle personnel dans cette grande entreprise.

Depuis, l'histoire du Congrès de Vérone et de la guerre d'Espagne a été écrite à plusieurs reprises. Il ne s'agit donc pas pour nous, après Viel-Castel, Gabriac et plusieurs autres de refaire une fois de plus l'exposé détaillé des négociations diplomatiques. Il s'agit seulement d'expliquer l'importance qu'elles ont tenue dans la carrière de Chateaubriand, d'observer quelles furent ses réactions personnelles et d'en déterminer les raisons.

Nous savons qu'il avait vivement désiré aller au Congrès, qu'il le souhaitait pour lui-même comme pour son parti, et qu'il avait fait tous ses efforts pour être nommé plénipotentiaire. Mais bien vite, nous le savons aussi, il avait dû déchanter et s'était rendu compte qu'il ne serait pas au Congrès maître d'agir comme il le voulait.

Quand les grandes puissances, après Laybach, avaient décidé de se retrouver l'année suivante en Italie, c'était d'abord avec l'intention d'étudier à nouveau la situation du Piémont et du royaume de Naples. Depuis, la question d'Orient était intervenue. L'Angleterre, d'autre part, tenait à ce que fussent discutées en outre les conditions de la répression de la traite des nègres. Enfin et surtout la révolution espagnole occupait les esprits, aussi bien pour les conséquences qu'elle entraînait aux colonies que pour les troubles du continent qui mettaient en péril les Bourbons, qui menaçaient la France et peut-être toutes les monarchies européennes.

Comment allait-on se défendre du danger espagnol? Deux politiques étaient en présence : la politique d'intervention et celle de temporisation. De plus, en cas d'intervention armée, la question était de savoir qui se chargerait de l'expédition. Serait-ce la France, la nation la plus voisine de l'Espagne, la plus intéressée au rétablissement de l'ordre dans la péninsule, et qui avait déjà dû installer un cordon sanitaire le long de sa frontière, ou seraient-ce tous les États de la Sainte-Alliance?

La Russie approuvait le principe d'une intervention armée, et ne s'opposait pas à ce que la France en fût chargée. L'Angleterre au contraire était ouvertement hostile à toute expédition militaire. L'Autriche, craignant un relèvement de prestige de la France, redoutait un succès militaire de notre part et s'efforçait d'obtenir que l'expédition fût faite par un corps de troupes international, et Metternich faisait valoir que la France n'était pas assez sûre de son armée pour mener seule la campagne à bien. En France même, les opinions étaient très divisées. Tous ceux qui manifestaient des sympathies pour les idées de gauche étaient, bien entendu, violemment hostiles à toute entreprise contre les révolutionnaires d'Espagne, soit qu'il s'agît d'une expédition faite au nom de la Sainte-Alliance, soit d'une entreprise au nom de la France seule.

Certains ultras au contraire voulaient d'une intervention où la France agirait comme soldat de la Sainte-Alliance ; d'autres royalistes enfin estimaient que si la France intervenait ce devait être en son nom seul, quand et comme il lui plairait. Mais plusieurs parmi ces derniers n'en restaient pas moins de préférence partisans de la paix, soit qu'ils n'eussent pas confiance dans la fidélité des troupes, soit qu'ils craignissent des complications imprévues qu'une expédition en Espagne pouvait entraîner.

Tel semble bien avoir été le point de vue de Villèle qui, le 6 septembre, écrivait à notre ministre à Madrid : « Nous ne retirerons pas nos troupes. Nous les renforcerons même, car, dans la situation respective des deux pays, notre armée doit être toujours prête à agir. Mais nous ne nous porterons point à le faire hostilement vis-à-vis de l'Espagne qu'autant que nous y serons contraints ou pour la couronne du roi de France ou pour la sûreté de notre pays ; » et qui ajoutait quelques jours plus tard, en parlant des insultes dont plusieurs de nos agents consulaires avaient été récemment l'objet : « Je ne puis cependant les rappeler simultanément, *ce qui semblerait une déclaration de guerre qui n'est nullement dans nos intentions.* »

Bref le gouvernement français n'avait pas de plan, et dans le sein même du ministère les opinions étaient divisées et hésitantes.

Les autres gouvernements comptaient bien profiter de semblables dispositions en prenant l'initiative des négociations. Le premier à agir allait être le gouvernement autrichien et son ministre Metternich.

Metternich, le fondateur de la Sainte-Alliance, inquiet de tout ce qui pouvait compromettre son prestige en Europe et soucieux de conserver son autorité à tout prix, avait proposé qu'avant le congrès

se tint à Vienne une réunion des divers ministres des Affaires étrangères qui, sous sa direction, s'entendraient sur la ligne politique à adopter. Il lui semblait plus facile en effet, dans des conversations familières et privées, d'imposer son influence et d'obtenir les solutions qu'il souhaitait. Le calcul était d'autant plus adroit que Mathieu de Montmorency, le ministre des Affaires étrangères de France, heureux d'avoir personnellement à jouer un rôle avant le congrès, avait accepté sans hésiter la proposition de l'Autriche, et sans prendre conseil de ses collègues, sans emporter d'instructions de son gouvernement, était parti pour Vienne où, nouveau venu dans la politique, livré à lui-même, il allait se laisser influencer, et manœuvrer sans peine.

Metternich, en effet, soutenu par l'ambassadeur d'Angleterre Gordon, avait commencé par persuader à la Russie que l'armée française, travaillée par les sociétés secrètes, ne pouvait, sans imprudence, être chargée seule de réprimer la révolution espagnole, et que d'ailleurs la guerre n'était pas populaire en France. Puis, se retournant vers Montmorency, il l'avait assuré que l'empereur de Russie n'était pas favorable à l'intervention de la France et qu'il était sage à celle-ci de se confier à l'Autriche (1). Et Montmorency lui-même, vivement partisan de la guerre, avait admis sans discussion que l'intervention de la France, si elle avait lieu, devait se faire au nom et avec l'appui de la Sainte-Alliance.

Par malheur seulement pour Metternich, le plénipotentiaire anglais Wellington, retardé dans son voyage, n'était pas arrivé assez tôt à Vienne pour participer aux négociations ; rien n'avait pu être conclu et il avait fallu prendre le parti de remettre la décision à Vérone. Mais, Metternich était trop satisfait de l'influence qu'il avait prise sur Montmorency pour se séparer de lui, et il avait vivement insisté pour le décider à venir se joindre personnellement à la délégation française au congrès.

Montmorency à ce moment avait été embarrassé. A son départ de Paris, il avait été convenu avec son gouvernement qu'il assisterait seulement aux conversations de Vienne, et que seuls les plénipotentiaires munis des instructions régulières du roi : Chateaubriand, La Ferronnays et Caraman, représenteraient la France à Vérone. Mais, pressé et séduit par Metternich, heureux aussi de ne pas laisser à Vérone Chateaubriand jouer le premier rôle, il avait, par lettre, demandé au roi l'autorisation d'accompagner Metternich et, sans attendre la réponse, il s'était mis en route.

(1) Voir GABRIAC : *le Congrès de Vérone*.

Cependant, en même temps, pour des raisons toutes personnelles, la pensée de voir se prolonger son absence, le tourmentait. La vicomtesse de Montmorency sa femme, grosse, disgracieuse et autoritaire personne avec laquelle il avait, pendant de nombreuses années, vécu dans les termes les plus froids, tandis qu'il faisait une cour platonique à Mme Récamier, s'était, trois ans plus tôt, réconciliée avec lui, à un moment où, à la suite de la mort d'un jeune neveu, sa famille avait compté sur elle pour donner un héritier au nom des Montmorency ; et elle avait, sur le tard, senti s'éveiller une passion exigeante, mêlée de dévotion et d'ardeur, qui ne permettait pas à son pieux et docile époux de demeurer longtemps loin d'elle.

Aussi celui-ci était-il partagé entre les sentiments les plus contradictoires et les moins politiques. Et tandis qu'il écrivait à Mme Récamier une lettre assez embarrassée pour lui expliquer qu'il allait « bien à mon corps défendant, je vous assure », retrouver à Vérone Chateaubriand : « Je ne sais pas précisément, disait-il assez hypocritement, jusqu'à quel point cela lui plaira, mais il est des considérations plus hautes que celle-là qui doivent me décider à faire le sacrifice de mes goûts s'il est nécessaire (1) ; » en même temps, dans sa voiture, sur la route qui l'emmenait en Italie, le 30 septembre, entre Ems et Salzbourg, il composait, en l'honneur de son exigeante épouse, des vers fort mauvais, bien que fort tendres, et destinés à lui faire prendre patience. Je le sais, écrivait-il :

*Je le sais Hortense a gémi
Du voyage de son ami
Qui du strict devoir doit subir la sentence
Mais qui voudrait, par d'honorables faits
Remède unique de communs regrets
Servir son prince et sa patrie.
Oh! que ta présence chérie,
Si je peux faire un peu de bien,
En soit le prix et mon soutien
Pendant le reste de ma vie.
Le soleil vient de luire et son aimable sœur
Des nuits l'astre consolateur
Apporte au voyageur son heureuse lumière
Hélas! Je me rappelle en ce val solitaire
Que pour moi tu sais embellir
Quel doux, quel céleste plaisir*

(1) Lettre du 25 septembre. Archives Lenormant, publiée en partie par Herriot : *Mme Récamier et ses amies*.

*Nous fit souvent goûter cette lumière pure
Qui jusqu'en son sommeil embellit la nature
Prions, on croit alors être un même lieu,
Le même ciel nous couvre et nous n'avons qu'un Dieu.
Ce bon père exaucera nos larmes
Il nous accordera le moment plein de charmes
Qui doit nous réunir pour ne plus nous quitter
Et pour prier ensemble et toujours nous aimer (1).*

C'est dans ces conditions, débordant d'émotion touchante, mais armé d'un programme politique plutôt incertain, qu'il était arrivé à Vérone à la suite de Metternich et de l'empereur d'Autriche le 6 octobre.

Chateaubriand, de son côté, après avoir passé trois semaines à Paris à reprendre contact avec ses amis, et à plaider auprès de Villèle la cause et les intérêts de ses partisans, s'était mis en route le 6 octobre, en emportant, pour lui-même, et pour les autres plénipotentiaires, les instructions dont Mathieu avait, nous le savons, négligé de se soucier ; et il écrivait à ce sujet à Mme de Duras, avec une méchanceté un peu amère : « Je trouverai mon confrère Mathieu prêt, comme moi, à exécuter les ordres que je lui porterai du président Villèle. Cela m'amuse assez. »

Il était passé par Dijon et Genève, il avait franchi le Simplon ; puis, en entrant en Italie par Milan, il avait vainement cherché à retrouver l'enthousiasme qui s'était emparé de lui vingt ans plus tôt quand, pour la première fois, il avait traversé les Alpes. Le 12 enfin il débarquait à Vérone où il trouvait ses secrétaires, MM. de Boissy, d'Apremont, et le gendre de Mme de Duras, le duc de Rauzun, arrivés avant lui.

M. de Caraman était là depuis la veille. Deux jours plus tard allait s'installer M. de La Ferronnays. L'assistance à Vérone était brillante et nombreuse. L'empereur de Russie était venu accompagné de son ministre Nesselrode, de Pozzo di Borgo toujours ambassadeur à Paris et du prince de Lieven, ambassadeur à Londres. L'empereur d'Autriche, accompagné bien entendu de Metternich, le roi de Naples, le roi et la reine de Sardaigne, le grand-duc et la grande-duchesse de Toscane, la duchesse de Parme, Marie-Louise et son mari, le comte de Neipperg, d'autres princes encore avaient aussi fait le voyage. L'Angleterre était représentée par

(1) Archives Lenormant. Voir pour la correspondance de Mathieu de Montmorency et de sa femme : E. BEAU DE LOMÉNIE, *Une amie dévote de Mme Récamier*. *Revue universelle*, I, 15 janvier 1923.

Wellington accompagné de lord Clanwilliam. La France, en plus de ses quatre plénipotentiaires, avait envoyé ses ambassadeurs à Berlin, à Naples, et à Florence, MM. de Rayneval, de Serre, de La Maisonfort, qui, dit Chateaubriand, assistaient au spectacle en simples curieux.

Dans la ville surpeuplée où, autour de la célèbre place aux Herbes, les diverses délégations parvenaient à grand'peine à se loger dans les vieux hôtels de style vénitien et où M. de Boissy, le secrétaire de Chateaubriand avait fait, paraît-il, une très bonne affaire en louant pour quatre mille francs, à l'intention de son ambassadeur, un palais composé, dit-il, « de quatre murs décorés de fresques (1) », les fêtes, les cérémonies officielles, bals, concerts, illuminations des arènes se succédaient pompeuses, mais, assure Chateaubriand, assez mornes. Le reste du temps, les souverains vivaient assez à part. Metternich en effet qui, d'autorité, dirigeait le congrès, avait réglé minutieusement tous les détails d'étiquette avec la solennité froide de la cour de Vienne.

Tous les soirs les diplomates se réunissaient chez la princesse de Lieven qui, fort intime en ce temps-là avec le ministre autrichien continuait, au grand dépit de Chateaubriand, son rôle de reine diplomatique. Metternich, à l'apogée de sa gloire, chargé depuis le congrès de Vienne de titres et d'honneurs, toujours amoureux et toujours sûr de lui, trônait, tour à tour distant et badin, au milieu d'un cercle d'admirateurs obséquieux ; et tandis qu'il expliquait la façon de faire des macaronis (2), chacun écoutait respectueusement attentif.

Chateaubriand assistait à tout cela d'assez mauvaise humeur. Lui qui avait très vivement désiré prendre part au congrès et qui avait compté y jouer un rôle de premier plan, était une fois de plus déçu et désappointé.

A Vérone comme partout, sa supériorité hautaine gênait les petites combinaisons des ambitieux et les intrigues des professionnels. Montmorency se défiait du rival dont le prestige risquait de l'éclipser. Metternich, de son côté, habitué à dominer, et tout heureux d'être arrivé sans peine à impressionner Mathieu, redoutait Chateaubriand qu'il sentait plus difficile à séduire.

C'est en vain que celui-ci avait tout d'abord tenté de faire la cour au tout-puissant ministre autrichien. Il s'était bientôt rendu compte qu'il n'avait pas réussi et le 12 novembre, tout dépit, il écrivait à Mme de Duras : « J'ai joué la passion, mais apparemment que mon

(1) *Mémoires du marquis de Boissy*, p. 167.

(2) *Lettre de Chateaubriand à Mme de Duras du 12 novembre. Corr. gén. III, 276.*

accent était faux, il doit avoir pour moi tout juste l'éloignement qu'ont eu tous les ministres en France depuis sept ans. »

Si, en effet, Chateaubriand savait merveilleusement provoquer l'enthousiasme des jeunes gens désintéressés et sensibles à la vraie grandeur, si lui-même s'enthousiasmait très sincèrement pour la véritable noblesse, par contre, la solennité gourmée des gens en place l'embarrassait toujours ; il manquait avec eux de souplesse et de componction ; et la conscience qu'il avait de sa propre valeur le rendait maladroit à faire sa cour à ceux qu'il n'estimait qu'à demi.

Or, dès le premier contact, Metternich lui était apparu fort surfait : « C'est un médiocre, sans fonds, sans vues, écrivait-il à Mme de Duras (1), dont le talent consiste à réduire à rien ce qui a l'apparence d'être quelque chose et qui n'a d'empire que sur la faiblesse. Il est faux, cela est d'obligation, il est assez léger pour un Allemand ; il fut à Lovelace dans sa jeunesse ce qu'il est à Mazarin dans son âge mûr. »

Chateaubriand, nous pouvons nous en rendre compte aujourd'hui, n'avait peut-être pas tort de juger ainsi. Il est peu en effet de politiques qui aient abouti à un échec aussi complet que celle de Metternich. Après qu'il eut pendant quarante ans gouverné l'empire des Habsbourg et dominé toutes les chancelleries d'Europe ; après qu'il eut pendant quarante ans travaillé patiemment à étendre et à maintenir sur l'Italie et sur l'Allemagne l'hégémonie autrichienne ; après que, pour résister aux doctrines démocratiques, il eut fondé la Sainte-Alliance et en eût fait, pendant des années, pour l'Autriche, un merveilleux instrument de domination internationale, l'année même de sa mort, en 1859, non seulement la Sainte-Alliance était morte aussi, mais l'unité italienne, qu'il avait si longtemps combattue, s'achevait malgré l'Autriche. Sept ans plus tard c'était, à Sadowa, l'Allemagne à son tour qui échappait à l'influence de la vieille monarchie et moins de soixante ans après, c'était l'Autriche elle-même qui, presque entière, disparaissait de la carte d'Europe.

Mais si nous pouvons aujourd'hui mesurer à quels désastres devaient entraîner un jour la mégalomanie insolente et vaniteuse de Metternich, en 1822 par malheur, au moment où il était dans tout l'éclat de sa puissance, bien peu étaient en mesure de prévoir et de comprendre. Et Chateaubriand, s'il pensait juste, ne dissimulait peut-être pas assez bien. Malgré la peine en effet qu'il s'était donnée pour « jouer la passion » il n'avait pu faire illusion à Metternich ; et celui-ci,

(1) Lettre du 12 novembre.

se rendant compte qu'il ne parvenait pas à le séduire, avait travaillé à l'écarter et à lui nuire.

Avec sa rouerie ordinaire, il avait multiplié contre lui les roseries de toutes sortes. Il l'avait tourné en ridicule auprès de ses collègues, l'accusant d'être un esprit chimérique « qui arrive, disait-il, la poche pleine de constitutions et veut montrer ce que c'est qu'un homme ».

Derrière Metternich bien entendu, tous ceux qui jalousaient Chateaubriand et tous ceux qui faisaient la cour aux puissants avaient repris la même note. Pozzo di Borgo, son vieil ennemi, l'appelait : « ce vieil enfant de cinquante ans qui balbutie de la politique et qu'on a lancé au milieu du congrès comme une fusée à la congrève. » Et le mot bien entendu avait été aussitôt rapporté à l'intéressé.

Aux souverains eux-mêmes, on ne parlait de lui qu'avec un dédain condescendant, si bien que, lorsqu'il était présenté à la reine de Sardaigne, la souveraine, aimable mais mal informée, le blessait involontairement en lui demandant « s'il était parent de M. de Chateaubriand qui faisait des brochures (1) ».

A Montmorency enfin on avait persuadé sans peine qu'il fallait le tenir à l'écart et, comme on avait fait à Vienne, traiter la question d'Espagne dans des réunions particulières, où seuls les ministres des Affaires étrangères seraient admis.

Sans doute, les rapports officiels des deux plénipotentiaires français demeuraient bons : « Nous sommes très bien ensemble, écrivait Chateaubriand à Mme Récamier le 25 octobre. Il s'était levé un petit nuage qui a promptement passé. » Et Mathieu de son côté écrivait le 12 novembre : « Mes rapports avec Chateaubriand sont toujours bons, et dans tout ce qui tient à moi je ne puis pas m'en plaindre (2). »

Mais il n'y avait entre eux aucune intimité. Mathieu travaillait à tenir son rival à distance et, sans consulter ses collègues, sans même les mettre au courant, il poursuivait avec Metternich ses conciliabules secrets.

Aussi Chateaubriand gêné, agacé, ou simplement dédaigneux, faisait bande à part. L'espèce de gêne, fruit d'un trop inquiet orgueil, principale cause de l'ennui dont il s'est plaint si souvent, le condamnait à la solitude. Tandis que ses collègues prenaient leurs repas ensemble, lui vivait seul avec ses secrétaires. Tandis que les autres se pressaient autour des princes, lui, à part les cérémonies officielles, et quelques conversations politiques avec Mathieu, passait ses journées « à se promener au soleil », à « causer avec ses jeunes gens »,

(1) Voir GABRIAC, *le Congrès de Vérone*.

(2) Archives Lenormant.

à faire quelques excursions (il allait entre autres à Mantoue voir le tombeau de Virgile), et bien entendu à rêver à la chute des empires.

Il paraît que, dans cette vie à part, il mettait quelque affectation. C'est ainsi qu'il négligeait de se joindre à ses collègues le jour où ceux-ci se faisaient présenter à la duchesse de Parme, l'ancienne impératrice Marie-Louise. Et Mathieu de Montmorency, toujours sermonneur et toujours disposé à dénigrer son rival, écrivait à Mme Récamier : « Je n'aime pas beaucoup la position générale où il s'est placé : de la raideur, de la sauvagerie qui mettent les autres mal à l'aise avec lui... j'ai idée qu'il doit beaucoup s'ennuyer d'après le genre de vie qu'il s'est arrangé et je ne sais s'il trouve son grand désir de venir au congrès parfaitement justifié (1). »

Il n'en gardait pas moins cependant avec ses secrétaires, nous assurent MM. Gabriac et de Boissy, une grande simplicité de manières, un peu trop appliquée peut-être, assure Gabriac, mais très cordiale ; il se reposait aussi parfois chez la princesse Tolstoï, une amie de l'empereur de Russie avec laquelle Mme de Duras était assez liée, de la contrainte qu'il devait s'imposer chez la princesse de Lieven. Mais les raisons de mécontentement ne lui manquaient pas. Mathieu de Montmorency, en effet, circonvenu par Metternich, conduisait les négociations de façon assez maladroite.

Voici comment, au début du congrès, les choses se présentaient. Depuis les conférences de Vienne, les divers points de vue s'étaient précisés et quelque peu modifiés. L'empereur de Russie, d'une façon chaque jour plus ferme, souhaitait voir réprimer, par une expédition armée, la révolution espagnole. Il ne voyait pas en principe d'inconvénient à ce que ce fût la France qui fût chargée de l'expédition. Mais, inquiété par Metternich, il redoutait que l'armée française ne fût pas en état de la mener à bien et, pour soulager nos troupes, il offrait l'appui d'une armée russe sans penser qu'il n'y eût rien là qui dût choquer la France.

L'Angleterre, au contraire, demeurait fermement hostile à toute expédition armée faite en faveur des Bourbons, soit par la Sainte-Alliance, soit par l'une ou l'autre des monarchies continentales et particulièrement par la France, d'autant plus, nous le savons, que, profitant de la révolution pour étendre ses intérêts commerciaux en Espagne et dans les colonies, elle ne souhaitait ni le retour de l'ordre ni le rétablissement de la puissance royale.

Metternich, de son côté, sans repousser absolument le principe d'une intervention faite au nom de la Sainte-Alliance, l'envisageait cependant

(1) Arch. Lenormant : Voir *Souvenirs et correspondances de Mme Récamier*, I, 449.

avec beaucoup moins d'enthousiasme que l'empereur de Russie. Car, de toute façon, il lui semblait impossible d'empêcher, qu'en cas d'intervention armée ce fût la France qui seule, ou appuyée de ses alliés, fût chargée de l'expédition, et que par suite elle en tirât un avantage et un prestige nouveaux dont il ne voulait pas pour elle. Aussi préférait-il traîner les choses en longueur par des négociations diplomatiques dans lesquelles il serait possible peut-être à l'Autriche de garder l'influence prépondérante et au moyen desquelles l'indépendance d'action de la France serait complètement aliénée. Et à mesure qu'il sentait croître son autorité sur Montmorency et qu'il espérait pouvoir tirer de lui davantage, ses prétentions augmentaient.

Mais la situation des négociateurs français n'était plus la même. Car, pendant le séjour de Montmorency à Vienne, Villèle avait rédigé pour nos plénipotentiaires au congrès des instructions, celles qui avaient été confiées à Chateaubriand et qui se trouvaient en contradiction très nette avec le point de vue personnel du ministre des Affaires étrangères.

Sans doute Villèle n'était pas insensible aux arguments de ceux qui se montraient partisans de la guerre. Cependant la France, déclarait-il, se devait à elle-même et au souci de sa propre dignité de ne pas jouer le rôle de soldat de la Sainte-Alliance. Elle se devait aussi de ne pas avoir besoin, si elle entrait en campagne, de l'appui d'une armée étrangère. Aussi n'était-il pas d'avis que les représentants de la France prissent d'engagements vis-à-vis des États de l'Alliance. Il ne s'en tenait pas là. Au fond, à ce moment, il espérait encore éviter toute intervention armée.

Il craignait, d'une part, le trouble que la guerre risquait d'apporter dans les affaires et dans la situation financière du pays ; et aussi il tenait toujours à ménager les libéraux du centre et du centre gauche, lesquels étaient systématiquement opposés à l'expédition armée que réclamaient les ultras.

Sans doute, avec sa souplesse habituelle qui cherchait à se ménager le plus longtemps possible des alliances de tous les côtés, il se gardait bien de dévoiler sur ce point sa pensée tout entière. Il savait, en effet, qu'elle déplairait à la droite avec laquelle il ne voulait pas se brouiller. Et même, tout en ne souhaitant pas la guerre, il la préparait. C'est ainsi qu'il avait pris lui-même, dès le mois de septembre, l'initiative de changer le cordon sanitaire en armée d'observation. Mais en même temps, il soutenait et il encourageait dans les journaux des campagnes contre la guerre. C'est ainsi que le *Journal des Débats*, ouvertement gouvernemental à ce moment et qui tendait même à

devenir plus particulièrement favorable à Villèle (il avait, entre autres, fait paraître une série d'articles soutenant la politique électorale du ministère et défendant les circulaires que le ministre des Finances avait adressées aux agents sous ses ordres pour leur enjoindre de voter en faveur des candidats du gouvernement) ; le *Journal des Débats* publiait d'octobre à décembre une série d'articles contre l'intervention, et l'un même de ces articles, celui du 8 décembre, était reproduit par le *Moniteur* (1), et déclarait : « L'exercice du droit d'intervention est bien difficile, bien chanceux dans la situation particulière de la France vis-à-vis de l'Espagne... Notre vœu est qu'avec le temps et d'accord avec le roi il se forme en Espagne, nous ne disons pas un parti, mais une réunion d'hommes assez puissants et assez habiles pour concentrer et retenir dans ses mains une autorité telle qu'elle pût opérer sans intervention étrangère, et sans guerre, les modifications qu'unaniment tous les hommes éclairés en Espagne désirent, mais qu'ils peuvent avoir de bonnes raisons pour ne pas appuyer tant qu'elles leur seront proposées d'une manière hostile. »

La thèse officieuse que le *Journal des Débats* à cette date se chargeait de défendre était donc bien qu'il fallait tenter d'éviter la guerre et de s'en tenir à des négociations diplomatiques, grâce auxquelles, de façon pacifique, l'ordre, et dans une certaine mesure l'autorité du roi, pourraient être rétablis en Espagne.

Aussi, les instructions que Villèle avait rédigées pour les plénipotentiaires recommandaient surtout la temporisation : « Les plénipotentiaires de Sa Majesté, disait-il, doivent surtout éviter de se présenter au congrès comme rapporteurs des affaires d'Espagne... » « La France, ajoutait-il, doit être seule juge de la nécessité de la guerre. » Ce n'était pas en effet, précisait-il, aux représentants de la France à prendre des engagements vis-à-vis des autres puissances. Les plénipotentiaires, expliquait-il enfin, ne devaient pas non plus demander, en cas de guerre faite par la France, l'appui des puissances : « La situation de notre pays, disait-il, ne nous met dans la nécessité ni de demander... l'appui pour envahir, puisque nous ne sommes pas dans la nécessité de déclarer la guerre, ni des secours pour la faire puisque, si l'Espagne nous la déclare, nous n'avons pas besoin de secours et nous ne pourrions même en admettre s'il devait en résulter le passage des troupes étrangères sur notre territoire (2). » Il autorisait seulement

(1) Villèle, il est vrai, a soutenu dans ses *Mémoires* que cette reproduction fût faite sans son aveu et sans qu'il en fût même informé. Le fait cependant est bien improbable, étant donné qu'il ne fit ni démentir l'article, ni publier la moindre réfutation.

(2) Archives des Affaires étrangères.

les représentants de la France à faire valoir qu'en tous cas l'intérêt bien entendu des puissances serait de ne pas se désolidariser d'eux.

L'attitude d'expectative et de réserve que Villèle recommandait ainsi n'était, bien entendu, pas du tout celle qui convenait à Metternich. Ce n'était pas non plus celle que Montmorency, très partisan de la guerre, avait pour sa part adoptée.

Or, au lieu de se plier aux instructions du président du Conseil et de modifier sa conduite en conséquence, Montmorency faisait tout le contraire. Nous savons qu'au lieu de se faire appuyer par ses collègues et de les mettre au courant des négociations, il s'était prêté, comme le lui demandait Metternich, à s'en tenir à des conférences entre les seuls chefs de délégation. Et dès la première de ces réunions, le 20 octobre, au lieu de se réserver, il lisait et remettait à chacun des ministres alliés une note envisageant l'hypothèse de la guerre et posant aux puissances les trois questions suivantes : 1^o Dans quelles conditions elles seraient disposées à rappeler d'Espagne leurs ambassadeurs ; 2^o si elles étaient disposées à donner à la France leur appui moral en cas de guerre ; 3^o quelles étaient leurs intentions au sujet de l'appui matériel à donner à la France, dans le cas où, sur la demande de cette dernière, leur intervention active deviendrait nécessaire.

Cette démarche était un succès pour Metternich qui, malgré les instructions de Villèle, obtenait ainsi que le plénipotentiaire de France se fit rapporteur des affaires d'Espagne et qu'il demandât l'appui de l'Alliance. Le ministre autrichien était un trop adroit diplomate pour ne pas tirer parti de ce premier avantage. Dans les conférences suivantes, les 28, 30 octobre et 6 novembre, exploitant la maladresse et la naïveté que lui avait révélées son adversaire, il l'inquiétait en grossissant les difficultés d'une expédition militaire, en exagérant l'hostilité que rencontrerait chez les autres puissances l'annonce d'une déclaration de guerre de la France à l'Espagne. Il lui faisait, pendant dix jours, attendre une réponse à ses questions. Après quoi, quand il l'avait bien affolé et lui avait fait craindre un refus, le 31 octobre, il faisait réunir une assemblée générale du congrès et il lui apportait une réponse par laquelle il condescendait à promettre son appui moral et même matériel, « sauf à convenir des actes et des formes les plus propres à rendre cet appui utile et efficace. »

Le résultat était que Mathieu se trouvait de plus en plus compromis. Il avait, contrairement aux instructions de son gouvernement, demandé l'appui des puissances et il avait l'humiliation de ne se voir accorder cet appui qu'à des conditions. L'Angleterre même lui refusait jusqu'à cet appui conditionnel, et au lieu de manifester, comme les autres États, une hostilité au gouvernement révolutionnaire d'Es-

pagne, elle cherchait au contraire à se rapprocher de ce dernier pour en tirer des profits ; elle lui promettait son aide, et, se rendant compte de la faiblesse hésitante de la France, elle annonçait son intention de s'opposer à toute guerre.

Villèle, bien entendu, en apprenant à Paris ces premiers résultats des négociations de Vérone, avait été très mécontent du ministre des Affaires étrangères dont l'attitude allait inévitablement fournir contre le gouvernement des arguments à l'opposition ; et il écrivait à Mathieu le 6 novembre (1) : « Une obligation première pour nous c'est d'agir de notre propre mouvement, c'est de ne pouvoir être accusés ni d'avoir provoqué l'indignation des autres souverains contre l'Espagne, afin d'obtenir leur appui dans une guerre que nous voulions lui déclarer, ni d'être entraînés malgré nous à la faire par des déterminations étrangères.

« C'est pour éviter ces deux inconvénients que nous avons surtout insisté pour que vous ne vous fissiez pas le rapporteur des affaires d'Espagne au congrès. Vous avez sans doute déjà senti comme nous, pendant les huit jours durant lesquels on vous a fait attendre les réponses aux trois questions par lesquelles vous aviez conclu qu'il y avait là quelque chose de moins net pour la France que si, déclarant qu'elle avait pris ses mesures à tout événement, faisant connaître ses intentions dans tous les cas, elle n'avait rien demandé pour elle, annonçant ses dispositions à concourir néanmoins avec ses augustes alliés, à rechercher avec eux si, dans l'intérêt général de l'alliance et des garanties sociales de l'Europe, le congrès n'aurait pas quelques mesures générales plus efficaces à concerter et à adopter. »

Bien que Villèle évitât toujours de prendre ouvertement position sur le point essentiel, c'est-à-dire, sur la déclaration de guerre à laquelle il était, nous savons pourquoi, secrètement hostile, l'attitude qu'il proposait en attendant était évidemment plus digne que celle de Mathieu. Mais avec la lenteur des communications de Paris à Vérone, ses conseils devaient arriver trop tard.

Pendant ce temps, Metternich tirait de nouveaux bénéfices de ses premiers succès. Voici comment : Une des raisons pour lesquelles il voulait éviter la guerre, c'est que l'empereur de Russie en était partisan, qu'il était disposé à offrir à la France l'appui d'une armée et qu'il pouvait tirer de sa générosité un prestige susceptible de nuire à la prééminence de la diplomatie autrichienne en Europe.

Profitant de l'avantage qu'il avait pris sur Montmorency, Metternich allait donc trouver l'empereur Alexandre et lui faisait entendre

(1) *Mémoires de Villèle*, III, 184-185.

que la France elle-même ne se sentait pas assez forte pour entrer en campagne, qu'elle était, plus gravement encore qu'on ne le croyait, atteinte par l'esprit révolutionnaire et qu'il n'y avait rien à faire avec elle.

Montmorency, de son côté, était inquiet de l'attitude de l'Angleterre qui risquait de diviser l'Europe en deux. Si bien que, lorsque après ses conversations avec Metternich, l'empereur de Russie interrogeait le représentant de la France, celui-ci, embarrassé de se trouver lié par ses engagements vis-à-vis de l'Autriche, ne savait plus s'il devait se montrer partisan de la guerre ou de la paix. Il se plaçait ainsi lui-même et il plaçait en même temps les autres membres de la délégation française qu'il avait tenus depuis trois semaines à l'écart de toutes les négociations, dans une situation si fausse que La Ferronnays exaspéré, (sa position d'ambassadeur en Russie lui rendait plus particulièrement pénible de ne savoir quoi dire à l'empereur Alexandre), exigeait des explications et finissait par obtenir le 8 novembre que Montmorency, dans une conférence particulière, le mit au courant ainsi que ses collègues et leur demandât avis.

Cependant, il était devenu impossible à Montmorency de se dégager complètement. Puisqu'il avait eu l'imprudence de demander l'intervention des puissances ; puisque l'Angleterre, pour sa part, avait refusé son appui, la France, si elle ne voulait pas se trouver publiquement isolée, avait besoin à tout prix de trouver une approbation auprès des autres alliés. Ceux-ci se trouvaient en mesure d'imposer leurs conditions. Et le 18 novembre, à une seconde conférence générale du congrès, Metternich forçait Montmorency à accepter le principe d'une démarche de protestation commune faite en même temps à Madrid par les représentants de chacun des États de l'Alliance, la France comprise. De plus, on précisait que la promesse d'appui militaire serait réciproque, c'est-à-dire que si une quelconque des puissances jugeait nécessaire d'entrer en guerre avec l'Espagne, les autres la soutiendraient militairement.

C'est en vain que Chateaubriand et La Ferronnays protestaient contre la clause de réciprocité en faisant valoir la situation particulière dans laquelle les liens de famille et de voisinage mettaient la France vis-à-vis de l'Espagne. Montmorency insistait, et l'acte d'engagement était signé le 19.

Ainsi le résultat de la première partie des négociations du congrès était peu heureux. Sans doute la France obtenait, contre un appui possible donné par l'Angleterre à l'Espagne révolutionnaire, un acte de garantie des autres puissances. Mais en même temps, en se présentant malgré les instructions de son gouvernement en rapporteur des affaires d'Espagne, en demandant lui-même l'appui des

Alliés, Mathieu avait contribué à diminuer le prestige de la France ; il avait laissé entendre que nous n'avions pas assez confiance dans notre armée et dans nos forces pour entreprendre seuls la guerre ; et enfin, il donnait des arguments à l'opposition de gauche en laissant croire que la France, par l'engagement de réciprocité, acceptait de jouer le rôle de soldat de la Sainte-Alliance et aliénait d'avance sa liberté d'action. Lui-même n'était pas sans se rendre vaguement compte des inconvénients de la situation. Malgré sa confiance en lui, il écrivait à Mme Récamier le 21 : « Je crois avoir pour ma part conduit les affaires aussi bien que possible dans les circonstances, *mais de manière cependant à demander un peu de confiance aux bien intentionnés* (1). » Aussi avait-il hâte de partir pour se justifier et pour faire ratifier son accord.

Il avait d'ailleurs en même temps des soucis d'un autre ordre : Son ardente épouse, impatiente d'être séparée de lui depuis trois mois, s'était mis en tête de venir le rejoindre. Or, c'était une femme non seulement très passionnée et très dévote, mais très bizarre d'allure que Mme Mathieu de Montmorency. Son mari, qui la connaissait bien, avait fort redouté qu'elle ne se livrât, si elle venait à Vérone, à toutes sortes d'excentricités déplacées chez la femme du ministre des Affaires de France, au milieu surtout des stricts règlements d'étiquettes scrupuleusement établis par Metternich. Aussi lui avait-il écrit lettres sur lettres pour la dissuader de faire le voyage (2) : « Je regrette, sans « pouvoir me le reprocher, lui disait-il, de ne pas t'avoir emmenée ; « mais enfin on peut dire que c'était un sacrifice commandé par la « raison. Ce n'est pas seulement ces misérables considérations de « respect humain contre lesquelles je suis peut-être moins fort que « toi, mais il y a bien des ennuis et des embarras auxquels nous « n'aurions pas pu échapper, et toi moins qu'une autre, avec tes « goûts personnels et un tant soit peu de sauvagerie : les étiquettes, « les présentations, la maison à tenir. »

En vain, la sachant fort avare, avait-il fait valoir que le séjour à Vérone aurait coûté très cher : « Mme de Lieven a une maison ouverte tous les soirs. Juge ce que tu en aurais dit et l'augmentation des dépenses qui sont déjà assez considérables. » Elle s'était tout de même mise en route et déjà les bruits les plus divers couraient sur elle aussi bien à Vérone qu'à Paris. (« Tous vos ragots sur Mme Mathieu... ; » écrivait le 11 novembre Chateaubriand en réponse à une lettre à Mme de Duras.)

(1) Arch. Lenormant : Voir *Souv. et corr. de Mme Récamier*, I, 452.

(2) Voir E. BEAU DE LOMÉNIÉ : Article cité.

Aussi le pauvre ministre, redoutant chaque jour davantage les scandales, s'était-il senti plus pressé encore de partir pour empêcher sa femme d'arriver jusqu'à Vérone. Le 22, aussitôt l'acte d'engagement signé, laissant ses collègues traiter les questions annexes, il s'était mis en route ; il avait rejoint sa femme à Brescia ; et il avait repris aussitôt avec elle le chemin de Paris, sans pouvoir toutefois échapper aux moqueries ; car, raconte Mme de Duras, « ils sont revenus en dormeuse, et l'on a fait une caricature où la voiture est attelée de six chevaux conduits par deux vieux amours en postillons (1) ».

Sans doute, en arrivant, le 1^{er} décembre, il avait été reçu avec de grands honneurs : le roi, pour montrer ostensiblement qu'il était heureux de l'accord maintenu avec les Alliés, malgré l'opposition de l'Angleterre ; peut-être aussi pour consoler son ministre des Affaires étrangères de la présidence du Conseil donnée à Villèle, et peut-être enfin, pour satisfaire aux instances de Mme du Cayla, que Sosthène de La Rochefoucauld inspirait, lui donnait le titre de duc. Mais cette éclatante récompense, fort disproportionnée avec les résultats obtenus, et à propos de laquelle Mme de Duras pouvait écrire fort justement le 2 décembre, à Chateaubriand : « C'est ridicule. Que ferait-on pour ceux qui auront gagné des batailles ? Cela me désole de voir notre ministère royaliste avec ces misérables vanités. Tout ce qu'ont fait les autres est justifié. Il aurait été si bien de se distinguer par un noble désintéressement ; » cette récompense n'allait servir en fait qu'à dissimuler une disgrâce, à préparer une rupture.

En effet, une fois les éloges et les récompenses donnés, lorsque ensuite Mathieu se mettait en devoir de faire ratifier l'accord qu'il rapportait de Vérone, et de faire accepter l'envoi à l'Espagne d'une protestation commune des puissances que devait suivre aussitôt après la rupture des relations diplomatiques, il rencontrait chez Villèle une opposition absolue.

S'en tenant aux principes qu'il avait exposés jusque-là, Villèle déclarait ne pas vouloir d'un accord et d'une démarche qui liaient complètement la politique de la France à celle de la Sainte-Alliance et qui ne tenaient compte ni de notre dignité, ni de notre situation particulière : « Une telle mesure, dit-il à ce sujet dans ses *Mémoires* (2), pouvait convenir à la Russie, à la Prusse, à l'Autriche, sans points de contact avec le territoire espagnol, sans rapports de famille, sans lien politique direct avec ce pays ; mais pour la France cet acte en

(1) BARDOUX : *Mme de Duras*.

(2) III, 271.

compromettait trop évidemment la dignité, les intérêts et la situation: »

Il est vrai que Mathieu avait des raisons de penser que le souci de la dignité de la France n'était dans une certaine mesure au moins, pour Villèle qu'un prétexte. En effet, nous le savons, ce n'est pas seulement la guerre entreprise au nom de la Sainte-Alliance, mais la guerre entreprise dans des conditions quelconques à laquelle Villèle était et continuait à se montrer opposé.

Pendant tout le mois de novembre, dans ses lettres à Montmorency, il n'avait cessé d'insister sur les complications et les difficultés qu'une guerre entraînerait ; « les bruits de guerre, avait-il écrit le 20 novembre (1), ont été assez mal accueillis par la population commerçante et industrielle ; c'était tout simple. Mais les effets s'en sont suivis ; les soies et les étoffes ont baissé à Lyon de 10 à 15 pour 100 ; les assurances maritimes ont monté à des prix fous ; les Chambres de commerce, les conseils des manufactures, tout se plaint et fait des adresses ; ces considérations ne doivent pas nous dominer, mais elles doivent être connues de ceux qui ont à prendre une aussi grande décision. » Et il avait ajouté : « Éviter la guerre, en obtenant sécurité du côté de l'Espagne, serait, sans contredit, le meilleur. » En même temps, la campagne du *Journal des Débats* contre la guerre se poursuivait et c'est même au moment le plus vif de la crise que, le 9 décembre, le plus violent de ses articles avait été reproduit par le *Moniteur*.

Montmorency pouvait donc avoir des raisons de penser que l'opposition de Villèle à l'accord qu'il rapportait n'était qu'une façon d'empêcher la guerre. Aussi, au lieu de se rendre aux arguments du président du Conseil, il s'entêtait, de son côté, dans son point de vue. Villèle, à son tour, s'obstinait dans le sien. L'un comme l'autre se déclarait décidé à donner sa démission si sa thèse n'était pas adoptée.

Or, le 25 décembre, à la séance du Conseil des ministres, le roi les départageait et prenait le parti de Villèle, c'est-à-dire s'opposait à l'envoi d'une note commune des puissances à Madrid et au rappel de notre ambassadeur en même temps que ceux des puissances de la Sainte-Alliance. Montmorency, qui se croyait tenu par l'engagement pris à Vérone et qui considérait d'ailleurs devoir soutenir contre Villèle le parti de la guerre, donnait sa démission. Villèle triomphait, et sans doute, pensait-on, c'était avec lui le parti de la paix qui l'emportait.

(1) *Mémoires*, III, 239.

Or, à la surprise générale, c'est tout le contraire qui allait se produire. Une fois Montmorency retiré, c'était non à la paix, mais à la guerre qu'on allait aboutir. Comment ce changement allait-il se produire? C'est ici que le rôle de Chateaubriand apparaît. Pour comprendre, il faut retourner à Vérone.

Chateaubriand, aussi bien que Montmorency, était partisan de la guerre. Certes, leurs raisons n'étaient pas les mêmes. Tandis que Montmorency ne voyait que le principe de la légitimité à sauver contre les attaques révolutionnaires et, pour atteindre ce résultat, ne craignait pas de se lier entièrement à la politique de la Sainte-Alliance, Chateaubriand se plaçait à un point de vue plus spécifiquement français. Lui-même, dans son *Congrès de Vérone*, a défini les raisons qui le liaient : « Deux sentiments, dit-il (1), nous avaient constamment obsédé depuis la Restauration : l'horreur des traités de Vienne et le désir de donner aux Bourbons une armée capable de défendre le trône et d'émanciper la France. L'Espagne nous mettant en danger, à la fois par ses principes et par la séparation du royaume de Louis XVI, paraissait être le vrai champ de bataille où nous pouvions, avec de grands périls, il est vrai, mais avec un grand honneur, restaurer à la fois notre puissance politique et notre force militaire. Nos dispositions, ajoute-t-il, étaient telles, lorsque nous fûmes nommés au congrès. »

Chateaubriand n'exagère pas, en parlant ainsi. Son système n'était pas, comme certains pourraient le croire, inventé après coup. Déjà, en effet, nous le savons, un an plus tôt, quand il était ambassadeur à Berlin, il avait, dans des conditions très semblables, proposé d'intervenir au Piémont. De Londres ensuite, pendant son ambassade, il était, dans ses lettres à Montmorency, revenu sur la même idée. Il avait insisté sur l'intérêt pour la France de consolider le régime par des succès militaires. A Vérone même, avec La Ferronnays, il n'avait pas manqué une occasion de soutenir à la fois la guerre et l'indépendance d'action de la France. C'est ainsi que le 8 novembre, quand Montmorency s'était décidé à demander avis à ses collègues, il avait parlé en faveur de la guerre; et le 18, lors de la discussion sur l'envoi de la note des Alliés, il s'était, comme La Ferronnays, montré très vivement hostile à l'acceptation de la clause de réciprocité.

Et comme d'autre part, à la même époque, Mme de Duras, troublée par les campagnes des journaux et les conversations de salons, se montrait, dans ses lettres, toute à la paix, il lui répondait le 19 no-

(1) *Congrès de Vérone*, I, 100.

vembre (1) : « C'est bien dommage que votre tête ne soit pas aussi parfaite que votre cœur. Vous ne tomberiez pas dans ces frayeurs éternelles. Et si des hostilités, d'ailleurs peu dangereuses, avec l'Espagne, si une guerre qu'elle nous forcerait à soutenir devaient avoir pour effet de nous faire reprendre notre rang en Europe et nous faire oublier la cocarde tricolore, il ne faudrait pas trop nous plaindre. »

Mais, entre Villèle et Montmorency, sa tâche était très délicate. Il faut suivre pas à pas ses démarches.

Au cours des premières semaines du congrès, il avait, nous le savons, vécu assez à l'écart. Comme son imagination passionnée et toujours en mouvement lui avait représenté un beau rôle à jouer, il avait souffert avec une vivacité d'autant plus grande de la déception qu'il avait rencontrée.

Pour occuper ses loisirs, il avait, lui aussi, fait des vers, de ces vers très travaillés, bien frappés, mais un peu froids, et sans aisance comme sont la plupart de ceux qu'il a laissés ; et bien entendu, dans les dispositions d'esprit où il se trouvait, c'est une méditation sur la vanité de la gloire politique qu'il avait composée, où il évoquait mélancoliquement ses ambitions de jeunesse : *Alpes*, ... écrivait-il.

*Pour la première fois, quand rempli d'espérances
Je franchis vos remparts
Ainsi que l'horizon un avenir immense
S'ouvrait à mes regards.*

*L'Italie à mes pieds et devant moi le monde,
Quel champ pour mes désirs.
Je volais, j'invoquais cette Rome féconde
En puissants souvenirs...*

Ils ne sont plus ces jours que point mon cœur n'oublie...

*Pompeux ambassadeurs que la faveur caresse,
Ministres, valez-vous
Les obscurs compagnons de ma vive jeunesse
Et mes plaisirs si doux?*

*Politiques, guerriers, vous qui prétendez vivre
Dans la postérité,
J'y consens, mais on peut arriver sans vous suivre
A l'immortalité...*

(1) Corr. gén., III, 281.

*Je vous peignis aussi, chimère enchanteresse,
Fictions des amours,
Aux tristes vérités le temps qui fuit sans cesse
Livré à présent mes jours (1).*

Ce serait un exercice amusant de comparer ce poème de Chateaubriand à celui que composait quelques semaines plus tôt son rival, Montmorency. Ni l'un ni l'autre des deux diplomates, bien entendu, n'était, en vers, tout à fait sincère. Mais, tandis que Mathieu, en prose comme en vers, dans ses lettres comme dans ses poèmes, gardait le même ton pieusement détaché des ambitions humaines, pour assurer qu'il n'était ministre que par devoir, ce qui ne l'empêchait pas, d'ailleurs, de se montrer en fait plus avide d'honneurs et plus jaloux que personne des succès possibles de ses rivaux, Chateaubriand, lui, prenait beaucoup moins au sérieux son propre dilettantisme et gardait assez de liberté d'esprit pour se juger et pour se moquer quelque peu de lui-même, car le 9 décembre, envoyant à Mme de Duras quelques-unes des strophes qu'il venait de composer, il ajoutait : « Étais-je en verve ? Le reste ne va pas mal ; le congrès est saboulé, le Simplon admiré mais remis à sa place, et ses rochers abaissés au-dessous des rochers de Meillerie, leurs voisins. Enfin c'est le vieil homme revenu dans le vieux homme. Cachez bien ma honte. Heureusement que lord Strangford, ambassadeur à Constantinople, fait aussi des vers en empêchant la Russie d'avaler les Turcs. Et le prince Metternich est amoureux de toutes les femmes : à chacun sa coulpe (2). »

En tous cas, malgré l'hostilité qu'il avait rencontrée tout d'abord, il avait fait effort pour garder calme et sang-froid. « Je me suis contenté, dit-il, d'être poli, de me promener au soleil, de peu parler, de répondre quand on m'a interrogé, ne cherchant ni fuyant personne. »

Même chez la princesse de Lieven, qu'il détestait, il s'efforçait d'aller raisonnablement. Peu à peu, il avait réussi à s'imposer. Par amitié pour la duchesse de Duras, la princesse Tolstoï la première avait pris sa défense auprès de l'empereur Alexandre. Sans doute, la tâche était difficile, car l'empereur était très prévenu par Metternich ; et aux premières tentatives faites par la princesse pour le mettre, dans son salon, en présence de Chateaubriand, il s'était dérobé. Un jour, cependant, il l'avait rencontré en promenade, il

(1) Œuvres complètes de Chateaubriand : poèmes divers.

(2) *Corr. gén.*, III, 303.

l'avait abordé et, tout de suite, il avait eu la surprise de se plaire avec lui.

Chateaubriand lui-même, si sévère le plus souvent pour les puissants, a dit d'Alexandre, dans son *Congrès de Vérone* (1), en une de ses phrases à la fois familières et nobles qui sont un des secrets de son éloquence et de son charme : « Nous ne nous fûmes pas plus tôt vus un quart d'heure, que nous nous plûmes. Nous nous associons trop familièrement, nous le savons, à ces puissants de la terre, mais c'est une sorte de familiarité d'âmes : les âmes sont égales entre elles, cela n'enlève rien au respect. »

Le fait est que les deux caractères de Chateaubriand et d'Alexandre semblaient bien avoir été faits naturellement pour s'accorder. Généreux, rêveur lui aussi, avide de grands desseins, et fort au-dessus, moralement, du tatillon machiavélisme d'un Metternich, l'empereur de Russie devait aimer la tournure d'esprit de Chateaubriand, sa puissante imagination, ses larges vues et sa hauteur d'âme. Dès leur première rencontre, il lui dit : « Je suis bien aise que vous, particulièrement, soyez venu ici. On gagne à se voir mutuellement (2). »

A partir de ce jour, leurs rencontres furent fréquentes, leurs conversations sur la situation politique longues et sans réticences, et Chateaubriand, soutenu par l'auguste appui de l'empereur, voyait son prestige peu à peu remonter. Même Montmorency, au moment de quitter Vérone, impressionné par le succès, faisait à Alexandre l'éloge de son rival, si bien que, lorsque après le départ du ministre des Affaires étrangères, la question se posait de savoir qui dirigerait la délégation française, La Ferronnays proposait et faisait accepter, sans difficulté, par Caraman, d'accorder la présidence à Chateaubriand.

Metternich lui-même, naguère si hostile, se faisait plus aimable, observe M. de Bois Le Comte (3) ; et comme il avait tout d'abord tenté de nuire au grand écrivain quand il le voyait isolé, maintenant qu'il le voyait prendre de l'importance il s'efforçait, par des politesses, par des grâces de toute sorte, de le séduire et de lui plaire.

D'ailleurs, dans les séances du congrès qui suivaient le départ de Montmorency, Chateaubriand, comme représentant de la France, faisait, dans les discussions sur la répression de la traite des nègres, et

(1) I, 216.

(2) Lettres de Chateaubriand à Mme de Duras. *Corr. gén.*, III, 372.

(3) Rapport de M. de Bois Le Comte : Archives des Affaires étrangères — France 720.

dans celles sur la répression de la piraterie dans les mers d'Amérique deux interventions heureuses qui le mettaient en valeur.

Ces deux questions, d'ordre maritime et colonial, intéressaient l'une et l'autre particulièrement l'Angleterre, qui les abordait dans deux mémoires présentés par Wellington à la séance du 24 novembre.

A l'instigation de l'Angleterre, toutes les puissances, au congrès de Vienne en 1815, avaient solennellement déclaré réprouver et interdire la traite des nègres. La traite n'en continuait pas moins d'être pratiquée par de nombreux contrebandiers ; et l'Angleterre n'avait cessé depuis, pour réprimer cette inhumaine contrebande, de réclamer une entente en vertu de laquelle les vaisseaux de guerre de chaque puissance auraient eu le droit de visiter et d'arrêter tout navire naviguant sous n'importe quel pavillon et soupçonné de transporter des esclaves.

Certes, pour l'Angleterre, il s'agissait de philanthropie, mais il s'agissait d'autre chose aussi. La marine militaire britannique étant incontestablement la plus nombreuse et la plus forte, si le droit de visite était admis, c'était elle qui devait surtout être en mesure d'en faire usage et, par suite, elle devait trouver là un moyen d'exercer un véritable droit de contrôle sur le commerce des autres États.

En ce qui concernait la répression de la piraterie dans les mers d'Amérique, la question se posait de la façon suivante : l'Angleterre, Chateaubriand l'avait déjà signalé pendant son séjour à Londres, désirait profiter de la révolte des colonies espagnoles pour trouver en Amérique des marchés commerciaux nouveaux. Elle désirait donc reconnaître le plus tôt possible l'indépendance des États révoltés et entrer en relations avec leurs gouvernements. Elle cherchait, d'autre part, à empêcher une intervention armée en Espagne, en menaçant, si on ne lui donnait pas satisfaction, de reconnaître les gouvernements révolutionnaires d'Amérique. Mais au lieu de révéler brutalement ses véritables intentions, elle faisait valoir que le relâchement de l'autorité de l'Espagne avait fait naître, dans les mers d'Amérique, une foule de pirates et de flibustiers, menace constante pour la liberté des mers, et que l'on ne pouvait lutter contre eux sans le concours des autorités locales existantes, légitimes ou non. En conséquence, sans reconnaître encore en droit les gouvernements révolutionnaires, elle déclarait nécessaire de les reconnaître en fait pour s'entendre avec eux sur les moyens de réprimer la piraterie.

L'Autriche avait répondu que jamais elle ne reconnaîtrait l'indépendance des colonies espagnoles, tant que Sa Majesté Catholique n'aurait pas librement et formellement renoncé aux droits de souveraineté qu'elle possédait sur ses provinces.

Chateaubriand s'était chargé de répondre, au nom du gouvernement français, aux deux communications anglaises. Le séjour qu'il avait fait à Londres et la connaissance qu'il avait de la diplomatie anglaise, le mettaient à même de percer derrière les arguments d'ordre humanitaire, les arrière-pensées égoïstes du gouvernement britannique. Et quittant sans effort la nonchalante réserve à laquelle il s'était tout d'abord condamné, il se mettait au travail et composait, en quelques jours, deux mémoires qu'il a publiés dans son *Congrès de Vérone* et dont il s'est, à bon droit, montré assez fier.

Son mémoire sur la traite des nègres répondait, par d'ingénieuses subtilités juridiques, aux subtilités juridiques en vertu desquelles l'Angleterre prétendait se faire accorder un droit de contrôle sur la marine française ; il gardait, en même temps, très grand air pour réclamer l'indépendance du gouvernement français :

« Les ministres plénipotentiaires de Sa Majesté, écrivait-il, commencent par déclarer que le gouvernement français partage toute la sollicitude du gouvernement britannique pour faire cesser un commerce également réprouvé de Dieu et des hommes. Mais si les puissances alliées sont d'accord sur la question morale et religieuse, si elles font des vœux unanimes pour l'abolition de la traite des nègres, cette abolition renferme des questions de fait qui ne sont pas d'une égale simplicité... »

Après avoir rappelé que la France avait déjà voté une loi réprimant la traite, après avoir reconnu que les massacres provoqués par les nègres de Saint-Domingue et la situation particulière faite aux habitants de nos colonies ne permettaient pas à son gouvernement d'envisager sans crainte une brusque suppression de l'esclavage à laquelle les possessions anglaises avaient, pendant tout le cours du dix-huitième siècle, eu le temps de se préparer, il ajoutait que, cependant, la France était disposée à aggraver la sévérité des dispositions coercitives complétant la loi sur la traite, mais il ajoutait : « le mémoire du gouvernement britannique exprime le regret que la France soit la seule des grandes puissances maritimes de l'Europe qui n'ait pas pris part au traité conclu avec Sa Majesté britannique dans l'objet de conférer à certains bâtiments de chacune des parties contractantes un droit limité de visite et de confiscation sur les vaisseaux engagés dans la traite des nègres. La Charte de Sa Majesté très chrétienne abolit la confiscation ; quant au droit de visite, si le gouvernement français pouvait jamais y consentir, il aurait eu les suites les plus funestes ; le caractère national des deux peuples anglais et français s'y oppose... La France reconnaît la liberté des mers pour tous les pavillons étrangers à quelque puis-

« sance légitime qu'ils appartiennent ; elle ne réclame pour elle que
« l'indépendance qu'elle respecte dans les autres et qui convient à sa
« dignité. »

L'affaire de la piraterie dans les mers d'Amérique était plus complexe et plus délicate encore à traiter. Sans doute les arguments que l'Angleterre faisait valoir pour proposer un *modus vivendi* provisoire vis-à-vis des gouvernements d'Amérique n'étaient pas sans valeur. Sans doute aussi les arrière-pensées de l'Angleterre à ce sujet étaient faciles à démêler, et il était clair également que, sur ce point, ses intérêts étaient opposés à ceux de la France.

En effet, que le roi d'Espagne fût ou non un jour en état de reprendre une véritable autorité sur ses anciennes colonies, la France en tout cas ne pouvait pas encore l'abandonner. De plus la monarchie française devait craindre de voir s'établir en Amérique des gouvernements appuyés sur des principes révolutionnaires. Elle avait au contraire intérêt, si les États d'Amérique devenaient indépendants, à les voir conserver des institutions monarchiques, et à les voir gouverner par des princes de la famille de Bourbons lesquels, on le sait, avaient encore de nombreux partisans dans le nouveau monde. Mais il était difficile de révéler ouvertement, dans une réponse à la note anglaise, ces plans et ces arrière-pensées. Aussi Chateaubriand devait-il être embarrassé. Il ne se laissait cependant pas manœuvrer. Il commençait par reconnaître l'importance des arguments mis en avant par l'Angleterre, mais il posait également la nécessité de consulter l'Espagne avant de prendre des décisions en ce qui concernait ses colonies.

Puis, perçant à jour poliment mais clairement les arrière-pensées anglaises, il ajoutait qu'il fallait « éviter de donner naissance à des rivalités et à des émulations de commerce qui pourraient entraîner les gouvernements, malgré leur volonté, dans des démarches précipitées. » Et il concluait en proposant la réunion d'une conférence générale où, d'accord avec l'Espagne et les représentants des colonies, les puissances étudieraient les formes de gouvernement et les institutions à donner à l'Amérique.

« On voit ici, ajoute Chateaubriand, en citant sa note dans son *Congrès de Vérone*, germer l'idée de ce congrès général au moyen duquel nous voulions terminer un jour la guerre d'Espagne, si cette guerre avait lieu, afin de pacifier le monde par la création de nouvelles monarchies constitutionnelles ou bourbonniennes en Amérique. »

Le plan était vaste, digne d'un grand esprit ; c'était aussi celui dont la réalisation devait le plus gêner l'Angleterre par le prestige

qu'il aurait rendu dans le monde à la famille des Bourbons. Nous verrons plus tard comment la chute de Chateaubriand en 1824 devait y faire renoncer, et ce sera même une des raisons pour lesquelles son renvoi du ministère se présentera alors comme un grand malheur pour la France.

Pour le moment, le Congrès, à la suite de ses rapports, avait pris le parti de remettre à l'étude les deux problèmes de la traite et de la piraterie et de se séparer en attendant la réponse des gouvernements à l'acte d'engagement du 19 novembre relatif à l'Espagne. Mais il avait été favorablement impressionné par la double intervention du plénipotentiaire français. Alexandre, à qui sans doute Chateaubriand avait exposé ses plans, de façon plus précise encore qu'il ne l'avait fait dans ses notes, le soutenait et l'appuyait. Sans doute, il savait bien qu'il ne serait jamais de ceux qui plaisent à la masse des médiocres timorés et jaloux qui constituent la majorité des gens arrivés. Là où un Mathieu de Montmorency trop nul pour inquiéter personne, se fait une foule d'amis, un Chateaubriand, par son juste orgueil, blesse même après sa mort ; et lui-même dit à ce sujet, avec un dédain, insolent peut-être, mais juste après tout : « Ces gens-là sont trop faibles pour m'aimer. Il leur faut pour le courant du Mathieu ou du Richelieu (1). »

Pourtant, à force de volonté, de patience et de maîtrise de soi, il était arrivé à s'imposer. Et le 13 décembre, quand, une fois le congrès terminé il repartira pour Paris, les diplomates qui d'abord avaient feint d'ignorer « le poète égaré dans la » politique commenceront à compter avec lui.

En même temps, il avait su demeurer, par des lettres fréquentes, en contact avec Villèle, et, sans céder sur les principes, rester d'accord avec lui. La chose certes, était, nous le savons déjà, difficile. Leurs avis sur bien des points étaient nettement opposés ; aucune sympathie naturelle de caractère n'existait entre eux ; et enfin la conduite de Villèle depuis deux ans, son peu de souci en particulier, depuis qu'il était ministre, de servir l'extrême droite, n'avaient pas été faits pour donner à Chateaubriand une confiance absolue dans sa fermeté, dans sa fidélité à ses amis et dans son sens politique.

Mais, sentant la faveur venir à lui, Chateaubriand, à qui on a tant reproché sa maladresse, savait être prudent ; et, tout en insistant sans cesse sur la nécessité de satisfaire les chefs de l'extrême droite, il multipliait les protestations de fidélité au président du Conseil : « Quant à moi mon cher ami, je ne séparerai point ma destinée

(1) *Corr. gén.*, III, 297.

politique de la vôtre », assurait-il le 19 novembre. — « Vous savez comme je vous suis dévoué, » ajoutait-il le 26 décembre (1).

Ne prenons ces déclarations ni pour des politesses sans portée, ni pour des serments d'hypocrite. En même temps, en effet, dans ses lettres tout intimes à Mme de Duras à laquelle il ne cachait rien, il écrivait : « Malgré les fautes et l'énorme entêtement de Villèle, je ne me séparerai pas de lui. C'est, après tout, le seul homme capable du ministère, et je l'aime cent fois mieux que la sottise envieuse, cafarde et tripotière de Mathieu (2) ».

C'est lorsqu'il s'agissait de la politique extérieure, de la question de la guerre et de la paix que Villèle et Chateaubriand devaient avoir le plus de mal à s'entendre ; c'est là aussi que Chateaubriand montrait le plus de souplesse. Si partisan qu'il fût lui-même de la guerre, il savait comprendre la valeur des arguments de Villèle en faveur de la paix. Il n'ignorait ni ne négligeait aucun des inconvénients, aucune des difficultés que le parti de la guerre comportait et il approuvait Villèle d'en bien mesurer l'importance. « Vous avez bien raison, lui écrivait-il le 20 novembre, de ne pas vous lancer tête baissée dans des hostilités dont il faut calculer les suites et prévoir les chances. » Il insistait avec lui sur la nécessité de réserver vis-à-vis des puissances l'indépendance de la France, de n'accepter à aucun prix d'agir en soldat de la Sainte-Alliance. Il le félicitait même de sa modération que, dit-il, « on lui reprochait à Vérone » ; et il se vantait d'être « comme votre ami, ajoutait-il le 20 novembre, enveloppé dans la même accusation (3) ».

Il allait même plus loin. Si vivement partisan de la guerre qu'il fût, il se résignait presque à envisager le cas où le parti de la paix l'emporterait. Il n'y avait pas là contradiction de sa part. Mais il acceptait de sacrifier l'accessoire à l'essentiel ; or, à ses yeux, l'essentiel était à ce moment de maintenir Villèle aux affaires, puisque, encore une fois, Villèle, qu'il n'aimait pas, lui paraissait le seul capable de maintenir, et l'indépendance de la France vis-à-vis des alliés et l'union du parti royaliste.

Son opinion véritable cependant n'avait pas changé ; sa modération n'était pas l'abandon de ses plans, bien au contraire. Lui-même, pour expliquer sa conduite, a dit : « Nous laissions du doute sur notre détermination, nous ne voulions pas nous rendre impossibles, nous redoutions qu'en nous découvrant trop, le président du Conseil ne voulût plus nous écouter. » Et après avoir montré à Villèle qu'il

(1) *Id.*, III, 282-309.

(2) Lettre du 30 novembre. *Corr. gén.*, III, 297.

(3) *Corr. gén.*, III, 282.

comprenait ses réserves, il ne manquait, dans aucune de ses lettres, de reprendre, de développer et de faire valoir les arguments en faveur de la guerre : « Le vœu très prononcé des puissances, avait-il écrit le 31 octobre, est pour la guerre avec l'Espagne. C'est à vous, mon cher ami, de voir si vous ne devez pas saisir une occasion, peut-être unique, de replacer la France au rang des puissances militaires, de réhabiliter la cocarde blanche, dans une guerre courte, presque sans aucun danger, vers laquelle l'opinion des royalistes et de l'armée vous pousse aujourd'hui fortement. »

Le mois suivant, le 20 novembre, il était revenu à la charge, il avait exposé cette fois tout un plan de campagne, et il avait ajouté : « Un pareil plan promptement exécuté, en rendant le secours de la Russie inutile, diminuerait la jalousie de l'Angleterre que notre modération d'ambitions et de principes achèverait de désarmer. La guerre ne serait plus qu'une querelle de famille entre la France et l'Espagne, que la force et la bienveillance de la première auraient bientôt apaisée. Cette guerre aurait pour nous tous les avantages que je vous ai indiqués dans ma lettre du 31 octobre, sans parler de ce que nous pourrions faire pour notre commerce de concert avec le gouvernement espagnol dans les colonies (1) ».

Ainsi, sans aboutir encore à aucun résultat définitif, son attitude pendant le congrès avait été doublement utile, pour la France d'abord, pour sa propre carrière ensuite, comme il l'avait prévu quand il avait insisté pour être envoyé à Vérone. Il allait en recueillir les fruits plus rapidement qu'il n'aurait pu le prévoir lui-même.

En effet, tandis que le 13 décembre, après avoir assisté à la séance de clôture du congrès, il se mettait en route pour la France, à Paris Villèle était occupé à préparer sa rupture avec Montmorency et à lui chercher un successeur.

Or, Villèle, s'il demeurait toujours opposé d'instinct à la guerre, ne pouvait plus se dissimuler que le projet d'expédition en Espagne était populaire parmi les royalistes. S'il devenait nécessaire de toute façon de se séparer de Montmorency puisque celui-ci ne parvenait pas à comprendre quelle distinction il fallait faire entre une guerre entreprise au nom de la Sainte-Alliance et une guerre engagée au nom de la France seule, la retraite du ministre des Affaires étrangères n'en prenait pas moins l'apparence d'une victoire du parti de la paix qui devait mécontenter l'extrême droite, et qui risquait de briser la majorité et de provoquer une crise en tous points de vue désastreuse en un pareil moment.

(1) *Corr. gén.*, III, 271-284.

Chateaubriand, lui, avait montré qu'il comprenait mieux que Montmorency le danger de se confier trop complètement à la Sainte-Alliance ; il avait insisté le premier sur la nécessité de réserver l'indépendance d'action de la France. Cependant, puisqu'il avait pris part aux négociations de Vérone, puisqu'il avait en particulier su plaire à l'empereur Alexandre, si on le choisissait pour remplacer Montmorency, on paraîtrait ne pas désavouer trop ouvertement la politique suivie au congrès, ne pas blesser trop brutalement les puissances qui avaient proposé et obtenu de Montmorency l'acte du 19 novembre. Villèle dit à ce sujet dans ses *Mémoires* (1) : « Le choix de M. de Chateaubriand nous était imposé par l'obligation de conserver l'appui éventuel des puissances continentales devant une intervention possible de l'Angleterre contre nous durant la campagne d'Espagne : la retraite de M. de Montmorency leur eût offert, pour renoncer au traité qu'il avait conclu, un prétexte que leur ôtait son remplacement par M. de Chateaubriand, comme lui représentant du roi à Vérone. »

Chateaubriand, en outre, était toujours le chef des ultras, celui qui n'avait cessé, même contre Villèle, de prendre leur défense, celui qui, par son autorité, était en mesure d'en imposer et de faire entendre raison aux exaltés de la droite. Le *Drapeau Blanc* en effet, qui cependant à cette époque était fougueusement partisan de la politique que venait de suivre Mathieu de Montmorency, écrivait lui-même le 30 décembre : « Son nom seul (à Chateaubriand) contribuera sans doute sinon à effacer, du moins à apaiser les alarmes que les dernières semaines ont inspirées aux royalistes. Le caractère de M. de Chateaubriand lui a concilié l'estime même de ceux qui n'adoptent pas toutes les thèses auxquelles il a prêté l'appui de sa plume. »

Sans doute en même temps, Villèle conservait les préventions que le prestige de Chateaubriand lui avait toujours inspiré. Et Pasquier, dans ses *Mémoires*, dit à ce sujet : « Comment M. de Villèle aurait-il pu oublier tout ce qu'il avait dit à Richelieu sur les dangers de se donner un tel collègue, sur ses prétentions de toutes sortes et sur l'impossibilité de jamais les satisfaire? »

Mais Chateaubriand, de toute façon, apparaissait comme le seul homme susceptible de maintenir unie la majorité royaliste, tout en évitant les imprudences de l'extrême droite. Villèle à ce moment espérait même encore obtenir de lui le maintien de la paix. D'ailleurs, il n'avait pas le choix.

Aussi, dès le jour de sa rentrée à Paris, le 20 décembre, les négociations commençaient.

(1) III, 278.

Une seule difficulté se présentait encore et cette difficulté venait de Chateaubriand lui-même : il passait publiquement pour l'ami de Mathieu de Montmorency, son ami personnel aussi bien que son ami politique. Sans doute, nous savons à quoi nous en tenir sur ces deux points, mais le public était mal renseigné. Un ami très intime de Chateaubriand lui-même, Hyde de Neuville s'étonnait ; et tout en reconnaissant « que l'entrée de Chateaubriand aux Affaires était la meilleure combinaison, le meilleur moyen de rallier les royalistes », il éprouvait un moment de gêne. Mme Récamier, d'autre part, était embarrassée à la pensée qu'il allait lui falloir prendre parti entre ses deux amis à chacun desquels elle tenait, pour des raisons différentes, mais fortes l'une et l'autre. Aussi tout d'abord Chateaubriand affectait-il de refuser la succession de Mathieu ; et il écrivait à Villèle le 26 décembre (1) : « Il y aurait quelque chose de déloyal à moi à prendre sa place, surtout après les bruits qui ont couru ». Il est vrai qu'il ajoutait dans la même lettre : « Je dois vous dire aussi avec franchise qu'il y a tel ministre des Affaires étrangères que vous pourriez choisir, sous lequel je ne pourrais servir ; et ma démission serait un grand mal dans ce moment. »

Ainsi, tout en s'efforçant de garder les convenances, il évitait de rompre les négociations ; il montrait qu'il sentait combien sa nomination était nécessaire et il laissait entendre qu'il ne refuserait pas le pouvoir. Deux jours après, le 28, le roi le faisait appeler et le soir même, il était nommé ministre.

Ainsi, par sa seule force, malgré les haines que depuis huit ans la violence de ses attaques avait excitées chez les adversaires des royalistes, malgré les jalousies que l'indépendance de sa pensée, l'éclat de son prestige et la hauteur dédaigneuse de son caractère avaient fait naître chez ses rivaux, et chez Villèle en particulier, Chateaubriand arrivait au pouvoir.

Sa nomination était un gage d'union pour les royalistes ; grâce à lui, pour affermir la dynastie, allait sans doute pouvoir être appliqué à l'intérieur le programme d'action franchement monarchique et franchement respectueuse de la Charte qu'il n'avait cessé de soutenir depuis 1814 ; et en même temps allait être entreprise à l'extérieur la politique nouvelle d'indépendance diplomatique qui allait relever le prestige de la France atteint par les défaites de 1814 et de 1815. Il pouvait être fier de ses succès et de la façon dont il les avait remportés.

Sans doute par moment il laissait percer une pointe de dilettan-

(1) *Corr. gén.*, III, 309.

tisme, quand, par exemple le jour où Villèle lui avait offert le portefeuille, et où, pour ne pas vexer Mathieu, il avait fait mine de le refuser, il écrivait : « Je suis arrivé à mon but : un ministère refusé (1). » Mais il se ravisait, aussitôt, et en acceptant, il montrait qu'il savait, après les flatteuses attitudes de l'opposition, accepter les charges et les responsabilités du pouvoir. Si en effet il s'était placé seulement au point de vue de son intérêt particulier, il aurait mieux fait d'attendre la chute de Villèle, inévitable sans son appui, pour reformer ensuite, avec ses amis personnels, un cabinet dont il aurait été le chef.

Au contraire, en acceptant d'entrer dans le ministère de Villèle, alors que Mathieu de Montmorency, par l'intermédiaire de Sosthène de La Rochefoucauld et de Mme du Cayla gardait beaucoup d'influence sur le gouvernement et sur le roi, il s'exposait délibérément à une situation très difficile. En vain, avait-il essayé d'amadouer son prédécesseur par une lettre, assez maladroite du reste, où il lui disait qu'il serait toujours prêt à lui rendre son portefeuille. Montmorency et surtout son clan étaient furieux.

Contre eux il aurait fallu que, de tout son appui et de toute son influence, Villèle, pour éviter les scissions dangereuses, s'attachât à soutenir son nouveau collègue ou au moins ne se séparât pas de lui. La question était de savoir s'il aurait assez de lucidité politique et de hauteur d'esprit pour savoir le faire.

(1) Lettres à Mme de Duras : *Corr. gén.*, III, 312.

CHAPITRE VII

LE MINISTÈRE. — LA GUERRE D'ESPAGNE

Les journaux royalistes avaient accueilli avec satisfaction la nomination de Chateaubriand, et dès la nouvelle connue ils faisaient son éloge :

« Le nom du nouveau ministre, écrivait le 4 janvier *la Quotidienne*, est peut-être le plus beau qu'il y ait en Europe. — S'il existe un homme en Europe, ajoutait-elle en citant la correspondance du « *Courrier* » anglais dont on peut dire avec certitude plus que de tout autre qu'il ne cédera jamais à la révolution, c'est assurément de M. de Chateaubriand. »

Le *Journal des Débats* de son côté, résumant une fois de plus sa carrière, écrivait le 5 janvier : « A l'époque où le royalisme était l'objet « privilégié des persécutions du pouvoir ministériel, c'est-à-dire il « y a un peu moins de trois ans, si l'on eût dit aux royalistes : « vous vous plaignez avec raison, vous êtes dénoncés, destitués, jetés « dans les prisons comme conspirateurs ; de qui espérez-vous le « terme de vos maux ? N'entendez-vous pas la réponse unanime qui « se serait élevée de toutes les parties de la France ? — Nous deman- « dons des ministres liés de cœur et d'intérêt à la cause royale ; des « hommes dont la conduite précédente n'accuse pas celle qui leur « est aujourd'hui tracée par leurs devoirs, dont la fidélité soit « garantie par des services, anciens ou nouveaux peu importe, et qui « aient, du moins, le bon sens de ne pas aller chercher les appuis du « trône dans les rangs de la félonie... Mais si dans le nombre même « de ces royalistes il se trouvait un homme qui joignît au caractère « le plus noble le génie d'un grand écrivain et l'élévation des vues « politiques, si cet homme eût professé plus d'une fois au péril de sa « fortune, de sa liberté et de sa vie l'horreur de toutes les doctrines « du despotisme et de l'anarchie, l'amour d'une sage liberté et de « toutes les institutions qui la fondent et qui la consolident, si cet « homme eût été le premier à donner le signal de la Restauration,

« à rappeler les Français sous le drapeau des lis et à les rallier au
« panache du petit-fils de Henri IV ; si, à l'époque des Cent-Jours,
« il eût suivi une seconde fois les Bourbons dans la terre d'exil, et
« que là, admis dans leurs conseils, il eût préparé par la sagesse de
« son langage la justice tardive que l'on rendit dès lors à leurs inten-
« tions calomniées et à leurs bienfaits méconnus ; si de retour avec
« eux, il se fût empressé de consacrer dans un écrit immortel l'alliance
« désormais indissoluble de la monarchie légitime et des libertés
« publiques ; plus tard, et lorsque tout semblait conspirer la ruine
« des hommes et des principes monarchiques, si lui seul conçut le
« projet de ranimer les espérances des uns, de rendre aux autres
« leur influence ; si grâce à ses soins et à ceux des talents qui se ran-
« gèrent autour de lui, *le Conservateur* parut ; si cet ouvrage opéra
« en France et en Europe une étonnante révolution ; si les royalistes
« apprirent à se compter, à se reconnaître et à imposer leurs forces
« réelles, à la faiblesse d'un parti qui n'existait que par une pro-
« tection usurpée ; si des services aussi utiles que mal récompensés
« laissèrent néanmoins leur auteur dans une position qui lui imposa
« des sacrifices douloureux ; si rien ne put triompher d'une fermeté
« supérieure à la fortune, quelles espérances ne nous feraient pas
« concevoir pour la prospérité de la France l'élévation au ministère
« d'un homme qu'environnent tant de genres de gloire et qui semble
« réunir en lui tous les titres à notre confiance !

« Voilà ce qu'auraient dit les royalistes au commencement de 1820,
« et nous ne craignons pas d'être démentis par un seul d'entre
« eux quand nous assurerons que si, à cette époque, M. de Cha-
« teaubriand eût été appelé au Conseil, sa nomination aurait été
« considérée comme un gage de réconciliation entre la monarchie et
« ses défenseurs naturels. Cependant M. de Chateaubriand ne fut
« pas ministre dans la révolution ministérielle qui suivit la catas-
« trophe du 17 février, et il fut réduit au rôle douloureux d'historien.
« Celui qui donna sa démission le jour de l'assassinat du duc d'En-
« ghien était appelé sans doute à peindre la mort de l'ami et du
« compagnon d'armes du dernier des Condé. Cependant les fatales
« doctrines de l'impiété et de l'anarchie semblèrent ensevelies dans
« le tombeau du prince qui était tombé, leur victime.

« Il fut alors permis à M. de Chateaubriand de servir son roi dans
« un poste éminent mais éloigné. L'Europe a su quelle estime l'avait
« accompagné à Berlin et de quelle considération il y était entouré.
« Une ambassade encore plus importante a été le prix des services
« qu'il avait rendus dans la première. Londres l'a possédé peu de
« temps ; mais dans le court séjour qu'il y a fait, son caractère public

« et le talent qu'il y a déployé lui ont concilié l'estime du monarque
« et des ministres britanniques, moins peut-être encore que son
« attachement sincère aux principes de la monarchie tempérée par
« les lois.

« Enfin, un congrès des principaux souverains de l'Europe s'as-
« semble à Vérone ; la France déjà dignement représentée croit
« néanmoins sa représentation incomplète si M. de Chateaubriand
« n'en faisait partie ; M. de Chateaubriand prend part à des délibé-
« rations d'où l'Europe attend sa destinée. Il revient chargé des
« témoignages de considération les plus éclatants. Une place vient
« à vaquer dans le ministère, elle est offerte à M. de Chateaubriand
« qui l'accepte avec tous les ménagements dus à son digne et
« vertueux prédécesseur. Il vient siéger avec des collègues aux
« principes et aux sentiments desquels il était d'avance associé ;
« comme lui royalistes éprouvés, comme lui ne prenant pour règle
« de leur conduite que les intérêts du trône et de la monarchie cons-
« titutionnelle. Les vœux des royalistes sont comblés ou du moins
« doivent l'être. Qu'a fait M. de Chateaubriand depuis trois ans
« qu'il a été rendu aux fonctions actives de haute politique ? Qu'a-t-il
« fait que d'ajouter de nouveaux titres à ceux qu'il avait déjà à
« l'estime et, nous osons le dire, à la reconnaissance des royalistes ? »

Cependant la situation restait très difficile. Pour réussir, pour mener à bien le double programme, qui devait assurer l'avenir de la monarchie et de la France, il fallait d'abord affermir et ensuite maintenir dans les Chambres l'union des diverses nuances de la droite. Or, cette union, telle qu'à grand'peine elle venait d'être réalisée, était très précaire et menacée de deux côtés.

1^o Si pour renforcer son ministère déjà trop frêle, inquiet par des menaces d'opposition et affaibli encore par la démission de Mathieu de Montmorency, Villèle, malgré ses répugnances personnelles, s'était résigné à faire place à Chateaubriand qui devait, espérait-il, lui rallier quelques-unes des voix royalistes dont il avait besoin, il ne l'avait fait qu'à contre-cœur : « Si M. de Montmorency, dit-il lui-même dans ses *Mémoires* (1), n'eût pas placé ses collègues dans une situation aussi perplexe..., il n'aurait pas, en se retirant du ministère, forcé le roi à lui donner pour successeur M. de Chateaubriand dont le choix était le seul qui pût, à son défaut, maintenir le sens de l'Alliance. »

Villèle gardait contre l'extrême droite, contre son programme, contre ses hommes, contre Chateaubriand en particulier, toutes ses

(1) III, 269.

défiances. Il était décidé à ne leur céder que le minimum. Il demeurait l'ennemi personnel de La Bourdonnaye et de Delalot, dont le programme de décentralisation, de réorganisation sociale et aristocratique l'inquiétait à cause de l'hostilité que ce programme devait rencontrer chez la bourgeoisie nouvelle, chez les profiteurs de la Révolution dont l'appui lui était particulièrement nécessaire. Enfin si, en accueillant Chateaubriand, il l'avait accueilli seul, sans aucun de ses amis qui avaient aussi des raisons de prétendre au ministère, ce n'était pas sans cause, c'est que peut-être il allait par là, pensait-il, exciter dans les rangs de l'extrême droite des jalousies et des divisions qui pourraient lui servir à assurer sa propre situation dominante.

L'extrême droite, de son côté, se rendait très bien compte des dispositions hostiles de Villèle et même se les exagérait. C'était elle seule, elle ne l'oubliait pas, qui, en renversant le ministère Richelieu, avait rendu possible l'arrivée de Villèle au pouvoir. Et, si elle avait renversé Richelieu, c'était pour obtenir un changement de politique, pour assurer la réorganisation sociale et administrative de la France dans un sens monarchique, pour appuyer à l'extérieur les Bourbons d'Espagne contre la révolte des Cortès, pour assurer aussi aux royalistes sûrs et fidèles les places auxquelles ils estimaient avoir droit.

Or, de tout cela, depuis un an que Richelieu avait démissionné, elle n'avait rien obtenu ou presque. Peu à peu son mécontentement contre Villèle avait grandi. La chute de Montmorency, partisan de la guerre, l'avait mise en défiance et l'arrivée au pouvoir de Chateaubriand seul ne la rassurait et ne la satisfaisait qu'à moitié.

Sans doute Chateaubriand, depuis 1815, avait montré aux parlementaires d'extrême droite un attachement fidèle ; sans doute dernièrement encore, il s'était déclaré comme eux partisan de la guerre ; mais, se disaient les gens peu informés, si Villèle, hostile à la guerre, avait pris comme collaborateur Chateaubriand pour remplacer Montmorency qui avait démissionné parce qu'il voulait la guerre, c'était peut-être que Chateaubriand s'était rallié à la politique du président du Conseil.

De plus, ajoutaient les impatientes et les ambitieux, ce n'était pas à Chateaubriand seul qu'il aurait fallu faire place, mais aussi à quelques-uns de ceux qui avaient également des droits et que, comme La Bourdonnaye, nous l'avons vu, Villèle n'avait cessé d'écarter de façon systématique. Aussi, dès le début, même à l'extrême droite, la nomination de Chateaubriand avait-elle rencontré quelque défiance. Hyde de Neuville lui-même, son fidèle ami, lui battait froid un moment. Les journaux, à côté de leurs éloges, faisaient place à des avis, à des conseils, et même à des réserves. *La Quotidienne*, en particulier

le journal que dirigeait depuis plus de vingt ans l'honnête, indépendant et prudent Michaud, écrivait le 2 janvier : « L'homme qui vient
 « d'arriver aux affaires, fut longtemps l'organe des vœux publics ;
 « la noble liberté que ce haut personnage eut de tout temps dans
 « ses représentations éloquentes à la puissance a justifié d'avance
 « celle que nous gardons même dans un temps où elle doit paraître
 « moins utile et moins opportune. Il ne doit point se dissimuler
 « qu'il arrive aux affaires dans un moment où l'opinion royaliste
 « était d'avance tout à fait prononcée sur quelques questions qui
 « touchent de près à la dignité de la couronne et à l'honneur de
 « la France.

« C'est dans cet état vivement prononcé que M. de Chateaubriand trouve les esprits ; et quelque espérance que l'opinion
 « royaliste ait toujours attaché à l'élévation de cet homme d'État,
 « nous devons même à l'idée que toute l'Europe a conçu de son
 « talent de persévérer dans des opinions jusqu'ici défendues par lui
 « contre quelques ministres, fussent-elles en opposition avec les
 « siennes propres. Plus on a de confiance dans sa loyauté et plus
 « il doit être permis de lui mettre à chaque instant sous les yeux
 « des vérités sévères... »

Et *la Quotidienne* terminait en disant : « Nous serions injustes
 « si nous ne disions pas qu'ayant à prêter nos secours au pouvoir
 « royal, nous désirons naturellement que notre concours s'attache à
 « des hommes éprouvés par un long dévouement et par d'honorables
 « sacrifices à notre propre cause. Mais c'est aussi pour cela que
 « nous nous réservons toujours à nous-mêmes le droit de montrer
 « l'éloignement et l'oubli où restent encore des hommes distingués
 « que leurs talents et des sacrifices semblables rendent dignes des
 « récompenses du pouvoir. »

Les vœux, les revendications de l'extrême droite, ses désirs et aussi ses inquiétudes apparaissent clairement dans cet article de *la Quotidienne*. En voyant Chateaubriand se rallier en apparence à Villèle, ceux dont il avait jusque-là soutenu les revendications commençaient à se défier ; La Bourdonnaye et Delalot, en particulier, se montraient mécontents ; les plus exaltés même, dans certains journaux surtout, par esprit de système, perdaient parfois le sens des nécessités de la situation politique, et Lamennais, entre autres dans *le Drapeau Blanc*, commençait à écrire quelques folies.

Ce n'était pas d'ailleurs avec les Chambres et l'opinion publique seulement qu'il fallait compter. Le petit clan des gens de cour, dont Sosthène de La Rochefoucauld était l'âme, voyait la nomination de Chateaubriand avec un mécontentement particulièrement vif. La

démission de Mathieu de Montmorency, le beau-père de Sosthène, ruinait en grande partie leurs espoirs d'influence et d'ambition. Par tous les moyens ils allaient tenter de prendre leur revanche.

Enfin, n'oublions ni l'opposition de la gauche, ni l'Angleterre qui, en cas d'expédition française en Espagne, craignait pour sa propre influence dans la péninsule et les colonies d'Amérique; qui, pour faire peur, menaçait d'intervenir aux côtés des Cortès et dont, malgré leurs désirs de satisfaire la droite, la menace devait faire réfléchir les partisans de la guerre.

Ainsi, dès le début, la situation s'annonçait difficile pour le nouveau ministre et lui-même ne se faisait pas d'illusion. « Le roi m'a donné l'ordre d'accepter, écrivait-il le 28 décembre à Mme de Duras, j'ai cédé comme un homme qu'on mène à la potence (1). » Le 2 janvier, il écrivait à Mme Récamier : « Je vais coucher dans ce lit de ministre qui n'était pas fait pour moi, où l'on ne dort guère et où l'on reste peu (2). »

Cependant, il le savait aussi, malgré les difficultés, les chances de succès, les raisons d'espérer ne manquaient pas non plus. Si Villèle savait vouloir, s'il ne refusait pas de donner à l'extrême droite les justes satisfactions qu'elle réclamait, s'il savait résister aux intrigues de cour, le ministère pouvait faire œuvre utile et belle. L'entreprise en tout cas valait la peine d'être tentée. Et Chateaubriand était depuis trop longtemps dans l'opposition pour ne pas désirer montrer aussi de quoi il était capable au pouvoir.

Aussi, quelles qu'aient été ses hésitations, une fois son parti pris, il mettait son amour-propre à se montrer à hauteur de la tâche et à réussir : « Je suis tout remonté ce matin, écrivait-il à Mme de Duras le 4 janvier. » Et passant avec son impressionnabilité habituelle de l'inquiétude à la confiance, il se mettait au travail.

L'essentiel d'abord était de faire, sans tarder, décider la guerre et de la faire entreprendre le plus tôt possible. Lui, en effet, qui l'avait voulue, et réclamée pendant un an avant d'entrer au ministère, devait, moins qu'un autre, s'il ne voulait pas s'aliéner la droite, paraître reculer maintenant qu'il était au pouvoir. D'ailleurs la session des Chambres allait s'ouvrir à la fin de janvier; il fallait avoir pris parti pour cette date afin d'être en mesure de répondre aux interpellateurs.

Cependant, il le savait, trois obstacles étaient à vaincre : Villèle,

(1) *Corr. gén.*, III, 313.

(2) *Id.*, IV, 9

d'une part, hésitait toujours, inquiet de voir les bruits de guerre entraîner une baisse du cours des rentes et un mécontentement général des commerçants ; la gauche libérale, de son côté, était violemment opposée à cette entreprise qui, si elle réussissait, devait atteindre gravement le prestige révolutionnaire. Enfin, l'Angleterre qui avait profité du désordre intérieur de l'Espagne pour étendre son influence commerciale et politique dans la péninsule et les colonies ; qui avait tout fait à Vérone pour empêcher une intervention française dont le prestige des Bourbons devait bénéficier, était furieuse, tandis que les autres gouvernements d'Europe, partagés par le souci de vaincre la Révolution et celui de maintenir l'autorité de la Sainte-Alliance, hésitaient à laisser la France libre d'agir seule.

Chateaubriand allait s'attaquer à cette triple opposition : et dès le début il allait remporter un triple succès.

Aussitôt nommé, il avait pris sa plume et il avait entamé avec ses agents et avec les cabinets étrangers cette correspondance dont il a publié lui-même la plus grande partie dans son congrès de Vérone et dont il est resté toujours justement fier.

Sans doute Sainte-Beuve peut, dans ses *Causeries du lundi* (1) assurer que Chateaubriand ministre faisait surtout semblant de travailler et que, dans son cabinet, étendu sur son divan, il passait la plus grande partie de son temps à causer avec ses journalistes. Mais il suffit de parcourir la collection de ses dépêches diplomatiques pour voir qu'il ne se contentait pas de causer. Il n'était pas en effet de ces ministres qui ne font qu'annoter et signer les dépêches de leurs chefs de service ; il n'avait que du dédain pour « le fameux crayon marginal » de Talleyrand. Lui, pour se faire bien comprendre, prenait la peine d'écrire lui-même de longues lettres particulières qui complétaient les instructions officielles de ses bureaux, dont quelques-unes sont de véritables mémoires et qui sont, non seulement de fort belles pages mais montrent aussi un souci et une compréhension parfaitement clairs de tous les problèmes du jour et de leurs lointaines conséquences. Un grand nombre de celles qui ont été conservées sont entièrement de sa main, d'autres sont corrigées par lui, et M. Louis Thomas a publié quelques-uns de ses brouillons avec les innombrables ratures dont ils sont couverts. Il consacrait à ses dépêches des nuits entières : « Savez-vous que je me suis couché à minuit et levé à deux heures, écrivait-il un jour à Mme de Duras tout au début de son ministère ; que j'ai fait cette nuit toutes mes dépêches pour l'Espagne et pour l'Angleterre. Il y a trois jours que je fais ce métier. » On

(1) Tome V. — Article sur Frévée

pourrait citer de lui bien des lettres semblables, et il n'y a pas lieu d'en suspecter la sincérité. Quand en effet, le 22 février, il écrivait à Mme Récamier : « Aujourd'hui, je passerai la journée au Conseil et dans mon salon et je travaillerai toute la nuit pour parler peut-être demain ; mon discours n'est pas près ; » et qu'en effet il prononçait le 23 février un grand discours à la Chambre. Quand, le 14 janvier, il écrivait à Mme de Duras : « Il est de toute impossibilité que j'aille chez vous aujourd'hui, j'écris une note pour M. Canning et je vais ensuite la montrer au conseil ; » et que cette note, en effet, a été écrite ce jour-là, Chateaubriand ministre nous apparaît bien avoir été un grand travailleur. Et, en admirant le succès rapide et peu coûteux de la guerre d'Espagne, c'est en grande partie le rôle personnel de Chateaubriand que nous allons pouvoir admirer.

Dès son entrée en fonctions, il écrivait à toutes les légations une première lettre pour expliquer les raisons de sa nomination et pour faire comprendre que le départ de Montmorency ne signifiait pas, comme certains pouvaient le craindre, que le gouvernement renonçait à la guerre : « M. de Montmorency seulement, disait-il, désirait « que le ministre plénipotentiaire de France se retirât de Madrid « avec les légations de Russie, d'Autriche et de Prusse. Le roi n'a « pas voulu préciser le moment où M. le comte de La Garde pourrait « être rappelé. Il a pensé qu'un prince, son parent, pouvait avoir « besoin d'un appui, que la position géographique de l'Espagne, par « rapport à la France, exposant celle-ci à une invasion subite, il était « bon d'agir avec réserve. Mais, d'un autre côté, la note publiée « dans *le Moniteur* est si menaçante et si explicite qu'il serait possible « qu'elle amenât promptement le rappel du ministre de France si « les nouvelles démarches qui lui sont prescrites n'obtenaient aucun « succès ; de sorte que, si M. de Montmorency eût attendu quelques « semaines, il aurait pu atteindre le même but sans se séparer de « ses amis (1). »

A M. de La Garde lui-même il précisait qu'il ne s'agissait pas, bien au contraire, de prendre une attitude plus pacifique : « Je vous « invite à élever votre ton au lieu de l'abaisser, écrivait-il dès « le 1^{er} janvier (2). Ne souffrez aucune insulte. Réclamez haute-
« ment à la moindre parole attentatoire à la dignité du roi et de
« la France... Vous connaissez le procès-verbal de Vérone où sont
« statués les cas de guerre. Vous avez en outre les instructions
« particulières qui prévoient les différents cas où vous devez deman-

(1) *Corr. gén.*, IV, 82.

(2) *Id.*, IV, 3.

« der vos passeports. Soyez toujours prêt à partir, ces cas advenant. Faites bien entendre qu'une bienveillance particulière de notre souverain envers l'Espagne peut seule vous faire rester à Madrid après le départ des ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse, mais que vous ne tarderez pas à les suivre si l'Espagne n'a pas recours à vous comme à sa dernière espérance. Il faut qu'on remarque dans votre air et vos paroles une fermeté qui indique que la France ne se sépare pas de l'Alliance et qu'elle saura, comme l'indiquent les dernières dépêches, avoir recours à des moyens plus efficaces si ceux de la persuasion venaient à échouer. » Il expliquait la même chose de vive voix à l'ambassadeur d'Angleterre, Stuart, lequel écrivait le 2 janvier à son gouvernement (1) : « J'ai eu une conversation avec M. de Chateaubriand qui s'est efforcé de montrer qu'il n'y avait pas de différence essentielle d'opinion entre M. de Montmorency et lui. Son prédécesseur, dit-il, a seulement, par malheur, attaché une question de point d'honneur à ce que le ministre de France quittât Madrid en même temps que les représentants des autres puissances... » — « D'ailleurs, ajoutait Stuart, M. de Chateaubriand considère que les divisions qui pourraient s'élever entre les royalistes seraient plus dangereuses pour les royalistes que la guerre. Aussi M. de La Garde a-t-il reçu l'ordre de tenir vis-à-vis du gouvernement espagnol un ton plus élevé qu'il ne l'avait fait jusque-là. »

En vain, en recevant cette lettre, Canning, alors ministre des Affaires Etrangères anglais, écrivait-il lui-même à Chateaubriand à plusieurs reprises pour le dissuader, en faisant valoir les arguments les plus divers, en le menaçant même d'une intervention britannique aux côtés des Cortès. Chateaubriand sans s'émouvoir répliquait le 14 janvier : « Si la France révolutionnaire peut se vanter d'avoir fait trembler la France monarchique, on se souviendra de la puissance de l'Empereur et des triomphes de la cocarde tricolore. Or, calculez, pour les Bourbons, l'effet de ce souvenir. Ce n'est pas en nous mettant sous les pieds des révolutionnaires que nous nous sauverons ; nous savons trop par expérience ce qu'il en coûte de se soumettre à l'anarchie et pour capituler aux pieds des échafauds (2). »

D'ailleurs, ajoutait-il, l'Angleterre n'a pas intérêt à encourager les Cortès à la résistance ; ce n'est pas là un moyen d'intimider la France. Et si le gouvernement anglais veut obtenir le maintien de la paix

(1) Inédit. *Record office* de Londres. — Correspondance des ambassadeurs anglais à Paris.

(2) *Congrès de Vérone*, I, 431.

il lui appartient au contraire d'user de son influence en Espagne pour faire rendre au roi Ferdinand sa liberté. De toutes façons, bien qu'il ne se fit guère d'illusion sur la possibilité de convaincre Canning, son parti était pris. Et le 18 janvier, Stuart écrivait : « M. de Chateaubriand m'a dit que les dernières nouvelles d'Espagne laissent peu d'espoir de paix ; il a ajouté que les préparatifs militaires se poursuivaient (1). »

En même temps, pour soutenir sa politique, il ménageait l'extrême droite ; il obtenait de Villèle, en faveur de ses amis, quelques nominations de conseillers d'État et de préfets. (Bertin de Vaux en particulier, le frère du directeur des *Débats*, était nommé conseiller d'État.) Il promettait par lettre à Vitrolles de lui faire rendre bientôt le titre de ministre d'État dont Decazes l'avait dépouillé. Dès les premières fêtes qu'il donnait (car aussitôt nommé il avait tenu, comme il l'avait fait dans ses ambassades, à dépenser fastueusement ses frais de représentation), il manifestait publiquement son intimité avec les chefs parlementaires de l'extrême droite et leurs amis. Le 6 janvier, à sa première réception, il se faisait présenter par le général Donnadieu le partisan espagnol Quéséda qui avait organisé des guérillas contre le gouvernement des Cortès. Le 24 janvier, à un dîner diplomatique qu'il donnait en l'honneur du prince de Cobourg, les journaux signalaient, parmi les convives, la présence de Vitrolles, de Castelbajac, de Delalot, de Vaublanc, de Donnadieu.

Cette double attitude de fermeté vis-à-vis de l'étranger et d'alliance avec les royalistes était sage mais, bien entendu, elle déplaisait à Villèle qui, toujours obstinément partisan de la paix, tentait encore de résister. Tantôt il menaçait de démissionner : « On s'occupait fort hier soir, écrivait *le Drapeau Blanc* du 21 janvier, de la démission de M. de Villèle qu'il avait, dit-on, proposée pendant la séance du Conseil de samedi à la suite d'une discussion soutenue par M. le vicomte de Chateaubriand sur l'urgence de nos opérations répressives à l'égard de l'Espagne. » Tantôt, au contraire, il s'attachait à son portefeuille : « Le désir d'éviter la rupture et la guerre qu'il empêche encore, écrivait Stuart le 23, le retiennent de démissionner. » Mais finalement il devait céder.

Le 27, Chateaubriand obtenait du roi l'autorisation d'envoyer à M. de La Garde l'ordre de demander ses passeports et le lendemain 28, Louis XVIII ouvrant la session des Chambres au Louvre déclarait lui-même, dans son discours du Trône : « J'ai tout tenté pour garantir la sécurité de mes peuples et préserver l'Espagne

(1) *Record office*, Corr. des amb. angl. à Paris.

elle-même des derniers malheurs. L'aveuglement avec lequel ont été repoussées les protestations faites à Madrid, laisse peu d'espoir de conserver la paix. J'ai ordonné le rappel de mon ministre. Cent mille Français commandés par un prince de ma famille sont prêts à marcher en invoquant le Dieu de saint Louis pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV, préserver ce beau royaume de la ruine et le réconcilier avec l'Europe. »

En même temps le gouvernement déposait un projet de loi demandant l'ouverture d'un crédit exceptionnel de cent millions destinés à l'entretien du corps expéditionnaire.

Cette déclaration et cette demande de crédit gardées secrètes jusqu'au dernier moment produisaient, bien entendu, un effet énorme. Sans doute la guerre n'était pas encore déclarée mais elle apparaissait cette fois certaine. Moins d'un mois après l'entrée de Chateaubriand aux Affaires, la politique nouvelle se dessinait.

Tous les adversaires de l'expédition allaient alors tenter un dernier effort.

En Angleterre, des manifestations violemment hostiles à la France éclataient. Quand l'ambassadeur des Cortès débarquait à Londres, il était reçu en triomphe et la foule, sur son passage, jetait des pierres et de la boue dans les carreaux de l'ambassade de France. Les journaux étaient remplis d'injures à l'adresse de notre gouvernement. Dès l'ouverture de la session du Parlement Brougham, un des plus célèbres orateurs de l'époque, prononçait un discours insultant pour Chateaubriand ; et Canning lui-même menaçait de soutenir un changement de dynastie en Espagne, sans du reste troubler Chateaubriand qui, le 20 février, écrivait à Marcellus, (le premier secrétaire de l'ambassade de Londres investi des fonctions de chargé d'affaires en attendant la nomination d'un nouvel ambassadeur) : « Vous pouvez compter qu'avant quinze, vingt ou vingt-cinq jours, nous serons entrés en Espagne si rien n'arrive avant ce temps-là. »

En France également l'opposition éclatait. Talleyrand qui se jugeait trop oublié et qui ne manquait pas une occasion de pêcher en eau trouble, publiait bruyamment un discours très hostile qu'il avait préparé pour la Chambre des pairs et que la clôture de la discussion sur l'adresse, en réponse au discours du Trône, ne lui avait pas permis de prononcer. Le *Constitutionnel* imprimait, le 21 février, un long article qui, pour jeter la division dans le cabinet, rappelait les efforts faits par Villèle pour empêcher la guerre et l'encourageait à persévérer dans la même attitude.

A la Chambre des députés, quand s'ouvrait la discussion sur le crédit exceptionnel de cent millions, tandis que Royer-Collard,

au nom du centre gauche, avec son éloquence abstraite et hautaine, attaquait une guerre qui devait, disait-il, rétablir le pouvoir absolu en Espagne, l'extrême droite aussi refusait tout d'abord de faire confiance au président du Conseil. C'est en vain que Villèle, dès le début de la discussion, rallié officiellement à la politique qui avait l'approbation du roi avait parlé en faveur du projet de loi et de la guerre. Il l'avait fait sans chaleur et en s'excusant presque : « Ce n'est qu'à regret, avait-il dit, que nous voulons la guerre. Le gouvernement n'a rien négligé pour assurer la paix, pour éviter la rupture des relations diplomatiques. » Aussi le 24 février La Bourdonnaye, quand, à son tour, il montait à la tribune, déclarait-il dans un violent et bruyant discours que le ministre qui n'avait cessé d'être violemment hostile à la guerre, n'était pas qualifié pour la diriger. Sans doute, expliquait-il, il voterait le projet de loi, mais il ne le ferait qu'avec défiance et en redoutant l'avenir : « Puis-je, » disait-il, accorder de nouveaux subsides pour commencer la guerre « à des hommes qui s'y sont violemment opposés et dont l'intérêt « évident serait de s'y opposer encore parce qu'il est impossible « qu'ils ne voient pas, ce qui n'échappe à personne, qu'ils ne peuvent « honorablement pour eux et sans danger pour le pays, diriger « une entreprise qu'ils travaillèrent trop longtemps à rendre « impopulaire pour qu'ils puissent, aujourd'hui, donner à l'esprit « public cet élan sans lequel une guerre ne peut devenir nationale « et par conséquent obtenir le succès dans le gouvernement représentatif. »

Le Drapeau Blanc, de son côté, prenait à partie le président du Conseil, « ce petit ministre gascon qui se pavane comme l'arbitre d'une politique en partie double. »

De nouveau ces attaques qui visaient Villèle seul risquaient de provoquer, entre les membres du cabinet, des difficultés que, bien entendu, tous les intrigants cherchaient à envenimer : « Le refroidissement qui a, depuis quelque temps, été observé entre les deux ministres, a été peu à peu augmenté par leurs partisans respectifs écrivait Stuart le 24 février » (1). « Nos ministres ont beaucoup de peine à s'accorder écrivait de son côté M. de La Boulaye à de Serres le 22. Je vois autour d'eux une foule d'hommes qui désertent le parti de Villèle dès qu'il y aura chance de succès pour ses antagonistes. » Et il ajoutait le lendemain : « seul se réjouit Talleyrand. Il y voit des chances pour revenir à la tête des affaires (2). »

(1) *Record office*, dossier cité.

(2) Correspondance de de Serres;

Chateaubriand, lui, fidèle à la politique d'union qu'il s'était tracée (n'oublions pas que deux mois plus tôt il écrivait à Mme de Duras : « Malgré les fautes et l'énorme entêtement de Villèle, je ne me séparerai pas de lui ; c'est après tout le seul homme capable du ministère, ») et décidé à aboutir, avait fait tout son possible pour étouffer, pour dissimuler au moins ces dissentiments : « Ne croyez pas à tous les sots contes de la retraite de M. de Villèle et d'une division dans le Conseil, écrivait-il à Marcellus le 20 février ; » et à Mme de Custine le lendemain : « Quel tas de bêtises, Villèle et moi sommes très bien ensemble. Il n'y a nulle querelle. »

Ces protestations ne suffisaient pas. Pour répondre aux diverses oppositions, pour rallier tous les royalistes autour du cabinet, pour enlever le vote des crédits nécessaires à la guerre, il préparait un grand discours. Ce discours, le premier qu'il allait prononcer à la Chambre des députés, devait être un événement aussi bien mondain et littéraire que politique. Jusque-là il n'avait parlé qu'à la Chambre des pairs dont les séances, ne l'oublions pas, étaient secrètes. Le public attendait avec impatience ses véritables débuts d'orateur. Ses rivaux jaloux les guettaient avec anxiété. Avant qu'il eût encore composé une ligne de son discours, on faisait déjà courir le bruit qu'il en avait donné lecture dans tel ou tel salon, et d'avance, ses ennemis se moquaient et dénigraient.

Lui, de son côté, ne se faisait pas d'illusion. Il savait l'hostilité particulièrement sournoise et envieuse qui l'entourait. Il savait que du succès de son discours dépendaient et sa propre autorité comme ministre, et le maintien du cabinet au pouvoir et, par suite, la déclaration de guerre : « Demain, écrivait-il à Mme Récamier, sera un jour décisif dans ma carrière politique. » Et très simplement, malgré sa grande réputation, malgré son orgueil, il avouait qu'il avait peur d'avance, comme un débutant : « Priez Dieu pour moi, écrivait-il à Mme de Duras ; mon petit succès aux pairs (il avait parlé pour la première fois comme ministre à la Chambre des pairs quelques jours plus tôt) m'encourage un peu. Mais j'ai bien peur pourtant. » Et comme il n'était pas un improvisateur, comme il ne voulait rien laisser au hasard, pendant les dernières nuits, après ses journées chargées de négociations et d'affaires, il travaillait avec acharnement à composer, à ordonner et à rédiger tout son discours.

Quand le 25, après M. Bignon, orateur de la gauche, il montait à la tribune, c'était devant une assistance considérable et impatiente qu'il prenait la parole. L'enceinte réservée au public était occupée par la foule la plus élégante, les députés étaient tous à leur banc. Lui-même, assure le duc de Broglie, servi par la tribune dont la

tablette dissimulait sa petite taille, après quelques moments de légère hésitation avait eu vite fait de s'imposer.

Son discours, puissamment construit, n'avait pas le ton humble que la droite avait reproché à celui de Villèle. Sans reprendre de façon théorique l'exposé des conditions dans lesquelles la guerre allait s'engager, il répondait à toutes les questions des orateurs précédents et il y répondait, comme il savait le faire, en polémiste qui perçait à jour les hypocrites protestations de la gauche et rendait confiance aux royalistes.

Il commençait par répliquer aux orateurs libéraux qui, pour empêcher la guerre, avaient prétendu qu'une nation n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'une autre : « De tous temps, disait-il, on a reconnu une exception à cette règle, celle qui veut qu'une nation ait le droit d'intervenir quand ses propres intérêts sont menacés. » C'est en vertu de cette exception, expliquait-il, que l'Angleterre elle-même, en 1793, était entrée en guerre contre la France. Or, les intérêts de la France se trouvaient menacés par la révolution d'Espagne : intérêts matériels de notre commerce colonial et continental, intérêts moraux de tous les Français inquiétés par la propagande révolutionnaire ; intérêts politiques enfin, car si l'Espagne révolutionnaire, tombée en république, cherchait l'appui de telle nation rivale de la France, au lieu d'avoir, pour garantir l'intégrité de notre territoire, une alliance avec un souverain parent du roi de France, nous aurions au sud une frontière ouverte à tous nos ennemis. Il répliquait ensuite à ceux qui prétendaient qu'à Vérone nos plénipotentiaires avaient vendu l'indépendance de leur patrie et que les Alliés avaient forcé la France à entrer en guerre. Cette objection visait particulièrement la conduite du précédent ministre des Affaires étrangères, Mathieu de Montmorency ; et Chateaubriand, à ce propos, avec sa haute élégance, loin d'accabler son prédécesseur, glissait lui-même dans sa réponse un éloge de celui-ci.

Puis, après avoir montré que la France dans cette affaire, loin d'obéir à ses alliés n'agissait que dans son propre intérêt, au lieu de perdre son indépendance, ajoutait-il, elle l'a retrouvée. Et attaquant à son tour, il évoquait le temps où les anciens membres du cabinet Decazes et Richelieu devenus, depuis qu'ils n'étaient plus au pouvoir, si chatouilleux sur l'honneur, n'avaient pas craint naguère, pour obtenir la dissolution de la Chambre introuvable, de faire intervenir les ambassadeurs étrangers : « Pourquoi, demandait-il, ne se plaignait-on pas de la perte de notre indépendance lorsque les étrangers exerçaient une si grande influence sur notre sort. Lorsqu'on consultait les ambassadeurs étrangers sur les lois qu'on portait

« aux deux Chambres l'Europe, nous disait-on, applaudit à l'ordon-
« nance du 5 septembre. L'Europe approuve le traitement qu'on fait
« subir aux royalistes. L'Europe, dans les actes publics, vient de
« déclarer qu'elle est satisfaite du système que l'on suit. Lorsque nous
« n'avions pas d'armée, lorsque nous ne comptions pour rien parmi
« les États du continent, lorsque de petits princes d'Allemagne
« envahissaient impunément nos villages et que nous n'osions
« nous en plaindre, personne ne disait que nous étions esclaves.
« Aujourd'hui que notre résurrection militaire étonne l'Europe,
« aujourd'hui que de nouvelles conventions effacent le souvenir des
« traités par lesquels on nous a fait expier nos victoires, aujour-
« d'hui on s'écrie que nous subissons un joug humiliant. »

Il faisait ensuite l'éloge de l'empereur de Russie. Puis, après avoir assuré que si le gouvernement voulait rendre au roi d'Espagne son indépendance il ne prétendait ni supprimer les libertés des Espagnols ni leur imposer notre Charte, après avoir lancé encore une attaque aux anciens membres du Sénat impérial qui, dans leur retraite de la Chambre des pairs, affectaient maintenant de s'opposer à la guerre, mais qui, naguère, pour plaire à Napoléon, avaient eu la lâcheté de déclarer dans un document officiel que la conquête de l'Espagne était juste et politique, il déclarait ensuite, pour rallier l'extrême droite, le ministère décidé à poursuivre la guerre jusqu'à ce que Ferdinand eût recouvré sa liberté. Et enfin, réservant pour sa conclusion l'argument le plus pathétique à la fois et le plus fort, celui que son instinct lui faisait sentir le plus propre à rallier et les passions royalistes et le souvenir des anciennes gloires impériales, celui auquel, semble-t-il bien, il tenait le plus, il s'écriait :

« N'oublions jamais que si la guerre avec l'Espagne a, comme toute
« guerre, ses inconvénients et ses périls, elle aura pour nous un im-
« mense avantage. Elle nous aura créé une armée, elle nous aura fait
« remonter à notre rang militaire parmi les nations ; elle aura décidé
« notre émancipation et rétabli notre indépendance. Il manquait peut-
« être encore quelque chose à la réconciliation complète des Français :
« elle s'achèvera sous la tente. Les compagnons d'armes sont bien-
« tôt amis ; et tous les souvenirs se perdent dans la pensée d'une
« commune gloire. Le roi, ce roi si sage, si paternel, si pacifique, a
« parlé. Il a jugé que la sécurité de la France et la dignité de la
« couronne lui faisaient un devoir de recourir aux armes après avoir
« épuisé les conseils. Le roi, avec une généreuse confiance, a remis
« la garde du drapeau blanc à des capitaines qui ont fait triompher
« d'autres couleurs ; ils lui rapprendront le chemin de la victoire, il
« n'avait jamais oublié celui de l'honneur. »

Pendant le discours, la gauche avait, à plusieurs reprises, tenté d'interrompre l'orateur par quelques protestations. Mais quand il prononça ses dernières phrases les applaudissements éclatèrent enthousiastes. Le succès était éclatant, la droite surtout était conquise, et Chateaubriand avait atteint le but essentiel qu'il se proposait : rallier les ultras au ministère et provoquer en faveur de la guerre un mouvement d'enthousiaste national :

« Au moment où M. de Chateaubriand quitte la tribune, écrit *le Drapeau Blanc*, tous les membres de la droite se précipitent à sa rencontre. MM. de Vaublanc, de Laborie, Hyde de Neuville lui serrent la main. (M. de Vaublanc même l'embrasse, assure *la Quotidienne*). Toutes les personnes placées dans les tribunes sont debout. Il règne dans toute la salle une agitation causée par la profonde impression qu'a produite le discours de l'éloquent ministre. Le côté gauche ne peut s'empêcher de prendre une petite part à cette admiration générale. »

Le lendemain, sans doute, la gauche, pour tenter une diversion, provoquait l'incident Manuel. Manuel, ancien député des Cent-Jours, membre de l'extrême gauche et particulièrement détesté des royalistes, dans un discours très violent destiné à répondre à Chateaubriand avait prononcé quelques paroles insultantes pour la famille royale. La majorité royaliste, aussitôt, avait protesté et, devant l'attitude insolente de l'orateur, avait prétendu exiger son expulsion ou au moins sa suspension. Pendant trois jours la question de la sanction à prendre était discutée au milieu d'une vive agitation. Il était enfin décidé que Manuel serait suspendu jusqu'à la fin de la session. Mais soutenu par ses amis ce dernier refusait de quitter son banc ; le président le faisait expulser par les gendarmes, et tous les députés de gauche alors, se solidarisant avec lui, quittaient la salle en déclarant qu'ils ne paraîtraient plus de la session. Se voyant battus dans la discussion ils pensaient, par une telle manifestation théâtrale, exciter un mouvement d'opinion publique.

Mais l'événement ne répondait pas à leur attente. Nulle manifestation sérieuse ne survenait. L'effet produit par le discours de Chateaubriand et le succès personnel du nouveau ministre demeuraient considérables aussi bien à l'extérieur qu'en France même.

Tandis que Gentz, le ministre autrichien, lui écrivait pour le féliciter : « Je viens de faire la seconde lecture d'un des plus beaux discours qui aient jamais été prononcés dans une assemblée politique » (8 mars) ; tandis que l'empereur de Russie de son côté lui écrivait le 13 mars : « La bonne cause a trouvé en vous le plus éloquent

défenseur » (1), à la Chambre le crédit demandé était voté par une majorité de 239 voix.

Par malheur seulement l'éclat même du succès, que Chateaubriand faisait sonner peut-être un peu trop dans ses lettres à ses agents, n'était pas fait pour calmer la jalousie ni la rancune de ses rivaux.

Pour le moment, toutefois, ceux-ci étaient obligés de dissimuler leur mécontentement.

Aussitôt les crédits de guerre votés, avaient été hâtés les préparatifs de l'entrée en campagne. Le 15 mars, le duc d'Angoulême, nommé généralissime du corps expéditionnaire, quittait Paris pour rejoindre l'armée rassemblée autour de Bayonne. Le 7 avril, il franchissait la Bidassoa. La guerre était engagée ; il ne restait plus qu'à la mener à bien.

Heureusement Villèle, si jusqu'à la fin il s'était efforcé d'éviter la guerre, maintenant qu'elle était commencée, allait, avec une grande application, travailler à la conduire dans les meilleures conditions possible.

Pour surprenante que la chose puisse paraître, elle s'explique. Villèle, en effet, offrait ce triple caractère d'être à la fois entêté, consciencieux et sans système, ou, si l'on veut, sans parti pris politique. Honnêtement appliqué à son métier, mais incapable de voir loin, il se défiait instinctivement de tout ce qui lui semblait une aventure ; décidé à s'imposer, il avait patiemment travaillé à écarter tous les rivaux dont le prestige pouvait gêner le sien. Et c'est pour ces deux raisons qu'il s'était séparé de l'extrême droite dans les rangs de laquelle il avait fait ses débuts. Mais il n'avait pour cela ni système à lui, ni plan, ni idées générales ; il n'opposait à ses rivaux que des mesures inspirées par les circonstances du moment en vue de résultats à court terme.

C'est pourquoi, plus tard, à bout d'expédients pour durer et pour se maintenir, on le verra avec une facilité qui scandalisera les contemporains, comme elle a, depuis, surpris les historiens, accepter sans révolte d'abandonner à nouveau le centre et le programme conservateur de celui-ci pour soutenir de son autorité les mesures les plus folles que quelques exaltés bien en cour lui imposeront.

Mais pour le moment, puisque la guerre était engagée, il estimait que son devoir et son intérêt étaient de faciliter le plus qu'il pouvait, financièrement et matériellement, la tâche du prince généralissime. Il exécutait avec beaucoup d'application ce métier de commis consciencieux, il veillait à procurer pour les dépenses de guerre des res

(1) *Congrès de Vérone*, I, 484.

sources au Trésor, il soutenait, par les moyens politiques dont il disposait, l'action de l'armée.

*
* *

Dès le début des opérations, comme Chateaubriand l'avait prévu, comme il l'avait longtemps seul soutenu, malgré les pronostics alarmants de la gauche, l'expédition s'annonçait très facile au point de vue militaire. Les troupes montraient une discipline parfaite.

C'est en vain qu'au passage de la Bidassoa un petit corps de révolutionnaires français et italiens, commandé par des demi-soldes, essayait de débaucher les premiers détachements qui traversaient le fleuve, en agitant des drapeaux tricolores et en chantant *la Marseillaise*. Un seul coup de canon les dispersait et suffisait à décourager toute autre tentative semblable.

Nos colonnes, sur leur passage, étaient accueillies au cri de : Vive le roi ! avec enthousiasme et reconnaissance par la population heureuse d'être délivrée de la tyrannie des Cortès. Les troupes gouvernementales, refusant la lutte, se retiraient devant nous ou s'enfermaient dans quelques places que l'on se contentait de bloquer. Et le 24 mai, sans presque avoir eu à combattre, le duc d'Angoulême entra à Madrid au milieu des acclamations.

C'était là un succès, un succès dont plus que d'autres Chateaubriand pouvait être fier, puisqu'il l'avait prévu et voulu. Cependant pour les ministres, pour Chateaubriand en particulier, les difficultés à résoudre demeuraient nombreuses, délicates et complexes.

En arrivant à Bayonne, au mois de mars, le duc d'Angoulême avait eu la désagréable surprise de s'apercevoir que les approvisionnements en vivres et en fourrages rassemblés en vue des besoins de la campagne étaient très insuffisants, que les instructions données à ce sujet par le duc de Bellune, ministre de la Guerre, avaient été ou insuffisantes ou mal suivies. Il avait fallu improviser en hâte ; et le prince s'était décidé à traiter avec un brasseur d'affaires quelque peu aventurier, Ouvrard, avec lequel il avait signé un contrat à des conditions très onéreuses et à qui il avait donné le titre de munitionnaire général. Le duc de Bellune, arrivé à Bayonne pour se rendre compte de la situation, avait désapprouvé les conditions du contrat. Le prince, de son côté, avait fort mal reçu le ministre et lui avait manifesté un vif mécontentement. La situation du duc de Bellune était devenue, par suite, très difficile dans le cabinet. C'était là un contretemps que

les intrigants allaient pouvoir exploiter, contretemps d'autant plus regrettable que le duc de Bellune, le seul des maréchaux de Napoléon qui eût accompagné le roi à Gand, en 1815, était très aimé des royalistes.

De plus, si les débuts militaires de la campagne avaient été très aisés, la situation politique que le duc d'Angoulême trouvait en Espagne était grosse de nombreuses complications.

A l'approche de l'armée française, le gouvernement révolutionnaire des Cortès avait quitté Madrid en emmenant, contre son gré, le roi Ferdinand. Il s'enfermait avec lui à Cadix, ville et port fortifiés dont le siège allait être très difficile à faire ; il annonçait qu'il se refuserait à abandonner son prisonnier, et préférerait, à bout d'autres ressources, l'emmener par mer en Amérique. Or, l'expédition n'avait de raison d'être que si elle aboutissait à la délivrance du roi.

En même temps, l'Angleterre, sans se décider à prendre militairement parti pour les Cortès, les soutenait ; elle excitait secrètement les révolutionnaires portugais à intervenir ; et son ambassadeur, qui n'avait pas été rappelé comme ceux des puissances continentales, accompagnait à Cadix le gouvernement révolutionnaire.

Cependant, à mesure que l'armée française avançait à l'intérieur du pays, il fallait administrer, au nom du roi encore prisonnier, les régions occupées, organiser un gouvernement provisoire et maintenir l'ordre intérieur. Sans doute, le parti royaliste, les troupes royalistes, qui n'avaient cessé depuis la révolution de mener avec plus ou moins de succès des guerillas contre les Cortès, offraient leur concours et leur appui. Mais les chefs, les troupes, la population, après les années d'oppression et de guerre civile, étaient animés surtout d'un violent désir de représailles et de vengeance, qui menaçait de faire durer le trouble et d'empêcher l'établissement de tout gouvernement régulier.

La France, venue pour ramener la paix et l'ordre, ne pouvait paraître soutenir les excès d'une réaction exaspérée. Mais elle risquait, d'autre part, en résistant trop violemment aux passions populaires et royalistes, de dresser contre elle l'opinion espagnole, de retarder l'établissement d'un ordre de choses stable, de rendre par suite nécessaire la prolongation d'une occupation militaire qui, avec le temps, pouvait devenir très coûteuse, et ne manquerait pas d'être impopulaire aussi bien en France qu'en Espagne.

Enfin, la situation parlementaire du cabinet français demeurait difficile. L'extrême droite, bien que l'entrée en guerre lui eût, en partie, donné satisfaction, n'en gardait pas moins de violentes rancunes contre Villèle, et elle n'avait pas renoncé à l'attaquer. Au cours de la discussion du budget, à propos de la fixation des crédits des diverses

branches de l'administration, La Bourdonnaye et Delalot se plaignaient de voir que, bien que la droite eût la majorité à la Chambre, et bien que le ministère, depuis un an déjà, fût composé de royalistes, rien encore n'avait été entrepris des réformes que les royalistes avaient demandées quand ils étaient dans l'opposition.

Les victimes de la Révolution, dépossédées de leurs biens, n'étaient pas encore indemnisées ; la réforme des institutions administratives de la Révolution et de l'Empire, la réorganisation de la France dans un sens monarchique, n'étaient pas encore entreprises. Le programme des royalistes, cependant, celui du *Conservateur*, rappelaient-ils l'un et l'autre, comportait essentiellement la décentralisation administrative et la réorganisation d'une aristocratie provinciale. Villèle avait, lui-même, naguère soutenu cette thèse. Il avait demandé la réduction du nombre des préfectures, la suppression du Conseil d'État, la diminution du nombre des fonctionnaires. Or, une fois ministre, il soutenait une politique opposée : « Je veux bien suivre l'opinion de M. de Villèle, disait ironiquement Delalot, mais laquelle ? »

Ces critiques, il faut bien le dire, étaient justifiées au moins dans l'ensemble. Déjà Villèle, pour assurer sa propre situation, reprenait les errements qu'il avait, lui-même, reprochés à ses prédécesseurs. Déjà, comme les royalistes l'avaient tant reproché à Guizot et à Decazes, il organisait la pression électorale au moyen des fonctionnaires, il renforçait la centralisation au lieu de la combattre, et il ne se rendait pas compte combien, avec la société et le corps électoral que la Révolution et l'Empire avaient préparé, cette tactique était dangereuse. En même temps, sans oser rétablir la censure des journaux, il laissait sournoisement attaquer la liberté de la presse ; et La Bourdonnaye se plaignait de certaines subventions dites littéraires, destinées à acheter des journalistes, de certaines condamnations pour procès de presse, qui faisaient scandale.

Certes, il est vrai, pour violentes et pour justifiées qu'elles fussent, les attaques de La Bourdonnaye et de Delalot ne risquaient pas, pour le moment, d'enlever au ministère la majorité dont il avait besoin, car les membres de l'extrême droite étaient en assez petit nombre à la Chambre. Mais elles menaçaient l'union du cabinet, car elles étaient dirigées contre Villèle seul, tandis que Chateaubriand était ménagé. Et le président du Conseil, déjà jaloux des récents succès oratoires et du prestige de son collègue, s'irritait, davantage encore ou, du moins, se mettait en défense.

Pour bien marquer son autorité de président, il faisait, le 8 mars, porter à Chateaubriand l'ordre formel du roi de ne présenter à la signature aucun travail qui n'eût été préparé d'accord avec lui et

approuvé au Conseil des ministres ; il obtenait d'être seul des membres du cabinet autorisé à correspondre avec le duc d'Angoulême pendant toute la durée de la campagne. Et, en même temps, quand Chateaubriand, poursuivi comme tout ministre par les demandes de recommandation ou de faveur de ses amis, lui transmettait quelque supplique, il ne l'accueillait qu'avec mauvaise grâce.

Chateaubriand cependant ne se plaignait pas, il n'essayait pas, pour le moment, de s'opposer aux mesures administratives de Villèle. Un jour seulement, comme un M. Magalon, condamné pour délit de presse, avait été emmené à pied à la prison de Poissy, attaché avec un galérien atteint de la gale, il acceptait, à la demande de quelques journalistes, d'écrire une lettre de protestation au directeur de la police (1). Pour le reste, il laissait faire Villèle ; il montrait, assure Stuart, le 5 mai, « une parfaite soumission au président du Conseil ; » et, pour le moment, il ne pouvait guère agir autrement, absorbé qu'il était par ses responsabilités de ministre des Affaires étrangères et par la nécessité de tout subordonner au succès de l'expédition.

Dans cette guerre, en effet, où les opérations proprement militaires se réduisaient au minimum et où les plus gros embarras étaient d'ordre diplomatique, Chateaubriand avait la responsabilité la plus lourde. Pour que l'expédition ne fût pas inutile, ne durât pas trop longtemps et ne coûtât pas trop cher, il fallait obtenir rapidement la délivrance du roi ; dans ce pays désorganisé composé de clans irréconciliables, où le roi manquait de volonté et de dignité, il fallait écarter les exaltés sans s'en faire de trop violents ennemis, chercher, appuyer, rassembler ceux que leur autorité et leur sagesse mettaient en mesure de constituer un gouvernement stable et d'en imposer au roi.

Pour arriver là, il fallait que les diverses puissances d'Europe n'employassent pas leur influence à contrecarrer la France ; il fallait contenir les intrigues jalouses de l'Angleterre ; il fallait rallier l'Autriche défiante, et obtenir que, tout en nous laissant notre liberté d'action, la Sainte-Alliance, nous soutînt.

Chateaubriand mettait son amour-propre à ce que le succès fût incontestable, c'est-à-dire, à la fois peu coûteux et complet. Dès les premières difficultés, au mois de mai, Villèle, craignant de voir se prolonger la guerre, avait proposé de traiter avec les Cortès et conseillé de leur offrir, en échange de la liberté du roi, une place de sûreté. C'eût été, de la part du gouvernement français, un dangereux aveu de faiblesse. Chateaubriand déclarait qu'il valait mieux attendre un

(1) Voir *Mémoires de Beugnot*, lettre adressée à Chateaubriand au sujet de la détention de Magalon, 24 mai 1823.

peu plus longtemps la délivrance du roi, pour l'obtenir sans condition.

En attendant, sitôt le duc d'Angoulême entré à Madrid, il s'était appliqué à constituer, avec l'appui de quelques personnalités influentes et sages, un gouvernement provisoire, capable de maintenir l'ordre et disposé à collaborer avec la France. Pour donner confiance à ce gouvernement, pour lui assurer du prestige, il cherchait à obtenir que les grandes puissances accréditassent des ambassadeurs auprès de lui. C'était là le plus compliqué.

Il s'agissait, tout d'abord, de donner aux puissances elles-mêmes confiance dans le succès de l'expédition et de leur montrer que leur propre intérêt était de soutenir la politique française. La tâche était relativement facile avec l'empereur de Russie qui était le plus favorable à la France et avec lequel, depuis Vérone, Chateaubriand était personnellement en très bons termes. Elle était beaucoup moins aisée avec l'Angleterre et l'Autriche.

L'Angleterre, après ses premières manifestations hostiles, voyant que la France ne se laissait pas intimider, n'avait sans doute pas, comme elle nous en menaçait, déclaré la guerre. Mais elle n'avait pas cessé ses manœuvres, aussi bien à Cadix par l'intermédiaire de son ambassadeur Court, qu'au Portugal, où elle pressait le gouvernement révolutionnaire de venir au secours des Cortès. Chateaubriand prétendait ramener le gouvernement britannique à une attitude moins hostile, tout en faisant respecter la dignité de la France sans violences inutiles.

Après les séances du Parlement, où certains députés avaient grossièrement insulté le gouvernement français, où le ministre Canning lui-même avait annoncé qu'il souhaitait notre échec, il avait écrit à Marcellus, son chargé d'affaires à Londres, le 24 avril : « N'allez plus chez M. Canning que très rarement. Faites-lui des visites courtes et froides, et ne lui parlez plus du tout. Un homme qui a fait des vœux publics contre la France ne doit plus avoir que des rapports strictement indispensables avec le représentant de la France. Nous sommes assez forts pour qu'il n'y ait aucun danger à ce qu'on remarque votre froideur (1). »

Mais en même temps, lui-même, le 30 avril, à la tribune de la Chambre des pairs, avait répondu aux injures anglaises ; et au lieu de se fâcher, comme il avait été lui-même personnellement insulté, il se contentait de donner à la nation voisine une leçon hautaine, dédaigneuse et quelque peu ironique de politesse et de dignité : « C'est

(1) *Corr. gén.*, IV, 203.

« à nous à donner l'exemple de la modération parlementaire, disait-il ; on a fait des vœux contre nous, souhaitons la prospérité de toute puissance avec laquelle nous conservons des relations amicales. On a osé élever la voix contre le plus sage des rois et son auguste famille ! Qu'avons-nous à dire du roi d'Angleterre, sinon qu'il n'y a point de prince dont la politique soit plus droite et le caractère plus généreux ? On a traité avec rigueur les ministres français ! Je connais les ministres qui gouvernent aujourd'hui l'Angleterre : ces personnages éminents sont dignes de l'estime et de la considération dont ils jouissent. J'ai été l'objet particulier des insultes ! Qu'importe si vous trouvez, messieurs, que je ne les ai méritées que pour avoir bien servi mon pays (1). »

« On trouva en Angleterre, ajoute-t-il dans son *Congrès de Vérone*, que l'avantage nous était resté. » Et le fait est que Marcellus lui écrivait le 6 mai (2) : « Votre discours est d'un merveilleux effet. Le *Morning Chronicle* lui-même, en a fait l'éloge. Le duc de Wellington en est ravi. C'est ainsi, dit-il, qu'il fallait répondre. C'est le discours que j'aurais voulu faire, si j'en avais le talent. Voilà comme parle un vrai gentilhomme. Noblesse, loyauté, absence de ressentiment, bon sens. Tout est là. »

Cet échange de politesses n'empêchait pas, du reste, Chateaubriand de suivre sa politique, et il envoyait en Portugal, comme ambassadeur, son ami Hyde de Neuville, avec mission de contrebattre l'influence anglaise. Mais, en même temps, il priait Marcellus de faire valoir combien l'Angleterre se faisait de tort, combien d'ennemis elle se suscitait à elle-même par l'isolement dans lequel elle s'enfermait, et combien elle avait, à son propre point de vue, intérêt à se rallier à l'opinion générale et à envoyer, comme les autres États, un ambassadeur à Madrid auprès du gouvernement provisoire.

(1) Notons un passage curieux de ce discours. Faisant allusion aux injures particulièrement grossières de quelques membres de l'opposition, il était amené à observer que, d'une façon générale, la tribune anglaise tolère sans danger des excès de paroles qui, en France, menaceraient la paix et l'ordre social ; pour expliquer cette différence, il insistait sur la différence d'organisation sociale entre les deux pays ; et c'était là pour lui une occasion de montrer une fois de plus les avantages d'une organisation aristocratique de la société. « En Angleterre, disait-il, l'esprit aristocratique a tout pénétré. Tout est privilèges, associations, corporations. Les anciens usages comme les antiques lois et les vieux monuments sont conservés avec une espèce de culte. Le principe démocratique n'est rien. Quelques assemblées tumultueuses qui se réunissent, de temps en temps en vertu de certains droits de comté, voilà tout ce qui est accordé à la démocratie. Le peuple, comme dans l'ancienne Rome, client de la haute aristocratie, est le soutien et non le rival de la noblesse. On conçoit que dans un tel état de choses la couronne en Angleterre n'ait rien à craindre du principe démocratique... En sommes-nous là et présentons-nous à la couronne de pareilles garanties ? »

(2) Archives des Affaires étrangères.

L'Autriche, de son côté, pour avoir montré moins vivement son hostilité, n'en était pas moins dangereuse. Si elle ne soutenait pas, comme l'Angleterre, les prétentions des révolutionnaires, elle prétendait au moins enlever à la France la direction des opérations et son indépendance d'action. Sans doute, elle n'intervenait pas elle-même, mais elle suggérait que, pendant la captivité du roi d'Espagne, c'était un membre de sa famille qui devait, comme régent, administrer le royaume, et elle encourageait un prince de Naples, le prince de Castelcicala, qu'elle dominait et qu'elle manœuvrait (puisqu'elle occupait le royaume de Naples), à faire valoir ses droits. La prétention ainsi invoquée était absurde et dangereuse. Absurde, parce que les princes de Naples, qui n'étaient pas maîtres de leur propre royaume, n'étaient pas qualifiés pour en administrer un autre ; dangereuse parce que, derrière le prince de Castelcicala, il était facile de deviner les mauvaises intentions de l'Autriche :

« Elle était inquiète pour l'Italie, dit Chateaubriand. Elle avait cru que nous ne pourrions pas faire la guerre seuls, que nous serions ou battus, ou forcés d'ouvrir aux Alliés le passage de la France ; elle a été trompée sur tous les points, et elle en a de l'humeur, c'est tout naturel ! » (1).

Il s'agissait seulement de ne pas se laisser prendre à ces manœuvres nouvelles. Chateaubriand, dans une longue note, composée de sa main, réfutait les prétentions du gouvernement autrichien, et surtout il opposait intrigue à intrigue. Il dénonçait à l'empereur de Russie les arrière-pensées de l'Autriche ; il expliquait que, dans son propre intérêt, la Russie devait désirer l'existence d'une France forte, « qui serve de boulevard naturel à l'Europe contre la puissance anglaise, » et les ambitions de l'Autriche (2). Et après plusieurs semaines de négociations et de correspondance, il gagnait.

Sans doute, l'Angleterre boudait encore, mais grâce à Hyde de Neuville, ses projets échouaient au Portugal. L'empereur de Russie envoyait comme ambassadeur auprès du gouvernement provisoire Pozzo di Borgo ; l'Autriche, suivie bientôt des autres puissances, se décidait également à envoyer un représentant. Assuré d'être reconnu par l'Europe, le gouvernement provisoire s'organisait, prenait de l'autorité et avalisait l'action de l'armée française.

Mais aussitôt d'autres difficultés surgissaient. A peine constitué, le gouvernement provisoire, la régence comme on l'appelait, voulait prendre des mesures contre les partisans des Cortès, mesures vio-

(1) Lettre de de Serre, 10 juillet 1823. — *Corr. gén.*, IV, 331.

(2) Lettre de La Ferronnays du 27 mai. — *Corr. gén.*, IV, 241.

lentes, excessives, dont la France allait sans doute être tenue pour responsable. Le duc d'Angoulême cherchait à s'y opposer, mais sans pouvoir faire entendre raison. Et après de vaines représentations, emporté un jour par un moment d'exaspération, il publiait, le 8 août, sans prendre d'avis et sans consulter la régence, une ordonnance dite : l'ordonnance d'Andujar, en vertu de laquelle il décidait que dans les régions occupées par l'armée française aucune arrestation ne pourrait être opérée sans l'autorisation de l'autorité militaire.

L'ordonnance, très sage en principe, risquait cependant, par la façon dont elle était présentée, d'exaspérer le gouvernement provisoire et tout le parti royaliste espagnol de l'appui duquel la France avait besoin. Chateaubriand aussitôt s'inquiétait et, tout en approuvant les intentions du prince, il voulait faire comprendre la nécessité de ménager les royalistes et de calmer l'exaspération du duc d'Angoulême contre eux : « Mon cher ami, écrivait-il à Villèle, que le prince prenne garde de verser trop dans le sens des constitutionnels espagnols. Il me revient de toutes parts que les royalistes s'effraient. Ce sont, après tout, les royalistes qui font aujourd'hui nos succès ; et si leurs généraux, leurs soldats et le clergé croient que tous les coups et tous les dangers auront été pour eux, et toutes les grâces pour les généraux des Cortès, nous serons abandonnés au milieu de l'Espagne. »

Cependant, puisque l'ordonnance était signée, il fallait, même si on la désapprouvait, prendre ouvertement contre ceux qui la critiquaient le parti du prince généralissime : « Il n'y a pas à balancer, il faut la soutenir, car nous ne devons pas abandonner le prince généralissime, (1) » écrivait Chateaubriand, le 18 août, à son ambassadeur à Londres. Et il inspirait, le 23 août, un article du *Journal des Débats* dans le même sens.

Pendant ce temps-là, les hostilités se prolongeaient. Sans doute, l'armée française occupait la plus grande partie du pays ; les quelques places où les révolutionnaires s'étaient retranchés tombaient les unes après les autres. Mais Cadix, où le gouvernement des Cortès s'était enfermé avec le roi prisonnier, tenait toujours, et le siège menaçait de durer. Par malheur, en effet, la position, protégée par le fort du Trocadéro et par des défenses naturelles considérables était très forte ; la ville était facile à ravitailler par mer, d'autant plus que la marine française, si sacrifiée pendant la Révolution et l'Empire, imparfaitement réorganisée depuis, était fort peu en mesure d'assurer le blocus de la côte, et que, pouvait-on craindre, si le siège

(1) *Corr. gén.*, IV, 369.

se prolongeait jusqu'à l'automne, la mauvaise saison et les tempêtes de l'équinoxe lui rendraient la tâche plus difficile encore.

Autour du prince généralissime les avis étaient partagés. De nouveau, l'opposition commençait à reprendre confiance. Les journaux de gauche, insistant sur les difficultés de l'opération, agitaient l'opinion. Le bruit courait qu'on ne pourrait faire capituler la place, que la délivrance du roi ne pourrait être obtenue par force et qu'il allait falloir renoncer à l'intransigeance qu'on avait manifestée tout d'abord et négocier avec les Cortès. Déjà, si on en croit Pasquier, Villèle et Bellune, redoutant un échec, étaient d'avis de se contenter d'occuper la ligne de l'Èbre et de faire capituler Saint-Sébastien et Pampelune.

Mais, négocier avec les Cortès, c'était les reconnaître, c'était surtout s'avouer incapable de triompher d'eux, c'était rendre confiance à tous les révolutionnaires d'Europe.

Chateaubriand ne pouvait se résoudre à une telle solution. Il avait lui-même trop poussé à l'entreprise pour pouvoir se résigner à un demi-échec. Son amour-propre autant que les intérêts de son parti et que le souci du bien de la France et de la monarchie étaient engagés. Sa conviction sur ce point était formelle : « Si Cadix ne se rend pas, la monarchie française est en péril, écrivait-il le 31 août. Si la révolution triomphait en Espagne tout serait perdu. Il faut ici victoire, victoire complète ou périr sous des ruines. »

Aussi, dans son bureau de ministre, loin des opérations, loin des événements, il guettait les courriers avec angoisse, il s'impatiait des distances qui retardaient les nouvelles. Il savait que bien des maladroites étaient commises : « Ce que je puis vous dire, écrivait-il le 14 septembre à Hyde de Neuville dans un moment d'impatience (1), c'est que nous sommes devant Cadix une véritable tour de Babel. Le génie accuse l'artillerie, l'artillerie la marine. Le fait est que rien n'est de ce qui aurait dû être à l'arrivée du prince... L'Angleterre voit en pitié ce que nous nommons notre blocus. » — « Avec cela, ajoutait-il, aurons-nous Cadix ? » Le siège allait-il se prolonger sans résultat ? Les Cortès parviendraient-elles à forcer le blocus maritime et à emmener le roi en Amérique, ce qui devait tout remettre en question ? A mesure que le temps passait, son anxiété augmentait. Lui, qu'on accuse de dilettantisme, attendait le succès de la campagne avec une fièvre passionnée : « Cette catin de fortune me fait un peu effroyable, » écrivait-il à Talaru le 11 septembre (2). « Mes

(1) *Corr. gén.*, V, 9.

(2) *Id.*, V, 4.

cheveux ont blanchi pendant cette guerre, » disait-il un autre jour (1). Un autre jour encore, dans un moment de découragement, il écrivait à Polignac, le 9 septembre : « Dieu veuille délivrer Ferdinand. Sans ce dernier miracle, nous sommes perdus. »

Cependant, malgré son impatience, malgré ses déceptions, il se dominait : « Taisons-nous et faisons contre fortune bon cœur, » ajoutait-il dans sa lettre à Polignac. « Mon caractère est la constance, écrivait-il un autre jour (27 août), je ne m'effraie ni ne me trouble de rien. L'habitude des affaires m'a appris que beaucoup de choses, qu'on avait cru perdues, ne vont pas si mal qu'on l'avait cru d'abord. » Et bien que les opérations se prolongeassent, bien que ses inquiétudes à mesure grandissent, c'était lui qui redonnait confiance. Il trouvait, pour expliquer les retards, des raisons ingénieuses, il réclamait la patience : « Quoi qu'il en soit, écrivait-il le 3 août à Talaru, nous en viendrons à bout. Si nous n'achevons pas cette guerre dans quatre ou cinq mois, nous l'achèverons dans six, dans sept, dans un an. Jamais nous ne céderons, du moins tant que je serai ministre. » — « Si l'attaque n'a pas réussi, je ne croirai pas tout perdu ajoutait-il le 23 août, et ce qu'on n'aura pas fait aujourd'hui, on le fera plus tard. » — « Si le blocus ne suffisait pas, il faudrait tenter l'assaut : il en coûtera du monde, écrivait-il le 2 août, mais il s'agit dans cette affaire de la Restauration complète des Bourbons ou de leur chute finale ; il n'y a pas à balancer. »

Par malheur, devant Cadix les plans opposés se discutaient, les arguments pour et contre s'affrontaient sans qu'un parti fût pris, sans qu'une solution intervînt. Chateaubriand, bien que la conduite des opérations ne le concernât pas directement, s'informait auprès de tous les militaires qui, pour avoir combattu en Espagne sous l'Empire, pouvaient, sur les chances de succès d'une attaque violente, donner un avis autorisé ; il insistait auprès des bureaux de la marine et de la guerre pour hâter l'envoi des approvisionnements, du matériel de siège nécessaires. Puisque Villèle lui avait fait défendre d'écrire directement au duc d'Angoulême, il écrivait au général Guilleminot, chef d'état-major, pour lui faire saisir la nécessité politique d'une prompte solution ; il réfutait auprès de lui les objections de ceux qui voulaient temporiser. Bref, il suivait sous tous ces aspects, il dirigeait et pressait avec une application sans défaut et une passion chaleureuse l'entreprise délicate et complexe dont il avait été le premier à bien comprendre l'importance et qu'il avait mis son amour-propre à faire réussir. Et bientôt le succès définitif s'annonçait.

(1) 23 août, *Corr. gén.*, IV, 383.

Le 31 août, devant Cadix, le fort du Trocadéro était enlevé ; le 20 septembre, le fort San-Pietri se rendait ; le 29 les Cortès offraient de capituler. Cependant, jusqu'au dernier moment, des circonstances imprévues venaient retarder le succès définitif.

A mesure que le temps passait, l'angoisse de Chateaubriand et son impatience augmentaient. Son esprit inquiet demeurait jusqu'à la fin en défiance : « Vous me connaissez trop et vous comprendrez que je n'ai pas un plaisir égal à ma crainte, » écrivait-il à Mme de Duras. Mais au lieu de l'abattre, son inquiétude augmentait son activité.

En plus des préoccupations de la guerre, il avait sur les bras le train courant des affaires de son ministère et tous les embarras des amis à satisfaire et des intrigues de partis à suivre et à déjouer. Outre ses deux grands discours à la Chambre des députés et aux pairs sur la guerre, il avait pris deux fois la parole au cours de la session, l'une pour défendre le budget des Affaires étrangères, l'autre à propos de la discussion du budget des beaux-arts, pour défendre les droits et les intérêts des gens de lettres. Il avait préparé un projet de réorganisation du corps consulaire. Il subissait en outre, nous le verrons plus loin, le contre-coup des négociations que provoquait le différend du duc d'Angoulême avec le ministre de la Guerre ; il recevait sans trop d'impatience les sollicitations de ceux et de celles, en particulier Mme de Duras et Mme de Custine, qui attendaient ou même réclamaient des faveurs pour eux et les leurs.

Il continuait aussi à donner des fêtes soit au ministère, soit même à l'infirmerie Marie-Thérèse, l'œuvre qu'il avait fondée quelques années plus tôt avec sa femme et en faveur de laquelle Mme de Chateaubriand profitait des circonstances pour intéresser le plus de monde possible.

Il s'efforçait par ailleurs de ne pas négliger ses anciennes et fidèles amies. S'il était parfois obligé de s'excuser auprès d'elles, il n'en continuait pas moins à leur faire le plus souvent possible de ces longues visites confidentielles qu'elles aimaient et que chacune aurait voulu garder pour elle seule. En même temps même, il trouvait le loisir de nouvelles amours. Sans doute il n'était plus jeune et déjà depuis plusieurs années les rhumatismes le faisaient souffrir. Mais, une fois encore, la gloire, ce « piège à femmes » comme il l'appelait un jour en parlant des succès de Wellington, lui assurait des triomphes flatteurs. Non seulement Mme Hamelin, l'ancienne belle de l'Empire, sous couvert d'un service à lui demander, lui écrivait, venait le voir et revenait ensuite ; son ancienne amie d'exil, la fille du pasteur Yves qu'il avait retrouvée l'année précédente à Londres, venait de

nouveau le rejoindre à Paris ; mais une conquête plus brillante et plus flatteuse, la belle maréchale de Castellane, venait à lui, vers le mois d'août, semble-t-il, et, pour un moment, peut-on croire, lui inspirait une violente passion.

Le fait est qu'entre toutes ses négociations et toutes ses affaires, il écrivait à la belle maréchale des lettres exaltées, mettant à ses pieds tous ses succès, évoquant pour elle Atala et René ; il trouvait même le loisir de lui adresser des vers (1) ; et il allait, au mois de novembre, faire avec elle à Dieppe une fugue de quelques jours :

« Mon ange, ma vie, lui écrivait-il (2), je ne sais quoi de plus encore, je t'aime avec toute la folie de mes premières années, je redeviens pour toi le frère d'Amélie, j'oublie tout depuis que tu m'as permis de tomber à tes pieds. » — « Que m'importe le monde sans toi, lui écrivait-il le 5 octobre (3). Tu es venue me ravir jusqu'au plaisir du succès de cette guerre que j'avais seul déterminée et dont la gloire me trouvait sensible. »

Quelle part dans toutes ces protestations faut-il faire à la littérature, à l'éloquence facile du séducteur pressé de conquérir une femme très romanesque, quelle part à ce souci qu'avait Chateaubriand de ne pas paraître prendre trop au sérieux ses soucis politiques ? C'est un mystère au milieu duquel se sont jetés sans légèreté les commentateurs. Et quelques années auparavant, le grave Molé lui-même, dans des circonstances semblables, s'était prêté, si on en croit ses propres *Mémoires*, à bien d'autres exagérations, avec la même maréchale.

Une seule chose est sûre, c'est qu'un tel ton est fort rare dans les correspondances féminines de Chateaubriand. Avec Mme de Castellane elle-même, il allait le quitter bien vite pour en venir au ton plus simple, plus confiant et plus séduisant aussi qu'il gardait d'ordinaire avec toutes ses amies.

En tout cas, sa violente et si on l'en croit absorbante passion, ne lui avait enlevé ni sa liberté d'esprit, ni son ardeur à poursuivre le succès de la guerre. Le même jour où il écrivait à Mme de Castellane (4) : « Aujourd'hui tout a disparu à mes yeux hors toi, c'est toi que je vois, que je cherche partout. Cette gloire qui tournerait la tête à tout autre, ne peut pas même me distraire un seul moment de mon

(1) Il est vrai que quelques années plus tard il devait publier, légèrement modifiés, ces vers en les présentant comme écrits par lui pendant sa jeunesse. N'a-t-il fait qu'adapter pour la maréchale de Castellane un ancien poème ou, au contraire, a-t-il démarqué, pour la publication, une pièce composée en 1823 ? La question n'est pas résolue.

(2) Lettres du 12 septembre, *Corr. gén.*, V, 6.

(3) *Id.*, V, 26.

(4) *Id.*, *id.*

amour ; » il écrivait de la même plume à son ambassadeur à Londres, une longue dépêche d'affaires parfaitement lucide sur les colonies espagnoles.

Quoi qu'il pût dire pour la flatter, son amour ne lui faisait oublier ni la satisfaction du succès, ni les bénéfices qu'il en attendait pour son pays. Quand enfin le 8 octobre il apprenait, par une dépêche télégraphique la délivrance du roi d'Espagne, la capitulation des Cortès et la fin de la guerre, il éprouvait très sincèrement un moment de joie éclatante : « Cette dépêche, dit-il dans son *Congrès de Vérone* (1), et les cent coups de canon qui annoncèrent la délivrance de Ferdinand, pensèrent nous faire mourir de joie. » Cette joie, dit-il lui-même, était complète. C'était d'abord pour la France qu'il était fier : « Nous fûmes, dit-il, dans un véritable transport à l'idée que la France pouvait renaître puissante et redoutable ; que nous avions contribué à la relever de dessous les pieds de ses ennemis et à lui remettre l'épée à la main. Nous éprouvions un tressaillement d'honneur égal à notre amour pour la patrie. »

« En même temps, ajoute-t-il, nous étions soulagés d'un poids énorme, » car en cas d'échec, c'était sur lui, il le savait bien, que la responsabilité serait retombée puisque Villèle s'était, tant qu'il avait pu, opposé à la guerre.

Enfin il ressentait, il le dit lui-même le 9 octobre à Polignac, un mouvement de vanité : « Nous pouvions nous avouer, précise le *Congrès de Vérone*, qu'en politique nous valions autant qu'en littérature, si nous valons quelque chose. Il était maintenant impossible de nier l'utilité de notre plan au dehors ; nous avions au dedans tout aussi bien réglé un budget et compris les détails intérieurs d'un ministère qu'un homme du métier. »

Chateaubriand, en effet, cette fois, triomphait pleinement. Il donnait la plus éclatante leçon à ceux qu'il appelait les petits hommes, à tous les politiciens timorés, à tous les soi-disant habiles que leur égoïsme mesquin rendait incapables de voir loin et de diriger l'avenir avec quelque grandeur. Il assurait à la monarchie restaurée une belle et peu coûteuse victoire ; les fêtes de toute sorte célébraient son succès. Tandis que le canon des Invalides annonçait la prise de Cadix, Paris était illuminé ; des décorations, des grades, des titres étaient distribués ; Chateaubriand lui-même recevait les ordres et les cordons de tous les souverains d'Europe qui, chacun, dans une lettre particulière, lui adressaient leurs félicitations et leurs vœux.

Enfin le régime renforcé par le prestige du succès, la majorité

(1) II, 188.

royaliste mieux assise allaient sans doute pouvoir entreprendre les grandes réformes intérieures propres à affermir le trône tout en assurant les libertés et en réparant les ruines de la Révolution ; car, écrit Chateaubriand le 1^{er} novembre à La Feronnays : « Telle est l'influence naturelle de cette guerre d'Espagne que nous sommes en mesure maintenant de corriger et d'affermir nos institutions, et nous serions coupables de ne pas profiter d'une occasion qui nous donne le pouvoir de tout entreprendre pour la stabilité du trône et la prospérité de la patrie. » (1).

Sans doute, il le savait bien, tout n'était pas fini avec la capitulation des Cortès. Il fallait tirer parti des succès militaires, organiser un gouvernement stable en Espagne, et empêcher les représailles de ceux que notre victoire ramenait au pouvoir. Il fallait assurer à la France la prépondérance dans la péninsule et aussi les avantages internationaux auxquels lui donnaient droit sa victoire et l'autorité nouvelle qu'elle en tirait. Il fallait enfin contrebattre l'action de l'Angleterre, qui, pour se venger de nos succès, tout en assurant des marchés à son commerce, intriguait dans l'Amérique du Sud en faveur des partis républicains.

Mais cette tâche nouvelle et très complexe ne prenait pas Chateaubriand au dépourvu. Dans l'exaltation, il semblait connaître, en même temps qu'une activité plus grande, une vivacité d'imagination et de pensée nouvelles. Et tout de suite, avec la même application et la même largeur de vues, qu'il avait dépensées à préparer et à conduire la guerre, il s'attachait à en tirer les conséquences.

Nous savons que depuis plusieurs années déjà les troubles de la métropole avaient entraîné par contre-coup dans les possessions d'Amérique des insurrections et des guerres civiles où les intérêts économiques et les passions politiques opposées étaient également engagées. Les États du Nouveau Monde souffraient depuis longtemps du protectionnisme que leur imposait la métropole. Pour obtenir la liberté de leur commerce, ils réclamaient l'autonomie. Dans certaines régions, par imitation des révolutions d'Amérique du Nord et d'Europe, ces mouvements autonomistes encouragés par l'Angleterre prenaient une forme républicaine d'ailleurs confuse et instable. Dans d'autres régions, au contraire, par goût de l'ordre, par réaction contre les révolutionnaires d'Espagne, les partisans de l'autonomie étaient demeurés royalistes et fidèles, sinon au roi Ferdinand, au moins aux Bourbons, et disposés à se rallier à quelque prince de la famille royale.

(1) *Corr. gén.*, V, 161.

La défaite de la révolution en Espagne, le rétablissement de l'ordre et de la monarchie dans la péninsule, pouvaient faire espérer des arrangements. Par malheur, il était peu vraisemblable qu'appauvrie et usée par ses troubles, l'Espagne fût en état de reconquérir jamais ses colonies, d'autant moins que l'Angleterre, elle ne le cachait pas, était décidée à ne pas accepter une reconquête qui devait gêner son commerce et était prête, pour l'empêcher, à soutenir à fond les républicains de l'Amérique espagnole.

Or la solution républicaine était, du point de vue français, la plus défavorable. Si l'Angleterre en effet, appuyée sur ses traditions, soutenue par son aristocratie, ne redoutait pas chez elle l'exemple et la propagande révolutionnaires, la monarchie française, trop récemment restaurée, trop instable encore, ne pouvait, sans danger, voir de nouveaux états se rallier à la forme républicaine. De plus, l'établissement de républiques ou de dictatures d'origines diverses ôtait à la France l'influence que naturellement lui assurait le maintien au pouvoir de la famille des Bourbons. Le plus avantageux, au point de vue de l'ordre, au point de vue de l'influence française, était de voir s'établir, dans le Nouveau Monde, des monarchies constitutionnelles bourboniennes. C'est la thèse que Chateaubriand avait déjà défendue à Vérone. Après la guerre d'Espagne, appuyé de l'autorité du succès, il allait continuer à la défendre avec d'autant plus d'ardeur que, dans la joie de la réussite, sa puissante imagination avait conçu et rattaché à la question des colonies espagnoles tout un vaste plan, tout un grand système dont il attendait, pour l'avenir de la France, les plus larges conséquences. Voici comment :

Le projet d'organisation de grandes monarchies bourboniennes dans le Nouveau Monde gênait l'Angleterre et contrecarrait son programme d'expansion et d'influence commerciale. Or, gêner l'Angleterre, c'était faire le jeu de la Russie. La Russie, en effet, à la même époque, se trouvait en Orient la rivale de l'Angleterre, comme laquelle et contre laquelle elle prétendait tirer parti de la décomposition de l'empire turc, de l'émancipation de la Grèce et des pays balkaniques.

En faisant, par suite, une politique antianglaise, la France devait trouver l'appui de la Russie, d'autant plus que Chateaubriand, depuis Vérone, plaisait au tsar Alexandre et exerçait sur lui beaucoup d'influence. Depuis la victoire cette influence s'était même encore accrue.

« Il croit que vous êtes, écrivait La Ferronnays à Chateaubriand le 30 novembre (1), l'homme des circonstances, destiné à opérer

(1) *Congrès de Vérone*, II, 316.

« d'accord avec lui tous les changements que l'ordre social et la situation politique de l'Europe réclament encore. Il a mis tous ses soins à me répéter qu'il vous accordait toute sa confiance. Il m'a plusieurs fois fait entendre que la France et la Russie, étant bien d'accord et s'entendant bien sur tout, assureront toujours la tranquillité de l'Europe et forceront les autres puissances du continent à vouloir ce qu'elles voudront. » Déjà, au mois de mai précédent, Chateaubriand avait écrit : « La Russie doit désirer l'existence d'une France forte qui serve de boulevard naturel à l'Europe contre la puissance anglaise. » La Russie d'ailleurs avait intérêt non seulement à voir une France forte contre l'Angleterre, mais à voir les deux grandes nations maritimes occupées de rivalités d'influences en Amérique pour pouvoir elle-même agir librement en Orient.

La France, par suite, allait pouvoir se faire payer plus tard l'appui qu'elle aurait donné à la Russie contre l'Angleterre et se le faire payer en Europe. Peu à peu se précisait le rêve déjà entrevu par Chateaubriand : réformer les traités de 1815 et ramener la France sur la rive gauche du Rhin. En effet, tandis que la politique antianglaise de la France ferait le jeu de la Russie, rivale en Orient de l'Angleterre que soutenait l'Autriche, la Russie de son côté aurait intérêt à soutenir la France quand celle-ci prétendrait, contre l'Angleterre et l'Autriche réunies, reprendre son rang en Europe. Ainsi, sans grande guerre, par le simple jeu de l'équilibre, l'alliance franco-russe devait nous rendre notre puissance que les guerres de l'Empire avaient compromise.

Chateaubriand qui, l'année précédente, hésitait encore entre une politique d'alliance anglaise et une politique d'alliance russe, qui écrivait de Londres : « Soyons Russes ou soyons Anglais, » avait depuis pris son parti. Assuré par ses succès d'Espagne, il déclarait maintenant : « Soyons Russes. » Et tandis qu'en Orient il conseillait à ses agents, à La Ferronnays en particulier, de soutenir le tsar, il menait dans l'Amérique espagnole une politique nettement antianglaise. Et il écrivait à Talaru, le 11 décembre (1) : « Notre vraie politique est la politique russe par laquelle nous contre-balançons deux ennemis décidés : l'Autriche et l'Angleterre. Si la Russie maintenant voulait être trop prépondérante, une légère inclinaison de notre part vers l'Angleterre aurait bientôt rétabli l'équilibre. »

Ainsi la guerre d'Espagne qui avait montré à l'Europe notre réveil militaire devenait, en outre, le point de départ d'un système diplomatique par lequel la France, un jour sans doute, retrouverait et ses

(1) *Congrès de Vérone*, II, 322.

limites naturelles et tout le prestige que les traités de 1815 lui avaient enlevé.

Chateaubriand, en qui ses ennemis feignent de ne voir qu'un amateur de destructions, absorbé par la voluptueuse contemplation de la mort et des ruines, traversait au contraire, à ce moment, une période de confiance joyeuse dans la vie et dans l'avenir de la France. Et il écrivait le 1^{er} novembre à La Feronnays : « Jamais nation, après tant de malheurs, n'eut de plus belles espérances et ne fut remplacée plus vite à son rang. Je voudrais vivre assez pour voir l'empereur Alexandre accomplir avec nous quatre grandes choses : la réunion de l'église grecque et latine, l'affranchissement de la Grèce, la création de monarchies bourbonniennes dans le Nouveau Monde, et le juste accroissement de nos frontières. » (1).

Que l'on ne voie pas, dans ce vaste plan, le rêve d'une imagination échauffée, la construction fantaisiste d'un poète chimérique. Certes, cette nouvelle politique devait rencontrer bien des obstacles et bien des révoltes, mais Chateaubriand les prévoyait. Il n'ignorait ni l'acharnement de l'Angleterre qu'il allait falloir vaincre, ni la complexité des négociations qu'il allait falloir conduire. Et, autant il avait montré de lucidité pour concevoir son plan, autant il allait dépenser d'acharnement et de souplesse pour le mener à bien.

Il s'agissait d'abord d'agir sur l'Espagne. Dès qu'il avait reçu la nouvelle de la délivrance du roi, il avait tracé à M. de Talaru, son ambassadeur, le plan qu'il devait suivre : Contenir d'une part les réactions des royalistes espagnols en obtenant une large amnistie, en remettant le pouvoir à des hommes prudents et en préparant des institutions sages ; réorganiser d'autre part les finances ; assurer le respect des engagements pris à l'extérieur par le gouvernement précédent et faire rembourser à la France ses avances : « Tâchez de modérer les réactions, écrivait-il le 15 octobre. » — « Répondez-moi sur toutes ces questions : amnistie, licenciement de l'armée, emprunt, traité d'occupation, reconnaissance de nos créances, indemnités pour notre commerce, » ajoutait-il le 29 novembre.

Sans doute il n'ignorait, disait-il dans la même lettre, « ni le despotisme absurde de l'Espagne, ni l'anarchie complète de l'administration » ; il n'ignorait pas l'influence dangereuse que ce qu'il appelait la Camarilla exerçait sur l'esprit du roi, il n'ignorait pas la difficulté de modérer ces hommes excités par les rancunes violentes des guerres civiles. Par moment notre ambassadeur, découragé par l'instabilité du gouvernement espagnol, par l'entêtement des hommes de parti

(1) *Congrès de Vérone*, II, 272-327.

à qui il avait affaire, perdait confiance. Mais Chateaubriand, sans se lasser, le pressait et l'encourageait : « Je remarque qu'on vous dit qu'on fera, qu'on va faire, et l'on ne fait rien ni pour la conclusion de nos traités, ni pour les affaires d'Espagne. Faites donc reconnaître nos créances, régler l'acte d'occupation et les indemnités ; pressez, grondez... » « Vous êtes un vrai roi car vous disposez de 45 000 hommes et, en mêlant l'adresse à la force, vous vous ferez obéir, disait-il un autre jour... » « Ne vous embarrassez ni des intrigues, ni des collègues, ni des jalousies de nos ennemis, disait-il un autre jour encore. Qu'on écrive ici, à la cour, mille calomnies sur moi et sur le gouvernement du roi, peu importe, laissez faire. »

Enfin, peu à peu, il obtenait l'essentiel de ce qu'il attendait du gouvernement espagnol : au commencement de février la reconnaissance des dettes et le traité d'occupation, à la fin de mai l'amnistie sans compter le changement de quelques-uns des ministres.

En même temps il avait entrepris sa politique coloniale malgré l'opposition de l'Angleterre qui tout de suite s'était révélée très violente. Dès le début d'octobre, il avait essayé d'organiser des conférences internationales où, d'accord avec l'Espagne, les grandes puissances d'Europe auraient étudié le régime à donner aux colonies espagnoles et l'attitude à adopter vis-à-vis des gouvernements révolutionnaires du Nouveau Monde. Mais tandis que l'Espagne, d'une part, s'était refusée à abandonner aucun de ses droits sur ses anciennes provinces, l'Angleterre de son côté, avait menacé de reconnaître sans tarder l'indépendance sous une forme quelconque, et s'était déclarée prête à traiter avec les gouvernements révolutionnaires.

La Russie alors nous avait engagés à nous opposer par la force à la reconnaissance des gouvernements révolutionnaires par l'Angleterre et avait offert de nous soutenir. Mais, Chateaubriand le savait bien, l'appui russe eût été militairement de peu de secours, car c'est d'une guerre maritime qu'il se serait agi et la France n'eût guère été de taille à l'entreprendre, d'autant moins qu'un grand nombre des États d'Europe, l'Autriche en particulier, ne nous avait pas pardonné nos récents succès (1).

Pourtant Chateaubriand n'avait pas pour cela renoncé à ses projets, il avait seulement recommandé à ses agents d'agir avec souplesse. La France, en effet, avait plusieurs atouts dans son jeu, il était décidé à s'en servir. Le premier moyen d'action était d'obtenir du gouvernement espagnol qu'il accordât de lui-même la liberté du commerce à ses possessions d'Amérique : « Par là, en effet, expli-

(1) Voir lettre de Chateaubriand à La Ferronnays, 19 mars 1824. *Corr. gén.*, V, 188.

quait Chateaubriand le 11 décembre, les royalistes américains seront plus forts et leurs antagonistes plus faibles. » En même temps, ajoutait-il le 29 février, « la déclaration de l'indépendance du commerce obligerait l'Angleterre (si elle continuait à soutenir les révolutionnaires autonomistes) à se faire ouvertement le champion de l'insurrection (c'est-à-dire des révolutionnaires américains), puisqu'elle ne pourrait plus argumenter de ses intérêts commerciaux ».

Or, si, vis-à-vis des États de la Sainte-Alliance, l'Angleterre avait pu jusque-là s'excuser de prendre en Amérique le parti des révolutionnaires en faisant valoir qu'elle n'avait pas d'autre moyen d'ouvrir à son commerce les marchés d'Amérique, il lui devenait beaucoup plus difficile d'avouer que ce qu'elle cherchait surtout c'était à empêcher l'établissement de monarchies bourbonniennes en Amérique. Mise ainsi dans une situation diplomatiquement assez fausse, sans doute serait-elle obligée à moins d'intransigeance.

Chateaubriand tenait d'ailleurs en réserve contre elle un argument plus frappant encore. Puisque nous occupions l'Espagne, il y avait là un moyen d'inquiéter l'Angleterre : « Nous aurions dit au cabinet de Saint-James, écrit-il dans son *Congrès de Vérone* (1) : ou traitez en commun avec l'Europe de l'Espagne et de ses colonies, ou nous occuperons Cadix et l'île de Léon ; nous ferons de Cadix un autre Gibraltar : venez nous en déloger. »

Peut-être, par de semblables menaces, amènerait-on l'Angleterre à se résigner à s'entendre au sujet de l'Amérique avec les autres États ; ce qui, en tout état de cause, serait le meilleur. De toute façon, il fallait éviter l'impatience et le découragement : « L'affaire des colonies s'arrangera, écrivait Chateaubriand le 19 mars, si on veut procéder avec mesure et circonspection. Si on veut aller brusquement, on peut tout perdre. » Lui-même, multipliant les longues lettres de recommandation, poursuivait avec ses agents sa double série de négociations.

Par Talaru, il tâchait d'obtenir du gouvernement espagnol la déclaration de liberté du commerce et l'invitation de toutes les puissances à une conférence générale sur les colonies d'Amérique : « Faites comprendre à l'Espagne, lui expliquait-il (2), que son intérêt est d'aboutir à une solution raisonnable, sans quoi nous serions obligés, comme l'Angleterre, de négocier seuls avec les colonies, sans tenir compte des droits de l'Espagne, de façon à ne pas laisser l'Angleterre seule s'assurer de nouvelles possessions dans le Nouveau Monde. » Il voulait obtenir que le texte de la note d'invitation à la

(1) II, 251.

(2) Analyse de lettres du 25 novembre, *Corr. gén.*, V, 79.

conférence fût rédigé en termes mesurés de façon à ne pas blesser inutilement l'Angleterre et ne laissât pas supposer que l'Espagne voulait purement et simplement rétablir son autorité en Amérique.

Il pressait, il insistait : « Attaquez le roi corps à corps, écrivait-il le 24 janvier ; faites signer devant vous. » Il faisait recommencer la note plusieurs fois. Il refusait de prendre part à des conférences auxquelles l'Angleterre n'assisterait pas. Il s'adressait directement à l'Autriche pour lui demander son intervention (1). En même temps, par son ambassadeur à Londres, il insistait pour décider le gouvernement britannique à se faire représenter. Il montrait que si l'Angleterre, s'isolant de l'Alliance, reconnaissait seule les gouvernements révolutionnaires, elle allait mettre les États nouveaux dans une situation très fausse, leur enlever toute autorité et provoquer de nouveaux troubles dont le commerce lui-même souffrirait.

Lentement la négociation progressait. En février, Chateaubriand obtenait de l'Espagne le décret de liberté du commerce ; bientôt après, c'était l'invitation aux conférences. L'influence qu'il avait su prendre sur le gouvernement espagnol se précisait. Sans doute, l'Angleterre menaçait toujours de négocier à part avec les républicains d'Amérique. Mais devant l'union des puissances, que Chateaubriand avait obtenue, elle hésitait, ne prenait pas de décision, elle n'osait pas se séparer ouvertement de l'Alliance. Peut-être enfin bientôt un accord allait-il être obtenu. Peut-être l'organisation de monarchies bourboniennes, en Amérique, nouvelle victoire pacifique sur la Révolution et sur l'Angleterre, allait-elle, en complétant les succès de la guerre d'Espagne, assurer en France la monarchie restaurée.

Chateaubriand pouvait regarder avec fierté son œuvre, quand, brusquement, le 6 juin 1824, il était renvoyé du ministère et cette chute inattendue, en arrêtant l'exécution du plan de politique extérieure qu'il avait adopté, en brisant l'union du parti royaliste, allait amener, quelques années plus tard, le renversement du régime, en même temps qu'elle allait bouleverser la carrière particulière de Chateaubriand.

Comment, pourquoi cette chute au moment même où, la guerre finie, la politique du ministre des Affaires étrangères commençait à porter ses fruits ? Il nous faut, pour comprendre, revenir en arrière, au jour où la nouvelle de la capitulation des Cortès était parvenue à Paris.

(1) Une lettre de l'ambassadeur d'Autriche à son gouvernement, du 10 février 1824, conservée aux Staats Archiv de Vienne, transmet une lettre de Chateaubriand à ce sujet.

Dès le premier moment, au milieu même de la joie légitime du succès, Chateaubriand, il nous le dit lui-même, avait deviné les premières menaces : Tout de suite, dit-il avec une ironie un peu amère, il avait reçu un seau d'eau froide sur la tête (1) quand ce jour-là il était accouru au château et il avait eu la surprise de voir que, dans leur contentement, au milieu de ceux qui les félicitaient, les princes ne l'apercevaient même pas. Bientôt après, tandis qu'il se débattait au milieu des négociations internationales, les intrigues intérieures s'étaient réveillées.

Maintenant que la victoire semblait avoir affermi le ministère et écarté définitivement l'opposition de gauche, tous ceux qui touchaient au parti royaliste allaient se disputer les récompenses, les décorations, l'influence et les profits de toutes sortes ; tout ceux qui, plus ou moins à contre-cœur, avaient, par nécessité, accepté de se couvrir du grand nom de Chateaubriand et, malgré leurs jalousies et leurs rancunes, l'avaient laissé agir, maintenant plus que jamais le souffraient avec impatience. Et, pressés de parvenir, ils allaient tenter de l'écarter sans se soucier des nécessités politiques, sans vouloir comprendre l'utilité de maintenir l'union des diverses nuances de la droite et sans vouloir voir que cette union Chateaubriand avait seul assez d'autorité pour l'affermir et la faire durer.

Une nouvelle lutte, d'un autre ordre, allait commencer. Cette fois il ne s'agissait plus, pour Chateaubriand, de prendre une responsabilité dont personne ne voulait, de travailler en faveur de ses amis ; il allait s'agir de rivaliser avec ceux de son parti qui voulaient l'écarter, qui voulaient lui enlever les bénéfices du succès ; il allait s'agir de garder pour lui-même le pouvoir et les honneurs ; et, dans cette lutte-là, il allait être vaincu, il allait plutôt se laisser vaincre.

Ce n'était pas que, plus que d'autres, il fût insensible aux satisfactions, aux bénéfices d'amour-propre que les honneurs, que le pouvoir pouvaient rapporter, bien au contraire. Et, dans son *Congrès de Vérone*, rappelant une dispute qui allait s'élever entre Villèle et lui à propos d'une décoration, il avoue lui-même : « Souvent on est plus agité d'une faiblesse secrète que du destin d'un empire ; l'affaire légère est au fond de l'âme l'affaire sérieuse. Si l'on voyait les puérilités qui traversent la cervelle du plus grand génie au moment où il accomplit sa plus grande action, on serait saisi d'étonnement (2). » Mais ces faiblesses, qu'il jugeait en lui-même comme chez les autres, il mettait, avec un peu d'ostentation, son orgueil à n'y pas succomber. Un autre, moins conscient ou moins orgueilleux, se serait appliqué sans scru-

(1) *Congrès de Vérone*, II, 191.

(2) *Id.*, II, 218.

pules ou sans dédain exagéré à ces mesquineries ; il n'aurait pas hésité à lutter, par les moyens les plus divers, pour sauver son propre pouvoir lorsque ce pouvoir surtout était utile au bien de l'État. Chateaubriand, lui, avait le caractère trop scrupuleux, trop inquiet et trop hautain aussi pour accepter de se plier longtemps et avec suite à une semblable lutte.

Sans doute il avait avec patience, acharnement et courage combattu pour faire triompher le parti royaliste, pour imposer et mener à bien la guerre parce que le but à atteindre lui semblait grand, incontestablement utile à la France et digne de mériter son enthousiasme. Sans doute, pour tirer, en faveur du pays et du régime, toutes les conséquences utiles de la victoire, il continuait encore à poursuivre avec la même application lucide les négociations diplomatiques. Mais c'est dans les intrigues intérieures que son application n'allait plus être la même.

Il ne s'agissait plus là, en effet, seulement de travailler pour son parti, mais pour lui-même. Il sentait bien qu'il était seul capable de mener à bien la politique qu'il avait entreprise, il souhaitait la voir réussir, et il était fier aussi des honneurs qu'il avait recueillis ; mais il dédaignait paraître s'accrocher au pouvoir et aux satisfactions de vanité que celui-ci comportait. Justement parce qu'il se savait lui-même très sensible à ces satisfactions, comme en même temps il était très orgueilleux, il mettait son amour-propre à ne pas y céder. Il avait été fier des honneurs reçus pour montrer qu'il était capable de les obtenir. Il avait été heureux de l'activité du pouvoir car il aimait les grandes entreprises, et il savait d'ailleurs qu'il était de taille à les mener à bien. Mais il dédaignait de s'attacher aux avantages que tout cela comportait ; il tenait à montrer aux autres et à lui-même qu'il savait s'en priver et s'en passer.

Ce n'était pas là de sa part, comme on l'a prétendu, dilettantisme morbide, goût des ruines, plaisir de détruire, puisque, au contraire, nous l'avons vu, il savait s'enthousiasmer très sincèrement, avec beaucoup, de chaleur et de passion, pour les tâches vraiment grandes. C'était seulement un dédain, à la fois très sincère et un peu affecté, pour ce qui est proprement ambition politique. Voilà, il semble bien, dans quel sens il faut interpréter la phrase qu'il a écrite lui-même dans son *Congrès de Vérone* : « La vérité est que nous n'avons aucune ambition. C'est précisément la passion qui nous manque... Nous n'avons aucune considération pour le génie ordinaire politique. Tout commis est un aigle dans cette taupinée. »

Sans doute, certes, chez un chef de parti dont la présence au gouvernement était si nécessaire, un dédain si vif de l'ambition, pour

justifié qu'il pût être, était imprudent, dangereux et, somme toute, blâmable. Il est vrai qu'il était compensé par un sens très vif aussi de l'honneur, du devoir et de la grandeur nationale ; et, comme Chateaubriand lui-même le dit : « S'il se fût rencontré un prince qui, nous comprenant, nous eût retenu de force au travail, il avait peut-être quelque parti à tirer de nous. » (1)

Le malheur seulement, pour la monarchie, c'est que, loin de faire effort pour le retenir au travail, chacun, aussitôt la victoire obtenue, allait, par une série d'intrigues, faire effort pour se débarrasser de lui.

Le malheur aussi, nous le verrons ensuite, est que, si Chateaubriand négligeait les profits de l'ambition, il n'était pas insensible à l'insulte. Et quand, croyant pouvoir abuser impunément de sa patience dédaigneuse, on l'aura trop brutalement et trop basement insulté, il réagira avec une violence qui déconcertera une fois de plus les habiles, mais qui entraînera aussi des conséquences très graves.

*
* *

Voici comment, à l'automne de 1823, la situation se présentait.

Villèle, on le sait, n'avait accepté qu'à contre-cœur Chateaubriand dans le cabinet, et, par défiance, ne l'avait accueilli que seul, sans aucun de ses amis. Il avait senti s'accroître encore pendant la session de 1823 son hostilité contre les chefs de l'extrême droite qui n'avaient cessé de le prendre à partie tandis qu'ils ménageaient Chateaubriand. Et les succès de Chateaubriand, aussi bien ses succès parlementaires que ses succès diplomatiques, l'exaspéraient davantage encore.

Dès les premiers mois de leur collaboration les rapports entre eux n'avaient cessé d'être tendus ; les bruits de rupture avaient couru dès les premiers jours. C'est en vain que Chateaubriand avait fait effort pour rassurer son collègue, qu'il s'était incliné devant lui. Les occasions de froissements étaient demeurées incessantes, et tous les adversaires du cabinet ne manquaient pas d'envenimer encore la situation aussi bien dans la presse que dans les salons.

Dans la presse, les *Tablettes Universelles* entre autres, curieux pamphlet de gauche, auquel, avec Benjamin Constant, collaboraient le jeune Thiers et une équipe de polémistes d'avenir, écrivaient dès le mois de juillet 1823, en opposant l'un à l'autre Chateaubriand et

(1) *Congrès de Vérone*, II, 409.

Villèle : « M. de Chateaubriand a une bienveillance de caractère qui lui « fait désirer d'être d'accord avec tout le monde, une flexibilité « d'esprit qui lui en fait concevoir la possibilité ; il a d'ailleurs une « grande étendue de vues. Il a compris tous les côtés des opinions « humaines parce qu'il les a toutes habitées. Il sait d'ailleurs qu'on « peut être bon en tout état de l'intelligence et que souvent même, « pour être d'un parti ou d'un autre, il suffit d'avoir pleuré et « d'avoir cru.

« M. de Villèle, au contraire, n'a pas l'équité d'esprit que donnent « de vastes connaissances. Il a peu lu, dit-on, Il sait tout ce qu'un « esprit supérieur, tout ce qu'un œil prompt peuvent apprendre à « un homme en regardant autour de lui de l'enfance à l'âge mûr ; « mais il n'a pas été élevé à concevoir, à pardonner toutes les « opinions. Il a des préventions extraordinaires contre tout ce qui « est libéral. S'il est mesuré c'est par caractère et bon penchant, « mais il n'est peut-être pas éloigné de croire qu'au fond nous « méritons tout ce que de plus violents que lui voudraient nous « faire endurer. »

Il y a beaucoup à retenir dans ce parallèle si ingénieux, par certains côtés. Mais surtout pour ce qui nous occupe en ce moment nous voyons que les rédacteurs des *Tablettes*, connaissant bien les deux ministres, allaient être en mesure, par d'habiles insinuations, de profiter des incidents qui pouvaient envenimer leur rivalité.

A la fin de septembre, au moment où l'on ne savait pas s'il allait être possible de prendre Cadix, et si la guerre n'allait pas se prolonger plus qu'on ne l'avait prévu, les *Tablettes* opposaient Villèle qui voulait négocier et Chateaubriand qui voulait continuer les hostilités.

« Il n'est plus tout Villèle comme autrefois. Déjà il commence « à se faire une conviction à lui... Non sans doute qu'une vue personnelle se mêle à tant de nobles pensées, mais enfin... ne faudra-t-il « pas un jour un président du Conseil, si M. de Villèle continue à se « conduire de la sorte ? Jamais, certes, un noble vicomte ne ferait « une démarche pour obtenir la dépouille d'autrui ; mais la présidence « n'est pas seulement un avantage, elle est une charge... Alors on « pourrait, sans aimer moins M. de Villèle, en lui demandant même « son consentement, se mettre en réserve pour le suppléer. Chez « certaines âmes tant de choses peuvent se passer à leur insu, et « elles se réveillent au sommet du pouvoir sans l'avoir distinctement « désiré ni envié. »

Il n'est pas possible d'être plus perfide qu'un tel article, ni plus habile aussi, si l'on songe surtout combien Villèle était ombrageux. Sans porter d'accusation précise, sans rien avancer que de très vrai-

semblable (il est certain que Chateaubriand n'était pas sans considérer Villèle avec quelque dédain), les *Tablettes* faisaient ainsi beaucoup de mal au ministère.

Cependant si les journaux de gauche avaient été seuls à intervenir, le danger d'une rupture eût pu sans doute être évité grâce à la bonne foi de Chateaubriand. Mais leurs attaques et leurs insinuations allaient être exploitées et envenimées par les intrigants de cour et ceux-ci allaient se révéler très dangereux.

Sans doute ces gens de cour, en principe du moins, appartenaient au parti ultra. Familiers du comte d'Artois, ils étaient en mesure d'exercer une influence, et Chateaubriand, soucieux de maintenir l'union des royalistes, les avait ménagés. Il en avait fait collaborer quelques-uns au *Conservateur*, il avait contribué à leur faire donner quelques places et quelques honneurs. Mais il savait que l'opinion publique, aussi bien l'opinion royaliste que l'opinion libérale, ne les aimait guère ; il n'avait pas confiance en eux, et ne voulait pas leur voir prendre l'influence prépondérante à laquelle ils prétendaient. Lui non plus ne leur plaisait guère. Sa hauteur un peu raide les agaçait, sa supériorité les gênait. Maintenant que la droite triomphait, ils allaient prétendre, profitant de leur situation à la cour, accaparer les avantages que le parti royaliste devait à Chateaubriand et c'est alors qu'ils allaient se retourner vers Villèle.

Villèle, certes, était moins encore que Chateaubriand un homme de leur parti. Il n'avait pas davantage de sympathie pour eux. Il leur convenait cependant davantage. Car, sans programme précis, désireux surtout de rester aux affaires, il était plus maniable. Il allait bientôt devenir en quelque sorte leur prisonnier.

Il nous faut, pour comprendre la chute de Chateaubriand, entrer dans le détail de cette intrigue à laquelle les historiens n'ont pas toujours prêté une attention suffisante et qui, cependant, est essentielle. Celui qui allait la mener était le vicomte Sosthène de La Rochefoucauld.

Sosthène de La Rochefoucauld, nous le savons, gendre de Mathieu de Montmorency, familier du comte d'Artois, et pressé de jouer un rôle, avait pris une grande influence à la cour depuis que Mme du Cayla avait la faveur du roi. Il avait été pour beaucoup dans la nomination de son beau-père aux Affaires étrangères en 1822 ; il avait, à la même époque, obtenu pour son père, le duc de Doudeauville, le titre de directeur des Postes. Son importance était déjà apparue si considérable que Chateaubriand lui-même, au moment où il cherchait à se faire envoyer à Vérone, avait écrit à Mme Récamier le 5 juillet 1822 : « Pour le Congrès, il faut bien ménager Sosthène et ses

amis... » Or la chute de Mathieu de Montmorency l'avait exaspéré. Il avait voulu une revanche. A partir de ce moment son activité apparaît considérable. Lui-même, dans ses *Mémoires*, s'est longuement étendu à ce sujet ; d'autres documents (en particulier sa correspondance avec Mme Récamier) (1), complètent les renseignements qu'il a fournis. Il nous faut donc étudier en détail l'histoire de cette intrigue.

Elle avait commencé à se développer dès le début de 1823 ; elle n'était pas d'abord dirigée de façon particulière contre Chateaubriand, elle n'avait pas non plus l'appui assuré de Villèle. Il s'agissait seulement, pour Sosthène et pour les siens, d'arriver par un moyen quelconque aux affaires.

C'est seulement peu à peu et par la force d'une série de circonstances que tous les efforts allaient se trouver rassemblés contre Chateaubriand. C'est peu à peu que l'hostilité instinctive qu'il y avait entre ce grand indépendant et ces hommes d'intrigues allait éclater. C'est peu à peu qu'on allait en venir à s'appuyer sur Villèle.

Sur Chateaubriand, en effet, on n'avait pas trouvé de prise, tandis que Villèle, poussé par sa jalousie, allait se laisser prendre et allait accepter de collaborer avec ces ultras dont il s'était jusque-là méfié et qu'il reprochait lui-même à Chateaubriand de ménager.

Au début, Sosthène qui n'avait pas encore pris parti, avait tenté d'amadouer Chateaubriand : « Vous pouvez dire, écrivait-il à Mme Récamier le 5 décembre 1822, avec cette outrecuidance qui lui est propre, que vous savez très positivement que M. Villèle est très content de ses rapports avec M. de Chateaubriand. *Il est nécessaire d'encourager.* »

Il ne manifestait pas à ce moment pour Villèle une sympathie particulière. Dans ses lettres, il le jugeait, comme tous les ministres du reste, avec une grande sévérité. Si Chateaubriand était traité par lui de « pauvre homme », si, phrase amusante sous une telle plume, il disait de lui : « Plus je le vois, moins je lui reconnais de plan, pas une idée qui se suive, une suffisance inouïe (2) ; Corbières était « dangereux » et Villèle « trop faible ». « Villèle, écrivait-il, ne connaît pas les hommes, je m'y entends mieux. »

Lui seul, en effet, il en était convaincu, était en mesure de sauver le roi, la religion et les bons principes, et il devait écrire un peu plus tard : « Je demande huit jours pour donner aux affaires une toute autre tournure. » Bientôt, pour en arriver là, il se décidait à s'imposer à Villèle : « Je sentais, écrit-il dans ses *Mémoires*, à quel point, dans l'intérêt du service du roi, il serait important que Villèle eût auprès

(1) Cette correspondance, encore inédite pour la plus grande partie, est conservée dans les archives de la famille Lenormant.

(2) *Mémoires*, VIII, 208.

de lui un ami sûr qui le soutînt au Conseil et ensuite le forçât à marcher. »

Cet ami, bien entendu, c'était lui qui devait l'être. Mais pour cela, il fallait une place au Conseil, soit pour lui, soit pour son père. Il avait d'abord pensé l'obtenir en faisant renvoyer Corbière. Mais Villèle tenait à Corbière qui n'était que son satellite. (Le jour où on voudra le séparer de lui il se fâchera (1).) C'est alors qu'on avait songé à se défaire de Chateaubriand.

Cependant, Sosthène ne se faisait pas d'illusion : c'était une grosse affaire que d'abattre Chateaubriand : « J'ai eu avec Monsieur une bonne et aimable conversation, écrivait-il un jour à Mme du Cayla. Il ne met aucun obstacle au départ de Chateaubriand, mais dans son opinion il croit que c'est un grave parti de l'ôter du ministère (2). » Un autre jour il disait : « Villèle voudrait se séparer de Chateaubriand, et moi je pense que ce serait une trop violente secousse parce que Chateaubriand a pris un grand appui dans l'opinion. »

Aussi, avant de l'attaquer en face, tentait-il, par des manœuvres indirectes auprès de ses amis, de Mme Récamier en particulier, de le décider, à force de dégoûts, à donner de lui-même sa démission.

En même temps, parce qu'une telle tactique était longue et incertaine, il allait essayer, sans attendre la chute de Chateaubriand, de profiter de toutes les occasions et de tous les dissentiments qui pouvaient s'élever entre les ministres, pour faire entrer son père dans le Conseil ou pour y entrer lui-même.

Dans sa correspondance avec Mme du Cayla, qu'il a publiée lui-même, il nous révèle ses manœuvres auprès de Mme Récamier, dont l'influence, il le savait, était grande à cette époque sur Chateaubriand. Par malheur le tact n'avait jamais été son fort. Lié depuis de nombreuses années, par l'intermédiaire de son beau-père, avec Mme Récamier, il lui avait un jour, sous l'Empire, adressé dans une de ses lettres l'étrange compliment que voici : « J'ai eu toute la nuit un temps épouvantable, écrivait-il ; toutes mes fatigues ont bientôt été oubliées dans les bras de Mme de La Rochefoucauld. C'est aujourd'hui l'anniversaire de mon mariage. J'avais pour elle ce jour-là le sentiment le plus vif et le plus tendre. Il est, je crois, encore augmenté, il fait le bonheur de ma vie. Mais pardon de vous entretenir d'un lien si doux qu'il vous est interdit de connaître. Vous en auriez

(1) Dans son carnet il écrivait : « J'ai eu avec Sa Majesté une conversation dans laquelle elle m'a montré du mécontentement contre mon ami Corbière, que j'ai défendu, d'abord par conviction, puis ensuite parce que je devinais bien qu'on l'attaquait pour arriver jusqu'à moi. » NETTEMENT. *Histoire de la Restauration*, VI, 582.

(2) *Mémoires*, VIII, p. 94.

été bien digne. Mais votre récompense éternelle sera proportionnée à l'étendue de vos sacrifices. »

Pour obtenir son intervention auprès de Chateaubriand il tentait d'abord de l'acheter. Connaissant la gêne dans laquelle elle vivait depuis la ruine de son mari, il lui offrait de lui faire obtenir de Villèle, pour son père, M. Bernard, ancien trésorier général, une pension reversible sur elle-même : « C'est justice, dit-il à Mme du Cayla. Et puis elle peut nous être extrêmement utile, d'autant que, par elle, je sais tout (1). »

Mais sans doute cette tentative n'eut-elle pas de succès. Car il écrivait quelque temps après, avec surprise : « Que cette femme est délicate. Elle est presque blessée que Villèle ait fait quelque chose pour elle en ce moment. » Et il ajoutait naïvement : « C'est une belle âme (2). »

Il essayait alors autre chose ; il s'efforçait de la convaincre qu'il était de l'intérêt de Chateaubriand de donner de sa propre initiative sa démission, et il lui écrivait : « La division, bien plus extérieure qu'individuelle est portée à un tel point entre M. de V... et M. de Ch... que toute réunion semble impossible, impossible dis-je. Vous me demandiez hier comment on change un ministre ; la réponse est facile. On le change tout simplement en le remplaçant. L'homme que l'on brise dans des circonstances pareilles n'est plus rien lorsqu'il n'a plus de pouvoir et qu'il reste sans aucune espèce de situation politique. Ici, il y a autre chose, un grand talent, des qualités parfaites ; et des ménagements sont sans doute naturels. Mais, je vous dirai, comme pour M. de Montmorency ; la lutte ne peut être un seul instant douteuse. Évitez donc ce qui brise. Rendez, madame, un grand, un immense service à votre pays et à votre ami ; décidez-le à donner sa démission. Vous avez tout ce qu'il faut pour y parvenir. Montrez-lui, ce qui n'est que trop vrai : qu'une lutte trop inégale et l'impossibilité de l'emporter, je vous le jure sur l'honneur, sur l'homme dont la puissance est telle que l'idée de sa retraite ferait baisser les fonds publics (3). » Il persécutait la pauvre femme, la poursuivait de ses lettres et de ses visites, lui révélait des complots plus ou moins fantaisistes. Tantôt il assurait : « Je suis certain que M. de Chateaubriand écrit aux *Tablettes*, voilà tout expliqué... tous les articles des *Tablettes* sur vous, sur moi (4). » Tantôt encore, il écrivait : « Je sais qu'on travaille excès-

(1) *Mémoires*, VIII, 157.

(2) *Id.*, VIII, 235.

(3) *Mémoires*, VI, 515.

(4) *Id.*, VIII, 209.

sivement M. de Chateaubriand ; l'exagération veut à tout prix le mettre pour elle. Polignac a été le chercher (1). »

Et sans doute, Mme Récamier se laissait-elle enfin impressionner et convaincre car il écrivait à Mme du Cayla : « M. de Chateaubriand est dans des dispositions plus douces en ce moment. Cette amélioration est due à Mme Récamier, qui s'entend parfaitement avec moi, et par qui j'en sais beaucoup, mon beau-père y allant sans cesse (2). »

Cependant, il l'avouait lui-même, à Mme du Cayla, il ne savait rien de précis. Il semble bien que tout se passait dans son imagination et que les moindres incidents lui suffisaient pour échafauder tout un complot. « Tous les jours, écrivait-il, Chateaubriand reçoit un monde énorme. Il est évident qu'il veut élever autel contre autel. Mme Récamier a encore confirmé mes inquiétudes. *Mais enfin, que puis-je dire? Rien, puisque je ne sais rien de particulier* (3). »

En attendant, du reste, d'avoir découvert les preuves de la trahison de Chateaubriand, et puisqu'il était difficile de l'abattre, il cherchait aussi (et c'est la seconde face de ses intrigues) à s'ouvrir par d'autres moyens l'entrée du Conseil.

Tout d'abord, il tentait de faire nommer son père, le duc de Doudeauville, ministre de la Maison du roi. C'était le général de Lauriston qui occupait, à cette époque, le poste de ministre de la Maison du roi. Sosthènes, aidé de Mme du Cayla (une lettre de Chateaubriand à Villèle, citée par Duvergier de Hauranne (4), montre que les ministres étaient étrangers à ce projet), tentait de faire nommer Lauriston maréchal et de lui donner l'ambassade de Londres pour lui faire abandonner le poste qu'il occupait. Malheureusement ceci se passait pendant la campagne d'Espagne, et le duc d'Angoulême trouvait mauvais qu'au cours même de la guerre on nommât maréchal un officier qui n'avait pas pris part aux opérations. D'ailleurs, parant d'avance le coup, Chateaubriand, au mois de juillet, faisait donner l'ambassade de Londres au prince de Polignac qui, lui aussi, était très royaliste, très ami du comte d'Artois, mais qu'on avait lieu de croire indépendant du clan de La Rochefoucauld, et le projet de Sosthènes échouait.

On le reprenait un peu plus tard, sous une forme différente. Cette fois, c'était le ministre de la Guerre, le maréchal Victor, duc de Bellune, dont on cherchait à se débarrasser.

(1) *Mémoires*, VIII, 238.

(2) *Id.*, VIII, 317.

(3) *Id.*, VIII, 235.

(4) *Histoire du gouvernement parlementaire*, VII.

Depuis le début de la campagne, un différend assez grave s'était élevé, nous le savons, entre le duc d'Angoulême, généralissime du corps expéditionnaire, et le duc de Bellune, ministre de la Guerre, à propos des approvisionnements de l'armée, et ce différend n'avait fait que s'envenimer peu à peu.

Une fois que le prince, pour se procurer les approvisionnements dont il avait besoin, eut passé un contrat avec Ouvrard, le ministre, pour couvrir ses bureaux, avait tenté de montrer que c'était des spéculateurs qui avaient beaucoup exagéré l'insuffisance des approvisionnements et que, d'ailleurs, le marché avec Ouvrard était passé à des conditions beaucoup trop onéreuses pour l'État.

Cette discussion autour des marchés Ouvrard s'était prolongée pendant toute la campagne. Elle revient sans cesse dans les lettres échangées entre le duc d'Angoulême et Villèle. En vain, pour tenter d'arranger les choses, avait-on envoyé de Paris un délégué du ministre des Finances, M. de Joinville, chargé de reviser le contrat. A Madrid, pris entre ses instructions et les réclamations du prince généralissime, M. de Joinville, très embarrassé, n'était arrivé qu'à un accord qui, à son retour à Paris, était trouvé plus onéreux encore que le premier.

L'affaire était vite devenue, pour les journaux d'opposition, un thème facile de récriminations. (N'oublions pas que, depuis l'arrivée des royalistes au pouvoir, la presse était entièrement libre.) Et Sosthène s'était dit qu'il y avait là pour lui, en obtenant le renvoi du ministre de la Guerre, moyen d'arriver à un remaniement du cabinet, grâce auquel le duc de Doudeauville pourrait être nommé à la Maison du roi, et lui-même, peut-être, obtiendrait aussi un portefeuille.

Lui et ses amis, avaient donc, à la cour, dans les salons et dans la presse, travaillé à verser, le mieux qu'ils pouvaient, de l'huile sur le feu. Seulement, nous le savons, le ministre de la Guerre était très aimé des royalistes pour sa conduite aux Cent-Jours ; et la belle discipline montrée par l'armée pendant la campagne d'Espagne venait encore d'augmenter son prestige à leurs yeux. Aussi s'exposait-on, en le renvoyant, à provoquer une violente irritation des royalistes. Toujours exalté, *le Drapeau Blanc* manifestait, en particulier, une vive colère. Sosthène n'en cherchait pas moins à profiter de l'occasion pour arriver à ses fins ; et le 20 octobre, le maréchal Victor démissionnait.

Sans doute, Nettement, dans son histoire, très favorable à Villèle, soutient qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement ; que le duc d'Angoulême avait exigé cette démission, et qu'à son retour à Paris, après sa victoire, il n'était pas possible de la lui refuser. Mais Cha-

teaubriand a soutenu, dans son *Congrès de Vérone*, que, si le ministère l'avait voulu sérieusement, on aurait pu contenter le prince à moins de frais. Et le 29 octobre, il écrivait à Polignac (1) : « Si Villèle eût mieux senti l'importance de ce changement et qu'il m'eût mieux appuyé, j'aurais sauvé le maréchal, car j'étais parvenu à effrayer le roi. Le président connaît mal l'opinion royaliste et sa puissance. On aurait pu satisfaire le duc d'Angoulême à moindres frais. »

Il semble bien, en tous cas, que, loin d'apaiser le conflit, Villèle n'avait pas été mécontent de se séparer d'un ministre qui plaisait tant aux ultras, et d'ailleurs, tout porte à croire qu'il n'était pas libre et qu'il avait déjà pris des engagements vis-à-vis de Sosthène. Si lui-même, dans ses *Mémoires*, passe discrètement sur cette affaire en se contentant de publier sans commentaire la lettre de démission du maréchal, dans son carnet on trouve indiqué que le 11 octobre le roi lui avait parlé du remplacement du duc de Bellune et de la nomination du duc de Doudeauville à la Maison du roi. Le 18 octobre, le comte d'Artois qui, d'accord avec Sosthènes avait mené la négociation, lui écrivait, de son côté, pour le mettre au courant (2) : « J'ai fini par dire à Victor que sa démission était malheureusement une chose nécessaire. » Et le lendemain, il ajoutait ce *post-scriptum* révélateur : « J'ai été étonné du prix que le roi attache à garder Lauriston, surtout après les arrangements relatifs au duc de Doudeauville et à Sosthène. »

L'intrigue apparaissait même de façon si publique, que toute la presse était au courant. Tous les journaux publiaient des notes annonçant que le duc de Doudeauville et Sosthène allaient être nommés. Seul Chateaubriand intervenait ; et si, en effet, le duc de Bellune était obligé de donner sa démission, c'était un autre général fidèle aux ultras, le baron de Damas, qui était nommé pour le remplacer, sans autre remaniement du cabinet et sans que Sosthène eût obtenu ce qu'il cherchait.

Faut-il voir alors, dans la conduite de Chateaubriand, l'intention d'opposer son influence à celle de Villèle ? Est-ce que, comme l'ont prétendu ses adversaires, c'est là un des incidents de la sourde intrigue qu'il aurait menée pour renverser son rival ? Ne faut-il pas voir simplement le désir très sage d'écarter l'influence dangereuse des gens de cour ?

Sans doute, les *Tablettes*, toujours heureuses de profiter des divisions des royalistes, écrivaient le 31 octobre : « Dans la dernière lutte,

(1) *Corr. gén.*, V, 52.

(2) *Mémoires de Villèle*, IV, 467.

« les deux parties du ministère sont restées en présence. M. de Villèle a fait exclure le duc de Bellune, mais M. de Chateaubriand a placé M. de Damas ; et, quoi qu'on pense encore, le président a vu que son pouvoir avait des limites très prochaines.

« On voudrait nommer deux ministres encore pour avoir deux voix de plus avec lesquelles on battrait M. de Villèle ; et moyennant quoi on le souffrirait quelques temps encore au ministère...

« M. de Villèle veut bien être pardonné, mais il ne veut pas mourir. Il sait ce qu'il adviendrait de lui s'il avait deux voix de moins au ministère. Il aimera donc mieux mourir d'une mort violente et de la main de ses adversaires. »

Mais après avoir insinué ainsi que Chateaubriand pouvait bien avoir voulu profiter de l'occasion pour renverser le président du Conseil ; après avoir, selon leur habitude, travaillé à envenimer la rivalité instinctive des deux ministres, *les Tablettes* poursuivaient :

« D'ailleurs, il faut (pour Villèle) payer la puissance alliée qui le soutient ; il changerait volontiers deux ministres, mais pourrait-il se dispenser de songer au duc de Doudeauville et à Sosthène de la R...? Que répondrait-il à ses alliés s'il laissait passer l'occasion de les servir?... A ce qu'on assure, MM. de Villèle et de Chateaubriand ne s'aiment pas ; mais chacun des deux estime chez l'autre les qualités qui lui manquent. Tous deux ainsi se suppléent à merveille, mais il n'y en a malheureusement qu'un des deux qui peut être président... En outre, quoique modéré avec le président, M. de Chateaubriand est chevalier avec les preux et son penchant pour la fidélité a dû ranger autour de lui tout le parti. Dès lors, il a dû prendre position. »

De tout cela, il ne ressort rien de précis contre Chateaubriand. Et ce qui lui donne le beau rôle, c'est que toute la presse royaliste était avec lui. Non seulement *le Drapeau Blanc*, dont l'opposition était toujours violente, l'appuyait. Mais *la Quotidienne*, dont la seule tactique pendant toute cette campagne de 1823, avait été d'insister pour l'union du parti royaliste, se lamentait, elle aussi, et considérait le renvoi du duc de Bellune comme une faute très grave et comme une injustice.

Selon lui-même, d'après ce qu'il dit dans son *Congrès de Vérone*, Chateaubriand n'avait eu en vue, conformément à sa politique habituelle que d'éviter le plus possible les divisions, de faire respecter les règles parlementaires et d'apaiser la contre-opposition et l'opinion publique royaliste en empêchant qu'une influence de cour ne vînt à elle seule, et dans son seul intérêt, renverser un ministre.

C'est pourquoi, ne pouvant, malgré Villèle, conserver le duc de Bellune, il s'était efforcé au moins de faire nommer un ministre qui pût donner confiance au *Drapeau Blanc*. Le baron de Damas, à ce point de vue, offrait le double avantage d'être un royaliste fidèle et de ne pas appartenir aux gens de cour. Et dans les lettres qu'il adressait aux ambassadeurs, pour leur annoncer le changement de ministre, il s'efforçait de réduire le plus possible la portée de l'incident. « Malgré le petit ébranlement produit par la retraite du duc de Bellune, écrivait-il à La Ferronnays, l'état intérieur de la France est admirable. Vous savez que, depuis longtemps, Mgr le duc d'Angoulême se plaignait de l'administration de la Guerre ; de son côté, le duc de Bellune se plaignait des marchés d'Ouvrard ; il est arrivé que le maréchal a succombé dans cette lutte contre le Fils de France, victorieux à la tête d'une armée dont il est l'idole. On devait s'y attendre. *En principe, c'est certainement un mal qu'un prince puisse faire renvoyer un ministre fidèle. Dans un gouvernement représentatif, c'est l'opinion qui doit faire et défaire les ministres ; et si, exposés à l'attaque des Chambres, ils le sont encore à celles des autres forces, alors vous avez à la fois les inconvénients de la monarchie absolue et de la monarchie représentative.* »

« Cette part faite à l'événement considéré sous le rapport du principe général, il est aisé de dire que le renvoi du duc de Bellune ne peut produire aucun mal, parce qu'il n'a aucune cause politique et qu'il n'amène aucun changement dans le système du ministère. Tout était dans le choix du successeur. Si celui-là eût été plus faible en opinion, d'une nuance moins prononcée en royalisme que le maréchal, alors il y avait danger ; mais j'ai eu le bonheur de proposer et de faire adopter au roi le baron de Damas, et ce drapeau blanc planté dans le ministère a annoncé tout à coup que le système, au lieu de s'affaiblir, s'était fortifié. » Lui-même cependant n'était guère enthousiaste. Il ne dissimule pas dans son *Congrès de Vérone* que la nomination du baron de Damas n'était qu'un pis-aller, et il écrit : « On prit l'annuaire et on chercha un général qui remplît les conditions voulues. »

Les journaux royalistes ne se faisaient pas davantage illusion. Non seulement le *Drapeau Blanc*, avec sa violence habituelle, attaquait bruyamment Villèle, mais la sage *Quotidienne*, dénonçant l'influence de Sosthène, écrivait de son côté : « Nous avons besoin de nouveaux renseignements avant de nous expliquer sur une coterie qui se cache dans l'ombre. Mais nous l'avons devinée, nous la suivons ; et en la nommant, nous l'aurons détruite. Le siècle des boudoirs est passé. »

Sosthène, aussi, était furieux et menaçait Villèle (1) : « Je ne vous rappellerai pas, lui écrivait-il, les serments que vous avez faits à une personne qui, toujours fidèle à ses engagements, ne veut pas qu'on manque de mémoire quand le moment est venu de tenir une parole d'honneur. Je vous somme, au nom de l'intérêt du roi, de tenir cette parole, ajoutant qu'il n'y a rien de plus indigne d'une âme généreuse que de renier, au jour du triomphe, l'appui qu'on implorait la veille. »

Ainsi donc, Villèle avait pris des engagements vis-à-vis de Sosthène. Et tandis qu'à ce moment rien n'indique que Chateaubriand, occupé à maintenir l'union du ministère et à diriger sa politique extérieure, songeât à travailler contre le président du Conseil, ses rivaux, de jour en jour plus décidés à sa perte, multipliaient contre lui les calomnies et les manœuvres de toutes sortes.

Nous avons déjà vu à plusieurs reprises, combien les grands airs de Chateaubriand, sa popularité dans la jeunesse et ses succès féminins étaient, dans les salons et dans le monde politique, l'objet de commentaires malveillants dont les auteurs de mémoires se sont fait écho. Il semble bien qu'à ce moment ces calomnies se soient multipliées. Sans doute, nous ne savons pas tout ; la trace de beaucoup de ces bavardages de salon a disparu. Mais ce que nous savons permet de deviner le reste.

Si Chateaubriand insistait auprès du gouvernement espagnol pour que fussent reconnus les emprunts souscrits par les Cortès révolutionnaires pendant les années précédentes, on l'accusait d'agir ainsi pour plaire à Mme de Castellane, qui aurait engagé dans ces emprunts une grande partie de sa fortune. M. André Beaunier, dans une étude très minutieuse, a montré que cette calomnie était sans fondement, rien n'étant plus naturel et plus conforme aux règles du droit international que d'exiger d'un gouvernement qu'il reconnût les engagements pris vis-à-vis des prêteurs étrangers par le gouvernement qui l'avait précédé. Et d'ailleurs, dans cette affaire, Chateaubriand avait agi pleinement d'accord avec le roi et Villèle. Mais le maréchal Marmont et M. de Frénilly n'en avaient pas moins, sans preuve du reste, reproduit l'un et l'autre cette calomnie dans leurs *Mémoires*.

Mme de Broglie, d'autre part, se faisait l'écho de certaines gens qui accusaient Chateaubriand d'avoir voulu faire expulser de Suisse un journaliste français libéral, M. Comte. C'était, disait-on, une vengeance du *Conservateur* sur le *Censeur* (journal que M. Comte avait

(1) *Mémoires*, VI, 508.

dirigé). Chateaubriand s'étant plaint à Mme Récamier (1), celle-ci en avait fait des reproches à Mme de Broglie qui, dans une lettre assez curieuse, s'était défendue assez gauchement.

En même temps, on le surveillait, on le guettait, on l'espionnait et on interprétait avec malveillance chacune de ses démarches. Au début de novembre il avait quitté Paris pour passer quelques jours en Normandie. Il comptait, avait-il annoncé à sa vieille amie Mme de Custine, venir la voir au château de Fervacques et se reposer auprès d'elle de ses fatigues de l'été. Mais, à peine était-il en route, un accident de voiture l'avait forcé de s'arrêter ; en même temps une estafette avait été envoyée de Paris à sa recherche pour le rappeler en vue d'une affaire urgente et il avait dû interrompre son voyage. Son absence avait duré vingt-quatre heures seulement, mais aussitôt les bruits les plus divers avaient circulé. On disait que ce n'était pas Mme de Custine mais Mme de Castellane qu'il était allé voir ; que cette dernière même était venue au-devant de lui de Dieppe, qu'ils avaient été surpris ensemble ; et certains même ont supposé, selon le mot d'un critique (l'abbé Pailhès), que, dans l'accident de voiture comme dans l'envoi de l'express, « il fallait voir une manœuvre policière pour surprendre le collègue détesté en flagrant délit de bonne fortune et pour le déconsidérer un peu plus au château (2) ».

Mathieu de Montmorency lui-même surveillait avec quelque défiance son successeur. Sans doute il affectait de ne pas avoir de rancune contre celui qui lui avait pris son portefeuille ; sans doute, quand il rencontrait Chateaubriand soit chez Mme Récamier, soit à la Chambre des pairs, il s'efforçait d'être naturel, il désapprouvait la conduite de son gendre Sosthène, mais il ne pouvait s'empêcher de lancer, lui aussi dans ses lettres, quelques pointes sur l'attitude et les succès du « ministre en exercice ».

Bref, au milieu de l'atmosphère d'intrigues, d'espionnage et de jalousies dont il était enveloppé, les rapports de Chateaubriand avec ses plus fidèles amis devenaient parfois difficiles. A l'Abbaye-aux-Bois en particulier, selon l'expression de Mme Lenormant, « l'agi-

(1) Voir *Souvenirs et correspondance de Mme Récamier*, II, 30. *Lettre de Chateaubriand* du 7 octobre 1823. La réponse de la duchesse de Broglie à Mme Récamier, conservée dans les archives Lenormant et encore inédite, dit notamment : « Coppet, 13 octobre 1823 : — Ce que j'ai écrit de M. de Chateaubriand, je l'ai écrit à un ami intime à qui j'écris dans la plus grande confiance... Les personnes qui ont rapporté un membre de ma phrase auraient dû la lui rapporter tout entière. Le hasard fait que je m'en souviens, et la voici : On dit que c'est M. de Chateaubriand qui a désiré le renvoi de M. Comte, on l'attribue à une vengeance du *Conservateur* sur le *Censeur*. Cela m'étonne car jusqu'à présent il s'était montré très bon pour les personnes, et je ne le croyais pas capable de cette manière vexatoire. Vous voyez qu'il n'y a là ni affirmation ni dénégation. »

(2) Voir les *Annales romantiques*, 1907, p. 274.

tation était grande dans les âmes » si bien que Mme Récamier, décidait, sous prétexte de la santé de sa nièce, d'aller voyager en Italie, et elle quittait Paris le 2 novembre bien que Chateaubriand, essayant de la retenir, lui eût écrit avec beaucoup de grâce et un peu d'amertume : « Ce voyage était très inutile. Si vous partez vous reviendrez au moins promptement, et vous me retrouverez à votre retour tel que vous m'aviez laissé, c'est-à-dire le plus tendrement, le plus sincèrement attaché à vous. Je suis bon à l'user ; je ne me lasse jamais. » (Lettre du 28 octobre (1).) « Quand on a comme vous le courage de tout briser qu'importe l'avenir ? Pourtant je vous attendrai... Vous me retrouverez tel que vous m'avez laissé, plein de vous et n'ayant pas cessé de vous aimer. » (Lettre du 2 novembre (2).)

A ce départ qui ne fut pas sans influencer gravement sur la suite des événements les historiens, Sainte-Beuve et M. Herriot en particulier, n'ont voulu voir que des causes sentimentales, et ils ont donné tous les torts à Chateaubriand ; car, selon eux, si Mme Récamier se décidait à quitter Paris, ce serait seulement parce qu'elle était blessée de l'intrigue trop publique et insultante pour elle de Chateaubriand avec Mme de Castellane.

Les choses, en réalité, n'étaient pas si simples. Pour bien juger il faut bien comprendre le caractère de Mme Récamier.

Sans doute, quand, vers 1818, elle s'était liée avec Chateaubriand, elle semble bien avoir un moment été très sincèrement conquise.

Divers témoignages de ses familiers l'affirment. Les policiers de Decazes même nous ont transmis la copie d'une lettre d'elle où, le 20 mars 1819, elle aurait écrit (3) : « Il ne dépend plus ni de moi ni de personne de m'empêcher de vous aimer. Mon âme, ma vie, mon cœur, tout cela est à vous... » Et le fait est que, de façon publique, Chateaubriand avait pris dans le cercle de ses amis une place à part.

Pourtant aucune intimité véritablement familière de préoccupations, d'idées, ni peut-être de sentiments ne s'était encore établie entre eux. Les lettres que Chateaubriand lui écrivait à cette époque sont caractéristiques, surtout si on les compare à celles qu'en même temps il adressait à Mme de Duras. A Mme Récamier il faisait la cour, il lui demandait son appui à l'occasion, mais il ne lui parlait ni de ses occupations ni de ses soucis avec un véritable abandon. Elle, de son côté, il s'en plaignait sans cesse, ne lui répondait le plus souvent « que de petits mots froids et rares (4).

(1) *Souvenirs et correspondance de Mme Récamier*, II, 35.

(2) *Id.*, II, 36.

(3) Ernest DAUDET, Article cité.

(4) *Corr. gén.*, III, 55.

C'est qu'en effet elle n'avait pas renoncé pour lui au souci qui, jusque-là, avait dominé toute sa vie, celui de ménager, d'entretenir et de cultiver une cour d'adorateurs et de relations brillantes et influentes.

Désireuse de tout concilier elle avait fait à Chateaubriand une place qui ne lui permettait guère à elle-même de lui reprocher son aventure avec Mme de Castellane, laquelle n'était peut-être bien, dans une certaine mesure, qu'une revanche.

Si elle partait ce n'était pas pour se venger d'une insulte ; c'est que, pour des raisons politiques, la conciliation devenait impossible.

Sosthène de La Rochefoucauld, qui représentait pour elle une relation brillante à ménager, lui avait, nous l'avons vu, demandé d'user de son influence pour pousser Chateaubriand à démissionner.

Elle avait tenté de le satisfaire. Mais Chateaubriand s'était cabré. En s'en allant elle prenait le parti le plus adroit. De cette façon-la elle évitait de paraître agir contre Chateaubriand. Elle donnait en même temps, dans une certaine mesure au moins, satisfaction à Sosthène. Car son départ privait Chateaubriand d'un de ses principaux appuis mondains.

La meilleure preuve que l'absence de Mme Récamier faisait le jeu de Sosthène, c'est que, non seulement il ne fit rien, comme la plupart de ses autres amis pour la retenir, il s'efforça au contraire de retarder son retour. Nous avons à ce sujet une lettre bien curieuse de lui du 10 mai 1824. A cette date nous le verrons, entre Villèle et lui, le renvoi de Chateaubriand était à peu près décidé. Or laissant entrevoir à Mme Récamier les événements prochains, Sosthène écrivait :

« Tout sera possible à M. de Villèle et il en profitera sans doute. « Cependant au milieu de tout cela il y a tant d'injustices et d'in-
« quiétudes, tant de choses pénibles et qui seraient affligeantes pour
« vous que *j'allais vous écrire pour vous engager à ne pas revenir en*
« *ce moment. Votre retour serait inutile. Croyez-en celui qui ne vous a*
« *jamais trompée. Et il vous assurerait peines, secousses et déchirements*
« *de toutes sortes. Votre santé succomberait à tant d'agitations et ce*
« *temps ne peut être que momentané...* Ne revenez qu'un mois après
« les Chambres. N'abusez pas de ma confiance, elle est sacrée. En
« vous parlant moi-même d'éloigner votre retour, jugez si je vous
« donne une preuve bien réelle de ma tendre et profonde amitié.
« C'est si vrai qu'il m'a fallu quelques jours pour m'y préparer et en
« trouver le courage (1). »

Sous les pompeuses protestations de désintéressement habituelles au personnage, le calcul apparaît incontestable, et l'attitude de Mme Récamier était si peu justifiée par les seuls torts de Chateaubriand que Mathieu de Montmorency lui-même, le 29 novembre 1823, ayant rencontré Chateaubriand et ayant appris de lui qu'il était sans aucune nouvelle de leur commune amie, écrivait à cette dernière (1) : « Il m'a dit ne pas avoir eu une seule fois de vos nouvelles : *je trouvais moi-même que c'était bien peu.* » Et un peu plus tard, le 6 janvier, impatienté par ce qu'il appelait le « rôle de *Brutus royaliste* » de son gendre, il déclarait qu'il en était personnellement réduit à mettre « à part de tout cela ses relations de famille ».

Ainsi, au mois de novembre, au moment où la session des Chambres allait s'ouvrir, la situation était plus tendue que jamais entre les deux ministres dominants. Les salons, la presse, et surtout l'avidité ambition de Sosthène de La Rochefoucauld avaient irrité encore leur rivalité instinctive.

Villèle, impatienté par les succès de son rival, mis en défiance par les racontars de toutes sortes, pressé par Sosthène, s'inquiétait pour sa situation personnelle, et, décidé à garder le pouvoir, s'accrochait à une défensive de plus en plus hostile. Il écrivait entre autres dans son carnet le 12 décembre : « J'ai eu la preuve qu'on avait travaillé auprès de Sa Majesté pour remplacer Corbière en dépit de moi, espérant que lorsque le roi l'aurait décidé je ne tarderais pas à me retirer moi-même, en quoi on se serait trompé. »

Chateaubriand de son côté, absorbé par la conduite de ses négociations diplomatiques, et sans cesse isolé davantage, se raidissait dans son dédaigneux orgueil.

Maintenant que la guerre était finie, qu'il allait falloir décider la politique du parti royaliste et que chacun prétendait profiter de la victoire, les incidents allaient se multiplier, le moindre d'entre eux allait s'envenimer. De plus en plus Villèle, pour garder le pouvoir allait se faire le prisonnier de Sosthène. Il nous faut, pour juger et pour départager les responsabilités de chacun, suivre pas à pas ces divers incidents et les considérer dans le détail.

Le premier allait être provoqué par le projet de modification du mode de renouvellement de la Chambre des députés. La gauche, à ce moment, était très déconsidérée par l'échec que la récente victoire militaire venait d'apporter à toutes ses prévisions et par la

(1) Inédit. Archives Lenormant.

maladresse que ses représentants avaient faite quand, pour protester contre l'expulsion de Manuel, ils avaient cessé de siéger à la Chambre. Les royalistes jugeaient le moment favorable pour entreprendre le programme de réformes politiques et sociales qui était le leur. Et tout d'abord ils voulaient commencer par modifier le régime d'élection de la Chambre en remplaçant le renouvellement par cinquième établi en 1816 par un renouvellement intégral accompagné en outre d'une prolongation de la durée des législatures de cinq à sept ans. Ils considéraient en effet que l'agitation continuelle provoquée dans le pays par des élections annuelles était dangereuse, et que, de plus, pour permettre aux ministères de durer et de faire œuvre utile, il leur fallait pouvoir s'appuyer plusieurs années de suite sur une Chambre stable. Ils estimaient en outre que pour mener à bien le plus rapidement cette première réforme il était nécessaire et juste de commencer par dissoudre sans tarder la Chambre en exercice élue sous un régime différent.

Chateaubriand et Villèle étaient d'accord sur l'essentiel du projet. Chateaubriand faisait une seule objection. Il estimait que la nouvelle Chambre à élire, celle à laquelle on allait demander le vote de la loi de septennalité, devait n'être appelée à siéger que pour cinq ans, conformément à la loi sous le régime duquel elle allait elle-même être élue. Il pensait qu'il convenait aussi de modifier l'âge d'éligibilité. Le dissentiment n'était pas grave. Il devait être facile de trouver un compromis. Chateaubriand, en fait, allait céder sans faire de véritables difficultés ; et le 16 mars, faisant allusion à l'incident dans une lettre à de Serre, il écrira seulement (1) : « La loi ne sera pas votée comme je la désirais. J'aurais voulu le renouvellement quinquennal d'abord pour la Chambre actuelle élue en vertu de la Charte, et le septennat pour les Chambres qui suivront. J'ai proposé aussi le changement d'âge. J'ai été battu sur ces deux points, et on va proposer la septennalité pure et simple. Je préférerais mon projet comme le plus complet et plus légal. Quoi qu'il en soit ce sera un grand bien pour nous que cette loi. »

Pendant les rapports étaient déjà si tendus entre les ministres que cette différence de point de vue faillit provoquer une rupture.

Nettement rapporte dans son *Histoire* d'après le carnet de Villèle (il est regrettable qu'il ne donne pas la référence complète), que les ministres, au moment de ce différend, déclarèrent à l'unanimité, moins une voix, celle de Chateaubriand, qu'ils démissionneraient

(1) *Corr. gén.*, V, 185.

si le roi n'adoptait pas leur façon de voir, en ajoutant que si le roi sanctionnait leur thèse ils exigeraient la retraite du ministre dissident. Et devant cette mise en demeure seulement Chateaubriand aurait cédé.

Était-il bien nécessaire d'employer avec lui la menace? Nous venons de voir que, son parti pris, il allait se résigner sans manifester d'amertume. Il prit même la loi de septennalité si à cœur et la soutint, nous verrons, avec une telle énergie que les journaux affectèrent un moment, quelques mois plus tard, de la considérer comme son œuvre, et opposèrent la loi de septennalité proposée par Chateaubriand à la loi des rentes proposée par Villèle.

Mais ses ennemis n'avaient pas manqué l'occasion de répandre des bruits fâcheux. Justement l'incident était survenu au moment où, dès les premiers jours de novembre, il quittait Paris pour sa courte fugue en Normandie; et aussitôt, bien que le voyage, nous le savons, n'eût rien de politique, on s'était empressé de dire qu'il partait pour manifester sa désapprobation des projets du ministère, qu'il était brouillé avec Villèle; et l'affaire faisait même tant de bruit que, le 6 novembre, pour remettre les choses au point, le *Journal des Débats* était obligé de publier la note suivante :

« *Paris, 5 novembre.* — M. le ministre des Affaires étrangères qui « devait avoir quitté Paris pour un assez long espace de temps, « après une discussion vive dans laquelle il se serait opposé à la dis- « solution de la Chambre et au renouvellement intégral, a, paraît-il, « assisté ce matin au Conseil du roi. Quant à l'objet de la prétendue « discussion nous pouvons assurer, de science certaine, que, s'il y a « un ministre décidé dans la question du renouvellement intégral, « c'est le ministre des Affaires étrangères.

« Il faut lui rendre cette justice qu'il nous a appris à connaître « et presque enseigné le gouvernement représentatif. Or, dans la « *Monarchie selon la Charte*, ainsi que dans les discours du noble pair, « on retrouve partout la doctrine constitutionnelle du renouvelle- « ment intégral ».

Cette dernière réflexion est en effet exacte; Chateaubriand devait, encore plus tard, rappeler à d'autres reprises cette unité de ses principes. Et le *Journal des Débats*, après avoir continué en expliquant pourquoi l'établissement du renouvellement intégral supposait d'abord la dissolution de la Charte, ajoutait : « Sur tous ces points nous croyons savoir que les ministres sont unanimes d'opinion, et on assure que le ministre des Affaires étrangères ne s'en cache pas. »

Le texte de cette note, visiblement inspirée par Chateaubriand,

prouve, par sa modération, que tout en se défendant celui-ci ne cherchait pas à diviser le ministère. Même il ne s'en tenait pas là et, quelques jours plus tard, il offrait l'appui de sa plume pour défendre le projet et l'expliquer à l'opinion.

Si, en effet, les ministres étaient d'accord sur l'utilité de la réforme qu'ils se préparaient à proposer, le public n'était pas encore convaincu. Certains royalistes « en haine de Villèle », dit Chateaubriand le 10 novembre à Polignac, se défiaient du renouvellement intégral. Et surtout ils ne comprenaient pas pourquoi, disposant déjà d'une majorité royaliste, les ministres voulaient dissoudre la Chambre. On se rappelait qu'en 1816 la dissolution de la Chambre introuvable, encore plus nettement royaliste, avait amené les libéraux au pouvoir. On craignait de se retrouver devant une situation semblable, d'autant plus que les journaux de gauche cherchaient à entretenir la confusion, et racontaient que la dissolution était voulue par le roi, fatigué, comme en 1816, des ultras, et décidé à gouverner de nouveau avec les libéraux. Sans doute les journalistes qui soutenaient cette thèse, savaient très bien eux-mêmes à quoi s'en tenir. Mais ils s'efforçaient, en embrouillant la situation, de troubler les élections. Et déjà leur tactique faisait impression. Il s'agissait donc, pour le ministère, de répondre, d'expliquer ses intentions et de rassurer les électeurs.

C'est alors qu'on avait recouru à Chateaubriand. Lui seul en effet, ses adversaires aussi bien que ses amis le savaient, possédait assez d'autorité pour pouvoir réussir. Il avait accepté. Et le 23 novembre paraissait une courte brochure non signée, mais dont *le Moniteur* et le *Journal des Débats*, qui en reproduisaient le texte intégral, laissaient fort clairement entendre quel était l'auteur.

« On a mis en vente aujourd'hui, chez Lenormand, 8, rue de la Seine, écrivait le *Journal des Débats*, un écrit fort court mais très substantiel sur le renouvellement intégral. Nous nous empressons de le donner tout entier à nos lecteurs. La brochure ne porte pas le nom de l'auteur, mais elle semble signée à toutes les pages. »

Ainsi, au lieu de chercher à exploiter des germes de division, Chateaubriand s'était attaché une fois de plus à concilier. Il avait continué aussi à garder le beau rôle vis-à-vis des adversaires qu'il avait dans son parti en répondant à leurs mauvais procédés par un service. Entre temps, il apparaissait une fois de plus au public dans l'attitude de chef du ministère.

Rien de tout cela, par malheur, n'était fait pour désarmer ses ennemis. A peine cet incident terminé, un autre allait surgir. Il s'agit

de l'incident appelé par Chateaubriand lui-même, dans son *Congrès de Vérone* : « l'Affaire des cordons. »

À la suite de la guerre d'Espagne, les souverains des principales cours d'Europe avaient envoyé aux ministres du roi de France et à Chateaubriand en particulier, les décorations de leurs ordres. Chateaubriand énumère, dans le *Congrès de Vérone*, toutes les lettres flatteuses toutes les décorations qui lui avaient été adressées.

Le roi de Portugal le faisait grand-croix de l'Ordre du Sauveur, le roi de Prusse lui envoyait l'Aigle Noir, le roi d'Espagne la Toison d'Or, le roi de Sardaigne le faisait chevalier de l'Annonciade, l'empereur de Russie, enfin, le nommait grand-croix de l'Ordre de Saint-André.

C'est cette dernière distinction qui allait provoquer un incident assez grave. En effet, l'empereur de Russie avait envoyé en même temps l'Ordre de Saint-André à Mathieu de Montmorency et à Chateaubriand, c'est-à-dire aux deux ministres des Affaires étrangères qui, l'un après l'autre et malgré des différences d'attitude, avaient préparé l'expédition d'Espagne. Mais il n'avait rien envoyé à Villèle leur chef, qui, il est vrai, avait été, disait-on, le moins ardent à vouloir la guerre. Peut-être fallait-il voir une intention dans ce geste de l'empereur de Russie ; peut-être est-il plus simple de penser qu'ayant rencontré à Vérone Chateaubriand et Montmorency, tandis qu'il n'avait jamais été en rapports directs avec Villèle, il cherchait sans plus à donner un témoignage d'estime aux deux hommes politiques qu'il avait connus.

De toute façon Louis XVIII, soit de lui-même, soit parce qu'on lui avait fait la leçon, fut blessé et affecta de considérer qu'en refusant une décoration à son premier ministre, c'était lui-même que l'empereur voulait blâmer. Et il prétendit rendre Chateaubriand responsable de ce qu'il regardait comme un affront.

Villèle, dans son carnet, raconte les faits de la façon suivante (1) :

« Le 27, en allant chez le roi comme d'ordinaire, à une heure, j'en ai vu sortir M. de Chateaubriand tout ému et n'ayant que le temps de me dire à voix basse, à la porte du cabinet du roi restée ouverte : « Mon cher Villèle, calmez le roi, calmez le roi. » Introduit, je trouvai le roi assez peu ému lui-même, qui me dit : « Vous avez dû trouver un homme assez mal à son aise et qui le mérite bien ; croiriez, vous qu'entre lui, Pozzo et La Ferronnays, ils viennent de me faire donner un soufflet sur votre joue par l'empereur Alexandre ; mais je saurai lui donner chasse ; il vient d'envoyer une décora-

(1) *Mémoires*, IV, 524.

« tion de ses ordres à Chateaubriand et à Montmorency, et à vous
 « rien. On voit bien que c'est un parvenu ; tenez, Villèle, jamais
 « l'empereur d'Autriche ne m'eût fait chose pareille ; mais je vais le
 « payer de sa sottise en monnaie de meilleur aloi. Il sonne et donne
 « l'ordre qu'on envoie chercher son ministre de la Maison : mon cher
 « Villèle, je vous nomme chevalier de mes ordres, ils valent bien les
 « siens ; allez chez vous et attendez-y Lauriston (1). »

Le roi en effet, si l'on en croit Villèle, aurait supposé que, pour humilier le président du Conseil, Chateaubriand avait, d'accord avec La Ferronnays et Pozzo di Borgo, organisé cette affaire. Le fait est qu'il y avait des engagements pris entre Chateaubriand et Pozzo, et qu'en retour sans doute du cordon de Saint-André, Pozzo devait recevoir une décoration française car, le jour même de l'incident, Chateaubriand, inquiet de la promesse faite à Pozzo, écrivait à Villèle (2) : « Il ne faudrait pas que le petit mouvement d'humeur du roi pour l'affaire de Mathieu, nous fît blesser la Russie en lui refusant les cordons que l'empereur paraît désirer pour M. de Nesselrode et pour Pozzo. Ce serait jouer une trop grosse partie pour un brimborion, d'autant plus que l'Autriche nous amènera quelque orage, vous pouvez en être sûr. » Et quelques jours après, il écrivait à La Ferronnays (3) : « J'ai proposé à Pozzo de lui faire donner la grand-croix de la Légion d'honneur avec la plaque de diamants en échange de l'ordre que vous avez reçu ; il m'a dit qu'il n'accepterait que le ruban bleu. »

Mais rien ne marque que c'était Chateaubriand qui avait commencé ces négociations, ni non plus qu'il y avait eu calcul entre lui et La Ferronnays pour blesser Villèle. Il semble bien par contre, que cette dernière interprétation fut soufflée au roi par ceux qui avaient intérêt à irriter Villèle. Deux lettres à ce sujet sont caractéristiques.

Le 30 décembre, le comte d'Artois, très lié, on le sait, avec Sosthène, écrivait à Villèle une lettre où l'allusion à Chateaubriand est certaine et où l'influence exercée par le parti de Mme du Cayla apparaît incontestable (4) : « J'ai reçu et brûlé votre petite lettre, mon cher
 « Villèle. Je me doutais que l'homme ferait le plongeon après avoir
 « voulu prendre la mouche. (Allusion sans doute à l'attitude de Chateaubriand quand il avait appris que le roi allait décorer Villèle). La
 « situation assez critique des élections peut porter à la douceur et à

(1) Ministre de la Maison du roi.

(2) *Mémoires*, IV, 523.

(3) *Corr. gén.*, V, 130.

(4) *Mémoires de Villèle*, IV, 524.

« un peu de longanimité. Mais souvenez-vous que cet homme ne peut
 « ni vous pardonner, ni surtout croire que vous lui pardonnez. Il est
 « et sera toujours votre ennemi *per fas et nefas*... Ajoutons à cela
 « que Saint-Ouen (c'est-à-dire Sosthène et Mme du Cayla à laquelle
 « Louis XVIII avait donné le château de Saint-Ouen) s'est bien con-
 « duit dans cette affaire et que ses desseins sont encore ajournés. »
 « (Nous savons que ces desseins étaient d'arriver au pouvoir.)

Quelques jours après, le 6 janvier, Mathieu de Montmorency, toujours doux et prudent, écrivant à Mme Récamier, s'étonnait, lui aussi, dans le style solennel et prudent qui lui est propre, du mécontentement manifesté par son gendre (2) : « Je suis plus fraîchement que
 « jamais, écrivait-il, avec un autre candidat des grandes places, celui
 « à qui vous parlez si bien là-dessus et qui me tient de plus près.
 « Imaginez-vous que, dans l'excès de ce que j'appelle son rôle de
 « Brutus royaliste, il n'a pas cru pouvoir me faire compliment de ce
 « qui a accompagné une lettre dont vous avez eu connaissance. »
 (C'est de la décoration qu'il s'agit.)

Il paraît donc bien que c'est Sosthène, dont, comme le dit le comte d'Artois, les desseins étaient encore ajournés, qui avait cherché à profiter de l'incident pour envenimer les rapports des ministres entre eux. Il y avait en partie réussi.

En effet quand le roi, pour venger Villèle, lui eut donné le cordon bleu, Chateaubriand, blessé à son tour, pensa qu'il ne pouvait faire moins que d'offrir sa démission, si réparation ne lui était pas accordée. « M. de Villèle explique-t-il, dans son *Congrès de Vérone* (3), avait
 « tous les droits à cette distinction, mais le dessein du roi était de
 « nous blesser. Il nous comptait pour trop peu. Nous nous soucions
 « d'un cordon comme des nœuds du ruban de Léandre ; nous ne nous
 « mesurons pas à l'aune d'un ruban de soie, mais nous sommes sen-
 « sibles à l'injure quand elle vient de haut. Par nous, l'Europe s'était
 « maintenue en paix, l'amertume de Sa Majesté nous étonna ; elle
 « semblait s'augmenter à proportion de nos services. Nous mépri-
 « sons trop les places pour les conserver au prix d'un affront, même
 « d'un affront royal. »

Il n'y avait pourtant pas moyen d'ouvrir une crise ministérielle à propos d'un incident si ridicule. D'ailleurs ce n'était, nous le savons, ni Chateaubriand ni même, à ce moment, Villèle qui cherchait une rupture. Pour éviter un éclat, Louis XVIII donnait à Chateaubriand aussi le cordon bleu. *Le Moniteur* qui, le 1^{er} janvier, avait annoncé

(2) Inédit. Archives Lenormant.

(3) II, 217.

la décoration de Villèle, annonçait le 8 celle de Chateaubriand. En même temps, pour apaiser sans doute Sosthène, le duc de Doudeauville et le baron de Damas étaient également décorés.

Chateaubriand alors prétendit à son tour faire un beau geste et, toujours orgueilleux, chercha à avoir le dernier mot. Le 12 janvier, il écrivait à La Ferronnays (1) : « Tout est arrangé beaucoup mieux
« que je ne l'espérais. Le roi, blessé de la nomination du duc
« Mathieu, et Villèle, oublié dans la promotion, ont été au moment
« d'amener un grand orage. Nous nous serions brisés contre un ruban
« après avoir échappé à de grands écueils. Telle est la nature
« humaine. J'ai été obligé de parler et on a bientôt reconnu qu'aller
« sans moi était impossible et la tempête s'est apaisée. Il en résulte
« un bien, *c'est qu'on sera convaincu qu'il faut rester unis, si*
« *nous voulons achever l'ouvrage que nous avons commencé...* (C'est nous qui soulignons. Cette phrase adressée dans une lettre privée à La Ferronnays son ami, semble bien indiquer une fois de plus que Chateaubriand n'avait pas l'intention de chercher une rupture avec Villèle.) Il n'y a qu'une chose à faire, ajoutait-il, « c'est que vous
« demandiez à l'empereur, en mon nom et pour m'obliger, le cordon
« de Saint-André pour Villèle. Ne craignez pas, je ne serai pas blessé,
« et c'est moi qui joue ici le beau rôle. C'est encore un succès d'avoir
« le cordon bleu huit jours plus tard et par la seule force de ma
« position. Il faut être juste d'ailleurs. Villèle, après le premier mouvement d'humeur, est revenu vite au sentiment de l'intérêt
« commun et de l'amitié. C'est en tout un homme d'un mérite supérieur. Et comme désormais il faut bien qu'on m'abandonne entièrement la conduite de la politique étrangère, nous ne pouvons
« plus avoir de rivalité et notre union est indispensable au repos de
« la France. Cette lettre est toute particulière pour vous, elle ne doit
« être montrée à personne au monde. »

Chateaubriand obtenait peu après de l'empereur de Russie la faveur qu'il demandait pour Villèle. Ainsi donc, cette fois encore, les semeurs de désunion étaient vaincus. Chateaubriand avait montré une fois de plus son désir de collaborer avec Villèle. (Il insiste sur ce point dans son *Congrès de Vérone* en faisant remarquer qu'il n'avait pas craint, dans une lettre particulière, de faire lui-même l'éloge de son rival.) Il est vrai qu'il avait aussi montré un peu trop d'impatience et d'orgueil pour répondre à l'insulte. Les intrigants n'avaient pas tout à fait perdu leur temps et la situation continuait à se tendre.

(1) *Corr. gén.*, V, 130:

Un troisième incident n'allait pas tarder à survenir au fond duquel nous allons encore retrouver la main de Sosthène. C'est cette fois l'affaire des *Tablettes*.

Cette affaire des *Tablettes* représente le premier épisode d'une des plus étonnantes entreprises de Sosthène de La Rochefoucauld, de cet intrigant avide d'exercer, par tous les moyens, une influence et, de préférence, une influence occulte.

Vers la fin de 1823, pour faire triompher son influence, et pour prendre plus d'autorité sur Villèle, il avait décidé d'agir par l'intermédiaire des journaux ; et comme il voyait toujours très grand, il s'était mis en tête d'acheter toute la presse, de façon à supprimer toute l'opposition de gauche et de diriger à son gré l'opposition de droite et même la presse ministérielle. Pour arriver à ses fins, il avait fondé ce qu'il appelait : « Une caisse d'amortissement des journaux. »

Lui-même, dans une lettre du 4 janvier 1855, adressée à M. Véron, auteur du *Journal d'un bourgeois de Paris* et qu'il a reproduite dans ses *Mémoires* (1), explique, avec d'ingénieux euphémismes, quels étaient alors ses projets et ses plans : « Mon intention, dit-il, ne fut jamais d'asservir la presse, tout au contraire... Loin d'asservir la presse, je voulais la préserver du régime de la censure, régime auquel devaient la conduire ses excès. Je voulais la sauver de ses propres écarts et ce fut même par des journaux légitimistes que je commençai mon opération à laquelle me poussaient l'amour que je porte à mon pays ainsi que mon éloignement pour les exagérations de tous genres.

« Pour bien me comprendre, il faudrait se reporter à cette époque, en reconnaître tous les dangers, toutes les circonstances, toutes les difficultés. Peut-être alors ne blâmerait-on pas si légèrement celui qui poussa le désintéressement et le dévouement jusqu'à solder de sa poche environ 450 000 francs et qui s'engagea pour une pareille somme. Ma famille m'adressait des reproches sévères et justes, sans pouvoir ébranler ma résolution. »

Après ce préambule où on retrouve toute l'affectation de désintéressement qui lui était habituelle, Sosthène explique que cette entreprise n'était faite ni d'accord avec le ministère, ni pour le servir :

« M. de Villèle, dit-il, n'y fut pour quoi que ce fût ; et c'est alors même qu'il voulut obtenir de moi de remettre entre les mains

« du ministère ces armes puissantes que commença notre brouille...
« Voici quel était mon plan : diminuer le nombre des feuilles
« publiques, réunir tous les journaux royalistes, dont quelques-uns
« faisaient un tort affreux à la monarchie, en un seul ou deux ; enfin
« leur imposer une direction unique aussi sage que modérée. Une
« fois maître des journaux, j'aurais dit à quelques écrivains de
« l'opposition dont le caractère m'eût inspiré une juste confiance :
« une opposition sage est utile au gouvernement qu'elle retient et
« éclaire. Voici un ou deux journaux ; ils ne vous coûteront rien et
« pourront faire votre fortune, mais à la condition que votre polé-
« mique sera toujours consciencieuse ».

Ce plan établi, Sosthène, il l'explique lui-même dans ses *Mémoires* ;
« ne voulant pas porter seul la responsabilité d'actes aussi importants,
avait nommé une commission chargée de le seconder et, au besoin,
de l'éclairer ».

La commission produisit un certain nombre de rapports qui, dit
Sosthène en note de l'un d'eux, étaient l'expression de ses senti-
ments ; et ces rapports nous renseignent curieusement sur le fonc-
tionnement de la caisse d'amortissement : « Les journaux royalistes
« continuant à paraître sous votre influence, écrivait le 5 mars 1824
« un des rapporteurs M. Mareschal, sont la *Gazette de France*, le *Dra-*
« *peau Blanc*, les *Lettres champenoises*, le *Journal de Paris*. A la
« *Gazette de France*, en six mois on a acquis la majorité des actions.
« Sur trente-sept actions, trente-deux ont été achetées au cours
« moyen de 6 500 francs ». « Par la plus entière abnégation de
« lui-même, et comptant pour rien les dangers qui menaçaient son
« repos non moins que sa fortune, disait un autre rapport, du
« 15 février 1825, M. de La Rochefoucauld les dévoua l'un et l'autre
« à l'accomplissement de ce qu'il considérait comme un devoir
« sacré envers son roi et ne craignit pas de commencer avec ses
« seules ressources une opération qui pouvait les absorber toutes et
« entraîner sa ruine complète. Enfin le moment vint, pour M. le
« vicomte de La Rochefoucauld, de voir son dévouement apprécié
« par un pouvoir auguste qui domine tous les autres et que son
« élévation soustrait à toutes les influences.

« Non seulement Monsieur, dans sa touchante magnificence, voulut
« bien accorder sur ses fonds personnels une somme considérable,
« mais la bonté royale vint au secours de M. le vicomte de La
« Rochefoucauld en lui fournissant les moyens financiers nécessaires
« pour consommer, aux frais de la couronne, une entreprise dont
« l'intérêt du trône était l'unique mobile. »

Autrement dit, c'est sur les fonds de la liste civile que furent prises

les sommes nécessaires à l'entretien de la caisse d'amortissement. Grâce à l'influence de Mme du Cayla, Louis XVIII usé et affaibli par la maladie (il devait mourir au mois de septembre 1824), s'était laissé entraîner à soutenir cette entreprise aussi maladroite que répréhensible, menée par Sosthène sous sa propre responsabilité et, il a soin de le dire lui-même, à l'insu du ministère, ou au moins sans son aveu.

La Bourdonnaye, dans la séance de la Chambre du 12 juillet 1824, évaluait à plus de deux millions les sommes dépensées pour l'amortissement sur les capitaux de la liste civile et sur les fonds secrets de la police et des divers ministères. Malgré l'importance des sacrifices faits, cependant, l'affaire devait avorter. A la suite de quelques scandales dont le public fut informé, les journaux, accusés d'être achetés, perdirent peu à peu leur clientèle au bénéfice des journaux de gauche que la caisse d'amortissement n'avait pu atteindre. Et le 12 août 1826, Sosthène allait être obligé de reconnaître que depuis trois ans, le nombre des abonnés des journaux qu'il avait achetés était tombé de 13 000 à 9 000.

Telle était cette affaire, aussi maladroitement conduite que malhonnêtement conçue, et qui devait avoir sur l'avenir du cabinet des conséquences graves. Aussi les ministres qui n'avaient pas été consultés et pour lesquels Sosthène prétendait travailler sans leur demander de conseils ou d'avis s'étaient, dès le début, montrés inquiets et mécontents.

Mais tandis que Villèle, lié par des promesses antérieurement faites à Sosthène, se contentait de se lamenter sur son carnet, Chateaubriand plus indépendant et partisan convaincu de la liberté de la presse (une des choses dont il s'est montré le plus fier fut d'avoir pu mener à bien l'expédition d'Espagne sans avoir, même momentanément, rétabli la censure, et malgré l'opposition violente de la presse de gauche), Chateaubriand qui, de plus, n'ignorait pas l'hostilité de Sosthène à son endroit, allait manifester plus ouvertement sa désapprobation.

Au mois de janvier Sosthène avait acheté les *Tablettes universelles* à leur directeur M. Costes contre une somme de 180 000 francs. Il comptait bien pouvoir conserver une partie au moins de la rédaction, et utiliser ainsi le journal pour sa politique sans lui faire perdre tout à fait sa couleur d'opposition, et sans que les lecteurs fussent informés du changement de direction. Mais les *Tablettes*, nous l'avons dit, groupaient un certain nombre de collaborateurs jeunes et ambitieux : Thiers, Mignet, Rabbe, Dubois, etc., libéraux très décidés. Au lieu de se prêter à la combinaison nouvelle, ceux-ci publiaient dans les

divers journaux de gauche une lettre où ils annonçaient qu'ils abandonnaient leur collaboration.

Le public se trouvait ainsi mis au courant de l'opération tentée par Sosthène. Sans doute on ne savait pas tout. *Le Courrier français*, tout d'abord, avait voulu rendre le ministère responsable en prétendant que c'était sur la demande d'un ambassadeur étranger, attaqué récemment par les *Tablettes* que, contrairement aux lois en vigueur, la revue aurait été suspendue.

Chateaubriand jugea alors nécessaire de remettre les choses au point, et, en dégageant la responsabilité du ministère, de blâmer ouvertement l'opération d'amortissement des journaux. Le 24 janvier, le *Journal des Débats* publiait la note suivante, d'allure officielle : « On lit dans un journal de l'opposition une historiette fort réjouissante. Un ambassadeur se serait plaint qu'un pamphlet hebdomadaire aurait rapporté une prétendue conversation diplomatique ; il aurait demandé au ministère la suppression de ce pamphlet, comme si dans l'état actuel de notre législation sur la presse le ministère pouvait supprimer un journal.

« Là-dessus le ministère se serait assemblé, aurait délibéré, et, ne pouvant faire mieux ou pis, aurait conclu qu'il fallait acheter les *Tablettes universelles*.

« C'est dommage qu'il n'y ait pas un mot de vrai dans tout cela, Un ambassadeur ne s'est pas plaint ; le conseil ne s'est point assemblé, n'a point délibéré ; et s'il a lu les *Tablettes universelles*, ce qui est douteux, il n'y aura rien vu que ce qu'on voit partout dans les journaux du libéralisme, des calomnies et des fables. Si le propriétaire des *Tablettes* a trouvé à propos de les vendre, s'il a cru que ses intérêts valaient mieux que ses opinions, c'est une affaire à débattre entre lui et ses amis.

« Quant à nous, grands partisans de la liberté de la presse, nous regretterons les *Tablettes* ». On y trouvait de temps en temps le petit mot pour rire. Il était amusant de voir l'opposition réduite aux attaques personnelles, n'ayant plus pour appui que cinq ou six jeunes gens d'esprit qui se cotisaient pour mettre le principe révolutionnaire en bonnes ou en mauvaises plaisanteries. »

Tout le monde reconnut, dans cette note publiée par le journal qu'inspirait Chateaubriand, les idées et presque le style du ministre des Affaires étrangères. Le lendemain *la Quotidienne*, dont le directeur, M. Michaud, était, lui aussi, le plus souvent un défenseur de Chateaubriand, écrivait à son tour :

« L'opinion a dénoncé un achat clandestin qui dénote de la part

« de ceux qui l'ont fait une impuissance complète de pouvoir
« supporter la liberté quand elle est raisonnable, ou une impuis-
« sance plus complète encore de la punir quand elle devient de la
« licence. »

Ces attaques très vives venant de deux des principaux journaux royalistes durent irriter profondément M. de La Rochefoucauld. Monsieur aussi et le roi lui-même, qui avaient soutenu l'entreprise, furent mécontents. Et Chateaubriand, par suite de l'attitude indépendante adoptée par ses amis, donnait de nouveaux griefs à ses adversaires.

Les élections, qui survinrent en février, après la dissolution de la Chambre, allaient achever d'aggraver les choses.

Certes la situation électorale elle-même se présentait pour le gouvernement dans les conditions les meilleures. Les succès militaires, l'échec des conspirations et des divers mouvements révolutionnaires d'Europe, la prospérité financière du pays où les rentes étaient en hausse constante, désarmaient la gauche qui avait bruyamment fait campagne sur le thème de la défaite et des difficultés économiques. Ses candidats, au moment d'entamer la lutte électorale, manquaient de confiance. L'élection d'une majorité de droite était, de l'aveu de tous, assurée, d'autant plus que le ministère se montrait décidé à ne pas négliger les moyens de pression que les ministères de gauche, du temps de Decazes et de Richelieu, avaient appris à utiliser en faveur des candidats officiels.

Par malheur, dans cette voie, Villèle exagérait, plus encore qu'il ne l'avait fait l'année précédente. Il publiait des circulaires enjoignant aux fonctionnaires, sous peine de révocation, de voter pour les candidats du gouvernement. Tout candidat, même royaliste, qui ne serait pas le candidat du gouvernement, devrait être repoussé par eux.

Or le choix de ces candidats officiels avait été fait par Villèle, aidé de Corbière, et inspiré par Sosthène, de façon extrêmement exclusive. Non seulement les chefs les plus ardents de l'extrême droite, La Bourdonnaye et Delalot, étaient écartés, mais aussi un homme du centre, aussi modéré que de Serre, l'honnête ancien ministre de Richelieu, qui, depuis deux ans, était ambassadeur à Naples, et avait eu seulement le tort de faire quelquefois preuve d'indépendance.

Non seulement Villèle refusait à ceux qu'il écartait ainsi l'appui officiel ; il faisait faire violemment campagne contre eux. Sans doute le ministère obtenait de très grands succès partout. La gauche n'avait que seize élus parmi lesquels, il est vrai, quelques-uns de ses plus

remarquables orateurs. Si Villèle, d'autre part, ne pouvait, malgré ses efforts, empêcher l'élection de La Bourdonnaye, il faisait échouer Delalot, Laborie et de Serre.

Cependant son acharnement exagéré avait été maladroit, d'autant plus maladroit que le ministère avait par ailleurs toutes les chances. Aussi provoquait-il une exaspération légitime, aussi bien de l'extrême droite que de la gauche. Toute une série de brochures étaient publiées par des ultras pour attaquer le président du Conseil et ses procédés électoraux. A Paris même l'extrême droite présentait, par représailles contre la liste gouvernementale, une autre liste, en tête de laquelle figurait Vitrolles, qui était soutenue par *la Quotidienne* et qui était un moment sur le point de réussir.

Chateaubriand avait été très embarrassé. Sans doute, malgré l'opposition de Villèle, il n'avait pas renié ses amis de l'extrême droite. Il avait même obtenu que Vaublanc, Donnadiou et quelques autres figurassent, comme présidents de collèges, sur les listes officielles. S'il n'avait pu empêcher les campagnes contre La Bourdonnaye, contre Delalot et contre de Serre, il les avait regrettées et il avait ouvertement déploré leur résultat : « Le pauvre Delalot est exclu, je regrette Laborie, » écrivait-il à Polignac le 8 mars (1). « Il y a remède à tout, disait-il le 16 mars à de Serre (2), et j'espère bien voir quelque jour honorer le département des Affaires étrangères par votre talent à la tribune. » Il semble même avoir, à Paris, marqué quelque sympathie à la liste de Vitrolles.

En même temps, il se lamentait, dans l'intimité, de l'abus qui avait été fait de la pression officielle : « La loyauté de M. de Chateaubriand est révoltée de ce qui s'est passé, écrivait à ce sujet le maréchal de Castellane le 27 février (3). »

Cependant il s'était gardé de faire campagne contre son rival ; il n'avait élevé publiquement aucune protestation. Dans ses lettres à ses agents, il marquait même beaucoup de satisfaction de l'ensemble des résultats, de l'écrasement de la gauche et des heureuses chances d'avenir qui s'annonçaient pour le gouvernement et pour le pays : « La session ouvre le 23, écrivait-il le 16 mars (4) à M. de Laval, « ambassadeur à Rome. Elle sera très favorable. L'opposition de « gauche est réduite à seize membres et celle de l'extrême droite « à dix ou douze. Nous aurons la septennalité, un budget mer-
« veilleux et des fonds publics qui dépassent le pair. Tout cela

(1) *Corr. gén.*, V, 177.

(2) *Id.*, V, 185.

(3) *Journal du maréchal de Castellane*, II, 22.

(4) *Corr. gén.*, V, 184.

« doit donner à nos ambassadeurs de la puissance et de la considération chez les étrangers. »

Ses autres lettres étaient du même ton ; et le soin qu'il mettait à faire valoir les avantages et à dissimuler les difficultés montre qu'il n'avait pas l'intention de rompre avec le président du Conseil.

Mais les difficultés, les différences d'opinion n'en demeuraient pas moins. La campagne électorale n'avait fait que les souligner et les aggraver. Tous les royalistes contre lesquels Villèle avait fait campagne lui en gardaient rancune. Les mécontents des diverses nuances, sans former à proprement parler un parti capable d'entrer en lutte avec le cabinet, se révélaient, dès les premières séances de la Chambre, plus nombreux que les résultats même du scrutin ne pouvaient le faire penser tout d'abord. La vérification des pouvoirs donnait lieu à des protestations vives contre les méthodes de pression officielle employées. La Bourdonnaye était, à titre de manifestation, nommé vice-président contre le candidat ministériel. Et, comme d'autre part à la Chambre des pairs, le ministère, tant parmi les hommes de l'Empire que parmi les pairs de Decazes, avait de nombreux ennemis, une opposition parlementaire allait peu à peu se reformer, prête à donner, si l'occasion se présentait, son appui à tout mouvement hostile au cabinet.

En même temps, les rapports entre les ministres devenaient sans cesse plus difficiles. En particulier, Corbière, le ministre de l'Intérieur, avocat de Rennes connu pour son mauvais caractère et son manque d'usages, et qui, sans grande valeur personnelle, devait toute sa situation à Villèle, se montrait si désagréable pour Chateaubriand que celui-ci, un jour, le 29 mars, écrivait impatienté au président du Conseil la lettre suivante (1) : « Il faut, mon cher ami, que je vous prévienne d'une chose ; Corbière m'a manqué hier encore de parole : je n'ai rien voulu dire au Conseil, et je l'ai laissé nommer tous ses préfets. J'ai deux malheureux neveux sous-préfets depuis 1815 ; j'avais demandé pour l'un des deux, qui est fils de ma sœur, une sous-préfecture de troisième rang. Ce n'était pas grâce, c'est à peine justice. Il est bizarre qu'entre collègues j'en sois réduit à vous prier de solliciter les faveurs de Corbière. Je suis, je pense, assez bon camarade pour qu'on le soit avec moi. Je n'importe guère pour ma famille, et je vous déclare que si ma sœur ne m'écrivait trois fois par semaine, je laisserais Corbière à sa débilité naturelle sans lui demander une place de portier. Arrangez cela si vous le pouvez ; je le désire pour le bien de la

(1) *Mémoires de Villèle*, V, 58.

« paix, car, vous le savez, les petites choses brouillent plus les hommes que les grandes... »

La crise, définitive cette fois, allait éclater à propos du premier projet de loi déposé par le cabinet, le projet de conversion des rentes, qui, voté péniblement à la Chambre des députés, allait être repoussé à la Chambre des pairs. Et trois jours après Chateaubriand allait être renvoyé parce qu'assure Villèle dans ses *Mémoires*, le roi aurait appris qu'il était responsable de l'échec de la loi, et qu'il avait en cette circonstance trahi ses collègues avec la plus complète mauvaise foi.

Tout ce que nous savons déjà de la conduite et des torts respectifs des membres du cabinet, tout ce que nous avons vu des intrigues qui les entouraient doit nous mettre en défiance contre une explication aussi simpliste. Nous pouvons dès maintenant penser qu'il s'agissait d'autre chose.

Au risque d'être entraînés dans une discussion financière assez technique, il est nécessaire d'étudier avec soin le détail de cette affaire assez complexe où les responsabilités sont difficiles à départager, mais où ce que nous savons déjà de la situation va nous permettre de nous reconnaître.

Le 5 avril 1824, aussitôt la session des Chambres ouverte, était déposé sur le bureau de la Chambre des députés le projet de loi suivant : « Le ministre des Finances est autorisé à substituer des rentes 3 % à celles déjà créées par l'État à 5 % ; soit qu'il opère par l'échange des 5 % contre des 3 %, soit qu'il rembourse les 5 % au moyen de la négociation des 3 %.

« L'opération ne pourra être faite qu'autant :

« 1^o Qu'elle aura conservé aux porteurs de 5 % la faculté d'opter entre le remboursement du capital nominal et la conversion du 3 % au taux de 75 francs ;

« 2^o Qu'elle présentera pour résultat définitif une diminution d'un cinquième sur les intérêts de la rente convertie ou remboursée ;

« 3^o Que le Trésor entrera en jouissance de cette diminution d'intérêt au 1^{er} janvier 1826 au plus tard. »

Ce projet n'était pas à première vue le plus urgent pour les royalistes que bien des réformes d'ordre politique et social intéressaient davantage. Il offrait cependant un double intérêt : il allait faire faire d'importantes économies à l'État en réduisant d'un cinquième l'intérêt des rentes, lequel, lors des emprunts émis depuis la Restauration avait été fixé à 5 %, sans compter les primes assurées aux souscripteurs par l'émission des titres à un taux sensiblement inférieur au pair. Et le discours du roi aux Chambres laissait

entendre que les économies réalisées sur le paiement des arrérages serviraient à indemniser les émigrés et tous ceux que la Révolution avaient dépouillés.

Il allait aussi, s'il était adopté, représenter, pour le ministre des Finances, un succès personnel propre à être opposé aux succès diplomatiques et militaires de la guerre d'Espagne, dont ses collègues, plus que lui, avaient l'honneur.

Il s'expliquait en outre par le fait que le succès de la guerre, en rétablissant le crédit, avait eu un heureux effet sur le taux des fonds d'État. Pour justifier son projet, Villèle, dans l'exposé des motifs de la loi, faisait valoir que la rente venait depuis peu d'atteindre et même de dépasser le pair à la cote de la Bourse : « Chargé, dit-il « dans ses *Mémoires*, de veiller aux intérêts financiers de l'État, je « sentis que ce résultat du magnifique développement que prenait « le crédit public m'imposait le devoir de saisir cette occasion unique « pour une dette aussi forte, aussi compacte, constituée à un intérêt « aussi lourd, d'en opérer la réduction et de ramener ainsi le taux « ordinaire des intérêts dans toute la France et sur toutes les entreprises, à un niveau plus conforme aux ressources et aux besoins « de la nation. »

De plus, comme il existait déjà une caisse d'amortissement chargée d'assurer peu à peu la réduction de la Dette publique par le rachat, chaque année, d'un certain nombre de titres de rentes, le ministre voyait, disait-il, l'urgence de prévenir une hausse ultérieure qui « aurait rendu les rachats trop onéreux pour l'État ou qui, si l'État « avait, malgré la hausse, continué à imposer les rachats au pair, « aurait donné à cette opération une couleur d'injustice ».

Depuis lors, des opérations semblables ont été faites à maintes reprises. En France en particulier, plusieurs conversions ont été opérées pendant le cours du dix-neuvième siècle, réduisant l'intérêt servi par l'État à ses rentiers. Et il est admis aujourd'hui que, lorsque l'intérêt moyen servi aux capitaux engagés dans les entreprises industrielles ou commerciales diminue, entraînant par suite une baisse du coût de la vie, c'est le droit et c'est même le devoir de l'État de ne pas faire à ce mouvement une opposition fâcheuse en continuant à maintenir ses rentes à un taux supérieur.

Mais la situation n'était pas la même en 1824. La mesure imaginée par Villèle était toute nouvelle (en France au moins, car l'Angleterre avait, dans les années précédentes, procédé déjà à diverses conversions de rentes). Et tout de suite, dès que le projet de loi fut connu, il rencontra dans le public comme dans les Chambres une opposition très vive et provoqua un violent mécontentement.

En effet, non seulement la nature de l'opération était mal comprise, et l'on confondait le projet de réduction d'intérêt accompagné d'offres de remboursement du capital pour ceux qui n'accepteraient pas les conditions nouvelles d'emprunt, avec les banqueroutes partielles faites par l'État dans des moments de crises, pendant la Révolution et sous l'ancienne monarchie. De plus, c'était une imprudence de lier le projet de réduction des rentes à un projet d'indemnité des émigrés ; on donnait ainsi au public l'impression que l'on allait dépouiller les rentiers en faveur des émigrés et l'on offrait par là aux journaux d'opposition des thèmes faciles de polémique.

Aussi, dès l'abord, Villèle le constate lui-même dans ses *Mémoires*, la mesure fut très impopulaire : « A Paris, dit-il (1), où se trou-
« chaient, à chaque semestre, les huit dixièmes des intérêts de la
« Dette, les classes intéressées dans les rentes 5 % étaient fort
« nombreuses. Il fut facile de les maintenir sous les impressions les
« plus hostiles. C'était un vol, un attentat horrible, que de leur
« enlever ainsi un cinquième de leurs revenus. Il ne fallut rien moins
« que la force acquise par le gouvernement l'année précédente pour
« qu'on ait pu discuter dans les Chambres pendant près de six
« semaines une question aussi mal comprise et par là devenue aussi
« irritante sans qu'il en soit résulté ni rassemblement ni émeute,
« sans même, faut-il le dire, que l'auteur de cette mesure, celui qui
« en soutenait imperturbablement la justice, la facilité, l'utilité, la
« nécessité, ait été mis en pièces, ou seulement insulté au milieu
« de tant d'ennemis de tous les rangs et de toutes les classes.
« C'était les femmes qui se montraient surtout exaspérées. Celles de
« haut parage voyaient, comme conséquence de la conversion des
« rentes, la suppression d'une de leurs voitures ; d'autres la réduction de leur pension de toilettes ; celles-ci la privation d'un maître
« utile à l'éducation de leurs enfants ; celle-là la nécessité de congédier sa cuisinière ; jusqu'aux moindres servantes, le fruit de leurs
« économies laborieuses diminué. Quel homme atroce ce devait être
« que celui qui avait imaginé, une pareille mesure, qui mettait tant
« de persistance à la faire prévaloir. »

« Des lettres de menaces étaient adressées jusqu'à Mme la duchesse d'Orléans, écrit-il ailleurs. » Bref, l'agitation était intense : « Toutes les questions pâliront devant celle du remboursement des rentes, disait *la Quotidienne* ». Et tous ceux qui étaient hostiles à Villèle allaient facilement trouver dans la discussion du projet le moyen d'émouvoir l'opinion et de lutter contre le cabinet.

(1) V, 8.

Villèle n'avait pas entièrement tort quand il attribuait l'hostilité rencontrée par son projet, au mécontentement égoïste des intérêts lésés. Mais il ne disait pas tout. Des arguments plus solides, d'ordre financier et économique, pouvaient lui être opposés, et ce n'était pas seulement le principe de la conversion des rentes, mais le projet du ministère, tel qu'il avait été conçu, qui allait être critiqué dans la presse et dans les Chambres.

Il n'est pas indispensable d'énumérer les brochures nombreuses qui, pendant deux mois, furent publiées sur la question et auxquelles les journaux, ceux de gauche surtout, faisaient une importante publicité. Mais il est important de suivre d'assez près la discussion qui se poursuivait devant les Chambres. Elle fut en effet très sérieuse, et les orateurs ne se contentant pas d'exciter les passions firent, au projet du ministère, des objections très étudiées et, par certains côtés, il faut bien le dire, très justes.

Les débats commencèrent à la Chambre des députés le 24 avril et pendant de nombreuses séances, les orateurs des deux oppositions de droite et de gauche, La Bourdonnaye en particulier, au nom des mécontents d'extrême droite, et Casimir-Perier au nom de la gauche, allaient sans relâche se renvoyer la balle.

La première question qui fut abordée, celle de la légalité de l'opération, ne devait pas longtemps retenir l'attention. Humann, député de la gauche qui, cette fois, parlait en faveur du ministère, et Corbière, ministre de l'Intérieur, démontrèrent sans peine le bien fondé des raisons en vertu desquelles on ne pouvait considérer comme une banqueroute ni le remboursement de la Dette Publique le jour où l'État était en mesure de l'effectuer, ni, s'il y avait lieu, le remplacement des emprunts à un taux élevé par d'autres à un taux inférieur.

Mais les avantages de l'opération telle que Villèle l'avait conçue et son opportunité étaient beaucoup moins évidents. C'est là surtout que la discussion fut sérieuse et, il faut bien le dire, c'est à ce propos que des critiques d'un grand poids furent opposées au projet du ministère.

La Bourdonnaye, le premier orateur qui prit la parole, soutint d'abord que l'intérêt des capitaux dans les entreprises commerciales et industrielles était encore loin d'être à 4 %. La plupart des transactions, disait-il, se traitaient encore à 5 ou 6 %. La meilleure preuve, ajoutait-il, que l'intérêt offert par le projet du ministère n'était pas normal, c'est que le gouvernement avait dû acheter très cher le concours des capitalistes et des spéculateurs, et recourir à une combinaison très onéreuse pour l'État, en signant, avec un certain

nombre de banquiers, un traité dont, ajoutait-il, et le fait était incontestablement exact, on n'avait pas osé communiquer les conditions à la Chambre.

Villèle, en effet, prévoyant le cas où le nombre des rentiers qui n'accepteraient pas la réduction et réclameraient le remboursement de leur capital serait important, avait, pour se procurer les fonds nécessaires, traité avec une société formée de cinq grandes maisons de banque (quatre françaises et une étrangère).

Casimir Perier, prenant la parole après La Bourdonnaye, critiqua les conditions de ce traité. Il aurait, à première vue, semblé logique, si le ministère voulait réduire de un pour 100 le revenu de la rente, que l'on offrît simplement aux rentiers de choisir ou le remboursement ou le remplacement des titres à 5 % par des titres à 4. Pour se procurer les fonds nécessaires aux remboursements demandés, le gouvernement n'aurait eu qu'à faire un emprunt nouveau à 4 % ; et si, en effet, le taux normal de l'intérêt eût été de 4 % et les placements à un taux supérieur très rares d'une part le nombre des rentiers refusant d'accepter la réduction et préférant demander le remboursement de leur capital eût été très restreint, et, de l'autre, l'État aurait facilement trouvé des prêteurs pour son emprunt à 4 %.

Or Villèle avait jugé nécessaire de procéder tout autrement. Et les banquiers auxquels il s'était adressé avaient, pour s'engager à fournir les fonds, exigé la combinaison suivante, à laquelle le ministre s'était rallié : au lieu de remplacer les rentes 5 % par des rentes 4 % et d'ouvrir un emprunt nouveau à 4 % émis à un taux voisin du pair, le 5 % serait remplacé par du 3 % émis à 75 francs. En effet, les titres souscrits à 75 francs étant sans doute destinés à monter, et, la marge entre 75 francs et le pair étant étendue, les banquiers souscripteurs allaient être en mesure, lorsqu'ils négocieraient ensuite eux-mêmes les titres dans le public, de faire, sur chaque opération, des bénéfices plus importants que s'il s'était agi de titres 4 % émis à un taux laissant peu de marge à la spéculation.

Casimir Perier faisait remarquer que la combinaison adoptée laissait en outre peu d'espoir de voir les nouveaux titres atteindre le pair avant longtemps et rendait par suite avant longtemps une nouvelle conversion impossible. En effet, c'est le duc de Broglie, qui en fait la remarque dans ses *Mémoires*, la hausse n'était pas telle qu'on pût espérer la voir continuer sans effort. « C'était le 3 avril, c'est-à-dire deux jours avant la présentation du projet de loi, que le 5 % s'était élevé, à grand'peine, au-dessus du pair. Rien ne garantissait qu'il

s'y maintiendrait ; tout portait à croire que c'était une hausse factice et de circonstance. »

De plus, par la combinaison du gouvernement, le capital nominal auquel correspondait le chiffre de rentes était augmenté de près d'un milliard, de 933 millions exactement, ce qui ne devait pas être sans grever lourdement la dette de l'État en cas de remboursement futur, tandis qu'une réduction moins importante, amenant l'intérêt à 4 et demi par exemple au lieu de 4 aurait sans doute pu se faire par simple échange de titres, sans imposer de charges nouvelles et sans exciter le mécontentement public.

L'argumentation de l'opposition était, on le voit, très solide. Et même Casimir Périer, dont l'attaque cependant avait été très dure, tenant à faire voir que ce n'était pas par esprit de système qu'il agissait ni pour faire par principe une opposition au ministère, terminait son discours en rendant hommage au talent financier de Villèle. « Au surplus, disait-il, je dois rendre justice à M. le ministre des Finances. C'est, après M. le baron Louis, celui qui a le mieux soutenu notre crédit et, sauf cette dernière opération dans laquelle, je suis obligé de dire que je ne le reconnais pas, il a constamment soutenu les principes d'une bonne administration. Je suis sûr que la Chambre sentira que si je combats la loi ce n'est pas pour attaquer le ministère, mais pour m'opposer à une mesure que je crois éminemment mauvaise et à une injustice contre les rentiers. »

Sans doute cependant, Villèle, défendant lui-même son projet par des interventions nombreuses à la tribune, parvenait, appuyé sur sa majorité, à enlever à la Chambre des députés un vote favorable. Mais une minorité assez importante de 145 voix avait voté contre lui. Seul de ses collègues, Corbière avait pris la parole pour le soutenir.

Il n'est pas utile que nous prenions parti entre Villèle et les adversaires de son projet. Il nous suffit de montrer que les arguments de ces derniers étaient sérieux, que leur opposition n'était pas seulement, ni même surtout, systématique, mais en grande partie très raisonnable et très justifiée, et que c'était là un précieux appui pour les adversaires de mauvaise foi qui, à la Chambre des pairs, étaient très nombreux. Aussi, dès que le projet, après le vote des députés, allait être porté à la haute Assemblée, Villèle allait se trouver devant une opposition plus ardente encore et plus dangereuse.

Nous n'avons pas besoin d'entrer dans le détail de la discussion à la Chambre des pairs où nul argument nouveau ne fut apporté. L'intéressant pour nous, mais aussi le plus difficile, serait de pouvoir

reconstituer les intrigues de couloirs, de découvrir les intentions secrètes de ceux qui menèrent l'opposition.

Toutes les opinions en effet se retrouvèrent parmi les adversaires de la loi. Le duc de Lévis, tout d'abord, le rapporteur du projet, qui était un ami de Chateaubriand et un aide de camp de Monsieur, tout en concluant au vote favorable, insistait longuement sur le refus du ministère de communiquer à la Chambre les conditions du traité avec les banquiers, et regrettait qu'on eût adopté un plan qui, en réunissant les banquiers en une seule compagnie, en excluait nécessairement la concurrence et jusqu'à un certain point la publicité, lesquelles, ajoutait-il, sont, en matière d'argent, la sauvegarde de la fortune publique.

Après lui le comte Roy qui, possédant 500 000 francs de rentes sur l'État, était tout naturellement hostile à la conversion, le comte Mollien, Pasquier, Talleyrand, tous hommes de l'Empire, prenaient la parole contre le projet. Ils étaient imités par le duc de Crillon, le duc de Brissac, familiers l'un et l'autre de Monsieur et amis de Mathieu de Montmorency, lequel, un peu plus tard, se vantait lui-même d'avoir voté contre.

Enfin, montait à la tribune l'archevêque de Paris, Mgr de Quelen, qui faisait valoir la triste situation dans laquelle la conversion allait mettre les petits rentiers, privés d'une partie de leurs ressources. « Avocat des déshérités et des pauvres, disait-il, je réclame à cette fin toutes les modifications possibles. » Et l'impression faite par ce discours était si vive que Villèle, inquiet, proposait d'excepter de la conversion les petites rentes.

Mais déjà il était trop tard. Voyant Villèle faiblir, tous ceux qui étaient, à un titre quelconque, mécontents du ministère, s'empresaient de profiter de l'occasion.

« Dans le vote de la Chambre des pairs qui rejeta la conversion, dit « Barante dans ses *Mémoires* (1), se réunirent des opinions et des « cabales fort diverses qui ne se consultaient pas et même se seraient « repoussées l'une l'autre si elles avaient essayé de communiquer. « Lorsque nous entrevîmes la possibilité du succès, la gauche renonça « à se montrer dans la discussion. M. de Broglie, M. Molé et moi « nous gardâmes le silence, bien que nous eussions fort étudié la « question pour être prêts à la traiter. Nous abandonnâmes l'attaque à ces hommes du ministère Richelieu qui ne faisaient pas « peur à la droite et avaient des accointances avec quelques cardinaux. M. de Talleyrand entraînait peu de suffrages, mais

(1) III, 187.

« déploya une grande activité dans l'influence qu'il pouvait exercer.
« (Notons une fois de plus que l'on retrouve Talleyrand mêlé active-
« ment à toutes les intrigues contre la monarchie). Ce fut lui et la
« duchesse de Dino, sa nièce, qui imaginèrent de faire parler l'ar-
« chevêque de Paris. Il fallut du soin, de l'habileté pour l'amener
« là et Mme de Dino y mit bien de l'esprit. Tout ceux dont Villèle
« avaient mécontenté l'ambition, ceux que choquait son élévation,
« travaillaient à lui ôter des voix. M. de Montmorency s'en cachait
« peu et, à vrai dire, les douze ou quinze voix qu'il décida firent le
« sort de la loi. M. de Blacas y travailla aussi, mais, par un vrai tour
« de courtisan, après avoir déterminé le suffrage contraire, il vota
« pour, en laissant voir son bulletin afin de faire constater son
« obéissance au roi. »

« Le 3 juin, le jour du vote, la Chambre des pairs, dit Villèle dans ses *Mémoires* (1), était au grand complet, comme toutes les fois qu'une mesure antigouvernementale devait être adoptée. On y trouvait de ces figures sénatoriales, chargées d'années et de méfaits politiques, qui ne s'y rendaient que dans ces occasions. »

Le premier paragraphe qui emportait le principe de la loi fut rejeté par 15 voix de majorité, le projet entier par 34.

De l'analyse que nous venons de faire, il ressort que les causes de l'échec étaient doubles. Villèle, d'une part, avait eu le tort d'apporter un projet qui, du strict point de vue financier, n'était pas sans défauts graves. Et, d'autre part, tous les mécontents groupés par Talleyrand et la vieille équipe des hommes de l'Empire s'étaient empressés d'exploiter la situation.

Or, sans vouloir reconnaître ses propres maladresses, c'est sur Chateaubriand que Villèle allait faire retomber la responsabilité de son échec.

Il explique sa conduite de la façon suivante :

« Quand le projet de conversion des rentes, dit-il dans ses *Mémoires* (2), avait été mis en délibération, avant l'ouverture de la session, M. de Chateaubriand, loin de le combattre, avait paru y attacher l'intérêt le plus vif ; il avait insisté afin que le traité des banquiers fût terminé à temps pour que le discours du roi à l'ouverture de la session pût contenir l'annonce formelle de cette mesure. » Or, après avoir ainsi été un des premiers à réclamer le dépôt du projet de loi, Chateaubriand ensuite aurait été un des plus ardents à travailler par derrière contre lui dans les salons, dans

(1) V, 36

(2) V, 14.

les couloirs et dans les salles de rédaction. La meilleure preuve serait qu'il aurait refusé de prendre la parole à la tribune en sa faveur.

Le roi aurait eu, quelques jours après le vote, la preuve de cette trahison, et c'est alors que brusquement il se serait décidé à renvoyer sur l'heure le ministre des Affaires étrangères.

Il est vrai que Chateaubriand, d'autre part, dans son *Congrès de Vérone* (1), donne, de sa conduite, une explication tout opposée :

« Nous étions en général, dit-il, contre le principe de la conversion
« ou du remboursement. Cependant nous aurions, faute de con-
« fiance en nos lumières, prêté le secours de notre voix à la majo-
« rité du Conseil si un obstacle n'eût achevé de nous retenir. Nous
« ignorions les conditions du traité entre M. de Villèle et M. de
« Rothschild. M. de Villèle n'en communiqua les articles particu-
« liers qu'à M. de Corbière. Comment aurions-nous pu parler en
« faveur d'une mesure sur laquelle nous ne pouvions avoir d'idée
« arrêtée. Nous commîmes alors une grande faute, la faute de ne
« pas insister sur des éclaircissements. Nous avions une invincible
« répugnance aux explications ; nous restions barricadés dans un
« silence hébété qui ressemblait à une bouderie. D'un autre côté,
« nous craignions, en nous expliquant au Conseil, de faire avorter
« la mesure dans le Conseil même. Nous en vîmes à la détermi-
« nation qui semblait arranger le tout, nos scrupules et notre con-
« fiance dans les lumières de notre collègue : ne point parler comme
« homme, voter affirmativement comme ministre. »

Pour prendre parti entre ces deux explications contradictoires il nous faut revenir en arrière, et considérer de près l'attitude de Chateaubriand depuis le début de la discussion.

Contrairement à ce qu'il dit lui-même dans le *Congrès de Vérone*, il semble bien que Chateaubriand, tout d'abord, n'avait pas été opposé au principe de la conversion ; il y voyait une preuve nettement manifestée du rétablissement des Finances de la France et même, au début, quand il faisait valoir les succès qu'avaient amenés son entrée au ministère, il prenait presque le projet à son compte.

Le 5 mars en effet, il avait écrit à Polignac (2) : « Nos fonds sont à 104, cela doit produire un grand effet pour vous en Angleterre, pays de constitution et de crédit ». Le 19 mars, il avait écrit à La Ferronnays (3) : « Excepté la Russie qui me comprenait et me laissait faire, combien ai-je été tourmenté, harrassé de notes,

(1) II, 381.

(2) *Corr. gén.*, V, 176.

(3) *Id.*, V, 188.

de représentations, et presque de reproches (pendant la dernière guerre), et pourtant qu'est-il arrivé? Voyez ce que nous avons fait depuis que je suis au ministère : la guerre d'Espagne, l'emprunt de 23 millions, *l'élévation de la rente au pair*; les élections totales et royalistes au moyen desquels nous allons avoir la septennalité, *la réduction des rentes*, tout cela en quinze mois. » Et le 3 avril, deux jours avant l'ouverture de la session, il écrivait encore à Mme Récamier (1) : « La session sera pénible ; nous emporterons toutes les lois que nous désirons à une très grande majorité. Il y a beaucoup de talents dans la gauche ; tant mieux, cela nous empêchera de dormir... Quand vous reviendrez, vous trouverez les derniers combats finis, la Chambre des députés installée pour sept ans et un long repos devant nous. »

Mais si, en parlant ainsi, Chateaubriand prouve qu'il n'avait pas été tout d'abord hostile au principe de la conversion, nous n'avons pas de raison de ne pas le croire lorsqu'il nous dit qu'il ignorait les détails du projet de Villèle et les conditions de son accord avec les banquiers. (N'oublions pas que ce sont les conditions très onéreuses de ce contrat qui faisaient la partie faible du projet de Villèle). Il est même vraisemblable qu'absorbé par ses négociations diplomatiques, il n'avait pas eu le loisir d'étudier lui-même cette question. D'ailleurs le ton même des lettres que nous venons de citer indique qu'il ne prévoyait pas l'opposition très violente qui allait se manifester contre la loi. Nous avons même la preuve que cette opposition, quand elle se révéla, le surprit et l'embarrassa. Le 15 avril (2), il écrivait à Polignac : « Nous ne parlons ici que de la rente dans laquelle nous sommes un peu embabouinés pour être allés trop vite. » Le 19 (3) il reprenait, et parlant de Decazes il disait : « Dans ce moment il intrigue, à propos de la réduction des rentes qui rencontre une « grande opposition ; nous avons été un peu vite » et le 9 mai (4) : « Nous n'avons qu'une affaire, celle de la réduction des rentes. La « loi passera aujourd'hui à une grande majorité, mais nous sommes devenus bien impopulaires. »

Il est donc naturel que, lorsque l'opposition éclata, loin de chercher à compromettre sa propre popularité pour défendre à tout prix un projet dont il n'était pas l'auteur et dont, il est à peu près sûr, les principales conditions ne lui avaient pas été communiquées, il regretta de s'être trop avancé. Mais rien ne permet de croire que dans ce

(1) *Corr. gén.*, V, 204.

(2) *Id.*, V, 211.

(3) V, 212.

(4) V. 215.

changement d'attitude, il y ait eu de sa part mauvaise foi ou hypocrisie ; rien ne permet de dire qu'il fut mêlé aux combinaisons de Talleyrand et des autres adversaires de la loi. Non seulement, en effet, Villèle n'apporte aucune preuve de son affirmation. Non seulement aucune trace n'a pu être retrouvée de la participation de Chateaubriand au complot ; mais une foule de témoignages prouvent le contraire.

Clausel de Coussergue, un des plus anciens et des plus intimes amis du ministre des Affaires Étrangères, dans une lettre écrite à Villèle trois mois après le vote, explique ainsi sa propre attitude et celle de son ami (1) : « Je suis persuadé que vous avez cru que j'avais influencé l'opinion de Chateaubriand sur la loi des rentes. Pas le moins du monde. Je n'y voyais que le danger de désaffectionner Paris et la crainte de nuire à la manifestation d'amour du peuple lors de l'avènement prochain de Charles X. M. de Chateaubriand n'y voyait que M. Canning saisissant le moment critique de la conversion des rentes pour faire baisser nos fonds par quelque démonstration hostile. »

Barante, d'autre part qui, de son propre aveu était un de ceux qui avaient eu le plus de part à la campagne contre la conversion, écrit dans ses *Mémoires* (2) : « Chateaubriand n'était pour rien dans cette intrigue contre le projet, mais on savait qu'il n'était pas favorable et il n'essaya pas d'y gagner une voix. »

Ce n'est pas tout. Dans une lettre du 17 mai, Stuart, l'ambassadeur d'Angleterre, assure que certains amis de Chateaubriand, prévoyant un danger pour lui, l'avaient encouragé à prendre les devants, à démissionner de lui-même (3) « pour former le centre d'une nouvelle combinaison où il remplacerait son collègue ; » mais, ajoute Stuart, Chateaubriand avait refusé de se prêter à cette combinaison. De plus, toujours d'après Stuart, divers ennemis de Villèle comptaient sur l'appui du prince de Polignac que Chateaubriand avait fait nommer ambassadeur à Londres, et qui justement à ce moment devait venir faire un séjour à Paris ; et ils le pressaient d'arriver pour les aider dans leurs manœuvres contre Villèle. Or, au même moment Chateaubriand insistait auprès de Polignac pour qu'il ne fît pas le voyage. « Il n'est bon ni pour vous ni pour moi que vous veniez pendant qu'on discute la loi des rentes, » lui écrivait-il le 17 mai (4).

Ainsi donc Chateaubriand, à ce moment semble bien s'être tenu simplement sur la défensive, inquiet pour sa propre popularité, et

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, VI, 34.

(2) III, 187.

(3) *Record office*.

(4) *Corr. gén.*, V, 219.

embarrassé de reconnaître qu'une opposition si générale s'élevait contre le projet que lui-même, avec quelque légèreté, avait tout d'abord accueilli sans défiance.

Mais, dira-t-on, si Chateaubriand n'avait pas eu cette circonstance d'arrière-pensée hostile pour Villèle, comment se fait-il que dans les derniers jours, au moment où son appui pouvait encore rallier quelques votes, il se soit refusé à prendre la parole, en faveur du projet? Villèle n'a-t-il pas quelque raison de voir là la preuve de trahison de sa part.

Pour juger, il faut considérer de près le genre de rapports qui, depuis quelque temps, s'étaient établis entre les deux ministres.

« Le 27 mai, écrit Villèle dans ses *Mémoires* (1), j'eus une vive explication avec M. de Chateaubriand. Je ne lui laissai pas ignorer la part que je voyais, qu'il avait dans l'action des journalistes, des faiseurs de brochure, et de certains membres de la Chambre des pairs, contre une loi qu'il avait cependant approuvée et hâtée de ses instances devant le Conseil et auprès de moi. Il s'en défendit, me fit de belles protestations, mais se garda bien d'aller jusqu'à me proposer de prendre la parole pour la défense de la loi. Je ne trouvais pas qu'il fût digne de ma part de le lui demander. Mon ami Corbière vint au contraire m'offrir son concours et je l'acceptai pour le lendemain. On s'accordait pour regarder le succès de la loi comme douteux. »

Il y a dans cette page des aveux à retenir.

Chateaubriand n'était pas le seul des ministres à garder le silence. Déjà le président du Conseil, lui-même, se rendait compte qu'il allait à un échec. Et, enfin, il faut bien reconnaître que Villèle était loin d'avoir fait tout ce qu'il fallait pour obtenir de son collègue un concours auquel il prétendait tenir si vivement. Non seulement il lui manifestait une défiance très nette en ne lui communiquant pas les conditions du traité; non seulement lui et ses amis avaient multiplié les mauvais procédés depuis plusieurs mois, mais encore, il se contentait d'attendre que Chateaubriand lui offrît de prendre la parole et ne jugeait pas digne de lui-même de le demander directement.

Il faut insister sur cet état de défiance jalouse qui, peu à peu, s'était établie entre les deux ministres. L'un comme l'autre mettait son amour-propre à rester sur la défensive. « Je ne trouvais pas qu'il fût digne de ma part de lui demander de prendre la parole, dit Villèle. » Et Chateaubriand de son côté déclare (2) : « Louis XVIII

(1) V, 30.

(2) *Congrès de Vérone*, II, 385.

nous fit, d'une manière affectée, l'éloge d'un discours prononcé en faveur de la réduction des rentes ; nous n'en persistâmes pas moins dans notre dessein de mutisme. Quelque chien sans doute nous avait mordu. »

Il est vrai que leur gêne et leur embarras réciproques s'expliquent pour nous assez bien, après tout ce que nous avons vu des manœuvres accomplies depuis plusieurs mois par Sosthène et par d'autres intriguants pour les brouiller.

Ainsi donc si Chateaubriand ne fit pas tout ce qu'il aurait pu pour faire réussir le projet de loi de Villèle, nous avons l'à peu près complète certitude qu'il n'était aucunement mêlé au complot ; tandis que Villèle, de son côté, avait fait ou laissé faire tout ce qu'il était possible pour mettre son collègue en défiance.

Et maintenant il reste à considérer comment fut décidé le renvoi de Chateaubriand ; Il reste à comparer les témoignages opposés.

Le jour du vote, sitôt le résultat connu, Chateaubriand s'était approché de Villèle et lui avait dit : « Si vous vous retirez, nous sommes prêts à vous suivre. (1) » Mais Villèle ne considérait pas que son échec l'obligeait à démissionner. (L'usage parlementaire en vertu duquel un ministère mis en minorité doit démissionner, n'était pas encore considéré comme absolu.) Il ne répondit pas et s'en fut, aussitôt après la séance, rendre compte au roi : « Le roi, dit-il, préoccupé des calculs ambitieux et jaloux qui, plus que tout autre motif, avaient dicté aux pairs ce vote déplorable, m'adressa avec émotion ces paroles : Villèle, ne m'abandonnez pas à ces brigands. Restez-moi, je vous soutiendrai bien, comptez-y, soyez-en sûr. Je lui répondis que j'étais entièrement à ses ordres. (2) »

« Ainsi, fait observer Nettement, le succès qu'avait espéré la coalition était-il moins complet qu'on ne l'avait cru. La loi avait échoué, mais M. de Villèle n'était pas renversé. » Il est vrai que, sur ce point, beaucoup déjà, à l'avance, savaient à quoi s'en tenir. Chateaubriand, en particulier, a dit qu'il était informé des intentions de Villèle ; et le fait est confirmé par le marquis de Vérac.

Non seulement Villèle ne démissionnait pas, mais il affectait une parfaite sérénité. Le soir même, il recevait comme d'ordinaire.

« J'eus un monde fou à ma réception, écrivait-il, particulièrement la plus grande partie des pairs de cour qui, entrés dans le complot du rejet, arrivèrent en foule, avant même que le dîner que nous donnions ce jour-là fût terminé, l'œil morne et la tête baissée, donner

(1) *Congrès de Vérone*, II, 386.

(2) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 38.

acte de la profonde tristesse que leur causait le vote monstrueux dont ils avaient hâte de se condouloir. »

Le lendemain vendredi, Chateaubriand et Villèle se rencontrèrent au Conseil, chez le premier ministre. « Le président, dit Chateaubriand, nous parut de sang-froid, comme à l'ordinaire, et discuta sans préoccupation et avec lucidité (1). »

Le samedi 5, on discutait à la Chambre des députés la loi de septennalité. Chateaubriand, désireux de montrer qu'il restait en bons termes avec ses collègues, avait demandé la parole pour répondre à un discours contre la loi prononcé par La Bourdonnaye. Corbière requit d'être entendu le premier sur une loi ressortissant de son ministère. Il resta près de deux heures à la tribune et la séance fut levée sans que Chateaubriand eût pu parler : « Mes collègues et moi-même, dit Villèle, nous eûmes la pensée qu'un sentiment de méfiance n'avait pas été étranger à la manière d'agir de Corbière (2). » On pouvait craindre, en effet, qu'en parlant en faveur de la loi proposée par le ministère, Chateaubriand ne remportât un succès qui eût rendu son renvoi immédiat impossible.

On ne s'en tint pas là ; et, d'après le récit de Villèle, les soupçons du Conseil en vinrent à un tel point que ses collègues et lui voulurent en conférer entre eux. « Corbière, dit-il, fut presque seul à montrer de l'incertitude sur l'avis ouvert par d'autres d'éloigner du Conseil un homme d'une conduite aussi ambiguë. » On ne s'arrêta cependant à aucune décision. Et, d'après Villèle, lui-même se serait abstenu d'émettre une opinion.

C'est le lendemain 6 juin (3), jour de la Pentecôte, que, toujours d'après Villèle, brusquement la décision du roi serait intervenue.

La façon dont les choses se passèrent a été bien des fois racontée. Chateaubriand, venu aux Tuileries pour assister à la messe du roi, sortait de l'office et attendait d'être reçu par Monsieur, quand, tout à coup, son secrétaire accourant lui remit un paquet qui contenait, avec un billet de la main de Villèle, l'ordonnance signée du roi, annonçant qu'il n'était plus ministre.

On a discuté pour savoir si, en arrivant plus tard aux Tuileries, ou en passant auparavant à son bureau, Chateaubriand n'aurait pas trouvé la lettre au ministère même, ce qui peut-être aurait rendu moins insultant le procédé employé envers lui. Quoi qu'il en soit, d'après le récit de Villèle, Louis XVIII, le matin, aurait appelé le président du Conseil, lui aurait brusquement, sitôt la porte de son

(1) *Congrès de Vérone*, II, 387.

(2) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 39.

(3) *Id.*, V, 40.

cabinet refermée, déclaré : « Chateaubriand nous a trahis » aurait exigé le renvoi immédiat du ministre des Affaires Étrangères et Villèle, sans protester, sans demander aucune explication, et se contentant de faire remarquer le peu de temps qui restait, aurait, sur le bureau même du roi, écrit de sa main l'ordonnance et aurait accepté de prendre l'intérim du ministère des Affaires Étrangères.

Ainsi, le roi se serait décidé sans demander même l'avis du président du Conseil. Celui-ci, de son côté, sans rien savoir, sans chercher aucune explication, aurait accepté de rédiger l'ordonnance. Il savait que Louis XVIII à ce moment était déjà très affaibli, très malade ; il savait aussi quelle place tenait Chateaubriand dans le parti royaliste, quelle crise, quel scandale son brusque renvoi allait provoquer ; il savait enfin quelles influences de cour coupables et légères avaient pu influencer l'esprit du vieux prince. Et pourtant, il n'aurait fait aucune observation. C'est bien invraisemblable. Il y a mieux, ce n'est pas vrai. Les diverses correspondances que nous connaissons, celles de Villèle lui-même, nous prouvent qu'il a menti.

Quand il déclare, dans ses *Mémoires*, n'avoir jamais demandé au roi les motifs qui l'avaient décidé, et quand il ose ajouter : « Je n'ai jamais su d'où lui était venue la révélation qui lui fit prendre une aussi brusque détermination », il joue sur les mots. Il ignore sans doute toujours d'où avait pu venir cette révélation, car, très probablement, nulle révélation précise ne put être faite au roi d'intrigues qui, selon toute vraisemblance, n'existaient pas. Lui-même parlant d'une conversation qu'il avait eue trois jours plus tôt avec Louis XVIII, avait dit (1) : « Le roi m'avait semblé fort prévenu contre Chateaubriand. Il cherchait à pénétrer si, dans l'explication qu'il savait que j'avais eue avec lui les jours précédents, je n'avais rien découvert d'une perfidie qu'il paraissait soupçonner. J'en causai avec Corbière le lendemain, 4 juin. Corbière m'avoua qu'il n'en savait pas plus que moi à cet égard. »

Mais s'il n'avait aucun renseignement sur les soi-disant intrigues de Chateaubriand, il n'ignorait pas par contre, toutes les diffamations colportées depuis quelque temps contre le ministre des Affaires étrangères ; il n'ignorait pas surtout les manœuvres de ceux qui, depuis plusieurs semaines déjà, préparaient leur candidature pour lui succéder. C'est en effet, dans sa propre correspondance, que nous retrouvons les traces certaines de ces négociations.

Nous savons assez quels étaient ceux qui, depuis plusieurs mois, déjà, travaillaient contre Chateaubriand ; quels étaient ceux qui

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 39.

s'offraient pour le remplacer. Nous savons l'action menée depuis plusieurs mois par Sosthène de La Rochefoucauld pour faire entrer dans le ministère son père ou son beau-père, et pour s'y assurer lui-même une place ; nous savons l'influence que, par Mme du Cayla, il exerçait sur le roi et sur Monsieur.

Or, le jeudi 27 mai, le baron de Damas avait écrit à Villèle : (1) « Mon cher comte, un tiers que je vous nommerai, car il est de mes bons amis, si toutefois vous y donnez quelque suite, vient de dire à quelqu'un, pour que cela me soit redit, que le duc Mathieu accepterait si cela lui était proposé. Je ne dis ni oui ni non ; je m'en rapporte à vous, car vous connaissez mieux cela. Tout à vous. »

Le 31 mai, raconte Villèle lui-même, une nouvelle démarche était faite par M. de Courtaval, dans le même sens. Bonald, quelques jours après, dans une lettre datée du 12 juin, reconnaît y avoir travaillé également. Et l'on a peine, cela étant, à admettre que le fait de n'avoir pas parlé en faveur de la loi des rentes ait suffi à exclure Chateaubriand, quand les amis de Villèle ne craignaient pas de lui offrir, pour collègue, un pair qui avait ouvertement fait campagne et voté contre la loi.

Le 2 juin, c'était Laborie qui proposait la candidature de Polignac.

Le duc de Doudeauville, de son côté, avec son ton modeste, ne se laissait pas oublier ; et le 6 juin, au matin, avant que le renvoi fût encore annoncé, il écrivait (2) : « Monsieur le comte, n'espérant pas « vous voir aux Tuileries, où je ne pourrai aller ce matin, je crois « devoir vous écrire au sujet de bruits qui circulent pour une place « qui deviendrait vacante. Je veux vous répéter que, toujours fidèle « à mes résolutions de ne vouloir que le bien et de vous seconder en « tout, je suis de moitié avec vous pour refuser cette place, si jamais « on pense à moi. » Puis, à Mme Récamier, toujours en Italie, il écrivait le 9 juin (3) : « Vous saurez avec chagrin, madame, l'éclat qui « vient d'avoir lieu ; depuis quelque temps je le craignais, car on « assurait que M. de Chateaubriand et tout ce qui l'entourait, « travaillait contre M. de Villèle. Je vous ai plus que jamais « regrettée depuis ce temps, car une amie comme vous n'est pas « seulement agréable, elle est utile. (Or, nous le savons, à la même époque son propre fils écrivait à Mme Récamier pour lui conseiller de ne pas encore rentrer à Paris.) « Il semble bien que votre amitié « porte naturellement au ministère des Affaires Étrangères ? M. de « Montmorency l'a rempli, M. de Chateaubriand lui a succédé et on

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 64.

(2) *Id.*, V, 68.

(3) Archives Lenormant.

« parle de moi pour remplacer ce dernier. Mais, depuis qu'il en a été question, j'ai intrigué à ma manière, c'est-à-dire contre moi. Je n'ai d'autre ambition que celle de faire quelque bien, j'en fais un peu où je suis, je n'en ferais peut-être pas ailleurs. Je ne veux donc pas changer. » Ce qui n'empêchait pas que, peu de mois après, il allait accepter le portefeuille de la Maison du roi.

Mais il y a mieux encore : non seulement on manœuvrait, mais, dès avant la fameuse scène du dimanche matin entre le roi et Villèle, il semble bien que le parti était pris. Ce n'était plus guère, en effet, le roi qui gouvernait. Épuisé par la maladie qui l'accablait et dont il devait mourir trois mois plus tard, impotent, pris sans cesse de somnolences et d'absences de mémoire, isolé et dominé par son entourage, Louis XVIII ne pouvait guère être encore en mesure de réagir et de prendre par lui-même une décision motivée. Son frère, chaque jour davantage, se rapprochait du pouvoir. Or, il semble bien qu'à ce moment les adversaires de Chateaubriand avaient complètement gagné le comte d'Artois, au point que, lorsqu'il s'agit de trouver au ministre des Affaires étrangères un successeur, le 13 juin, discutant la candidature de M. de Caraman, le prince allait écrire à Villèle :

« Je ne veux pas presser votre décision pour le ministère, mais j'y pense sans cesse : l'idée de Caraman est encore celle qui me paraît offrir non des avantages, mais le moins d'inconvénients. L'opinion est faite sur son compte et on le juge à peu près comme le roi. Ses liaisons sont presque toutes avec les cardinalistes. Mais : 1^o *il est ennemi de Chateaubriand*; 2^o *il a des connaissances en politique étrangère.* »

Et non seulement le prince distribuait dans cet ordre curieux les mérites de son candidat, mais depuis le samedi 5 juin son opinion était faite et ce jour-là déjà il avait lui-même pressé Villèle de se séparer de Chateaubriand (1) : « J'ai reçu votre billet avant le dîner, écrivait-il, et le roi ne m'a rien dit. J'avoue que l'hésitation de notre bon Corbière me fait une vraie peine, et cependant voilà encore un jour de perdu. J'espère que vous allez mieux, du moins vous bien reposer et qu'enfin, demain, vous pourrez réussir à décider Corbière. Cette décision me paraît tout à fait nécessaire et vous n'avez plus que la journée de demain. Par bonheur, Chateaubriand n'a pas parlé à la Chambre ; mais il est hors de doute qu'il sent sa position, s'il ne la connaît pas entièrement, et ne pouvant plus servir, il fera du mal. »

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 73.

Cette lettre est assez claire et l'on peut, sans invraisemblance, se dire que, plus encore que la scène du lendemain, une lettre comme celle-là devait décider des événements,

Au dehors même, chacun savait déjà qu'une solution était proche : « Je ne puis croire, écrivait l'ambassadeur d'Angleterre dès le 31 mai (1), que l'union entre les deux ministres puisse durer longtemps... Le temps est proche sans doute où ils cesseront de siéger dans le même cabinet. » Le renvoi prochain de Chateaubriand était même si connu dans le public que *le Constitutionnel*, dans son numéro du 6 juin, composé par conséquent la veille, écrivait : « Aujourd'hui « comme hier on continue à parler d'un changement partiel dans « le ministère. Et, chose étrange, c'est celui des ministres qui sem-
« blait avoir reçu l'atteinte la plus directe par le rejet de la loi sur
« les rentes qui, selon les on-dit, conserverait plus d'influence que
« jamais dans le cabinet, tandis que quelques-uns de ses collègues
« qui sont restés à peu près étrangers à la discussion sont présentés
« par les bruits publics des salons, de la Bourse et des coteries d'ar-
« gent comme étant sur le point d'être remplacés. »

Villèle donc, quoi qu'il ait dit dans ses *Mémoires*, n'avait pas attendu les ordres du roi et la brusque révélation d'un complot pour accepter le renvoi de Chateaubriand. Ce renvoi était la conséquence logique des projets qui, depuis de longs mois, se tramaient contre le chef, trop hautain certes et surtout gênant du parti royaliste. Villèle, qui n'avait sans doute pas exigé lui-même le renvoi de son collègue, était au courant de ce qui se préparait. Il subissait l'influence des gens de cour dont Sosthène de La Rochefoucauld était l'un des principaux et qui, pour satisfaire leurs ambitions de coterie, compromettaient l'avenir du parti royaliste et celui du régime. Son caractère jaloux et défiant le poussait à prêter de noirs desseins à son rival. Depuis qu'il avait sa majorité à la Chambre, il se croyait assez fort pour rompre. Loin de pousser à la conciliation, il ne se montrait pas difficile sur les preuves. Et peut-être, bien qu'elle vienne d'un adversaire politique, peut-on signaler comme assez juste l'explication que le duc de Broglie, dans ses *Mémoires* (2), donne à l'attitude du président du Conseil : « M. de Villèle avait entrepris en vrai Gascon d'exploiter au profit de sa situation personnelle l'ascendant acquis au ministère dont il était le chef par cette guerre d'Espagne entreprise en dépit de lui. »

C'est pour cela qu'il tenait tant à la loi qui était son œuvre propre

(1) *Record office.*

(2) II, 404.

et sur laquelle il comptait pour asseoir sa réputation. C'est pourquoi aussi son amour-propre blessé n'hésitait pas, par vengeance, à sacrifier Chateaubriand, quitte à provoquer une crise très grave, tandis que Chateaubriand, sentant la nécessité de maintenir l'union, avait cherché à éviter la rupture.

C'est donc bien à Villèle qu'incombent les plus lourdes responsabilités.

Est-ce à dire que Chateaubriand, en tant qu'homme politique, soit, de son côté, sans reproche? Non certes. Si ce n'était pas lui en effet qui avait provoqué la rupture, s'il n'avait pas, comme on l'a prétendu, cherché par vanité à remplacer le président du Conseil et si la chute s'explique surtout par les manœuvres des petits esprits de cour jaloux du grand homme qui les dominait en les dédaignant un peu, et avides de se débarrasser du chef que son génie même tenait à l'écart de leurs préoccupations, il n'en avait pas moins, de son côté, commis et laissé commettre des imprudences.

Plus d'un de ses partisans, se laissait aller à de maladroits bavardages de salon et à des flatteries trop grossières; et c'est ainsi que Mme de Duras lui faisait plus de tort que de bien par des boutades comme celle que rapporte Villemain (1) : « M. de Chateaubriand, aurait-elle dit, ne rompra pas. Il ne peut pas plus se passer de M. de Villèle que le cardinal de Richelieu n'eût voulu renoncer au père Joseph. »

Lui-même surtout avait commis une faute qui, pour un chef politique, était grave.

Il n'ignorait pas, il ne pouvait pas ignorer les intrigues dont il allait devenir la victime. Nous avons vu que les journaux étaient au courant. Lui-même reconnaît qu'on l'avait prévenu. Le 4, la veille du jour où il devait parler à la Chambre sur la septennalité et où Corbière l'en empêcha, « mon secrétaire, dit-il (2), rencontra sur le boulevard M. de Rotschild; celui-ci lui demanda si nous comptions parler sur le septennalité; le secrétaire répondit : sans doute; le maître des rois repartit : il faut savoir si on lui en laissera le temps. » Ailleurs, quand il raconte comment Corbière l'empêcha de monter à la tribune, il laisse entendre qu'il s'était rendu compte tout de suite de la manœuvre, mais que par indifférence ou dédain il n'avait pas protesté : « Nous trouvâmes cela tout simple, nous cédâmes notre tour. Il n'y a pas d'apprenti en politique qui ne nous jouât sous jambe... Bonhomme, sans bonhomie nous voyons qu'on nous attrape et nous

(1) VILLEMMAIN, *la Tribune moderne*.

(2) *Congrès de Véronne*, II, 387.

nous laissons attraper. Il est plus commode d'être dupe que de s'évertuer à ne pas l'être. » Dans la soirée, ajoute-t-il, plusieurs amis étaient venus le voir : « Ils nous grondèrent de n'avoir pas gardé la parole. Ils n'étaient pas sans inquiétude. Nous leur répondîmes : nous renvoyer demain? tout à l'heure si l'on veut. »

C'est là sans doute qu'est sa faute ; contre les intrigues qu'il connaissait, il ne chercha pas à se défendre. Il aurait pu aller directement trouver le roi, plaider sa cause, faire valoir ses droits, montrer les dangers incalculables que son renvoi allait entraîner, répondre aux accusations dont il était l'objet par d'autres accusations pour lesquelles les arguments ne lui manquaient pas. Il préféra dédaigner ses adversaires et ne songea pas à prendre leurs armes pour lutter contre eux au moment où, somme toute, c'eût été son devoir de ministre de le faire, puisque lui seul maintenait l'union des droites et le respect des institutions constitutionnelles, puisque lui seul était capable de poursuivre et de mener à bien la politique qu'il avait conçue.

Par goût ou par attitude, il prétendait ne pas se laisser absorber par les ambitions et les intrigues de la carrière politique. Sans doute quand le but à atteindre le passionnait ou quand il s'agissait de montrer de quoi il était capable, il savait, nous l'avons vu, poursuivre un travail acharné, se consacrer entièrement aux affaires les plus absorbantes, diriger avec une grande clairvoyance d'utiles et de nobles desseins. Il savait grouper ses partisans, chercher et trouver pour une polémique l'argument frappant, la tactique ingénieuse, et il ne ménageait à l'occasion nulle peine et nul effort. Mais aussi, une fois connues, mesurées et jugées les jouissances du succès, il craignait de paraître, aussi bien à ses propres yeux qu'aux yeux des autres, absorbé par des calculs d'ambition égoïste. Il avait trop l'obsession de la vanité de tout pour accepter de s'acharner à conserver les avantages du pouvoir, même si au fond il devait ensuite souffrir dans son amour-propre de se voir écarté. Il voulait aussi garder, comme pendant son ambassade de Londres, des heures pour rêver à son aise et ne pas sacrifier aux méprisables satisfactions de l'orgueil et de la vanité, les songeries qu'il aimait et qu'il estimait mille fois plus dignes de l'occuper que les joies grossières de la puissance et des honneurs.

De plus, il ne faut pas l'oublier, il restait gêné et embarrassé dans la société des gens de cour ou d'affaires. L'attitude gourmée qu'il prenait trop souvent avec eux et ses brusques besoins de solitude n'étaient parfois, il le reconnaît lui-même, qu'un manque d'aisance. Il semble avoir été assez près de la vérité lorsqu'il écri-

vait (1) : « Où étaient mes intrigues et mes ambitions? Avais-je désiré
 « la place de M. de Villèle en allant seul et caché au bois de Bou-
 « logne? Ce fut cette vie étrange qui me perdit. J'avais la simplicité
 « (le mot ici est impropre) de rester tel que le Ciel m'avait fait et,
 « puisque je n'avais envie de rien (ceci encore mériterait explica-
 « tion), on crut que je voulais tout. *Aujourd'hui je reconnais très*
 « *bien que ma vie à part était une grande faute.* »

C'est qu'en effet, si par moment il cherchait à humilier ses rivaux, comme nous l'avons vu faire lors de l'affaire des cordons, il n'avait pas assez d'avidité et trop d'orgueil pour redouter avant tout de perdre sa place : « La vérité, dit-il (2), est que nous n'avons aucune
 « ambition ; c'est purement la passion qui nous manque parce que
 « nous en avons une autre dominatrice. Lorsque nous priions M. de
 « Villèle de porter au roi quelque dépêche importante pour nous
 « éviter la peine d'aller au château, afin de nous laisser le loisir de
 « visiter une chapelle gothique dans la rue Saint-Julien-le-Vieux, il
 « aurait été bien rassuré contre notre ambition s'il eût mieux jugé
 « de notre candeur puérile ou de la hauteur de nos dédains. Rien
 « ne nous agréait dans la vie positive hormis peut-être le minis-
 « tère des Affaires Étrangères. Nous n'étions pas insensible à l'idée
 « que la patrie nous devrait dans l'intérieur de la liberté, à l'exté-
 « rieur l'indépendance... M. de Villèle ne le remarqua pas ; notre
 « esprit pouvait tendre à la domination, mais il était dominé par
 « notre caractère. Nous trouvions plaisir dans notre obéissance
 « parce qu'elle nous débarrassait de notre volonté. Notre défaut
 « capital est l'ennui, le dégoût de tout, le doute perpétuel. »

Sans doute ne faut-il pas se fier complètement à de telles phrases. Elles ont été écrites vers 1838, après la chute du régime auquel Chateaubriand avait consacré toute son activité politique, à l'époque où, pauvre et dégoûté, après la révolution de 1830 et le triomphe de la bourgeoisie orléaniste qu'il méprisait, il prévoyait la chute définitive de la royauté et écrivait avec amertume : « On s'endort au bruit des royaumes tombés pendant la lutte et que l'on balaie chaque matin devant nos portes. »

En 1823-1824, il n'avait pas les mêmes raisons de tristesse et de pessimisme. Nous avons vu qu'il avait dépensé depuis 1815, dans son rôle de chef de parti puis de ministre, une belle activité, et que tout récemment encore il envisageait l'avenir avec une confiance joyeuse. Nous avons vu aussi qu'il ne s'était pas, autant qu'il le prétend, con-

(1) *M. O.-T.* IV, 287.

(2) *Congrès de Vérone*, II, 409.

tenté toujours de dédaigner les intrigues, puisque, au moment du renvoi du duc de Bellune, il avait su résister à Sosthène. Et d'ailleurs il était si peu préparé à accepter sa chute et si peu dégoûté de la vie, que nous allons le voir se venger avec passion.

Il est vraisemblable qu'il ne soupçonnait pas que cette chute serait si brusque ni l'injure qu'on allait lui faire si grossière. « Ils n'oseront pas, » répondait-il parfois quand on lui parlait de son renvoi prochain. Villemain nous a raconté la stupeur que cette mesure désastreuse allait provoquer dans le public ; lui-même, comme les autres, semble bien ne pas avoir imaginé jusqu'où irait l'impudente audace de ses ennemis.

Somme toute, ni le sens politique, ni le désintéressement, ni les talents d'un homme d'État ne lui manquaient. Beaucoup plus que son amour-propre, sa vanité et son dilettantisme, ce sont les mesquines et jalouses intrigues de ses adversaires que l'on doit tenir pour responsables de sa chute.

Sans doute, dans la partie très difficile et aussi très importante qu'il avait accepté de jouer, on doit lui reprocher de n'avoir suffisamment dominé ni l'inquiétude de son caractère, ni ses dédains d'homme de génie et de n'avoir pas su, pour répondre aux attaques de ses ennemis, accepter de se servir des mêmes armes qu'eux. Il n'en reste pas moins que c'est lui, qui, depuis dix ans, avait eu en politique le rôle le plus ferme, les conceptions les plus justes, lui qui avait assuré à la monarchie ses plus belles années, lui qui, après un moment de désarroi, avait rouvert devant elle les plus beaux espoirs. Le sort du régime se trouvait lié, le mot n'est pas trop fort, à son propre destin. Il était à la fois trop nécessaire, trop noble et trop tourmenté de caractère pour qu'il n'eût pas été sage, indispensable, et somme toute assez facile de tout faire pour le ménager. Lui parti, renvoyé, humilié, le parti royaliste livré à des hommes de cour trop légers, absorbé dans des intrigues plus maladroites encore que coupables, allait perdre l'autorité qui lui avait assuré le pouvoir. Villèle, en cédant au clan de Sosthène de La Rochefoucauld, en laissant partir Chateaubriand, en le renvoyant pour se débarrasser d'un rival gênant, commettait une faute impardonnable que toute son habileté financière n'allait pas compenser. C'était la décadence de la Restauration qui allait commencer.

CHAPITRE VIII

L'OPPOSITION A VILLÈLE. — LA CAMPAGNE DES « DÉBATS »

(1824-1827)

Chateaubriand, résumant dans ses *Mémoires* la nouvelle période de sa vie qui s'ouvrait à son renvoi du ministère, écrivait en 1839 (1) : « N'eussé-je pas mieux fait de me taire? Sans doute, avec du silence et de la modération, comme on disait, j'aurais été loué de la race en adoration perpétuelle du portefeuille. En faisant pénitence de mon innocence, j'aurais préparé ma rentrée au Conseil. C'eût été mieux dans l'ordre commun, mais c'était me prendre pour l'homme que point ne suis. C'était me supposer le désir de ressaisir le timon de l'État, l'envie de faire mon chemin, désir et envie qui, dans cent mille ans, ne m'arriveraient pas...

« L'idée que j'avais du gouvernement représentatif me conduisit à entrer dans l'opposition. L'opposition systématique me semble la seule propre à ce gouvernement. L'opposition surnommée de conscience est impuissante... l'opposition dite de conscience consiste à flotter entre les partis, à ronger son frein, à voter même, selon l'occurrence, pour le ministère, à se faire magnanime en enrageant. Tant que l'Angleterre a été saine elle n'a jamais eu qu'une opposition systématique : on entrait et on sortait avec ses amis ; en quittant le portefeuille, on se plaçait sur le banc des attaquants. Comme on était censé s'être retiré pour n'avoir pas voulu accepter un système, ce système étant resté près de la couronne devait être nécessairement combattu. Or, les hommes ne représentant que des principes, l'opposition systématique ne voulait emporter que les principes lorsqu'elle livrait l'assaut aux hommes. »

Les uns ont approuvé cette doctrine de l'opposition systématique, d'autres l'ont blâmée, d'autres encore, la plupart, ont accusé Chateaubriand de ne l'avoir inventée, en 1824, que pour servir ses rancunes,

(1) *Congrès de Vérone*, II, 411.

sans se soucier de nuire à la monarchie ; tous, en tout cas, appréciant d'après elle le système adopté par Chateaubriand au lendemain de son renvoi, ont, d'après elle, jugé sa conduite depuis le mois de juin 1824 jusqu'à la chute du ministère Villèle en 1827.

Le malheur seulement est qu'elle exprime assez mal la réalité. Ce n'est pas au moment de sa chute ministérielle que Chateaubriand l'improvisait, c'est quinze ou vingt ans plus tard, quand, une fois le régime tombé à son tour, vieux, dégoûté, il dédaignait de revenir au détail des événements, et, simplifiant à outrance, il faussait l'explication des faits, il donnait lui-même des armes à ses ennemis.

Pour juger avec justice, nous ne pouvons pas nous en tenir là. Son opposition fut loin en effet d'être aussi systématique qu'il le dit. Avant de s'y décider, il traversa bien des hésitations où se mêlèrent tous ses états d'esprit contradictoires, tous ses scrupules, toutes ses rancunes, et aussi tout son souci lucide du bien de l'État. Il fallut que Villèle multipliât les maladresses et les fautes pour qu'il prît son parti ; et on pourrait plutôt lui reprocher de ne pas avoir lutté avec assez de suite.

Mais, avant d'entrer dans le détail, pour bien comprendre, pour apprécier d'une part l'attitude adoptée par Chateaubriand et, d'autre part, les conséquences que cette attitude allait comporter, il nous faut considérer la situation du ministère, des partis et des hommes au moment de sa chute.

Villèle, malgré ses origines royalistes, s'était senti d'instinct, dès le début de sa carrière parlementaire, plus de sympathie pour les goûts et la tournure d'esprit des administrateurs de l'Empire et de la bourgeoisie censitaire nouvelle que pour ceux des hommes de la droite aristocratique. D'instinct, les défauts comme les qualités de ces derniers lui étaient également antipathiques. Secrètement il jalousait, sans les apprécier, ceux d'entre eux qui avaient de la valeur. Administrateur consciencieux mais têtu et terre à terre, avide de pouvoir mais sans finesse et sans souplesse, il se défiait d'eux sans comprendre comment la monarchie pouvait les utiliser. Chateaubriand, il semble bien, l'a plus tard assez justement défini en disant (1) : « Je suis convaincu que les solides qualités de cet « habile ministre étaient inadéquates à l'heure de son ministère ; il « était venu trop tôt sous la Restauration. Les opérations de finances, « les associations commerciales, le mouvement industriel, les canaux, « les bateaux à vapeur, les chemins de fer, les grandes routes, une « société matérielle qui n'a de passion que pour la paix, qui ne rêve

(1) *Congrès de Vérone*, II, 415.

« que le confort de la vie, dans cet ordre de choses, M. de Villèle eût « été roi. »

Le fait est, nous l'avons dit, que, dès 1821, au moment où grâce aux campagnes du *Conservateur*, le pouvoir s'était offert à lui, Villèle avait tenté d'abord de s'appuyer plus sur le centre que sur son propre parti. Ce n'était pas sa faute si la tentative avait, à ce moment, échoué. Les hommes du centre, à qui son passé et sa loyauté royaliste n'inspiraient pas confiance, s'étaient refusés à l'accord. D'ailleurs, dans son parti, il était encore loin d'être le maître. Il lui avait fallu compter avec les chefs de l'extrême droite qui, beaucoup plus que lui-même, avaient contribué à renverser le ministère Richelieu. Il avait dû accepter la combinaison d'union des droites réclamée si sagement par Chateaubriand.

Depuis, il avait dû, malgré lui, souscrire à la guerre d'Espagne. Mais il n'avait envisagé qu'avec défiance et sans bien en comprendre la portée, la politique de son parti et les réformes réclamées par ses amis. Pour s'imposer, il avait sourdement, en partie inconsciemment, travaillé contre ses rivaux de la droite ; il avait accueilli contre eux toutes les suggestions des intrigants, il avait vu peu à peu s'aggraver la défiance jalouse que Chateaubriand lui inspirait ; pour devenir président du Conseil d'abord, pour assurer son pouvoir ensuite, il avait, avec une outrecuidance irréfléchie, rompu de plus en plus nettement avec les chefs parlementaires du parti ; en 1824, au moment des élections, il avait, par une intense pression officielle, divisé la cause royaliste et fait sa majorité à la Chambre des députés en combattant non seulement les chefs de la gauche, mais aussi La Bourdonnaye, Delalot et leurs amis.

Or ceux-ci, qui n'avaient pas été complètement vaincus, formaient à l'extrême droite un clan, un petit groupe d'aigris dont l'influence, après la chute de Chateaubriand allait se révéler plus considérable qu'on ne le pouvait penser tout d'abord. Et cette tactique n'avait rallié au gouvernement aucun des anciens ministres des cabinets Richelieu et Decazes, ni aucun des chefs parlementaires du centre dont l'influence restait forte sur l'opinion.

Sans doute, en effet, les Broglie, les Pasquier, les Molé, les Barante n'étaient pas mécontents de voir la droite divisée, et divisée par le président du Conseil lui-même ; mais de même qu'en 1821 ils avaient déjà une première fois refusé leur appui à Villèle, ils se gardaient bien, cette fois encore, de se compromettre en intervenant en sa faveur. « Tout cela ne nous concerne plus (1), écrira Barante à

(1) *Souvenirs du duc de Broglie*, III, 287.

Decazes le 3 novembre 1825 en lui parlant des dissensions de la droite. Ce spectacle me plaît assez, je ne suis pas pressé de le voir finir. » Et à la Chambre des pairs, par une opposition tantôt sourde, tantôt ouverte, ils n'allaient pas manquer d'envenimer les choses.

Sans doute, Villèle avait pour le soutenir à la Chambre des députés la majorité qu'il avait fait élire. Mais cette majorité, il le savait mieux que personne, ne contenait aucun des hommes de valeur, et n'avait pas d'action sur l'opinion. Moins que jamais à cette époque il ne suffit de distinguer les ultras et les modérés. Il faut encore séparer très nettement les ultras de cour et d'intrigues et les ultras parlementaires. Toutes les personnalités distinguées, aussi bien à l'extrême droite qu'à gauche et au centre gauche, tous les journalistes indépendants étaient contre la majorité de Villèle.

Pour se soutenir, puisque l'opinion était contre lui, Villèle, plus qu'aucun autre ministre, avait besoin de l'appui personnel du roi. Or, pour agir sur le roi, qu'il s'appelât Louis XVIII ou Charles X, il fallait l'intermédiaire de ses familiers. Et ceux-ci, groupés autour de Sosthène de La Rochefoucauld, étaient pour la plupart des intrigants exaltés, qui, sans avoir les larges vues de quelques-uns des chefs de l'extrême droite, interprétaient dans leur sens le plus intolérant et le plus étroit les thèses ultra-royalistes, et qui de plus, nous l'avons vu, étaient à l'antipode des préoccupations d'accord avec le centre que Villèle, tout d'abord, avait fait siennes.

Mais, après s'être, comme il l'avait fait, séparé de toutes les forces d'opinion, Villèle n'en allait pas moins, de jour en jour davantage, être obligé, pour se maintenir au pouvoir, de se faire le prisonnier de Sosthène; et ce qui allait expliquer une telle association, ce qui allait la rendre plus dangereuse encore, c'est qu'en fait si Villèle avait, instinctivement, des goûts d'homme du centre, il n'avait, à proprement parler, aucun programme ni aucun système précis auquel se rattacher pour résister. La seule question qui le passionnait, la seule sur laquelle il eût des vues personnelles était la question financière, et c'est par là que Sosthène allait le manœuvrer. Avec son esprit entêté, étroit et sans souplesse, il allait s'acharner à faire triompher, en leur sacrifiant s'il le fallait tout le reste, ses projets financiers, qui, ingénieux souvent, étaient parfois aussi très compliqués. Pour mieux le tenir, pour mieux s'imposer à lui dans tous les autres domaines, Sosthène allait soutenir ses projets financiers et, lui imposant sur tout le reste ses vues intransigeantes et aveugles, l'entraîner peu à peu aux exagérations qu'il avait le premier désapprouvées.

En quelques années la popularité de la guerre d'Espagne, que le rétablissement politique de 1822 avait assurée au régime, allait s'effriter, la gauche allait renaître, tandis que la droite divisée allait s'affaïsser à nouveau.

Sans doute ce mouvement n'allait pas être continu ; il allait connaître des haltes, des moments de répit pendant lesquels, si Villèle l'avait voulu, s'il avait su ménager l'opinion, un accord eût été possible.

Mais celui-ci, au contraire, allait s'entêter dans son étroite et égoïste intransigeance ; il n'allait laisser aux gens intelligents que la ressource d'une opposition qu'il n'allait pas dépendre d'eux de ne pas faire systématique.

Telle étant la situation que nous allons voir se développer, nous allons pouvoir comprendre et juger l'attitude adoptée et la conduite suivie par Chateaubriand.

Le 6 juin, dès qu'avait commencé à se répandre à Paris la nouvelle du brusque renvoi du ministre des Affaires Étrangères, ç'avait été, dans les milieux politiques et cultivés, une stupeur et un scandale.

Malgré les bruits qui avaient circulé de côté et d'autre les jours précédents, aucun de ceux qui avaient le sens et le souci de l'opinion publique ne croyaient la rupture, surtout une rupture aussi brutale, sérieusement possible.

La veille au soir, sur la terrasse de Saint-Germain, dans le jardin de la villa que Mme de Duras avait louée pour l'été, tandis que la jeune poétesse Delphine Gay récitait des vers qu'elle venait de composer à la gloire de Velléda, au milieu d'un cercle nombreux de diplomates, d'hommes politiques et de gens de lettres, Capo d'Istria, le ministre russe, de passage à Paris, disait, approuvé chaleureusement par tous : « Je souhaite que M. de Chateaubriand ne sorte pas du pouvoir. Il représente cet honneur désintéressé, ce goût des entreprises généreuses, cette politique de la gloire pour elle-même qui convient à l'honneur de la France (1). »

M. de Falloux, alors étudiant, assurait dans ses *Mémoires* que la jeunesse des écoles pensait exactement de même : « Dans la désastreuse rupture entre Chateaubriand et Villèle, écrit-il, nous prenions généralement, mes amis et moi, parti pour Chateaubriand. Nous sentions que Chateaubriand était un des bijoux de la couronne et que l'on enlevait du lustre à la royauté en le détachant. »

Les gens de lettres enfin, aussi bien les jeunes romantiques,

(1) VILLEMAIN, *la Tribune moderne*, p. 364.

alors ardemment royalistes, groupés autour de Victor Hugo débutant, que les hommes déjà plus mûrs et plus modérés d'opinion, eux aussi, d'un commun élan ressentient, comme une insulte personnelle, l'injure faite à Chateaubriand. Non seulement en effet, autant et plus que d'autres, ils étaient sensibles à ce « lustre » que la gloire de Chateaubriand donnait à la monarchie, mais ils trouvaient en Chateaubriand leur protecteur et leur appui.

Tandis que Corbière ne se cachait pas de souhaiter à tous les écrivains « 1200 francs de pension dans un grenier » ; tandis que Villèle se contentait de répondre d'ordinaire à l'envoi d'un livre : « J'ai reçu, monsieur, votre ouvrage et je vous remercie de cet envoi », Chateaubriand seul, de tous les hommes au pouvoir, savait, assure Villemain (1), accueillir et encourager les gens de lettres.

C'est le même Villemain, alors jeune et brillant professeur à la Sorbonne, libéral d'instinct mais sensible, comme tous les esprits raffinés de cette époque, aux grandeurs que la monarchie restaurée apportait à la France, qui nous a laissé le récit le plus ému de cette journée.

La veille, il avait assisté au dîner de Saint-Germain chez Mme de Duras. Revenu fort tard à Paris, tout ému du souvenir de cette brillante soirée où, dit-il, « le plaisir de la conversation était allé jusqu'à l'enthousiasme, » il s'était endormi à trois heures du matin, « la tête remplie de poésie homérique et de catastrophes géologiques ». Puis, le lendemain, il se préparait « à passer une belle journée de Pentecôte à rêver des mêmes choses hors de Paris, « lorsque, écrit-il, » sortant vers une heure, je rencontraï un des auditeurs de la veille, un spirituel anglais M. Frisell (Frisell était depuis de nombreuses années un ami personnel de Chateaubriand) : « J'allais chez vous, me dit-il, j'étouffe d'impatience. Chateaubriand n'est plus ministre, il est destitué comme un commis ; quel coup pour les Bourbons et de leurs propres mains ! Vous savez combien je l'aime, venez vous écrire chez lui. »

Déjà tout le faubourg Saint-Germain, toute la Chambre des pairs, une foule de gens de lettres, parmi lesquels on remarquait, avec Victor Hugo, son ami le jeune Alfred de Vigny, accouraient au domicile particulier de Chateaubriand rue de l'Université, tandis qu'affluaient des lettres de condoléances et de sympathie.

Pendant ce temps Bertin, le directeur des *Débats*, allait voir Villèle pour protester auprès de lui. Les Bertin cependant, bien qu'ils fussent depuis longtemps les amis personnels de Chateaubriand,

(1) Voir VILLEMMAIN, ouv. cité

avaient, quelques mois auparavant, semblé prendre le parti de Villèle. Avec lui ils avaient, un moment, fait campagne contre le projet d'expédition en Espagne ; ils avaient à plusieurs reprises soutenu les méthodes électorales du président du Conseil en qui ils voyaient ou s'imaginaient voir un ennemi des exagérations des gens de cour et même, sans pourtant aliéner leur indépendance, ils avaient accepté une subvention du ministère. (Il ne faut pas du reste confondre les *Débats* avec Chateaubriand. Leur point de vue politique n'était pas absolument le même. Chateaubriand gardait un souci aristocratique que les *Débats* n'avaient pas, et sa foi monarchique était plus passionnée. La grave maladresse de Villèle, en rompant avec Chateaubriand, fut, sur un certain nombre de questions essentielles, de faire contre lui l'unanimité des esprits, à quelque titre que ce fût, libéraux ou fidèles de la Charte.)

Mais ils comprenaient que la rupture de Villèle avec Chateaubriand assurait le triomphe du parti de Sosthène de La Rochefoucauld, et l'abandon de la politique constitutionnelle de respect de la Charte qui avait seule permis aux royalistes de vaincre la gauche plus ou moins antidynastique qui soutenait les cabinets précédents.

Aussi est-ce une protestation extrêmement vive que Bertin apportait à Villèle ; et même, assure Villèle dans ses *Mémoires*, il lui aurait dit (1) : « J'ai déjà renversé le ministère Decazes et celui du duc de Richelieu, je renverserai bien le vôtre. »

Dès le lendemain, toute la presse indépendante de droite, et même une partie de la presse libérale, faisait en quelque sorte, spontanément, écho à cette déclaration.

Tandis que le *Journal des Débats* écrivait :

« C'est pour la seconde fois que M. de Chateaubriand a subi
« l'épreuve d'une destitution solennelle. Il fut destitué en 1816,
« comme ministre d'État, pour avoir attaqué, dans son immortel
« ouvrage de *la Monarchie selon la Charte*, la fameuse ordonnance du
« 5 septembre qui prononçait la dissolution de la Chambre introu-
« vable de 1815. MM. de Villèle et Corbière étaient alors de simples
« députés, chefs de l'opposition royaliste, et c'est pour avoir embrassé
« leur défense que M. de Chateaubriand devint la victime de la colère
« ministérielle. En 1824, M. de Chateaubriand est encore destitué,
« et c'est par MM. de Villèle et Corbière, devenus ministres, qu'il
« est sacrifié. Chose singulière : en 1816 il fut puni d'avoir parlé ;
« en 1824, on le punit de s'être tu...

(1) V, 42.

« Qui nous eût dit, à l'ouverture de la session, que nous gâterions
« ainsi tous les résultats de l'entreprise d'Espagne. Que nous fal-
« lait-il cette année? Rien que la loi sur la septennalité et le budget.
« Les affaires de l'Espagne, de l'Orient et des Amériques, conduites
« comme elles l'étaient, prudemment et en silence, seraient éclaircies.
« Le plus bel avenir était devant nous; on a voulu cueillir un fruit
« vert, il n'est pas tombé et on a cru remédier à de la précipitation
« par de la violence...

« Quant à nous, c'est avec le plus vif regret que nous rentrons dans
« une carrière de combat dont nous espérions être à jamais sortis
« par l'union des royalistes; mais l'honneur, la fidélité politique, le
« bien de la France ne nous ont pas permis d'hésiter sur le parti que
« nous devions prendre. »

De son côté *la Quotidienne*, le journal si fidèlement royaliste du
sage et modéré M. Michaud, écrivait le même jour : « Il faut le dire
« avec franchise : le renvoi de M. de Chateaubriand après le rejet
« d'une loi importante est une faute encore plus grande pour le mi-
« nistère qu'elle n'est un événement affligeant pour l'opinion monar-
« chique. Le ministère a été formé par les royalistes. Il se proclame
« lui-même le défenseur de toutes les saines doctrines, et cependant
« il renvoie l'homme du royalisme, celui dont le nom se confondait
« avec le principe de la légitimité. Quelle opinion peut donc désor-
« mais représenter ce ministère? »

Tandis que les deux grands journaux politiques de droite prenaient
ainsi position, quelques jours plus tard, dans *la Muse française*, la
jeune revue littéraire fondée par Victor Hugo et quelques-uns de
ses amis, Saint-Valry, s'adressant à Chateaubriand, écrivait : « Vous
« sortez du ministère plus pauvre encore et plus grand que vous
« n'y êtes entré. La gloire, votre fidèle compagne depuis trois longs
« mois, vous attendait à la porte avec une vive impatience; aujour-
« d'hui, au milieu d'un concours de citoyens, elle vous reconduit en
« triomphateur jusque chez vous, célèbre votre délivrance et ajoute
« une couronne à toutes celles qui ont orné votre front...

« Quand la monarchie s'est relevée, encore faible et languissante,
« elle s'est appuyée sur vous, et ce fut votre main, habile et vigou-
« reuse, qui l'affermir sur ses nouvelles bases... Mais, si vous l'avez
« constamment servie et honorée, protecteur des libertés publiques
« vous avez été pour elle un bon fils et non pas un flatteur... Après
« une si belle vie, je vous le demande, que vous manquait-il pour la
« disgrâce? Mais celle-ci a des fruits différents suivant les hommes.
« La plupart en sont accablés et anéantis; vous, au lieu de vous
« abaisser, elle vous élève et vous honore. Tous les entretiens sont

« remplis de vous et de vos nobles qualités et, dans ce concert de
« louanges vont se perdre inattendues les injures des esclaves et des
« histrions. »

Diverses brochures, en effet, en prose et en vers, célébraient sa gloire et la honte de ses ennemis. Sans doute les deux journaux d'extrême gauche, *le Constitutionnel* et *le Courrier* évitaient, les premiers jours, de prendre parti ; mais même dans l'opinion libérale, plusieurs voix se faisaient entendre. C'est ainsi en particulier qu'un poète, auteur dramatique, homme d'assez d'esprit et dont le principal mérite, aux yeux de la postérité, reste d'avoir été le premier éditeur d'André Chénier, Henri de Latouche, publiait une épître en vers intitulée : *Lettre d'un paysan de la Vallée aux Loups* où il invitait discrètement Chateaubriand à se rallier aux libéraux en écrivant :

*L'arrêt qui t'a frappé pour ta gloire est écrit,
Et ton nom périrait s'il n'eût été proscrit.
Sur les pas d'un parti descendu dans la lice
Si tu n'étais vaincu tu deviendrais complice...
Que faisais-tu géant au milieu des pygmées?
Laisse du marguillier les mépris insultants
Dédaigner de traiter avec l'esprit du temps.*

Ni Villèle, ni Sosthène de La Rochefoucauld ne s'étaient attendus à ce brusque mouvement d'opinion. Quand ils le virent éclater, ils n'en comprirent pas tout d'abord la portée. Ce n'était pas en effet un de ces mouvements de foule, une de ces manifestations de rue qui frappent tout le monde ; mais c'était plus grave peut-être parce que c'était plus réfléchi.

Tous ces écrivains, tous ces hommes cultivés, d'âge et d'origine divers, mais désintéressés presque tous parce que nuls liens particuliers ne les attachaient, ni au régime précédent, ni au régime nouveau, avaient cru un moment que l'union sincère des libertés nouvelles et des grandes traditions monarchiques était possible et qu'elle était capable d'assurer le bonheur de la France. Le renvoi de Chateaubriand et l'attitude du gouvernement allaient les faire douter à nouveau, leur enlever toute confiance, et bientôt provoquer de leur part une désaffection irrémédiable.

Mais tout cela, ni Villèle, ni Sosthène n'étaient capables de le deviner. Quand ils virent éclater les premières manifestations de presse, ils se crurent, avec leur outrecuidance habituelle, en mesure de les braver et de les faire taire. Tandis que Villèle se contentait d'accueillir dédaigneusement les menaces de Bertin, en même temps les journaux

achetés par la caisse d'amortissement s'efforçaient de montrer que tout était très bien et que l'événement n'avait pas d'importance.

« Il n'y a rien là de fâcheux, disait le *Journal de Paris* le 9 juin. « Il s'agit seulement de maintenir l'unanimité dans le Conseil. Et « les amis de la monarchie ont assez de confiance dans sa fortune « pour ne pas la croire perdue par l'éloignement d'un de ses servi- « teurs, qu'un serviteur au moins aussi fidèle remplacera sans doute ». « — « D'ailleurs, ajoutait le lendemain le même journal, c'est le roi « seul qui nomme les ministres ; la mesure qui agite l'opinion est « une mesure d'initiative royale et doit rester hors de discussion. »

D'autre part, expliquait-on dédaigneusement, Chateaubriand est sans doute un grand écrivain, mais, écrivait le *Drapeau blanc* du 7 juin : « En tant que politique il n'a pas exercé sur nos affaires une action assez directe ni assez étendue pour avoir produit une impression profonde sur les esprits et sur les opinions. »

Cependant, comme le ton général des journaux indépendants donnait, sur ce point, un démenti incontestable, Sosthène, avec son invraisemblable audace, imaginait de faire taire la presse. On manquait de moyens d'action sur les *Débats*, mais on crut en avoir trouvé sur la *Quotidienne*. Et, de fait, après son violent article du 8 juin, le lendemain la *Quotidienne* se taisait et, dans son numéro du 9, il n'était pas, à une seule ligne, question de Chateaubriand.

Seulement Sosthène avait trop présumé de ses forces. Au lieu de faire taire la *Quotidienne*, il allait provoquer l'éclat d'un scandale par lequel ses combinaisons allaient être révélées à tous.

Le 10 juin, le *Journal des Débats* publiait la lettre suivante, signée de M. Soulié, rédacteur en chef de la *Quotidienne* : « Monsieur, une « circonstance imprévue et impossible à prévoir, a forcé la *Quoti- « dienne* à paraître aujourd'hui sans un article qui continue de cons- « tater la ligne d'indépendance et de modération que son fondateur « M. Michaud croyait lui avoir assurée pour toujours. Au moment où « je me suis présenté hier au bureau à minuit, pour me convaincre si « la rédaction du journal était telle que je l'avais tracée, j'ai demandé « vainement l'article de *doctrine* qui devait y être inséré ; la copie en « avait été soustraite.

« L'éditeur responsable m'a répondu qu'il avait ordre de ne pas « signer le journal s'il contenait un seul article où le nom de M. de « Chateaubriand fût proféré. L'hommage que vous rendez aujourd'hui, monsieur, à l'illustre homme d'État que toute la France « royaliste regrette d'avoir perdu, m'est garant que vous voudrez « bien insérer dans votre journal ma réclamation contre un ordre que « M. Michaud n'a point donné, en attendant que les tribunaux pro-

« noncent sur une contestation à laquelle on donnera la plus grande
« publicité et où on dévoilera tous les faits. »

Et le *Journal des Débats* ajoutait, pour expliquer cette lettre :
« Henri Simon, éditeur responsable de *la Quotidienne*, est propriétaire
« de la presse qui sert à l'impression de cette feuille. Il est de plus
« fondé de pouvoirs d'un M. Bonneau qui a acheté cinq douzièmes
« de *la Quotidienne*. Ce M. Bonneau n'est lui-même que le prête-nom
« d'un homme d'une naissance illustre qui joue à la baisse sur les
« journaux. »

Tout cela était parfaitement exact. M. Michaud possédait avec sa femme les quatre douzièmes des actions de *la Quotidienne*. Sosthène, par l'intermédiaire du nommé Bonneau, en avait acheté un certain nombre d'autres. Lui-même était intervenu auprès de Berryer, ami personnel de Michaud, pour persuader ce dernier de vendre sa part. Mais la démarche n'ayant pas eu de succès, il s'était décidé à brusquer les choses et à user de violence. Simon, porteur de la procuration et des actions de Bonneau, et se disant représentant de la majorité des propriétaires, était arrivé le 9 juin au journal, entouré d'une bande d'hommes armés de bâtons et il avait chassé Michaud de ses bureaux. Et c'est alors que Soulié avait écrit la lettre publiée par les *Débats*.

Les jours suivants, comme Michaud, pour protester, essayait de faire paraître une seconde *Quotidienne*, Simon obtenait contre lui une ordonnance de référé.

Mais Michaud faisait appel ; il avait gain de cause, il reprenait la direction de son journal. Et le 27 juin, les journaux, dans leur chronique judiciaire, reproduisant les débats du procès plaidé la veille, citaient la plaidoierie où Berryer racontait les incidents en détail et mettait Sosthène directement en cause. Toute l'intrigue des achats de journaux et des méthodes employées pour étouffer la presse se trouvait ainsi étalée au public. Le ministère y était directement engagé, compromis, peut-être atteint. Et, au lieu de faire taire les journaux, l'aventure les encourageait à poursuivre plus violemment leur campagne.

Le *Journal des Débats* continuait chaque jour à insister sur la gravité de la faute commise par le renvoi de Chateaubriand. Il insistait sur l'importance du rôle joué par Chateaubriand dans la formation du ministère royaliste, et sur l'habileté de la politique d'union préconisée par lui. Il montrait, en citant des extraits de journaux de Londres, que (numéro du 15 juin) « les Anglais célébraient la destitution de Chateaubriand comme un triomphe pour leur pays ». Puis, pour répondre aux journaux ministériels qui feignaient de trouver mauvais que l'on distinguât entre la volonté du roi et celle de ses ministres,

rappelant que Villèle et ses amis n'avaient pas toujours pensé de même, il écrivait (8 juin) : « Ils ont trouvé très bonnes les doctrines constitutionnelles pour arriver aux emplois, aux pensions et aux honneurs. Ils les renient maintenant. Qu'y faire? Faut-il varier comme eux? »

Pendant ce temps-là les journaux ministériels qui, les premiers jours, affectaient de ne pas attacher d'importance à l'incident, maintenant, chaque jour, remplissaient leurs colonnes d'explications de plus en plus sottes, d'attaques de plus en plus violentes. Tantôt, ils demandaient la clôture de la discussion dans l'intérêt supérieur de l'État ; puis le lendemain : « malgré leur désir, disaient-ils (*Journal de Paris*, 12 juin) de clore cette discussion. » Ils se déclaraient obligés, de poursuivre, « dans l'intérêt même de ceux qui soutenaient Chateaubriand. » Tantôt ils s'en prenaient au *Journal des Débats* en rappelant qu'il n'y avait pas si longtemps, à propos de la guerre d'Espagne en particulier, le journal des Bertin avait soutenu, fût-ce contre l'opinion de Chateaubriand, la politique propre de Villèle.

Puis, sans cesse, ils s'efforçaient de rabaisser l'importance politique de Chateaubriand : « Les talents de M. de Chateaubriand comme écrivain, disait le *Drapeau Blanc* du 27 juin, plus que son expérience comme homme d'État, l'ont porté aux grands emplois. »

D'ailleurs ce talent littéraire lui-même, on le discutait. Tous les jaloux le dénigraient à cœur joie et opposaient à Chateaubriand les plus surprenants rivaux : « En fait de science politique et comme historien, écrivait le *Drapeau blanc* le 27 juin, M. de Chateaubriand eut-il l'avantage sur MM. Bergasse et de Montlozier? »

Un autre jour, pour répondre à ceux qui déclaraient que le ministère s'était « blessé » par le renvoi de Chateaubriand, on écrivait (*Journal de Paris*, 30 juin) : « Le ministère s'est blessé par la destitution d'un ministre ! Cet homme était-il donc le cœur ou la tête? Non, pas même le bras. »

D'autres fois on voulait faire de l'esprit. Le *Journal des Débats* ayant déclaré que la destitution de Chateaubriand avait été « sauvage », le *Journal de Paris* écrivait (10 juin) : « La destitution a été sauvage, dit-on ; ce mot a été réhabilité par la plume pittoresque de l'auteur d'*Atala* qui a donné tant de grâce à une jeune sauvage. »

Tous enfin mettaient tant de maladresses dans leurs attaques que le *Courrier*, journal de gauche, après s'être tout d'abord abstenu d'intervenir, écrivait dès le 11 juin : « Les journaux ministériels seraient payés pour rehausser l'éclat de la disgrâce de M. de Chateaubriand qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Il n'est pas de lecteur si désintéressé qu'il soit qui puisse s'empêcher de prendre parti pour l'homme

que ces feuilles à gages attaquent aujourd'hui avec tant de bassesse après l'avoir si longtemps encensé. »

Pendant ce temps, à la Chambre des députés, durant la discussion du budget, à propos de l'attribution des fonds secrets, La Bourdonnaye prononçait un grand discours pour protester contre la caisse d'amortissement des journaux et en révéler le mécanisme. Il était lui-même intéressé à dénoncer l'accaparement de la presse. Au mois de mai, à la suite de « l'amortissement » du *Drapeau Blanc*, il avait voulu fonder un journal indépendant d'extrême droite. Or, d'après la loi en vigueur, il fallait à tout journal nouveau une autorisation du gouvernement et sans doute Villèle l'aurait-il refusée. La Bourdonnaye alors, pour tourner la loi, avait imaginé de faire revivre un journal, mort quelques années plut tôt faute d'abonnés, *l'Aristarque*. Ainsi, puisque ce n'était pas un journal nouveau qu'il fondait, il n'avait, soutenait-il, pas besoin d'autorisation. Le gouvernement avait protesté contre cette interprétation et soumis l'affaire au tribunal.

Mais, après surtout la révélation des intrigues de La Rochefoucauld, la magistrature tenait à faire acte d'indépendance, et le 12 juillet, la cour d'appel donnait gain de cause à La Bourdonnaye. C'était un échec pour le cabinet, un échec nettement lié aux événements récents. Villèle lui-même le sentait si bien que, plutôt que de s'incliner, il soumettait l'affaire à la Cour de cassation, où, nous le verrons un peu plus loin, il allait également échouer. Ainsi, en un mois à peine, la situation du cabinet était devenue beaucoup plus mauvaise. Et la chose était incontestablement liée à la faute que Villèle avait commise en renvoyant Chateaubriand et en se mettant entre les mains de Sosthène de La Rochefoucauld.

*
* *

Que faisait pendant ce temps-là Chateaubriand lui-même? Tout d'abord, il avait accueilli sa destitution avec autant de calme apparent que de dédain.

Le 6 juin, quand il avait reçu aux Tuileries la lettre de Villèle, retournant aussitôt au ministère où justement ce jour-là il devait donner un grand dîner diplomatique, il avait emballé ses affaires et s'était réinstallé dans son appartement de la rue de l'Université : « Deux heures après, écrit-il, notre déménagement était fini. » Et il avait répondu à la lettre du président du Conseil par le billet sui-

vant (1) : « Monsieur le comte, j'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'écrire contenant l'ordonnance du roi, datée de ce matin 6 juin, qui vous confie le portefeuille des Affaires étrangères. J'ai l'honneur de vous prévenir que j'ai quitté le ministère et que le département est à vos ordres. »

Vigny, qui était accouru un des premiers rue de l'Université, assure que lorsque Chateaubriand arriva du ministère, il était de très bonne humeur ; et, comme on lui rapportait, avec ses affaires personnelles, et les plats préparés pour le dîner qu'il avait compté donner le soir même, deux superbes chattes qu'il affectionnait beaucoup, il s'écria en les voyant, avec, assure Vigny, une gaieté et une bonhomie digne de La Fontaine : « Le temps est passé de faire les grandes dames, il faut songer maintenant à prendre les souris (2). »

Les jours suivants, il avait, sans laisser voir d'amertume, écrit à ses amis et à ses collaborateurs du corps diplomatique pour leur annoncer sa disgrâce (3) : « Je suis si accoutumé à être maltraité par la fortune, écrivait-il entre autre à M. de Boissy, son ancien collaborateur à Berlin, que je n'y pense seulement pas. C'est là mon histoire, chassé et rappelé, chassé encore : tout ce que le roi fait est bien fait. »

Cependant bientôt il avait fallu prendre parti. Sa femme, exaspérée par l'injustice qui lui avait été faite, lui conseillait d'abandonner la politique et d'aller, par manifestation, s'exiler en Suisse ; et déjà lui-même était disposé à se laisser tenter par un geste semblable.

Mais ses amis et ses partisans politiques, tous ceux qui, à un titre quelconque, croyaient utile ou intéressant de se servir de lui, le retenaient. Les uns voulaient le jeter tout de suite dans l'opposition la plus violente, les autres lui conseillaient de supporter l'affront dans l'intérêt supérieur de l'État et déjà lui faisaient entrevoir, s'il était patient, une prompte rentrée en faveur : « Rien ne m'amuse autant, disait avec amertume Mme de Chateaubriand (4), que d'entendre chacun de ses amis dire : il faudrait que M. de Chateaubriand n'écoutât pas ainsi tout ce qu'on veut lui dire, mais en même temps chacun veut lui dicter la conduite qu'il doit tenir. Tout cela nous jette dans la rivière. »

Le fait est que, partagé entre le dédain de l'ambition, le désir de la vengeance et le souci du bien de l'État, lui-même ne savait que désirer. D'ailleurs il était sans argent, il avait au ministère plus que

(1) *Corr. gén.*, V, 230.

(2) Lettre de Vigny à Victor Hugo.

(3) *Mémoires de Boissy*. Lettre de Chateaubriand du 14 juillet 1824, p. 177.

(4) Lettre à Le Moine. Voir LEVAILLANT, *ouv. cité*, p. 191.

largement dépensé sur sa fortune personnelle pour ses frais de représentation. Et, en attendant des ressources nouvelles, il en était réduit à vendre un service de porcelaine de Sèvres que le roi lui avait donné.

Peut-être, cependant, allait-il se décider à suivre Mme de Chateaubriand et, pour quelque temps au moins, à quitter la politique. Mais heureusement pour ceux qui voulaient le lancer dans l'opposition, l'acharnement des journaux ministériels qui s'obstinaient à l'attaquer et à le dénigrer finissait par l'exaspérer ; et au bout de quinze jours, touché par une attaque plus blessante et plus injuste, il sortait de son silence et, pour relever en quelque sorte le défi qui lui était jeté, il envoyait au *Journal des Débats* l'article suivant qui, en même temps qu'une défense personnelle, était une défense de la liberté qui lui était si chère : la liberté de la presse.

« 21 juin. — C'est un des caractères de l'esclave d'applaudir à sa propre dégradation, de parler de son propre métier avec une humilité voisine de la bassesse. Un journal nous apprend aujourd'hui « que les petites illusions des vanités déchues et des ambitions trompées n'ont plus de refuge que dans les journaux et n'en sortent pas. Le pouvoir s'est relevé à la hauteur qui lui appartient entre le trône et la tribune, et personne en France n'est dupe des gazettes qui, dans une monarchie constitutionnelle, disparaissent devant l'éloquence parlementaire ».

« Le journal qui croit ainsi rehausser le pouvoir ministériel aux dépens des gazettes comprend-il lui-même à quel point il confond les doctrines de la monarchie constitutionnelle ? Sans doute les journaux ne sont rien en comparaison du pouvoir social, du trône, de la tribune. Ce ne sont pas même des choses comparables ; elles sont de deux ordres différents. Personne n'a jamais songé à considérer un journal comme un pouvoir politique ; c'est un écrit exprimant une opinion, et si cette opinion réunit à elle la pluralité des hommes éclairés et considérés, elle peut devenir un grand pouvoir. C'est le pouvoir de la vérité. Si notre adversaire eût été un royaliste, même ministériel, nous lui aurions demandé si ce n'est pas par le moyen des journaux ou des écrits sortis de la plume des rédacteurs de journaux que les doctrines de la monarchie légitime et constitutionnelle ont repris leur ascendant sur tous les esprits éclairés et sur tous les cœurs généreux. »

Huit jours après éclatait le procès de la *Quotidienne*. Cette fois apparaissait trop clairement le cynisme et la maladresse des méthodes que Villèle tolérait ; cette fois apparaissaient trop clairement l'étroitesse d'esprit du président du Conseil lui-même et les dangereuses

conséquences auxquelles son entêtement allait l'entraîner, puisque, pour rester ministre, pour venger l'échec de la loi des rentes, il couvrirait un intrigant aussi inconscient que Sosthène, il ne se contentait pas de diviser la droite, il abandonnait aussi la politique de respect loyal de la Charte qui avait fait la force du parti royaliste.

Chateaubriand publiait alors deux nouveaux articles pour mettre en garde : il ne se contentait pas de protester en disant : « L'affaire « de la *Quotidienne* a éclaté ; l'opinion publique et les tribunaux en « ont fait justice. La France sait désormais comment les protégés, « les amis des ministres entendent la Charte... Un ministre avait « dit dans un comité de la Chambre que l'achat des journaux était « une spéculation particulière et il se trouve que les propositions « se faisaient au ministère de l'Intérieur, que le principal acquéreur « est l'ami et le confident de M. le ministre des Finances. »

Il mettait aussi le doigt sur la grande erreur de Villèle qui consistait à tout sacrifier au succès de ses opérations et de sa politique financière, à négliger, soit de parti pris, soit par inconscience, de tenir compte « du génie de la France », alors qu'une foule de questions de principe et de doctrine constitutionnelle agitaient surtout les esprits.

« Sans doute, disait-il, la monarchie s'est rétablie sans effort en France parce qu'elle est de droit parmi nous, parce qu'elle est forte de toute notre histoire. »

Mais cela ne veut pas dire qu'on puisse impunément tout se permettre, alors que surtout « la plupart des lois fondamentales de notre monarchie constitutionnelle sont à faire ». Car, expliquait-il, les idées nouvelles jetées dans le monde ne sont pas mortes. Si l'on ne sait franchement s'adapter à ce qu'elles comportent de sage, si l'on croit pouvoir, grâce à la corruption ministérielle, renier impunément les promesses les plus solennellement faites et braver l'opinion publique « au moyen de la corruption érigée en système afin de détruire des institutions qu'on n'osait pas attaquer de front, afin d'introduire le pire despotisme, celui qui commence par faire des esclaves en attendant les tyrans » ; c'est l'avenir de la monarchie qui est en péril.

« Ne nous y trompons pas, ajoutait-il : une ère nouvelle commence « pour les nations. Sera-t-elle heureuse ? La Providence le sait. « Quant à nous, il ne nous est donné que de nous préparer aux « événements de l'avenir, que de pressentir ce qui sera pour éviter « les résistances inutiles. L'homme qui pouvait seul retarder le mouvement du siècle n'est plus ; le bras qui fendit les rochers du Sim- « plon, pour tracer un chemin à notre gloire a été brisé à son tour. « Le formidable oppresseur des libertés publiques a été jeté pour « mourir au pied des peuples du Nouveau Monde où ces libertés

« fermentent... *L'Atlantique n'est plus qu'un ruisseau que l'on passe dans quelques jours; l'influence de la politique des États qui peuvent s'établir en Amérique se fera sentir en Europe. Celle-ci a déjà changé.* »

Aussi concluait-il, une fois de plus fidèle à la politique qu'il avait toujours suivie et à laquelle l'événement avait déjà donné raison par les succès des deux premières années du ministère royaliste. « Il n'y a plus de succès pour nous que dans la Charte. Qu'avons-nous fait depuis dix ans que nous luttons contre l'esprit de nos institutions? Nous n'avons réussi qu'à mettre la France dans un état de gêne insupportable. Essayons de la bonne foi, ne fût-ce que comme d'un moyen nouveau d'administration. » Et il terminait par une phrase où il semblait recommander la formation d'un ministère nouveau : « Le système antinational, antifrançais qu'on a suivi jusqu'à ce jour expirera avec le présent ministère. Tous les hommes valant quelque chose, las de tant de déceptions, las de se faire une guerre qui ne tourne qu'à leur détriment, qu'à l'affaiblissement de l'État, sont prêts à se réunir dans un sincère amour de la légitimité et des libertés constitutionnelles. »

Sans doute, bien entendu, toute la presse ministérielle, ou plutôt la presse achetée, répondait à ces justes attaques par une série d'injures d'injures, il est vrai aussi maladroites que grossières. Tantôt on affectait de se moquer de ses métaphores, et comme il avait dit que l'Atlantique n'était plus « qu'un ruisseau qu'on passe dans quelques jours », *le Drapeau Blanc* jugeait spirituel de répondre : « Non, ce n'est pas l'écrivain qui a donné tant de majesté au Mississipi et au Jourdain, qui a métamorphosé l'océan Atlantique en un faible ruisseau. »

Tantôt on prétendait lui refuser le droit de critiquer les ministres, dont il avait été le collègue. De deux choses l'une, soutenait *le Drapeau Blanc*, ou s'il n'était pas d'accord avec le président du Conseil, il aurait dû donner sa démission, ou puisqu'il avait attendu qu'on le chassât, c'est qu'il avait approuvé tout ce que faisait le cabinet, lorsque lui-même en était membre.

Mais le *Journal des Débats* n'avait pas de peine à répondre le 8 : « Qui vous a dit qu'il trouvait bon tout ce qui se faisait au ministère pendant qu'il y était? Avez-vous assisté au Conseil? Mais n'avez-vous pas la meilleure preuve qu'il n'était pas de l'avis de ses collègues? Ne l'ont-ils pas chassé? Il aurait dû donner sa démission? Vous vous seriez écrié qu'il voulait faire de l'effet, que, mécontent de n'avoir pas la présidence, il avait voulu tout brouiller, tandis que ses collègues n'avaient désiré que vivre en paix

« avec lui. Il est sur un terrain plus solide. S'il est vrai qu'il parle, il ne fait que se défendre. »

Tout cela était exact. Ce n'était pas Chateaubriand qui avait ouvert les hostilités, ce n'est pas lui qui avait changé. Il restait dans la ligne exacte de la politique qui avait amené les royalistes au pouvoir, dans la ligne de franchise, de respect des engagements pris par la Charte, en même temps que de défense monarchique. Ce n'était même pas une campagne d'opposition qu'il commençait. Malgré la violence de sa réaction, il se déclarait toujours prêt à soutenir le ministère qui reprendrait sans arrière-pensée la politique amorcée deux ans plus tôt. Si Villèle savait comprendre, s'il savait voir le tort qu'il faisait à la monarchie en se livrant au clan de Sosthène de La Rochefoucauld, la rupture avec Chateaubriand et l'extrême droite pouvait encore être évitée.

Le fait est qu'à la fin de juillet diverses démarches étaient faites auprès du président du Conseil pour lui ouvrir les yeux et obtenir de lui les concessions nécessaires (d'autant plus nécessaires que la santé du roi déclinait de jour en jour et que, pour assurer sans trouble l'avènement de son successeur, il fallait rassurer l'opinion). Berryer, en particulier, celui qui venait de défendre *la Quotidienne*, était envoyé en ambassade par quelques-uns des principaux ultras-parlementaires. Le plus grand mal du moment, disait-il dans un rapport que Villèle a publié dans ses *Mémoires*, c'est la division croissante du royalisme. « L'opposition s'est manifestée par les journaux en « crédit. Ceux qui sont ministériels, comme on les appelle, ne jouissent ni d'estime, ni d'influence. Le silence violemment imposé aux « journaux ne ferait qu'accroître l'esprit d'opposition. » — « Aussi « faut-il, au contraire, ajoutait-il, faire largement confiance à l'opinion royaliste et faire place dans le cabinet à quelques-uns de « ses chefs les plus distingués. » (L'occasion d'un remaniement était, d'après Berryer, d'autant meilleure qu'il allait bien falloir se décider à nommer un ministre des Affaires étrangères.) « Voyez toutes « les opinions royalistes unies dans le ministère; calculez votre « suprématie; songez que vous uniriez et des capacités et des supériorités; que la révolution du changement de règne sera faite dans « tous les esprits (1). » Et Berryer assurait, en outre, que Chateaubriand soutiendrait une telle combinaison et que même, pour lui manifester son appui, il accepterait une ambassade.

Sur ce dernier point, Berryer s'avancait peut-être un peu trop. Il était difficile, après avoir renvoyé Chateaubriand du ministère des

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 97.

Affaires Étrangères, de lui demander d'accepter aussitôt un poste sous les ordres de son successeur. Mais en tout cas, Chateaubriand ne cherchait pas, bien au contraire, à gêner la conciliation ; il cessait ses attaques. Il se taisait lors de la discussion sur la politique extérieure, bien que, assura l'ambassadeur d'Angleterre, un discours de lui contre le cabinet eût été annoncé. Et, pour s'effacer sans doute, il se décidait à partir rejoindre sa femme à Neuchâtel, avec l'intention de passer tout l'été en Suisse (1).

Malheureusement Villèle ne comprenait pas ; il allait se lancer dans les folies. Soit que Sosthène eût su lui faire peur, soit que la jalousie l'aveuglât, il ne tenait aucun compte ni des avis qu'il avait reçus, ni de la modération que Chateaubriand laissait deviner. Et le 4 août, il donnait, d'une part, le ministère des Affaires Étrangères au général baron de Damas, ministre de la Guerre depuis l'année précédente ; de l'autre, le ministère de la Maison du roi au duc de Doudeauville, jusque-là directeur des postes.

Le duc de Doudeauville, fort honnête homme, assez effacé, n'avait qu'un seul titre : il était le père de Sosthène de La Rochefoucauld ; et, à peine nommé, il détachait de son ministère la direction des Beaux-Arts pour la donner à son fils, en faveur duquel il obtenait en même temps le droit de travailler directement avec le roi. Ainsi moins de six semaines après l'affaire de *la Quotidienne*, l'homme ouvertement compromis dans l'entreprise des achats de journaux, devenait membre du gouvernement et le prince de Polignac, le 12 septembre, écrivait naïvement à Mathieu de Montmorency (2) : « Voilà ton beau-fils bien content, j'espère. Il a obtenu ce qu'il désirait. On le dit à la tête des Beaux-Arts et des théâtres. »

Quant au baron de Damas, le choisir pour ministre des Affaires étrangères était la plus étrange idée qui puisse se concevoir. Déjà l'année précédente, certains avaient trouvé mauvais que l'on confiât le ministère de la Guerre à ce général qui, pendant l'émigration, avait fait toute sa carrière dans l'armée russe. Il est vrai, on s'en souvient, qu'il s'agissait à ce moment-là de ne pas déplaire aux ultras mécontents du renvoi du duc de Bellune, et on avait cherché un officier d'un royalisme indiscutable. Mais aux Affaires Étrangères, cet honnête militaire sans culture et sans pratique des affaires était plus déplacé encore. Lui-même a reconnu naïvement dans ses *Mémoires* : « J'ignorais les formes diplomatiques et l'administration proprement dite de ce département. » Il n'exagérait pas en parlant ainsi. En effet, l'am-

(1) Lettre à Mme de Duras du 1^{er} août 1824. Voir PAILHÈS, *la Duchesse de Duras*.

(2) Inédit. Archives du duc de Polignac.

bassadeur d'Angleterre, dans une de ses dépêches à son gouvernement (9 septembre), signalait que « divers membres du corps diplomatique s'étaient plaints d'avoir affaire à un ministre qui était entré aux Affaires avant d'être en mesure de connaître son métier (1). »

Les deux seuls titres du baron de Damas étaient : 1^o d'avoir approuvé hautement, il le reconnaissait, le renvoi de Chateaubriand (attitude d'autant plus choquante de sa part qu'il avait dû sa nomination de ministre de la Guerre à Chateaubriand) ; 2^o de ne pas représenter, en raison de son incompétence, un rival pour Villèle.

Il est vrai qu'en même temps, pour satisfaire ceux des membres de la droite préoccupés surtout par la question religieuse, on instituait un ministère des Affaires Ecclésiastiques, et on le confiait à un homme assez sage, Mgr Frayssinous. Mais c'était là une mince satisfaction, insuffisante pour compenser la grave faute de se confier ouvertement aux La Rochefoucauld et de montrer, en choisissant un ministre des Affaires Étrangères incapable (à un moment où les questions d'Espagne et d'Orient soulevaient de si graves problèmes internationaux), que Villèle, pour rester le maître, subordonnait tout au souci d'écarter les hommes de valeur qui pouvaient rivaliser avec lui.

Ce n'était pas tout. Comme, quelques jours plus tard, la Cour de Cassation rejetait le pourvoi formé par le gouvernement contre l'arrêt de la cour d'appel en faveur de l'*Aristarque*, brusquement, le 15 août, Villèle, dans un moment d'impatience, arrachait au roi, déjà presque moribond, une ordonnance rétablissant la censure, sous le prétexte, disait l'exposé des motifs publié au *Moniteur*, que « la jurisprudence des cours de justice ayant récemment admis pour les journaux une existence de droit indépendante de leur existence de fait, cette interprétation formait un moyen sûr et facile d'éluder la suspension et la suppression des journaux », et qu'il était nécessaire, dans ces conditions, et jusqu'à la prochaine rentrée des Chambres, de pourvoir avec efficacité au maintien de l'ordre public. Et il faisait appliquer la mesure, sur l'heure, sans préavis, à tous les journaux avec la plus stricte sévérité.

Il n'était pas possible de commettre, étant donné les circonstances, de faute plus maladroite. La liberté de la presse, il faut bien s'en rendre compte, avait à cette époque la valeur d'un symbole. Ultras-royalistes, autant et même plus que libéraux, y tenaient ; et une des grandes forces du parti royaliste, dans les premières années de la Restauration, avait été de s'appuyer sur elle.

(1) *Record office.*

Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agissait pas pour les royalistes, en réclamant la liberté de la presse, de faire valoir une doctrine métaphysique des droits de l'individu. Mais, après les tyrannies révolutionnaires et impériales, après les tentatives de dictature de classes et de partis qui, pour s'imposer, pour essayer de durer, avaient, vainement du reste, usé et abusé de violences contre toute manifestation de l'opinion, il s'agissait de prouver que la monarchie légitime, forte, elle, de la modération et de la sagesse traditionnelle de ses princes, n'avait pas besoin d'opprimer pour se faire obéir.

De plus, accepter franchement la liberté de la presse était une question de logique. La liberté de la presse était un des corollaires naturels du régime représentatif tel qu'il avait été établi par la Charte. Il était normal, d'une part, que le public qui nommait les députés pût être éclairé sur l'action et l'attitude de ses élus. Et d'autre part, puisque d'après le régime en vigueur un ministère pouvait rester en fonctions malgré l'opposition des Chambres ; puisque, en droit, le ministère pouvait réduire les Assemblées au seul vote du budget et étouffer presque toute opposition de leur part ; puisque, comme le fera remarquer Chateaubriand, dans l'intervalle des sessions ou dans le silence des Assemblées il ne restait à la France nouvelle aucun de ces grands corps indépendants de l'ancien régime, assez forts et assez libres pour parler au roi au nom de l'opinion, il fallait, pour éclairer la couronne, laisser la parole aux journaux.

Enfin, accepter franchement la liberté de la presse était une question de bonne foi. Non seulement le principe en avait été inscrit dans la Charte ; mais quand ils avaient été dans l'opposition contre les ministères Richelieu et Decazes, les royalistes, Villèle et Corbière tous les premiers, en avaient, à maintes reprises, réclamé le respect. Maintenant qu'ils étaient arrivés au pouvoir, grâce en partie à leurs campagnes en faveur de la presse, ils devaient, sous peine de se donner à eux-mêmes le plus formel démenti, la respecter.

Supprimer la liberté de la presse, brusquement, sans motif grave, simplement parce que les journaux l'attaquaient assez vivement, c'était, de la part de Villèle, un aveu de faiblesse, une déclaration de mauvaise foi, dont le régime risquait de porter avec lui la responsabilité.

Sans doute Villèle, pour expliquer sa conduite, allait-il imaginer ensuite au début d'octobre de faire dire dans ses journaux (il reproduisit plus tard cette explication dans ses *Mémoires*) (1), que la vraie raison qui l'avait décidé était l'état précaire de la santé du roi. Dans

(1) V, III.

l'attente de la mort prochaine de Louis XVIII, il aurait craint que des troubles n'éclatassent au moment du changement de règne et, par prudence, il aurait imposé la censure.

Cette explication, par malheur, n'est ni vraisemblable ni vraie. Elle n'est d'abord pas vraisemblable. En effet, rien ne donnait à supposer que l'avènement de Charles X serait contesté. Si le ministère lui-même était très attaqué, la monarchie à ce moment ne l'était pas du tout, et la meilleure preuve est que Charles X, le mois suivant, nous le verrons, allait être accueilli, à la mort de son frère, par un enthousiasme universel.

2^o Si Villèle avait dit vrai dans ses *Mémoires*, c'était une bien étrange idée, de sa part, de donner publiquement pour prétexte à son ordonnance l'arrêt parfaitement légal rendu par la Cour de cassation. Il cherchait, soi-disant, à éviter des troubles ; et en fait, il blessait un corps respectable que son dernier arrêt venait de rendre populaire.

3^o Lorsqu'il hasarda cette mesure dont le but aurait été soi-disant de faciliter l'avènement au trône de Charles X, il ne négligeait qu'une chose : prendre l'avis du principal intéressé. Le comte d'Artois ne fut informé, Villèle le reconnaît lui-même, qu'une fois que la signature de l'ordonnance eut été arrachée au roi mourant. Dès qu'il la connut, le futur Charles X la désapprouva très vivement : « Oh Villèle ! quelle sottise, s'écria-t-il aussitôt (1). » Après cela, par respect pour son frère, il s'abstint de protester jusqu'à ce qu'arrivât son tour de régner. Mais, nous le verrons, son premier acte royal fut de rapporter l'ordonnance

Enfin, non seulement la raison donnée par Villèle dans ses *Mémoires* n'est pas vraisemblable ; nous avons la preuve à peu près formelle qu'elle n'est pas vraie. Quand il imposa la censure, il ne songeait pas à la mort prochaine du roi, il ne songeait qu'à lui-même. C'est bien à un mouvement de colère qu'il obéissait contre l'arrêt de la Cour de cassation, dans lequel il voyait une injure personnelle, et les considérants mis par lui en tête de l'ordonnance sont bien ceux qui l'ont déterminé. En effet, d'abord, en même temps qu'il établissait la censure, il révoquait de ses fonctions M. Fréteau de Peny, procureur auprès de la Cour de cassation, coupable de n'avoir pas défendu la thèse du gouvernement. De plus, une lettre de l'ambassadeur d'Angleterre à son gouvernement nous apporte un argument formel : « L'ordonnance sur la presse, écrivait l'ambassadeur d'Angle-
« terre à la date du 19 août, a trahi, de la part des ministres, une
« telle peur de l'opposition royaliste, que j'ai tenté d'aborder ce

(1) V, III.

« sujet avec M. de Villèle hier et de lui exprimer le regret qu'une
 « mesure aussi rigoureuse soit résultée d'une telle cause. Son Excel-
 « lence se plut à me dire que la mesure était plus fondée que je ne
 « semblais l'imaginer, d'autant plus que certains magistrats qui
 « avaient jusqu'ici, en toutes occasions, défendu le gouvernement,
 « avaient dernièrement montré un grave abandon de leurs devoirs à
 « propos d'un libelle ; et que, lors du procès de l'*Aristarque*, la pré-
 « sence de M. de La Bourdonnaye dans le tribunal avait tellement
 « intimidé la Cour de cassation que le ministère ne pouvait plus
 « compter sur l'appui de celle-ci (1). »

Ainsi c'était bien dans le seul intérêt de son pouvoir, pour faire taire l'opposition, que Villèle rompait avec un des principes que son parti et lui-même avaient jusque-là défendu le plus vivement. Son geste était donc une grave maladresse.

« L'impression générale, disait l'ambassadeur d'Angleterre, est que cette mesure est un symptôme de faiblesse de la part des ministres. » Toute l'opinion se révoltait. Bonald lui-même, si hostile pourtant en principe à la liberté de la presse, refusait de siéger dans la commission de censure. Tandis que les journaux censurés ne pouvaient rien dire, des brochures nombreuses paraissaient, republiant en particulier, d'après le texte de l'*Officiel*, les discours qu'en 1817 Villèle et Corbière avaient prononcés contre la censure.

Chateaubriand ne pouvait faire autrement que de rentrer dans la lutte. Lui, si hésitant pendant les derniers mois, se décidait cette fois brusquement. Il venait, au moment où fut publiée l'ordonnance, d'arriver depuis trois jours auprès de sa femme à Neuchâtel, en Suisse. Mais c'est en vain que Mme de Chateaubriand, toujours dégoûtée de la politique, essayait de la retenir et, de colère, écrivait à son familier, M. Lemoine : « Venir me voir pour trois jours ! Il s'en retourne à Paris, Dieu sait pourquoi ! Il part sans que rien puisse l'arrêter. Pour moi, je n'ai pu me résoudre à le suivre (2). » Il rentrait, en effet, à Paris aussitôt ; et en quelques jours, en quelques heures peut-être,

(1) *Record office*.

(2) Voir LEVAILLANT, ouv. cit., p. 191. Ici se pose un petit problème que je ne suis pas certain d'avoir résolu. Chateaubriand dans ses *Mémoires* présente son séjour à Neuchâtel pendant l'été de 1824, comme ayant duré plusieurs semaines. Or la chose n'est guère possible. En effet, d'une part, le 1^{er} août, dans une lettre à Rosalie de Constant, Mme de Duras écrit que Chateaubriand partira pour Neuchâtel dans quinze jours. D'autre part, Chateaubriand était revenu avant le 20 pour l'impression de sa brochure. Et enfin, la lettre de Mme de Chateaubriand, que nous venons de citer, parle d'un séjour de trois jours seulement à Neuchâtel. Toutes ces indications concordent entre elles et sont en contradiction avec le récit des *Mémoires*. Il est vraisemblable que Chateaubriand, en écrivant ses *Mémoires*, a fait une confusion. En effet, en octobre, il retourna à Neuchâtel pour quinze jours ; (des lettres de lui à Mme de

il improvisait une brochure de protestations, où, sans rien dire de très nouveau, il prenait facilement le beau rôle. »

« Dans la séance de la Chambre des pairs du 13 mai 1823, écrivait-il, je disais en répondant à un orateur : Un noble baron a présenté, pour résultat de l'expédition d'Espagne, la France envahie, toutes nos libertés détruites. Quant à l'invasion de la France et à la perte de nos libertés publiques, une chose servira du moins à me consoler, c'est qu'elles n'auront jamais lieu tant que moi et mes collègues seront ministres.

« Ces paroles et l'établissement de la censure expliquent assez les raisons pour lesquelles j'ai cessé d'être ministre et les causes du traitement que j'ai éprouvé de mes collègues. Je les avais associés à mes sentiments ; il les renient aujourd'hui. Il a donc fallu qu'ils se séparassent de moi quand ils ont médité de suspendre la plus importante de nos libertés. Avec la censure des journaux, la monarchie constitutionnelle devient ou beaucoup plus faible ou beaucoup plus violente que la monarchie absolue : C'est une languissante machine ou une machine désordonnée qui s'arrête par l'embrouillement des roues...

« Qu'est-il donc advenu ? Que le ministère a fait des fautes, qu'il a perdu la majorité dans la Chambre des pairs, qu'il s'est vu mettre en scène devant les tribunaux pour avoir été mêlé à de honteuses négociations dont le but était d'acheter des opinions, qu'il a gâté la plupart des résultats de l'expédition d'Espagne, qu'il s'est séparé des royalistes, en un mot qu'il paraît peu capable et qu'on le dit. Voilà les circonstances graves qui l'obligent à nous ravir la liberté fondamentale des institutions que nous devons à la sagesse du roi...

« La censure, depuis la Restauration, n'a sauvé personne ; tous les anciens ministres qui ont voulu l'établir ont péri ; et pourtant ils avaient une sorte d'excuse, ils étaient plus près de l'événement des Cent-Jours ; il y avait des troubles et des conspirations dans l'État, le duc de Berry avait succombé...

« Le ministère actuel ne peut argumenter ni d'une catastrophe, ni de l'ignorance des principes de la Charte, mis aujourd'hui à la portée de tous. Il est sans puissance car il lui a plu de s'isoler de toutes les opinions...

« Il faut sortir promptement de la route où l'on s'est jeté si l'on ne veut pas arriver à un abîme. On peut disposer de soi, on peut

Castellane nous le prouvent). C'est à ce second séjour qu'il faudrait rapporter les souvenirs et les descriptions rattachées par lui au premier.

« se perdre si on le juge convenable ; mais on ne doit jamais com-
« promettre son pays ; or, le ministère ébranle par son système la
« monarchie légitime : peu important ses intentions, elles ne réparent
« pas ses actes. »

Ces observations, justes dans leur dureté, étaient accueillies aussitôt par le plus vif succès. Trois réimpressions, auxquelles Chateaubriand ajoutait chaque fois une préface nouvelle plus sévère que la précédente, étaient nécessaires en six jours de temps. Cependant le ministère cette fois réagissait peu. Il se contentait d'envoyer quelques notes à la correspondance privée des journaux anglais, et d'interdire aux journaux censurés de Paris d'annoncer la publication, mais il n'osait faire paraître aucun article de réponse dans la presse française, et même il tentait ou laissait tenter une réconciliation avec Chateaubriand.

C'est que les événements forçaient Villèle à s'apercevoir qu'il allait avoir besoin de son ancien collègue.

En effet, tandis que le public s'exaspérait, la santé du roi déclinait. L'espèce de décomposition putride qui, depuis plusieurs années déjà, avait envahi ses jambes, gagnait rapidement. Malgré la force d'âme avec laquelle il avait lutté contre la maladie, il n'avait presque pour ainsi dire plus sa conscience. A partir des premiers jours de septembre sa fin était attendue d'un moment à l'autre. Il fallait assurer l'avènement, sans trouble, de son successeur ; il fallait, malgré la révolte qu'avait causé le rétablissement de la censure, concilier l'opinion à celui qui allait être Charles X. Et pour cela c'était à Chateaubriand que l'on s'adressait.

Avec l'assentiment de Villèle, quelques amis personnels du prince lui demandaient d'oublier l'insulte qu'on lui avait faite en le renvoyant trois mois plus tôt, d'oublier les injures dont on l'avait fait, depuis, couvrir dans les journaux ministériels.

Par l'intermédiaire du duc de Fitz-James, assure Pasquier (1), on lui demandait d'écrire en faveur du nouveau règne quelques pages qui seraient publiées au *Moniteur*. Et, pour le décider, on lui promettait qu'aussitôt Louis XVIII mort, la maladroite politique des derniers mois allait cesser, que Charles X rendrait la liberté à la presse, que, sans doute, il ne se séparerait pas brutalement des ministres de son frère, ce qui ne serait pas convenable de sa part, mais qu'un remaniement du cabinet ne se ferait pas attendre, et que, de bien des façons, se manifesterait publiquement la volonté de respecter et d'appliquer franchement les institutions garanties par la Charte.

(1) *Mémoires*, VI, 14.

Or Chateaubriand aussitôt acceptait, et se mettait au travail. Pasquier, fielleusement, assure que, pour le décider, on s'était adressé à sa vanité, en lui disant que lui, qui, par sa brochure : *de Bonaparte et des Bourbons*, avait préparé naguère la voie à Louis XVIII, en devait faire autant pour Charles X.

Je ne sais si c'est la vanité, l'orgueil ou tout autre sentiment qui guida Chateaubriand. Lui-même se contente de dire dans une lettre à Mme de Castellane : « Vous verrez que j'oublie facilement le mal qu'on me fait... Il est si facile d'être loyal et de s'oublier soi-même que je ne sais pourquoi on me sait tant de gré. » (1).

Le fait est, en tout cas, que ses ennemis de la veille avaient bien de la chance d'avoir affaire à un adversaire tel que lui. Car au lieu d'abuser de la revanche si éclatante qui lui était offerte, une fois obtenues, pour la cause qu'il défendait, les promesses nécessaires, il négligeait de demander pour lui-même la moindre garantie ou la moindre réparation ; et dans la brochure elle-même il allait montrer autant de dignité que de noblesse.

Sans rien renier de ses anciennes attaques, mais sans non plus rappeler ses griefs, il faisait ressortir en quelques pages quelques-unes des grandes idées propres à faire sentir à tous, à propos de la mort du roi, la grandeur de la monarchie légitime française, et les raisons d'orgueilleuse confiance en l'avenir qui, une fois de plus, par elle, s'ouvraient aux Français de toute origine.

Négligeons, si l'on veut, quelques périodes dont le ton apparaît un peu pompeux pour notre goût d'aujourd'hui. Retenons au moins de cette brochure de trente-cinq pages les passages essentiels. Il fallait avoir l'âme noble et une conviction sincère pour trouver des phrases aussi justes et aussi simples que celles-ci :

« Le roi est mort, vive le roi. » C'est le cri de la vieille monarchie, « c'est aussi le cri de la monarchie nouvelle... Un double principe « politique est enfermée dans cette exclamation de la douleur et de « la joie : l'hérédité de la famille royale, l'immortalité de l'État. C'est « à la loi salique que nous devons, comme nation, une existence « dont la durée n'a point d'exemple dans les annales du monde... « Certes il peut s'appeler immortel l'État qui a vu le sang d'une « même race passer de Robert le Fort à Charles X. »

Il fallait en outre à Chateaubriand, envers lequel Louis XVIII s'était à plusieurs reprises montré si sévère, une belle hauteur de caractère pour faire du roi défunt l'éloge que voici : « Un peuple « encore tout ému, tout enivré de la gloire des armes, vit avec

(1) Lettre de Chateaubriand à la comtesse de Castellane, 19 septembre 1824, p. 6.

« surprise un vieux Français exilé venir se placer naturellement à sa tête comme un père qui, après une longue absence, rentre dans sa famille, ne supposant pas qu'on puisse lui contester son autorité... Louis XVIII n'était pas étonné des grandeurs nouvelles, des miracles récents de la France ; il apportait en compensation mille années de nos antiques grandeurs. Les deux traits dominants de son caractère étaient la modération et la noblesse ; par l'une il conçut qu'il fallait de nouvelles institutions à la France nouvelle ; par l'autre il resta roi dans le malheur. »

En parlant ainsi Chateaubriand était sincère. Déjà, tandis qu'il composait sa brochure, il écrivait dans une lettre particulière à Mme de Castellane (1) : « J'aimais le roi quand même, et je lui reconnaissais plusieurs qualités d'un grand souverain. » Et plus tard, dans ses *Mémoires*, à propos de son séjour à Gand, il devait écrire : « L'idée fixe de la grandeur, de la dignité, de la majesté de sa race, donnait à Louis XVIII un véritable empire. On en sentait la domination. »

Il n'avait pas eu à se forcer pour remplir avec dignité la mission qui lui avait été confiée. Il l'achevait en terminant sa brochure par cette phrase très frappante : « C'est une chose dont les conséquences sont immenses aujourd'hui pour notre pays et dans les circonstances actuelles qu'un monarque mourant au milieu de ses sujets et transmettant son héritage à son successeur. »

L'effet produit ne pouvait manquer d'être excellent. En agissant comme il le faisait, en oubliant ses griefs, Chateaubriand ouvrait la voie à une réconciliation. Quand la brochure parut, le 17 septembre, non seulement les journaux d'opinion, mais *le Moniteur* la reproduisaient, donnant ainsi à espérer à tous qu'une nouvelle politique de fusion des opinions de droite allait s'ouvrir avec le nouveau règne.

En même temps les promesses obtenues par Chateaubriand, en échange de son appui, allaient rassurer ceux qui, d'avance, avaient craint de trouver dans le souverain un ennemi de la Charte.

Sans doute, en effet, dans les premières années de la Restauration, le comte d'Artois, à cause de son intimité avec quelques exaltés, à cause de la façon dont ses familiers étaient intervenus dans la lutte contre Decazes, à cause aussi de quelques manifestations exagérées d'une piété d'ailleurs très sincère, avait été représenté comme hostile aux institutions nouvelles.

Mais aussi il restait un prince bon, accueillant, très séduisant, avide de popularité, un peu léger sans doute, mais sincèrement attaché à ses devoirs de roi.

(1) Ouv. cit., lettre du 14 septembre 1824 :

Et dès le 17, le lendemain de son avènement, tandis que paraissait la brochure de Chateaubriand, par ses premières paroles, par ses premiers actes il montrait qu'il ne voulait pas être le roi d'un parti ni d'un clan. Non seulement il répondait par des phrases très rassurantes aux délégations des grands corps de l'État venues lui présenter leurs hommages, mais lors de la présentation de la Chambre des pairs il accueillait Chateaubriand, assurent les journaux, avec une bienveillance particulière ; non seulement il accordait l'amnistie d'un certain nombre de proscrits et de condamnés politiques, mais il décidait que le duc d'Angoulême, son fils, connu pour son attachement à la Charte, assisterait désormais au Conseil des ministres.

Quelques jours plus tard, autre manifestation destinée à montrer sa confiance et son désir de réconciliation nationale, il accordait le titre d'Altesse Royale au duc d'Orléans, jusque-là, on le sait, tenu, non sans quelque raison, un peu à l'écart par Louis XVIII.

Enfin, comme il avait été promis, le 29 septembre, malgré la résistance violente de Corbière, et l'opposition plus discrète de Villèle, il rapportait l'ordonnance de censure.

Aussi le jour où il faisait son entrée solennelle à Paris, et se rendait à cheval à Notre-Dame pour entendre chanter le *Te Deum* (la cour avait passé les premiers jours du deuil à Saint-Cloud), était-il accueilli par un immense enthousiasme.

Lui-même, toujours heureux de plaire, montrait une grâce séduisante. Malgré la pluie qui tomba pendant une partie du défilé, la foule satisfaite de voir enfin un roi à cheval, se pressait sur le parcours pour saluer ce prince qui semblait avoir si bien compris les leçons des épreuves, qui n'en avait gardé aucune amertume, mais qui, semblait-il, y avait seulement appris l'indulgence.

De toutes parts, par les journaux, comme par les brochures, s'exprimait le plus vif enthousiasme pour le roi et la plus complète confiance dans la prospérité de son règne.

Tandis que Chateaubriand, improvisant encore une nouvelle brochure, pour célébrer l'abolition de la censure, écrivait : « Depuis un « mois la Restauration a avancé d'un siècle, la monarchie a fait un « pas de géant... Nous avons vu un frère succéder à un frère, de « même qu'un fils remplace un père dans le plus tranquille héritage. « Entend-on parler de quelque réclamation ; où sont les prétendants « de la République et de l'Empire ? Est-il dans le monde une puissance qui ait envie de contester le trône au nouveau roi. » De son « côté Salvandy, faisant l'éloge du roi, écrivait *le Nouveau règne et l'Ancien ministère* où il déclarait : « Le prince qui a passé vingt-cinq ans loin de la terre natale comprend mieux que les fils tout-

puissants de la Révolution son siècle et son pays ; ou plutôt il ose davantage. »

Les journaux de gauche eux-mêmes, ceux qui, le plus ouvertement, n'avaient pas craint de se montrer hostiles au régime, se ralliaient, et le *Constitutionnel* écrivait le 5 octobre : « Le nouveau règne s'annonce sous les plus heureux auspices. »

Sans doute chez quelques-uns cet enthousiasme n'était pas absolument désintéressé. Il s'agissait, discrètement encore, en faisant l'éloge du roi, en le flattant, de l'opposer à ses ministres pour obtenir le remaniement, l'élargissement du cabinet, promis en principe lui aussi, mais non encore accordé. Cependant, chez la plupart, les manifestations de loyalisme étaient sincères. D'ailleurs, comme le disait Chateaubriand, en présence de cet avènement sans résistance, et que tant de gens de gauche avaient d'avance proclamé impossible, de ce roi qu'on avait déclaré si absurde et qui semblait se révéler si sage, beaucoup de ceux qui, depuis 1815, s'étaient le plus obstinément enfermés dans l'attente d'une révolution nouvelle, croyaient le moment venu de se rallier.

C'est ainsi que le jour de l'entrée du roi une foule d'officiers généraux de l'Empire, restés sans emploi depuis 1815, soit parce qu'ils n'avaient pas voulu servir les Bourbons, soit parce que leurs opinions trop clairement manifestées les avaient fait écarter, avaient tenu à donner une manifestation de loyalisme en se joignant au cortège.

Barante écrivait à M. de Sainte-Aulaire le 25 octobre : « *Le Constitutionnel* aime tant les Bourbons, les Bourbons tant la liberté que je me figure dans l'âge d'or (1). » Et Guizot, un des adversaires pourtant les plus sectaires du régime, écrivait le 16 octobre à Barante (2) : « Après l'abolition de la censure, pendant quinze jours le roi et le duc d'Angoulême ont été vraiment populaires. Pour la première fois les libéraux ont reconnu les Bourbons et tout ce qui restait d'officiers généraux mécontents s'est donné avec transport. »

Ainsi, malgré les fautes graves commises par Villèle, pendant les derniers mois, la monarchie restaurée, forte de ses récents succès des années précédentes, forte de l'union qui venait de se faire autour du nouveau roi, voyait, pour les débuts du nouveau règne, la confiance se rétablir autour d'elle. Chateaubriand pouvait être fier pour sa part du rôle digne et utile qu'il avait su conserver depuis sa chute. Et si l'on savait profiter des circonstances pour décourager définitivement, par une habile politique, ceux qui, depuis dix ans, avaient

(1) *Mémoires de Barante*, III, 234.

(2) *Id.*, III, 231.

gardé de la défiance, un bel avenir s'ouvrait pour les Bourbons.

Seulement il ne fallait pas manquer l'occasion, il fallait éviter les maladresses, il fallait donner sagement une satisfaction nécessaire et juste ; et pour cela il fallait bien comprendre la situation des esprits.

Depuis les premières années de la Restauration, la monarchie n'avait guère trouvé en face d'elle, comme adversaires systématiques, que l'équipe des anciens fonctionnaires de l'Empire, les parvenus, les vieux requins de la Révolution, soucieux avant tout de conserver leurs places, leurs fortunes, leur influence, blasés sur tout le reste par toutes les aventures révolutionnaires. Ils ne se préoccupaient plus guère des idées et des principes, les sentiments désintéressés n'étaient pas leur fait ; le libéralisme n'était guère pour eux qu'une arme, et ce n'était pas eux que pouvaient sincèrement scandaliser ni la censure ni les reniements de doctrines et de programmes.

En 1824, ils étaient encore là, toujours jaloux de conserver les avantages une fois conquis, toujours méfiants. Ils étaient encore prêts, s'il le fallait, à trahir et à profiter d'une révolution nouvelle. (Ce sont eux qui, six ans plus tard, accapareront, quand elle sera faite, la révolution de 1830.) Ils n'étaient plus guère cependant de taille à prendre la tête d'un mouvement. Pour le moment, devant le succès, ils ne demandaient qu'à céder au fait accompli en en tirant, bien entendu, le plus d'argent et le plus d'honneurs possible.

Mais en même temps une génération nouvelle était en train de naître à la vie politique : celle des hommes venus au monde aux environs de 1800. Sans doute celle-ci commençait à peine à prendre conscience d'elle-même ; il fallait beaucoup de finesse pour la deviner déjà ; mais c'était celle des hommes qui, pendant quarante ans, allaient présider à l'évolution du siècle ; et déjà il fallait compter avec eux.

Tandis que quelques-uns s'étaient un moment groupés autour de Victor Hugo, à la première Muse Française, en septembre 1824 paraissait le premier numéro du *Globe* qui allait bientôt réunir Thiers, Sainte-Beuve, et les premiers saint-simoniens. Ailleurs s'annonçait, ardent bien qu'assez confus, un puissant réveil de la pensée catholique, avec Lamennais qui fondait en 1824, aidé de l'abbé Gerbet, le *Mémorial catholique*. D'autres, avides de toutes les tâches généreuses, s'enthousiasmaient pour la Grèce (1). Malgré la diversité cependant des voies dans lesquelles ils s'engageaient, et l'incertitude d'idées où ils étaient encore, la même exubérance de vie, d'ardeur au travail, d'enthousiasme et d'âpreté au succès, rattachait ces jeunes gens l'un à l'autre.

(1) Voir dans les *Souvenirs* de Delescluze le récit de ses soirées chez Ampère.

Tout cela était bien divers, bien confus encore, mais ce qu'on y devinait, c'était la fièvre du renouveau, le rajeunissement que la crise révolutionnaire avait apporté à bien des problèmes.

Si faible que fût encore ce mouvement, si inquiétant qu'il pût paraître par certains côtés, il fallait en tenir compte. Chateaubriand, lui, ne désespérait pas. Il devinait que cet ébranlement confus pouvait être discipliné, orienté dans un sens utile à la monarchie. Seulement il fallait comprendre. Il fallait se mettre sans timidité à la tête de cette jeunesse.

La tâche, délicate certes, pouvait être grande et belle. Politiquement, elle devait comprendre, à l'intérieur, l'organisation des institutions, des libertés de la société nouvelle par l'étude des grandes lois organiques (sur la décentralisation et la réorganisation aristocratique en particulier) propres à compléter la Charte, à l'extérieur la poursuite de la politique amorcée par la guerre d'Espagne qui ouvrait, aussi bien en Orient qu'en Amérique, de larges perspectives où les sentiments les plus nobles et les intérêts les plus intelligemment compris de la monarchie française pouvaient se trouver d'accord. Et pour cela, il fallait, profitant de la popularité du nouveau règne, rallier courageusement et franchement ceux qui, de tous côtés, pouvaient servir. Il fallait, comme on l'avait laissé espérer, ouvrir le cabinet par un large remaniement.

Mais Villèle ne voulait pas comprendre. Lui-même dit, dans ses *Mémoires* (1), qu'à la mort de Louis XVIII il avait pensé à se retirer : « Nous fûmes retenus, dit-il, par la crainte d'être accusés d'ingratitude, par celle d'être jugés sévèrement par le pays où cette retraite sans motif apparent pouvait être mal comprise ». — « Nous résolûmes, ajoute-t-il, d'attendre la première tentative qui serait faite pour introduire dans le ministère un courtisan donneur de conseils intimes. Cette occasion ne nous fut jamais offerte et nous nous trouvâmes entraînés à rester aux Affaires, malgré toutes nos prévisions ».

On n'est pas de plus mauvaise foi.

Le courtisan donneur de conseils dont il craignait, soi-disant, l'entrée aux affaires, y était déjà ; c'était Sosthène de La Rochefoucauld. Quant au scandale qu'aurait causé le changement ou du moins le remaniement du cabinet, il eût été nul, et Villèle, pour s'en rendre compte, n'avait qu'à écouter les avis qui lui venaient, de tous côtés, de toutes parts.

Lui-même a, dans ses *Mémoires*, rendu compte de quelques-unes des démarches tentées à ce moment, auprès de lui, pour l'éclairer.

(1) V, 117.

Clauzel de Coussergue, le 9 octobre, lui écrivait : « Je crois que jamais il n'a été, plus qu'à ce moment, dans les convenances, dans l'intérêt, dans la probité politique des royalistes, de faire cesser parmi eux toute division. »

Berryer, trop jeune encore pour qu'il pût s'agir d'ambition personnelle, écrivait le 18 octobre (1) : « N'en doutez pas, la composition « actuelle du ministère est beaucoup trop au-dessous de l'attente « générale. Indépendamment même de plus ou moins de capacités « de tel ou tel homme, *le changement de ministère est comme une sorte « de nécessité qu'impose le changement de personne royale.* Sentie de « toutes parts comme par instinct, cette idée exerce son influence sur « tous les esprits. » Il ajoutait, avec une lucidité de prévision, digne de remarque :

« Le mouvement qui se doit opérer me semble tellement irrésistible « que je ne songerais qu'aux moyens de le diriger. Vous pouvez encore « en être le maître. Mais le temps, en s'écoulant, ne vous apportera « pas de forces nouvelles. Il ne fera qu'alimenter et exciter les forces « de l'opposition. Il faut que les divisions soient éteintes. Vous seul « pouvez y mettre fin sans secousses. En appelant à la discussion « dans le Conseil certains hommes dans l'attente desquels quelques- « uns des ministres actuels semblent n'être que dépositaires de leur « portefeuille, vous vous mettre à même de faire accepter des com- « positions honorables par ceux qui, pour telle ou telle raison, ne « peuvent entrer dans l'organisation du ministère. »

Pendant ce temps les *Débats*, qui commençaient à s'impatienter, insistaient, le 24 octobre, sur la nécessité de mettre sans tarder à l'étude au moins la loi sur l'organisation des communes.

Les principales démarches semblaient faites contre Corbière, lequel assure l'ambassadeur d'Angleterre (2) (2 décembre), était très impopulaire à cause de la dureté de son administration, à cause de la mauvaise grâce de son langage et de ses manières, et à cause de la négligence qu'il mettait à remplir ses fonctions. Mais malgré ces conseils fort sages et sans doute d'autres semblables dont la trace n'est pas restée, Villèle, craignant des rivaux possibles, ne voulait rien entendre : Toute concession à l'opinion publique, contre un quelconque de ses collègues, assurait-il à l'ambassadeur d'Angleterre, enlèverait aux amis du gouvernement toute confiance dans sa stabilité (2 décembre).

Le roi, en même temps, trompé par le mouvement de popularité qui l'avait accueilli, ne croyait pas nécessaire, pour le moment du

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 137.

(2) *Record office*.

moins, d'imposer à ses ministres de démissionner contre leur volonté ; et Villèle allait en profiter pour se refuser à tout et pour oublier ce qu'il avait promis au moment de la mort de Louis XVIII. Il ne tentait qu'une concession, et elle avait quelque chose d'insultant : il faisait offrir à Chateaubriand une pension nouvelle comme ministre d'État. (La précédente, malgré les promesses faites au moment de son entrée au ministère, ne lui avait jamais été rendue.) Celui-ci la refusait. Il se rendait bien compte de ce que son geste avait de regrettable, mais au moment où Villèle paraissait décidé à poursuivre sa fausse politique, il ne pouvait avoir l'air de se laisser enchaîner par une concession aussi insultante et il écrivait à Mme de Castellane : « Je ne puis aller avec honneur recevoir une pension sous le ministère actuel... Mais en même temps cette signature de Charles X me faisait une peine mortelle à repousser. Je l'aurais volontiers portée respectueusement et en pleurant à mes lèvres ; puisse cet excellent prince me pardonner une chose qu'il aurait faite lui-même à ma place (1). » (Quelques mois plus tard, sans plus de succès, Sosthène proposera de le faire nommer historiographe du roi.) (2)

Puis, attendant les événements, sans intervenir dans les négociations en cours, il était parti retrouver à Neufchâtel Mme de Chateaubriand qui, toujours mécontente de « l'attitude de dupe de son mari », s'obstinait à bouder et refusait de revenir s'installer à Paris où même, à titre de manifestation, elle avait donné congé de son appartement. Et il passait auprès de sa femme une quinzaine de jours à rêver solitairement au bord du lac de Bienne en évoquant, selon son habitude, les ombres de ceux et de celles qui, au cours des siècles, avaient illustré la région où, comme lui, ils étaient venus oublier leurs déceptions et leur disgrâce.

Mais bien vite ses amis, impatients, le rappelaient et, sur le conseil de Bertin (3), semble-t-il, quand il rentrait au début de novembre après avoir enfin décidé sa femme à venir se réinstaller à Paris, il tentait, lui aussi, auprès du gouvernement une dernière démarche. Sous le titre : *Lettre à un pair de France*, il publiait, le 8 novembre, une brochure pour insister à son tour sur la nécessité d'un changement de politique ministérielle.

Ce n'était pas encore la rupture, c'était seulement une dernière mise en garde : « Au moment de la mort de Louis XVIII, écrivait-il à son correspondant supposé, je n'ai dû penser qu'à son succes-

(1) Ouv. cit. Lettre du 26 septembre 1824.

(2) Voir *Revue d'histoire littéraire de la France*, octobre 1902. Article de M. Lanson.

(3) Voir GIRAUD, *Nouvelles études sur Chateaubriand*. Lettres de Chateaubriand à Bertin, 30 septembre ; 20-27-30 novembre 1824.

« seur ; je me serais à jamais reproché toute parole qui n'eût pas été
 « pour le nouveau règne. Maintenant que je me suis acquitté de
 « devoirs chers à mon cœur, vous me pressez d'en remplir d'autres
 « assez pénibles ; vous croyez que j'aurai un peu plus de force et
 « d'autorité pour développer des vérités importantes après avoir
 « prouvé, comme je l'ai fait, qu'aucun ressentiment ne conduit ma
 « plume. Qui plus que moi désire voir cesser les oppositions roya-
 « listes... » — « Sans doute, ajoutait-il, le prince pourrait tout ce qu'il
 « voudrait, on obéirait. Personne n'a la prétention de résister ou de
 « donner des leçons à la volonté souveraine... Mais ce n'est pas une
 « raison, pour que les ministres abusent et prétendent gouverner
 « contre les institutions. Car, sans doute, l'opinion dédaignée se sou-
 « mettrait avec une respectueuse résignation. Mais les hommes qui
 « valent quelque chose et qui comptent chez les peuples se tiendraient
 « à l'écart. La couronne serait toujours chérie, toujours vénérée, on
 « serait toujours prêt à lui sacrifier repos, fortune, famille et vie...
 « Mais les bénédictions qui sortent d'un cœur attristé ont-elles la
 « même puissance pour la prospérité des États? »

Insistons sur cette dernière démarche. Ceux qui ne veulent voir en Chateaubriand qu'un égoïste, devraient bien tenir compte de tous ses efforts répétés de modération. Malgré son impatience naturelle, il s'était effacé pendant trois mois, il s'était montré prêt à toutes les concessions. Mais, cette fois encore, malgré le ton discret de cette dernière mise en garde, tout restait inutile.

Villèle ne répondait que par une maladresse. Le 3 décembre, il publiait une ordonnance mettant à la retraite tous les officiers généraux qui, depuis 1823, n'avaient pas occupé d'emplois actifs. C'est-à-dire qu'il choisissait, pour réformer les officiers maintenus en activité depuis la Restauration, le moment où ceux-ci venaient de faire une manifestation très marquée de loyalisme, en se joignant au cortège royal le jour de l'entrée de Charles X à Paris. Puis, sans rien changer à son ministère, sans avoir écouté aucun avis, sans avoir fait aux partis les concessions de personnes espérées et promises, il se mettait en devoir de continuer à gouverner, il préparait pour la fin de décembre la rentrée des Chambres ; et bientôt, d'une part, les projets de loi qu'il allait déposer pour l'ouverture de la session, d'autre part l'orientation qu'il allait donner aux négociations avec les gouvernements étrangers, allaient le montrer subordonnant tout par amour-propre au succès de ses combinaisons financières et au maintien de son pouvoir. Et tandis qu'il allait laisser à l'intérieur, sans s'occuper des lois organiques, le clan de Sosthène se lancer dans une imprudente politique religieuse et brimer l'opinion, il allait compro-

mettre à l'extérieur les résultats de la guerre d'Espagne et la large politique internationale que Chateaubriand avait amorcée l'année précédente.

*
* *

Pour bien comprendre, pour juger l'attitude d'opposition que Chateaubriand allait maintenant adopter, il faut considérer quelle était cette politique qui se dessinait à cette date.

Dès l'ouverture de la session, Villèle déposait quatre projets de lois : deux projets de lois financières, deux projets de lois religieuses.

De ces quatre projets, un seul était tout à fait juste, sage et politique : c'était le projet d'indemnité aux émigrés. Depuis dix ans, les ministères qui s'étaient succédé avaient promis aux émigrés, et généralement à toutes les victimes des confiscations révolutionnaires, une indemnité en échange de la reconnaissance, garantie par la Charte, de la vente des biens nationaux. Mais les ministères de gauche des premières années ne s'étaient pas pressés de mener l'affaire à terme ; et d'ailleurs les difficultés financières résultant de la liquidation des guerres impériales avaient forcé de surseoir.

Maintenant que la liquidation des dettes de guerre était achevée, maintenant que dix ans d'une sage administration financière avaient rétabli la prospérité matérielle du pays, il était temps de songer à l'indemnité, il était même urgent de le faire. Car, tant que la question demeurerait pendante, les terres achetées comme biens nationaux restaient grevées d'une sorte d'hypothèque morale. Elles ne se négociaient pas à leur véritable valeur.

Pour assurer la réconciliation nationale, et achever la restauration économique, il fallait régler, une fois pour toutes, la question de l'indemnité. La Chambre royaliste élue en 1824 était fort justement pressée d'aboutir. Villèle agissait sagement en lui donnant satisfaction dès le début de la session.

Le malheur seulement est qu'avec son esprit tortueux, entêté et égoïste, Villèle s'obstinait à utiliser cette mesure de réconciliation pour le succès des conceptions financières qui lui étaient particulières.

Déjà, l'année précédente, il avait indiqué que la conversion des rentes serait liée à l'indemnité. L'échec de son projet de loi ne l'avait pas fait changer d'avis. Au contraire, il mettait son amour-propre à ne vouloir rien abandonner.

En même temps que le projet de loi d'indemnités, il déposait un nouveau projet de conversion ; il les liait l'un à l'autre de façon intime ;

et il allait tout subordonner au succès de celui qui lui tenait le plus à cœur : le projet de conversion.

Ce n'était peut-être pas seulement l'amour-propre qui le guidait dans cette affaire, bien que l'amour-propre y fût pour beaucoup. L'année précédente il avait pris secrètement des engagements vis-à-vis d'un certain nombre de banquiers, chargés d'assurer le succès de la conversion. Ceux-ci, en échange de l'aide qu'ils promettaient, comptaient faire une avantageuse spéculation. D'avance, ils avaient acheté un grand nombre de titres de rentes qu'ils comptaient convertir au cours le plus bas, et revendre un peu plus tard avec bénéfice. L'échec du projet devant les Chambres les avait laissés surchargés de rentes dont ils ne savaient comment se débarrasser. Il leur fallait un nouveau projet de conversion pour recommencer, cette fois avec succès, l'opération manquée l'année précédente. Bertin de Vaux, lors de la discussion devant la Chambre des députés, signalera le fait en disant : « Il reste à démontrer qu'il existe une compagnie de spéculateurs qui, par suite du rejet de la loi des rentes, est engorgée de 5 pour 100 pour une somme énorme. Voilà le problème et, certes, il n'est pas facile à résoudre. Si la loi passe, on en sortira non seulement sans perte, mais avec un grand bénéfice. Si la loi succombe, que voulez-vous que je vous dise ? Le deuil sera dans Jérusalem (le compte-rendu officiel note ici : hilarité. La maison Rotschild était, en effet, la principale de celles avec lesquelles Villèle avait traité).

Comme toutes les combinaisons de Villèle, celle-ci était à la fois très ingénieuse et très compliquée. Il avait été calculé, à la suite de toute une série d'estimations mises au point depuis plusieurs années, que l'indemnité due aux émigrés et aux proscrits de la Révolution, en échange des biens dont ils avaient été dépouillés, s'élevait à un milliard environ.

L'État n'étant pas en mesure de fournir le capital d'une somme aussi considérable, le projet de loi décidait que les indemnités seraient liquidées au moyen de titres de rente attribués à chacun des bénéficiaires et négociables par eux. (Beaucoup comptaient racheter, avec la vente des titres, une partie au moins des terres qui leur avaient appartenu).

De plus, l'examen des réclamations et des droits de chacun des bénéficiaires devant, d'une part, demander un temps assez long et, d'autre part, l'émission d'un trop grand nombre de titres de rente en même temps risquant de faire baisser dangereusement les cours, il était décidé que l'opération serait répartie sur un espace de cinq ans pendant lequel chaque année serait émis un cinquième des titres. Tout cela était très raisonnable.

Mais Villèle ajoutait en outre que les titres de rente de l'indemnité seraient des titres à intérêt de 3 %, et non plus, comme celui des rentes déjà existantes, de 5 %. De cette façon, l'indemnité coûterait moins à l'État ; de plus, un fonds nouveau de 3 % étant créé, on allait, pensait Villèle, habituer le public à une rente d'intérêt plus bas. L'idée, malgré son ingéniosité, n'était pas sans inconvénient. Ce qui risquait de se produire, c'est que ces rentes de 3 % émises en petit nombre, alors que sur le marché existait une forte quantité de rentes à 5 % plus avantageuses, ne trouveraient pas preneur, se déprécieraient ; et les indemnisés déjà défavorisés par la possession d'un titre à intérêt réduit, seraient, s'ils voulaient vendre leurs titres, plus défavorisés encore.

C'est alors que Villèle, qui avait prévu l'objection, faisait intervenir son projet de conversion. Pour soutenir les 3 % de l'indemnité, et les empêcher de s'avilir, il était un moyen. Convertir également à 3 % les anciennes rentes 5 %. Sans doute, cette solution-là, la Chambre des pairs, énergiquement soutenue par les rentiers, l'avait refusée l'année précédente. Villèle, pour reprendre son projet, allait le représenter sous une forme un peu différente. La conversion, cette fois, serait non pas obligatoire, mais facultative et offerte selon le triple système que voici :

1^o Les rentiers auraient le droit de conserver, pour le moment, leurs titres à 5 %, mais sans garantie de non-remboursement.

2^o Ils pourraient convertir le titre 5 % en titres nouveaux à 4 1/2 pour 100 garantis contre tout remboursement nouveau jusqu'en 1835.

3^o Ils pourraient convertir en titres 3 %, offrant le double avantage suivant : les titres seraient garantis non remboursables ; ils seraient émis en fait au taux de 75 francs, c'est-à-dire qu'en échange de 75 francs de capital, les souscripteurs auraient droit à un titre de 3 francs de rente, et bénéficieraient par conséquent d'un intérêt réel de 4 pour 100.

Pratiquement, par conséquent, en convertissant, les rentiers ne verraient diminuer leur revenu que de 1 pour 100 ; ils auraient, en outre, l'espoir de bénéficier bientôt d'un accroissement de capital. En effet, la caisse d'amortissement fondée au début de la Restauration, et destinée à racheter chaque année pour le compte de l'État un certain nombre de titres, de façon à maintenir les cours et à réduire peu à peu la dette publique, interviendrait. Or, cette caisse, alimentée par les excédents budgétaires, était devenue riche (elle représentait un capital de 80 millions de francs), et le projet décidait qu'à l'avenir tout l'effort de l'amortissement porterait sur les titres

3 %, ceux de l'indemnité et ceux de la conversion, à l'exclusion des titres 5 % et 4 1/2 %. Par suite le cours du 3 %, soutenu par les achats de la caisse d'amortissement, s'élèverait rapidement. Les rentiers qui auraient acheté un titre 75 francs verraient bientôt, ainsi que les indemnisés, augmenter la valeur de leur capital. Les titres 3 % seraient, par suite, d'excellentes valeurs de spéculation.

Tout ce programme, qui paraissait ingénieux et même séduisant, n'en était pas moins propre à provoquer tout de suite de graves mécontentements, sans compter d'autres inconvénients à plus lointaine échéance.

1° La conversion présentée comme facultative allait, en fait, être à peu près forcée. En promettant, en effet, que tous les efforts de spéculation de l'État, au moyen de la Caisse d'amortissement, porteraient sur le 3 %, au détriment des autres fonds de 5 % et de 4 1/2 %, on exposait ces derniers fonds à se déprécier, d'autant plus qu'ils demeuraient menacés de conversions et de remboursements nouveaux dont les conditions inconnues risquaient d'être moins favorables. Le public était, par prudence, en quelque sorte contraint à convertir.

2° Si l'État réduisait dans une certaine mesure le montant des intérêts de sa dette, il allait en augmenter dans la même proportion le capital théorique ; et à mesure que le cours du 3 % s'élèverait et s'approcherait du pair, les rachats au moyen de la Caisse d'amortissement coûteraient plus cher.

3° Le 3 %, par suite de son émission à un cours très éloigné du pair, et, par l'action arbitraire de la Caisse d'amortissement, allait se trouver soumis à des fluctuations de grande amplitude ; il allait devenir une valeur essentiellement spéculative sur laquelle sans doute les banquiers, les grands capitalistes disposant de temps, de moyens d'action puissants et de renseignements sûrs, quant aux projets du ministre des Finances, allaient pouvoir jouer et réaliser facilement de gros bénéfices. Mais il perdait son caractère essentiel de valeur stable ; les bénéfices des spéculateurs allaient se faire aux dépens de la foule des rentiers modestes faciles à tromper et des émigrés pressés de réaliser leur indemnité. Et l'État allait se trouver moralement complice de ces sortes d'escroqueries.

4° D'ailleurs, pour que la hausse annoncée et promise au 3 % pût se poursuivre normalement, il était nécessaire que pendant plusieurs années de suite (au moins les cinq années qu'allait durer la liquidation de l'indemnité), nul événement intérieur, nulle crise économique ne vînt troubler les plans financiers du ministère et ruiner la confiance que l'on souhaitait voir accorder au titre nouveau. C'était

beaucoup demander ; et justement, quelques mois à peine après l'émission des premiers titres, une crise commerciale assez grave, partie d'Angleterre, allait, au moment le plus défavorable, déranger le cours des valeurs et, tout naturellement, affoler de façon particulièrement vive les premiers acheteurs de 3 %.

5^o Enfin le plus grave inconvénient du système qui liait la conversion et la liquidation de l'indemnité était de donner aux rentiers l'impression que les économies faites par l'État sur l'intérêt des rentes servait à payer les émigrés. On rendait les émigrés en quelque sorte responsables de la diminution du taux de l'intérêt ; on faisait de l'indemnité une mesure impopulaire ; on offrait un thème facile aux attaques de la gauche ; et c'était le prestige de la monarchie qui allait se trouver atteint.

L'ambassadeur d'Angleterre, communiquant le 5 mai les deux projets à son gouvernement, résumait la situation en disant :

« Les projets ont rendu Villèle très impopulaire. La loi des rentes est très compliquée, demandera beaucoup de délais ; et une grande incertitude demeure à cause des variations que subira le 5 %. On ignore ce que donnera le 3 %, et on suppose que peu de gens accepteront de sacrifier leur 5 % (1). »

Lors de la discussion devant les Chambres, tous les inconvénients, tous les dangers allaient être signalés dans la presse et à la tribune, et d'autres projets plus simples allaient être opposés aux projets de Villèle.

Le plus sage de ces contre-projets consistait à remettre la conversion à plus tard. L'indemnité serait payée au moyen d'une émission de 37 millions de rentes 5 %, prises directement sur le fonds considérable de la caisse d'amortissement. La caisse d'amortissement n'ayant pas, dans ce système, de spéculation à soutenir, puisque le 5 % se trouvait déjà au pair, pouvait être réduite sans inconvénient. Les dangers, les aléas, les immoralités d'une spéculation d'État étaient supprimés, et les titres de rente de l'indemnité allaient se perdre très simplement dans la masse des autres titres 5 %, sans que ni rentiers, ni contribuables, ni indemnisés aient rien à se reprocher les uns aux autres.

Mais Villèle ne voulait rien entendre ; il tenait à sa conversion, à ses 3 %. Et décidé à faire aboutir son projet tel quel, sans tenir compte des critiques, pour se procurer une majorité, malgré les oppositions de droite et de gauche qui se dessinaient, il imaginait de se concilier au moins une partie de l'opposition de droite, en don-

(1) *Record office.*

nant une satisfaction ou une compensation à ceux que préoccupait surtout la question religieuse. Et c'est pourquoi, en même temps que ses projets financiers, il déposait deux projets de lois religieuses, un sur les communautés de femmes, l'autre sur la répression des sacrilèges.

C'était une affaire très délicate à cette époque et qui demandait beaucoup de prudence, de légiférer en matière religieuse. Sans doute, à côté des voltairiens anticléricaux, disciples du dix-huitième siècle et toujours puissants, surtout dans la bourgeoisie nouvelle, le romantisme naissant s'était manifesté par une renaissance des sentiments et des doctrines religieuses ; mais, même de ce côté, les idées étaient loin d'être d'accord. Deux tendances principales au moins se dessinaient.

D'une part, les partisans de l'ancienne tradition gallicane (on les trouvait surtout dans le monde judiciaire, qui s'efforçait de reprendre les traditions des anciens parlements), avaient conservé leurs rancunes et leurs défiances contre l'influence des congrégations religieuses, et des Jésuites en particulier. D'autre part, l'école de Lamennais, avec une violence sans cesse croissante, renouvelait les anciennes doctrines ultramontaines, et prônait l'établissement d'une sorte de gouvernement théocratique.

Entre les deux camps, les gens de cour et d'intrigue, groupés autour de l'honnête Mathieu de Montmorency, chef de l'association de bonnes œuvres et de prières nommée la Congrégation, abusaient la sincère pitié du roi par des manifestations exagérées de zèle religieux.

Cela étant, les esprits étant ainsi divisés et les passions aussi vives, il fallait au gouvernement prendre beaucoup de soin d'éviter les maladresses. Mais Villèle, fort peu religieux lui-même, et trop occupé de ses projets financiers, était mal conseillé par les exaltés de cour. Les deux projets qu'il accepta de présenter à la session de 1825, furent aussi maladroits l'un que l'autre, en attendant ceux, plus imprudents encore, des années suivantes.

Le premier était consacré aux communautés de femmes. Il proposait qu'à l'avenir l'établissement de communautés nouvelles de femmes fût autorisé, non plus par une loi, mais par une simple ordonnance ministérielle. Pourquoi cette réforme, fort modeste d'apparence, mais aussi très inutile ? Car nulle hostilité particulière n'existait dans le pays ni dans les Chambres contre les congrégations religieuses de femmes. Ceux qui soutenaient le projet avaient une arrière-pensée. Derrière les communautés de femmes, c'étaient les communautés d'hommes qui étaient en jeu ; or, celles-là, la principale d'entre elles

surtout, l'ordre des Jésuites, étaient vues avec beaucoup moins de faveur par l'opinion. L'ordre des Jésuites, pratiquement toléré en France depuis la Restauration, n'était pas encore reconnu officiellement. Malgré leur grande influence ou à cause d'elle, l'hostilité, même dans certains milieux catholiques, restait très vive contre les Jésuites. Le jour où ils demanderaient leur reconnaissance officielle, sans doute les Chambres la leur refuseraient-elles. Il serait heureux, pensaient leurs amis, que, ce jour-là, on pût se passer des Chambres. Toutefois, on ne se sentait pas assez fort pour aborder la question de front. On avait alors cherché un biais. En faisant décider d'abord que les communautés de femmes, contre lesquelles n'existait pas d'hostilité, fussent reconnues par simple ordonnance, il serait plus facile, pensait-on, de demander plus tard une mesure semblable en faveur des congrégations d'hommes. Par malheur, seulement, la ruse était un peu grosse ; l'opposition eut vite fait de la dénoncer et d'accuser en même temps l'hypocrisie des ministres, si bien que la loi allait être repoussée.

Le second projet était celui demeuré fameux sous le nom de loi du sacrilège. Déjà, l'année précédente, un projet avait été déposé aggravant les peines destinées à punir les vols commis dans les églises. Mais les ultra-cléricaux n'étaient pas satisfaits. Il leur fallait une loi condamnant à mort, et, précisait-on, à la mort des parricides, avec mutilation du poing, les sacrilèges, c'est-à-dire les profanations d'hosties et de vases sacrés « commises publiquement et volontairement, par haine ou mépris de la religion ».

L'opposition faisait en vain remarquer, non sans quelque raison, qu'une telle loi serait à peu près inapplicable, car outre que les vols, dans les églises comme ailleurs, se font rarement en public, il serait toujours à peu près impossible de prouver que les voleurs auraient agi « par haine ou mépris de la religion », et non par simple cupidité. (En fait, depuis sa promulgation jusqu'à son abrogation en 1830, la loi ne fut jamais appliquée.) Mais peu importait à ceux qui réclamaient la loi ; ce qu'ils voulaient, c'était un texte législatif proclamant sacrilège la profanation des hosties, un texte qui, par suite, déclarerait légale la croyance au dogme catholique de la transsubstantiation.

Or comme la Charte, tout en proclamant la religion catholique religion d'État, déclarait reconnaître et protéger également les autres cultes, l'opposition pouvait soutenir, et elle le fit très vivement, que le projet de loi sur le sacrilège, tel qu'il était présenté, était contraire à la Charte.

L'effet produit ne pouvait être que mauvais à tous points de

vue. Villèle lui-même ne se faisait pas d'illusions à ce sujet. Dès le 29 novembre 1824, il écrivait dans son *Journal* que les lois religieuses « seraient bien difficiles à produire », et après leur discussion devant les Chambres, il ajoutait : « La discussion générale a été close après avoir produit un bien mauvais effet dans le public et à la Chambre (1). »

Seulement, décidé à maintenir son cabinet contre toute logique, il était obligé de céder aux caprices de Sosthène de La Rochefoucauld et du clan d'exaltés dont il s'était fait le prisonnier. Loin de pouvoir freiner, de mois en mois il allait être entraîné plus loin par eux. Pour répondre aux critiques et aux protestations des journaux contre la politique religieuse du ministère, il allait leur faire intenter des procès par lesquels l'opinion allait être agitée davantage encore : « Nous nous sommes appuyés sur le ciel, écrira Sosthène à Mme Récamier en 1825, cette base ne peut nous laisser échouer. » (2) Puis viendra la loi sur le droit d'aînesse, la loi « de justice et d'amour », les missions à travers la France qui, peu à peu, par leur exagération, exaspéreront l'opinion.

En même temps, absorbé par la discussion si difficile de ses divers projets de loi, Villèle négligeait les affaires extérieures que, bien entendu, le baron de Damas, livré à lui-même, était incapable de diriger ; ou plutôt, de parti pris, pour se consacrer à ses affaires financières, il abandonnait le vaste programme que Chateaubriand avait entrepris de mener à bien, et, sans trop savoir quelle politique adopter à la place, il allait, sur tous les théâtres, laisser l'action et l'initiative diplomatiques à l'Angleterre.

On sait quel avait été le plan de Chateaubriand. En Amérique, dans les anciennes colonies espagnoles devenues indépendantes, il voulait, avec l'appui de la population, encourager l'établissement de gouvernements monarchiques confiés à des membres de la famille royale d'Espagne de façon à lutter en même temps contre l'extension des principes démocratiques à des États nouveaux, et contre le développement de l'influence de l'Angleterre, laquelle estimait habile de soutenir les républicains contre la famille des Bourbons.

Cette politique devait être appuyée par l'empereur de Russie, attaché aux principes de défense monarchique de la Sainte-Alliance et hostile lui-même à l'Angleterre, avec laquelle il était en conflit au sujet de l'Orient.

En échange de l'appui que l'empereur Alexandre lui promettait,

(1) Voir NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, VII, 72.

(2) Archives Lenormant.

la France, de son côté, aurait soutenu contre les diplomaties anglaises et autrichiennes la politique de la Russie en Orient.

Alexandre, en effet, poursuivi, comme ses prédécesseurs, par l'arrière-pensée d'atteindre un jour Constantinople et la Méditerranée, avait pris sous sa protection les populations chrétiennes des Balkans qui, depuis quelque temps, étaient en pleine effervescence. Les Moldo-Valaques, d'une part, demandaient des franchises ; les Grecs, d'autre part, s'étaient soulevés en 1821, en réclamant leur indépendance ; et, malgré une féroce répression des Turcs, ils s'obstinaient depuis plusieurs années à lutter, excitant l'intérêt et déjà l'enthousiasme d'une grande partie de l'Europe.

Mais cette agitation des Balkans déplaisait à l'Autriche, inquiète de tout ce qui pouvait troubler sa suprématie en Europe centrale, et à l'Angleterre qui jugeait plus avantageux de n'avoir pour rivale, dans la Méditerranée orientale, que la Turquie.

La France, par contre, n'avait aucun intérêt à maintenir le *statu quo* tel que les traités de 1815, si défavorables pour elle, l'avaient établi. Arbitre entre l'Autriche, l'Angleterre et la Russie, le jour où des négociations générales remettraient en question l'organisation de l'Europe centrale et orientale, elle devait pouvoir se faire payer son intervention dans un sens ou dans l'autre, par une modification de sa frontière rhénane. Aussi, pour en arriver là, avait-elle tout intérêt à soutenir contre l'Empire Ottoman la révolte des Grecs et à agir en liaison avec la Russie.

Tout cela formait un système habile, propre à relever le prestige de la France et à assurer, par suite, la solidité du régime, mais assez complexe, aux incidences nombreuses et pour le succès duquel une action diplomatique souple, soutenue et active était nécessaire.

Or, Villèle qui n'en comprenait pas bien la portée, que l'incapable Damas secondait fort mal, et qui, tout à ses combinaisons financières, souhaitait surtout éviter les complications extérieures, n'était, en tout cas, pas disposé à consacrer beaucoup de temps à la diplomatie : « J'ai plus à cœur les affaires intérieures que celles de l'extérieur, écrira-t-il à Polignac le 5 décembre 1825 (1) ; » et ses agents auprès des cours étrangères eux-mêmes se plaindront d'être laissés sans instructions : « Pour être utile dans le poste délicat où je suis, écrira de Londres Polignac, le 19 janvier 1825, j'ai besoin d'une direction plus complète. » De même, le 10 avril 1826, l'ambassadeur en Espagne écrira (2) : « Je comprends l'excès de travail que vous donne la ses-

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 191.

(2) *Id.*, V, 150.

« sion... Mais enfin la diplomatie a aussi ses besoins, et je voudrais
« que vous puissiez y consacrer plus de moments. Ils ne seraient
« pas perdus. Le grand malheur, c'est qu'aux Affaires étrangères
« on n'est ému de rien et on y va sans méthode, sans système, et
« sans zèle surtout. C'est à vous d'y voir... Vous êtes tout entier
« à ce que vous faites, vous y êtes de tête et de cœur... M. de
« Damas y est au plus de la main, et celle-là est guidée souvent par
« de pernicieuses influences subalternes (1). »

Aussi, en quelques années, le bénéfice des succès et des efforts de la guerre d'Espagne allait-il se trouver compromis, et de nouveaux et justes griefs allaient s'ajouter à ceux qui, par ailleurs, s'amasseraient contre Villèle.

Au moment où Chateaubriand avait été renvoyé, c'était la question des colonies américaines qui était la plus urgente. Chateaubriand, dans les derniers mois de son ministère, avait, à diverses reprises, tenté de réunir des conférences où le sort de l'Amérique espagnole aurait été réglé par un accord des puissances. Il avait obtenu que l'Espagne reconnût, à ses anciennes possessions, la liberté du commerce, et acceptât de prendre part aux conférences. L'Angleterre, elle, avait tout d'abord refusé de donner son concours à un accord. Mais Chateaubriand n'avait pas renoncé à la convaincre et, pour en arriver là, il l'avait menacée de prolonger, s'il était nécessaire, l'occupation de l'Espagne, de Cadix en particulier, en même temps que son ambassadeur en Portugal, Hyde de Neuville, avait eu pour mission de contre-battre l'influence anglaise dans la péninsule.

Or, aussitôt débarrassé de son rival, Villèle renversait ce plan. Il ne voulait voir dans la prolongation de l'occupation qu'un embarras et des dépenses ; il redoutait tout ce qui pouvait déplaire à l'Angleterre et provoquer de sa part, peut-être, sur le terrain économique, des représailles gênantes pour les projets de conversion en cours. Il renonçait, de parti pris, à tout ce qui pouvait ressembler à de l'intimidation.

Dès le 5 juillet 1824, dans une conversation avec l'ambassadeur d'Angleterre, il laissait entendre son désir d'abandonner l'Espagne. Quelques jours plus tard, le 20, il précisait même que, l'occupation coûtant cher, tout le monde en France désirait la voir finir (2). D'ailleurs il se déclarait impuissant à obtenir rien du gouvernement espagnol ; et au lieu d'intensifier son action, il ordonnait à son ambassadeur Talaru de rentrer en France en ne laissant à Madrid

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, V, 194.

(2) Lettre de l'ambassadeur anglais du 19 juillet. *Record office*.

qu'un chargé d'affaires « très suffisant pour les rapports » qu'il voulait désormais très réduits.

Un autre jour, le 6 août, il avouait expressément à l'ambassadeur d'Angleterre son intention de se désintéresser des revendications de l'Espagne sur ses anciennes colonies (1) : « La France a assez de mal avec l'Espagne, disait-il, sans s'occuper activement des affaires des colonies » ; et même, en sous-main, il entamait avec les adversaires des royalistes, en particulier Hurtado en Colombie, des négociations que l'ambassadeur signalait (septembre 1825).

En même temps il abandonnait, il désavouait son ambassadeur en Portugal, Hyde de Neuville. En Portugal, comme en Espagne, les partisans des idées révolutionnaires s'agitaient. En mai 1824, ils avaient été sur le point de détrôner ou plutôt de condamner à l'abdication le vieux roi Jean VI. Mais Hyde de Neuville avait eu l'audace d'intervenir, de provoquer une manifestation du corps diplomatique, de prendre le roi sous la protection de la France en offrant, s'il était nécessaire, l'appui des troupes françaises, et le mouvement révolutionnaire avait avorté. Or, l'Angleterre qui prétendait garder son influence prépondérante en Portugal, et à qui, pour gêner l'action de la France en Espagne, il ne déplaisait pas, secrètement, de voir un gouvernement révolutionnaire s'établir dans la péninsule (il paraît, écrivait Villèle à Polignac (2) le 15 septembre, « qu'A. Court, l'ambassadeur d'Angleterre, va agiter de nouveau le Portugal en pressant la convocation des Cortès et en voulant faire opérer des changements dans l'hérédité de la couronne »), l'Angleterre protestait contre la conduite d'Hyde de Neuville, demandait son rappel, et Villèle aussitôt céda. Dès les premières protestations de l'Angleterre, il déclarait à l'ambassadeur britannique, le 10 juillet, que l'offre d'appui militaire faite par Hyde de Neuville n'avait pas été sanctionnée par le gouvernement, et que les conséquences de cette démarche non autorisée l'avaient décidé à envoyer à Hyde l'ordre de se conduire avec plus de modération. Il ajoutait quelques jours plus tard, le 20 juillet, qu'il avait envoyé une sévère réprimande à son ambassadeur à la suite de laquelle celui-ci allait sans doute demander son rappel. Il allait même jusqu'à déclarer, le 23, en parlant d'Hyde de Neuville à l'ambassadeur anglais : « c'est une grenouille qui se gonfle. »

Il était d'autant plus inconvenant de parler ainsi d'Hyde de Neuville que celui-ci, pendant la Révolution, s'était illustré par son cou-

(1) *Record office*. La correspondance, encore inédite, de l'ambassadeur anglais à Paris est, pour cette époque, particulièrement précieuse.

(2) VILLELE, *Mémoires*, V, 128.

rage comme agent secret des Bourbons. Mais il était, en outre, un des plus intimes amis personnels de Chateaubriand. Aussi Villèle sacrifiait-il sans hésiter la dignité nationale à sa rancune personnelle et au désir de plaire à l'Angleterre. En décembre 1824, il rappelait Hyde à Paris et au mois de juillet suivant le plaçait en disponibilité, sans lui donner d'explications.

En réponse à ses faiblesses, le gouvernement anglais comprenant qu'il n'avait plus rien à ménager, reconnaissait publiquement, au début de janvier 1825, les gouvernements révolutionnaires d'Amérique.

Villèle, sans doute, protestait pour la forme en disant (10 janvier) que cette mesure allait déplaire à un parti puissant en France et l'exposerait au mécontentement de l'empereur de Russie ; il laissait en même temps voir, ajoute l'ambassadeur britannique, qu'au fond il désirait imiter l'Angleterre.

Quelques jours plus tard, en effet, *le Pilote*, journal inspiré directement par le gouvernement, signalait que la France aurait un intérêt économique à soutenir la reprise des relations commerciales avec les républiques d'Amérique.

Il allait même plus loin. La France, elle aussi, possédait une colonie qui s'était révoltée, l'île de Saint-Domingue, où, pendant la Révolution, les nègres avaient massacré les colons et proclamé la République.

C'est en vain que Napoléon avait, sous le Consulat, envoyé l'expédition du général Leclerc pour tenter de reconquérir la colonie. L'expédition avait échoué. Depuis, les Bourbons, absorbés par d'autres soucis, n'avaient rien tenté de sérieux, mais la France n'avait pas renoncé à faire valoir ses droits quand les circonstances seraient plus favorables. Or, brusquement, en juin 1825, Villèle, sans avoir consulté les Chambres, publiait, à la surprise et au scandale de tous les partis, une ordonnance ratifiant un traité signé, annonçait-il, en avril précédent, et par lequel le gouvernement français reconnaissait l'indépendance de la colonie moyennant une indemnité de 150 millions.

Sans doute, Villèle expliquait que ces 150 millions allaient être une précieuse ressource pour le Trésor embarrassé par les charges de l'indemnité aux émigrés et de la conversion.

Mais aucun des partis n'acceptait cette façon de raisonner. Les royalistes n'admettaient pas de voir le roi abandonner de lui-même ses droits sur une belle colonie ; les constitutionnels soutenaient que la Charte pas plus que les lois de l'ancienne monarchie, ne permettaient l'abandon d'une portion du territoire national sans consultation du pouvoir législatif. Tous voyaient dans la façon de procéder de Villèle une insulte à l'honneur national et d'ailleurs ils faisaient

fort justement remarquer que, vu le désordre et l'anarchie qui régnaient à Saint-Domingue, jamais la république nègre ne serait en mesure de payer l'indemnité qu'elle avait promise. Villèle ne s'en obstinait pas moins avec l'arrière-pensée qu'en émancipant sa colonie la France donnerait tacitement à l'Espagne l'exemple de traiter, elle aussi, comme le souhaitait l'Angleterre, avec les gouvernements révolutionnaires de ses possessions d'Amérique.

Ainsi, lui, royaliste, arrivé au pouvoir grâce à l'appui des ultras, aussitôt livré à lui-même, pour ne pas déplaire à l'Angleterre, pour pouvoir plus à loisir se consacrer à ses combinaisons financières, abandonnait la politique bourbonnienne et antirévolutionnaire amorcée les années précédentes, et en quelques mois il compromettait tous les résultats et tous les avantages de l'expédition d'Espagne pour un bénéfice extrêmement aléatoire et presque uniquement théorique.

Si l'Angleterre en effet, pour s'excuser de soutenir les révolutionnaires d'Amérique, pouvait faire valoir que son industrie sans cesse en progrès avait besoin de s'ouvrir des débouchés et des champs d'influence nouveaux que l'Espagne ou des gouvernements monarchiques soumis à l'influence de l'Espagne lui auraient tenus fermés, la France, pays plus agricole qu'industriel, et qui ne possédait pas la puissante flotte commerciale anglaise, n'avait ni les mêmes raisons d'agir, ni les mêmes avantages commerciaux à espérer.

Le seul résultat effectif des méthodes nouvelles allait être de mécontenter la Russie et de perdre, par suite, l'appui que celle-ci était disposée à donner à la France. En Orient, en effet, Villèle allait se résigner à la même abstention qu'en Occident.

Au début de 1825, comme la Grèce, malgré la sauvagerie de la répression turque, malgré ses propres divisions, ne renonçait pas à la lutte, l'empereur de Russie avait ouvert à Saint-Pétersbourg des conférences diplomatiques pour traiter la question turco-grecque. Il demandait à la Sainte-Alliance d'approuver une intervention militaire au cas où la Porte refuserait la médiation des puissances.

Or, pas plus que l'Angleterre et l'Autriche qui, elles, avaient leurs raisons pour cela, la France ne soutenait la thèse russe d'action contre la Turquie. Le gouvernement même, loin d'encourager la propagande des philhellènes, la contrecarrait le plus qu'il pouvait. Damas reconnaît dans ses *Mémoires* qu'au risque de mécontenter la Russie, Villèle, pour ne pas déplaire à l'Angleterre et à l'Autriche, était hostile à l'émancipation des Grecs. Il s'efforçait d'empêcher qu'un congrès ne fût réuni à ce sujet. D'ailleurs, écrit naïvement Damas : « Franchement, je ne me croyais pas de force à représenter mon pays dans une réunion si solennelle. »

A cette époque pourtant existait en Grèce un parti important d'amis de la France disposés, en cas d'aide de notre part, à nous assurer une grande et utile influence dans l'État nouveau. (Certains offraient d'élire pour roi un prince français, le duc de Nemours, fils du duc d'Orléans). Villèle cependant s'en tenait à son unique souci d'éviter des complications. L'Angleterre certes en était satisfaite et son ambassadeur à Paris pouvait, le 7 avril 1825, écrire à son gouvernement : « *Je pense que les gouvernements d'Europe ont intérêt à maintenir M. de Villèle au pouvoir* (1). » Mais la France, elle, allait perdre les avantages que lui assurait, en Europe, comme en Amérique, l'alliance du tsar.

Alexandre, en effet, qui n'avait pas renoncé à ses projets, comme il ne pouvait plus compter sur l'appui de la France, allait tenter alors de se rapprocher de l'Angleterre. L'Angleterre, de son côté, qui avait au début tenté de contrecarrer les efforts de l'insurrection grecque, commençant à se rendre compte de la force du mouvement, allait chercher, puisqu'elle ne pouvait en empêcher complètement le succès, à en prendre la direction au profit de sa politique méditerranéenne et mondiale. En même temps qu'elle allait se décider à encourager officiellement les philhellènes, elle allait accepter de traiter avec le tzar. Par le protocole du 4 avril 1826 allait être accepté le principe d'une médiation de l'Angleterre entre la Russie et la Porte pour assurer l'indépendance de la Grèce ; et cette médiation allait aboutir au traité d'Ackermann qui allait accorder d'importantes satisfactions aux États balkaniques et qui, en outre, allait faire reconnaître par la Turquie des avantages considérables au commerce maritime de la Russie, en même temps que, par compensation, l'empereur de Russie allait accepter d'approuver et d'encourager dans la péninsule Ibérique l'action constitutionnelle et antilégitimiste des Anglais, et allait faire dire publiquement par son ambassadeur à Madrid que, selon lui, c'était aux Anglais de dominer en Portugal, si bien que l'Angleterre aussitôt allait pouvoir envoyer un corps de dix mille hommes à Lisbonne sans que la France isolée osât protester.

Bref, Villèle allait renoncer à jouer un rôle de premier plan dans les négociations internationales. Dès le 19 novembre 1825, l'ambassadeur d'Angleterre à Paris pouvait écrire à son gouvernement : « Dans la « politique extérieure le peuple ne voit rien qui puisse satisfaire son « orgueil national. Dans la politique commerciale, le gouvernement « semble vouloir suivre les traces de l'Angleterre mais ne se risque « pas par crainte de déplaire à la Russie et à l'Espagne. Mais, bien

(1) *Record office.*

« qu'arrêté par cette crainte, il n'a pas obtenu la confiance de l'empereur qui se défie de lui comme de l'Angleterre ; et en Espagne où son armée a rétabli le roi sur son trône et où une partie de ses troupes garde le roi, il n'a pas un atome d'influence (1). »

L'année suivante, la situation n'aura fait qu'empirer ; et, le 12 décembre 1826, Villèle allait subir un affront public de l'Angleterre. Ce jour-là, à la Chambre des communes, Canning, le premier ministre, allait prononcer un retentissant discours où, faisant l'apologie de sa politique, il allait déclarer que sa diplomatie depuis deux ans était dirigée tout entière contre la France, et il allait pousser le cynisme jusqu'à dire que, pour obtenir une revanche de l'occupation de l'Espagne par nos troupes, il avait exploité contre la France le mécontentement des révolutionnaires du monde entier.

Sans doute, allait-il dire, la France, malgré l'Angleterre, avait occupé l'Espagne et l'Angleterre ne lui avait pas fait la guerre, mais, ajoutait-il, « j'ai rendu la possession de l'Espagne inutile entre les mains rivales. J'ai, en Amérique, appelé à l'existence un nouveau monde et j'ai ainsi réglé la balance. J'ai laissé à la France tous les résultats de son invasion. J'ai trouvé une compensation pour l'invasion de l'Espagne... Quant à la guerre, je sais, et je l'ai déjà dit, que si elle éclatait, notre pays verrait se ranger sous ses bannières, pour prendre part à la lutte, tous les mécontents et tous les esprits inquiets du siècle »

Or, à ce discours insultant, Villèle n'allait même pas oser répondre, sauf par une note de quelques lignes rectifiant des points de détail qu'il allait laisser au baron de Damas, le moins orateur des hommes, le soin de lire à la tribune.

Ainsi voilà à quoi allait aboutir au dehors Villèle absorbé par ses combinaisons financières. La France se laissant insulter publiquement par l'Angleterre qui se vantait d'avoir fomenté et exploité contre elle les révolutions d'Amérique ; l'empereur de Russie, notre allié, nous lâchant ; la Grèce, elle non plus, ne comptant plus sur nous, tous les bénéfices que nous pouvions espérer de la guerre d'Espagne et des frais qu'elle avait coûtés perdus, tel était le résultat auquel la peur des complications extérieures et le souci unique de ses combinaisons financières allaient mener Villèle. Tel était le résultat pour lequel il allait, à l'intérieur, mécontenter tous les partis.

Sans doute, notre résumé est un peu bref ; nous aurons à revenir sur telle ou telle circonstance quand nous considérerons le détail des

(1) *Record office.*

polémiques auxquelles Chateaubriand allait être mêlé. Nous devons rappeler aussi qu'un jour, à la fin de 1827, l'amiral de Rigny, commandant avec un amiral russe une escadre internationale d'observation dans les eaux grecques, allait prendre, sans déclaration de guerre, sans ordre de son gouvernement, contrairement même aux intentions de Villèle, l'initiative d'attaquer la flotte turque mouillée dans la rade de Navarin, et allait donner à la France une victoire navale imprévue. Il était nécessaire pourtant de prendre d'abord une vue d'ensemble de la situation.

On a tant reproché à Chateaubriand son opposition : on l'a tant accusé de trahison et d'égoïsme parce qu'après son renvoi, il avait combattu le ministère dont il avait un moment fait partie. Il fallait montrer d'abord à quoi correspondait cette opposition, indiquer les conséquences qu'allait comporter la voie nouvelle dans laquelle Villèle allait se laisser entraîner, montrer enfin comment et pourquoi celui qui avait contribué plus qu'aucun autre à amener les royalistes au pouvoir ne pouvait, sans protester, assister aux fautes de ceux qui, après avoir profité de lui, le repoussaient sans tenir compte ni de ses avis, ni de ses mises en garde.

Et maintenant, comment allait-il comprendre son opposition?

Ici encore on l'a diffamé et calomnié maintes fois. Ici encore, il faut considérer les choses de très près.

S'il l'avait voulu, il lui aurait été facile de profiter de son opposition pour s'assurer une position brillante et des avantages de toutes sortes. Tous ceux, et ils étaient, nous l'avons vu, de toutes les opinions, qui, à un titre quelconque, allaient avoir à se plaindre de la politique du cabinet, allaient chercher à l'attirer à eux, à utiliser à leur profit son prestige, et, pour le convaincre, ils allaient le flatter à qui mieux mieux. La Bourdonnaye lui demandera sa collaboration pour *l'Aristarque* (décembre 1826) (1) ; Mgr de Quelen, l'archevêque de Paris, dont l'intervention à la Chambre des pairs avait tant fait pour provoquer l'échec de la loi des rentes, reçu à l'Académie en novembre 1824, fera de lui le plus pompeux éloge. Monlosier, un royaliste devenu un adversaire acharné des Jésuites, cherchant à l'associer à sa campagne, lui écrira plus pompeusement encore : « Il suffit de prononcer les noms d'Alcibiade, d'Annibal et d'Achille pour que toute contention soit finie. Il en est de même aujourd'hui de *l'iracondus inexorabilis* Chateaubriand. Quand on a prononcé son nom tout est fini. Avec ce nom quand je me dis moi-même : il se plaint, je sens s'émouvoir ma tendresse ; quand je me dis : la France

(1) Voir EGGER, *Chateaubriand inédit* (Nouvelles lettres de la Restauration).

lui doit, je me sens pénétré de respect. Oui mon ami, la France vous doit (1). »

Lamartine évoquant son nom au cours du poème qu'il publiera à l'occasion du sacre de Charles X, en mai 1825, écrira (2) :

*Chateaubriand, ce nom à tous les temps répond,
L'avenir au passé dans son cœur se confond,
Et la France des preux et la France nouvelle
Unissent sur son front leur gloire fraternelle.*

Les philhellènes en même temps demanderont l'appui de sa plume. Même Molé, l'ancien collègue de Decazes, essaiera de son côté de l'attirer à lui.

Entouré de tant d'hommages, fêté par tant d'hommes d'opinions si diverses, il aurait pu, mieux que personne, s'il avait eu le goût de l'intrigue, l'amour de l'argent et le désir du pouvoir, devenir le centre d'une coalition, le chef de l'opposition parlementaire, le puissant patron entouré d'une cour de complaisants et de clients. Comme tant d'autres, comme Talleyrand en particulier, il aurait, s'il l'avait souhaité, trouvé pour soutenir ses campagnes financières et diplomatiques l'appui de tel ou tel puissant banquier. Puis, pendant ces années où la croissante prospérité matérielle du pays allait donner aux fêtes de cour et à la vie mondaine un éclat nouveau, dans les salons illuminés pour les bals somptueux dont les souvenirs du temps, et en particulier le *Journal* du comte Rodolphe Apponyi, nous ont transmis les échos, tandis que dansera la jeune aristocratie des dandys, au milieu des foyers d'intrigues qui s'allumeront de toutes parts, celui qui avait été le brillant ambassadeur à Londres, reconnu comme un maître par toute la jeunesse intellectuelle, aurait pu, s'il l'avait voulu, se venger de son renvoi en faisant de son salon le foyer d'une opposition active.

Or, malgré les avances qui, de toutes parts, lui seront faites, il dédaignera une telle revanche. Lui qui n'avait pas pris la peine de profiter de son passage aux affaires pour s'enrichir, et n'avait rapporté de son ministère que des dettes, sans rien faire pour retenir les flatteurs de la veille, une fois les espoirs d'une conciliation avec Villèle définitivement écartés, il allait s'enfermer avec Mme de Chateaubriand dans son nouveau logis à peine installé de la rue du Regard où Hyde de Neuville, quand il rentrera de Portugal au mois de janvier 1825, le trouvera solitaire et qui lui dira : « Vous êtes venu pour voir tomber un trône (3). »

(1) *M. O.-T.*, IV, 332.

(2) Nouvelles méditations poétiques, *le Chant du Sacre*.

(3) Hyde de NEUVILLE, *Mémoires*, 1825, p. 268.

C'est en vain que la police, toujours à la chasse de quelque complot, achètera une fois de plus son domestique pour le surveiller. Elle ne pourra rien découvrir car il ne recevait presque personne à part deux vieux familiers de sa femme, son homme d'affaires Lemoine et son beau-frère, officier de marine en retraite, lequel, écrira-t-il un jour : « ne sait d'autres nouvelles que celles de l'*Intrépide* que commandait le vice-amiral son grand-père (1). »

C'est en vain que tel ou tel cherchera à l'entraîner dans une opposition systématique. Quand Monlosier lui demandera son appui dans sa campagne contre les Jésuites il refusera en disant (2) : « J'ai peur « de ne pas m'entendre avec vous sur des objets graves... Je hais « comme vous la Congrégation et ces associations hypocrites qui « transforment mes domestiques en espions et qui ne cherchent « à l'autel que le pouvoir. Mais je pense que le clergé, débarrassé « de ces plantes parasites, peut très bien entrer dans un régime « constitutionnel et devenir même le soutien de nos institutions « nouvelles. Ne voulez-vous pas trop le séparer de l'ordre politique? »

Quand Bertin, dans *les Débats*, soutiendra la campagne menée par la gauche contre le droit d'aînesse, il s'abstiendra cette fois de prendre le parti de son journal.

Pour payer ses dettes et se procurer des ressources nouvelles, au lieu de compter sur la politique il reprenait ses vieux travaux littéraires ; il entreprenait de publier chez Ladvocat, l'éditeur des jeunes romantiques à la mode, une édition complète de ses œuvres, auxquelles il comptait joindre de nombreux inédits de sa jeunesse, et il mettait sa fierté à ne rien devoir qu'à sa propre plume : « Quand je viens à trouver, écrira-t-il le 26 février 1826, que j'ai en moi cette faculté d'indépendance, et qu'un travail assidu de quelques mois me mettra au-dessus des menaces de l'avenir, j'ai besoin d'appeler à mon secours toute l'humilité chrétienne (3). »

Sauf deux brefs voyages, l'un en mai, à Reims, avec la cour, pour les fêtes du sacre, l'autre en novembre, au château de Fervacques, chez son ancienne amie Mme de Custine, dont la vieillesse était triste et solitaire, et qu'il ne manquait jamais d'aller distraire chaque année pendant quelques jours, il restait toute l'année 1825 à Paris et passait des journées entières plongé dans ses vieux manuscrits, sans laisser daigner paraître qu'il souffrait de sa solitude.

Pourtant, depuis sa disgrâce, depuis qu'il s'était enfermé dans sa

(1) *Lettre à Mme de Castellane* du 10 novembre 1825. Ouv. cit.

(2) *M. O.-T.*, IV, 334.

(3) *Lettre à Mme de Castellane*. Ouv. cit.

retraite, ses belles amies qui étaient accourues à ce qui brille l'avaient toutes plus ou moins abandonné. Seule Mme de Duras lui demeurerait toujours aussi fidèlement attachée.

Mme de Castellane, fatiguée de sa violente passion de l'année précédente, voyageait en Italie et en Suisse où, assure Talleyrand dans une lettre à Mme de Duras, elle partait retrouver le peintre Horace Vernet (1).

Mme Récamier de son côté ne se décidait pas à revenir d'Italie. Même, avec une prudence qui choquait jusqu'à la reine Hortense et Mathieu de Montmorency, elle avait négligé d'adresser à son ancien ami, à propos de sa disgrâce, la moindre lettre de sympathie (2).

Mais il ne laissait voir aucune aigreur de son abandon. Quand, en juin 1825, Mme Récamier se sera décidée à rentrer à Paris, il viendra aussitôt la voir comme si rien ne s'était passé et peu à peu reprendra ses habitudes dans le salon de l'Abbaye-aux-Bois. Il continuait aussi à écrire à Mme de Castellane de longues lettres où ne perçait aucune amertume. Même, au lieu de lui en vouloir, il prenait maintenant avec elle ce ton familial et simple qui donne tant de charme à la plupart de ses lettres.

Tantôt, voilant ses déceptions d'une ironie légère, il tenait sa correspondante au courant des nouvelles mondaines de Paris, bien que, disait-il, « ces bruits-là arrivent à peine dans la rue du Regard. » Il la suivait par la pensée en songeant avec elle aux beaux voyages qu'il rêvait de faire encore avant de mourir dans cette Italie que, disait-il, « j'ai vue à des époques si différentes de ma vie, que je reverrais toujours avec un intérêt triste » et dont, ajoutait-il, « je me plais toujours à entendre parler car mon instinct de pèlerin me fait prendre intérêt à tous récits de voyages ; les vieux soldats aiment les grandes histoires de batailles » ; tantôt enfin, avec un peu de mélancolie, il lui parlait de ses travaux : « Je ne suis pas gai infiniment, écrivait-il le 20 décembre 1825, et j'ai peu de raisons de l'être. Vous voyagez et, en finissant cette lettre, je vais me replonger dans le manuscrit de mes premiers voyages en Amérique. Ainsi je n'ai plus de présent et je suis tout dans le passé et dans l'avenir. C'est une chose assez intéressante pour moi mais extrêmement pénible que

(1) Voir PAILHÈS, *la Duchesse de Duras*, p. 469.

(2) Voir *Souvenirs et Correspondance de Mme Récamier*, II, 136, et Archives Lenormant. « Je vous supposais sur la route de Paris, écrivait le 11 septembre 1824 la reine Hortense, parce que je suppose toujours qu'on va où le cœur mène et où on peut être utile à ses amis » et Mathieu, de son côté, avait écrit le 2 août : « Ma grande raison à moi en serait presque à trouver mauvais que vous ne lui ayez pas écrit du tout depuis sa retraite. C'est trop parce que ce n'est pas naturel. »

de me retrouver dans ces manuscrits tel que j'étais il y a trente ans (1). »

Dans l'intervalle de ses lettres et de ses travaux, il faisait, pour toute distraction, quelques longues promenades solitaires au cours desquelles il s'amusait, dit-il, à reconstruire « de ces grands projets d'avenir qui sont toujours bons à faire, ne fût-ce que pour passer le temps ».

Ses ennemis qui veulent ne voir en lui qu'un jaloux égoïste et avide de pouvoir ne nous montrent pas d'ordinaire ce Chateaubriand retiré, philosophe et occupé de rêves. C'est celui-là pourtant qu'il nous faut voir aussi si nous voulons bien comprendre son opposition.

Sans doute, en effet, ses rêves ne l'occupaient pas en entier. Il allait, entre ses travaux littéraires, entre ses promenades solitaires, reprendre la lutte ; mais pendant deux ans il demeurera en franc tireur isolé.

En 1827 seulement, quand la chute du cabinet sera devenue inévitable, pour empêcher une crise trop grave, pour rallier autour d'un cabinet nouveau toutes les forces royalistes dispersées, il reprendra le rôle actif d'un chef de parti, organisateur de comités électoraux, directeur de campagne.

Jusque-là, pendant deux ans, lui qui avait, de 1817 à 1821, groupé et conduit l'opposition royaliste, se tiendra en dehors de toutes les intrigues et de tous les complots. Sans doute, il ne dissimulera pas sa colère contre Villèle : « J'ai été ami sincère, je resterai ennemi irréconciliable, écrira-t-il le 3 décembre 1825 à Monlosier. » Dans plusieurs séries d'articles aux *Débats*, dans quelques brochures, dans divers discours à la Chambre des pairs, il combattrait le président du Conseil sans indulgence ; par moments, pendant l'été de 1825 en particulier, sa polémique se fera impitoyable.

Dans l'ensemble pourtant ses articles de cette époque seront beaucoup moins nombreux qu'on ne le croit d'ordinaire. Car les articles des *Débats* n'étant pas signés, beaucoup lui ont été attribués qui n'étaient pas de lui, et la confusion a été d'autant plus facile qu'un des rédacteurs ordinaires, M. de Salvandy, imitait volontiers sa manière, au point de lui faire écrire un jour : — « j'ai un sosie. » Mais il n'en a recueilli dans ses œuvres complètes que vingt-deux, dont dix-sept pour la seule année 1825, et nous n'avons nulle raison de lui en attribuer d'autres.

Il allait rester de longs mois sans rien écrire ; en particulier pendant

(1) *Lettre à Mme de Castellane*, ouv. cit., p. 76.

les sessions des Chambres, il se contentera de prendre la parole à la tribune ; dans ses discours, loin de garder un ton de violence systématique, il se montrera toujours l'éloquent défenseur des grandes idées propres à faire l'union autour du principe monarchique, même si, à l'occasion, son attitude pouvait rendre service aux ministres ; et par intervalles seulement, comme une protestation hautaine et solitaire, ses discours et ses longs articles viendront dénoncer les fautes des ministres.

*
* *

Pendant les dernières semaines qui avaient précédé la session de 1825, il s'était très soigneusement documenté sur les projets financiers de Villèle. Il avait demandé beaucoup d'avis et de conseils : « Dans tous les cas, écrivait-il à Bertin, je vous soumettrai l'épreuve. Nous pèserons, retrancherons, ajouterons. Je suis entouré d'ailleurs de beaucoup de conseils et de lumières. Je travaille douze et quinze heures par jour. Tout le monde, j'espère, sera satisfait, hors un seul homme (1). »

Puis il avait lancé une première attaque en publiant la brochure qu'il intitulait : *Seconde lettre à un pair de France*, et qu'il consacrait uniquement à discuter les projets financiers du cabinet.

Il ne s'agissait pas pour lui, à ce moment, d'obtenir la démission de Villèle ; il ne s'agissait pas non plus de s'opposer à l'indemnité des émigrés dont il rappelait qu'il avait été un des premiers à proclamer la nécessité. Il s'efforçait seulement de montrer les défauts essentiels du système adopté en souhaitant, précisait-il, « que les ministres tiennent compte des objections qui leur étaient faites. »

« Premièrement, précisait-il dans sa préface, c'est un grand malheur que cette loi des rentes accolée à la loi des indemnités. Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, elle nuit à la cause sacrée du malheur et de la fidélité. Cela est injuste, sans doute, mais il est du devoir des hommes d'État d'apporter une grande attention à cette disposition des esprits. »

« Deuxièmement la création du 3 % à 75 francs, destiné à profiter seul de l'action de la caisse d'amortissement ferait, expliquait-il, aux possesseurs de 5 %, un tort injuste et ferait de la rente, valeur

(1) Voir GIRAUD, *Nouvelles Études sur Chateaubriand*. Lettre du 20 novembre 1824

qui devrait être essentiellement stable, une valeur d'agiotage « soumise à des hausses énormes et spontanées, suivies de baisses aussi terribles »

Trois fois à la tribune de la Chambre des pairs, il reprenait ensuite les mêmes points de vue au cours de la session. Le 11 avril, dans un grand et très beau discours, il traitait dans son ensemble la question de l'indemnité ; ensuite le 25 à propos d'un amendement du comte Roy, il défendait, contre l'opposition de gauche, le principe de l'indemnité en insistant surtout sur la nécessité d'une semblable mesure pour assurer la réconciliation des diverses classes de Français : « Je « suis, disait-il, d'autant plus libre que je n'ai rien à réclamer pour « moi de l'indemnité, et que mes services, si j'en ai rendu à la cause « royale, ont été de ces sueurs de soldats qui ne se comptent ni ne « se paient. Pourquoi, d'ailleurs, dans l'émigration ne veut-on voir « que des nobles, si d'être noble est encore un crime. C'est si peu « l'émigration seule qu'il s'agit d'indemniser qu'une foule de Fran- « çais qui n'ont jamais abandonné leur foyer ont eu leurs biens « confisqués et que toute la Vendée assimilée à l'émigration a été « frappée de lois spoliatrices... » Mais, ajoutait-il, sous prétexte de défendre l'émigration, n'attaquons pas les autres Français : « Ne « semons pas la division parmi les citoyens, ne partageons pas la « France en deux classes d'hommes : les fidèles et les infidèles ; ne « faisons pas d'un acte de justice un acte d'accusation. Disons, ce « qui est la vérité, que pendant trente ans les Français ont été plus « ou moins opprimés, que ceux qui ont été fidèles au roi l'ont été « par conséquent à la France, et que, pour la même raison, ceux « qui ont été fidèles à la France l'ont été au roi. »

Ceci dit, passant au projet d'indemnité, tel qu'il avait été conçu par Villèle, il en montrait tous les défauts. Il insistait une fois de plus sur l'inconvénient qu'il pouvait y avoir à lier la loi d'indemnité à la loi de conversion. Il signalait, en exagérant même quelque peu, les chances de brusque baisse des valeurs et surtout les spéculations scandaleuses que pouvait et devait entraîner un projet semblable à celui que Villèle avait conçu sous la pression des banquiers. Puis après s'être rallié à l'amendement moins aventuré de ceux qui s'en tenaient à une indemnité payée en 5 % pris sur le fonds d'amortissement sans faire intervenir de conversion, il terminait son discours par une ironique et d'ailleurs juste observation qui, en une phrase, faisait allusion à la loi du sacrilège, condamnait la fausse position générale du ministère de Villèle.

« Je voudrais savoir, messieurs, de quel temps nous sommes. On « nous propose des règlements religieux dignes de l'austérité du

« douzième siècle, et on nous occupe de projets financiers qui semblent appartenir à une époque beaucoup plus rapprochée ; il faut pourtant être d'accord avec nous-mêmes.

« Nous ne pouvons être à la fois des joueurs et des chrétiens ; nous ne pouvons pas mêler des décrets contre le sacrilège à des mesures d'agiotage. Si notre morale est relâchée, que notre religion soit indulgente et si notre religion est sévère, que notre morale en soutienne la rigidité, autrement notre inconséquence, en frappant tous les yeux, ôterait à nos lois ce caractère de conviction qui doit les faire respecter des peuples. »

Dans un autre discours du 18 février, il avait insisté déjà sur l'inutilité de faire voter une loi qui serait inapplicable et ne pourrait par suite que soulever de vaines et dangereuses polémiques, puisque, pour condamner un sacrilège, elle exigeait que le vol des objets sacrés eût été fait publiquement par haine et mépris de la religion. Et il avait dit : « Les trois conditions de la haine, du mépris et de la publicité font que la loi ne pourra joindre le crime ; elles ressemblent à ces clauses de nullité que l'on insère dans les contrats de mariage en Pologne, afin de laisser aux parties contractantes la faculté de divorcer. Ces conditions sont une protestation véritable contre la loi que vous écrivez en tête de cette même loi.

« Cela est-il digne de vous, messieurs, digne de la gravité et de la sincérité des législateurs ? La loi est utile ou elle ne l'est pas. Si elle est utile, qu'elle soit franche et qu'elle ne détruise pas le droit par le fait. Si elle est inutile, ayons le courage d'en convenir, et repoussons-la. N'ayons pas l'air de dire, par les trois fameuses circonstances : la loi est dure, mais nous avons trouvé le moyen de la rendre inexécutable. »

Ces diverses observations étaient sans doute sévères ; la verve avec laquelle elles étaient présentées les rendait sans doute plus frappantes encore et l'on comprend sans peine que Villèle, auteur des deux projets, en ait été mécontent. Chateaubriand pourtant, chaque fois qu'il était sorti de sa retraite pour monter à la tribune, avait gardé dans l'ensemble un ton modéré ; s'il avait signalé au ministre les fautes à éviter, il n'avait pas cherché à prendre l'attitude d'un opposant systématique.

Sa modération même avait été si frappante qu'à la fin de la session certains, et le roi lui-même, semblent avoir tenté une conciliation entre lui et le ministère. C'est à Reims, pendant les fêtes du sacre, que la démarche aurait été faite. Chateaubriand nous l'a racontée lui-même.

En tant que membre de la Chambre des pairs, et que chevalier de Saint-Louis, il avait été invité à accompagner la cour ; il devait, en chapeau à plumes, prêter serment au nouveau roi. Il était venu, mais n'avait rien fait pour sortir de son isolement. Dans l'agitation de la foule et des fêtes, il était demeuré solitaire et boudeur, choqué, non sans quelque raison, de la mascarade un peu confuse d'une décoration, de costumes, d'une mise en scène trop riche par lesquels cette dynastie si imparfaitement stabilisée cherchait à faire illusion sur sa force. Or, tandis qu'il occupait entre les cérémonies officielles ses loisirs à visiter les environs de la ville, l'archevêque de Paris, causant avec le roi, lui avait parlé des divers chefs de l'opposition et comme il avait prononcé le nom de Chateaubriand : « Oh ! celui-là, je le regrette, aurait déclaré le roi. » « L'archevêque alors, raconte Chateaubriand, demanda au roi, s'il me le pouvait dire ; le roi hésita, fit deux ou trois tours dans la chambre et répondit : eh bien, oui, dites-le-lui. » Mais l'archevêque avait oublié ensuite d'informer Chateaubriand qui, ignorant les bonnes intentions du roi à son égard, était demeuré sur sa froide réserve et la démarche n'avait pas eu de suite (1).

Cependant Villèle s'était mis en devoir de mener à bien la grande opération de conversion à laquelle il attachait sa gloire.

Maintenant que la loi était votée, il fallait décider les rentiers à convertir leurs titres de 5 % en 3 %. Mais l'affaire n'avancait pas. En vain le gouvernement par ses journaux menaçait-il, au cas où l'opération échouerait, d'une nouvelle loi de conversion plus sévère encore. « Ce langage, dit l'ambassadeur d'Angleterre (7 juillet), donne seulement l'impression que Villèle craint l'insuccès de son plan. »

En vain imaginait-on de former un syndicat des receveurs généraux, obligeant tous les comptables du Trésor à confier l'administration de leurs fonds disponibles à deux syndics nommés par le ministère et agissant à peu près sans contrôle. Le public encore cette fois protestait, car les comptables du Trésor faisaient en même temps office de banquiers dans leurs départements et les fonds des particuliers dont ils avaient la garde allaient être engagés d'office dans l'opération. De plus, les circonstances internationales étaient très mauvaises pour soutenir une opération aussi hasardeuse et d'aussi vaste envergure. Le commerce anglais, en particulier, subissait à ce moment une crise assez grave. Le taux de l'intérêt par suite montait au lieu de descendre sur le marché international à cause de la situation prépondérante que déjà, à cette époque, possédait la Bourse de

(1) *M. O.-T.*, IV, 310.

Londres. Enfin, devant le mécontentement public, les banquiers qui, d'abord, avaient espéré tirer bénéfice de l'opération, perdaient eux aussi confiance et refusaient leur appui.

Si bien que, le 5 août, date fixée pour la clôture de l'emprunt, malgré toutes les pressions officielles 30 millions seulement de rentes étaient convertis, et, chose plus grave encore, à partir du lendemain, le cours du titre nouveau se mettait à baisser avec une rapidité effrayante. (Au bout de quelques jours, il était au-dessous de 60 francs).

Or, on s'en souvient, Villèle, malgré tous les avertissements de l'opposition, avait compté et avait fait valoir que le titre nouveau était appelé à monter rapidement et à assurer à ses possesseurs un bénéfice important et immédiat. (C'est pour cela, disait-il, qu'on l'avait émis à un taux éloigné du pair). Au lieu des bénéfices de la hausse, la baisse apportait à ceux qui avaient cru aux promesses officielles une perte considérable, et cette perte prenait, pour les bénéficiaires de l'indemnité, l'apparence d'une véritable escroquerie.

Villèle était bien obligé de se rendre compte lui-même de son échec : « Je ne l'ai jamais entendu parler de façon si découragée de ses mesures financières, écrivait l'ambassadeur d'Angleterre le 15 août. » Mais, en même temps, avec son entêtement habituel, cet échec, il refusait de le reconnaître ; par tous les moyens, il voulait faire remonter les cours ; pour cela l'essentiel, lui semblait-il, était d'éviter toute complication extérieure, de ne pas surtout déplaire à l'Angleterre ; et c'est dans ce sens qu'il orientait toute sa diplomatie.

Au grand scandale de l'opinion, il supprimait le poste d'ambassadeur en Portugal, pour donner satisfaction au gouvernement de Londres ; il se refusait à soutenir en Grèce toute politique, toute démarche même qui pourrait déplaire à la Grande-Bretagne ; en même temps il signait et publiait à grand bruit l'ordonnance proclamant l'indépendance de Saint-Domingue.

Puis, comme il ne voulait pas reconnaître ses torts, il s'en prenait à la presse : « Si le public s'est refusé à la conversion, expliquait-il avec acrimonie à l'ambassadeur d'Angleterre le 15 août, c'est là le fait d'une démoralisation que la presse a produite. » Dans ses journaux, il faisait mener contre la presse d'opposition une campagne de plus en plus violente. Dès le 4 mars, le *Journal de Paris* avait écrit : « Le *Journal des Débats* et le *Constitutionnel* sont les auxiliaires plus ou moins directs de l'étranger. » Plus tard, le même journal déclarait que tous ceux qui critiquaient les ministres étaient « des criminels et des malfaiteurs. » L'année suivante (juillet 1826), on ira jusqu'à

dire que *la Quotidienne* « est le journal des misérables, des incapables ou plutôt des incurables. »

Ce n'est pas tout ; malgré ses efforts, Villèle ne pouvait empêcher que la baisse des rentes et le mécontentement public impressionnassent le roi et enlevassent de l'autorité au président du Conseil. Les exaltés de cour en profitaient ; et, sous prétexte de défendre la religion insultée par les journaux de gauche, ils faisaient poursuivre *le Constitutionnel* et *le Courrier* que, malheureusement, les tribunaux acquittaient au milieu des applaudissements de l'opinion ; d'où encore d'inutiles scandales.

Bref, en quelques mois, le résultat de la politique financière et de l'entêtement de Villèle était d'exciter contre le ministère, contre l'opinion ministérielle, et bientôt contre le régime, un immense mouvement des esprits dont déjà la gauche, si complètement écrasée deux ans plus tôt, profitait.

La Fayette qui, à la suite de son échec électoral, était parti assez piteusement faire un voyage en Amérique, reprenait confiance, prononçait aux États-Unis de pompeux discours et tirait argument de la reconnaissance des républiques sud-américaines pour annoncer « que l'ère américaine traverserait à nouveau, pour le bonheur et la dignité de l'espèce humaine, chaque partie d'un autre hémisphère. » Un peu après, le 30 novembre, le général Foy, un des principaux députés de la gauche, mourait et son enterrement donnait lieu à une manifestation également significative. Là-dessus survenait l'acquiescement du *Constitutionnel* et du *Courrier*, et le duc de Broglie, étonné et satisfait (lui, un des doctrinaires de gauche plus passionnés, avait cru l'année précédente, à l'avènement de Charles X, l'opinion définitivement conquise aux Bourbons), écrivait le 7 décembre 1825 (1) : « La mort du général Foy et l'acquiescement du *Constitutionnel* semblent indiquer que nous sommes bien plus forts que nous ne croyons. »

Royer-Collard, de son côté, écrivait à un de ses amis : « Je pense comme vous sur ce qui se passe. Nous y sommes tout à fait désintéressés jusqu'à ce que le système croule ; il menace ruine, mais il peut encore se soutenir quelque temps. Tout n'est pas encore usé ; par exemple le clergé à qui il reste encore de grandes fautes à faire et qui les fera s'il le peut. » Puis il ajoutait avec cynisme qu'il ne fallait pas cependant renverser Villèle encore. « Je préfère M. de Villèle parce qu'il est tout décrié, assez pour décrier d'avance ses successeurs. »

Tel était l'état d'esprit nouveau que Villèle, sa politique financière

(1) *Mémoires de Barante*, III, 297.

et les conséquences de celle-ci commençaient à créer à partir du mois de juillet 1825.

L'historien Nettement, si favorable à Villèle, reconnaît lui-même qu'à cette date Villèle aurait mieux fait de se retirer (1).

C'est alors que Chateaubriand reprenait sa plume de journaliste.

Pendant les mois précédents, il s'était contenté de ses discours à la Chambre des pairs qui n'était pas publique ; et tout en signalant les dangers des lois proposées, il ne s'en était pas pris aux ministres eux-mêmes.

Cette fois, après les fautes commises, comprenant qu'il n'y avait plus rien à espérer, son ton changeait il ne ménageait plus personne. Il montrait les conséquences lointaines et inévitables des événements. Et pendant six mois, de juillet jusqu'à la rentrée des Chambres en janvier suivant, il allait polémiquer avec une ardeur nouvelle.

On peut l'accuser d'être violent. N'oublions pas pourtant qu'il ne faisait que répondre aux attaques de ses adversaires ; que depuis une année il avait été insulté et calomnié de cent façons ; et puis, il avait assez attendu, s'était assez contenu en montrant l'écueil inévitable. Maintenant qu'on n'avait pas tenu compte de ses avis, maintenant que les premières conséquences des fautes commises apparaissaient, il était naturel qu'il se révoltât et demandât le renvoi des ministres coupables. N'oublions pas enfin qu'il restait fidèlement monarchiste et, qu'en s'en prenant à Villèle, il évitait tout ce qui pouvait être une attaque à la couronne.

Nous ne pouvons pas tout citer. Il faut suivre pourtant au moins le fil de cette polémique. Il faut voir la campagne se développer et les réponses de ses adversaires la faire sans cesse rebondir. Il faut voir la clarté de l'exposé, sa verve, sa lucidité et son courage.

Tout d'abord, le 8 août, dans un premier article, il posait la situation. Rappelant que lui et plusieurs autres plus compétents (c'étaient de Roy et de Mollien, les deux ministres des Finances de Napoléon, qu'il parlait) avaient d'avance annoncé le vraisemblable échec de la combinaison financière, il résumait avec éclat l'historique des quelques mois qui avaient suivi le vote de la loi de conversion :

« Soudain, disait-il, et au grand étonnement de ceux qui pensaient que toute la question avait été décidée dans l'urne, commença une lutte violente entre M. le président du Conseil et le public. Le premier avait vanté à la tribune le bon sens de la France ; la France eut à cœur de justifier et de mériter cet éloge. Personne

(1) Voir VII, 271.

« ne voulait de la conversion. M. le ministre attendit, croyant à
« quelque méprise, ne pouvant comprendre que l'opinion repoussât
« sa loi. Il fallut bien qu'il se convainquit enfin de la vérité.

« Alors furent employées ces mesures extraordinaires dont la
« France gardera longtemps le dégoûtant souvenir : prêts faits ou
« à faire par les caisses publiques, par la Banque, sur les dépôts
« de rentes, ou sur certificats d'emprunts, ou sur lingots. Ordon-
« nance pour les cautionnements, syndicats des receveurs géné-
« raux, enfin tous ces moyens dont l'emploi suffisait seul pour mon-
« trer le vice de l'opération.

« Après trois mois d'un combat aussi pénible, le terme de la con-
« version expire ; et, pour tout résultat, il se trouve que la rente
« flottante est à peine convertie, et que le tout se réduit à avoir
« transformé en 3 pour 100 pour la plus grande facilité de l'agio-
« tage, un jeu de bourse qui avait lieu en 5 % ».

Puis, après ce morceau de verve, passant aux conséquences qu'al-
lait entraîner le lourd embarras financiers dont Villèle surchargeait
notre politique, il ajoutait, et nous savons que la conduite adoptée
par Villèle à l'extérieur lui donnait raison : « Pendant cinq ans
« la caisse d'amortissement est affectée au service des nouvelles
« rentes et ne peut-être détournée de son emploi. Pendant cinq
« ans on ne sera occupé qu'à soutenir le mal qu'on a fait et à pré-
« venir les catastrophes. Aussi, pendant ces cinq ans il faudra se
« résoudre à dévorer toutes les humiliations que l'on voudra nous
« faire subir. On réglera sans nous ce qui concerne les Amériques
« et la Grèce, dont il nous appartenait de commander les destinées.
« Nous n'oserons pas avoir de politiques à nous, nous ne serons
« ni pour, ni contre l'Alliance ; nous nous traînerons derrière l'An-
« gleterre sans pourtant embrasser son système... Quant à l'Espagne,
« nous n'en parlons pas. Tous les fruits d'une expédition miracu-
« leuse ont été gâtés par cette main qui flétrit ce qu'elle touche...

« L'univers change autour de nous ; de nouveaux peuples paraissent
« sur la scène du monde ; d'anciens peuples ressuscitent au milieu
« des ruines ; des découvertes étonnantes annoncent une révolution
« prochaine dans les arts de la paix et de la guerre ; religion, poli-
« tique, mœurs, tout prend un autre caractère. Nous apercevons-
« nous de ce mouvement ? Marchons-nous avec la société ? Suivons-
« nous le cours du temps ? Nous préparons-nous à garder notre rang
« dans la société transformée ou croissante ? Non : les hommes qui
« nous conduisent sont aussi étrangers à l'état des choses de l'Eu-
« rope que s'ils appartenaient à ces peuples dernièrement décou-
« verts dans l'intérieur de l'Afrique. Que savent-ils donc ? La Bourse,

« et encore ils la savent mal. Disons-le, un homme coûte trop cher à la France ! Un grand génie serait encore trop payé à ce prix. »

Bientôt, après la question de la conversion, il abordait les autres problèmes politiques du moment. Le 14 août, apprenant la nouvelle de l'émancipation de Saint-Domingue, il protestait contre cette mesure en vertu de laquelle une simple ordonnance ministérielle, sans consultation préalable des Chambres, prétendait sacrifier une partie du territoire national : « N'admettons jamais, disait-il, qu'un ministre, que tout un conseil, dans un gouvernement représentatif, puisse être seul juge de la convenance qu'il y a à céder une partie du territoire de la monarchie. Cela ne pouvait pas être, même dans l'ancien gouvernement. Répétons-le. C'est le roi, uni aux deux Chambres, uni à la nation qui, dans ce cas, est le juge suprême de la nécessité de l'acte de séparation. »

En même temps, à la demande d'un comité de Philhellènes, où il avait accepté d'entrer et où se retrouvaient des hommes de toutes les opinions, il publiait une courte brochure de propagande demandant des dons en faveur des insurgés et exposant les raisons qu'avait la France de prendre parti pour la Grèce.

Un autre jour, il montrait l'aveuglement de ceux dont la politique contradictoire, « laissant périr la Grèce à notre porte, reconnaît, disait-il, la légitimité du grand Turc en Morée et abandonne la nôtre à Saint-Domingue, pour le despotisme nègre avec Ibrahim, pour le libéralisme nègre avec Boyer. »

Puis, un autre jour encore, il mettait en garde contre les conséquences lointaines de tant d'inconséquences inspirées par des calculs à trop courte vue ; il montrait les idées républicaines encore vivantes, guettant l'occasion de se réveiller, prêtes de nouveau à profiter des fautes de nos ministres pour bouleverser l'ordre monarchique en Europe.

Bien entendu, de tels articles exaspéraient la presse officielle, soucieuse uniquement d'endormir l'opinion en répétant que tout allait bien, que nul danger ne menaçait et que les ministres étaient les plus sages des hommes. Aussitôt, dès ses premières attaques, elle lui répondait par des injures : « Si vous critiquez la conduite des ministres, lui disait-on sous toutes les formes, c'est par jalousie. Si la situation est aussi grave que vous le dites, comment n'êtes-vous pas assez bon Français pour faire à la paix publique le sacrifice de vos ressentiments, plus ou moins justifiés, de vos opinions plus ou moins raisonnables ? »

Mais Chateaubriand répondait le 17 septembre : « Si les hommes qui sont à la tête de l'administration étaient capables d'un

« mouvement généreux, si, descendant dans leur conscience, ils
« cherchaient franchement ce qu'il peut y avoir de vrai dans les
« reproches que les opinions les plus opposées leur adressent, à
« l'instant même, nous cesserions notre opposition tant nous sommes
« effrayés des périls que nous avons signalés. »

Si vous prévoyez tant de malheur, lui déclarait-on, c'est, qu'au fond, vous les souhaitez ; si vous annoncez si bruyamment le retour de la République, c'est que vous désirez la ruine de la monarchie : « Admirable logique de la mauvaise foi et de l'ingratitude, répondait alors Chateaubriand le 28 octobre ; nous sommes républicains parce que nous avertissons la monarchie qu'on la mène à la République. »

De semaine en semaine, d'article en article, les répliques se pressaient, la polémique se faisait de part et d'autre plus violente. C'était un duel entre l'optimisme officiel et le pessimisme de Chateaubriand, un duel où, de semaine en semaine, se précisaient, à mesure qu'on les opposait l'un à l'autre, l'aveuglement entêté des uns et la lucidité passionnée de l'autre.

Aujourd'hui que l'expérience des faits est venue démontrer lequel prévoyait juste, il suffit, pour répondre de façon irréfutable à ceux qui, sur la foi des anciennes attaques continuent à reprocher à Chateaubriand sa violence et son injustice de présenter en parallèle deux longs articles, celui que Chateaubriand fit paraître dans le numéro des *Débats* du 24 octobre, et celui, plus long encore, qu'en réponse publiait le *Journal de Paris* dans ses numéros du 27 et du 28 octobre.

Le jour où Chateaubriand écrivait son article, il venait d'avoir connaissance du pompeux discours d'adieux, si insolent pour les Bourbons, prononcé par La Fayette aux États-Unis quelques semaines plus tôt. Un an et demi auparavant, nous l'avons dit, La Fayette, compromis dans toutes sortes de complots, avait été battu aux élections et était parti aux États-Unis pour se faire oublier. Mais depuis l'impopularité grandissante de Villèle lui avait rendu confiance et il recommençait ses bravades.

Chateaubriand avait compris ce qu'avait de significatif un tel changement si brusque d'attitude ; et il voulait s'efforcer d'ouvrir les yeux à ceux qui, sous prétexte que depuis deux ans bientôt les royalistes avaient la majorité à la Chambre, croyaient tout sauvé et pensaient pouvoir tout se permettre. Il leur rappelait que tout, au contraire, était encore très instable pour le régime, que les républicains n'avaient pas abdiqué, que les fautes répétées du gouvernement leur redonnaient confiance, et il déclarait : « Le monde, comme on le mène, va à la République ; nous l'avons dit, nous

le répétons ; et ce crime de lèse-monarchie est dû, en grande partie, aux monarchistes actuels. »

Sans doute il savait bien qu'au moment où il écrivait son affirmation pouvait paraître absurde aux royalistes ministériels, sûrs d'eux-mêmes et confiants dans les souvenirs de terreur laissés par la Révolution. Mais, avec une lucidité de prévision que l'histoire du siècle est venue confirmer, il répondait :

« Si des révolutions devaient encore avoir lieu, il est probable
« qu'elles s'effectueraient avec moins de violence, moins d'effusion
« de sang, moins d'injustices, moins de spoliations. La République
« représentative a ses formes toutes trouvées ; et cette République
« qu'on aurait pu repousser à jamais avec la monarchie représen-
« tative franchement admise serait là pour en consacrer les libertés
« méconnues ». — « Jetez, ajoutait-il, un regard sur le monde et
« voyez le spectacle qu'il vous montre. Des Républiques occupent
« une immense partie de la terre sur les rivages des deux océans.
« Chez ces peuples qui ont toutes les vigueurs de la jeunesse, dans
« ces pays, vierges encore, la civilisation perfectionnée de la vieille
« Europe va prêter ses secours à une nature puissante et énergique.

« Les machines de l'Angleterre exploiteront les mines de l'Amé-
« rique découverte, pour ainsi dire, une seconde fois. Les bateaux
« à vapeur remonteront tous ces fleuves destinés à devenir des com-
« munications faciles après avoir été d'invincibles obstacles. Les
« bords de ces fleuves se couvriront en peu de temps de villes et de
« villages... Dans ces forêts réputées impénétrables, bientôt passe-
« ront sur des chemins de fer comme sur les routes de l'Angleterre
« des espèces de chariots enchantés marchant sans chevaux, trans-
« portant à la fois avec une vitesse extraordinaire des poids énormes
« et 5 à 600 voyageurs. La nouvelle marine qui emprunte du feu
« son mouvement, ne borne pas ses efforts à la navigation des
« fleuves... L'art de la guerre subira à son tour une altération
« notable. Des projectiles d'un poids et d'une force énormes sont
« inventés. »

Sans doute, les États nouveaux n'en seront pas plus heureux ; les nouvelles républiques pourront tomber dans l'anarchie et provoquer partout, où elles s'établiront, de grands troubles. Mais, ajoutait-il. « l'anarchie des nouvelles républiques ne serait pas moins funeste aux monarchies que l'ordre même de ces républiques. » Ne comptons donc pas sur leurs troubles intérieurs pour les empêcher de nous nuire. Ce qu'il aurait fallu, et qu'il serait peut-être encore possible, c'est voir et prévoir loin : « A une époque qui n'est pas encore très éloi-
« gnée, on a pu établir dans les Amériques espagnoles le système mo-

« narchique avec une véritable liberté. L'Angleterre n'avait pas encore tranché la question. Nous osons assurer qu'elle l'aurait plus mûrement examinée si on avait continué à lui opposer les raisons, le calme et la fermeté... Les bases étaient posées, le double travail de tempérer les uns, d'activer les autres s'avavançait ; encore un peu de patience et un ouvrage immense qui décidait de la nature de l'avenir, qui donnait une juste gloire à la France, pouvait s'achever... » Or, au contraire, tout avait été interrompu. Occupé uniquement du lendemain, absorbé par les spéculations de bourse, « on avait lancé dans le monde une république de la plus formidable espèce. »

S'il parlait ainsi, précisait-il, ce n'était pas parce que cet avenir républicain qu'il annonçait, il le souhaitait : « Au contraire, écrivait-il, « attaché à la famille royale, par amour, fidélité, devoir, honneur, « attaché à l'ordre monarchique par raison, nous regardons la monarchie constitutionnelle comme le meilleur gouvernement possible « à cette époque de la société. »

Ce n'était pas non plus la peur qui le poussait à grossir le péril ; car, disait-il, avec un juste orgueil, de toutes façons, il n'avait pas lieu de craindre pour lui-même la République : « Nous avons ce « qu'aucune révolution ne peut nous ravir : sans places, sans honneurs, sans fortune, tout gouvernement qui ne serait pas assez « stupide pour dédaigner l'opinion, serait obligé de nous compter « pour quelque chose. »

S'il insistait c'était seulement parce qu'il savait que la monarchie était en péril, et il terminait par cette phrase prophétique : « En « continuant de marcher comme vous marchez et de favoriser le « système républicain, toute la révolution pourrait se réduire, dans « un temps donné, à une nouvelle édition de la Charte, dans « laquelle on se contenterait de changer simplement deux ou trois « mots. »

Il n'est pas besoin de longs commentaires pour faire saisir à chacun la lucidité de vues d'un tel article et pour faire remarquer les confirmations que les faits sont venus apporter aux affirmations de Chateaubriand. Or, voici comment le *Journal de Paris* répondait et prétendait réfuter. La comparaison est d'autant plus facile que le journal ministériel reprenait une à une les phrases de Chateaubriand pour les commenter à sa façon.

« Le monde va droit à la République », avait écrit Chateaubriand. Le *Journal de Paris* répondait : « Nous allons voir que cela ne vous effraie pas beaucoup. Mais rassurons-nous, vous avez oublié un mot : dites le nouveau monde, l'ancien reste à la monarchie... »

« Il y avait un moyen d'éviter tout péril, c'était d'arrêter le monde dans la monarchie constitutionnelle », avait dit l'un : « Dites-nous donc quelle monarchie constitutionnelle s'est convertie en république, » répondait l'autre.

« Ce sont les classes éclairées qui penchent aux réformes », disait l'un. « Sans doute, répondait l'autre, à la réforme des abus que l'anarchie et le despotisme ont laissé en héritage à la Restauration : *On ne retourne ni à la République, ni à l'Empire, tout le monde s'en éloigne pour marcher d'un côté ou de l'autre à la monarchie représentative.* »

Chateaubriand avait parlé des « chariots enchantés marchant sans chevaux » ; le *Journal de Paris* se moquait et déclarait : « Si la République n'arrive chez nous que sur un chariot enchanté de cette espèce-là, nous avons encore le temps de nous y préparer. » Et il ajoutait spirituellement : « Est-ce l'impatience de la voir arriver qui vous a fait multiplier de façon si prodigieuse la puissance du moteur nouveau. L'espérance grossit les objets comme la peur. »

Voilà comment un des principaux journaux officieux accueillait les prévisions et les mises en garde de Chateaubriand. Voilà avec quelle grossière et injurieuse ironie ses prédictions les plus saisissantes étaient présentées comme les paroles d'un fou ou d'un ennemi de la monarchie.

Nous pourrions multiplier les citations semblables ; arrêtons-nous. Nous en savons assez pour faire comprendre l'aveuglement et la mauvaise foi des ministériels et de leurs chefs, pour faire comprendre aussi comment et pourquoi, de jour en jour, Chateaubriand exaspéré et découragé, manifestait plus violemment son mépris pour le ministère jusqu'au moment où, à la veille de la session, le 31 décembre, dans un dernier article, il écrivait ces paroles qui, moins de cinq ans avant la fin de la monarchie, en face de l'optimisme entêté des gens au pouvoir prennent pour les royalistes un caractère presque tragique :

« Il faut gémir sur le sort de la France. Quels ministres sont chargés de la conduire ! Quels hommes pour se mesurer à la hauteur des choses qui s'amoncellent autour de nous ! Croyez-vous qu'ils songent enfin à s'éloigner ?... Loin de là, s'ils croyaient les choses aussi importantes, aussi menaçantes qu'elles le sont, ils les regarderaient comme une heureuse distraction à l'attention publique, ils s'enfonceraient dans la grandeur des événements et ils s'y feraient si petits qu'on ne les verrait pas. Mais ils n'en sont même pas là ; ils n'ont même pas l'instinct de la chose du moment ; ils ne comprennent pas la position où nous sommes ; ils reposent dans cette sécurité de l'incapacité qui se contemple dans son mérite et s'admire dans ses œuvres. »

Si on voulait classer par ordre de mérite les articles de Chateaubriand journaliste, c'est, avec certains articles du *Conservateur*, ceux de cette campagne de l'été 1825, que, par le courage et l'éclat, il faudrait mettre en tête. Relus à cent ans de distance, ils nous montrent combien Chateaubriand savait prévoir. Relisons-les à ceux qui, sur la foi de quelques calomnies transmises d'historien en historien, ont cru faire preuve d'esprit en accablant de sarcasmes le seul homme qui, si on l'avait écouté, aurait pu sauver la monarchie.

Malheureusement tout avait été inutile. C'est en vain que les échecs du ministère s'étaient répétés, c'est en vain que Chateaubriand avait multiplié les appels. Villèle, à qui le roi n'osait pas encore imposer de démissionner, refusait lui-même, non seulement de s'en aller, mais de rien changer à son cabinet, et sans vouloir tenir compte des observations et des conseils, sans vouloir envisager l'avenir, il préparait la rentrée des Chambres.

*
* *

Au début de 1826, la situation où Villèle se trouvait en face du Parlement était plus fausse que jamais.

Ce n'était pas seulement la gauche et l'extrême gauche qui l'attaquaient. Déjà dans la coulisse, Sosthène de La Rochefoucauld à qui il avait eu l'imprudence de se confier l'année précédente, par haine de Chateaubriand, dont il avait encouragé les opérations contre la presse, à qui il avait donné entrée au gouvernement, Sosthène de La Rochefoucauld, insatiable et convaincu de ses talents, travaillait maintenant contre lui. Le 6 décembre, écrit Villèle lui-même dans son carnet (1), Charles X lui avait appris que Sosthène était venu lui exposer ses griefs contre le ministère en général, contre le président du Conseil en particulier, et apporter tout un plan de gouvernement. Le roi avait repoussé ses avis; mais, ajoute mélancoliquement Villèle, « Sosthène de La Rochefoucauld n'en est pas moins resté avec la direction des Beaux-Arts, le travail direct avec le roi et 15 à 16 000 francs de fonds secrets pris sur la liste civile à dépenser par mois pour la presse ».

Les rentiers, les gens modérés, tous ceux qui comptaient sur lui pour augmenter la prospérité matérielle étaient troublés par la baisse des rentes et commençaient à perdre confiance. De jour en jour il

(1) Voir NETTEMENT. Ouv. cit., VII, 265.

était moins maître de sa majorité. Entre les deux oppositions dont ses fautes et ses échecs augmentaient les prétentions et l'audace, il en était réduit à louvoyer, à mendier des voix. Lui, l'homme du centre, cédait de plus en plus aux caprices, aux exigences des exaltés ; et chaque vote dont il avait besoin devenait prétexte à des marchandages interminables où son autorité s'affaiblissait.

La première difficulté qu'il rencontrait au début de la session de 1826 était provoquée par l'accord de Saint-Domingue. Cet accord, tel que l'avait réglé l'ordonnance de l'année précédente, comportait des conséquences financières que les Chambres devaient ratifier. Les deux oppositions en profitaient pour protester contre les conditions dans lesquelles l'accord avait été signé et contre l'abandon, sans l'autorisation du pouvoir législatif, d'une partie du territoire national.

En même temps, à la demande de sa majorité, Villèle déposait un projet de loi dont le but était de lutter contre le morcellement de la propriété territoriale tel que l'imposait le code civil avec le régime du partage des successions. L'intention certes était excellente ; une telle loi, si elle était bien conçue et bien appliquée, devait permettre la réorganisation d'une véritable et stable aristocratie provinciale.

Mais Villèle n'ignorait pas que supprimer l'égalité des partages, rétablir, dans quelque mesure que ce fût, le droit d'aînesse, c'était s'attaquer à l'un des préjugés les plus forts de la Révolution. Lui-même, à demi convaincu seulement par la nécessité ou l'urgence de la réforme, craignait de la voir provoquer des orages nouveaux. Alors, pour ménager à la fois la droite et la gauche, il déposait un projet timide, insuffisant, propre à inquiéter les partisans de l'égalité des partages sans pourtant assurer le maintien d'une stabilité quelconque dans la propriété terrienne. Le projet décidait qu'au décès de tout propriétaire payant plus de trois cents francs d'imposition, la quotité disponible de ses biens serait, de droit, attribuée à l'aîné et, si possible, représentée par des biens fonds, sauf, ajoutait le projet de loi, au cas où un testament du décédé viendrait rétablir un partage égal. Cette dernière disposition avait été ajoutée par égard pour les partisans de l'égalité, mais, faisaient remarquer très justement les adversaires de la loi, elle la rendait inefficace, et même d'un résultat contraire à l'objet que l'on se proposait.

En effet, pour les fortunes importantes, le plus souvent, un testament est rédigé, et, sans doute, le testateur, pour éviter des difficultés avec ses enfants, ferait-il entre eux un partage égal.

Seuls, les plus pauvres, ou les plus incultes, négligent d'ordinaire de tester, et c'était sur eux seuls que devaient porter les effets de la loi, ce qui était absurde.

D'ailleurs, faisait avec quelque justesse remarquer le *Journal des Débats*, qui avait pris très violemment position contre le projet, mieux aurait valu, avant de parler du droit d'aînesse, commencer par s'occuper de la décentralisation administrative, attacher par des fonctions et par un rôle administratif utile les grands propriétaires fonciers à leurs terres, à leur situation régionale, pour leur faire ensuite comprendre l'utilité du maintien de leur situation de famille. Et il écrivait le 27 mars 1826 : « Donnez une vie politique aux provinces ou renoncez à toute autre aristocratie politique que celle de la Chambre des pairs. »

Mais, pour des raisons électorales, Villèle redoutait la décentralisation. Il s'en tenait à son projet du droit d'aînesse.

Tandis que la gauche montait par journaux et par brochures, aussi bien qu'à la tribune des Chambres une violente campagne au cours de laquelle elle déclarait découvrir dans le projet ministériel la prétention de retourner aux usages de la féodalité, les partis de droite de leur côté répliquaient mollement, les uns parce qu'ils trouvaient la loi insuffisante, les autres parce qu'elle était mal conçue. Si bien que, finalement, après une longue discussion, la Chambre repoussait la réforme ; et pendant plusieurs jours des illuminations dans Paris célébraient ce nouvel et éclatant échec du cabinet.

Les ministériels exaspérés ne trouvaient, pour réagir, d'autres ressources que de demander le rétablissement de la censure de façon à réprimer les abus de la presse, responsable, assuraient-ils, des progrès de l'opposition. Heureusement Villèle, se rendant compte de l'immense mécontentement que cette mesure provoquerait, refusait de leur donner satisfaction. Mais il n'allait plus longtemps être assez fort pour pouvoir résister.

Déjà, en compensation, il laissait les plus intolérants de sa majorité exagérer plus encore que les années précédentes les manifestations de cléricalisme ; il promettait des mesures destinées à améliorer la situation matérielle du clergé ; il laissait, sans oser protester, multiplier pendant tout l'hiver une série de processions et de cérémonies inutilement agressives ; il laissait le ministre des affaires ecclésiastiques, Mgr Frayssinous, se compromettre à la tribune de la Chambre dans la discussion si ardente depuis quelque temps entre gallicans et ultramontains.

En même temps, malgré l'immense mouvement de sympathie que les souffrances des Grecs excitaient en France comme dans toute l'Europe, et que la chute de Missolonghi allait accroître encore, il s'en tenait à sa politique d'abstention internationale, il refusait

obstinément toute intervention ; et de cela aussi son impopularité augmentait.

Bref, à la fin de la session, la situation du ministère n'aura fait qu'empirer à tous les points de vue. Tandis que Villèle, enfermé dans la position fautive dans laquelle il s'était placé d'abord aveuglément et dont maintenant il pouvait de plus en plus difficilement sortir, avait multiplié les maladresses, l'attitude de l'opinion devenait inquiétante. Les polémiques de presse s'envenimaient ; les manifestations et les illuminations pour le rejet de la loi sur le droit d'aînesse étaient un signe grave. Les ennemis du régime reprenaient confiance, tandis que les royalistes, même les plus fidèles, ne sachant plus ce qu'il fallait penser, se divisaient en nuances rivales de moins en moins unies et l'hypothèse d'un changement de ministère qui, l'année précédente, aurait pu être envisagé sans danger, commençait à devenir inquiétante.

Pendant toute la session Chateaubriand n'avait pris à toute cette agitation aucune part. Il n'avait prononcé qu'un discours en faveur des Grecs à la Chambre des pairs mais n'était pas intervenu dans les discussions de politique intérieure. Lui qui, l'année précédente, avait si passionnément et si lucidement mis en garde non seulement n'avait pas pris la parole mais il avait cessé d'écrire aux *Débats* et ne s'était pas mêlé à la campagne menée par les Bertin contre le droit d'aînesse.

Pourquoi ce changement d'attitude ? S'il avait été ambitieux, lui qui avait groupé naguère les royalistes au *Conservateur*, peut-être aurait-il pu, aurait-il dû même, devant l'impopularité grandissante des ministres, essayer de rassembler autour d'une formule nouvelle les hommes de droite avant qu'il fût trop tard pour empêcher que la gauche exploitât seule la situation. Il est vrai que les circonstances n'étaient plus les mêmes ; la maladresse de Villèle avait créé de telles divisions que Chateaubriand pouvait dire : « Nous ne sommes pas quatre soldats ensemble. » Puis le roi n'était pas encore convaincu.

En tout cas, s'il avait tort de s'effacer, ce tort, remarquons-le une fois de plus, était le contraire de celui qu'on lui reproche d'ordinaire.

D'ailleurs, il avait une autre raison à ce moment de se tenir à l'écart, une raison aussi péremptoire qu'honorable. Pendant cet hiver de 1825-1826, il se débattait au milieu d'une situation matérielle plus difficile que jamais ; il vivait au milieu de complications, de soucis qui lui enlevaient toute sécurité du lendemain, et en face desquels d'autres que lui auraient perdu leur sang-froid. Et pressé par la nécessité il travaillait avec acharnement à achever son édition dont

il avait besoin pour vivre et à laquelle sa polémique de l'été précédent ne lui avait pas permis de consacrer tout le temps qu'il aurait voulu.

Arrêtons-nous un moment pour considérer, au début de 1826, la situation de cet homme, guide politique et premier écrivain de son temps qui, s'il l'avait voulu, aurait pu, aussi bien que tout autre, faire avec plus ou moins de délicatesse une grosse fortune, recueillir ou conserver des honneurs et des places au prix de quelques compromissions, et qui, au contraire, orgueilleusement décidé à se suffire à lui-même, en était réduit aux expédients pour gagner sa vie et tenir son rang. Au lieu de l'ennemi absorbé par sa haine qu'on nous montre à l'ordinaire, nous allons voir sous son vrai jour un homme autrement simple, pittoresque et sympathique.

Pendant les premiers mois, après sa sortie du ministère, chargé des dettes nombreuses que les honneurs lui avaient coûtées, il avait d'abord vécu en vendant, comme il pouvait, des pièces d'argenterie et de porcelaine ; puis il avait entrepris la publication de cette édition complète de ses œuvres que les éditeurs offraient de lui acheter très cher.

Habitué depuis sa jeunesse aux vicissitudes de fortune les plus diverses, il n'avait guère de besoins de luxe ; l'incertitude du lendemain, le manque d'argent ne lui faisaient pas peur. Il est vrai qu'en même temps son rang de pair de France, sa situation personnelle, lui imposaient malgré tout des frais de représentation. De plus, sa femme était d'une santé très faible. Sans cesse malade ou convalescente elle ne sortait guère qu'en voiture et les chevaux coûtaient cher. Ni l'un ni l'autre d'ailleurs, si peu soucieux de luxe qu'ils fussent tous deux, ne se préoccupaient de compter et d'économiser pour les dépenses ménagères de tous les jours. Avec une insouciance un peu bohème, ils s'en remettaient, comme ils l'avaient toujours fait, à l'avenir.

Dans leur insouciance qui, en la circonstance, devenait de la générosité, et une générosité assez rare, ils n'avaient même pas craint de se mettre sur les bras, depuis plusieurs années, une charge devenue avec le temps très lourde, l'infirmerie Marie-Thérèse.

En 1819, avec une somme d'argent très minime, (1 500 francs empruntés à un ami, écrit Chateaubriand à Mme de Castellane en 1826) (1), Mme de Chateaubriand avait, nous le savons, fondé, cette œuvre dont le but était de recueillir et de soigner de vieux

(1) Lettre du 25 février. Ouv. cit.

prêtres et de vieilles dames malades et ruinées par la Révolution. Tandis que son mari était absorbé par ses préoccupations diverses, elle s'était consacrée avec passion à son infirmerie. Elle lui donnait le meilleur de son temps ; elle avait pour elle recueilli inlassablement des appuis nouveaux et de l'argent ; l'entreprise prospérait, faisait beaucoup de bien (elle existe encore aujourd'hui et rend d'utiles services aux prêtres âgés du diocèse de Paris) ; mais malgré les aides que Mme de Chateaubriand avait trouvées, elle coûtait cher.

En 1825, une charge très lourde venait même de s'ajouter aux autres. Sur un terrain bâti attenant à l'infirmerie, rue d'Enfer, derrière le Luxembourg, un entrepreneur ayant voulu installer des montagnes russes et d'autres jeux dont le bruit aurait troublé la paix des malades, Mme de Chateaubriand, pour éviter le gênant voisinage, n'avait trouvé d'autre solution que de se rendre propriétaire du terrain et de la maison ; et Chateaubriand, pour satisfaire sa femme, les avait achetés l'un et l'autre en janvier 1825, au prix de 180 000 francs. Mais comme il était momentanément sans ressources, il avait dû emprunter pour payer. Il comptait revendre plus tard une partie du terrain ; pour le reste, engageant d'avance les bénéfices futurs de son édition, il avait promis de s'acquitter en une série d'échéances échelonnées sur les années suivantes (1).

Or, toutes ces combinaisons aboutissaient, dans l'hiver de 1826, à la situation la plus compliquée. Chateaubriand n'avait pu achever aussi tôt qu'il l'avait espéré la préparation de son édition. Les négociations avec les éditeurs n'avaient pas encore abouti ; il ignorait ce que la publication lui rapporterait exactement. Il n'avait pu d'autre part trouver d'acquéreur pour le terrain de l'infirmerie. Cependant les premières échéances des billets souscrits l'année précédente approchaient. Il ne savait comment il pourrait les payer, et s'il ne lui faudrait pas emprunter à nouveau ou vendre des meubles. En même temps le bail de l'appartement qu'il occupait à ce moment rue du Regard allait expirer au mois d'avril ; il n'osait le renouveler à cause du prix trop élevé du loyer et songeait à déménager enore une fois. Enfin, Mme de Chateaubriand malade, irritée par sa mauvaise santé, exaspérée par les difficultés au milieu desquelles elle et son mari se débattaient et dont, non sans quelque

(1) Les divers actes signés à ce sujet par Chateaubriand ont été conservés dans l'étude de son notaire M. Le Brun, dont le successeur actuel est M. Fontana. Avec eux figurent deux testaments de Chateaubriand et de sa femme se faisant réciproquement légataires universels de façon à réserver, en cas de décès de l'un d'eux, les droits de leurs créanciers).

raison, elle rendait responsable l'acharnement de ses ennemis contre lui, se mettait de nouveau en tête de le décider à quitter la France, à s'exiler en Suisse ou ailleurs. Elle, en tout cas, était décidée à partir pour se soigner dans un climat plus doux et, à la fin de février, elle allait s'installer dans le Midi, à Hyères.

Chateaubriand ne savait quel parti prendre. Par moments, toujours tenté par les grandes décisions, même les plus impratiques, il pensait lui aussi à quitter son ingrate patrie et à aller en paix travailler en Suisse, à ses *Mémoires* et à son *Histoire de France*. Mais ses amis ne lui auraient pas pardonné de les abandonner. Lui-même, au fond, n'était pas sûr qu'au bout de quelques mois la Suisse ne le fatiguerait pas. D'ailleurs, l'essentiel était d'abord de terminer cette fameuse édition qui devait, il l'espérait, lui assurer l'aisance de ses vieux jours. Car une seule chose était sûre : il mettait son amour-propre à se tirer d'affaire tout seul, il refusait même les offres de son neveu Louis de Chateaubriand qui proposait de l'aider d'une partie de sa considérable fortune.

Alors c'était pour lui d'interminables et acharnées séances de travail, si acharnées même qu'il s'en rendait malade. Il ne sortait guère que pour son habituelle promenade des boulevards, quelques visites, les séances de la Chambre des pairs et quelquefois celles de l'Académie (où, au mois de février, pour honorer la réception de son ancien rival Mathieu de Montmorency, il venait lire un fragment de son *Histoire de France*).

Mais sans cesse il était dérangé par son prochain déménagement, tourmenté d'affaires de toutes sortes : « Pendant mon travail qui « demanderait du repos et un profond silence écrivait-il un jour à « Mme de Castellane (1), on cogne de toutes parts autour de moi, on « emporte les meubles, on me demande des ordres ; et puis l'infir- « merie dont la fête arrive après-demain ; et puis les pairs qui « viennent me dire d'aller à la Chambre, que l'on va voter ; et puis « Mme de Chateaubriand qui se désole dans son village et à laquelle « il faut remettre la tête. »

Pourtant il s'efforçait de garder sa bonne humeur ; il plaisantait lui-même sa propre misère dans ses lettres à Mme de Castellane à laquelle, par exemple, il écrivait le 10 décembre 1825 : « Mon cousin Chaigniaux est arrivé de la Cochinchine gueux comme un rat. L'empereur voulait lui couper le cou ; quand il a vu cela, il a pris le parti de venir donner son habit de mandarin à M. le baron de Damas. Convenez que la prospérité dans ma famille... »

(1) 4 avril. Ouv. cit.

Pourtant à la fin de mars tout semblait s'arranger à peu près. Il avait enfin signé son contrat avec l'éditeur Ladvocat, qui lui promettait pour son édition une somme de 550 000 francs (1) et il écrivait avec cette espèce de modestie orgueilleuse qui lui était habituelle : « Le cœur me bat pourtant d'un peu d'orgueil d'avoir trouvé en moi-même la source de mon indépendance et d'être sorti de l'abîme aux yeux de ceux qui m'y avaient si déloyalement précipité. » (Le malheur est que deux ans plus tard Ladvocat fera de mauvaises affaires ; il liquidera d'abord en 1828 la société formée par lui avec son associé Dufay ; en 1831, il fera faillite une première fois ; en 1833 une seconde ; et jamais Chateaubriand ne sera entièrement payé (2). Il pressait son déménagement, ayant pris le parti de s'installer avec Mme de Chateaubriand dans la maison voisine de l'infirmerie qu'ils n'avaient pu trouver à revendre. Puis, en attendant que son nouveau logement fût installé, comme il se trouvait sans gîte à partir du terme d'avril, il remplissait deux grandes malles de livres et partait pour la Suisse. A Lyon, où il s'était arrêté quelques jours, il rejoignait Mme de Chateaubriand venue du Midi et il avait aussi le plaisir d'être fêté par une société de philhellènes qui, des nuances politiques les plus diverses, enthousiasmés par son récent discours de la Chambre des pairs et par les multiples rééditions de sa brochure publiée l'année précédente en faveur des Grecs, lui faisaient une ovation et lui récitaient des vers. Puis le 9 mai il arrivait à Lausanne, il s'installait avec sa femme dans un appartement meublé donnant sur le lac, et là, en face du splendide paysage, de nouveau, jusqu'à la fin de juillet, il travaillait avec acharnement, douze et quinze heures par jour, écrit-il, pour tenir ses engagements et hâter la publication des premiers volumes qui devaient commencer à sortir à partir de la fin de juin.

Que faut-il penser de tout cela ? Nous voilà loin du Chateaubriand auquel depuis longtemps les historiens nous ont habitués ; du Chateaubriand acharné, dans sa haine contre Villèle, à tout ruiner autour de lui, menant sans répit la guerre contre les ministres. A peine en deux ans, malgré tous les mauvais procédés dont il avait été accablé, peut-on relever six mois d'une campagne suivie, dans laquelle, rappelons-le une fois de plus, il n'avait fait que multiplier, avec éclat et, si l'on veut, avec parfois un peu trop de pompe,

(1) Dans les *Débats* du 1^{er} avril on lit : « Hier les conversations ont été achevées entre l'illustre auteur et M. Ladvocat, seul cessionnaire de ses œuvres. Le prix a été fixé à 550 000 francs. L'édition se composera de vingt-cinq ou vingt-sept volumes dont treize inédits.

(2) Archives du Tribunal de Commerce. Greffe des faillites.

les mises en garde les plus lucides. Le reste du temps il ne s'était mêlé à aucune intrigue.

Certes, il était amer par moment. Enfermé dans sa hauteur, il manquait de cette souplesse, de cette habileté à ménager les gens en place qui, le plus souvent, n'est qu'une des formes de l'ambition mais qui, aussi, peut être utile au bien de l'État. Peut-être aurait-il mieux servi sa cause si, au lieu de demeurer enfermé avec ses humbles familiers, il avait su s'imposer dans les cercles de cour. Mais sa réserve venait moins d'une attitude calculée que d'une gêne instinctive. Même aux temps plus faciles où, dans l'enthousiasme des premières années de la Restauration, il avait travaillé à grouper et réunir les royalistes, il gardait en présence des intrigants et des agités une sorte d'embarras.

Tous ceux qui l'ont connu de près ont observé chez lui cette absence d'aisance en public qui, après ses déceptions, après les injustices subies, ne devait faire que s'accentuer. Villemain, en particulier, a noté ce trait avec beaucoup de finesse : « Une habitude de fierté polie, de longs silences, une sorte de rêverie ou de distraction apparente, c'était là, dit-il, comme autant d'obstacles à ce caractère de chef de parti difficile à remplir. » Mais, ajoute Villemain : « S'il montrait peu de goût pour les hommes célèbres de son temps, c'était par une disposition non de dédain, mais presque de timidité (1) ». Mme de Chateaubriand, dans ses moments d'impatience, disait : « Il est trop bête. »

Rosalie de Constant, une amie de Mme de Duras, qui le vit, cet été-là, à Lausanne, raconte ainsi sa première entrevue avec lui (2) : « Il était dans le salon. J'ouvre la porte et je vois un très petit homme aux cheveux grisonnants et hérissés, un long visage brun, de grands traits, une belle figure sombre mais qui s'égaie par le sourire et par de belles dents. Il ne paraît français que par les compliments, l'extrême et presque gênante discrétion, mais non par l'abondance des paroles. »

Ce n'étaient ni la rancune ni la jalousie qui le guindaient ainsi. La meilleure preuve est que, dans la vie courante, avec ceux de son intimité, même dans les pires moments, au milieu des embarras les plus graves, il gardait cette grâce indulgente qui assurait son charme et qui faisait de lui le plus fidèle des amis.

Il faudrait pouvoir citer pour cette période ses lettres si simples à Mme de Castellane. Elle n'avait pourtant, autant que nous pouvons

(1) VILLEMMAIN. Ouv. cit.

(2) Voir CORDIER, *Chateaubriand et Rosalie de Constant, le Correspondant*, 1910.

le savoir, pas mis beaucoup de façon à s'éloigner de lui depuis ses revers. Il avait, par ailleurs, bien des raisons d'être de mauvaise humeur, mais au lieu de se plaindre, il gardait pour parler de ses ennuis beaucoup de sans-façon et presque de drôlerie : « Nous sommes toujours dans les mêmes embarras, écrivait-il un jour. Nous ne trouvons point à rétrocéder le malheureux terrain de l'infirmerie... d'un autre côté, je n'ai point avancé mes travaux, parce que j'ai été souffrant et que les embarras du genre de celui que j'éprouve, ne me laissent guère de liberté d'esprit. Je suis devenu vieux et blanc comme le temps. J'ai pris ma parure d'hiver et je trouve qu'elle n'est pas bien chaude. N'allez pas me croire mort ou même triste par cette lettre. Soyez sûre que j'ai encore le temps d'enterrer bien des gens en ce monde (1). »

« J'espère être libre à la fin d'avril et être établi à Lausanne vers le milieu de mai avec Mme de Chateaubriand, disait-il un autre jour... Au nom du ciel, n'allez pas vous laisser troubler par cet accident de ma vie. Vous savez que depuis que je suis au monde, je n'ai jamais eu deux ans de tranquillité et de repos. C'est donc une condition de ma nature que d'être maltraité par la fortune. Prenez-moi tel que je suis et vous savez que l'habitude a rendu ces choses-là bien moins dures pour moi que pour tout autre (2). »

Somme toute, dans son isolement, il avait gardé beaucoup de dignité ; sa retraite en outre avait été féconde. Il avait conservé depuis sa chute l'attitude d'un homme au-dessus des partis. Ses seules manifestations publiques étaient à ce point de vue bien choisies quand, par exemple, il donnait son concours à la réception de Mathieu de Montmorency à l'Académie, ou quand il parlait en faveur de la Grèce, c'est-à-dire en faveur de la dignité de la politique française. Aussi la jeunesse lui restait-elle fidèle et lors de son passage à Lyon un jeune poète, à la soirée donnée par les philhellènes en son honneur, lui déclarait en vers au milieu des applaudissements de l'assistance :

*Amant des libertés, soutien de la couronne,
Tes mains ont de la Charte affermi la colonne,
Ta voix aux jours mauvais ranima notre espoir.
Tu balanças le flot du parti populaire
Et ton œil a marqué la borne salutaire
Où doit s'arrêter le pouvoir (3).*

(1) Lettre du 14 janvier. Ouv. cit.

(2) Lettre du 28 février. Ouv. cit.

(3) Voir LATREILLE, *le Romantisme à Lyon*, p. 89.

Surtout son édition allait réveiller son prestige dans le grand public et lui donner l'occasion de dire de sages vérités. Cette édition, en effet, n'était pas une simple collection de textes déjà publiés. Il ajoutait en particulier d'ingénieuses notes à son ouvrage de jeunesse, *l'Essai sur les Révolutions*, et une longue préface générale très curieuse.

Dans les notes de *l'Essai sur les Révolutions*, comparant ses opinions présentes à ses opinions passées, il précisait son attitude en face des grandes questions politiques

« La monarchie représentative, écrivait-il, est mille fois préférable à la République représentative. Elle en a tous les avantages sans en avoir les inconvénients ; mais si l'on était assez insensé pour croire que l'on peut renverser cette monarchie et retourner à la monarchie absolue, on retomberait dans la République représentative quel que soit l'état actuel des mœurs. »

Jugeant ailleurs l'enthousiasme que dans sa jeunesse il avait éprouvé pour Rousseau, il écrivait : « Dans ses ouvrages politiques, Rousseau est clair, concis, ferme, logique, pressant, enchaînant les corollaires qu'il déduit souvent d'une proposition erronée. Mais, tout attaché qu'il est au droit social de l'ancienne école, il le trouble par le mélange du droit de nature. D'ailleurs, les gouvernements ont marché et la politique de Rousseau a vieilli... »

« Rousseau n'est définitivement au-dessus des autres écrivains que dans une soixantaine de lettres de la *Nouvelle Héloïse* qu'il faudrait relire comme je le fais à présent même à la vue des rochers de Meilleraie, dans ses *Rêveries* et dans ses *Confessions*... Mais si j'ai pu admirer l'écrivain, comment ai-je pu excuser l'homme, comment n'ai-je pas été révolté des *Confessions* sous le rapport des faits ? J'aime mieux supposer, afin de l'excuser, que Rousseau n'était pas toujours maître de sa tête. Mais alors ce maniaque ne me touche pas. Je ne saurais m'attendrir sur les maux imaginaires d'un homme qui se regarde comme persécuté, lorsque toute la terre est à ses pieds. Qu'un auteur devienne insensé par les vertiges de l'amour-propre ; que toujours en présence de lui, ne se perdant jamais de vue, sa vanité finisse par faire une plaie incurable à son cerveau, c'est de toutes les causes de folie celle que je comprends le moins et à laquelle je peux le moins compatir. »

Sans doute, par moment, ce jugement sur Rousseau, sur Rousseau politique surtout, restait un peu vague. C'était ici le Chateaubriand philosophe qui parlait, et ce Chateaubriand-là, nous le savons, gardait toujours quelque gaucherie.

Sa préface générale, par contre, mérite de nous retenir sans réserves.

Là, c'était le poète homme d'action qui parlait, doué de ce merveilleux instinct qui lui faisait deviner comment et par où les esprits peuvent être conquis. Cherchant une fois encore à ouvrir les yeux des politiques à courte vue, de ces hommes spéciaux enfermés dans leurs calculs mesquins, il leur montrait comment ils auraient dû, comment ils pouvaient encore s'y prendre pour rallier à la monarchie la génération nouvelle. Et il est peu de pages où il ait mieux senti, montré et fait comprendre la maladresse des gens au pouvoir en face des « enfants du siècle ».

« Vingt-cinq ans, disait-il, se sont écoulés depuis le commencement du siècle. Les hommes de vingt-cinq ans qui vont prendre nos places n'ont pas connu le siècle dernier, n'ont point recueilli ses traditions, n'ont point été nourris dans l'ordre politique qui l'a régi, en un mot ne sont point sortis des entrailles de l'ancienne monarchie et n'attachent au passé que l'intérêt que l'on prend à l'histoire d'un peuple qui n'est plus.

« Ces enfants qui n'entendirent que le bruit des armes échappèrent par leur âge à l'oppression de l'Empire. Ils n'eurent que les jeux de la victoire dont leurs pères portaient les chaînes. Race innocente et libre, ces enfants n'étaient point nés quand la Révolution commit ses forfaits; ils n'étaient pas hommes quand la Restauration multiplia ses fautes. Ils n'ont pris aucun engagement avec nos erreurs ou avec nos crimes... »

Et il ajoutait, avec une mélancolie qui n'était pas sans grandeur : « Combien il eût été facile de s'emparer de l'esprit d'une génération sur laquelle les malheurs qu'elle n'a pas connus ont néanmoins répandu une ombre et quelque chose de grave. La Restauration s'est contentée de donner à cette jeunesse sérieuse des représentations théâtrales des anciens jours, des imitations du passé qui ne sont plus le passé.

« Les débris du dix-huitième siècle qui flottent dans le dix-neuvième sont au moment de s'abîmer; encore quelques années et la société religieuse, philosophique et politique appartiendra à des fils étrangers aux mœurs de leurs aïeux. Des semences des idées nouvelles ont germé partout; ce serait en vain qu'on les voudrait détruire : *vous pouvez cultiver la plante naissante, la dégager de son venin, lui faire porter un fruit salutaire, il n'est donné à personne de l'arracher.* »

Ainsi, du fond de sa retraite, il donnait un dernier et très noble avertissement. Mais comme les précédents, celui-là n'allait pas être compris. Villèle, cette fois encore, allait s'entêter. La dernière crise du ministère allait éclater. Et cette fois Chateaubriand allait à nouveau être entraîné dans la lutte active.

*
* *

Toutes les mises en garde avaient été vaines. Subissant les conséquences de la situation fausse où il s'obstinait, Villèle voyait les fautes qu'il avait commises ou laissé commettre en entraîner d'autres. C'était la dernière période du ministère.

A l'extérieur d'abord, les faiblesses successives du gouvernement vis-à-vis de l'Angleterre apportaient des humiliations que l'opinion publique, déjà irritée, ressentait vivement.

L'Angleterre avait, au mois d'avril, signé avec la Russie un accord sur les affaires grecques, auquel sans doute elle allait offrir à la France d'adhérer, mais sans lui en laisser discuter les termes. Puis, dans la péninsule ibérique, appuyée sur la Russie, elle occupait le Portugal pour soutenir le parti constitutionnel, le plus hostile à la France et, comme les adversaires des constitutionnels avaient trouvé un appui en l'Espagne, elle menaçait d'y envoyer aussi des troupes, au risque de provoquer un conflit avec les troupes françaises d'occupation. Et même, pour bien montrer qu'en agissant ainsi il bravait la France, Canning, le 12 décembre, prononçait à la Chambre des communes le fameux discours où, expliquant sa politique, il déclarait que c'était pour répondre à l'expédition française en Espagne qu'il avait soutenu les républiques d'Amérique et que, d'ailleurs, il dépendait de l'Angleterre de déchaîner à nouveau la Révolution à travers le monde.

Pendant ce temps, à l'intérieur, les difficultés causées par la question religieuse s'envenimaient. A Brest, à l'occasion d'une mission, des troubles éclataient. Montlosier adressait à la cour royale une dénonciation qui faisait grand bruit, protestant contre la situation illégale des jésuites en France. Le clergé de son côté, soutenu et poussé par le parti clérical, à mesure qu'on l'attaquait, multipliait, par protestation, des manifestations si maladroites que Villèle lui-même s'en inquiétait et, sans oser protester ouvertement, écrivait, le 10 août 1826, dans une lettre à sa femme (1) : « Le roi se livre trop à ses démonstrations religieuses au milieu d'une population travaillée contre lui sous ce rapport par les agitateurs. »

Mais personne n'osait prendre l'initiative et le courage de parler ouvertement à Charles X. Les ministériels ne voulaient voir qu'une cause à l'impopularité croissante du gouvernement : les calomnies,

(1) Voir NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, VII, 396.

es attaques et les injures répandues par la presse. Ils ne voyaient qu'une ressource : établir une loi très sévère qui étoufferait, qui étranglerait la presse.

Pendant deux ans, Villèle avait essayé de résister, dans cette voie, à ses propres partisans. Il se souvenait de ses anciennes déclarations en faveur de la liberté de la presse. Il n'ignorait pas que dans l'état d'agitation, de fermentation où se trouvaient les esprits, il serait plus particulièrement difficile de faire voter sur la presse une loi qui ne serait ni injuste ni exagérée, et le 9 août 1826 il avait écrit à sa femme (1) : « Nous nous occupons fort de préparer un projet sur la « presse. On pourrait faire du bon sur ce sujet délicat ; mais cela « passerait-il avec les méfiants et le besoin de faire obstacle qu'ont « tant de gens, les uns pour nuire, les autres par jalousie et pour se « faire valoir?... Chaque jour me fournit sur la nature du terrain « des révélations qui me prouvent que j'ai bien fait de ne pas pro- « duire les vues de réforme et d'amélioration dont je m'étais occupé « pour la fin de la session. »

Cependant, de moins en moins maître de ses partisans, il finissait par céder. D'ailleurs lui-même, à la longue, supportait avec moins de patience les attaques de l'opposition ; et comme il demeurait décidé à ne pas se retirer, dès le début de la session de 1827 il déposait un projet de loi sur la presse, le projet absurde et désastreux qui est resté dans l'histoire, dénommé ironiquement « la loi de justice et d'amour », le projet qui allait décider sa perte.

On sait que, d'après les lois existantes, depuis 1820 le gouvernement avait le droit de soumettre les journaux à la censure, mais pendant l'intervalle des sessions seulement. Tant que les Chambres étaient réunies la presse devait rester libre. D'ailleurs les quelques applications de la censure qui avaient été faites, sous Decazes d'abord, puis en 1824, en avaient rendu le nom même trop impopulaire pour qu'on pût penser à l'imposer de nouveau sans danger. De plus, et surtout, la censure ne s'appliquait qu'aux journaux et n'atteignait pas les brochures, les mille publications non périodiques dont l'influence sur l'opinion était considérable, et qui, vendues très bon marché, répandues partout, pouvaient, pensait-on, être plus dangereuses encore que les journaux.

L'intention des auteurs du projet était donc triple : établir une censure de-fait sans que le nom de censure fût prononcé, atteindre la presse non périodique au même titre que la presse périodique, enfin restreindre le plus possible le tirage et le rayonnement de l'une et de l'autre.

(1) Voir NETTEMENT. Ouv. cit., VII, 395.

Le projet décidait d'abord qu'à l'avenir l'intervalle entre le dépôt légal et la mise en vente des publications devrait être de cinq jours pour les petits ouvrages, de vingt jours pour les gros. De cette façon, tous les ouvrages pourraient être examinés et, s'il y avait lieu, saisis préventivement. De plus, pour empêcher les publications clandestines, « tout transport d'une portion quelconque de l'édition hors de l'atelier de l'imprimeur avant ces délais était considéré comme une tentative de publication et punie comme le fait de publication même. »

En outre, tout ouvrage était frappé d'un droit de timbre très élevé, un franc pour la première feuille, dix centimes pour les autres.

Quant aux journaux, eux aussi étaient soumis à un droit de timbre lourd, proportionné à la grandeur et au nombre de pages de la publication. De plus, à l'avenir, nulle société relative à un journal ne devrait être contractée autrement qu'en nom collectif, et aucune ne devrait comprendre plus de cinq associés, lesquels, en cas de poursuites contre le journal, seraient chacun personnellement mis en cause.

Enfin, le taux des amendes applicables à la presse était considérablement augmenté.

Les résultats les plus graves d'un tel projet devaient être : 1^o d'élever dans des proportions considérables, par l'augmentation du droit de timbre, le prix de tous les imprimés ; 2^o de rendre beaucoup plus difficile la publication d'un journal, et même de condamner la plupart des journaux existants à disparaître, en réduisant au nombre de cinq au plus le nombre des commanditaires ou des propriétaires de chaque feuille.

Enfin on faisait remarquer que l'article en vertu duquel, avant le délai du dépôt légal écoulé, nulle portion d'un ouvrage en cours de publication ne pourrait être transporté hors de l'atelier de l'imprimeur, se heurtait à une impossibilité matérielle et prouvait, de la part des rédacteurs du projet, une profonde méconnaissance des usages de l'imprimerie. Car beaucoup d'imprimeurs ne procédant pas eux-mêmes, dans leurs ateliers, au brochage des feuilles imprimées, allaient se trouver par là même en contradiction avec la loi.

Bref, tel qu'il était conçu, le projet était absurde, hypocrite, vexatoire, révélait à la fois une grande incompétence en même temps qu'une défiance systématique de la presse sous toutes ses formes, et devait, indépendamment de tout autre conséquence, avoir pour inévitable résultat de ruiner une foule d'imprimeurs sans compter les industries connexes. Et cependant il devait, on pouvait le prévoir, demeurer inefficace ; car dans l'état des mœurs, avec le besoin de lire et d'écrire des ouvrages de politique qui se développait par-

tout, le jour où la loi aurait, de façon par trop brutale, prétendu restreindre le droit légal d'imprimer et de publier, les publications clandestines se seraient, d'elles-mêmes, multipliées.

Enfin le projet était en contradiction avec toutes les promesses garanties par la Charte. Il montrait, de la part des ministres, une inaptitude grave à s'adapter aux conditions nouvelles de la vie sociale et politique. Il prenait par suite un caractère symbolique. Le ministère, par sa maladresse, donnait en quelque sorte lui-même des armes aux ennemis du régime.

Si les ministres, avec les armes que la loi et la Charte leur donnaient, croyaient ne pas pouvoir gouverner, une première expérience aurait dû être tentée : passer la main à d'autres. Au lieu de cela, en bouleversant tout de suite l'ordre de choses existant et en restant en place, ils semblaient ne travailler que pour eux seuls, sacrifier la cause du régime à leur ambition personnelle. Certes nous savons que telles n'étaient pas leurs intentions ; mais toutes les apparences étaient contre eux. Et cela seul suffisait à les condamner.

Aussi, dès le projet connu, les protestations les plus diverses se faisaient jour. Tandis que toutes les corporations lésées adressaient des pétitions à la Chambre, l'Académie française elle-même envoyait au roi une adresse de protestation. Tous les journaux indépendants s'unissaient pour réclamer. L'agitation des esprits était si grande que tout devenait prétexte à manifestation, et que le jour de l'enterrement du duc de Liancourt, pair connu par sa charité et ses idées libérales, des troubles éclataient. Déjà, Villèle le note lui-même, l'inquiétude était si générale que l'on remarquait une baisse frappante dans le produit des impôts. A la Chambre, malgré le grand nombre des députés ministériels, la commission nommée pour examiner le projet exigeait du gouvernement au moins quelques modifications. De tant de mécontentements et d'inquiétudes, la gauche déjà profitait. A l'extrême gauche, les jeunes gens groupés par Guizot dans la société de morale chrétienne et dans les sociétés annexes s'agitaient, et organisaient une campagne.

Villèle cependant s'entêtait. Il arrachait péniblement un vote à la Chambre (134 députés avaient voté contre) ; il portait aussitôt son projet à la Chambre des pairs. Mais cette fois, il courait à un échec certain. La Chambre des pairs qui déjà, à maintes reprises, lui avait manifesté son hostilité, soutenue par l'opinion, n'hésitait pas. Dès la nomination de la commission chargée du rapport, on se rendait compte que la majorité contre la loi serait énorme. Villèle alors, perdant la tête, retirait son projet, donnant par là un aveu de faiblesse qui lui enlevait son autorité. En effet, au cours de la discussion

à la Chambre des députés, lui et ses collègues, pour obtenir le vote, avaient déclaré qu'ils ne pourraient continuer à gouverner si la loi était repoussée. Or, ils la retiraient eux-mêmes et pourtant ils restaient au pouvoir. Chacun sentait que le ministère ne pourrait plus durer longtemps.

Aussitôt, à Paris et dans les grandes villes, la nouvelle du retrait de la loi était accueillie par des illuminations et des manifestations qui, à Paris, tournaient presque à l'émeute.

Villèle, ainsi prisonnier de sa situation fautive, s'obstinant à vouloir faire voter un projet qu'en lui-même, au fond, il reconnaissait « imparfait et périlleux (1), » sans assurer la durée de son propre pouvoir, bien au contraire, rejetait le pays dans les troubles, et allait l'entraîner, par des mesures de plus en plus maladroites, à l'illégalité.

Quelques jours à peine après le retrait du projet sur la presse éclatait l'affaire de la dissolution de la garde nationale. Le roi devait, le 29 avril, passer une revue solennelle de la garde nationale au Champ-de-Mars. A voir l'état de l'opinion, chacun aussitôt croyait prévoir que cette revue serait une occasion de troubles nouveaux, et peut-être de troubles graves, assuraient certains. La garde nationale, en effet, était composée de la bourgeoisie parisienne, où l'hostilité contre Villèle se révélait particulièrement vive. Le roi cependant ne voulut pas paraître avoir peur en décommandant la cérémonie déjà annoncée. Il ne pouvait croire, d'ailleurs, que la popularité qui l'avait accueilli à son avènement, en 1824, fût entièrement disparue, et en se montrant à la garde nationale il voulait lui donner une preuve de confiance dont l'effet, pensait-il, devait être bon. Il n'avait peut-être pas tort. Quand il parut devant le front des troupes, il fut très acclamé. Tout se passa en somme assez bien, et il quitta le Champ-de-Mars, à juste titre assez satisfait. Seulement après son départ, quelques manifestations se produisirent ; des cris furent poussés au passage des voitures où se trouvaient les princesses de la famille royale. Surtout une des légions de la garde nationale, qui, pour rentrer à Paris, longeait la rue de Rivoli, en passant sous les fenêtres du ministère des Finances, poussa des cris répétés de : « A bas Villèle, à bas les ministres ! »

Villèle, aussitôt, courut au palais, exigeant comme sanction de l'affront qui venait de lui être fait la dissolution immédiate de toute la garde nationale de Paris.

Une telle mesure par sa violence était, à tous points de vue, maladroite. Elle rendait toute la garde nationale de Paris, c'est-à-dire toute

(1) Note de son carnet du 6 janvier 1927. Voir NETTEMENT. Ouv. cit., VII, 445.

la bourgeoisie parisienne, responsable de la faute ou de l'inconvenance de quelques-uns ; par la défiance injuste qu'elle marquait elle allait inutilement blesser la population de Paris. On s'en rendit si bien compte, même parmi les amis de Villèle, que le ministre de la Maison du roi, le duc de Doudeauville, le père de Sosthène de La Rochefoucauld, se déclara dans une lettre très digne qu'il adressa au roi, décidé à démissionner si la mesure était appliquée. (Il est vrai que le duc de Doudeauville, entré aux affaires sous la seule pression de son fils, s'il n'était pas un politique, n'était pas non plus un intrigant et commençait à se rendre compte du danger de la situation.)

Mais Villèle s'entêtait et exigeait la dissolution. Le duc de Doudeauville, de son côté, maintenait sa démission. Or, dans les circonstances difficiles que le ministère traversait, Villèle ne trouvait personne qui voulût accepter un portefeuille de sa main ; et il en était réduit à mettre le remplacement du duc de Doudeauville à plus tard.

Le double résultat qu'il avait atteint en imposant la dissolution avait été de se faire, d'une part, de nouveaux ennemis et, d'autre part, d'affaiblir encore son cabinet. Mais il refusait toujours de s'en aller, et, pour rester, il annonçait que, sitôt la session terminée, il allait rétablir la censure. Le bruit courait même qu'il allait dissoudre la Chambre des députés et changer la majorité de la Chambre des pairs, en faisant une promotion considérable de pairs nouveaux.

Ces nouvelles ne faisaient qu'exaspérer les esprits. Dans les Chambres, lors de la discussion du budget, les attaques des deux oppositions ne se faisaient que plus violentes. Villèle répondait par des révocations de fonctionnaires. En particulier, il rayait Hyde de Neuville de la liste des ambassadeurs en disponibilité. Puis il hâtait la clôture de la session, et le lendemain même du jour où les Chambres s'étaient séparées, le 24 juin 1827, il rétablissait la censure. L'irritation de part et d'autre était à son comble.

Bref, en quelques mois depuis le dépôt du projet de loi sur la presse, et à cause de cette mesure, la situation, non seulement du cabinet mais déjà, on pouvait le craindre, du régime, s'était beaucoup aggravée. Voilà ce dont il fallait se rendre compte pour juger l'attitude de Chateaubriand cette année-là.

Revenu de Lausanne au début d'août 1826, il avait passé la fin de l'été à s'installer dans sa nouvelle maison de la rue d'Enfer, celle qui était attenante à l'Infirmierie et qu'il avait achetée en 1825. Les premières sommes qu'il avait touchées de son éditeur lui avaient assuré pour le moment quelque sécurité matérielle ; il avait pris plaisir à arranger sa nouvelle retraite. Ne l'oublions pas, en effet, cet homme

aventureux, à l'âme impatiente et rêveuse, avait en même temps des goûts très casaniers.

Comme jadis au temps paisible où il écrivait les *Martyrs* en plantant son jardin de la Vallée-aux-Loups, il était, cette fois encore, heureux d'embellir son petit domaine ; il y retrouvait une gaieté oubliée : « Je ne sors plus de mon ermitage, écrivait-il joyeusement le 4 septembre à Mme de Cottens, une amie de Mme de Duras, dont il avait fait la connaissance à Lausanne et avec laquelle il s'était lié. Je suis au milieu des maçons ; je fais aussi un petit jardin ; enfin, j'ai fait peindre en couleur verte les murs extérieurs de ma bibliothèque. »

Un peu plus tard, le 23 octobre, heureux du beau temps exceptionnel pour la saison qui favorisait ses travaux, il lui écrivait à nouveau, sur le même ton. Le même jour, il présidait la fête annuelle de l'Infirmerie. De temps en temps, il allait passer la journée à Saint-Germain pour tenir compagnie à Mme de Duras qui était malade, qui souffrait beaucoup et qui ne trouvait plus guère de distraction que dans les visites de son vieil ami.

Dans l'intervalle la préparation des prochaines livraisons de ses œuvres complètes continuait à l'absorber. Il en était, au mois de décembre, à revoir l'énorme manuscrit de l'ouvrage le plus touffu de sa jeunesse, son poème en prose des *Natchez* qu'il n'avait jamais encore publié ; et il se consacrait à ce travail avec sa conscience habituelle : « Je vous dirai, écrivait-il à Mme de Cottens, le 1^{er} décembre, que ce qui m'a empêché de vous écrire plus tôt, ce sont ces malheureux *Natchez* que je croyais avoir arrangés à Lausanne. Quand j'ai voulu les mettre à la presse ici, il m'a pris mille scrupules, et j'ai revu le tout d'un bout à l'autre. »

Sans doute, aussi, il avait recommencé à suivre les événements politiques ; il avait, à intervalles irréguliers, donné au *Journal des Débats* quatre ou cinq articles de politique étrangère, sans indulgence pour Villèle ; mais il n'avait, pendant toute cette période, guère mis de suite ni d'acharnement à ses attaques ; et même il avait tenu à faire un geste assez généreux... Au mois de décembre, au moment où Canning, encouragé par la timide attitude du gouvernement français, avait prononcé à la tribune de la Chambre des communes, l'insolent discours auquel le baron de Damas avait si faiblement répondu, oubliant pour un jour son opposition, laissant à d'autres le soin de critiquer le ministère, le 26 décembre, à la Chambre des pairs, au cours de la discussion de l'Adresse, afin de répondre aux menaces et aux accusations anglaises, il prononçait un grand discours où, avec la haute noblesse dont il avait le secret, il disait ce que ni

Villèle ni ses collègues n'avaient su dire pour relever la dignité de la France vis-à-vis de l'étranger :

« Que l'Angleterre, déclarait-il, soit un géant ; je ne lui discute pas la taille qu'elle se donne, mais ce géant ne fait aucune frayeur, que je crois, à la France. Un colosse a quelquefois les pieds d'argile. Que l'Angleterre soit Éole, je le veux bien encore (Canning, dans son discours, avait successivement comparé l'Angleterre à un géant et à Éole), mais Éole n'aurait-il pas des tempêtes dans son empire ? Il ne faut pas parler des mécontents qui peuvent se trouver en d'autres pays, quand on a chez soi cinq millions de catholiques opprimés, cinq millions d'hommes qu'on est obligé de contenir par un camp permanent en Irlande...

« Eh quoi, messieurs, si l'étendard britannique se levait, on verrait se ranger autour de lui tous les mécontents du globe !... C'est une triste chose de posséder un drapeau d'une telle vertu qu'il serait à l'instant choisi par la discorde. Il est malheureux d'avouer qu'on pourrait trouver la puissance dans la confusion et le chaos. Si le géant de l'Angleterre, en sortant de son île, reconnaît qu'il peut brûler le monde, ne justifie-t-il pas le blocus continental d'un autre géant ?

« La France, messieurs, a des prétentions différentes. Si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, elle était obligée de réparer, pour sa défense, sur les champs de bataille, elle rallierait autour de son drapeau, non les mécontents des divers pays, mais tous les hommes fidèles à leur roi, à leur honneur, à la patrie ; tous les hommes amis des libertés publiques dans un ordre sage et légal...

« Dieu nous préserve, messieurs, que la nation anglaise qui fait tant d'honneur à la nature humaine, périsse jamais par les troubles qu'on pourrait exciter dans son sein. Le monde reconnaissant s'obstinera à ne voir dans la patrie des Bacon, des Locke, des Newton que des lumières, que des principes de liberté et de civilisation...

« Je ne crois pas à la possibilité d'une guerre entre la France et l'Angleterre. Qu'aurions-nous à perdre dans cette guerre maritime ? Deux ou trois rochers dans deux océans... Nos cent cinquante vaisseaux armés, non réunis en escadres mais dispersés sur les mers du globe, feraient plus de mal à l'immense commerce anglais que toutes les flottes de l'Angleterre n'en pourraient faire au commerce malheureusement trop borné de la France... Sur le continent, où est le point d'attaque ? Puisque l'Angleterre se vante justement de sa force, elle nous donne le droit de parler de la nôtre. Qu'on n'oublie pas qu'il y a en France une population surabon-

« dante, pleine d'énergie et de courage, une population qui voit ce
« que la France a perdu, et qu'il est plus difficile de retenir que de
« soulever. Il serait souverainement impolitique de blesser par des
« paroles méprisantes l'orgueil d'un million de jeunes Français qui
« jettent des regards impatients sur le vaste champ de bataille glo-
« rieux arrosé du sang de leurs aînés. »

Voilà un ton que, malheureusement, au même moment, pour guider et dominer cette génération impatiente de jeunes Français dont parlait Chateaubriand, ni Villèle, ni le baron de Damas ne savaient égaliser. Il était nécessaire de citer cette longue page. Elle met en relief l'immense tort que Villèle avait fait non seulement à son parti, mais au régime et à la France en écartant, en refusant d'écouter, un homme qui, avec tant de force et de dignité, savait parler à son pays et à l'Europe, un homme qui, après avoir été pendant trois ans maltraité de tant de façons, après avoir connu tant de raisons d'amertume, savait garder, quand il sortait de sa retraite pour monter à la tribune, tant de hauteur. Car, ne l'oublions pas, dans tout ce discours, il ne se trouvait pas une phrase de critique contre Villèle.

Mais la leçon ne faisait pas réfléchir. C'est trois jours après ce discours, le 29 décembre, que Peyronnet, ministre de la Justice, déposait au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre des députés, le projet de loi sur la presse.

Alors seulement, mais d'une façon définitive, Chateaubriand rentrait dans la lutte. Il faut une fois de plus nous rendre compte de la situation ; il faut comprendre pourquoi c'était la question de la presse qui le réveillait, il faut montrer qu'il avait raison.

Dès le début de la Restauration, Chateaubriand, plus que personne, avait pris la défense de la presse. Il avait compris et montré que le régime nouveau supposait essentiellement la liberté de la presse, contenue par les lois répressives mais sans censure et sans surveillance des ministres. Car, du moment que l'on confiait à l'opinion le soin d'élire des députés chargés de contrôler les ministres, il fallait que cette opinion eût le moyen de s'informer par d'autres voies que par une presse contrôlée et censurée par les ministres eux-mêmes.

Cette thèse si juste, c'est la droite entière qui d'abord l'avait adoptée quand, avant 1820, combattue par le ministère Decazes, elle avait tout entière eu à se plaindre de la censure officielle.

Depuis, arrivés à leur tour au pouvoir, Villèle et ses amis avaient changé de point de vue et s'étaient révélés plus farouchement encore que leurs anciens adversaires ennemis de cette liberté de la presse, qu'ils défendaient naguère. Mais il apparaissait trop nettement que

ce changement de point de vue ne venait que d'un changement d'intérêt. Si l'opinion royaliste tout entière acceptait sans protester un tel retournement, c'était la bonne foi du régime qui devait être mise en discussion.

Déjà la gauche accusait les royalistes d'hypocrisie, les déclarait incapables de s'attacher sincèrement à cette liberté qu'ils avaient affecté un moment de défendre.

Chateaubriand, lui, n'avait pas varié ; comme ministre aussi bien que comme chef de l'opposition, il avait également défendu la liberté de la presse ; il s'était séparé de Villèle au moment où celui-ci, en 1824, avait rétabli la censure. Il était plus indiqué qu'aucun autre pour protester contre les nouvelles attaques dirigées contre les journaux.

Par suite, si cette fois au lieu de parler encore, il restait dans sa retraite, s'il donnait l'impression d'être, lui aussi, résigné cette fois à la censure, la droite perdait son dernier prestige. Au contraire, en prenant la défense de la presse, lui, royaliste de toujours, lui qui avait su faire la guerre d'Espagne sans empêcher les journaux de critiquer librement sa conduite, il donnait à penser que la faute de Villèle n'était que celle d'un homme, non celle de tout un parti. L'opinion royaliste ne portait pas la faute d'une politique qui restait celle d'une petite coterie. L'avenir du régime n'était pas compromis par la politique du cabinet.

De tous côtés on lui écrivait pour le presser de prendre position. Et, sans tarder, sans attendre que le projet vînt en discussion à la Chambre des pairs, il se décidait et il faisait bien.

Le 4 janvier, il publiait dans le *Journal des Débats* une longue protestation qui allait être son premier acte. Ses articles ordinaires aux *Débats*, ne l'oublions pas, n'étaient, selon l'usage du temps, pas signés. Tous les gens informés sans doute savaient qu'ils étaient de lui, mais le journal seul en avait la responsabilité officielle. Cette fois, pour donner à sa manifestation plus de solennité, il la publiait sous la forme d'une lettre adressée au directeur du *Journal* et signée de son nom ; et cette lettre était un véritable réquisitoire contre le projet ministériel que, d'un nom qui allait lui rester attaché, il appelait *la loi Vandale*.

Nous avons signalé les défauts essentiels de ce projet, aussi impolitique dans le principe que mal étudié dans le détail. Tous ces défauts, Chateaubriand les faisait ressortir.

Il montrait d'abord l'absurdité de l'article qui prétendait interdire, avant le délai du dépôt légal écoulé, que la moindre partie d'une édition en cours de composition sortît de l'atelier de l'imprimeur :

« Ainsi, disait-il, l'on pourrait considérer comme tentative de

« publication le transport des feuilles d'imprimerie de chez l'imprimeur chez le libraire, de chez le libraire chez la brocheuse ou chez le relieur, ou à l'atelier de satinage. Sur les quatre-vingts imprimeurs de Paris, il n'y en a pas deux qui auraient des ateliers assez vastes pour procéder chez eux au reliage ou à l'assemblage... Et quelle dérision ! On prétend qu'on ne punira le délit qu'après qu'il aura été commis, lorsqu'on ordonne un dépôt dont la durée doit précéder de cinq à six jours la publication. »

« Comment, ajoutait-il, pour la presse périodique, réduira-t-on, à cinq membres des compagnies déjà formées et composées d'un bien plus grand nombre de propriétaires ? — « Les imprimeurs, observe-t-il d'autre part, seront responsables des amendes, des dommages et intérêts et des frais portés par les jugements en condamnation des auteurs, le tout afin que les imprimeurs deviennent les censeurs officieux des auteurs... Mais ne nous écrions pas trop contre cette palpable absurdité. Elle a son dessein. On exige l'impossible de l'imprimeur et pourquoi ? Pour qu'il ne puisse paraître aucun ouvrage qui n'ait obtenu d'avance la sanction de la coterie qui nous opprime. Quel libraire, en effet, oserait se charger sans garantie de l'impression d'un manuscrit sous la menace d'un tel projet de loi ? »

Et pour terminer, une fois de plus, comme il l'avait déjà fait l'année passée dans la préface de sa grande édition, il insistait sur l'imprudence qu'il y avait, pour les hommes au pouvoir, à ne pas savoir s'adapter, à ne pas vouloir tenir compte des besoins et des conditions de vie de la génération nouvelle :

« Les hommes, disait-il, qui ont souffert ensemble de nos discordes, également fatigués, se résignent à achever en paix leurs vieux jours ; mais nos enfants, ces enfants qui n'auront pas, comme nous, besoin de repos, n'entreront pas dans ce compromis de lassitude. Ils marcheront et revendiqueront, la Charte à la main, le prix du sang et des larmes de leurs pères. »

Après cette première manifestation, quelques jours plus tard, le 16 janvier, quand l'Académie française songeait à envoyer au roi une adresse de protestation, il soutenait avec énergie cette proposition. Comme quelques-uns des membres de l'Assemblée, au cours de la discussion, disaient qu'une telle adresse ne servirait à rien ; il leur répondait : « On risque tous les jours sa fortune et sa vie, sans espoir de succès, et l'on fait bien. On remplit un devoir dont le résultat est au moins l'estime publique. » Sur vingt-neuf académiciens présents, dix-huit se prononçaient pour l'envoi de l'adresse, et Chateaubriand était chargé, avec Villemain et Lacretelle, de sa rédaction. Il se mettait

ensuite à la préparation d'un discours pour la Chambre des pairs.

Là-dessus survenaient le retrait du projet de loi, les manifestations par lesquelles Paris accueillait la nouvelle, puis la revue de la garde nationale.

A la veille de cette revue, tandis que chacun, inquiet, se demandait quelles en seraient les conséquences, tandis que déjà les timorés craignant qu'elle ne servît à provoquer une émeute plus grave encore que les troubles des jours précédents, et peut-être une révolution, insistaient pour qu'on la décommandât ou qu'on la remît, et que Pavy, un des députés ministériels, écrivait à Villèle (1) : « Les ennemis du gouvernement annoncent pour la revue du 29 de grands cris de Vive le roi, et une scène épisodique qui consistera en une demande de renvoi des ministres... Vous ne sauriez vous faire une idée de l'état d'inquiétude et de dépit dans lequel se trouvent tous les amis du gouvernement du roi et l'opinion généralement répandue que le mal est si grand qu'il est irréparable ; » Chateaubriand alors, adressait au roi la lettre dont voici les principaux passages :

« Sire, disait-il (2), il n'est que trop vrai qu'il y a péril dans l'État, mais il est également certain que ce péril n'est rien si on ne contrarie pas les principes mêmes du gouvernement.

« Un grand secret, sire, a été révélé. Vos ministres ont eu le malheur d'apprendre à la France que ce peuple que l'on disait ne plus exister, était plus vivant encore. Paris, pendant deux fois vingt-quatre heures, a échappé à l'autorité. Les mêmes scènes se répètent dans toute la France, les factions n'oublieront pas cet essai.

« Mais les rassemblements populaires, si dangereux dans les monarchies absolues, parce qu'ils sont en présence du souverain même, sont peu de chose dans les monarchies représentatives, parce qu'ils ne sont en contact qu'avec des ministres ou des lois. Entre le monarque et ses sujets se trouve une barrière qui arrête tout : les deux Chambres et les institutions publiques. En dehors de ces mouvements le roi voit toujours son autorité et sa personne sacrée à l'abri.

« Mais, sire, il y a une condition indispensable à la sûreté générale, c'est d'agir dans l'esprit des institutions. Une résistance de votre Conseil à cet esprit rendrait les mouvements populaires aussi dangereux dans la monarchie représentative qu'ils le sont dans la monarchie absolue. De la théorie passons à l'application.

(1) *Mémoires de Villèle*, V, 262.

(2) *M. O.-T.*, IV, 348.

« Votre Majesté va paraître à la revue ; elle y sera accueillie
 « comme elle le doit : mais il est possible qu'elle entende, au milieu
 « des cris de Vive le roi, d'autres cris qui lui feront connaître l'opi-
 « nion publique sur ses ministres...

« Que fera le roi ? Cédra-t-il ses ministres aux acclamations popu-
 « laires ? Ce serait tuer le pouvoir. Le roi gardera-t-il ses ministres ?
 « Ces ministres feront retomber sur la tête de leur auguste maître
 « toute l'impopularité qui les poursuit... Je sais bien que le roi aurait
 « le courage de se charger d'une douleur personnelle pour éviter un
 « mal à la monarchie ; mais on peut, par le moyen le plus simple,
 « éviter ces calamités. Permettez-moi, Sire, de vous le dire : on le
 « peut en se renfermant dans l'esprit de nos institutions ; les mi-
 « nistres ont perdu la majorité dans les Chambres et dans la nation ;
 « la conséquence naturelle de cette position critique est leur
 « retraite.

« Comment, avec le sentiment de leur devoir, pourraient-ils s'obs-
 « tiner en restant au pouvoir à compromettre la couronne ? En met-
 « tant leur démission aux pieds de Votre Majesté, ils calmeront
 « tout, ils finiront tout. Ce n'est pas le roi qui cède, ce sont les
 « ministres qui se retirent d'après tous les usages et tous les prin-
 « cipes du gouvernement représentatif. Le roi pourra reprendre
 « ensuite parmi eux ceux qu'il jugera à propos de conserver ; il y
 « en a deux que l'opinion honore : M. le duc de Doudeauville et
 « M. le comte de Chabrol. La revue perdrait ainsi ses inconvénients
 « et ne serait plus qu'un triomphe sans mélange ; la session s'achèvera
 « en paix au milieu des bénédictions répandues sur la tête du roi.

Certes, Chateaubriand n'ignorait pas qu'il était plus particuliè-
 rement délicat à lui, renvoyé naguère du ministère par Villèle,
 de demander ainsi à son tour la démission du président du Con-
 seil ; et il terminait en disant : « Sire, pour avoir osé vous écrire
 « cette lettre, il faut que je sois bien persuadé de la nécessité de
 « prendre une résolution. Il faut qu'un devoir bien impérieux m'ait
 « poussé ; les ministres sont mes ennemis, je suis le leur ; je leur par-
 « donne comme chrétien mais je ne leur pardonnerai jamais comme
 « homme. (Chateaubriand tenait beaucoup à cette expression ; il l'a
 « reprise souvent, bien que le sens, il faut l'avouer, n'en apparaisse
 « pas très clair). Dans cette position je n'aurais jamais parlé au roi
 « de leur retraite s'il n'y allait du salut de la monarchie. »

On peut, si l'on veut, discuter la partie théorique de cette lettre
 qui, par moment, prenait le ton d'un cours de droit constitutionnel ;
 le conseil pratique, en tout cas, était juste. Villèle, dans les circons-
 tances où il se trouvait, en s'obstinant à ne pas démissionner, ne pou-

vait que faire rejaillir son impopularité sur la monarchie, sans pour cela prolonger de façon durable la vie de son ministère.

Par malheur le conseil que Chateaubriand donnait allait rester, devait même rester inutile. Le roi sans doute, depuis quelque temps, commençait à se rendre compte de la nécessité de se séparer de Villèle. Le 27 mars Villèle note dans son carnet que le roi avait discuté en sa présence, pour la première fois, l'éventualité d'un changement de cabinet ; mais, ne l'oublions pas, Villèle qui ne lui résistait jamais en face était commode. Charles X était tenté de ne voir que ses qualités. D'ailleurs, entouré comme il l'était des intrigants de cour, Charles X était mal en mesure d'apprécier la situation et surtout de juger les hommes.

Chateaubriand, isolé dans sa vie de retraite, était trop loin. Depuis sa disgrâce il n'était revenu aux Tuileries que pour quelques cérémonies officielles. Le roi ne voyait de lui que ses articles et ses discours, commentés et interprétés par la haine et la mauvaise foi de ses ennemis. De ses amis de la contre-opposition d'extrême droite, les uns, comme Hyde de Neuville, étaient, eux aussi, trop désintéressés pour savoir se mettre en avant, les autres, comme La Bourdonnaye, malgré la justesse d'un grand nombre de leurs points de vue, manquaient de sang-froid et par suite d'autorité.

Il aurait fallu pour réussir que Chateaubriand fût un homme décidé à opposer intrigue à intrigue, décidé à lutter, sourdement, patiemment, avec leurs propres armes contre le clan de Sosthène de La Rochefoucauld et de Villèle.

Mais c'est là un rôle que l'on ne joue bien que si l'on en a le don et le goût. Or, ce don et ce goût, Chateaubriand ne les avait pas. D'ailleurs, après l'insultante façon dont il avait été renvoyé du ministère, il risquait, en travaillant en dessous, de paraître n'agir que par rancune pour satisfaire sa vengeance personnelle.

En tout cas, puisqu'il n'employait pas l'intrigue, il n'avait d'autres ressources que de continuer à agir comme il avait commencé et c'est ce qu'il allait faire.

Après le retrait du projet de loi sur la presse, après la dissolution de la garde nationale et la démission du duc de Doudeauville, se rendant compte que les campagnes de presse allaient continuer plus violentes encore, que la Chambre des pairs, forte de son succès, était décidée à s'obstiner dans une opposition de plus en plus irréductible, Villèle, pour pouvoir malgré tout continuer à gouverner, pour pouvoir, à la session prochaine, faire voter tout de même sa loi sur la presse, avait imaginé un plan nouveau.

Il allait changer la majorité de la Chambre Haute en faisant un

promotion considérable de pairs. Puis, pour combler les vides ainsi faits à la Chambre des députés (la plupart des nouveaux pairs allaient en effet être choisis parmi les députés fidèles au ministère), il dissoudrait la Chambre des députés, ferait des élections générales, et, pour préparer ces dernières sans être gêné par les campagnes de l'opposition, sitôt le budget voté et la session close, il allait commencer par rétablir la censure.

A partir de la fin d'avril l'annonce de ces prochaines mesures, celle en particulier du rétablissement de la censure qui devait précéder les autres, commençait à circuler dans la presse et dans le public.

Cette fois le danger était grave pour le régime. Ce plan de Villèle c'était exactement celui que Decazes, en 1820, avait, pour sa politique à lui, tenté d'exécuter. Villèle à l'époque, comme toute la droite, lui avait reproché de fausser le jeu normal de la Charte par la nomination d'une fournée de pairs. En reprenant à son tour la méthode qu'elle avait reproché à la gauche d'avoir suivi, la droite compromettait gravement son prestige.

Chateaubriand alors, pour protester, publiait, accompagné d'une préface, le discours qu'il avait préparé pour la Chambre des pairs et que le retrait de la loi sur la presse l'avait empêché de prononcer. Sans doute, dans ce discours, ses adversaires pourraient relever quelques passages où, s'élevant à des considérations de philosophie politique abstraites, il s'égarait dans des théories un peu confuses sur la liberté en soi, quand il disait par exemple : « La loi n'est pas
« du siècle, car il y a aujourd'hui un fait nouveau : le respect de la
« liberté. On sait aujourd'hui que la liberté peut exister dans toutes
« les formes de gouvernement. La liberté ne vient pas du peuple, ne
« vient pas du roi, elle ne sort pas du droit politique, mais du droit
« de nature ou plutôt du droit divin ; elle émane de Dieu qui livra
« l'homme à son franc arbitre, de Dieu qui ne mit point de con-
« dition à la parole lorsqu'il donna la parole à l'homme, laissant
« aux lois le droit de punir cette parole quand elle faillit, mais non
« le droit de l'étouffer. »

On peut trouver aussi que, par endroits, il exagérait un peu trop ses éloges à la génération nouvelle ; « cette jeunesse pleine de talents et de savoir, cette jeunesse sérieuse, trop sérieuse peut-être, qui n'affiche ni la religion ni la débauche et que son penchant entraîne aux études graves et à la recherche des choses positives. »

Mais, comme presque toujours, la partie pratique du discours était très forte.

Quand il disait : « Que les amis du ministère actuel y songent sérieusement, les ministres ne sont point inamovibles : aujourd'hui

« d'hui vous seriez charmés que la presse périodique fût entre les
« mains de quelques hommes favorables à vos opinions ; demain, à
« l'arrivée d'un ministère dans d'autres principes, tels d'entre vous
« éprouveraient d'amers regrets d'avoir remis à l'autorité le mono-
« pole de la pensée. Ne peut-il se rencontrer dans l'avenir un minis-
« tère coupable, un ministère conspirateur contre le souverain
« légitime ? Eh bien, en lui livrant d'avance tous les journaux, vous
« lui donneriez le moyen le plus actif de corrompre l'opinion, le
« moyen le plus prompt de se créer, sur toute la surface de la France,
« des adhérents et des complices. »

Quand, ensuite, après s'être armé, selon son habitude, de son érudition historique pour passer en revue les lois et les usages d'autrefois, après avoir montré qu'au siècle précédent la sévérité des lois sur la presse n'avait pas empêché la multiplication des ouvrages mauvais et dangereux, il continuait : « Dira-t-on que c'est justement
« la licence des écrits qui a engendré les malheurs et la corruption
« du dernier siècle ? Alors je demande à quoi bon les mesures que
« vous proposez, puisque le gibet, le carcan, les galères, le donjon de
« Vincennes, la Bastille, la censure et le pouvoir absolu n'ont pu
« arrêter l'essor de la pensée ; » ses arguments contre la censure et l'étouffement de la presse étaient et demeurent encore irréfutables.

Quelques jours plus tard, à la Chambre des pairs, à propos de la discussion du budget, il dénonçait publiquement les projets qu'officieusement on prêtait depuis quelque temps au ministère ; il en signalait le danger et, pour donner plus de poids à sa protestation, il déclarait qu'il voterait contre le budget.

C'était d'abord une fois de plus le projet de rétablissement de la censure qu'il attaquait, trouvant chaque fois des arguments nouveaux pour soutenir sa thèse : « Ou je me trompe fort, disait-il cette
« fois, ou les véritables ennemis du ministère se réjouissent au fond
« du cœur du rétablissement de la censure. Il est de fait que la
« liberté de la presse périodique s'affaiblit chaque jour faute de pou-
« voir trouver de nouvelles formules de plaintes. Imposez la censure,
« et à l'instant l'opposition reprendra sa première vigueur. Placée
« sur un excellent terrain, elle atteindra une victoire certaine. »

Puis il s'attaquait au projet de changer la majorité de la Chambre haute par une promotion nombreuse de pairs nouveaux.

« Supposiez, disait-il, qu'on nous envoyât soixante pairs à la ses-
« sion prochaine pour faire passer un projet contre la liberté de
« la presse, voilà ce projet devenu loi. Un ou deux ans après, peu
« importe, vient un autre ministère ; celui-là trouve que la loi, salu-
« taire à la France, la met au contraire en péril ; vite soixante autres

« pairs pour défaire l'ouvrage du premier. Le second ministère « tombe ; un troisième arrive dans des opinions opposées ; vite « soixante autres pairs pour remettre les choses en bon état. Je « m'arrête, messieurs, l'absurdité et l'abomination de ces procédés « ont-ils besoin d'une plus longue démonstration ? »

Non, en effet. Chateaubriand était soutenu par toute la force du plus irréfutable bon sens contre des adversaires qui, pour rester aux affaires quelques mois de plus, négligeaient de parti pris de songer à l'avenir, aux conséquences un peu lointaines des précédents qu'ils créaient, dont, après eux, leurs adversaires, eux aussi, pourraient se servir, et, où, sans cesse ballottée entre des lois instables que chacun apprenait à ne plus respecter, c'était la monarchie elle-même qui allait être atteinte.

Mais cette fois encore, tous les avertissements avaient été vains. Sans avoir daigné répondre au discours de Chateaubriand ni à ceux que, dans le même sens, Hyde de Neuville et La Bourdonnaye prononçaient en même temps à la Chambre des députés, le 22 juin Villèle proclamait la session close ; le 24 il publiait au *Moniteur* une ordonnance rétablissant la censure ; puis il se mettait avec ardeur à la préparation des élections prochaines.

C'est en vain qu'à la cour même des démarches étaient faites auprès de Villèle par des royalistes (1), pour le décider à remanier lui-même son cabinet. C'est en vain que les préfets, de leur côté, dans leurs rapports, signalaient que les élections seraient mauvaises, que l'opinion générale du corps électoral avait « bien rétrogradé de ce qu'elle était en 1824 (2) ». Villèle était décidé. Pour convaincre le roi qui hésitait encore, on imaginait, au début de septembre, un voyage de la cour, dans le Nord, pour aller inspecter le camp de Saint-Omer.

En effet, on le savait bien, si le ministère était généralement détesté, le roi lui-même était encore très populaire. La grande masse de la population, surtout celle qui était tenue en dehors de la vie politique et qui jouissait seulement de la prospérité matérielle ramenée par la Restauration, accueillerait Charles X avec faveur, lui donnerait en grand nombre les acclamations qu'il aimait. Ainsi pensaient, non sans raison, les plus habiles, on lui ferait oublier l'inquiétude que lui avaient causée les manifestations parisiennes du printemps et on le déciderait à signer la dissolution de la Chambre.

Mais ceux qui voyaient clair se rendaient compte qu'on n'arrive-

(1) Voir son carnet.

(2) Rapport du préfet de Seine-et-Marne; Archives nationales, F7.

rait ainsi qu'à un trompe-l'œil. Le corps électoral, lui, était gravement atteint. La gauche et l'extrême gauche étaient décidées à se servir des armes que depuis trois ans les fautes de Villèle leur avaient mises entre les mains. Guizot qui, sous le couvert de la *Société de Morale Chrétienne*, avait regroupé quelques-uns des chefs du carbonarisme, quelques-uns des principaux conspirateurs violemment antilégitimistes dispersés après l'échec des complots de 1821, s'agitait beaucoup (1).

Si on laissait ces partis seuls prendre en main, pour la prochaine campagne électorale, la défense des libertés publiques, ils rallieraient tous les mécontents. Ce qui, chez beaucoup, n'était encore que du mécontentement contre Villèle deviendrait de l'hostilité contre le régime, contre la monarchie ; et, définitivement peut-être, serait compromis tout l'heureux résultat de la politique par laquelle, de 1816 à 1824, la droite avait rallié au régime une grande partie de l'opinion en prenant, au nom de la fidélité monarchique elle-même, la défense de la Charte et des libertés garanties par celle-ci.

Les royalistes, par conséquent, qui voyaient clair et voulaient sauver l'avenir n'avaient pas à hésiter. A aucun prix ils ne devaient pour la campagne qui s'annonçait, abandonner leur opposition et paraître, fût-ce par leur silence, approuver les méthodes employées par le ministère. Villèle en effet, d'une part, n'en garderait pas moins contre eux sa défiance et, d'autre part, les électeurs qui tenaient à la Charte, ne trouvant plus à droite personne autour de qui se rallier, iraient augmenter les troupes des adversaires plus ou moins déclarés de la dynastie.

Plus que jamais la contre-opposition devait conserver sa double attitude : royaliste et constitutionnelle. Mais pouvait-on lui opposer : vous êtes à l'extrême droite peu nombreux ; entre les ministériels d'une part et les diverses nuances de la gauche coalisées d'autre part, vous risquez d'être écrasés et sans force.

Chateaubriand avait prévu l'objection et deviné le péril. Et dès les premiers jours de juin 1827 il imaginait alors une manœuvre audacieuse. Il s'agissait de prévenir l'extrême gauche et d'empêcher que, sous couvert de défendre les libertés, les ennemis du régime ne ralliassent à eux les hésitants.

Ces hésitants, quelle que fût leur nuance exacte, Chateaubriand allait les rallier à lui d'abord. Sous la pression du danger, sortant de sa retraite, reprenant tout à coup le rôle de chef de parti qu'il

(1) Voir en particulier les rapports de police qui, dès le début de mars, signalent des conciliabules chez La Fayette. Archives nationales, F⁷.

avait joué au moment de la lutte contre Decazes, il fondait la *Société des Amis de la Liberté de la Presse*, laquelle, acceptant comme adhérents tous ceux qui, dans le cadre du régime, étaient décidés à réclamer la défense de la Charte, allait lutter pour maintenir, malgré la censure, les principes royalistes et constitutionnels, et, sur ce terrain, préparer les élections.

Puisque les journaux censurés ne pouvaient plus servir d'organes, la *Société des Amis de la Liberté de la Presse* agirait en publiant des séries de brochures, tirées à un grand nombre d'exemplaires, et, dans la mesure du possible, distribuées gratuitement.

En quelques semaines, sous l'impulsion de Chateaubriand qui remplissait les fonctions de président, la Société recevait les adhésions les plus diverses et, de plus, recueillait pour la publication et la distribution des brochures, des sommes considérables. A côté des chefs de la contre-opposition d'extrême droite, Hyde de Neuville, Delalot, etc..., à côté des collaborateurs habituels du *Journal des Débats*, Bertin de Vaux, Salvandy et les autres, des pairs, des députés, des écrivains connus naguère pour leur influence dans le centre gauche ou même dans la gauche, Villemain, Broglie, Molé, Barante, Laffite, Sébastiani, Etienne, même Benjamin Constant, promettaient leur appui. Le duc d'Orléans, assure un rapport de police (1), aurait donné 10 000 francs. Les banquiers Laffitte, Benjamin Delessert, Casimir Périer et Gros-Davilliers avaient, eux aussi, offert leur concours et s'étaient chargés de l'administration des fonds.

Sans doute il pouvait sembler surprenant et même, si l'on veut, inquiétant, de voir, dans la même entreprise, à côté de royalistes comme Chateaubriand et Hyde de Neuville, des hommes comme Etienne et Benjamin Constant, qui, quelques années plus tôt, au temps où Chateaubriand fondait *le Conservateur*, l'avaient si violemment combattu dans *la Minerve*. Il était plus regrettable encore de voir que cette alliance se faisait contre les ministres Villèle et Corbières qui, au temps du *Conservateur*, étaient les alliés de Chateaubriand.

Chateaubriand ne se faisait lui-même pas d'illusion. Plus que personne il regrettait de voir la droite coupée en deux. En janvier précédent il avait écrit à La Bourdonnaye (2) : « Si je pouvais ressusciter *le Conservateur*, cela serait surtout mon affaire. » — « Mais, ajoutait-il, ce n'est pas possible. »

Ce n'était pas sa faute, en effet, si Villèle, pour rester au pouvoir,

(1) Archives nationales, F⁷ 6772.

(2) Voir EGGER. Ouv. cit.

avait renié les principes du *Conservateur*, avait ruiné la liberté de la presse et même, en établissant la censure, était allé chercher pour censeur un homme comme Lourdoueix, un des journalistes autrefois à la solde de Decazes. (Hyde de Neuville, dans une de ses brochures, allait pouvoir rappeler qu'en 1818 Lourdoueix, insultant les royalistes, avait parlé de « Villèle et ses amis d'hypocrisie et d'injustice ».)

Ce qu'il tentait maintenant n'était qu'un pis-aller. Mais, étant donné les circonstances, ce pis-aller était habile. Au lieu de renier ses principes, il engageait derrière eux ceux qui, venus des origines les plus diverses, se ralliaient à lui : « Vieux capitaine d'une armée qui
« a déserté ses tentes, écrivait-il en tête d'une de ses premières brochures, je continuerai, sous la bannière de la religion, à tenir d'une
« main l'oriflamme de la monarchie et, de l'autre, le drapeau des
« libertés publiques. Aux antiques cris de la France de Saint-Louis
« et de Henri IV : Vive le roi ! Monjoie ! Saint Denis ! je joindrai les
« cris nouveaux de la France de Louis XVIII et de Charles X :
« Tolérance, Lumière, Liberté. Peut-être rattacherai-je avec plus de
« fruit au trône et à l'autel des partisans de l'indépendance que je
« ne ralliai à la Charte les prétendus serviteurs du trône et de
« l'autel. »

D'ailleurs lui et ses amis de la droite gardaient la direction effective de l'entreprise. Non seulement lui-même se multipliait (trois brochures sont de lui, deux sur la censure, une sur les élections ; c'est lui qui était le plus lu, et les rapports de police signalent que lorsqu'il n'écrivait pas le tirage baissait) ; mais avec lui c'était ses amis de la droite, Hyde de Neuville, Salvandy qui signaient la plupart des brochures ; et le ton de chacune d'elles était d'un loyalisme sans reproches.

Salvandy, d'une part, précisait que la monarchie n'était pas contestée ; Hyde de Neuville, d'autre part, dans un écrit intitulé : *Des contradictions ministérielles*, déclarait :

« J'aurai toujours pour alliés, ceux qui parleront franchement le
« roi, la Charte et les libertés civiles et religieuses ; et jamais je ne
« voterai, je ne marcherai avec ceux qui pourront avoir d'autres
« sentiments dans le cœur. Il n'y a qu'un roi, le roi légitime ; c'est
« lui, lui seul qu'il faut vouloir et servir franchement. Il n'y a
« qu'une Charte, celle de Louis XVIII. Ne dites pas que l'opposi-
« tion refuse systématiquement son appui au gouvernement ; elle
« refuse son appui à des ministres imprudents, qui ont cru pouvoir
« répudier leurs propres doctrines et qui aiment mieux se suicider, se
« perdre et tout compromettre que d'avouer et répudier leurs funestes
« erreurs. »

Chateaubriand, de son côté, était aussi formel. Dès sa première brochure, publiée aussitôt après le rétablissement de la censure, et dont le plus piquant était qu'elle reproduisait en épigraphe des extraits de discours de Villèle, de Corbière et de Bonald contre la censure, il avait écrit : « J'ose dire que ma position sociale, les opinions royalistes et religieuses que je professe, donnent à mes paroles quelque crédit quand je réclame cette liberté. On ne peut dire que je suis un révolutionnaire, un impie. On le dit, il est vrai, aujourd'hui ; mais ce qui est curieux, c'est que ces obligeants propos sont tenus par les jacobins à la solde de ce prétendu parti religieux et royaliste, lequel j'ai poussé au pouvoir en lui apprenant à bégayer contre nature la Charte et la liberté. »

Puis il continuait avec ironie : « Le manifeste du ministère fait remonter ce qu'il appelle la licence de la presse au mois de juin 1824 ; il revient plusieurs fois sur cette date, il parle de la presse opposante, depuis 1824. (Le fait est que l'ordonnance de rétablissement de la censure avait l'imprudence de se servir de ces expressions.) Frappé de cette date précise, de cette extrême insistance, je me suis demandé ce qui était arrivé de si extraordinaire au mois de juin 1824. En rassemblant mes idées, je me souvins, en effet, qu'au moment de l'imposition de la censure en 1824, on déclara qu'on ne pouvait aller avec moi ni sans moi. Que faut-il conclure de ces dires ? Que je faisais la paix de la presse quand j'étais au gouvernement, que je ralliais à la couronne les diverses opinions par mon côté religieux et royaliste et par mon côté constitutionnel... »

Son programme ainsi posé était net. En prenant, au nom du loyalisme monarchique lui-même, la défense des libertés grâce auxquelles les royalistes étaient arrivés au pouvoir quelques années plus tôt, il coupait l'herbe sous le pied aux hommes de gauche qui, profitant des fautes de Villèle, prétendaient soutenir maintenant que royalisme et libertés ne pouvaient coïncider, et que l'ancien libéralisme de la droite n'avait été qu'une manœuvre hypocrite. Il réservait ainsi l'avenir du régime ; il neutralisait les fautes du ministère qui, sans lui, auraient assuré pour les élections un succès sans réserves de la gauche antidynastique.

L'extrême gauche, avec Guizot, essayait bien, pour contre-balancer le succès de la contre-opposition royaliste, de fonder une société rivale, intitulée : *Aide-toi, le ciel t'aidera*, qui, elle aussi, publiait et distribuait des brochures et prétendait défendre un programme libéral sans aucun engagement de loyalisme monarchique. Mais le principal succès restait aux *Amis de la Liberté de la Presse*. C'est eux qui menaient

la campagne. Guizot même comprenait qu'il ne pouvait se passer d'eux.

Pour faire échec aux candidats ministériels, on concluait alors l'accord suivant : dans tous les départements, une liste d'opposition unique serait publiée, appelée « liste constitutionnelle », sur laquelle le comité local ferait figurer les candidats de droite et de gauche indistinctement, qui auraient le plus de chance de réussir.

Sans doute, comme une partie des électeurs de droite était encore ministériels, il arrivait que les candidats d'opposition de droite qui avaient des chances d'être élus étaient moins nombreux que les candidats de gauche, et par suite, sur la liste constitutionnelle, les hommes de gauche étaient plus nombreux que les hommes de droite ; à Paris en particulier, tous les candidats d'opposition étaient de gauche. Mais tous les chefs de la droite trouvaient, eux aussi, une circonscription ; et tous les candidats d'ailleurs, quelle que fût leur couleur, étaient tenus par un programme strictement constitutionnel et engagés par des déclarations formelles et précises de loyalisme.

Devant cette manœuvre, Villèle était très embarrassé. L'attitude loyaliste de l'opposition lui rendait difficile d'utiliser la seule arme qui lui restait : la peur d'une révolution. Il allait cependant l'employer dans la mesure du possible ; et le fait est qu'à Paris, après le vote du collège d'arrondissement, quand l'opposition aura remporté ses premiers succès, des troubles éclateront dans les rues, que les journaux de gauche assureront avoir été causés par des agents provocateurs (1).

En outre, Villèle cherchait à compromettre les chefs de l'opposition. A la veille du vote, ses journaux annonçaient que Chateaubriand abandonnait ses amis en acceptant l'ambassade de Naples ; Hyde de Neuville aussi aurait offert de se rallier moyennant une place.

Mais Chateaubriand qui, pour un moment avait retrouvé son ardeur de 1821, avait sans se lasser dirigé la campagne de l'opposition. De tout l'été, il n'avait pas quitté Paris, « bien que, écrivait-il le 4 juin à Rosalie de Constant, quand je vois tout le monde quitter Paris, un beau soleil briller, et des voitures en poste passer à ma barrière, mon instinct de voyageur soit au supplice (2). » Comme en 1821, il écrivait lettre sur lettre pour recommander les candidats constitu-

(1) La preuve de cette affirmation n'a sans doute pu être faite, mais la preuve contraire non plus, et le fait est qu'en tout cas, à la veille du vote du collège du département, la gauche n'avait pas intérêt à faire peur aux gens tranquilles, tandis que le ministère, au contraire, pouvait espérer par là rallier quelques suffrages.

(2) *Chateaubriand et Rosalie de Constant*. Ouv. cit.

tionnels, pour encourager les hésitants ; il protestait dans les journaux contre l'accusation d'avoir accepté une place du gouvernement. Il répondait à toutes les attaques.

Le résultat des élections était un échec complet pour le ministère. Cent cinquante-sept ministériels seulement étaient élus contre deux cent quarante-neuf constitutionnels ; le ministre de la Justice lui-même, Peyronnet, était mis en minorité dans sa circonscription. Il devenait cette fois impossible à Villèle de garder le pouvoir. L'extrême droite et Chateaubriand, au contraire, remportaient un grand succès. Sur les 249 constitutionnels, près de la moitié était à eux ; tous leurs principaux candidats étaient élus. La Chambre nouvelle où les royalistes de toutes nuances étaient 286 contre 147 membres de gauche, où l'opposition de droite comptait plusieurs chefs de valeur, permettait d'envisager l'avenir sans angoisse.

Mûri par les leçons des années passées, inspiré par les expériences de la campagne électorale, un ministère nouveau de concentration allait pouvoir se former, où les principaux chefs royalistes, franchement, cette fois, ralliés à la Charte, appuyés sur le prestige de Chateaubriand, sans rien perdre de leur loyalisme, et assez forts pour pouvoir, tout en gardant la direction des affaires, faire place à leurs côtés à quelques-uns des hommes du centre gauche et des représentants des générations nouvelles, bref, en renversant la situation des premières années de la Restauration, et des ministères de concentration à gauche de Decazes et de Richelieu, allaient être en mesure d'achever la réadaptation du pays à la monarchie et de la monarchie aux institutions nouvelles en entreprenant une politique franchement monarchique, nationale et constitutionnelle.

Plus d'un parmi les anciens révolutionnaires était déjà résigné à une telle solution. Non seulement les journaux de gauche et *le Constitutionnel* en tête, multipliaient les déclarations de fidélité au roi, mais un homme comme Benjamin Constant écrivait à Béranger le 24 janvier 1829 : « Je peux avoir tort, mais j'ai la conviction que nous devons nous en tenir à la monarchie constitutionnelle. Si la monarchie se déclare hostile, advienne que pourra. La mission n'est pas de sauver ceux qui voudraient se perdre, mais tout désir de renversement sans autre motif que des souvenirs et des haines n'entrera jamais dans mon esprit. »

Chateaubriand pouvait être fier. Cette réadaptation du pays et de la monarchie l'un à l'autre, si elle s'achevait, allait être son œuvre. C'est lui qui, en 1820, avait, avec le *Conservateur*, vaincu et renversé le vieux personnel bonapartiste, décidé à empêcher à tout prix une restauration définitive des Bourbons. C'est lui qui, maintenant,

sauvait la popularité du roi en imposant la chute de Villèle et qui montrait aux royalistes les fautes à éviter et la tactique à suivre.

Il lui restait à accomplir une dernière tâche que lui seul pouvait mener à bien : faire le ministère et le faire viable en rassemblant autour d'un programme à la fois royaliste et constitutionnel les hommes d'origines diverses que les circonstances appelaient, les imposer et servir de lien entre eux. Lui seul, en effet, avait assez d'autorité et de prestige pour pouvoir donner à la fois confiance aux vieux royalistes de tradition et aux jeunes constitutionnels des générations nouvelles.

Certes la tâche était difficile ; malgré leur échec électoral, Villèle et son parti n'avaient ni renoncé à la lutte, ni abdiqué, ni pardonné à leurs adversaires. Villèle en particulier conservait toujours, on va le voir, l'oreille et la faveur du roi. Chateaubriand, au contraire, avait à la cour, parmi les gens en place, des ennemis terribles. Le roi qui ne le voyait personnellement jamais, qui ne connaissait guère de lui que les violences des *Débats* et les calomnies des gens de cour, se méfiait de lui. Plus que jamais pour réussir tout de même, pour imposer sa combinaison, pour s'imposer lui-même, il aurait fallu à Chateaubriand cette souplesse, cet acharnement d'ambition qui lui avait toujours manqué ; plus que jamais il lui aurait fallu, dans l'intérêt de l'État, ne pas craindre de s'exposer aux accusations d'arri-visme et d'avidité personnelle.

Or, au contraire, à ce moment justement, il subissait une crise. Lui que nous avons vu lors de son ambassade à Londres, quand il voulait être nommé au congrès, multiplier les démarches, les recommandations à ses amis, et dominer ses instants de dégoût et de lassitude, cette fois, il allait en quelque sorte se laisser faire, il allait, avec une sorte d'obstination, refuser de se mettre en avant.

A quoi tenait une telle dépression ?

D'une part, il avait été depuis treize ans accablé de tant de mauvais procédés, poursuivi de tant de haine et de jalousie, qu'il était maintenant, aux approches de la soixantaine, las et découragé. D'autre part aussi, il venait de faire une perte qui contribuait à le désorienter. Mme de Duras, gravement malade depuis plusieurs mois, après avoir vainement cherché la guérison dans le Midi, mourait âgée seulement de cinquante ans, au mois de janvier 1828, à Nice.

Je n'en sais, je n'en ai aucune preuve certaine, car Chateaubriand gardait sur ses sentiments profonds une pudeur dont on ne s'est souvent pas rendu compte, mais il semble bien que cette mort faisait dans sa vie un grand vide.

Il avait toujours eu un besoin très vif de la société des femmes ; Ce qu'il leur demandait surtout, c'était, pour son esprit inquiet et tourmenté, l'appui de leur affection, pour son imagination fastueuse et avide de rêves, l'enchantement de leur grâce. Sans doute, il s'était laissé souvent entraîner par les facilités du succès, mais il n'en avait jamais fait un jeu. La meilleure preuve est qu'il resta toujours, pour toutes celles qu'il avait connues, un ami fidèle, patient et dévoué ; et il y eut parfois quelque mérite, car si un grand nombre toujours furent curieuses de venir à lui, bien peu étaient assez distinguées pour pouvoir lui apporter cet appui moral dont il avait besoin ; bien peu se souciaient de le lui donner.

Or de toutes les amies qu'il avait eues, Mme de Duras était celle qui lui avait toujours été la plus fidèle, celle qui était la plus distinguée, celle qui, de tout temps, avait été son meilleur conseil. Peut-être parce qu'elle n'était pas jolie et qu'il n'avait jamais été pour elle, comme elle disait, que son « cher frère », elle lui avait toujours été plus dévouée qu'aucune autre. On se rappelle leurs longues causeries quotidiennes, le zèle inlassable avec lequel elle n'avait cessé de mettre l'influence qu'elle possédait à son service, avec lequel elle l'écoutait, l'encourageait, le conseillait. Sans doute, lorsqu'il s'agissait de théories, de programmes, de politique générale, qu'elle appréciait en femme et en femme passionnée, il différait souvent d'avis avec elle, il ne suivait pas toujours ses conseils ; mais aussi, avec son tact de femme du monde extrêmement fine et d'amie extrêmement dévouée, elle lui faisait juger les hommes, elle le mettait en garde contre l'exagération où son imagination risquait de l'entraîner. Elle disparue, nulle autre, à aucun point de vue, ne pouvait la remplacer pour lui.

Mme de Custine, une autre de ses fidèles amies, était morte un an et demi plus tôt, en 1826. Sa femme, Mme de Chateaubriand, malade, casanière, confite en dévotion, et d'un caractère qui, avec l'âge, devenait parfois difficile, assurait bien à son foyer une dignité dont il lui marquait sa reconnaissance par une grande générosité à entretenir ses œuvres de charité, par une grande patience à la soigner et à supporter ses boutades ; mais elle manquait d'envergure pour occuper son imagination. Rosalie de Constant, qui l'avait vue avec lui à Lausanne en 1826, disait d'elle : « Elle est une ombre, une vapeur, un peu courbée de faiblesse. »

Sans doute, il continuait à correspondre avec Mme de Castellane, tandis qu'il avait repris peu à peu l'habitude de venir passer ses heures vides dans le salon de Mme Récamier. Mais Mme de Castellane, depuis qu'il n'était plus ministre, avait d'autres soucis que de

lui demeurer attachée. Quant à Mme Récamier, elle n'avait ni la même distinction d'esprit, ni le même cœur, ni le même dévouement désintéressé que Mme de Duras. Soucieuse des relations utiles à cultiver et à entretenir, elle manquait avec lui, comme avec tout le monde, de spontanéité et d'ardeur ; elle était loin de dépenser le même zèle à le soutenir ; elle lui écrivait peu et rarement quand il était loin.

Désorienté, découragé, vieillissant, il songeait de plus en plus à une définitive retraite. Et, pour distraire sa lassitude, il cherchait des dérivatifs assez innocents, mais peu dignes de lui tout de même ; il entamait des correspondances sentimentales avec deux inconnues de province, une dame déjà mûre, retirée dans un château du Vivarais où elle souffrait d'être incomprise, Mme de Vichet, et une jeune fille romanesque et un peu bas bleu, qui vivait avec sa famille à Toulouse, Mlle de Villeneuve.

Bien des fois déjà, depuis ses premiers succès, il avait reçu des lettres d'inconnues avides d'entrer en relations avec lui ; mais jamais encore, jusqu'à ce jour, si du moins nous nous en tenons aux documents qui nous sont parvenus, il n'y avait attaché grande importance. Mme de Vichet elle-même avait fait, dix ans plus tôt, une première tentative restée vaine.

Si maintenant il se prêtait aux confidences, un peu niaises, il faut bien le dire, de ses deux inconnues, si pour leur plaire il adoptait lui aussi, dans ses réponses, un ton de romanesque à leur portée, si son imagination assombrie s'absorbait dans des rêveries mélancoliques, ce n'était pas seul hasard, mais besoin d'oublier ses déceptions, de se divertir.

Sans doute, étant donné la gravité des circonstances, il y avait là de sa part quelque faiblesse. Mais ce n'était pas lui le plus coupable. S'il s'était trouvé alors des hommes pour l'arracher à ses songeries, pour l'attacher à une tâche précise et digne de lui, il aurait été encore de taille à jouer son rôle de chef, il ne s'y serait en tous cas pas refusé. (On connaît la phrase de ses *Mémoires* où il dit que s'il s'était trouvé un roi qui avait su l'attacher au travail il aurait pu peut-être être utile.)

Mais au contraire on allait l'accabler, on allait multiplier pour lui, par les mauvais procédés les plus divers, par l'aveuglement le plus obstiné, les raisons de découragement et de lassitude. Avec un aveuglement que la monarchie allait payer de son existence, au lieu de ménager cet homme qui, seul, à ce moment, avait assez d'autorité pour faire et pour diriger un ministère durable, tous les gens de cour, tous les partisans de Villèle, Villèle lui-même, tous les jaloux

les envieux allaient unir leurs efforts pour l'écarter des affaires, pour l'éloigner, pour le pousser au découragement et au dilettantisme.

Afin de départager les torts de chacun, et de mesurer les responsabilités, il faut soigneusement, dès le début, suivre les négociations qui s'ouvrent après les élections pour préparer le changement de ministère.

CHAPITRE IX

LE MINISTÈRE MARTIGNAC L'AMBASSADE DE ROME

L'histoire des négociations qui allaient donner naissance au ministère Martignac pourrait se diviser en trois périodes.

Tout d'abord, malgré son éclatant échec électoral, Villèle n'avait voulu ni accepter ni reconnaître sa défaite. Il devait, pensait-il, pour apaiser l'opinion publique, lui suffire de faire quelques concessions, de se séparer de Peyronnet, le ministre de la Justice qui n'avait pas été réélu député, de se séparer de Corbière qui, depuis quelque temps, laissait voir bien de la paresse dans l'exercice de ses fonctions de ministre de l'Intérieur et qui, d'ailleurs, était malade.

Lui-même pourrait rester au pouvoir. A la grande rigueur, on formerait, avec des comparses, un cabinet de transition dont il resterait le chef occulte. Pour le reste, il suffirait, afin de rallier une majorité, de jouer du péril révolutionnaire. Le 1^{er} décembre 1827 il écrivait sur son carnet (1) : « Suivant *le Moniteur*, la nouvelle Chambre comprendra 286 députés royalistes et 144 libéraux. Le problème à résoudre serait donc uniquement de réunir tous les députés royalistes dans le sentiment de leur devoir et de l'intérêt du pays. »

Le Moniteur, les journaux ministériels avaient entamé aussitôt une campagne dans ce sens. Après le succès de la gauche et les scènes qui avaient accompagné les élections à Paris, *le Moniteur* écrivait : « Plus d'affections ni de répugnances, plus de dissentiments et de nuances. Une seule couleur, celle du drapeau royal. » Au Conseil, le 2 décembre, le jour où les résultats définitifs du scrutin une fois connus, le cabinet examinait la situation avec le roi, Villèle déclarait que, « sans doute il ne s'estimait pas assez fort pour empêcher la Chambre de faire, dès son ouverture, la demande du renvoi des ministres ; mais que si cette demande était refusée d'une façon convenable et péremptoire et s'il n'était présenté que les lois d'intérêt

(1) *Mémoires*, V, 289.

général compatibles avec les sentiments indiqués par la majorité des électeurs, il pensait pouvoir réunir une majorité et il était prêt à soutenir sans crainte la lutte contre la Chambre si le roi jugeait ce parti plus conforme à ses intérêts (1). »

Puis il cherchait des noms et des appuis. Déjà les agités de cour s'étaient mis à échafauder au petit bonheur les combinaisons les plus diverses. Sosthène de La Rochefoucauld, Vitrolles, tous ceux qui sans cesse se croyaient indispensables négociaient, discutaient, offraient leurs services dans un sens ou dans l'autre : « Les projets de ministères se succèdent comme les vagues de la mer, écrivait le 14 décembre la princesse de La Trémoille (2). »

Le roi, pour le moment, se réservait. Il se rendait compte qu'il était bien difficile de garder Villèle. Mais il ne pouvait s'empêcher de regretter ce ministre dont la souplesse insinuante et docile avait toujours été commode pour lui et auquel il gardait par suite le goût de se confier.

De leur côté, les chefs de l'opposition de droite, respectueux de la prérogative royale, soucieux de ne pas paraître abuser de leurs succès électoraux dans des buts d'ambition personnelle, mettaient tout d'abord, beaucoup, peut-être, trop de discrétion à ne pas s'imposer. Chateaubriand ne faisait aucune démarche. Hyde de Neuville attendait les événements en province dans sa circonscription, et se pressait si peu de rentrer à Paris que la princesse de la Trémoille, une de ses amies, lui écrivait le 14 décembre : « Savez-vous bien que vous faites preuve de patience en restant tranquillement occupé de vos travaux de Lestang (sa propriété). Ce qui se passe ici mérite d'être vu de près. »

D'ailleurs, dans l'ignorance où l'on était des intentions du roi, chacun, autour d'eux, ne sachant ce qu'il était possible d'espérer, se réservait.

Villèle, pendant ce temps, travaillait à profiter des hésitations de ses adversaires : « Mon honneur et mon devoir, écrivait-il à son fils le 14 décembre (3), m'interdisent d'abandonner le roi sans l'aider à sortir de l'embarras inextricable où il se trouve, soit en l'aidant à combattre l'ennemi, soit en facilitant l'arrangement nécessaire pour notre remplacement. » Il s'en allait, assure l'ambassadeur d'Angleterre le 28 décembre (4), « taper à la porte de tous les candidats ministres. » Il arrivait ainsi à détacher La Bourdonnaye de son

(1) *Mémoires*, V, 289.

(2) Hyde DE NEUVILLE, *Mémoires*, III, 361.

(3) *Mémoires*, V, 300.

(4) *Record office*.

parti en lui faisant peur de la révolution et en lui offrant un portefeuille (1). Sans doute, il obtenait peu d'autres succès. La plupart des candidats se dérobaient, assure l'ambassadeur d'Angleterre le 28 décembre. De plus, la plupart des journaux d'opposition, les *Débats* en tête, à mesure que la crise se prolongeait, insistaient avec énergie pour que les droits de l'opinion fussent respectés. Bertin même aurait assuré à M. de Chabrol qu'il attaquerait le nouveau ministère si Chateaubriand et Delalot n'en faisaient pas partie.

Le dauphin enfin ayant insisté auprès du roi pour que Villèle, à cause de son impopularité, fût écarté à tout prix, le soin de former le cabinet était alors confié à M. de Chabrol, ministre de la Marine du cabinet sortant, lequel, de son côté, pensait tout d'abord à s'adresser à Chateaubriand.

Mais Villèle n'avait pas tout perdu, loin de là. M. de Chabrol n'était qu'un personnage de second plan qu'il continuait à dominer. Le roi lui écrivait encore tous les jours pour lui demander conseil. Tandis que Vitrolles s'en allait déclarer à Chabrol (2) : « que Chateaubriand avait perdu toute influence auprès de la masse royaliste, que dans les provinces son nom était repoussé par ceux même qui le portaient aux nues quelques années auparavant, » lui-même de son côté engageait le roi « à être ferme » et à ne pas s'en laisser imposer par les intrigues des Bertin (3).

Quand enfin, le 5 janvier 1828, le *Moniteur* publiait la liste des nouveaux ministres, il avait lieu d'être satisfait. Si lui-même était obligé de se retirer, il avait obtenu que Chateaubriand de son côté serait écarté. Deux membres de son ancien cabinet, Chabrol et Mgr Frayssinous, restaient en fonction ; de plus, le nouveau ministre de l'Intérieur, le principal ministre du cabinet, était M. de Martignac, homme sans doute modéré et souple, mais qui lui devait toute sa carrière et avait à la Chambre, jusque-là, soutenu sa politique ; M. de Saint-Cricq, nouveau ministre du Commerce, s'était lui aussi signalé comme villéliste ainsi que M. de Vatimesnil, nommé ministre de l'Instruction publique. À côté sans doute, deux ministres, Roy, ministre des Finances, et Portalis, ministre de la Justice, représentaient les concessions à la gauche. Mais tous deux avaient, au cours de leur carrière, servi assez de régimes différents pour qu'on pût, cette fois encore, compter sur leur souplesse. Un seul homme, La Ferronnays, nommé ministre des Affaires étrangères et connu pour un ami de Chateaubriand, représentait les concessions à l'opposition

(1) *Mémoires*, V, 302, note du 17 décembre.

(2) VITROLLES, *Mémoires*, III, 314.

(3) *Mémoires*, V, 312. Note du 4 janvier 1828.

dr droite. Mais, longtemps ambassadeur en Russie, La Ferronnays s'était toujours tenu en dehors des luttes de parti et il ne pouvait guère exercer d'influence sur l'opinion.

Bref, dans l'ensemble, les amis de Villèle gardaient le pouvoir, nulle personnalité de premier plan n'entraît dans le nouveau cabinet ; de plus, aucun des ministres n'avait le titre de président du Conseil. Villèle lui-même, qui, ainsi que Corbière, venait d'être nommé pair de France et de recevoir une pension, conservait la confiance du roi, gardait un journal à lui, *la Gazette de France*, et allait pouvoir continuer à gouverner dans la coulisse, tandis que la coalition qui avait triomphé aux élections n'obtenait à peu près aucune des satisfactions auxquelles elle avait droit. Si bien que *la Gazette de France*, ravie, déclarait le 12 janvier : « Le nouveau ministère peut continuer l'ancien... ; n'excitant pas les mêmes préventions, il peut tendre la main à tous les amis du trône, et *il trouvera pour le seconder tous ceux qui combattaient avec l'ancien ministère pour la prérogative royale.* »

Par malheur, à peine venue au jour, la combinaison échafaudée sous le patronage de Villèle, sans tenir compte ni des circonstances ni de l'état de l'opinion, allait s'écrouler. C'est la seconde phase des négociations.

Aussitôt réunis, et livrés à eux-mêmes, les nouveaux ministres faisant, un peu tard peut-être, un pointage des opinions à la Chambre, avaient eu vite fait de s'apercevoir que, tel qu'il était constitué, leur cabinet était certain de ne pouvoir s'appuyer sur aucune majorité. Tout dévoués qu'ils restassent en principe à leur ancien chef, comme il fallait vivre, comme ils ne se sentaient pas très forts, comme ils n'avaient même pas de journal à eux, ils comprenaient la nécessité des concessions.

D'un commun accord, ils déclaraient au roi, rapporte Charles X lui-même dans une lettre à Villèle du 14 janvier (1) : « qu'ils avaient examiné avec un grand soin le nom et les qualités de tous les députés et qu'ils ne pourraient compter sur une majorité dans la Chambre que si le roi consentait à permettre qu'il fût fait en son nom une ouverture à Chateaubriand. »

Le roi, après quelques hésitations, acceptait. Chateaubriand, qui depuis le début de la crise s'était abstenu de toute intervention, qui même avait évité d'écrire le moindre article aux *Débats*, par la seule force d'une position politique juste, redevenait l'homme indispensable.

Malheureusement, cette fois encore, la négociation était menée

(1) *Mémoires*, V, 318.

auprès de lui gauchement, incomplètement et sans franchise. En pensant à lui faire une place, on se souciait moins d'adopter ses idées et son parti que de neutraliser son influence personnelle et l'opposition possible du *Journal des Débats*. On lui offrait seulement un ministère secondaire, le ministère de l'Instruction publique ; et on se refusait à faire auprès de lui place à aucun de ceux avec qui il avait mené la campagne électorale. D'ailleurs, par derrière, on continuait à saper son autorité auprès du roi. Vitrolles en particulier, non content des démarches qu'il avait faites quelque temps avant auprès de Chabrol, écrivait cette fois directement au roi et lui déclarait « que les négociations ouvertes avec quelques hommes que l'on croyait nécessaires étaient inutiles, dangereuses et insultantes pour la couronne, qu'on se trompait en leur supposant une influence et un pouvoir qu'ils n'avaient pas (1) ». (Rappelons que Vitrolles avait, dix ans plus tôt, été fort heureux de trouver l'appui de Chateaubriand au moment de l'affaire de la *note secrète* ; il venait d'ailleurs de bénéficier du changement de ministère et d'obtenir le poste de ministre de France en Toscane et ses relations avec Chateaubriand et les chefs de la contre-opposition de droite lui avaient été de tout temps fort utiles).

Chateaubriand alors, agacé par tant de lâchetés, posait une condition qu'il savait qu'on refuserait. Il déclarait qu'il n'accepterait l'Instruction publique que si Royer-Collard entrerait en même temps que lui au ministère (2). Cette condition signifiait qu'il n'acceptait d'entrer avec un poste secondaire dans un cabinet où les amis de Villèle étaient encore nombreux que si, en même temps, on faisait place, avec lui, à l'autre branche de la coalition électorale, celle du centre gauche. De cette façon, il ne serait pas isolé dans le cabinet, il n'aurait pas l'air de trahir ses engagements. Mais, bien entendu, cette condition était repoussée ; il refusait alors son concours.

Lui-même, pour expliquer sa conduite, écrivait à Mme de Cottens le 3 février (3) : « Je n'ai point accepté le ministère. La manière « dont on me le proposait ne me paraissait pas propre à assurer « la majorité à la couronne. Or, comme il ne s'agit pas de moi dans « cette affaire, mais bien du repos de la France et de la gloire du « roi, l'amour d'un portefeuille n'a pas dû me précipiter dans un « pouvoir qui n'aurait tourné qu'à ma satisfaction personnelle. J'ai

(1) *Mémoires*, III, 323.

(2) Correspondance de l'ambassadeur d'Angleterre. *Record office*.

(3) Voir SAINT-QUIRIN, *Une correspondance inédite de Chateaubriand, le Correspondant*, 25 août 1901.

« donc refusé et suis rentré dans ma solitude, si les orages d'une session qui s'ouvre après-demain ne m'arrachent pas à cette solitude. Je suis arrivé à l'âge du repos, de la lassitude et du dégoût des affaires humaines. » Lassitude et dégoût ou non, le fait est qu'il avait bien fait de refuser. Entrant seul à un poste secondaire, au milieu de l'équipe des amis de Villèle, encore puissants, il se serait compromis, il aurait perdu son prestige inutilement.

Au lieu de cela, son refus augmentait son importance. La meilleure preuve était que chaque jour maintenant *la Gazette de France* le prenait à partie comme son principal et plus dangereux adversaire. Elle allait chercher des vieux textes du *Conservateur* pour les opposer à des écrits plus récents de Chateaubriand. Elle embrouillait et cherchait à assimiler la situation électorale de 1820 à celle de 1828, si différente pourtant en fait, afin de mettre Chateaubriand en apparence de contradiction avec lui-même.

Là-dessus intervenait l'ouverture des Chambres. Dès les premières séances, les scrutins pour la nomination du président donnaient aux adversaires de l'ancien ministère une majorité plus nette encore qu'on ne l'avait prévue. Delalot et Hyde de Neuville d'une part, Royer-Collard de l'autre, candidats des deux oppositions, obtenaient un nombre de voix beaucoup plus considérable que Ravez, le candidat des villélites. De plus, le projet d'adresse au roi, en réponse aux discours de la couronne, contenait des phrases très dures pour l'ancien cabinet.

Alors Chabrol et Frayssinous, comprenant le sens de ces manifestations et se rendant compte que leur qualité d'anciens ministres de Villèle ne leur serait pas pardonnée, démissionnaient.

Pour la troisième fois, la crise s'ouvrait. Les villélites avaient échoué. Malgré leur timidité, les ministres restants, Martignac en tête, se rendaient compte de la nécessité sans cesse plus urgente de trouver de nouveaux appuis.

De nouveau on se retournait vers Chateaubriand, auquel cette fois on offrait le ministère de la Marine que Chabrol venait de quitter. Mais bien entendu aussi, et plus violemment que jamais, *la Gazette de France* fulminait. Elle accusait Chateaubriand d'être cause de toutes les difficultés, de vouloir être le maître et de n'agir que par ambition personnelle.

« Aujourd'hui, déclarait-elle le 29 février, M. de Chateaubriand cherche à enfoncer la porte du Conseil. »

Chateaubriand devait-il accepter tout de même le ministère de la Marine? Devant l'état de colère des villélites, entouré de collègues faibles et hésitants, pourrait-il jouer un rôle utile à ce poste de spé-

cialiste auquel nulle compétence particulière ne le destinait et d'où il ne pourrait que difficilement exercer une action sur la conduite générale des affaires? Et puis, pourquoi prêter le flanc aux attaques de ceux qui l'accusaient de vouloir par ambition, par égoïsme, entrer à tout prix au ministère?

De nouveau il refusait, et il expliquait sa conduite en écrivant, le 11 mars, à Mme de Cottens (1) : « Je n'ai pas cru devoir entrer au ministère avant qu'un système d'hommes et d'idées fût complètement adopté. » Mais pour montrer que, s'il ne tenait pas à être ministre, il ne se rejetait pas par rancune dans une opposition systématique, il proposait, il recommandait qu'on prît à sa place son ami Hyde de Neuville; il s'offrait comme intermédiaire, il s'engageait à obtenir l'acceptation de l'intéressé. C'est en vain, en effet, qu'Hyde de Neuville, modestement, tentait de s'effacer et lui objectait (2) : « Réfléchissez, je vous en conjure, que mon entrée au ministère ne le consoliderait en aucune façon... Laissons un nom comme le vôtre lui donner le baptême de la popularité. Chateaubriand, « le front dégagé des nuages qui le couvraient depuis quelque temps », assure Hyde de Neuville, s'en tenait à son point de vue. Hyde de Neuville cédait et acceptait le portefeuille. Le 5 mars, il prêtait serment; en même temps, Mgr Feutrier, un membre de la contre-opposition de droite, était nommé ministre des Affaires ecclésiastiques.

Sans doute, par là, tout n'était pas encore arrangé. Le ministère restait faible. Mais l'opposition de droite obtenait une concession non négligeable; les villélistes, de leur côté, ne voyaient pas, ce qui leur aurait fait plus que tout horreur, leur principal adversaire au pouvoir. L'avenir cependant était réservé. Quant à Chateaubriand, il pensait avoir fait voir qu'il n'était pas mené par l'ambition puisqu'il refusait, pour la deuxième fois, un portefeuille. Une fois de plus, se disait-il, il avait montré sa puissance en faisant son ami ministre; il écrivait à Mme de Vichet, le 10 mars : « Je vis les ministres le samedi, et le lundi Hyde était à la Marine (3). »

Certes, il n'exagérait pas en parlant ainsi. C'était bien son influence qui avait amené Hyde au ministère et lui-même avait bien fait preuve de désintéressement. Pourtant, en la circonstance il était, comme tant de ses contemporains, victime du goût des beaux gestes. C'est en vain qu'il avait cru démontrer son absence d'ambition.

(1) SAINT-QUIRIN. Ouv. cit.

(2) *Mémoires*, III, 378.

(3) Voir *Un dernier amour de René*, Correspondance de Chateaubriand avec Mme de Vichet.

Avec leur astuce haineuse, ses ennemis trouvaient le moyen d'interpréter contre lui chacune de ses actions.

Le 6 mars, racontant les négociations qui avaient préparé l'entrée d'Hyde de Neuville au ministère, *la Gazette* écrivait bien, comme Chateaubriand lui-même : « On assure que le choix de M. Hyde de Neuville a été fortement influencé par M. de Chateaubriand dans une conférence qu'il a eue avec deux ministres. Mais elle ajoutait insidieusement : « Il ne paraît pas que M. de Chateaubriand ait disposé pour personne de la présidence du Conseil, » ce qui donnait à entendre qu'il se la réservait.

D'ailleurs, conséquence inévitable du système incertain dans lequel on s'obstinait, les ministres, sans programme précis et surtout sans chef capable d'en imposer, tâtonnaient et prêtaient le flanc aux attaques des divers partis. Ils annonçaient bien le dépôt d'un projet de loi sur l'organisation des communes et des départements, c'est-à-dire d'un projet de décentralisation, et d'un projet de loi sur la presse qui supprimait la censure. Mais en parlant à la tribune sur ce dernier projet, Mgr Feutrier, le ministre des Affaires ecclésiastiques, entamait un jour inopinément une défense des Jésuites qui surprenait et inquiétait. Les projets de politique étrangère restaient également incertains. Le ministre des Finances demandait bien à la Chambre l'autorisation d'émettre 4 millions de rentes en vue d'une action possible en Orient, mais le ministre des Affaires étrangères n'osait ou ne savait dire la portée que le gouvernement voulait donner à ces préparatifs.

D'ailleurs le bruit continuait à courir que le roi songeait à rappeler Villèle ; on donnait pour argument, et le fait était exact, que Charles X continuait à correspondre de façon suivie avec l'ancien président du Conseil. Certains députés ayant, par manière de protestation, imaginé de déposer une demande de mise en accusation contre Villèle, le cabinet gardait devant cette tentative une attitude hésitante et mal définie.

Enfin, en présence des attaques que, de chaque côté, chacun de ses actes provoquait, le cabinet souffrait de n'avoir aucun journal nettement à lui pour le défendre.

Aussi les négociations continuaient. Hyde de Neuville, en fidèle ami, plaidait la cause de Chateaubriand auprès du roi et auprès de ses collègues. Il pensait, c'est lui qui le dit dans ses *Mémoires* (1), que « le salut était dans une personnalité brillante qui se serait imposée à tous les partis et aurait rallié autour d'elle les hommes

(1) III, 388.

sages. » Chateaubriand était, selon lui, l'homme qu'il aurait fallu pour un tel rôle. Il ne cessait d'insister. Ses collègues se rendaient compte qu'il n'avait pas tort, mais ils hésitaient toujours. Villèle qui continuait à les impressionner ou à leur faire peur, poursuivait, par l'intermédiaire de *la Gazette*, une campagne acharnée et diffamatoire : « M. de Chateaubriand, écrivait entre autres *la Gazette* le 24 mars, auteur du *Génie du christianisme* et des pamphlets de la société « Aide-toi le Ciel t'aidera » (*la Gazette* faisait là une confusion volontaire), le poète des vieilles monarchies et des jeunes républiques, pourra dans son ministère faire triompher à la fois la monarchie et l'impiété, le pouvoir et la licence, la royauté et la révolution, et ce sera toujours l'âge d'or du journalisme. »

De nouveau dans le sein du cabinet, on agitait des projets sans oser prendre parti. Tantôt, puisqu'on n'avait plus de département ministériel disponible, on proposait de faire entrer Chateaubriand dans le cabinet comme ministre sans portefeuille ; on lui faisait accorder une audience du roi, à la suite de laquelle les journaux croyaient pouvoir annoncer sa nomination. Mais aussitôt après on se disait que cette position à part lui donnerait une allure d'arbitre qui grandirait encore son autorité ; on imaginait alors, pour restreindre la portée de sa nomination, de nommer avec lui deux autres ministres également sans portefeuille. Un autre jour (1) on pensait à rétablir le poste de ministre de la Maison du roi, de le donner à La Ferronnays, et de rendre les Affaires étrangères à Chateaubriand. Un peu plus tard pour l'apaiser sans avoir à lui donner part au pouvoir on imagina de lui offrir le titre de duc (2). Mais on ne se décidait de nouveau pas.

Tant de tergiversations exaspéraient à bon droit Chateaubriand. Non seulement il y avait pour lui quelque chose d'insultant à se voir ainsi sans cesse ballotté. Mais on lui faisait une situation très fautive auprès de ses partisans, auprès du *Journal des Débats* qui, par sympathie pour lui, s'était abstenu d'attaquer le ministère, mais qui était exigeant, qui avait des besoins d'argent, une clientèle à satisfaire et qui était décidé à ne pas s'en tenir à l'interminable incertitude où le gouvernement se complaisait. « Ma position n'est plus tenable, écrit-il à Hyde de Neuville le 15 mars (3) ; je suis, d'une part, regardé comme étant déjà ministre et obligé de répondre que je ne le suis pas, ce qui devient ridicule au dernier point ; d'une autre part, tout le parti immense qui s'appuie sur moi gronde,

(1) Voir E. DAUDET, *le Ministère de Marignac*.

(2) *Staats Archiv* de Vienne. Lettres d'Appony à Metternich, 22 mai.

(3) Hyde DE NEUVILLE, *Mémoires*, III, 388.

« me reproche mes politesses, prétend qu'on se moque de moi et
« me pousse violemment à l'opposition. J'épuise mes forces dans ce
« double combat. »

Les jours suivants il insistait. Pour essayer d'obtenir une décision il tentait de faire peur : « Après lundi, écrivait-il le 22 mars, je ne suis plus maître de retenir personne et la guerre continuera malgré moi. » Du reste, ne cessait-il de répéter, tout ce qu'on propose n'est que des demi-mesures : il faudrait avoir le courage de renforcer le ministère de quelques-unes des têtes de parti, Casimir Perier, Delalot, Bertin de Vaux, et même Sébastiani. Il faudrait avoir le courage de parler franchement au roi : « Retirez-vous mille fois, écrivait-il le 16 mars à Hyde de Neuville, plutôt que de vous exposer à une chute. Si vous parlez franc et clair on vous donnera ce que vous voulez. »

Cependant bien que, dit-il le 22, j'aie eu déjà peu d'ardeur pour entrer dans le conseil et que depuis l'audience d'hier elle soit encore singulièrement refroidie, « néanmoins, à cause de vous et pour vous seul j'entrerai sans portefeuille si vos collègues le veulent. » — « D'ailleurs, ajoutait-il, comme le ministère est constitué il n'ira pas à la fin de la session. »

Mais on ne se décidait toujours à rien. En attendant il avait repris ses travaux, car il fallait bien gagner sa vie, et Ladvocat sans cesse le harcelait pour obtenir à l'époque convenue les volumes promis. Puis à ses heures de repos, pour calmer son impatience et distraire son découragement, il rêvait de nouveaux voyages, il imaginait de nouvelles affections, et peut-être de nouvelles aventures. Sans beaucoup d'illusion sans doute il répondait aux dissertations interminables de Mme de Vichet, aux romanesques et littéraires protestations de Mlle de Villeneuve. A l'une il promettait d'aller peut-être un jour la voir dans son château du Vivarais, avec l'autre il combinait pour l'été suivant une rencontre aux eaux de Cauterets, tandis qu'il promettait à la vieille et sage amie de Mme de Duras, Mme de Cottens, d'aller lui faire une visite à Lausanne, car rien ne lui plaisait comme d'imaginer sans cesse, quand il s'ennuyait, de nouveaux voyages.

Pendant ce temps les ministres qui restaient toujours sans majorité assurée et sans programme net se débattaient à la Chambre pour faire voter leurs projets de loi et approuver leurs autres mesures.

Deux affaires surtout leur donnaient des difficultés, le projet de loi sur la presse et un projet d'ordonnance sur les petits séminaires. Le projet de loi sur la presse était conçu dans un esprit assez sage-ment libéral ; il supprimait la censure facultative, il supprimait l'autorisation préalable pour la fondation des journaux et abolissait les procès de tendance. Mais il imposait à tous les journaux le dépôt

d'un cautionnement ; il imposait pour chacun l'existence d'un gérant responsable, propriétaire au moins du quart du cautionnement.

Tandis que les villèlistes protestaient avec fureur contre l'abandon de la censure, l'extrême gauche, sentant le cabinet peu solide, affectait de ne pas se trouver satisfaite par les concessions ministérielles, et déclarait le cautionnement exigé trop considérable. Le *Journal des Débats* lui-même, après avoir d'abord approuvé le principe de la loi, mécontent ensuite de ne pas obtenir les satisfactions qui lui étaient promises, faisait des réserves.

D'autre part le projet d'ordonnance sur les petits séminaires excitait la fureur des cléricaux. Il était cependant fort sage et fort modéré. Sous le ministère de Villèle, les séminaires, les petits séminaires surtout, s'étaient développés en nombre et en importance de façon considérable. Un très grand nombre d'enfants qui n'étaient pas destinés à la prêtrise y étaient élevés. L'enseignement y était donné sans la surveillance de l'Université puisque même on y faisait passer le baccalauréat. Bref, sous prétexte d'assurer le recrutement du clergé, l'autorité religieuse faisait une concurrence très étendue et sans contrôle à l'enseignement officiel. De plus, un grand nombre de directeurs et de professeurs de séminaires appartenaient à l'ordre des Jésuites, ordre, ne l'oublions pas, interdit en France.

Les ordonnances nouvelles avaient pour but : 1^o d'écarter les Jésuites de la direction des séminaires en décidant que nul ne pourrait y professer s'il n'avait déclaré par écrit qu'il n'appartenait à aucune congrégation illégalement établie en France ;

2^o De réserver les séminaires aux besoins du recrutement du clergé en limitant à vingt mille le nombre des élèves qui pourraient y être admis et en décidant qu'à l'avenir le diplôme de bachelier n'y serait plus conféré qu'aux élèves irrévocablement engagés dans les ordres.

Le roi, qui était très pieux, avant de signer ces mesures exigées par ses ministres, avait tenu à prendre l'avis du pape ; et Léon XII lui avait répondu que le texte des ordonnances ne violait aucunement les droits épiscopaux. L'opinion cléricale et villèliste n'en allait pas moins protester avec fureur au point que, dans ses numéros des 18 et 19 juin, la *Gazette de France* allait pouvoir écrire, une fois qu'elles auront été irrévocablement signées : « La Révolution triomphe : c'est la Révolution qui a arraché les ordonnances. On y reconnaît l'esprit de destruction et de tyrannie né de la liberté... La religion est écrasée... »

Pris entre les deux oppositions contradictoires qui, abusant de sa faiblesse, se réveillaient de plus en plus vives et dont l'une au moins, celle des villèlistes, montrait déjà un acharnement aussi absurde

qu'impitoyable, le faible ministère comprenait de nouveau que l'appui de Chateaubriand lui était nécessaire ; et il se décidait une fois de plus, au mois de mai, à aller le chercher dans sa solitude et à faire une démarche auprès de lui. Cette fois, puisqu'on n'avait pu s'entendre sur les conditions de son entrée au ministère, on lui proposait autre chose : on lui offrait l'ambassade de Rome. S'il acceptait, il ferait une manifestation prouvant publiquement qu'il donnait son appui au ministère ; mais en même temps il serait loin, dans un poste où il ne serait pas en mesure d'exercer une action efficace sur les événements ; et ceux qui redoutaient de lui voir prendre trop de place seraient rassurés.

De son côté il se rendait compte que, puisqu'on ne voulait pas le laisser effectivement gouverner, puisqu'on ne voulait pas le laisser au premier rang appliquer lui-même, librement, la politique qu'il avait conçue, mieux valait pour lui s'éloigner. En acceptant son ambassade, il montrerait qu'il n'abandonnait pas ceux qui, officiellement, étaient ses amis ; il leur donnerait l'appui de son nom ; mais en même temps, si, comme il était à craindre, livrés à eux-mêmes, ceux-ci faisaient des fautes, il garderait, lui, son indépendance, il n'aurait pas à subir, avec eux et pour eux, aux yeux du public, la responsabilité d'une politique qui n'aurait pas été la sienne comme s'il était entré avec un portefeuille secondaire dans le cabinet. D'ailleurs, l'idée de revoir Rome lui plaisait, et il acceptait.

Mais, pour conclure l'affaire définitivement, il fallait encore négocier. Les villèlistes s'étaient empressés de le présenter à Rome comme un homme dangereux pour la religion. Ils criaient au scandale dans *la Gazette* ; ils racontaient à l'ambassadeur d'Autriche que la cour de Rome était très mécontente (1). Ils essayaient d'agir sur le nonce à Paris ; et celui-ci, très embarrassé, écrivant à son gouvernement se demandait : « si les mécontents, les novateurs, les libéraux italiens ne trouveraient pas dans l'ambassadeur de France un appui pour les idées répréhensibles ». Il est vrai qu'après avoir fait une petite enquête personnelle il était, disait-il, « un peu rassuré en apprenant de Mgr l'archevêque et d'autres ecclésiastiques dignes de toute confiance que Chateaubriand, malgré ses aberrations politiques, n'avait jamais cessé de pratiquer la religion et qu'il avait pour confesseur un prêtre sulpicien très pieux, très « zélante » (2). D'ailleurs, après la proposition officielle du gouvernement, il lui semblait difficile de refuser sans scandale et, pour décider la cour de Rome, il écrivait

(1) *Staats Archiv* de Vienne. Lettres d'Appony à Metternich, 31 mai.

(2) Archives du Vatican : *Segr. di Stato*. Voir M.-J. DURY, *l'Ambassade de Chateaubriand à Rome*.

la lettre la plus drôle où reprenant à son compte toutes les niaiseries des sots d'extrême droite et toutes les petites roueries des soi-disant habiles il disait : « Si le Saint-Siège le refusait maintenant, M. de Chateaubriand chez qui la vanité est très puissante et dont l'amour-propre est susceptible pourrait nous faire une âpre guerre et son parti nous la ferait plus âpre encore... D'ailleurs, ajoutait-il, M. de Chateaubriand ne voudra certainement pas rester longtemps à Rome. Il aspire au ministère et, à mon avis, il ne regarde l'ambassade de Rome que comme un moyen d'arriver à ses fins... Heureusement aussi non seulement M. de Chateaubriand aime sa femme avec tendresse, mais il dépend d'elle comme un enfant de sa mère. Or, cette dame est très pieuse. De plus elle est vaniteuse ainsi que son mari : ils veulent être ducs et M. de Chateaubriand voit que s'il ne se comportait pas bien de toute manière, il ne réussirait pas à satisfaire cette vanité qu'il en a commun avec sa femme » (1). Toutefois, malgré ces rassurantes informations, le nonce concluait en recommandant beaucoup de prudence.

Heureusement la cour de Rome était moins timorée que son représentant et le secrétaire d'État, en son nom, répondait assez sèchement au nonce : « Je ne dois pas dissimuler que Sa Sainteté a été peu satisfaite qu'on ait pu supposer son refus possible. Bien loin de recevoir l'ambassadeur à contre-cœur, elle s'affirme contente du choix, non seulement parce qu'il lui est agréable dès qu'il l'est à Sa Majesté très chrétienne, mais aussi parce qu'elle espère que le célèbre écrivain emploiera sa plume pour la cause de la religion et du trône. »

De ce côté-là par conséquent tous les efforts des ennemis de Chateaubriand avaient été inutiles ; mais il y avait encore une autre complication.

L'ambassade de Rome appartenait depuis plusieurs années au duc de Laval, gentilhomme assez effacé qui avait pour principaux titres son nom et sa parenté avec Mathieu de Montmorency, mais à qui nul n'avait rien à reprocher et qui se trouvait à ce moment en congé. On lui offrait bien en échange l'ambassade de Vienne, mais il s'était plu à Rome et il aurait voulu y retourner. Chateaubriand alors éprouva un scrupule et écrivit à La Ferronnays, ministre des Affaires étrangères, le 26 mai : « Noble comte, en relisant votre lettre, j'ai vu que le duc de Laval éprouvait de vifs regrets de quitter Rome. J'ai su d'autre part qu'il avait manifesté les mêmes regrets à ses parents et à ses amis. Pour rien au monde je ne voudrais troubler la destinée d'un homme et à plus forte raison d'un homme qui,

(1) Archives du Vatican.

« comme le duc de Laval, n'a jamais eu que de bons procédés pour moi. Dans cette position, qu'il me soit permis de m'adresser plus à l'ami qu'au ministre. Je ne pourrais accepter la haute mission dont il plairait à Sa Majesté de m'honorer que dans le cas où le duc de Laval croirait devoir lever lui-même mes scrupules. Pardonnez, noble comte, ces importunités et ces petits intérêts personnels, bien ennuyeux dans l'ensemble des grandes affaires générales. Vous savez que je ne demande rien que d'être passif dans ces arrangements. Je n'ai d'autre désir que d'entretenir entre nous tous la bonne harmonie et d'apporter au gouvernement du roi le peu de force que l'opinion publique veut bien attacher à mon nom (1). »

Grâce, en partie, à l'intervention de Mme Récamier, avec laquelle il était assez lié, le duc de Laval finit par accepter son changement de poste qui, pour lui d'ailleurs, était un avancement, et le 2 juin le *Moniteur* publiait la nomination de Chateaubriand à Rome.

Le jour même, le *Journal des Débats* annonçait la nouvelle à ses lecteurs tout en regrettant « l'éloignement du noble pair » qui « ne lui permettrait plus d'exercer sur la politique toute l'action que l'on aurait pu souhaiter. »

Mais le lendemain la *Gazette de France*, reprenant ligne à ligne l'article des *Débats*, répliquait avec fureur : « Le noble pair est aujourd'hui l'un des hommes les plus discrédités dans tous les partis, car pour les révolutionnaires c'est l'auteur du *Génie du christianisme*, l'homme du *Conservateur*. Pour les royalistes de la défection, c'est un transfuge. Il a terni les quatre années de sa retraite par de pâles discours de tribune, par de violentes diatribes de journaux ; son esprit n'a pris aucune maturité avec l'âge. Si jamais il était possible que Sa Majesté pensât à le replacer dans son conseil, toutes les voix seraient contre le noble pair... Nous n'éprouvons qu'une consolation, c'est de voir s'éloigner un homme qui excite les alarmes des amis de l'ordre. »

Ainsi finissait cette interminable négociation de plus de cinq mois sans que les villèlistes renonçassent à aucune de leurs rancunes. Nous avons tenu à la suivre pas à pas, presque jour par jour, pour mieux faire comprendre les responsabilités de chacun dans cette crise où le sort de la monarchie allait se trouver gravement engagé.

A partir de la nomination de Chateaubriand, le *Journal des Débats* qui, en même temps, avait obtenu une subvention du ministère, comme la *Gazette de France* et le *Pilote*, en recevaient sous Villèle,

(1) *M. O.-T.*, IV, 350, note.

prenait nettement la défense des projets de loi du gouvernement. Chateaubriand lui-même, avant son départ pour Rome, prononçait à la Chambre des pairs, le 9 juillet, un discours en faveur de la loi sur la presse, et cette manifestation assurait au ministère la majorité dont il avait besoin.

La situation n'en demeurait pas moins incertaine et le cabinet peu solide. Sans doute les ministres, en se séparant de Chabrol et de Frayssinous, en prenant parmi eux Hyde de Neuville, puis en nommant Chateaubriand, avaient montré qu'ils rompaient avec Villèle et ses partisans ; sans doute ils avaient fait voter des lois et fait signer des ordonnances propres à rassurer les gens sages ; sans doute, au cours de la session, Martignac avait révélé un séduisant talent oratoire qui servait utilement le prestige du cabinet ; sans doute, enfin, rompant avec la politique extérieure si timide de Villèle, La Ferronnays avait demandé des crédits pour intervenir en Grèce, et, tout de suite, des succès, nous le verrons, avaient suivi.

Mais, par contre, ni Martignac ni ses collègues n'avaient pris une véritable autorité sur le roi et sur l'opinion. Dès le mois de février Charles X, un jour, avait écrit à Villèle en parlant d'eux (1) : « Je ne vois jusqu'ici, rien de mauvais dans mes ministres, mais le caractère n'est pas leur fort. » Depuis, à voir leurs tergiversations, leur peur de trop déplaire soit aux villèlistes, soit à la gauche, leur crainte de l'influence que Chateaubriand pouvait prendre, cette dernière impression n'avait pu que se fortifier. Ils ne lui en imposaient pas, ne lui inspiraient pas confiance. Dans la coulisse leurs adversaires en profitaient pour travailler contre eux, et déjà le prince de Polignac, pendant l'été de 1828, quittant à plusieurs reprises son poste de Londres, allait venir tenir de dangereux conciliabules avec les ministres, et le roi lui-même allait le recevoir plusieurs fois.

De plus, au mois de juillet, La Ferronnays allait tomber gravement malade et allait devoir remettre l'intérim de son portefeuille à M. de Rayneval qui n'avait pas la même autorité que lui. Et pendant ce temps-là, *la Gazette de France*, de plus en plus violente, allait pousser l'exagération jusqu'à déclarer : « Il reste peu de chose à faire pour consommer le rétablissement de la République et l'érection des autels à la déesse Raison. »

Ainsi, malgré des auspices par certains côtés favorables, l'avenir restait incertain pour le cabinet ; le compromis auquel on s'en était tenu demeurait insuffisant. En vain Chateaubriand, dans ses lettres à Mme de Cottens du mois de juillet, cherchait-il à se rassurer ; lui-

(1) *Mémoires de Villèle*, V, 323.

même quelque temps avant, le 28 mars, avait écrit : « Que le ministère dure longtemps, je le désire plus que je ne l'espère. »

Avait-il donc eu tort de se prêter à la combinaison, de finir par lui donner son appui? N'eut-il pas tort au contraire de ne pas lui donner plus tôt un appui plus complet?

Certes, si dès le début il avait pu apporter au cabinet l'autorité de son prestige en y entrant avec un poste propre à lui permettre d'appliquer librement son programme, si toutes les tergiversations, toutes les hésitations de ces six mois de négociations interminables avaient été évitées, le cabinet, dès le début, aurait été beaucoup plus fort pour résister aux attaques des villèlistes et de l'extrême gauche. Il est sûrement par suite très regrettable pour la monarchie que Chateaubriand n'ait pas été là pour jouer vraiment un rôle de chef.

Mais ce rôle, pourquoi ne l'a-t-il pas joué? Peut-être est-il coupable de n'avoir pas assez lutté. Cependant aussi, ce que notre longue analyse a démontré, c'est que tous, à peu près, ses amis, par peur ou par jalousie, ses ennemis par haine acharnée, avaient tout fait pour l'écarter. Les uns s'étaient obstinés à le présenter au roi comme le pire ennemi du régime; les autres ne lui avaient offert que des postes secondaires, où il aurait été compromis sans pouvoir être utile. Tous à peu près gardaient à son égard la même arrière-pensée : l'écarter, l'humilier ou le compromettre.

On parle constamment de la violence de la campagne que Chateaubriand avait menée contre Villèle. Nul ne songe qu'à son tour, et avec une mauvaise foi bien pire, il était à ce moment poursuivi sans arrêt par les attaques des villèlistes. La violence de ses ennemis était si acharnée, les mauvais procédés de ses rivaux si blessants, qu'il arrivait à douter de lui-même. Puisque personne ne pouvait se résigner à vouloir de lui, sans doute, en venait-il à penser, valait-il mieux qu'il s'en allât; et il a écrit dans ses *Mémoires*, avec une amertume qui n'est pas sans modestie : « Il se peut qu'il fût utile à mon pays d'être débarrassé de moi. Par le fardeau dont je me sens, je devine le fardeau que je dois être pour les autres. Les esprits de quelque puissance qui se rongent et se retournent sur eux-mêmes sont fatigants (1). » Lui, si ardent à la lutte et au succès quelques années plus tôt, au moment de la guerre d'Espagne, après tous les mauvais procédés dont il avait été l'objet, après toutes les maladresses entêtées des royalistes, se sentait très las. Aussi quand il dit : « Je me sentis saisi du désir de disparaître, » parle-t-il sans doute sincèrement.

Peut-être cependant alors eût-il mieux valu disparaître complète-

(1) *M. O. T.*, IV, 360.

ment, se retirer tout à fait de la vie active. Mais aussi, par contre, peut-on dire, se retirer à ce moment, c'était donner au ministère une marque tacite de désapprobation, c'était priver ses amis d'un appui qui, en tout état de cause, leur restait indispensable.

D'ailleurs, à son propre point de vue, il n'avait guère le choix. Il était sans fortune, poursuivi par les exigences des libraires, privé de l'appui social que l'amitié de Mme de Duras avait représenté pour lui. Refuser son ambassade, se retirer sous sa tente, c'était s'exposer à vieillir isolé, sans appui et inutile. En tout cas, ce qu'on ne peut à aucun titre lui reprocher, c'est d'avoir agi par ambition, d'avoir intrigué pour s'imposer. Sans doute il avait à plusieurs reprises montré de la hauteur ; sans doute il souffrait d'être injustement écarté et il en éprouvait une bien excusable amertume qui devait ne faire que s'accroître dans l'isolement. Mais c'était tout. Les vrais coupables étaient ceux qui n'avaient pas voulu lui faire la place à laquelle il avait droit. Dans le succès, dans le travail précis d'une œuvre vraiment grande, ses défauts se seraient atténués.

Au contraire, maintenant, il commençait à se rendre compte que sa carrière active était sans doute définitivement terminée. Il commençait à craindre que l'avenir du régime lui-même ne fût, aussi, bien compromis. Il ne voulait pas pourtant désespérer encore. Dans son brillant exil, il allait maintenant traverser des crises contradictoires.

* * *

Sans doute l'histoire de l'ambassade de Chateaubriand à Rome est, depuis longtemps, connue en gros. Chateaubriand lui-même lui a consacré presque deux livres de ses *Mémoires*. Ses lettres à Mme Récamier, dont il a publié lui-même d'importants extraits, dont Mme Lenormant a, depuis, fait connaître la plus grande partie, et dont nous publions ailleurs le texte intégral, sont, à cette époque, très nombreuses. Les chroniques des contemporains nous racontent aussi beaucoup de détails et de commérages, plus ou moins exacts il est vrai ; enfin Mme Durry a, dans un consciencieux ouvrage, rassemblé beaucoup de pièces d'archives. Mais, bien entendu, ces documents si divers ont été présentés presque tous par des personnes décidées d'avance à les interpréter dans un sens défavorable à Chateaubriand. Entre deux assertions contradictoires, l'une de Chateaubriand, l'autre d'un quelconque de ses ennemis plus ou moins bien renseigné, on a ajouté foi, presque toujours, à celle de l'adversaire.

La moindre phrase de Chateaubriand où perçait un souci quelconque d'orgueil ou d'amour-propre, a été montée en épingle et accompagnée d'office de commentaires ironiques, sans que les commentateurs aient pris soin, d'abord, en étudiant les événements, de se rendre compte si cet orgueil n'était pas justifié. Et l'on a ainsi donné de lui une caricature.

Mais si nous prenons la peine de lire consciencieusement tous les documents, de donner en particulier la place qu'elle mérite à la correspondance avec Mme Récamier, à cette correspondance sans pareille où jour par jour Chateaubriand note ses états d'âme, si nous replaçons tout cela dans le cadre, en étudiant de près la situation elle-même, l'aventure se transforme, le portrait change de caractère. Au lieu de l'histoire ridicule d'un vieillard rongé d'envie, aveuglé par la vanité et l'égoïsme, et obsédé par le désir de revenir à tout prix au pouvoir, nous allons voir le drame très émouvant de cet homme de génie, avide de gloire et de succès, qui, après avoir tant fait pour la monarchie restaurée, après avoir tant travaillé à l'adapter au siècle nouveau, après avoir montré la voie à suivre, arrivé au déclin de sa carrière se rend compte que, non seulement on ne veut plus de lui, mais que l'œuvre à laquelle il a consacré toutes les années de sa maturité est compromise et peut-être mortellement atteinte ; et qui, partagé entre le découragement et le désir de ne pas céder, entre le sentiment de son échec et l'espoir que tout n'est pas perdu, entre l'impatience d'être injustement écarté et la sincère bonne volonté de se résigner à la retraite, entre l'avidité de son imagination inquiète et le sens du devoir, lutte avec lui-même, hésite, se tourmente, souffre des calomnies qui le poursuivent, se révolte des fautes qui préparent la chute de la monarchie ; et tour à tour, au gré des circonstances, au fil des événements, passe de la sérénité à l'amertume.

On peut diviser en deux parties principales l'histoire de l'ambassade à Rome :

1^o Jusque vers le mois de janvier 1829 ;

2^o Jusqu'à la chute du ministère.

Pendant la première partie, le problème qui se posait à Chateaubriand était celui de sa retraite.

Tout d'abord, au moment où, vers la fin de l'été, il se préparait à rejoindre son poste, le ministère Martignac, dont la formation avait été si pénible, lui apparaissait enfin relativement solide et peut-être destiné à durer. Les ordonnances de juin, la loi sur la presse, avaient satisfait ; Martignac lui-même avait remporté de beaux succès oratoires ; le *Journal des Débats* promettait de soutenir le cabinet ; enfin, pour rallier les opinions politiques de toutes nuances, on avait rompu

avec la politique extérieure, hésitante et humble de Villèle. Dans la question de Grèce, au lieu de demeurer comme du temps de Villèle, sans oser prendre parti, entre la Russie d'une part qui voulait libérer la Grèce, et l'Angleterre et l'Autriche d'autre part, qui voulaient le *statu quo*, le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman pour conserver leur propre suprématie en Europe, la France avait choisi. Le 15 juin, à une conférence tenue à Londres, elle s'était rangée à l'avis de la Russie, elle avait déclaré approuver une intervention armée; et l'Angleterre qui craignait avant tout une intervention russe, avait fait proposer que l'expédition fût confiée à la France, ce qui allait nous permettre de jouer un rôle d'arbitre.

Déjà, bientôt après, comme l'Angleterre, voyant la France agir, tenait à la ménager, un autre succès était intervenu; les troupes anglaises avaient été retirées du Portugal et le cabinet de Londres avait laissé rentrer le prétendant don Miguel, ami de la France. On espérait d'autres remaniements plus importants encore, dont le ministère allait bénéficier, et Chateaubriand avait d'autant plus de raisons d'avoir confiance que ce programme était celui qu'il avait lui-même conçu.

Par contre aussi, si à amorcer la politique que Chateaubriand lui avait indiquée le cabinet avait gagné des chances de stabilité, Chateaubriand voyait pour lui-même s'éloigner les chances d'avenir. Si on avait pris sa politique, on n'avait pas voulu de lui et sans doute, il le savait bien, on n'en voudrait pas davantage à l'avenir. L'ambassade de Rome, il ne l'ignorait pas, poste diplomatique très-secondaire, était un exil, un exil où sans doute il n'aurait rien à faire, un exil aussi sans sécurité. Il ne savait même pas, en effet si, lui parti, les conditions qu'il avait posées pour donner son appui au cabinet seraient respectées; si l'on ne profiterait pas de son absence pour se débarrasser de lui tout à fait; s'il ne devrait pas, bientôt peut-être, abandonner jusqu'à cette ambassade où on l'avait exilé.

Or, il était toujours sans fortune stable; toujours, s'il devait se suffire à lui-même, à la merci des libraires. Et, cette année-là, il venait d'avoir soixante ans, il arrivait à un âge où sans doute nulle inspiration nouvelle ne lui permettrait plus de se refaire une fortune en composant encore quelque grand ouvrage.

Enfin, il était moralement très isolé et il en souffrait. Les correspondances avec ses inconnues ne pouvaient ni satisfaire son cœur ni occuper sa vie.

Le problème toujours si difficile à résoudre de la retraite se posait de façon particulièrement difficile pour un homme comme lui qui,

afin de calmer son inquiétude d'esprit, s'était de tout temps préoccupé d'organiser avec éclat et avec dignité son existence.

Si l'ambassade de Rome, malgré tout ne lui avait pas déplu, c'est, il ne l'a pas caché, que Rome offrait un beau cadre à sa vieillesse.

On a moins remarqué que ce n'est pas sans doute, un simple hasard si, en outre, à ce moment-là il rentrait en rapports suivis avec Mme Récamier et même, de nouveau, malgré le souvenir de l'époque encore récente où elle l'avait abandonné pour ne pas déplaire à Sosthène de La Rochefoucauld, il semblait repris pour elle d'une sorte de culte exalté.

Mme Récamier seule, par le prestige de sa beauté et de ses amitiés illustres, lui semblait, dans une certaine mesure, capable de remplacer ses amies disparues, de servir désormais, dans sa retraite, de centre à ses pensées et à ses rêves. Il formait maintenant le projet de lui consacrer ses dernières années. Soit qu'il s'installât pour de longues années à Rome, soit qu'après une ambassade passagère il rentrât en France en abandonnant définitivement toute existence publique, il estimait digne à la fois de lui et d'elle de vieillir côte à côte : « Croyez, lui écrivait-il, dès son départ, que rien ne pourra plus me distraire et me séparer de vous. Songez qu'il faut que nous achevions nos jours ensemble... Je vais préparer votre logement et prendre en votre nom possession des murs de Rome (1). »

Mais si Mme Récamier devait accepter pour achever, elle aussi, sa carrière, une telle association, elle avait trop de prudence et trop peu d'abandon pour être en mesure d'apaiser comme une autre l'aurait pu peut-être l'inquiétude toujours en éveil d'un homme tel que lui.

Le 14 septembre, après avoir fait promettre à Mme Récamier qu'elle le rejoindrait bientôt à Rome si lui-même n'était pas rappelé à Paris, il était monté en voiture avec sa femme pour rejoindre à petites journées son poste. Une fois de plus, tout d'abord, aussitôt en route il avait retrouvé la « fièvre des grandes routes » ; une fois de plus, au long des chemins, ses songes, ses souvenirs, s'étaient réveillés en foule. A chaque arrêt, à Fontainebleau, à Dijon, à Lausanne, il écrivait à Mme Récamier de longues lettres où il cherchait à s'exalter, à l'exalter avec lui ; il en adaptait quelques extraits pour ses autres correspondantes ; enfin, pour obéir à une promesse qu'il

(1) Je renvoie, pour les références concernant les lettres de Chateaubriand à Mme Récamier pendant son ambassade à Rome, à l'édition de cette correspondance que je publie en même temps que le présent ouvrage. Toutes les citations, dont, au cours de ce chapitre, je ne donne pas la référence, sont extraites des lettres à Mme Récamier.

avait faite à Mme Récamier avant de partir, il tenait un journal de son voyage.

Mais sur cette route de Lyon et d'Italie, qu'il avait déjà tant de fois parcourue, à des époques si différentes de sa vie, dès les premières étapes les souvenirs qui cette fois s'éveillaient pour lui étaient tristes. Les projets d'avenir qu'il s'efforçait de construire demeuraient sans espoir : « Les grands chemins ne me font plus de joie, écrivait-il de Fontainebleau le premier soir ; je me vois toujours vieux voyageur lassé et délaissé arrivant à mon dernier gîte. » Le lendemain, en s'arrêtant à Villeneuve-sur-Yonne, où il avait connu Mme de Beaumont, où il avait fait tant de séjours dans la maison de son ami Joubert, il ajoutait : « J'ai vu, en arrivant, le château qu'avait habité Mme de Beaumont pendant les années de la Révolution. Ce pauvre ami Joubert me montrait souvent un chemin de sable qu'on apercevait sur une colline au milieu des bois et par où il allait voir sa voisine fugitive. Quand il me racontait cela, Mme de Beaumont n'était plus, nous la regrettions ensemble. Joubert a disparu à son tour. Le château a changé de maître. »

A Lausanne, il s'était arrêté quelques jours pour laisser Mme de Chateaubriand se reposer et pour faire une visite à Mme de Cottens avec laquelle sa femme et lui s'étaient liés deux ans plus tôt pendant leur séjour au bord du lac en 1826. Puis, tandis que les espions de police autrichiens, dressés à imaginer des complots, s'empressaient de signaler à leur gouvernement (1). « qu'il avait passé son temps dans la société des libéraux et des philhellènes », qu'il avait annoncé son retour prochain aux Affaires étrangères et que « des lettres dignes de foi » rapportaient des propos inquiétants tenus par lui, il avait passé le Simplon et après avoir couché à Arona, sur le lac Majeur, arrivé à Milan, le 29 septembre, « pour la sixième fois de ma vie, précisait-il ; insoucieux de cette ambition dont ses ennemis le croyaient obsédé, il s'inquiétait de ne pas revoir l'Italie avec le même plaisir, et il écrivait : « Je n'ai plus retrouvé en moi l'ancien voyageur. Je sens qu'il faut maintenant que ma vie soit environnée. Vous ne sauriez croire à quel point je suis isolé et malheureux. »

A Ravenne, dans la Romagne, région qu'il ne connaissait pas encore, sa puissante et riche imagination historique s'était plu à évoquer mille aventures des héros d'autrefois ; et déjà sous l'émotion de la découverte, sa verve se réveillait, ses impressions se faisaient moins sombres.

Arrivé dans les États pontificaux, il avait été, à chaque ville, reçu

(1) *Staats Archiv* de Vienne. Lettres de Bruder à Metternich. Berne, 1^{er} octobre 1828.

pompeusement par les autorités qui savaient bien « qu'il n'était pas tout à fait un homme comme un autre », et le logeaient dans les palais officiels.

Enfin, le 9 octobre au soir, il était débarqué à Rome, accueilli par les secrétaires de l'ambassade, MM. Belloc, Desmousseaux de Givré et de Sesmaisons, accompagnés de la troupe brillante des jeunes attachés parmi lesquels figuraient, avec M. d'Haussonville, le jeune duc de Montebello, le propre fils du maréchal Lannes. Et, à peine installé dans son hôtel, le palais Simonetti situé sur le Corso, non loin de la place d'Espagne, tandis que Mme de Chateaubriand, embarrassée de trouver « tout assez ridiculement ordonné dans ce logement de garçon (il s'agit du duc de Laval, le prédécesseur de Chateaubriand, qui n'était pas marié), avec de grands plâtres, des boudoirs à l'anglaise », se lamentait d'avoir entrepris le voyage, lui, après avoir fait une visite au cardinal secrétaire d'État pour fixer le jour où il présenterait au pape ses lettres de créance, il s'en était allé redécouvrir la ville ; puis, accablé par ses souvenirs, car, remarquait-il, « sa mémoire des lieux était étonnante et cruelle », après avoir traversé la place d'Espagne où avait disparu la maison qu'avait habitée autrefois Mme de Beaumont, pour trouver quelqu'un à qui parler il était monté à la villa Médicis voir le directeur, le peintre Guérin ; et avec lui, à une fenêtre ouverte, il avait admiré « l'horizon romain éclairé des derniers rayons du jour », « la seule chose, ajoute-t-il, qui soit restée pour moi telle que je l'avais vue (1). »

Deux jours après, il avait été reçu par le pape ; il avait causé avec lui longtemps, et il avait eu la surprise de le trouver non seulement « plein de noblesse, de douceur, de connaissance du monde et des affaires », mais, en outre, ainsi que le secrétaire d'État, le cardinal Bernetti, très bien disposé pour lui, beaucoup mieux que ne pouvaient le faire craindre les campagnes des ultramontains français et les rapports du nonce à Paris.

D'une façon générale pourtant, sa première impression à Rome était pénible. La ville elle-même était très loin à cette époque de ses anciennes splendeurs. Sans doute, depuis la paix, les touristes étrangers, Anglais surtout, y revenaient chaque année en troupes nombreuses, mais la noblesse romaine, ruinée par les troubles de la Révolution et de l'Empire, vivait le plus souvent retirée au fond de ses grands palais démeublés ; dans les rues les vieux monuments mal entretenus étaient le plus souvent cachés par des masures.

(1) Lettre à Mme Récamier du 11 octobre.

Vingt-cinq ans plus tôt déjà, il est vrai, en 1802, il avait pour la première fois découvert ce spectacle. Mais dans ce temps-là, il était jeune, dans tout l'éclat de ses premières succès. Depuis il avait connu bien des désillusions ; le délabrement le frappait davantage. Le 1^{er} novembre, il écrivait à Mlle de Villeneuve (1) : « Je compte le temps qui s'est écoulé depuis ces jours où le spectacle d'un monde détruit n'était qu'une espèce de contraste attendrissant et doux avec les joies de ma vie ; aujourd'hui, tous les débris me racontent ma chute prochaine. » Et le 21 octobre, il écrivait à Mme de Vichet (2) : « Les ruines ne me font plus rien, j'ai trouvé que j'avais vieilli plus qu'elles. »

Les nouvelles politiques que les journaux lui apportaient, dès les premiers jours n'étaient guère faites pour lui redonner confiance.

En Grèce, le chef du corps expéditionnaire, le général Maison, avait à peine eu le temps de remporter quelques succès que, sur les instances du cabinet de Londres, déjà inquiet de voir la France trop bien réussir, on allait le rappeler, cependant que les Russes, poursuivant sans se troubler leur campagne dans les Balkans, contre les Turcs, allaient, par suite, remporter seuls l'honneur et les bénéfices de la délivrance des Grecs

En France en même temps, la situation demeurait incertaine. Sans doute, au début d'octobre, La Ferronnays, après trois mois de congé, avait repris son portefeuille, mais on ne savait pas si sa santé lui permettrait de le conserver longtemps et si les ministres sauraient se faire à la Chambre une majorité solide

Pour lui-même les chances d'avenir demeuraient obscures. On parlait toujours de remaniements nouveaux ; mais *la Gazette* continuait toujours sa campagne amère, pleine d'insinuations injustes quand ce n'était pas d'assertions absolument fausses, tournées, bien entendu, toujours contre lui auquel elle ne cessait de prêter gratuitement mille arrière-pensées coupables.

C'est ainsi qu'un jour où il aura été reçu à Rome par une société littéraire, l'*Arcadie*, elle écrira en rapportant le fait (3) : « On se rappelle que lorsque Buonaparte, à son retour d'Égypte, méditait son 18 Brumaire, il affectait de ne paraître en public qu'aux séances de l'Institut. Ce faux semblant de modestie lui servait alors à masquer les projets de son ambition. M. de Chateaubriand qui boude le ministère comme Buonaparte boudait le Directoire, essaie

(1) Voir Comtesse DE SAINT-ROMAN, *le Roman de l'Occitanienne et de Chateaubriand*.

(2) Voir *Un dernier amour de René*.

(3) 18 janvier 1829.

« lui aussi de ce petit prestige. Il vient d'être reçu à Rome berger
« d'Arcadie. C'est d'un autre troupeau que le noble vicomte voudrait
« être pasteur. »

Un autre jour, le 6 décembre, elle écrivait : « M. de Chateaubriand est las de voir la fortune de César captivée par l'élu des Girondins et son génie pâlir devant l'étoile de M. de Martignac. Il reviendra, qu'on lui permette ou non, et le ministère de coalition sera prêt pour le jour où M. de Chateaubriand débarquera à Fréjus ou au golfe Juan. »

Un autre jour encore, elle ira jusqu'à inventer de toutes pièces et à publier une lettre où Chateaubriand aurait déclaré : « Congé ou non, j'arriverai à Paris à la fin de janvier. Si les ministres le trouvent bon, ce sera une preuve de leur faiblesse, s'ils le trouvent mauvais, ce sera un motif d'opposition. » (1).

En attendant l'avenir, le rôle politique qu'il semblait devoir jouer à Rome était à peu près nul, les seules affaires sérieuses soulevées par les récentes ordonnances sur les séminaires ayant été, avant son arrivée, discutées et résolues par un envoyé spécial du gouvernement, Lassagne.

En outre, ses collègues du corps diplomatique ne lui offraient que peu de ressources. Tous, l'ambassadeur d'Espagne, M. de Labrador, « qui parle peu, pense beaucoup ou ne pense point, ce qu'il est impossible de démêler, » dit-il ; le comte Fuscalo, l'ambassadeur de Naples, « occupé à étudier les noms des étrangers suspects dont il doit viser les passeports ; » ou le comte Lutzow, l'ambassadeur d'Autriche, tous, professionnels de la carrière, « gourmés dans leur importance boutonée », d'autant plus solennels que le poste où ils vivaient depuis des années était moins important, avaient vu venir avec défiance ce nouveau collègue si différent d'eux. Ils étaient vexés de voir, dès son arrivée, tout ce qu'il y avait en Italie de gens de lettres, officiels ou bohèmes, lui écrire, lui demander audience, tout ce qu'il y avait de cénacles, d'académies, l'inviter et lui faire la cour. Aussi multipliaient-ils, dans leur correspondance, les insinuations les plus déplaisantes à son endroit. Lutzow (2), en particulier, ne manquait pas une occasion de dire du mal de lui avec la manière propre aux agents de Metternich, toujours à l'affût de possibles complots. Et les rapports avec eux allaient être pour Chateaubriand froids et sans agrément.

Enfin sa santé était assez mauvaise. Il avait des maux de tête con-

(1) Aucun doute n'est possible : cette lettre était inventée de toutes pièces. Non seulement en effet Chateaubriand dans sa correspondance s'est moqué de cette sottise invention, mais le *Journal des Débats* la démentit publiquement sans que la *Gazette* osât protester.

(2) Voir dans Mme DURY, ouv. cité, diverses citations de la correspondance de Lutzow avec son gouvernement.

tinuels (1) ; ses rhumatismes, dont il souffrait depuis de longues années déjà, le tourmentaient et il était obligé de se soigner au lait d'ânesse (2). Et puis aux longues lettres, si fréquentes et si confiantes par lesquelles il essayait de distraire son inquiétude, Mme Récamier, toujours prudente, répondait peu et rarement ; cependant que Mme de Chateaubriand, dérangée de ses habitudes, ne mettait guère de bonne grâce à jouer son rôle d'ambassadrice ; (un jour, excédé, il écrivit, le 17 février : « Mme de Chateaubriand est plus orageuse que jamais »).

Aussi, dès les premiers jours, isolé dans son pompeux exil, il sentait le découragement s'emparer de lui. Les pensées sombres, les rêves de retraite qui déjà le poursuivaient depuis quelque temps, se précisaient ; et, aussi bien dans ses dépêches officielles que dans ses lettres particulières, il tenait à préciser qu'il considérait sa carrière comme finie, « qu'il voulait renoncer aux luttes et aux polémiques », hors le cas, précisait-il le 25 novembre, d'une attaque au trône et aux libertés publiques » ; qu'il n'avait accepté de partir que pour assurer officiellement son appui au cabinet, mais qu'il n'attendait, pour lui-même, plus rien de la politique.

Il ne s'agissait pas là de boutades d'un moment, mais, il le déclare lui-même, d'*une idée fixe* ; presque chaque jour, il y revenait : « Je « vous l'ai dit à votre départ, écrivait-il le 8 novembre (3), dans la « première lettre qu'il adressait à La Ferronnays, revenu de congé, « je vous le dis à votre retour, je ne suis ambassadeur que parce « que vous êtes ministre. Si vous faites un sacrifice nouveau en « reprenant le portefeuille, j'en fais un plus grand en restant ici : ce « qui était nécessaire il y a quelques mois, tant pour l'union des « partis que pour la consolidation de ministère, sera bientôt achevé ; « et je regarderai comme une faveur à laquelle j'aspire ardemment « la permission de rentrer pour toujours dans ma retraite. »

A M. de Boissy, son ancien secrétaire à Londres avec lequel il était resté en relations suivies, et qui, à ce moment, lui servait en quelque sorte d'agent de liaison avec les hommes au pouvoir, il écrivait le même jour (4) : « Rien n'est changé à mes dispositions ; c'est « dans ce sens que je vous prie de continuer à agir. Je ne crois pas « tout à fait comme vous aux désunions et à la faiblesse. Je pense « même que les affaires des partis se consolideront ; mais je ne suis « plus rien dans tout cela ; je ne demande que le repos. Que le roi me

(1) Lettre à Mme Récamier du 15 novembre.

(2) *Id.* du 29 novembre.

(3) Archives des Affaires étrangères.

(4) *Mémoires de Boissy.*

« mette dans le cas d'avoir deux vieux chevaux pour traîner Mme de
 « Chateaubriand lorsqu'elle sera rentrée à l'Infirmierie, et je serai le
 « plus heureux des hommes. S'il y avait congrès, l'affaire de Grèce
 « est la seule qui me tienne encore à cœur. Signer l'indépendance
 « d'Athènes est ma dernière ambition. »

Un peu plus tard, le 24 janvier, exaspéré par les calomnies de *la Gazette* et les intrigues des candidats au ministère, il ajoutera (1) :
 « Il est très inutile de causer avec les personnes que vous avez
 « vues et de chercher leur pensée secrète ; elle ne peut jamais m'être
 « favorable et je ne demande pas du tout qu'elle le soit. Je n'ai
 « accepté l'ambassade de Rome qu'à la condition que mon noble ami
 « La Ferronnays resterait ministre. Je ne serai ambassadeur sous
 « aucun autre ministre. Au reste, je ne prétends pas faire de scène,
 « crier, me fâcher, revenir sans congé, tous emportements qui ne
 « sont ni de mon âge, ni de mon caractère. Démentez officiellement
 « tous les bruits de salons sur mes déterminations supposées et
 « toutes les calomnies de *la Gazette*. Je vous le répète, soyez froid et
 « réservé avec des personnes que vous avez trop vues et ne leur
 « dites pas un mot de moi. Je n'ai jamais eu la pensée de revenir
 « pour la session. Je suis au contraire très heureux qu'elle se passe
 « sans moi. »

A Mme Récamier, à laquelle il écrivait régulièrement trois fois par semaine, il répétait les mêmes protestations. Le jour où il avait annoncé à La Ferronnays son désir de retraite, le 8 novembre, il lui écrivait à elle aussi : « Voilà mon ami resté au pouvoir, je me flatte que ma détermination de le suivre a éloigné les concurrents à son portefeuille. Mais enfin il faudra que je sorte d'ici ; je n'aspire plus qu'à rentrer pour jamais dans la solitude et à quitter la carrière politique. » — « Plus je vais, ajoutait-il le 22 novembre, plus je suis déterminé à finir ma carrière politique. Il est temps que je disparaisse de la scène du monde. » — « On suppose toujours que je veux être ministre et que je le serai bon gré mal gré, écrivait-il le 2 décembre ; rien n'est plus loin de ma pensée. Je ne veux rien, je suis réellement effrayé du peu d'années qui me restent. » — « Vous avez l'air de me rassurer, écrivait-il un jour que les journaux avaient parlé d'un remaniement ministériel qui donnerait à Pasquier les Affaires étrangères. Vous me jugez mal. Vous ne me croyez peut-être pas sincère dans mon désir de tout quitter. Vous auriez tort. » — « En ouvrant les journaux arrivés hier, écrivait-il le 6 janvier, j'ai trouvé mon nom à toutes les pages, tantôt pour une chose, tantôt pour une autre. Vous

(3) *Mémoires de Boissy.*

devriez imprimer les lettres que je vous écris. Ce serait un contraste piquant avec les desseins qu'on me suppose. »

Avec Mme Récamier, en effet, comme il était plus libre, il ne se contentait pas de répéter qu'il était décidé à se retirer. A travers ses lettres presque quotidiennes où il se découvre davantage, nous assistons à toutes ses sautes d'humeur, à la lente évolution de cette idée fixe qui l'obsédait pour le moment ; nous suivons au fil des événements qui l'agitaient tous ses projets et tous ses rêves.

Peut-être, pensait-il à certains jours, le ministère parviendrait-il à se consolider, à durer ; dans ce cas-là lui-même pourrait rester ambassadeur ; Mme Récamier viendrait le rejoindre à Rome et tous deux y finiraient leur existence. Mais, à d'autres jours, il ne croyait pas que le ministère eût un bien long avenir devant lui ; dans ce cas-là, il lui faudrait à lui-même quitter l'ambassade et organiser sa vie autrement.

Et puis, l'abandon de l'expédition de Morée était bien piteux et bien humiliant : « quelle cacade. » — « Il ne manquait plus, écrivait-il le 30 décembre, pour achever de me dégoûter de la politique, que de voir le triomphe de la peste, de l'esclavage et de la barbarie disciplinée ; et des esprits assez bornés, pour applaudir à ce triomphe, pour n'en pas découvrir les conséquences, même prochaines, sur la liberté des peuples et sur la civilisation. »

En tous cas, une chose était sûre : il estimait n'avoir aucune chance de revenir au pouvoir, ou des chances si faibles que ce n'était pas la peine de les escompter. La façon dont on l'avait écarté lors de la formation du ministère Martignac l'avait convaincu qu'une hostilité irréductible s'acharnait contre lui. C'est en vain que, de Paris, certains de ses amis politiques lui faisaient entrevoir des combinaisons nouvelles dans lesquelles il aurait sa place. Il ne voulait pas les croire : « Vous me dites, écrivait-il le 11 décembre, que mes vœux de retraite forment un grand contraste avec les vœux du public. Votre amitié vous aveugle sur ces vœux. » — « Moi, écrivait-il un autre jour, le 27 janvier, on ne m'a pas du tout regretté ; on me veut un peu aujourd'hui, pas trop pourtant, depuis qu'il est possible que je revienne. L'humeur et l'envie percent déjà à travers un reste de considération, et l'embarras des louanges qu'on m'a jadis données quand je combattais pour une cause qui eût été perdue sans moi. »

D'ailleurs, il estimait qu'il n'était plus indispensable ; qu'il était temps pour lui de céder la place à des plus jeunes : « Les générations nouvelles sont élevées, elles trouveront établies ces libertés pour lesquelles j'ai tant combattu. Qu'elles s'en emparent donc et qu'elles

ne mésusent pas de mon héritage ; et j'irai mourir en paix auprès de vous, écrivait-il à Mme Récamier le 8 novembre. »

S'il se préoccupait encore des affaires de Paris, c'était seulement, assurait-il le 25 novembre, parce qu'il tenait que les promesses faites à ses amis politiques fussent respectées, les places et les titres promis accordés : « Je connais toutes les nominations au Conseil d'État ; j'en suis charmé parce qu'elles m'acquittent envers mes amis politiques. On m'a tenu parole. Bertin de Vaux, Villemain, Agier, Cam bon, Pressac sont placés maintenant, je puis me retirer. »

Pour lui, il se sentait fatigué des rôles officiels : « Mes cinq ans de retraite ont achevé de me rendre incapable des devoirs de la société, » écrivait-il le 21 octobre.

Alors il retournait à ses rêves, il songeait à la façon dont il organiserait sa vieillesse avec Mme Récamier, et il écrivait le 11 novembre : « Quel bonheur quand je rentrerai pour toujours dans ma solitude ; quand je ferai bâtir au bas de mon jardin cette maison où vous aurez deux ou trois jolies chambres pour vous ; quand, enfin, je vous verrai tous les jours. »

Parfois même, il s'efforçait de se persuader que, dans cette retraite, oublié de tous, il serait parfaitement heureux, et il écrivait le 20 décembre : « Je m'amuse à parer en pensée ma petite solitude auprès de vous. Je me représente ne faisant plus rien, n'écrivant plus rien, hors quelques pages de mes *Mémoires* et appelant de toutes mes forces l'oubli, comme jadis j'ai appelé le bruit et l'éclat. La France sera libre et me devra sa liberté constitutionnelle presque tout entière. Ses affaires extérieures suivront leur cours... La France, bien conduite, peut sauver le monde un jour par ses armes et ses lois. Je me réjouirai dans mon tombeau, et en attendant, c'est auprès de vous que je dois aller passer le reste de ma courte vie. »

En tout cas, dès maintenant, pour manifester de façon éclatante son abandon de la politique, sans pour cela, pourtant, entrer dans le silence, il s'était mis une idée en tête : il voulait faire jouer à Paris la tragédie de *Moïse* qu'il avait composée jadis à la fin de l'Empire, qui n'avait jamais encore été représentée et que, depuis, sa carrière politique lui avait fait négliger : « La couronne de Sophocle sur mes cheveux blancs ne m'irait pas trop mal, » écrivait-il.

L'idée certes était un peu étrange. Depuis plus de quinze ans que cette tragédie était écrite, le goût littéraire et surtout le goût dramatique avaient changé ; et le succès de la représentation était bien incertain. Il est vrai que la pièce, inédite jusque-là, allait être publiée dans l'édition complète de Ladvocat, et il pouvait être naturel de choisir ce moment pour la faire représenter. Surtout Chateaubriand

voyait dans cette représentation une manifestation qui devait prouver à tous son abandon de la carrière politique, et il s'attachait passionnément à son idée.

C'est en vain que ses amis de Paris lui faisaient des objections, lui écrivant ou chargeant Mme Récamier de lui faire comprendre, avec son habileté coutumière, leurs inquiétudes. Les uns lui disaient que les acteurs n'étaient pas préparés, que les chœurs en particulier seraient mal interprétés, qu'un échec était à craindre. D'autres, Bertin, Villemain, lui laissaient entrevoir leurs principales préoccupations. Ils craignaient surtout la manifestation publique de rupture avec la politique qui gênait leurs propres combinaisons. Chateaubriand s'entêtait : « *Moïse* est une chose décidée, écrivait-il le 2 décembre, laissons dire les amis au sujet de *Moïse*, s'il tombe peu m'importe ; s'il réussit en dépit de tous les obstacles, une couronne va bien et l'on se range du côté du pouvoir. » — « Me voilà comme mourant d'envie que *Moïse* subisse son destin. »

Il ne s'en tenait pas aux généralités. Dans chacune de ses lettres, il précisait les détails de la mise en scène. Il ouvrait un crédit de 15 000 francs, pris sur son traitement d'ambassadeur, pour la représentation. Il pressait Mme Récamier de s'entendre avec le directeur de la Comédie-Française : Taylor ; il s'impatientait si elle ne lui donnait pas des renseignements assez précis sur la marche des négociations. Il se révoltait contre les craintes manifestées par ses « bons amis », « dans l'intérêt le plus tendre pour moi, observait-il amèrement. »

Pendant deux mois la discussion continuait, Chateaubriand d'une part s'impatientant et les politiques de l'autre multipliant les instances. Enfin, pourtant, à la suite de deux lettres particulièrement pressantes de Bertin et de Villemain, il cédait : « Je ne veux pas, écrivait-il le 27 décembre, à Mme Récamier qu'on dise que j'ai été un obstacle à la formation d'un ministère dont même je ne ferai pas partie, si ce ministère peut être utile à la France. Je ne veux pas qu'on me dise : si vous n'aviez pas fait une scène littéraire, nous étions tous ministres demain. Retirez donc ce pauvre *Moïse*. S'il y a des frais faits, payez-les avec l'argent que vous trouverez chez M. Evrard. »

Mais il ne se résignait qu'avec une mauvaise humeur très violente. « Je reste convaincu d'une chose, c'est que mes amis auraient été affligés d'un succès autant que mes ennemis et que, d'une autre part, une chute leur aurait fait du mal politiquement parlant. Voilà le double secret de leur intérêt si vif. Ils ne m'auront ni pour collègue au ministère, ni pour collègue sifflé ou triomphant. C'est le ciel ouvert devant eux. »

Et il ajoutait deux jours après, le 30 décembre : « Mon sacrifice est d'autant plus grand que je n'ai plus guère de joie et que *mes amis*, qui ont exigé ce sacrifice, l'ont voulu, disent-ils, pour que j'arrive au ministère, et *je ne veux point être ministre*. De sorte que je renonce à la couronne de Sophocle pour une couronne de Périclès, que personne ne m'offre et laquelle je refuserais si on me l'offrait. »

Tout cela était bien amer et, probablement, quelque peu exagéré. Chateaubriand ne s'était pas, sans doute, résigné aussi facilement qu'il voulait bien le dire à ne plus jouer aucun rôle politique. Tout rêve, sinon tout projet d'ambition, n'était, nous le verrons bientôt, pas mort en lui. « N'est-ce pas pitié, disait-il déjà le 15 novembre, si j'ai quelque chose qu'il ne soit pas mis à profit. »

Ses projets de retraite et les joies qu'il s'efforçait, sans beaucoup de conviction peut-être, d'en attendre, n'étaient pas non plus, comme on a feint de le croire, les jeux d'un dilettante qui rejette la politique après s'en être un moment amusé ; « cette Rome au milieu de laquelle je suis, écrivait-il le 15 janvier, devrait m'apprendre à mépriser la politique. Ici la liberté et la tyrannie ont également péri ; je vois les ruines confondues de la République romaine et de l'Empire de Tibère. Qu'est-ce aujourd'hui que tout cela dans la même poussière ? *Cependant je reviens malgré moi aux destinées de ma pauvre patrie. Je lui voudrais religion, gloire et liberté, sans songer à mon impuissance, à la couronner de cette triple auréole.* »

La retraite n'était pour lui qu'un pis aller ; et une des principales raisons, très honorables, pour lesquelles il s'efforçait de s'y résigner, expliquait-il le 27 décembre, était que le ministère, à ce moment, lui semblait solide, tout changement prochain assez improbable et en outre très dangereux pour la France.

Ceci dit pourtant, quoi qu'on ait pu prétendre, quoi qu'en particulier déclarât tous les jours *la Gazette*, ses projets de retraite étaient sincères. Non seulement, en effet, ses protestations, cent fois répétées, le peu d'efforts qu'il faisait pour intriguer auprès des hommes politiques, et l'entêtement qu'il mettait à vouloir, malgré eux, faire jouer son *Moïse*, nous donnent des raisons de le croire. Mais encore et surtout, cette retraite à laquelle dès cette époque il se déclarait décidé, nous le verrons en effet s'y enfermer à la suite de la chute du ministère Martignac et s'y tenir ensuite jusqu'à sa mort, pendant vingt ans. Et si l'on veut une preuve sûre de sa sincérité, c'est bien celle-là la plus incontestable.

En attendant il s'agissait, pour lui, d'organiser sa vie à Rome et de faire son métier d'ambassadeur.

Ce métier, il tenait à le faire le mieux possible, quand ce n'aurait

été que « par coquetterie », pour « faire enrager ses ennemis » ; son temps, comme toujours, il l'organisait de façon méthodique « pour tuer, disait-il, l'ennui qui me tue ».

Les affaires qu'il avait à régler étaient sans doute peu importantes, mais il mettait son amour-propre à ne pas les négliger. Non seulement il soignait sa popularité en répondant aux gens de lettres qui s'adressaient à lui, en les remerciant de l'envoi de leurs œuvres, en leur donnant de l'argent, et en assistant aux séances de leurs académies (il acceptait d'être membre de l'académie Tibérine, il se laissait nommer « Berger d'Arcadie », il devenait membre de l'académie de Forlì) (1). Tous ceux qu'il avait obligés, ou qui lui dédiaient leurs livres nous révèlent son immense prestige dans les milieux littéraires. L'un l'appelle « le génie de l'éloquence profane », un autre « le père de l'éloquence, le Mécène de tous ». Mais il s'occupait, comme c'était son rôle, des établissements français à Rome et des intérêts des Français séjournant en Italie : « J'ai fait mettre en liberté quelques Français, j'aide les autres de ma bourse. Enfin je fais du mieux que je peux, écrivait-il le 2 décembre. » Et le fait est que dans les archives de l'ambassade et dans celles du Vatican, on retrouve sa signature au bas de recommandations de toutes sortes, tantôt en faveur d'un prêtre français qui demandait un secours, tantôt en faveur d'un fabricant de bougies diaphanes, tantôt en faveur d'un prisonnier qui se déclarait injustement incarcéré.

Il trouvait aussi le moyen, dans les quelques audiences que le pape lui accordait, de glisser d'ingénieuses remarques sur la situation religieuse de la France en signalant que le clergé avait peut-être contribué lui-même à développer l'anticléricisme en montrant une maladroite hostilité aux institutions nouvelles ; et le pape, il semble bien, loin de lui en vouloir, se plaisait à sa franchise, si rare chez les diplomates (2).

En outre, s'il n'y avait, pour le moment, à Rome aucune grande négociation à diriger, il y avait toujours les artistes à défendre et à encourager. Chateaubriand n'ignorait pas que, sous l'ancien régime, plus d'un ambassadeur de France à Rome avait été un somptueux mécène. Il estimait, bien qu'il ne fût pas riche, que c'était son rôle de suivre leur exemple. Ce rôle, du reste, lui plaisait. « Je voudrais être né artiste, dit-il dans ses *Mémoires* (3) ; la solitude, l'indépendance, le soleil parmi des ruines et des chefs-d'œuvre me conviendraient. »

(1) Voir Mme DURRY. Ouv. cité.

(2) Voir en particulier sa dépêche du 12 janvier. Archives des Affaires étrangères.

(3) V, 35.

Le fait est qu'il se conduisait envers les artistes avec beaucoup de délicatesse. Non seulement il les recevait, il allait les voir dans leur atelier ; il leur achetait quelques toiles, il accueillait aussi bien Horace Vernet, connu cependant pour ses opinions bonapartistes, qu'il avait, à son arrivée, bien traité le discret Guérin ; il souscrivait pour un monument en l'honneur du Tasse ; mais aussi il faisait élever à ses frais, par les élèves de l'École française de Rome, un tombeau au Poussin, dont les cendres gisaient ignorées dans l'église de San-Lorenzo in Lucina.

Ce dernier projet, qui allait l'occuper plusieurs mois, lui tenait d'autant plus à cœur qu'il lui avait été suggéré par Mme Récamier, avide de le voir, comme ses plus illustres prédécesseurs, marquer son passage à Rome par un monument durable. Aussi avait-il tout réglé lui-même. Il avait conçu le plan qui comportait, avec le buste du Poussin, un bas-relief représentant un des plus célèbres tableaux du peintre : les *Bergers d'Arcadie* ; il avait choisi jusqu'au bloc de marbre qui serait employé ; puis, pour fixer tous les détails, il était venu dîner à la Villa Médicis où les élèves l'avaient reçu avec enthousiasme, « car c'était la première fois qu'un ambassadeur dînait chez eux », et quand il leur parlait de son monument, c'était, ajoutait-il, « comme si j'honorais déjà leurs cendres. »

En outre, toujours à ses frais, il avait, sous la direction d'un archéologue, Visconti, entrepris dans la campagne romaine des fouilles qui l'intéressaient beaucoup.

En même temps, il tenait, c'était aussi, pensait-il, un des devoirs de sa charge, à jouer son rôle de représentation avec toute la magnificence qui convenait, estimait-il, au représentant du roi de France.

Il avait monté sa maison sur un grand pied. Un état conservé dans les archives de l'ambassade nous apprend que son personnel comprenait vingt-deux domestiques : cochers, valets de pied, aides de cuisine tant Italiens que Français, outre le fameux cuisinier Monmirel qui, déjà, avait été à son service lorsqu'il était ministre.

Aussitôt installé, il recevait le plus somptueusement possible ; il donnait à la colonie française, à la noblesse romaine et à la société cosmopolite, des fêtes, des dîners, des concerts, des bals, où chacun se pressait, curieux de voir le grand écrivain diplomate ; il donnait tous les mardis une réception à laquelle tous les cardinaux, toutes les illustrations de Rome assistaient.

Dans les cérémonies officielles, à Saint-Louis des Français, pour la fête du roi, à Saint-Jean de Latran dont l'ambassadeur de France était chanoine de droit, il présidait avec dignité.

Dans l'intervalle il travaillait. Il faisait des lectures pour son

Histoire de France; il rédigeait quelques chapitres de ses *Mémoires*, et il composait, à la demande de La Ferronnays, un long rapport où, à propos des affaires de Grèce, il traçait un vaste plan de politique étrangère, qui montrera au moins, écrivait-il le 4 décembre, « que je suis bon à quelque chose et que j'entends le métier que je fais. »

Puis enfin, chaque jour à peu près, seul ou accompagné de son secrétaire Pilorge, une canne ou un fusil à la main, il faisait de longues promenades à travers la campagne romaine, il allait s'asseoir au milieu des débris de ses fouilles, près du tombeau de Néron, « dans l'endroit le plus beau et le plus désert, » dit-il; et parfois aussi il faisait, à quelques Françaises de passage ou à l'une des belles dames romaines dont il a laissé le nom dans ses *Mémoires*, des visites qui peu à peu allaient devenir plus nombreuses à mesure qu'il s'acclimaterait à sa résidence nouvelle.

Ainsi passaient les jours et les heures avec une exactitude soigneusement réglée dont il s'est vanté dans une de ses lettres.

Le matin il se levait à 6 heures et demie, il déjeunait à sept heures et demie « avec une tasse de chocolat dans la chambre de Mme de Chateaubriand », à 8 heures il rentrait dans son cabinet où il travaillait jusqu'à midi; il s'habillait, déjeunait d'une tasse de lait d'ânesse qui lui faisait, assure-t-il, un bien infini; il sortait pour sa promenade et ses visites; il dînait à 5 heures; puis, lorsqu'il ne recevait pas, il passait la soirée dans son salon, avec ses secrétaires, ses attachés et quelques prêtres dont Mme de Chateaubriand, pendant son séjour à Rome, faisait sa société habituelle.

S'il faut en croire M. d'Haussonville (1), un des jeunes attachés de l'ambassade, tout cela était assez monotone, le cercle quotidien était, le plus souvent, assez silencieux, soit que l'ambassadeur passât des quarts d'heure entiers face à la cheminée, les mains passées dans ses cheveux, à se regarder sans rien dire dans la glace, soit qu'il jouât aux échecs avec l'un de ses secrétaires, tandis que l'abbé Delacroix, attaché à l'église Saint-Louis des Français, entretenait Mme de Chateaubriand des affaires ecclésiastiques de la cour de Rome. Les fêtes même, assure M. d'Haussonville, n'étaient ni aussi brillantes ni aussi somptueuses que Chateaubriand, dans ses lettres, paraît le croire.

Il n'y aurait là rien d'invraisemblable. Mme de Chateaubriand, renfermée d'ordinaire dans ses habitudes de dévotion méticuleuse, ne manquait sans doute, dans le cercle étroit de ses familiers, ni de gaieté, ni même d'esprit, mais elle n'était pas préparée à être une maîtresse de maison animatrice d'un cercle de jeunes gens. Chateaubriand, de

(1) Voir D'HAUSSONVILLE, *Ma jeunesse*.

son côté, fatigué par les déceptions, tourmenté par ses rhumatismes, préoccupé de l'avenir, absorbé par ses projets de retraite et guindé par la mauvaise grâce et la défiance qu'il sentait chez ses collègues du corps diplomatique, n'avait plus, sans doute, avec ses secrétaires et ses attachés le même abandon qu'au temps de son ambassade de Londres ; et dans le monde aussi, lui-même le signale, il devait porter trace de ses préoccupations.

Cependant, n'oublions pas qu'en même temps, chacun et M. d'Haussonville le premier, parle de son succès auprès des dames romaines, ce qui est légèrement contradictoire.

Quant à ses fêtes, ce n'est pas lui seulement qui en vante l'éclat. Le journal de Rome, le *Diario di Roma*, consacrait chaque fois de longs articles à parler de la splendeur des illuminations, du talent des chanteurs, de la perfection des orchestres ; il notait que telle réunion avait été particulièrement nombreuse et brillante, il louait la splendeur des préparatifs et les manières courtoises des hôtes (1).

Chateaubriand lui-même, peu à peu, se détendait. Entre deux crises de découragement, il lui arrivait de considérer avec une émotion tour à tour naïve et ironique les vicissitudes de sa destinée et les scènes qui s'offraient à lui.

Le 4 novembre, jour de la fête du roi, le pape étant venu assister à la cérémonie à Saint-Louis des Français, il écrivait le lendemain à Mme Récamier, avec une pompe qui fait un peu sourire mais qui ne manque pas de grandeur pourtant : « Je me suis trouvé pour la première fois dans cette église, en face d'un tombeau, le pape à genoux et moi à genoux à côté du pape, représentant le roi de France et priant devant un tableau de saint Louis : Quelle étrange chose que ma vie et quelle fin de carrière publique ! »

Une autre fois, au contraire, son récit avait cette grâce souriante et amusée qu'il savait prendre à l'occasion et qui faisait un de ses charmes. Ce jour-là, le 13 janvier, il était allé avec Mme de Chateaubriand présider une représentation donnée en son honneur par les élèves d'un couvent français et, amusé par la gentillesse des petites actrices, il écrivait à Mme Récamier : « Elles s'étaient faites elles-mêmes leurs casques et leurs manteaux ; elles déclamaient leurs vers français avec une verve et un accent italien le plus drôle du monde. Elles frappaient du pied dans les moments énergiques. Il y avait là une nièce de Pie VII, une fille de Thornwaldsel, et une autre fille de Chardin le peintre. Elles étaient jolies, incroyablement, dans leurs parures de papier. Celle qui jouait le grand prêtre avait une grande

(1) *Diario di Roma*, 6 novembre, 17 décembre, 11 avril, etc.

barbe noire qui la charmaît, mais qui la piquait et qu'elle était obligée d'arranger continuellement avec une petite main blanche de treize ans. Nous avions fait apporter de l'ambassade des gâteaux et des glaces. On jouait du piano dans les entr'actes. Jugez des espérances et des joies qui ont dû précéder cette fête dans le couvent et des souvenirs qui la suivront. »

D'autres fois, seul dans son cabinet, faisant des lectures pour ses *Mémoires*, il passait en revue les récits des hommes célèbres qui à diverses époques avaient visité Rome : Rabelais, Montaigne, Milton, Mme de Sévigné, de Brosse, Byron ; et s'amusant de leurs observations diverses sur les mœurs, sur les paysages de la Ville Éternelle, il se mettait à rêver, il s'enthousiasmait, il découvrait à Rome, à travers tous les changements d'usages et d'époques, « une habitude de grandeur dont nous autres, mesquins barbares, n'approchons pas. »

Et enfin, soulevé peut-être par ce souffle de grandeur, il se remettait à songer au travail sur les affaires de Grèce, que son ministre lui avait demandé ; il traçait à ses amis du gouvernement un vaste programme de politique internationale.

Ce mémoire sur les affaires de Grèce vaut la peine d'être étudié de près. Il constitue en effet un des documents qui permettent le mieux de mesurer l'envergure d'esprit de Chateaubriand, puisque, las de ses déceptions, découragé, presque résigné déjà à la retraite, il gardait assez de fraîcheur et de lucidité pour embrasser dans son ensemble la situation diplomatique générale et pour tracer à la France hésitante un plan d'action qui, nous allons le voir, tenant compte de tous les problèmes posés à l'Europe moderne par la crise révolutionnaire et impériale, ouvrait à la monarchie restaurée le plus bel et le plus noble avenir.

Si La Ferronnays lui avait demandé un avis, c'est que le ministère était à ce moment fort embarrassé.

On sait que l'expédition de Morée avait été entreprise avec l'approbation de l'Angleterre, laquelle, à ce moment, voulait, à tout prix, empêcher la Russie, déjà trop influente et trop active en Orient, d'intervenir et d'emporter seule les bénéfices de la libération de la Grèce.

Mais, après avoir encouragé la France pour écarter les Russes, l'Angleterre, sitôt les premiers succès remportés par les troupes du général Maison, craignait de voir notre expédition se prolonger et notre influence devenir trop prépondérante, et elle avait obtenu le rappel du corps d'occupation.

La Russie, pendant ce temps-là, avait continué à poursuivre l'exécution du plan qu'elle s'était tracé.

Soutenir la libération de la Grèce était la politique qui s'imposait à

elle. En effet, par position d'une part, elle était la protectrice naturelle de tous les Slaves et de tous les orthodoxes d'Orient contre la Turquie musulmane qui les opprimait. En outre, surtout, attaquer les Turcs c'était pour elle s'ouvrir la route de Constantinople, la voie vers la mer libre, et réaliser le rêve héréditaire des tsars. Si elle avait approuvé l'envoi de troupes françaises dans le Péloponèse, c'était surtout pour empêcher que l'expédition ne fût confiée aux troupes anglaises qu'elle voulait avant tout éviter d'avoir pour rivales à Constantinople.

Elle-même, pendant ce temps-là, avait de son côté attaqué la Turquie par le nord, dans les Balkans. Mais, au lieu de s'arrêter comme la France aussitôt les premiers résultats obtenus, sans se soucier du mécontentement de l'Angleterre, elle avait continué simplement la campagne ; et la faiblesse militaire des Turcs donnait lieu à penser qu'elle atteindrait bientôt Constantinople. Mais cette éventualité affolait les Anglais. En effet, la Russie à Constantinople, l'Empire turc détruit, c'était pour l'Angleterre un rival dans la Méditerranée orientale, c'était peut-être la liberté de la route des Indes compromise.

Le gouvernement de Londres ne pouvait se résigner à une telle éventualité. Et il avait alors proposé à toutes les puissances d'intervenir pour arrêter la campagne russe.

L'Autriche avait approuvé aussitôt. En effet Metternich, l'auteur des traités de Vienne, avait pour principale préoccupation de maintenir l'Europe dans l'état où 1815 l'avait placée, c'est-à-dire de maintenir la suprématie autrichienne sur le continent telle qu'elle avait été établie à cette date. Et il redoutait, par suite, tout progrès de la Russie, comme du reste tout réveil de la France.

On avait également demandé l'approbation et l'appui du cabinet des Tuileries. C'est alors que le ministère Martignac s'était trouvé partagé. La France se joindrait-elle à la manœuvre anglo-autrichienne dont le but était, en arrêtant la campagne russe, de maintenir à tout prix le *statu quo* en Europe ? Appuierait-elle au contraire la campagne russe ?

Les questions de principe les plus diverses se trouvaient posées pour nous. Certains ultras, considérant que la Sainte-Alliance sauvait la monarchie en instituant en Europe l'internationale des rois contre les révolutions possibles des peuples, étaient d'avis de soutenir l'Autriche ; et d'ailleurs, à la façon de Metternich, ils avaient tendance à considérer les Grecs surtout comme des sujets en révolte contre leur souverain légitime, le sultan.

D'autre part, les libéraux, à tendance bonapartiste, détestaient

la Russie, parce que le tsar était un autocrate, et parce qu'il avait vaincu Napoléon. De plus, pour eux, il était de bon ton d'admirer Mehemet Ali, le pacha d'Égypte qui avait si bien su organiser son armée à l'européenne, qui affectait tant d'admiration pour Napoléon, et qui, fort adroitement, avait su attirer à lui comme instructeurs de ses troupes des demi-soldes, chargés ensuite de faire son éloge en France.

Mais en même temps la Grèce, elle aussi, était à la mode ; soutenir la libération d'un peuple faisait partie des principes libéraux. D'autre part, de toutes façons, pour les hommes de droite aussi bien que pour ceux de gauche, il était humiliant de céder à l'Angleterre ; et quant à l'Autriche, son attitude dans tous les congrès depuis dix ans avait montré qu'elle était de parti pris hostile à tout relèvement militaire de la France.

Fallait-il s'allier à la Russie pour libérer avec elle la Grèce, quitte à la voir ensuite elle-même conquérir Constantinople ? Fallait-il s'allier à l'Angleterre et à l'Autriche pour arrêter les progrès de la Russie, quitte à voir la Grèce retomber sous le joug turc ?

Le problème, certes, était délicat et grave. On comprend que le ministère, hésitant par nature, ait été embarrassé. Le fait aussi que dans cette affaire on demandât à Chateaubriand son avis est caractéristique. On le jalousait trop pour l'accepter au ministère. Mais au fond on se rendait compte de sa valeur et on savait bien que ses conseils étaient précieux.

Or Chateaubriand, dans son Mémoire, n'hésitait pas. Il conseillait de ne pas ménager la Turquie, de prendre franchement le parti de la Russie, quitte à déplaire à l'Angleterre et à l'Autriche ; et pour expliquer son attitude il déroulait un vaste système expliquant que nous n'avions rien à attendre de l'alliance anglo-autrichienne, tandis que l'alliance russe pourrait permettre à la France de faire, à son profit, réformer les traités de Vienne, et, pour protéger sa frontière de l'Est si dangereusement ouverte, de s'étendre jusqu'à la rive gauche du Rhin.

On s'est beaucoup scandalisé de ce programme, par lequel la monarchie des Bourbons devait se trouver en hostilité avec la conservatrice Autriche, fondatrice de la Sainte-Alliance. On a affecté d'y voir l'expression des passions du romantisme libéral, de son snobisme philhellène, de son goût des beaux gestes qui, assure-t-on, risquait de mettre inutilement le feu à l'Europe. On en a tiré parti pour accuser une fois de plus Chateaubriand de dilettantisme.

Nous pourrions retourner l'argumentation, et montrer au contraire que, d'un point de vue très positif, ce plan était juste et habile. Cha-

taubriand, nous allons le voir, le déroulait avec beaucoup de grandeur. Remarquons d'abord qu'il ne l'improvisait pas. Ce plan était la suite logique de la politique si heureusement amorcée par la guerre d'Espagne et la bataille de Navarin.

Quand, en 1823, la France avait entrepris et mené à bien l'expédition d'Espagne, et avait montré à l'Europe qu'elle s'était refait une armée, quand quatre ans après, un heureux concours de circonstances l'avait, malgré les hésitations de Villèle, forcée d'intervenir à Navarin, elle avait montré qu'elle s'était refait une marine.

Dans les deux cas, la première fois de façon directe, la seconde de façon sournoise, elle avait rencontré l'hostilité acharnée de l'Angleterre et de l'Autriche, qui, toutes deux, bénéficiaires des traités de 1815, prétendaient en conserver tous les avantages et en tirer le plus de profits, l'Angleterre au delà des mers et en Orient, l'Autriche sur le continent, et redoutaient l'intervention de tout rival nouveau, quel qu'il fût.

La Russie, par contre, inquiète de la rivalité anglaise en Orient et de la rivalité autrichienne dans les Balkans, nous avait soutenus, car elle avait besoin de nous et n'en avait rien à redouter.

Depuis, les rapports des États entre eux n'avaient guère changé. L'Angleterre et l'Autriche, par position, demeuraient hostiles au relèvement de la France. La Russie, au contraire, continuait à n'avoir aucune raison de rivalité avec elle.

La situation, si la France savait l'exploiter, était seulement devenue plus avantageuse. En effet, cette fois entre les deux groupes : Angleterre-Autriche et Russie, nous avions un rôle d'arbitre qui nous assurait plus d'indépendance. Dans cette affaire de Grèce qui était surtout une rivalité anglo-russe, c'était la Russie cette fois qui avait besoin de nous ; et l'Angleterre, de son côté suivie par l'Autriche malgré leur hostilité pour la France, aurait été satisfaite, s'il était possible, d'avoir notre appui contre la Russie. La France pouvait donc, d'une façon ou de l'autre, mettre à prix son intervention. Mais avec l'Angleterre et l'Autriche, elle avait peu à gagner, ni l'une ni l'autre n'étant disposées de bonne grâce à modifier le *statu quo* européen. S'allier trop franchement avec elles, c'était, selon l'expression de Chateaubriand, « faire une alliance de dupe où nous ne trouverions que la perte de notre sang et de nos trésors. »

Encourager au contraire la campagne russe dans les Balkans, c'était amener, par la chute de l'empire turc, un remaniement de la situation européenne, un congrès sans doute où notre rôle d'arbitre permettait, même sans grande guerre, de nous faire payer notre

appui, soit dans l'Archipel, soit de préférence sur notre frontière de l'Est.

D'ailleurs, faisait justement remarquer Chateaubriand, question d'intérêt français mise à part, au point de vue général de la civilisation, les Turcs en Europe, occupant tous les Balkans, séparés des côtes de l'Italie, par la largeur de la mer Adriatique seulement, constituaient un élément de barbarie, un danger d'autant plus grave que Mehemet Ali était en train de leur donner une armée instruite et équipée à l'européenne. Un jour ou l'autre, les nations civilisées seraient obligées de les chasser de l'Europe. Pourquoi s'obstiner en attendant à leur conserver leur empire dans le seul but de satisfaire les intérêts momentanés de l'Angleterre?

Une seule objection sérieuse pouvait être faite à ce Mémoire. Il supposait que la France serait prête à l'occasion à risquer une guerre contre l'Angleterre et, en tout cas, serait en mesure de poursuivre en toute liberté, entre les nations aux prises, sa politique d'arbitre ; qu'elle aurait par suite un gouvernement stable, sûr de n'être ni absorbé, ni gêné par des préoccupations de politique intérieure.

Chateaubriand, il est vrai, il le répète à plusieurs reprises dans ses lettres, croyait à ce moment le ministère assez solide malgré les difficultés qu'il avait eues à se former. Il se trompait sans doute, mais le fait même qu'il croyait solide ce ministère dont il n'était pas ; et que, loin de l'attaquer, il l'aidait, de loin, dans la mesure de ses moyens, prouve une fois de plus la sincérité de ses protestations lorsqu'il se déclarait résigné à la retraite ; et en même temps cependant il avait su tracer aux ministres un vaste programme digne de la monarchie et fait en même temps pour séduire l'orgueil national des jeunes générations.

Ainsi, après la crise de découragement des premiers jours, peu à peu, malgré les jalousies et les mauvais procédés de ses ennemis qui n'avaient pas renoncé à le poursuivre ; malgré aussi l'inquiétude de son esprit et de son imagination qui lui rendait la paix du cœur si difficile à atteindre et à conserver, Chateaubriand avait su se dominer, organiser sa vie à Rome, jouer dignement son rôle d'ambassadeur, se faire, avec ses fouilles, avec son monument du Poussin, des délassements qui ne manquaient pas de grandeur, et en même temps demeurer de loin le conseiller du gouvernement.

Déjà, il commençait, comme il le dit, « à reprendre aux ruines » ; il avait retrouvé, aussi bien pour rêver à ses *Mémoires* que pour montrer la voie à ses successeurs, une lucidité et une sérénité nouvelles. Si le ministère, si le régime duraient et savaient ne pas le décourager à nouveau, peut-être, bien qu'il ne fût pas encore d'âge à disparaître,

allait-il s'installer définitivement à Rome, et de là, du fond de cette majestueuse retraite, encourager, guider, conseiller les générations montantes et mener à bien le rôle qu'il s'était tracé, celui de réconciliateur de la vieille monarchie et du siècle nouveau.

Mais, dès le début de l'année 1829, survenaient deux événements qui allaient, l'un et l'autre, modifier la situation générale et troubler la paix à laquelle peu à peu Chateaubriand commençait à s'habituer : le 2 janvier M. de La Ferronnays, ministre des Affaires étrangères, que l'on croyait rétabli, tombait évanoui dans le cabinet du roi, et les médecins déclaraient que plusieurs mois de repos allaient lui être cette fois nécessaires. Cinq semaines plus tard, le 10 février, le pape Léon XII mourait brusquement.

La rechute de La Ferronnays rouvrait la crise ministérielle qu'il avait été, quelques mois plus tôt, si pénible de résoudre. La Ferronnays, en effet, occupait un des principaux portefeuilles ; il représentait aussi, dans le faible cabinet, une des personnalités les plus marquantes, une de celles qui lui donnaient le plus de poids. Il allait être très difficile à remplacer. Déjà tous ceux qui étaient avides de changement commençaient à s'agiter. Polignac en particulier demandait un congé, et, avant même d'avoir obtenu l'autorisation de quitter son ambassade de Londres, il entreprenait presque ouvertement des négociations en vue de la formation d'un ministère dont il serait le chef (1), et tous les hommes modérés, sachant l'intimité de Polignac avec le roi, commençaient, non sans raison, à s'inquiéter.

Aussitôt, pour conjurer le danger, on se retournait une fois de plus vers Chateaubriand, seul capable, ses ennemis eux-mêmes s'en rendaient compte, de redonner du prestige au cabinet chancelant. Une fois de plus, malgré les jalousies obstinées qui le poursuivaient, la force des choses lui rendait des chances. Tous ses amis, écrivait-il à Mme Récamier le 20 janvier, en soulignant le mot « ami » avec amertume, lui avaient écrit ; Pasquier même lui avait envoyé « une longue lettre assez curieuse » ; Bertin, dans le *Journal des Débats* du 26 janvier, pour arranger les choses, proposait, avec des réticences, la solution assez étrange qui consistait à faire entrer dans le cabinet Chateaubriand avec Pasquier.

Pendant ce temps-là, Hyde de Neuville, avec sa franchise habituelle, avait insisté auprès de ses collègues, et auprès du roi lui-même, pour obtenir la nomination de son ami. Il avait même eu le courage d'écrire à Charles X une lettre où il déclarait : « Sire, c'est la « main sur la conscience que j'ose dire au roi qu'aujourd'hui plus

(1) Voir Hyde de NEUVILLE, *Mémoires*, III, 436.

« que jamais le ministère me paraît avoir besoin d'un homme tel que M. de Chateaubriand. La Révolution cherche à relever la tête ; il faut donc lui opposer ceux des vieux grenadiers du trône qui ne peuvent être soupçonnés par les amis sages de nos libertés (1). »

Le raisonnement était si juste que le roi, malgré les préventions dont les ennemis de Chateaubriand l'avaient rempli à son endroit, répondait avec une bienveillance encore hésitante mais tout de même caractéristique : « Je ne dis pas non, je lui suis attaché, je sais qu'il peut m'être fort utile. » Et Hyde de Neuville ajoute dans ses *Mémoires* : « Je suis certain qu'il eût fini par l'accepter si mes collègues se fussent montrés désireux de le voir à ce poste. »

Mais les ministres, avec leurs hésitations habituelles et aussi leurs secrètes jalousies, n'osaient toujours pas se prononcer franchement : « MM. Portalis et de Vatimesnil paraissaient seuls y mettre de la bonne volonté, assurait Hyde de Neuville. Les autres avaient peur de se compromettre. »

Si le roi, en effet, était prêt à revenir à Chateaubriand, *la Gazette*, elle, n'avait pas renoncé à sa haine. Pour faire peur aux hésitants elle renouvelait, avec sa méchanceté habituelle, les accusations calomnieuses, les insinuations perfides. Dès le 8 janvier elle écrivait : « Si M. de Chateaubriand n'est pas nommé, malheur au vaisseau de l'État, les tempêtes seront déchaînées. S'il est nommé, malheur au ministère, car les tempêtes entraineront dans son sein avec Éole. » Le 21 janvier, elle écrivait : « On annonce qu'aussitôt que M. de Chateaubriand a appris la nouvelle de la maladie de M. de La Ferronnays, il a tout préparé pour son départ. Le lendemain il a donné contre-ordre. On ne doutait pas cependant à Rome qu'il ne partît bientôt pour Paris. On ajoute que, jeudi dernier, le télégraphe du ministère de la marine a eu une grande activité sur la route de Lyon et de Toulon. »

D'ailleurs, tout en se rendant compte que Chateaubriand seul pouvait donner du prestige à leur cabinet, et justement à cause de cela, les ministres le détestaient secrètement, d'autant plus qu'ils avaient à se reprocher de n'avoir pas voulu de lui quelques mois plus tôt et qu'ils savaient qu'ils avaient eu tort et avaient mérité son mécontentement. Si bien que *le Globe* pouvait écrire le 15 janvier : « On sait que l'illustre écrivain n'est pas vu favorablement au Conseil. La crainte est le seul sentiment qu'il inspire aux ministres. Cette crainte est double. Ils redoutent également de négocier avec lui et de le mécontenter en ne négociant pas. Son alliance paraît onéreuse

(1) Voir Hyde de NEUVILLE, *Mémoires*, III, 438.

et sa neutralité les inquiète comme un signe prochain d'hostilité. »

Sans doute, suivant de loin toutes ces agitations, Chateaubriand ne se faisait guère d'illusion sur les chances de succès qui l'attendaient ; il connaissait trop pour cela l'hostilité acharnée de ses ennemis. Quand on lui annonçait qu'il allait être nommé, il répondait avec beaucoup de bon sens et un peu d'impatience : « Le choix ne tombera ni sur Pasquier ni sur moi, on prendra M. de Mortemart au milieu, croyant tout arranger » (1). — « Vous verrez que je me retrouverai gros Jean comme devant » (2).

Quand on lui conseillait de demander un congé pour venir plaider sa cause à Paris, il répondait le 20 janvier : « Demander un congé en ce moment, ce serait me donner l'air de l'ambition et de l'intrigue, et je suis bien loin de l'un et de l'autre. Il faut que le parti soit pris à Paris avant que je prenne le mien. Il faut que tout soit terminé ; alors selon ce qui aura été fait j'agirai. Je crois que c'est là ce qu'il y a de plus digne et de plus grave. »

Cependant les hésitations des autres, les démarches qui avaient été faites auprès de lui, lui avaient fait sentir sa propre force ; les rêves d'ambitions qu'il s'était efforcé d'éteindre commençaient, malgré lui, à se réveiller. Le manque de franchise des ministres, les accusations injurieuses de *la Gazette* ranimaient ses justes rancunes. Il se rendait compte que, tout en ne se décidant pas à vouloir de lui, on prétendait vouloir se servir de son influence, on redoutait son prestige. Il savait que s'il abandonnait le ministère, celui-ci ne pourrait plus vivre. Il ne résistait pas au plaisir de faire sentir sa force. Il menaçait de démissionner si on nommait un ministre des Affaires étrangères d'une opinion différente de la sienne et il écrivait le 20 janvier : « Ma position est au surplus la plus simple du monde. Tout le monde sait que je n'ai accepté une ambassade que par amour de la paix, pour donner la majorité au ministère dans un temps difficile, en attachant mon nom au pouvoir. Mais tout le monde sait aussi que je n'ai consenti à m'éloigner qu'à cause de l'amitié qui me lie à M. de La Ferronnays qui avait été ambassadeur sous moi et qui était entré dans toutes mes vues politiques pour l'extérieur. J'ai dit et écrit dès le premier moment qu'à l'instant où M. de La Ferronnays cesserait d'être ministre, toutes les conditions de mon traité seraient exécutées et que je cesserais d'être ambassadeur. » Bref, la retraite forcée de La Ferronnays en montrant une fois de plus la faiblesse des ministres, leurs incertitudes et leur manque de franchise, était venue

(1) Lettre à Mme Récamier du 22 janvier 1829.

(2) *Id.*, 5 mars 1829.

troubler la retraite à laquelle Chateaubriand, avec beaucoup de bonne foi, s'efforçait de se résigner.

Sur ce, brusquement, après quelques jours de maladie, le pape Léon XII mourait le 10 février. Le conclave qui devait élire son successeur allait, selon la coutume, se réunir aussitôt et, par suite, l'ambassade de Chateaubriand à Rome qui semblait devoir être sans histoire, allait, pour quelque temps, prendre une importance à laquelle ses ennemis n'avaient tout d'abord pas pensé.

Il n'était pas indifférent en effet pour la France, surtout à un moment où la question religieuse tenait une si grande place dans les batailles politiques, que l'élu du conclave fût un modéré ou, comme on disait, un *zélante*, qu'il fût disposé à soutenir les jésuites, la congrégation, l'école qui voyait dans l'établissement du régime représentatif la ruine du principe d'autorité et, par suite, de la religion, ou qu'il poursuivît, au contraire, la politique conciliante en vertu de laquelle Léon XII, quelques mois plus tôt, avait recommandé aux évêques l'acceptation des ordonnances du ministère Martignac. Il importait aussi qu'il ne fût pas un partisan de l'Autriche, laquelle, en qualité de puissance catholique, exerçait une grande influence sur le Sacré Collège.

Si donc l'ambassadeur pouvait contribuer à obtenir un choix favorable, il devait rendre un grand service et son prestige diplomatique personnel devait en grandir. Chateaubriand pouvait écrire, sans se tromper, à Mme Récamier le 10 février : « Voilà ma position encore changée pour le moment ; mon rôle va prendre de l'importance ; » et, laissait-il entendre, en cas de succès ses chances ministérielles en seraient, malgré l'hostilité acharnée de ses rivaux, accrues d'autant.

Sans doute, il avait bien une inquiétude. Si, disait-il le 17 février, sa mission nouvelle augmentait son importance ; « ne fournirait-elle pas, ajoutait-il, un prétexte à compléter le ministère sans savoir si cela me convient, et, en me donnant un ministre quelconque, sûr alors qu'on serait que je ne donnerais pas ma démission pendant un conclave et que mon devoir m'obligerait à rester en rageant, à mon poste. »

Cependant il se rassurait en remarquant : « Qu'y gagnerait-on pourtant ? Ne donnerais-je pas ma démission le lendemain de l'élection du pape, et ayant peut-être rendu quelques services essentiels en éloignant un pape autrichien ou fanatique, n'aurais-je pas augmenté ma considération publique ? »

Aussi cette mort imprévue de Léon XII contribuait-elle, elle aussi, à réveiller chez lui l'ambition et le goût de l'action qu'il s'efforçait d'endormir. Une fois encore, lui, si blasé soi-disant, voyait avec cette

éternelle fraîcheur d'imagination qui faisait son charme, renaître une nouvelle curiosité passionnée et vivante, et il écrivait : « Au surplus, je vais voir l'élection du chef de la chrétienté. Ce spectacle est le dernier auquel j'assisterai dans ma vie. » Puis, avec une ardeur toute neuve, il allait se consacrer à sa tâche imprévue ; il allait suivre les négociations, les intrigues du conclave, presser les uns, flatter les autres, partir à la chasse des renseignements, imaginer les plans d'action. Son imagination passionnée allait grandir l'importance de son rôle, tandis que son scepticisme inquiet allait, une fois de plus, le pousser à la défiance.

Suivant l'usage, dès les premiers jours qui avaient suivi la mort du pape, le pouvoir pontifical était passé aux cardinaux, chefs d'ordres, et on avait commencé à préparer au palais du Quirinal les cellules dans lesquelles, pendant la durée du conclave, les membres du Sacré Collège allaient vivre avec leur suite.

Dès le 23 février, sans attendre l'arrivée des prélats étrangers, les cardinaux présents à Rome, au nombre de trente-sept, étaient entrés en cellule. Les scrutins, et aussi les négociations et les intrigues de toute sorte avaient commencé aussitôt. Pendant plusieurs semaines, ces négociations allaient s'enchevêtrer derrière les portes closes. Nous en connaissons aujourd'hui l'histoire détaillée par un document très-curieux et très rare que Chateaubriand sut se procurer : le journal tenu régulièrement par un conclaviste, demeuré pour nous inconnu, mais qui, admirateur passionné de l'ambassadeur de France, résumait pour lui jour à jour et lui faisait ensuite secrètement parvenir le récit des événements.

Plusieurs partis et plusieurs groupes divisaient les cardinaux. D'une part les modérés et les zélanti cherchaient les uns et les autres à imposer leur conception de la politique pontificale ; et les plus intransigeants d'entre eux, formant ce qu'on appelait la faction de Sardaigne, s'enfermaient dans leurs cellules en en barrant la porte d'une croix de Saint-André pour manifester qu'ils se refusaient à toute concession.

D'autre part, le cardinal Albani, étrange vieillard de quatre-vingts ans, violent, avide de pouvoir, connu pour ses relations avec l'Autriche qu'il allait utiliser habilement au profit de son ambition personnelle, exerçait une grande influence « en flattant l'ambition de ceux qu'il protégeait, et en répandant l'effroi chez ceux qui pouvaient être élus (1) ».

Enfin, les ultras de France cherchaient eux aussi à agir sur l'élec-

(1) Voir *Journal du Conclave* publié par Louis Thomas.

tion dans le sens qui leur était favorable. Car, dit le *Journal du Conclave*, on pensait que de l'élection du pape pouvait « rejaillir quelque influence sur la forme actuelle du gouvernement de Sa Majesté très chrétienne ».

Autour des partis, les nouvelles circulaient ; à travers le secret officiel les bruits se répandaient. Le nonce à Paris, Mgr Lambruschini, entièrement gagné aux thèses des ultras, multipliait les lettres, les recommandations pour obtenir un pape qui protestât contre les ordonnances Martignac et mît un frein à la politique religieuse suivie par le gouvernement français.

On découvrait un jour qu'un cardinal s'entretenait par signes avec des jésuites qui se trouvaient dans un jardin de la Compagnie situé vis-à-vis de l'édifice du conclave. Un autre jour on découvrait que des lettres, insignifiantes d'apparence, adressées à un autre cardinal, laissaient apparaître un sens politique si on mettait bout à bout les initiales de chaque mot. Presque chaque jour, d'autres découvertes semblables mettaient le conclave en rumeur. Par représailles, les cardinaux hostiles aux jésuites faisaient adresser une lettre de reproche au vicaire général de l'ordre, responsable de l'établissement de la correspondance clandestine. Le Sacré Collège décidait en outre d'envoyer des espions, des *fidèles* comme on les appelait, aux réceptions des ambassadeurs de France et d'Autriche, pour écouter les propos tenus et deviner les intrigues possibles. (Le rapport des *fidèles* reproduit dans le *Journal du Conclave* est un des documents les plus curieux qui soient.)

Les sages enfin obtenaient qu'une lettre d'observation serait adressée au nonce à Paris au nom du Sacré Collège pour lui recommander « de ne pas prêter si facilement l'oreille aux insinuations qui tendaient à troubler la paix d'un royaume étranger », et pour lui rappeler « qu'il devait être très circonspect dans ses discours envers des hommes fougueusement imprudents. »

Mais le résultat final, chargé de graves conséquences générales, restait longtemps incertain au hasard des influences contradictoires. A mesure que les jours, que les semaines passaient, sans amener encore de solution, au dehors des bruits circulaient amplifiés. Déjà les journaux, de France et d'ailleurs, les interprétaient à tort et à travers.

Chateaubriand, bien entendu, subissait avec fièvre le contre-coup de ces agitations. La situation s'était, pour lui, vite révélée compliquée et délicate. Il ignorait quels étaient les candidats que le ministère français était, de préférence, désireux de voir réussir. Il ignorait les dispositions exactes du conclave. Il savait seulement que, de toute façon, on ne manquerait pas de lui reprocher une maladresse,

que ses ennemis, toujours acharnés à lui nuire, ne manqueraient pas de tourner contre lui tous les événements, si peu que ce soit douteux. Mais il savait aussi qu'un succès de sa part servirait, avec son propre prestige, l'autorité du cabinet. D'ailleurs il aimait instinctivement la lutte. Malgré sa lassitude, encore une fois, il allait combattre, briller, se dépenser de toutes façons.

Tout d'abord, pour éclairer le cabinet de France, pour lui permettre de prendre parti, il exposait la situation du conclave dans une série de dépêches longues et pressantes dont il s'est montré, non sans quelque raison, assez fier, et qui sont en effet de curieux et rares chefs-d'œuvre de littérature diplomatique. Car une fois de plus, prenant son rôle avec passion, il multipliait à plaisir les informations de toute sorte, il faisait jouer tous les ressorts de son esprit toujours en mouvement.

Tantôt, comme il convenait à son rôle d'informateur, il tenait son gouvernement minutieusement au courant des faits et gestes de la cour auprès de laquelle il était accrédité. Il exposait avec soin et précision les conditions dans lesquelles le conclave allait s'ouvrir.

Puis tout à coup, entraîné par quelque incident, il échappait au détail des événements du jour, il découvrait de vastes perspectives, où sa puissante imagination historique laissait entrevoir une fois de plus l'homme d'action lucide qui se cachait en lui derrière le blasé dilettante qu'on feint de voir seulement en lui d'ordinaire : « Il y « aurait, écrivait-il alors, des choses immenses à faire aujourd'hui « pour le Saint-Siège : la réunion des sectes dissidentes, le raffermis-
« sement de la société européenne, etc. Un pape qui entrerait dans
« l'esprit du siècle et qui se placerait à la tête des générations éclai-
« rées pourrait rajeunir la papauté. »

Mais aussitôt il revenait prudemment au terre à terre : il savait que « ces idées ne pénétraient pas dans les vieilles têtes du sacré collège » et, avec un cynisme affecté de vieux diplomate, il analysait les intrigues qui, en réalité, préparaient l'élection : « Ce n'est pas, disait-il, « de l'intérêt général de la chrétienté que sortent les papes, mais de
« l'intérêt particulier des individus et des familles qui cherchent dans
« l'élection du chef de l'Église des places et de l'argent... Les cardi-
« naux arrivés au bout de la vie ne cherchent qu'à se transmettre
« une espèce de royauté élective qui expire tous les quatre ou cinq
« ans avec eux. »

Comme il fallait bien, de temps en temps, pour piquer l'attention du lecteur, une phrase à effet, il ajoutait aussi : « Assis sous les doubles ruines de Rome, ils n'ont l'air de n'être frappés que de la puissance de la mort et de n'aspirer qu'à cette puissance. »

Et prudemment, pour le cas où l'élu du conclave se trouverait hostile à la France, il déclarait : « Au surplus, je suis persuadé que tous les ambassadeurs de la terre ne font rien à l'élection d'un souverain pontife. »

Ceci dit pourtant, il agissait comme si, en réalité, il pouvait beaucoup. Il lui fallait des instructions pour savoir quel candidat il devait soutenir ; et comme le ministère, il ne l'ignorait pas, manquait de données pour prendre parti, il multipliait les détails précis. Il passait en revue les principaux candidats et il traçait de chacun d'eux un portrait à grands traits : « Le cardinal Guistinani est le candidat de la noblesse romaine. Il a pour neveu le cardinal Odescalchi, et il aura vraisemblablement un assez grand nombre de voix. Mais d'un autre côté, il est pauvre, il a des parents pauvres, et Rome craindrait les besoins de cette indigence.

« Le cardinal Grégorio serait un pape convenable. Quoique rangé dans le nombre des zelanti, il n'est pas sans modération.

« Le cardinal Capellari est un homme docte et capable ; il sera repoussé, dit-on, par les cardinaux comme trop jeune, et comme moine, et comme étranger aux affaires du monde. »

Il précisait que les candidats favorables aux Jésuites étaient : Giustiniani, Odescalchi et Bertazzoli ; que ceux qui étaient contraires aux jésuites étaient : Zurla, Gregorio, Guiereri, Bernetti, Capellari, Micara. Il ajoutait que d'ailleurs d'autres cardinaux, auxquels on ne pensait pas d'abord, avaient peut-être des chances, entre autres Castiglioni, Bernetti, etc...

Il rappelait enfin que, du temps où il était aux Affaires étrangères, lors de l'élection de Léon XII, il avait lui-même écrit au duc de Laval, alors ambassadeur : « Ce qui nous importe d'obtenir, c'est un pape qui soit, par ses inclinations, indépendant des autres puissances ; c'est que ses principes soient sages et modérés et qu'il soit ami de la France. » Et il demandait : « Dois-je suivre comme ambassadeur l'esprit de ces anciennes instructions que je donnais comme ministre ? (1). »

Puis, en attendant les instructions du ministère, il se mettait en campagne ; il faisait avec éclat célébrer un service à Saint-Louis des Français, il se mettait en rapport avec des émissaires sûrs qui, malgré le secret officiel du conclave, le tiendraient au courant des scrutins et des intrigues intérieures ; et en même temps, par l'intermédiaire de Mme Récamier, il transmettait à Bertin des instructions

(1) Toutes les citations qui précèdent sont extraites de la dépêche de Chateaubriand à La Ferronnays, du 17 février 1829. Archives des Affaires étrangères.

pour plaider habilement en sa faveur dans les journaux de Paris.

Trois affaires surtout allaient le préoccuper : 1^o le discours qu'il devait prononcer devant le conclave ; 2^o l'attitude à adopter devant les cardinaux français ; 3^o la lutte à entreprendre contre les intrigues du cardinal Albani.

L'usage était que chacun des représentants des grandes cours prononçât au nom de son gouvernement deux discours devant le Sacré Collège assemblé. Le premier, appelé par Chateaubriand le discours confidentiel, était une simple formalité de politesse, par laquelle, avant l'ouverture du conclave, l'ambassadeur présentait ses hommages aux cardinaux. Le second avait plus de portée. Une fois les opérations du conclave commencées, au travers d'une porte fermée, dans laquelle un étroit orifice était pratiqué, chacun des principaux ambassadeurs venait, en grande pompe, à quelques jours d'intervalle, exprimer les vœux politiques de son gouvernement, et un des cardinaux lui répondait au nom de l'assemblée.

Chateaubriand tenait à faire de son discours une sorte de manifeste. Il l'avait longuement préparé ; le jour où il devait le prononcer il se rendait au palais du conclave en pompeux cortège, entouré de toute sa légation. Aussitôt après la cérémonie il se hâtait de proclamer qu'il avait remporté un grand succès ; il adressait le texte de son discours aux journaux de Paris en insistant auprès de Mme Récamier pour que Bertin, dans les *Débats*, en fit ressortir tous les mérites, et pendant plusieurs jours, dans chacune de ses lettres, il multipliait à ce sujet les recommandations et les avis.

En même temps, la prochaine arrivée à Rome des cardinaux français le préoccupait : « Les cardinaux français qui arrivent peuvent tout perdre, écrivait-il le 6 mars. Ils sont ennemis et jésuites. Je ne sais comment je vais me dépêtrer de toutes les intrigues qui m'environnent. » Il savait, en effet que les ultras comptaient sur eux ; il savait que le cardinal de Clermont-Tonnerre, en particulier, « ce petit vieillard brouillon, » comme il l'appelait un jour d'impatience, avait déjà manifesté de façon éclatante son hostilité aux ordonnances de l'année précédente ; et les journaux d'extrême droite annonçaient qu'à titre de manifestation, lors de leur arrivée à Rome, ni lui, ni ses collègues ne descendraient, comme c'était l'usage, à l'hôtel de l'ambassade.

Un tel geste, Chateaubriand ne l'ignorait pas, serait considéré comme une injure pour lui et une atteinte à son prestige. Il s'était aussitôt mis en campagne. Tout d'abord il avait insisté auprès du gouvernement pour qu'on ne laissât pas venir les cardinaux à Rome. Mais ses instances avaient été vaines : « Je croirais même, écrivait-il,

à un dessein de m'apporter des entraves si, d'un côté, je ne connaissais la faiblesse des hommes, et, de l'autre, si je n'avais la certitude que les ministres sont aussi effrayés que moi » (1).

Alors, faisant contre fortune bon cœur, lui qu'on accuse d'être si cassant avait adopté une autre méthode : « Il s'agissait, écrivait-il, le 10 mars, de bien persuader aux ennemis de notre pays que les cardinaux français n'arrivaient pas avec des vues contraires aux instructions que j'avais reçues. » Il allait pompeusement les accueillir aux portes de la ville ; il se faisait avec eux souple et insinuant, il les flattait, il leur faisait si adroitement la cour qu'il les décidait tous, même le fougueux cardinal de Clermont-Tonnerre, à accepter son hospitalité ; il les installait somptueusement à l'ambassade, il les entourait de prévenances, et il avait l'agréable surprise de les trouver beaucoup mieux disposés à son endroit qu'il ne l'avait prévu.

Le cardinal de Clermont-Tonnerre lui-même se montrait très aimable, « très décidé à suivre ses instructions ». Et, le 12 mars, il pouvait écrire avec fierté : « Tous nos cardinaux arrivent successivement ; je les loge tous. Cette union va bien désappointer les furibonds de *la Gazette*. Il est certain qu'ils comptaient sur des divisions longtemps annoncées, et ils m'ont fait passer de bien mauvaises nuits. »

Mais ce n'était pas tout ; il restait encore le plus gros point noir : les intrigues du cardinal Albany. Chateaubriand savait qu'Albany était en quelque sorte le chargé d'affaires de l'Autriche au conclave ; il savait qu'il était ambitieux, obstiné, qu'il faisait peur à ses collègues. Chaque jour, par les bulletins des émissaires qui le renseignaient sur les négociations du conclave, il suivait les progrès de son influence ; il redoutait son élection possible qui serait considérée comme un échec pour la France et par suite pour lui-même ; mais, aussi, il se savait sans grands moyens pour contrecarrer les manœuvres qui se poursuivaient au sein du conclave. Il ne possédait qu'une arme : l'exclusive. Mais donner l'exclusive à l'un des candidats était une mesure grave, exceptionnelle ; il n'avait pas d'instructions de son gouvernement à ce sujet. Il risquait, en intervenant, d'être accusé d'outrepasser ses pouvoirs, de scandaliser, comme il le dit dans ses *Mémoires*, « tous les hommes d'État à domicile, tous les chefs de division, tous les premiers commis, tous les copistes aux Affaires étrangères. » Et quand, enfin, il se décidait, il se demandait avec inquiétude comment sa démarche serait interprétée.

Ce n'était pas tout. Pendant qu'il se débattait au milieu des affaires du conclave, d'autres préoccupations de toutes sortes le poursuivi-

(1) Lettre à Mme Récamier, du 6 mars.

vaient. A Paris, il le savait, les négociations pour le remplacement de La Ferronnays continuaient ; le ministère qui se débattait à la recherche d'une majorité se trouvait, pour les projets de loi qu'il avait déposés, en difficulté avec les Chambres ; et, de loin, Chateaubriand s'impatientait de son impuissance.

Lui-même souffrait du climat de Rome. Plus que jamais ses crises de rhumatisme le tourmentaient et, parfois, écrit-il le 16 mars, le jetaient « dans un anéantissement complet. » Mme de Chateaubriand de son côté, sans cesse malade à son ordinaire, accablée des embarras imprévus pour elle d'une grande maison à tenir, « faisait des scènes pour les domestiques » (1).

D'ailleurs, il attendait toujours du ministère des instructions précises qui ne venaient pas ; et pendant ce temps-là les journaux d'extrême droite, *la Gazette de France* en tête, continuaient sans se lasser à l'attaquer, à multiplier à son sujet les accusations les plus injustes et à l'accabler de la plus lourde et de la plus blessante ironie.

Tantôt, de jour en jour, on continuait à annoncer qu'il avait demandé un congé, qu'il était en route pour rentrer à Paris ; une autre fois, on consacrait deux numéros, ceux du 24 et du 25 mars, à faire une parodie de son discours au conclave ; tantôt on laissait entendre que M. de Blacas, l'ambassadeur à Naples, connaissait beaucoup mieux que lui la situation du Vatican. D'ailleurs, sous des prétextes variés, divers agents plus ou moins qualifiés venaient à Rome prendre le vent, chercher à l'ambassade d'Autriche des histoires sur Chateaubriand à transmettre à *la Gazette*. (L'ambassadeur d'Autriche, dans sa correspondance avec son gouvernement, note en particulier la venue à Rome de M. de Sesmaisons, conseiller à l'ambassade de France à Vienne, que l'on supposait envoyé par le duc de Laval, avide de garder contact avec le monde romain.)

Aussi, à mesure que le temps passait, avec sa nervosité habituelle, agacé de tant d'ennuis contradictoires, il passait par de violentes crises d'angoisse : « Vingt fois par jour, écrit-il à Mme Récamier le 19 mars, je passe de l'anxiété à l'espérance. » Il se grossissait les périls ; sa responsabilité et la crainte d'échouer l'obsédaient : « Rien ne m'a donné autant d'inquiétudes et de soucis que ma position actuelle, écrivait-il, le 15 mars, dans une dépêche à son ministre (2). » Et il était tellement impatienté ce jour-là que, dans sa dépêche officielle, il déroulait avec la verve la plus irrespectueuse, mais aussi la plus vivante, un étonnant tableau des intrigues du Sacré Collège : « Il faut,

(1) Lettre à Mme Récamier, du 17 février.

(2) Archives des Affaires étrangères.

« écrivait-il, que j'agisse sur un corps invisible enfermé dans une prison dont les abords sont strictement gardés. Je n'ai ni argent à donner, ni places à promettre. Les passions caduques d'une cinquantaine de vieillards ne m'offrent aucune prise sur elles. J'ai à combattre la bêtise dans les uns, l'ignorance du siècle dans les autres, le fanatisme dans ceux-ci, l'astuce dans ceux-là, dans presque tous l'ambition, l'intérêt, les haines politiques ; et je suis séparé par des murs et par des mystères de l'assemblée où fermentent tant d'éléments de division. A chaque instant la scène varie, tous les quarts d'heure des rapports contradictoires me jettent dans de nouvelles perplexités. »

Il avait des moments de complet abattement : « Je n'ai jamais, écrivait-il le 14 mars, eu tant d'embarras politiques dans ma vie, tant d'inquiétudes et de soucis. »

Mais aussi, il était trop intelligent pour ne pas se juger lui-même, et pour ne pas remettre au point : « Au surplus, écrivait-il le 24 mars, je suis comme les gens qui ont une idée fixe et qui croient que tout le monde n'est occupé que de cette idée. Et pourtant, à Paris, qui pense au conclave ? Quand le duc de Laval m'écrivait aussi ses soucis, tout occupé de la guerre d'Espagne, je disais en recevant ses dépêches : « Ah ! bon Dieu, il s'agit bien de cela. » Portalis doit me faire subir aujourd'hui la peine du talion. »

Alors il se secouait, il s'efforçait de reprendre confiance : « Allons, allons, du courage, écrivait-il le 21 mars ; encore un mois et mes perplexités seront finies. Il s'en allait, « entre deux scrutins », visiter dans quelque église le tombeau du Tasse ; et tout à coup au retour, de nouveau, comme dans ses meilleurs jours, sa fraîcheur d'imagination une fois de plus reparaissait ; et oubliant pour un moment la politique, il écrivait à Mme Récamier (1) : « Hé bien, belle dame, j'ai raison de vous. Je suis allé hier, entre deux scrutins et en attendant un pape, à Saint-Onuphre. Ce sont bien deux orangers qui sont dans le cloître, et point un chêne vert. (Cette phrase était la suite d'une discussion avec Mme Récamier qui avait visité le même cloître pendant son voyage à Rome en 1824.) Je suis tout fier de cette fidélité de ma mémoire. J'ai couru presque les yeux fermés à la petite pierre qui recouvre votre ami. (Mme Récamier affectait une grande admiration pour le Tasse). Je l'aime bien mieux que le grand tombeau qu'on va lui élever. Quelle charmante solitude. Quelle admirable vue. Quel bonheur de reposer entre les fresques du Dominiquin et celles du Vinci... Vous a-t-on laissé pénétrer dans l'intérieur du couvent ?

(1) Lettre du 21 mars.

Avez-vous vu dans un long corridor cette tête ravissante, quoique à demi effacée, d'une madone de Léonard de Vinci?... »

Enfin le 31 mars, après plus d'un mois de conclave au cours duquel près d'une dizaine de candidatures avaient été proposées, le cardinal Castiglioni était élu pape par 47 voix sur 50 votants.

Chateaubriand aussitôt poussait un cri de joie : « Victoire enfin, écrivait-il le même jour à Mme Récamier. J'ai, après bien des combats, un des papes que j'avais mis sur ma liste. C'est le cardinal Castiglioni, sous le nom de Pie VIII, le cardinal même que je portais à la papauté en 1823, lorsque j'étais ministre, celui qui m'a répondu dernièrement au conclave de 1829, en me donnant de si grandes louanges. Castiglioni est modéré, antijésuite, favorable aux ordonnances et tout dévoué à la France. Enfin, c'est un triomphe complet. » Et il ajoutait : « Je suis certain que le conclave, avant de se séparer, a ordonné d'écrire au nonce à Paris pour lui dire d'exprimer au roi la satisfaction que le Sacré Collège a éprouvée de ma conduite. Que dira la *Gazette*? »

Il se hâtait d'annoncer l'élection à son gouvernement. Il pria aussi Mme Récamier d'appeler sans tarder Bertin et Keratry, (le directeur du *Courrier*) pour leur faire comprendre et les inviter à faire comprendre à leurs lecteurs l'importance du succès obtenu.

Il allait maintenant pouvoir prendre un congé, revenir à Paris ; il allait revoir Mme Récamier « après six mortels mois d'absence » ; il allait aussi, pour le cas où on penserait encore à l'appeler au ministère, rentrer dans la lutte avec des atouts nouveaux ; car, disait-il le 2 avril, « j'arrive en faisant chanter mes louanges aux oreilles du roi par le conclave et par nos cinq cardinaux même qui m'avaient été envoyés pour me combattre. »

Sans doute aussitôt une première déception venait, pour un moment, modérer son enthousiasme. Deux jours après l'élection du pape on apprenait que celui-ci prenait pour secrétaire d'État, Albany, le cardinal même que Chateaubriand avait tant craint de voir élire, et le bruit courait que cette nomination était une compensation accordée à l'Autriche pour la dédommager du choix d'un pape favorable à la France (1).

Bien vite, pourtant, Chateaubriand se rassurait. Même si la nomination d'Albany était un dédommagement à l'Autriche, ce dédommagement était faible, puisqu'un secrétaire d'État est amovible. Chateaubriand, d'ailleurs, ne s'était pas contenté d'une telle garantie. Au pape d'abord, à Albany ensuite, dès les premières audiences que

(1) Voir *Journal du Conclave*.

l'un et l'autre lui avaient accordées, il avait demandé des assurances plus précises. Et Pie VIII d'une part, en le priant « de mander au roi qu'il ne fallait chercher à sa détermination aucune intention politique », lui avait déclaré en outre : « C'était seulement pour moi affaire de cœur et de reconnaissance. Ma famille doit tout à celle du cardinal Albani... Au surplus, je suis le maître et c'est ma volonté qui sera faite ; » cependant qu'Albani de son côté lui disait : « Je sais bien que mes liens de famille, la faveur dont je jouis à la cour de Vienne, les derniers rapports que j'ai eus avec cette cour, ont fait crier à l'Autrichien. Mais je suis maintenant le ministre du pape, et l'homme de mon pays... Mettez-moi à l'épreuve. Quel intérêt ai-je à me mêler de votre charte et de vos disputes théologiques? Je n'y entends rien : ceux qui s'adresseraient à moi s'en trouveraient mal. Je les renverrais à votre roi et à ses ministres. » Et Chateaubriand, racontant la scène dans une dépêche à son ministre, ajoutait (1) : « Je crois le cardinal Albany sincère. Ma conviction vient, non de « ses qualités, puisqu'il faut le dire, mais de ses défauts. Les hommes « démentent moins leurs vices que leurs vertus. Le cardinal Albany « est d'une indifférence profonde en matière religieuse. Il n'est pas « prêtre, il a même songé à quitter la pourpre et à se marier ; il « n'aime pas les ecclésiastiques ; les Jésuites le fatiguent par le bruit « qu'ils font ; il est paresseux, gourmand, grand amateur de toutes « sortes de plaisirs. Ce vieillard de quatre-vingts ans veut mourir en « paix et en joie : il sent que sa réputation d'Autrichien est la seule « chose qui l'expose au péril d'une chute et il fera ses efforts pour « conquérir les bonnes grâces de la France. »

Une fois encore, Chateaubriand croyait avoir retrouvé la paix. Il allait maintenant, pensait-il, prendre un congé, il allait pouvoir revenir à Paris paré du prestige de son succès à Rome ; il escomptait avec confiance des éloges du gouvernement pour sa conduite pendant le conclave. Il écrivait à Mme Récamier : « Dans huit jours nous aurons Pâques, dans quinze jours mon congé. Et puis vous. Tout disparaît dans cette espérance. »

En attendant, il profitait sans arrière-pensée des derniers temps de ce premier séjour en qualité d'ambassadeur. Il assistait tout rasséréné aux incomparables offices de la semaine sainte et aux cérémonies du couronnement pontifical. Tandis qu'il considérait à la chapelle Sixtine, à genoux au pied de l'autel, au milieu des fresques de Michel-Ange, tous les cardinaux, tous ces vieillards dont il avait suivi, pendant un mois, les petites intrigues à travers les portes fermées du

(1) Le 4 mai 1829.

conclave, le contraste lui faisait brusquement sentir, avec une force nouvelle, la grandeur de la religion catholique, « l'idée d'un Dieu mourant sur la croix pour racheter les crimes et les faiblesses des hommes, Rome et tous ses souvenirs sous les voûtes du Vatican ».

Une fois de plus, comme toujours, lorsque le spectacle de la grandeur le transportait, il s'émouvait : « C'est une belle chose que Rome écrivait-il, le 15 avril, pour tout oublier, pour mépriser tout et pour mourir. » Il rêvait ; il songeait à se fixer définitivement à Rome. Après son congé, il reviendrait avec Mme Récamier. Déjà il faisait des projets pour une installation durable, il négociait l'achat du petit palais Caffarelli au Capitole (1) d'où il pourrait contempler un panorama immense. Il avait repris ses promenades solitaires dans la campagne, ses fouilles et ses visites. Il faisait entre autres à ce moment la connaissance d'Hortense Allard. Il échangeait des lettres aimables avec le cardinal Fesch, l'oncle de Napoléon, avec lequel il avait eu jadis des rapports si tendus, quand, sous le Consulat, il avait débuté comme secrétaire d'ambassade, mais qui s'était, estimait-il, bien conduit pendant le conclave, et qu'il espérait décider un jour, par de bons procédés, à démissionner de l'archevêché de Lyon.

Enfin, pour célébrer dignement la fin de son séjour, il préparait en l'honneur de la grande-duchesse Hélène de Russie, de passage en Italie, une fête qu'il voulait somptueuse et digne de Rome.

Quittant pour un jour son palais, un peu triste, du Corso il avait décidé de recevoir à la villa Médicis dont les jardins, disait-il, « sont déjà à eux seuls une parure, » et qui, au sommet du Pincio, au-dessus des escaliers monumentaux de la Trinité du Mont dominant Rome entière avec ses palais et ses ruines, « comme un vieux nid d'aigles abandonné, » offrait, lui semblait-il, un encadrement magnifique. Il avait, en l'honneur de ses hôtes, préparé des divertissements de toutes sortes, un banquet sur la terrasse, de la musique dans les bosquets, des danses du pays, une improvisatrice, des proverbes, et enfin le lancer de quatre ballons dont trois décorés aux armes de France et le quatrième, le plus grand, orné du chiffre de la grande-duchesse. Il s'était assuré longtemps à l'avance (2) le concours des artistes les plus en vogue, Mme Boccabadati et M. David, du théâtre Valles comme chanteurs, et comme improvisatrice Rosa Taddei, membre de l'Académie tibérine et bergère d'Arcadie. Le jour de la cérémonie, le 28 avril, une brusque bourrasque avait failli déranger l'ordre du spectacle. Mais le mal avait bientôt été

(1) Lettre à Marcellus, du 29 avril. Voir MARCELLUS, *Chateaubriand et son temps*.

(2) Dès le 29 octobre 1828. Mme DURRY, *Ouv. cité*.

réparé. La table du banquet, au lieu d'être dressée sur la terrasse, avait été installée à l'intérieur du palais, la représentation donnée dans la grande salle. Et tandis que les invités, si l'on en croit le compte rendu enthousiaste des *Notizie del giorno* (1) s'émerveillaient « de cette fête magnifique et d'un genre absolument neuf pour la ville », lui-même, contemplant au milieu des bosquets « les groupes qui se jouaient dans les rafales au son de la musique de Rossini et les femmes dont les voiles tourmentés battaient leurs visages et leurs cheveux, « il sentait, disait-il, « je ne sais quelle gaieté ironique à voir un souffle du ciel emporter mon or d'un jour et mes joies d'une heure ».

Puis, le soir, pour calmer l'espèce d'enivrement qui, disait-il, « lui était malgré son âge monté à la tête en voyant rassemblées dans ses jardins, avec les descendantes des Paula et des Cornélie, les beautés venues de Naples, de Florence et de Milan, et dont la princesse Hélène semblait la reine », il allait rafraîchir son front à la place solitaire de Saint-Pierre, et songeant « que ses belles invitées qui s'étaient enfoncées tout le jour parmi les fleurs, les concerts et les lustres de ses galeries, au bout de la route tomberaient dans ces sépulcres toujours ouverts à Rome, dans ces anciens sarcophages qui servent de bassin à des fontaines suspendues à des portiques, » (2) il reprenait sa plume et il improvisait une sorte de méditation lyrique où il se plaisait à dérouler une fois de plus, après tant d'autres, l'éternelle et voluptueuse antithèse de la grâce fragile des femmes et de l'immobile majesté des ruines.

Sans doute, la page qu'il devait insérer plus tard dans ses *Mémoires* manque par moment de simplicité et de naturel. Il restait un peu prisonnier de son besoin de terminer pompeusement ses périodes, prisonnier aussi du type et du modèle de vie que les circonstances lui avaient imposées. L'ensemble du récit pourtant garde tout de même une sorte de fraîcheur sans amertume et presque joyeuse. Adapté enfin au rôle nouveau qu'il s'était choisi, il retrouvait dans son imposante retraite une sorte de sérénité qui ne manquait pas de grandeur.

Par malheur, une fois encore un brusque changement de face allait tout bouleverser, les déceptions en foule allaient retomber sur lui et bousculer, une fois encore, tous ses projets et tous ses rêves.

Il attendait avec quelque confiance des éloges pour l'élection du pape, pour sa conduite à Rome ; ses ennemis même, pensait-il, allaient être obligés, cette fois, de reconnaître qu'il s'était tiré à son avantage d'une situation difficile, et peut-être osait-il, malgré sa défiance,

(1) Numéro du 30 avril, reproduit à Paris par *le Moniteur* du 15 mai.

(2) *M. O.-T.*, V, 197.

espérer, le gouvernement allait-il, d'une façon ou de l'autre, lui témoigner sa satisfaction. Au lieu de cela, dès que les journaux de Paris lui arrivaient, c'était pour lui révéler coup sur coup qu'aucune des haines, aucune des jalousies qui le poursuivaient n'avaient renoncé.

La Gazette d'abord, avec sa mauvaise foi habituelle, avait commencé. Quand elle avait appris l'avènement de Pie VIII, elle n'avait pu dire à ses lecteurs que le choix était mauvais ; elle-même, en effet, quelques jours plus tôt, avait fait pompeusement l'éloge du cardinal Castiglioni à un moment où elle ne prévoyait pas son élection et où elle avait pensé pouvoir interpréter dans un sens hostile à Chateaubriand la réponse qu'il avait été chargé de faire devant le conclave au discours de l'ambassadeur.

Elle n'en déclarait pas moins, avec assurance, que l'élection était un échec pour Chateaubriand, et elle écrivait le 5 avril : « Nous sommes informés que l'ambassadeur de France travaillait à faire élire le cardinal Zurla qui n'a pas obtenu une seule voix. »

Comme le lendemain les *Débats* avaient répondu en faisant remarquer que le cardinal Castiglioni avait été déjà soutenu par la France au conclave de 1823, quand Chateaubriand lui-même était ministre, loin de s'incliner, elle ergotait : « Nous voyons, écrivait-elle le 11, que « le cardinal Castiglioni a été porté par la France au conclave de 1823, « lorsque M. de Chateaubriand était ministre des Affaires étrangères, « mais est-ce une raison de conclure qu'en 1829 ce choix fût encore « conforme aux sentiments et aux vœux particuliers du même « homme? Ministre d'une autre époque, M. de Chateaubriand n'appartient-il pas à la politique autant qu'à la religion progressive? »

Elle ne s'en tenait pas aux interprétations fantaisistes, elle inventait les nouvelles les plus inexactes pour donner du poids à ses commentaires ; et bien que Chateaubriand n'eût pas quitté son poste, elle ajoutait : « Du reste, tout ce qu'assure le *Journal des Débats* est complètement démenti par le *Constitutionnel*. Une lettre particulière, dit cette feuille, assure que l'ambassadeur est parti et qu'il a été reçu avec beaucoup d'indifférence par le cardinal secrétaire d'État lorsqu'il est allé prendre congé. »

Son article du 9 était le plus perfide. Ce jour, elle avait écrit : « Si « les dispositions d'un ambassadeur pouvaient influencer sur l'élection d'un souverain Pontife on serait en droit de croire que l'élection de Pie VIII aurait été le résultat des dispositions de M. le duc « de Blacas et des dispositions des cardinaux français plutôt que le « produit des combinaisons extérieures de M. de Chateaubriand, « étranger au conclave et sans crédit sur le Sacré Collège, ainsi que

« vient de le manifester assez clairement la promotion du cardinal Albani. »

Rien ne pouvait plus blesser Chateaubriand. Blacas, ambassadeur à Naples, était en effet, il ne l'ignorait pas, avec l'ambassadeur d'Autriche, un de ceux dont les commentaires perfides avaient alimenté la campagne de ses ennemis contre lui. Blacas, en outre, représentait à ses yeux le type de ces diplomates compassés, solennels et vides, qu'il détestait le plus. Le lui opposer était à soi seul une insulte.

En même temps que les numéros de *la Gazette* arrivaient à Rome les nouvelles des derniers événements politiques de Paris, et ceux-là non plus n'étaient pas faits pour satisfaire Chateaubriand.

A la Chambre, les amis de Villèle venaient de jouer un vilain tour au ministère : à propos du vote d'un amendement, ils s'étaient à l'improviste unis à la gauche, ils avaient mis le cabinet en minorité, et celui-ci, désarmé, avait brusquement retiré le projet de loi sur l'organisation des communes et des départements qui, posant le principe d'une réforme décentralisatrice, était à ce moment considéré comme un des plus importants de la session.

Cet échec, que l'on n'attendait pas, venait de faire un tort nouveau au prestige déjà si faible des ministres.

En Grèce, en même temps, les hésitations continuaient. Enfin, le congé de trois mois accordé à La Ferronnays ayant pris fin sans que ce dernier fût assez remis pour être en mesure de reprendre ses fonctions, il avait fallu rouvrir, une fois de plus, les négociations pour trouver au portefeuille des Affaires étrangères un titulaire définitif. Or, après avoir encore remis dans la balance Chateaubriand, Rayneval et toute une série d'autres, après de nombreuses hésitations, on s'était décidé à offrir le portefeuille au duc de Laval, solution qui, politiquement, était sans valeur, mais qui avait le seul avantage de mettre Chateaubriand dans l'embarras.

Le duc de Laval en effet, l'ambassadeur à Vienne qui, sans doute, était un fort honnête et galant homme, possédait un beau nom et ne manquait pas d'esprit, ne s'était jamais mêlé à la politique active, était bègue, et n'était pas homme à pouvoir au Conseil, ni devant les Chambres, renforcer le cabinet. Seulement, il était ami de Mme Récamier, Chateaubriand avait toujours eu avec lui de bons rapports et ne pouvait, par conséquent, manifester publiquement son mécontentement d'une telle nomination ; et les ministres secrètement étaient tout heureux du bon tour qu'ils jouaient ainsi à l'homme qu'ils redoutaient.

Puis, tout fiers de leur audace, maintenant qu'ils estimaient avoir moins besoin de le ménager, ils avaient redoublé ; le ton officiellement

aimable des dépêches qu'ils lui avaient jusque-là adressées changeait tout à coup : au lieu des éloges qu'il espérait de sa conduite pendant le conclave, il ne recevait que des reproches. De toute l'affaire, le ministère ne retenait qu'une chose, la nomination d'Albani : « Ce dernier événement, auquel nous étions loin de nous attendre, écrivait Portalis le 8 avril, produit généralement ici une impression peu favorable. »

En vain, Chateaubriand avait répondu par avance en envoyant, pour expliquer la nomination, le journal du conclave qu'il s'était procuré, et en racontant sa première entrevue avec le nouveau secrétaire d'État. En vain quelques jours plus tard il s'était efforcé de montrer que, de toutes façons, il était facile d'empêcher Albani d'être dangereux, et il avait écrit (1) : « Au reste, il y a un moyen sûr de « trancher la question si le gouvernement croyait avoir quelque « chose à craindre du secrétaire d'État actuel : c'est de retirer « l'ambassadeur du roi à Rome et de n'y laisser qu'un chargé d'affaires. Je suis persuadé, monsieur le comte, que cette démarche « amènerait la retraite du cardinal Albani. Mais en la faisant, il faudrait être bien déterminé à la poursuivre jusqu'au bout et en « adopter les dernières conséquences. Dans mon opinion particulière, « en considérant les choses de plus haut, le cardinal Albani ne « peut rien et ne fera rien, à moins que la France ne sente pas sa « force et ne se résigne à subir sans vergogne tout ce qu'il plairait « à l'Autriche de faire dans les légations ou dans le royaume de « Sardaigne. Mais enfin, si le cardinal Albani donnait au gouvernement la plus légère inquiétude, j'offre ici un moyen assuré de « s'en délivrer. » Mais ses raisonnements n'avaient pas convaincu le ministère. La réponse qu'il recevait le 7 mai, datée du 25 avril, était plus dure encore que la première.

Elle détaillait, elle grossissait tous les inconvénients qui pouvaient résulter de la nomination d'Albani ; elle refusait d'admettre aucune des explications de Chateaubriand ; le cardinal Albani peut bien, assurait Portalis, avoir renoncé par écrit à ses liaisons avec la cour de Vienne. « Mais cette abjuration, disait-il, ne signifie rien, ne modifie en rien les affections, les habitudes et les vues de celui qui l'a signée. »

Portalis continuait en blâmant tout de la conduite de Chateaubriand pendant le conclave. Il lui reprochait l'exclusive confiée au cardinal de Clermont-Tonnerre ; il lui reprochait de ne pas avoir manœuvré d'accord avec l'ambassadeur d'Espagne. Puis, brusquement, sans com-

(1) Dépêche du 28 avril 1829. Affaires étrangères.

mentaires, il ajoutait : « La santé de M. le comte de La Ferronnays
« l'ayant mis dans l'impossibilité de reprendre le portefeuille des
« Affaires étrangères, le roi a accepté, avec regret, sa démission
« et a nommé, pour le remplacer, M. le duc de Laval-Montmorency,
« son ambassadeur à Vienne. L'ordonnance qui a consacré cette
« décision a été rendue hier et se trouve aujourd'hui dans *le Moni-
« teur*. »

Toutes ces nouvelles, arrivant l'une sur l'autre, replongeaient brusquement Chateaubriand dans ses angoisses. Les mauvais procédés de ses adversaires, les attaques injustes des journaux l'avaient agacé. Les fautes, les maladroites du gouvernement l'avaient irrité. Il soulignait avec amertume l'oubli, l'abandon où on le laissait. Puis, quand il avait vu la crise ministérielle se rouvrir, il s'était demandé si cette fois enfin, il allait obtenir un portefeuille. Ne sachant s'il devait le souhaiter, ne croyant guère à ses chances, il s'était demandé s'il devait, comme il en avait eu l'intention, revenir dès maintenant en congé où s'il valait mieux attendre. Tantôt il voulait tout abandonner, renoncer une fois pour toutes à la politique, tantôt il estimait plus sage et plus digne de rester à son poste. De nouveau l'homme résigné, apaisé que nous avons vu quelques jours plus tôt faisait place à l'homme tourmenté qui se rongait et voyait tout en noir : « Encore
« une fois, écrivait-il le 30, qu'irais-je faire à Paris? Quémander
« un ministère dont je ne me soucie nullement, et au milieu d'une
« troupe d'amis qui font mille sottises, qui seront opposés à mon
« système de politique extérieure et intérieure aussitôt que j'aurai
« un portefeuille, qui sont devenus Turcs après avoir été Grecs,
« qui perdent une loi de liberté par humeur et par amour-propre.
« Et si je n'obtiens pas, moi présent, ce ministère, quel plat rôle
« jouerai-je? Laissons donc dormir mon congé. »

« Deux jours après il ajoutait : « Je suis blessé de toutes ces mé-
« diocrités qui semblent me disputer ce que je ne demande pas du
« tout et que l'on pèse avec moi dans la même balance. En vérité,
« ils m'apprendront peut-être ce que je vaudrais à force de me me-
« surer à leur taille. J'attends. Puisse le ciel me rendre à vous, et
« que j'en finisse avec cette carrière politique où l'on a autant à
« craindre ses amis que ses ennemis. »

Peut-être, s'il ne partait pas lui-même tout de suite, Mme de Chateaubriand, que les affaires de son infirmerie réclamaient, pourrait-elle le précéder. Mais cette solution ne serait-elle pas elle aussi mal interprétée? N'offrirait-elle pas des inconvénients? Il ne savait que décider : « Il y a de quoi devenir fou, disait-il. » Enfin, le 7, il apprenait par les journaux la nomination du duc de Laval; il recevait

en même temps la lettre blessante de Portalis. Alors, brusquement, il se révoltait. Cette fois il en avait assez ; son parti était pris. A Mme Récamier, il écrivait avec une fierté ironique et dédaigneuse : « Vous sentez bien que si j'ai été mécontent de la conduite de mes « amis dans les Chambres, de leur peu d'amour du bien public, « de leur humeur, de leur esprit tracassier, je crois être, d'un autre « côté, averti que je ne puis être utile au gouvernement. Il a pris « soin de m'instruire qu'il me jugeait incapable de le servir puisque, « après m'avoir pesé un mois dans la balance, avec toutes sortes « de personnages, au moment où je réussissais à faire nommer le « Souverain Pontife, désiré par Sa Majesté, il croit devoir aller « chercher un ministre hors de toutes les probabilités politiques. Il « a raison ; je me faisais justice en m'excluant moi-même, vous le « savez, de la candidature. Mais enfin, il me fallait peut-être cette « dernière leçon pour apaiser les dernières bouffées de mon orgueil. « Je la reçois en toute humilité. »

Au ministre il répondait sèchement, par la lettre suivante qu'il a publiée dans ses *Mémoires* (1) : « Je reçois enfin, par MM. Desgran- « ges et Franqueville, votre dépêche n° 15. Cette dépêche, dure, « rédigée par quelque commis mal élevé des Affaires étrangères, « n'était pas celle que je devais attendre, après les services que « j'avais eu le bonheur de rendre au roi pendant le conclave ; et « surtout on aurait dû un peu se souvenir de la personne à qui on « s'adressait. Pas un mot obligeant pour M. Bellocq, qui a obtenu « de si rares documents ; rien sur la demande que je faisais pour « lui ; d'inutiles commentaires sur la nomination du cardinal « Albani..., nomination sur laquelle je n'ai cessé d'envoyer des « éclaircissements... »

Puis, en quelques jours, il faisait ses paquets, il demandait une audience de congé au pape. Et le 16 mai, il se mettait en route, décidé, disait-il, à ne s'entendre avec personne ; décidé enfin, plus que jamais, à renoncer à la politique. Car, disait-il, il savait bien qu'on ne le consulterait pas, qu'on n'adopterait pas le plan qu'il avait arrêté et que « s'il proposait la plus petite partie des choses qu'il avait dans la tête pour le bien du pays, il ferait trembler tous les hommes d'État ».

Ainsi finissait cette ambassade qui allait être le dernier acte de sa carrière officielle.

Et maintenant comment devons-nous la juger ? Tous ses actes, toutes ses sautes d'humeur, ses colères, ses impatiences, ses crises de découragement ont provoqué d'interminables moqueries et ont

(1) *M. O.-T.*, V, 205.

donné lieu à d'inlassables reproches ainsi qu'à des accusations aussi impitoyables que contradictoires.

On lui a reproché son orgueil, sa prétention à être le seul capable de gouverner, son ambition, son mauvais caractère, son mécontentement où l'on a voulu voir la jalousie d'un ambitieux déçu ; on a également accusé son dilettantisme et on lui a reproché de n'avoir ni su ni voulu prendre le pouvoir au moment de la formation du ministère.

Villemain a soutenu qu'il n'aurait pas dû accepter l'ambassade de Rome. Ayant contribué à renverser Villèle, « il avait, dit Villemain (1), ébranlé ce qu'il voulait affermir ; son œuvre, maintenant, était de rester sur la brèche, de surveiller les suites de la victoire et de les tourner au bien du pays, fût-ce même en servant sa propre ambition. »

Pasquier, au contraire, a déclaré que « l'ambition et le dépit de Chateaubriand furent une des principales causes d'embarras du ministère ». Il lui reproche son retour hâtif « qui, dit-il, avait sans doute pour but de tâter le terrain ». Mais d'autres, au contraire, ont assuré qu'il avait tardé à venir à Paris parce qu'il venait à Rome de faire la connaissance d'Hortense Allard et ne se décidait pas à la quitter.

Tous se sont moqués de son pape, de son discours, de sa prétention à avoir fait l'élection. Pasquier, entre autres, a assuré dans ses *Mémoires* que cette élection fut en réalité pour lui un échec. « La vérité, dit-il (2), était que le cardinal de Gregorio, candidat de la France, dont l'élection n'avait manqué que de peu de voix, s'était vu à la fin supplanté par le candidat de l'Autriche, le cardinal Castiglioni. Chateaubriand en fut quitte pour déclarer que le cardinal Castiglioni avait été le candidat de la France. »

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela et d'abord que faut-il penser de l'élection du pape ? Quel fut le rôle joué par Chateaubriand ? Était-ce lui qui avait triomphé ? Avait-il bien manœuvré ? Ou bien, au contraire, comme l'assure *la Gazette*, s'était-il montré sans aucun crédit ? L'élection du cardinal Castiglioni fut-elle due à d'autres influences que la sienne contre son candidat à lui : le cardinal de Gregorio ? Et la nomination d'Albani comme secrétaire d'État fut-elle, ainsi qu'on l'a soutenu, un succès pour l'Autriche ?

Ce n'est pas à Chateaubriand seul ni à ses ennemis qu'il faut s'adresser pour prendre parti ? D'autres documents, les notes de l'ambassadeur d'Autriche et le journal du conclave en particulier,

(1) *Tribune moderne*, p. 441.

(2) VI, 172.

permettent de reconstituer, en grande partie au moins, les négociations et, dans la mesure où les élections pontificales dépendent des intrigues des hommes, nous pouvons aujourd'hui déterminer à peu près la part de chacun.

Il semble bien que Chateaubriand, au début, avait soutenu la candidature du cardinal de Gregorio : l'ambassadeur d'Autriche l'affirme et Chateaubriand lui-même le laisse entendre. Mais ce n'était pas que le cardinal de Gregorio lui parût le seul candidat favorable à la France, ni même le plus favorable. Lui-même, dès le début du conclave, avait cité une liste assez longue de candidats acceptables, parmi lesquels figurait bien le cardinal de Gregorio, mais aussi le cardinal Castiglioni et plusieurs autres et l'ambassadeur d'Autriche reconnaissait, le 10 mars : « Ce n'est pas que M. de Chateaubriand croie le cardinal de Gregorio le plus digne de la tiare, il qualifie ce choix de « pis aller ». Seulement entre les cardinaux que la France pouvait souhaiter voir élire, celui-là semblait avoir le plus de chances et, de plus, son élection, si elle était obtenue rapidement, pouvait éviter un choix pire. Chateaubriand, en effet, il avait pris soin de le dire dès le début, savait bien qu'un ambassadeur ne peut faire l'élection d'un pape à son gré et doit tenir compte de toutes sortes d'ambitions et d'intrigues secrètes sur lesquelles il a peu d'action. Il lui semblait surtout nécessaire d'aller vite, d'arriver à un résultat, si possible avant l'arrivée du cardinal Albani, le « chargé d'affaires de l'Autriche », et même avant l'arrivée des cardinaux français, lesquels, inspirés par la congrégation, *la Gazette* et les jésuites, pouvaient, craignait-il, exercer une influence fâcheuse.

Seulement Albani était arrivé plus tôt qu'on ne le pensait. La situation avait aussitôt changé : la candidature de Gregorio s'était écroulée et Castiglioni, peu après, avait été élu.

L'affaire peut et doit, il semble bien, s'expliquer ainsi : il y avait deux hommes dans le cardinal Albani ; il y avait celui qui devait toute sa carrière à l'Autriche, qui, officieusement, était son représentant au conclave (l'ambassadeur d'Autriche, dans son discours, avait pris soin de le qualifier lui-même ainsi) ; mais il y avait aussi un ambitieux qui, avant de mourir, voulait un dernier honneur, la tiare, ou du moins le titre de secrétaire d'État.

Or si sa qualité d'agent de l'Autriche lui donnait de l'autorité dans le conclave et lui permettait de disposer à son gré d'un certain nombre de votes, cette qualité et aussi son ambition, faisaient peur. Le *Journal du conclave*, à maintes reprises, signale l'inquiétude que l'arrivée d'Albani causait à la majorité, et l'hostilité que ses intrigues rencontraient.

Chateaubriand, au contraire, quoi qu'en aient pu dire ses ennemis, plaisait à la majorité des cardinaux. Les témoignages du *Journal* sont, sur ce point, aussi nombreux qu'incontestables. Son discours, que *la Gazette* s'était donné tant de mal pour tourner en dérision, avait eu beaucoup de succès : « Tout le Sacré Collège, dit le *Journal*, a tressailli d'une sainte joie (en le lisant quand il avait été communiqué, avant d'être prononcé), et se dispose à se féliciter avec le cardinal de Latil du choix que Sa Majesté Très Chrétienne a fait d'un si grand homme, dont les principes religieux sont les plus purs et inébranlables. »

Sans doute, quelques adversaires avaient fait des critiques ; ils avaient fait observer que, dans ce discours, on parlait toujours de religion chrétienne et jamais de religion catholique. Mais, ajoute le rédacteur, « ces réflexions ont été accueillies par le silence du mépris » et, pour marquer leur satisfaction, les cardinaux-évêques ordonnaient qu'on ajouterait, dans la dépêche préparée pour le nonce : « l'expression du contentement que Leurs Éminences éprouvaient de la conduite de ce docte ambassadeur ».

En outre, le jour où Chateaubriand était reçu à Monte Cavallo, par une distinction flatteuse, ils envoyaient tous leurs carrosses accompagner le sien (1).

Albani, une fois entré au conclave, s'était vite rendu compte de l'hostilité qu'il y rencontrait et de la sympathie que la majorité montrait au représentant de la France. Il avait bientôt compris que, de toute façon, il ne pourrait se faire élire ; et il avait pris alors le parti d'appuyer de son influence la candidature d'un cardinal qui, en échange de son aide, pourrait lui assurer la secrétairerie d'État.

Il ne pouvait compter à cet effet sur le cardinal de Gregorio avec lequel il était personnellement en mauvais termes. Le cardinal Castiglioni lui devait au contraire beaucoup. (Une fois pape, il allait le déclarer lui-même à Chateaubriand.) Sans doute Castiglioni était connu comme francophile. Albani ne l'ignorait pas : « Castiglioni *adhaeret in secreto Gallis* (2) », écrivait-il lui-même dans une lettre interceptée par le conclave ; mais il s'était rendu compte que seul un candidat favorable à la France et à son ambassadeur serait accepté par la majorité. Aussi, pour obtenir ce que lui-même désirait, malgré ses attaches autrichiennes, il donnait son appui à Castiglioni. En effet, au bout de quelques jours, Castiglioni était élu ; et, aussitôt après, comme il était convenu entre eux, nommait Albani secrétaire d'État.

(1) C'est Stendhal, de passage à Rome à ce moment, qui signale le fait. *Promenades dans Rome*, t. II, p. 353.

(2) Voir *Journal du Conclave*.

Ainsi s'expliquait, d'une part, l'élection de Castiglioni qui n'avait pas été envisagée tout d'abord ; ainsi s'expliquait d'autre part l'élection d'Albani.

Chateaubriand, certes, n'avait pas tout prévu ; il ne devait connaître que plus tard le détail des événements. Il semble bien qu'il n'avait tout d'abord ni désiré l'élection de Castiglioni, ni prévu la nomination d'Albani. Il avait cependant atteint, en grande partie au moins, par l'élection d'un pape francophile, le but qu'il escomptait. Il n'était ni joué, ni vaincu, bien au contraire. Les témoignages d'estime du Sacré Collège sont en effet formels ; c'est à cause de son prestige qu'Albani s'était vu obligé d'intriguer en faveur d'un candidat de la France. Il pouvait donc sans mentir et même sans exagérer, dire que, grâce à lui, le gouvernement français avait atteint le résultat qu'il pouvait souhaiter.

Que par la suite il ait grossi son succès, qu'il ait, un peu trop souvent peut-être, dit : « Mon pape, » c'est fort possible. Mais en agissant ainsi, il ne faisait que se défendre. Il était en quelque sorte obligé d'exagérer à son tour pour répondre à ses ennemis qui voulaient faire croire à un échec de sa part alors qu'en réalité son action et son influence avaient incontestablement été heureuses et fécondes.

Son fameux discours en particulier, qu'ils avaient tant cherché à tourner en ridicule, était dans l'ensemble une fort belle page. Sans doute on peut y relever par endroits un peu de grandiloquence. Il abusait par exemple un peu des effets de rhétorique quand il disait : « Successeur de Léon XII, qui que vous soyez, vous m'écoutez sans doute en ce moment. Pontife à la fois présent et inconnu vous allez bientôt vous asseoir dans la chaire de Saint-Pierre, à quel-ques pas du Capitole, sur les tombeaux de ces Romains de la République et de l'Empire qui passaient de l'idolâtrie des vertus à celle des vices, sur ces catacombes où reposent les ossements non entiers d'une autre sorte de Romains. »

Mais plus loin, par contre, il ouvrait de larges perspectives, il développait, avec la puissante imagination historique qui lui était familière, un thème qui, depuis, a resservi maintes fois et que Veuillot, entre autres, a exploité dans ses *Parfums de Rome* quand, montrant le rôle réservé à l'Église dans la société moderne, il disait : « Le christianisme qui renouela d'abord la face du monde a vu depuis se transformer les sociétés auxquelles il avait donné la vie. Au moment même où je parle, le genre humain est arrivé à l'une des époques caractéristiques de son existence. La religion chrétienne est encore là pour le saisir parce qu'elle garde dans son sein tout ce qui con-vient aux esprits éclairés et aux cœurs généreux, tout ce qui est

« nécessaire au monde qu'elle a sauvé de la corruption du paganisme et de la destruction de la barbarie. En vain l'impiété a prétendu que le christianisme favorisait l'oppression et faisait rétrograder les jours : à la publication du nouveau pacte scellé du sang du Juste, l'esclavage a cessé d'être le droit commun des nations ; l'effroyable définition de l'esclavage a été effacée du code romain : *non tam viles quam nulli sunt*. Les sciences, demeurées presque stationnaires dans l'antiquité, ont reçu une impulsion rapide de cet esprit apostolique et rénovateur qui hâta l'écroulement du vieux monde. Partout où le christianisme s'est éteint, la servitude et l'ignorance ont reparu. Lumière quand elle se mêle aux facultés intellectuelles, sentiment quand elle s'associe aux mouvements de l'âme, la religion chrétienne croît avec la civilisation et marche avec le temps. Un des caractères de la perpétuité qui lui est promise, c'est d'être toujours du siècle qu'elle voit passer sans passer elle-même. »

Ce n'était pas là de la vaine éloquence. C'était un vaste et frappant tableau de l'utilité sociale du christianisme. C'était en quelque sorte un complément politique au *Génie du Christianisme*, une thèse qui expliquait en grande partie son programme de politique étrangère (on y trouve en particulier une des raisons essentielles de sa politique antiturque) ; une page qui nous montre la sincérité de son christianisme, de ce christianisme dans lequel on a feint de ne voir souvent qu'un jeu de dilettante, mais qui, au contraire, s'appuyait sur une conviction intellectuelle parfaitement raisonnée. On comprend que les cardinaux aient été satisfaits.

Quant aux autres accusations nous en savons assez maintenant pour pouvoir les juger elles aussi.

Certes, au cours de son ambassade, Chateaubriand avait été agité, tourmenté, partagé entre des regrets, des déceptions, des vellétés d'ambition contradictoires ; une fois de plus son âme inquiète s'était, comme il le disait, rongée elle-même. Mais il avait su garder son sang-froid pour se dominer et pour réagir ; il avait rempli noblement son rôle de représentant de la France, il avait réussi à s'imposer malgré les hostilités qui le poursuivaient.

Peut-être n'aurait-il pas dû s'en tenir là ; peut-être, à cette époque où les maladresses des hommes au pouvoir allaient définitivement compromettre l'avenir de la monarchie, aurait-il dû, comme le voulait Villemain, passer sur ses scrupules, s'accrocher au pouvoir et ne pas se contenter de sa facile et secondaire ambassade. Mais à cause de sa supériorité même, à cause de ce qu'il y avait chez lui d'involontairement dédaigneux, il était entouré de jalousies et de haines.

Tant d'ennemis étaient occupés à interpréter défavorablement le moindre de ses gestes qu'il lui aurait été bien difficile de pouvoir occuper utilement un poste de premier plan. Aurait-il dû alors, au contraire, s'effacer tout à fait, accepter les injustices, les mauvais procédés, sans chercher à se faire valoir, sans chercher à se défendre de façon à ne plus faire peur à ses rivaux?

Peut-être, mais le jeu était dangereux. Car la place qu'il occupait, le rôle de conciliateur qu'il s'était efforcé de jouer, nul autre n'aurait été capable de les tenir pour lui. Et puis demander à un homme tel que lui de renoncer à tout souci d'amour-propre, de plier le dos sans rien dire sous les diffamations et les calomnies, c'est demander plus qu'on ne l'a fait à aucun homme politique, c'est montrer pour lui, sans aucune raison, une sévérité que rien n'explique.

En tout cas, malgré les vives réactions dont il n'était pas toujours maître, pendant le temps de son ambassade il avait fait un sincère effort pour se résigner, dans l'intérêt de la paix publique, à la retraite, pour y trouver des joies et pour organiser sa vieillesse à Rome.

On a discuté la sincérité de cet effort. On a, avec une mauvaise foi obstinée, cherché à l'interpréter dans un sens hostile. On a en particulier imaginé l'affaire d'Hortense Allard. Ses hésitations au moment du remplacement de La Ferronnays, pour savoir s'il devait rester ou partir, ce n'aurait pas été le souci du bien public qui les aurait déterminées, ç'aurait été qu'il venait de faire connaissance à Rome d'une jeune et jolie femme de lettres, à demi aventurière, Hortense Allard, dont Sainte-Beuve a fait plus tard la réputation dans le but surtout de nuire à la mémoire de Chateaubriand. S'il avait eu du mal à se décider à partir, ç'aurait été, a assuré froidement M. Paléologue, « qu'il voulait mettre le pouvoir aux pieds de la joviale Hortense » (1).

Certes, Chateaubriand avait vu à Rome Hortense Allard qui lui avait été recommandée par Mme Hamelin, l'ancienne merveilleuse avec laquelle il était, nous le savons, en relations. Lui-même, par prudence peut-être, avait pris soin d'écrire à Mme Récamier le 25 avril : « La fameuse Mlle Allard m'est arrivée de la part de Mme Hamelin ; » et d'ajouter ce jugement plutôt sévère : « Elle m'a paru fort extraordinaire, assez jolie, spirituelle mais d'un esprit peu naturel. » Lui a-t-il fait la cour, c'est fort possible. A-t-il été son amant? Hortense elle-même nous l'assure (2), et rien ne vient la contredire, mais rien non plus ne vient confirmer sa déclaration. M. d'Haussonville,

(1) Maurice PALÉOLOGUE, *Romantisme et diplomatie*.

(2) Voir les *Enchantements de Prudence*.

qui épiait soigneusement les faits et gestes de son ambassadeur, nous assure même que ni lui ni ses collègues de la légation ne s'étaient doutés de rien. D'ailleurs, ce qui donne quelque droit de se défier des récits d'Hortense, c'est qu'à la croire tous les hommes célèbres de son temps auraient, l'un après l'autre, été à ses pieds, et la liste qu'elle donne est tout de même un peu trop complète pour pouvoir être tout à fait exacte.

Ce qui, en tout cas, n'est pas du tout vraisemblable, c'est que ce soit à cause d'elle que Chateaubriand ait prolongé son séjour à Rome et que, pour la séduire par un portefeuille, il se soit ensuite décidé à revenir en France. L'explication qu'il donne lui-même de ses hésitations est beaucoup plus acceptable quand il nous dit qu'il remit son départ à plusieurs reprises parce qu'il ne voulait pas avoir l'air, en revenant de Paris avant la nomination du successeur de La Ferronnays, de courir après un portefeuille.

Le fait est qu'après avoir attendu tant que la négociation était en cours, il s'était mis en route dès qu'il avait connu la nomination du duc de Laval.

Si c'était Hortense qui l'avait retenu, il n'y avait aucune raison pour que ce fût juste à ce moment-là qu'il l'ait quittée ; et s'il était ambitieux pour lui plaire, il était bien maladroit d'avoir attendu pour se mettre en route que le portefeuille vacant eût été attribué.

Le vrai est qu'au contraire, à ce moment, il paraissait bien avoir renoncé à l'ambition ; l'effort qu'il faisait pour accepter sans révolte son effacement était sincère. Ses lettres même des derniers jours montrent une sérénité qui ne peut guère être feinte, et la dernière, entre autres, donne à cette période de sa vie une conclusion qui n'est pas sans noblesse quand, le 16 mai, au moment de monter en voiture, il écrivait à Mme Récamier :

« Cette lettre partira de Rome quelques heures après moi, et
« arrivera quelques heures avant moi à Paris. Elle va clore cette
« correspondance qui n'a pas manqué un seul courrier et qui doit
« former un volume entre vos mains. La vôtre est bien petite ; en la
« serrant hier au soir, et en voyant comme elle tenait peu de place,
« j'avais le cœur mal assuré.

« J'éprouve un mélange de joie et de tristesse que je ne puis vous
« dire. Pendant trois ou quatre mois je me suis déplu à Rome ; main-
« tenant j'ai repris à ces nobles ruines, à cette solitude si profonde,
« si paisible et pourtant si pleine d'intérêt et de souvenirs. Peut-être
« aussi le succès inespéré que j'ai obtenu ici m'a attaché ; je suis
« arrivé au milieu de toutes les préventions suscitées contre moi, et
« j'ai tout vaincu ; on paraît me regretter vivement.

« Que vais-je retrouver en France? Du bruit au lieu du silence, de
« l'agitation au lieu du repos, de la déraison, des ambitions, des
« combats de places et de vanités. Le système politique que j'ai
« adopté est tel que personne n'en voudrait peut-être et que d'ailleurs
« on ne me mettrait pas à même de l'exécuter. Je me chargerais
« encore de donner une grande gloire à la France, comme j'ai con-
« tribué à lui faire obtenir une grande liberté : mais me ferait-on
« table rase? Me dirait-on : soyez le maître et disposez de tout au
« péril de votre tête? Non, on est si loin de vouloir me dire une
« chose pareille que l'on prendrait tout le monde avant moi et que
« l'on ne me prendrait qu'après avoir essuyé le refus de toutes les
« médiocrités de la France, et qu'on croirait me faire une grande
« grâce en me reléguant dans un coin obscur d'un ministère obscur.

« Chère amie, je vais vous chercher, je vais vous ramener avec moi
« à Rome ; ambassadeur ou non c'est là que je veux mourir auprès de
« vous. J'aurai du moins un grand tombeau en échange d'une petite
« vie. Je vais pouvoir vous voir. Quel bonheur ! »

CHAPITRE X

LE MINISTÈRE POLIGNAC. — LA RÉVOLUTION DE 1830

Tandis que Chateaubriand roulait vers la France, à Paris la situation politique, loin de s'améliorer, s'était sourdement aggravée.

Le duc de Laval, à peine arrivé, avait refusé le portefeuille des Affaires Etrangères, en partie parce qu'il ne se sentait pas compétent, en partie aussi parce qu'il ne sentait pas le cabinet solide et qu'il jugeait inutile de se compromettre pour lui.

Portalès, en attendant, conservait l'intérim, et ses collègues, découragés, semblaient renoncer à renforcer leur cabinet par des appuis nouveaux.

Chacun, obscurément, estimait que le ministère était condamné. Les ministres, on le sait, n'avaient jamais su en imposer au roi ; l'échec de leurs dernières négociations, l'échec surtout de leur projet de loi municipale, en montrant qu'à la Chambre même ils n'avaient pas su se faire une majorité solide et des partisans sûrs, diminuait encore leur prestige.

Le roi, qui les avait acceptés contre son sentiment personnel, parce qu'il était un souverain honnête et voulait, puisqu'il avait juré la Charte, respecter ce qu'on lui disait être les règles parlementaires, voyant l'échec de l'expérience, s'estimait en droit de chercher autre chose.

Sans avoir encore un plan fixé, il avait repris ses négociations personnelles ; on commençait à dire publiquement que, de toutes façons, le ministère ne durerait pas après le vote du budget et la fin de la session. Et sans savoir encore, sans pouvoir prévoir ce qui le remplacerait, on commençait à craindre les aventures.

Les amis de Chateaubriand s'inquiétaient des répercussions que les événements allaient avoir sur sa carrière. Ils craignaient son mécontentement et ils en redoutaient les conséquences sur leur propre tranquillité : « Je suis plus troublée de la situation dans laquelle il va se trouver, écrivait Mme Récamier à sa nièce Mme Le-

normant, le 21 mai, que je ne suis heureuse de le revoir. Je ne sais s'il retournera en Italie (1). »

Le fait est qu'à mesure qu'il approchait de Paris, Chateaubriand, en apprenant les nouvelles, s'était senti repris par l'énervement et la mauvaise humeur. Et de Lyon, le 29 mai, il avait écrit à Mme Récamier : « Si l'on m'attend avec impatience, j'ai bien peur de tromper tout le monde, car je ne suis content de personne ; j'ai de dures vérités à dire, et je les dirai d'autant plus aisément que je ne demande et ne veux rien. »

Mais à peine arrivé il avait retrouvé ses amis préoccupés des initiatives qu'il pouvait prendre et des inconvénients qui pouvaient en résulter pour leurs propres combinaisons. Chacun cherchait surtout à le neutraliser. Le roi, quand il lui donnait audience, l'accueillait fort gracieusement, mais lui demandait s'il comptait retourner bientôt à Rome.

Mme Récamier surtout veillait. Depuis qu'elle s'était décidée à associer son sort au sien, elle tenait, avec la prudence qui l'avait dirigée pendant toute sa vie, avec ce goût de la conciliation devenu chez elle presque une manie, à éviter les éclats dont sa propre tranquillité aurait pu souffrir. Elle dépensait méthodiquement dans cette tâche toutes ses ressources, toutes ses habiletés d'endormeuse.

Dès le 26, avant le refus du duc de Laval, elle avait, dans une lettre à sa nièce, écrit cette phrase, amusante sous sa propre plume : « M. le duc de Laval va arriver à Paris en même temps que M. de Chateaubriand ; *c'est une occasion d'exercer mes talents* (2). »

Aussitôt qu'elle l'avait revu, elle s'était mise en campagne. Pour le décourager de reprendre la lutte, elle avait tout mis en œuvre. Pour le décider à repartir, à renoncer définitivement aux espérances ministérielles, elle lui avait promis, cette fois d'une façon ferme, de l'accompagner à Rome. Et, en attendant, elle organisait, le 11 juillet, à l'Abbaye-aux-Bois, une lecture solennelle de *Moïse* à laquelle elle avait invité, avec son adresse habituelle, l'assemblée la plus brillante et la plus choisie de gens de cour, de gens de lettres et d'hommes politiques ; elle exigeait que chacun payât en éloges, en flatteries à l'auteur, en comptes rendus enthousiastes dans la presse l'honneur d'être admis dans le cénacle, sans se rendre compte qu'une telle façon de procéder, un tel manque de mesure dans l'habileté à imposer l'admiration, risquait de nuire au prestige et presque à la dignité de Chateaubriand (3).

(1) Voir Mme LENORMANT, *Mme Récamier et les amies de sa jeunesse*.

(2) Mme LENORMANT. Ouv. cité.

(3) En réalité, la cérémonie n'avait pas été très réussie. Lafond, l'acteur des Fran-

Or, au lieu de lutter, lui, pendant ce temps, s'était vite rendu compte qu'il n'avait rien à attendre ; et bientôt, en présence de l'es-pèce de conspiration formée pour l'écarter, au lieu de se mêler aux négociations ministérielles sans cesse plus actives, il avait pris ses dispositions pour une longue absence. Tout en profitant de son séjour à Paris pour faire quelques visites (1), il avait hâté ses préparatifs pour une installation définitive à Rome. Il avait pris des dispositions pour que l'infirmerie n'eût pas à souffrir de son absence ni surtout de celle de Mme de Chateaubriand ; il avait pressé les négociations pour la location du palais Caffarelli où il comptait s'installer ; il avait fait des achats nombreux, entre autres trois splendides chevaux anglais qui lui coûtaient 15 000 francs. Puis, sans attendre la fin de la session, il quittait Paris le 17 juillet pour faire, avant de retourner à son poste, une cure à Cauterets d'où il comptait rejoindre Rome par la Corniche, après avoir retrouvé à Nice Mme de Chateaubriand que son infirmerie retenait pour quelque temps encore à Paris.

Il ne mettait qu'une seule condition à son effacement définitif. Il demandait, le jour de son départ, par une lettre à Portalis, à être choisi comme plénipotentiaire au cas où un congrès se réunirait pour régler définitivement le sort de la Grèce ; car, disait-il, « la cause de la Grèce est devenue la mienne. Un des plus beaux jours de ma vie serait celui où je pourrais signer mon nom au bas du traité qui pacifierait l'Orient et rendrait la liberté à la Grèce. »

Pour le reste, il déclarait, assure Pasquier dans ses *Mémoires*, « que l'ambassade de Rome satisfaisait à la fois ses goûts et son ambition et qu'il ne voulait plus jouer d'autre rôle que celui d'ambassadeur auprès du Saint-Siège.

çais chargé de lire la pièce, connaissait mal le texte ; le manuscrit lui-même était mal écrit, si bien que la lecture fut pénible. Chateaubriand dut intervenir et lire lui-même. De plus, l'action de la tragédie parut aux auditeurs un peu traînante. Henri de Latouche, dans le compte rendu qu'il donna à *la Revue de Paris*, laisse entendre toutes ces observations. Mais pour plaire à Mme Récamier il avait, comme les autres, noyé ses critiques au milieu d'éloges disproportionnés dont *la Gazette de France* eût, cette fois, quelque raison de se moquer.

Mme Récamier, en organisant comme elle l'a fait à partir de cette date un véritable culte autour de Chateaubriand, lui a peut-être, sans le vouloir, fait plus de tort que de bien. Au milieu des éloges exagérés qui l'entouraient, Chateaubriand perdit plus tard, quand il parla de lui dans ses *Mémoires*, le sens de la mesure. De plus, surtout, tous ceux qui, pour être admis dans le sanctuaire, exagéraient à qui mieux mieux la platitude et la flatterie, conservèrent contre ceux qui avaient indirectement provoqué leur lâcheté une rancune dont ils se vengèrent plus tard, après la mort de Chateaubriand et de Mme Récamier, en accablant la mémoire du grand homme qu'ils s'étaient, pendant si longtemps, vus obligés d'encenser.

(1) Mme de Vichet, entre autres, avait profité de son passage à Paris pour le voir,

Peut-être cette façon de s'effacer dans un poste, brillant sans doute, mais écarté, cachait-elle un secret calcul d'ambition. Pourtant, à voir la façon dont tout le monde s'était mis d'accord pour l'éloigner, il ne pouvait guère conserver d'illusions. Il semblait bien résigné cette fois, et même sincèrement sans amertume. Tous les témoignages, le sien et ceux des personnes qui l'ont fréquenté à ce moment, concordent. Les pages de ses *Mémoires* qu'il écrivait alors respirent une sérénité et presque une gaieté assez rare chez lui : « Ce moment, écrit-il est le seul de ma vie où j'aie été complètement heureux, où je ne désirais plus rien, où mon existence était remplie, où je n'apercevais, jusqu'à ma dernière heure, qu'une suite de jours de repos (1). »

Voyant qu'il ne pouvait plus agir utilement sur les négociations en cours, il semblait même avoir pris le parti de fermer les yeux sur les chances d'instabilité du régime. Il voulait se persuader qu'on saurait éviter les erreurs irréparables ; que le sacrifice de son ambition ne serait pas perdu.

Il ne voulait pas, en effet dissimuler, sous des raisons d'intérêt général, des calculs, peut-être égoïstes. Tandis que tant d'autres cherchent à se persuader que, lorsqu'ils prédisent des catastrophes pour se mettre en vedette, c'est le bien de l'État qu'ils ont en vue, lui, au contraire, préférait en quelque sorte maintenant, par un curieux scrupule, ne pas voir les dangers qui menaçaient pour qu'on ne pût pas l'accuser d'exploiter, dans son intérêt particulier, les difficultés publiques ; il a eu tort peut-être ; mais c'est un tort auquel peu d'hommes politiques ont la délicatesse de s'exposer.

Du reste, une fois sa décision prise, il s'était de nouveau mis à rêver. Avec son constant souci de faire de l'organisation de sa vie un beau spectacle, du moment qu'on le condamnait à la retraite, du moment qu'il n'avait plus de chances ministérielles, la prolongation de son ambassade lui semblait une solution à la fois digne et séduisante. Autour de lui, à Rome, dans son cadre à la fois écarté et splendide, il allait rassembler une cour de disciples et d'amis dont Mme Récamier serait la reine. Le jeune Ampère, le vieux Ballanche, attachés par leur culte pour Mme Récamier, ne manqueraient pas sans doute de se fixer définitivement à Rome ; d'autres, l'élite de la génération nouvelle, qui se pressaient aux réceptions de l'Abbaye-aux-Bois, Sainte-Beuve, Lenormant, Mérimée, Quinet, etc..., viendraient de temps en temps. On y verrait aussi peut-être la jeune Léontine de

mais la rencontre fut sans doute une déception pour lui... A partir de cette date leur correspondance cessa.

(1) *M. O.-T.*, V, 234.

Villeneuve, l'aimable petit bas-bleu de Toulouse avec laquelle il continuait à correspondre sur un ton mi-paternel et mi-galant, et à laquelle il venait justement de donner rendez-vous à Cauterets pour faire sa connaissance.

Les nobles dames romaines, les belles étrangères de passage en Italie l'entoureraient aussi, et, de son palais d'ambassadeur du roi de France, dans la capitale du monde chrétien, lui, conseiller respecté des générations nouvelles, guiderait de loin l'évolution du siècle en occupant ses loisirs à composer lentement le double et majestueux monument de ses *Mémoires* et de la grande histoire de France dont il s'était tracé le plan depuis tant d'années déjà.

En attendant, tandis que, seul dans sa confortable voiture d'ambassadeur, il traversait sans hâte la France du Centre et du Sud-Ouest, son imagination plus fraîche que jamais, rajeunie peut-être par la paix d'esprit reconquise, se plaisait, dans chaque ville où il s'arrêtait, dans chaque région qu'il traversait, à mêler les époques, les souvenirs et les légendes. « Suivant sur sa route, nous dit-il, les chroniques du moyen âge qu'il retrouvait partout, » il avait évoqué, à Chalus en Linousin, la mémoire de Richard Cœur de Lyon ; à Bergerac, il avait réveillé l'ombre de Cyrano ; à Auch, celle du cardinal d'Ossat, comme lui ambassadeur à Rome. Puis, en approchant des Pyrénées, il avait retrouvé, embellis par les lointains du temps, les souvenirs de l'époque où, revenant vingt-trois ans plus tôt de Palestine et d'Espagne, il avait, pour la première fois, « de l'autre côté de leur chaîne, découvert les sommets de ces mêmes montagnes. » Bref, nous assure-t-il, son voyage tout entier n'avait été « qu'une suite de rêves » (1).

À Cauterets même, l'enchantement n'avait pas cessé. La saison était brillante. La duchesse de La Rochefoucauld, le duc et la duchesse de Broglie, divers autres grands seigneurs et grandes dames, entourés d'une société nombreuse, recevaient, donnaient des bals, organisaient des excursions ; et lui, sortant pour une fois de sa sauvagerie habituelle, il était de toutes les réunions.

On le voyait surtout chez la duchesse de La Rochefoucauld. Souvent aussi il rencontrait Mlle de Villeneuve. Toute heureuse et toute fière, la jeune poétesse, dans ses *Souvenirs*, nous assure qu'il était charmant. Elle lui demandait de corriger ses vers ; elle discutait avec lui de politique où sans doute leurs opinions n'étaient pas tout à fait les mêmes ; mais, ajoute-t-elle avec assurance : « Nous nous faisons des concessions. » Dans son enthousiasme elle lui promettait de l'accompagner à Rome, et d'y vivre dans un couvent pour pouvoir

(1) *M. O.-T.*, V, 235.

ne jamais se séparer de lui. Elle était peut-être même allée plus loin. L'aventure de Mlle de Villeneuve a donné lieu en effet à beaucoup de discussions.

Dans ses *Mémoires*, Chateaubriand raconte qu'à Cauterets il avait rencontré une jeune admiratrice, une Occitanienne, dit-il, qui lui écrivait depuis deux ans, qui, un soir, aurait refusé de le quitter et à laquelle il aurait eu beaucoup de peine à faire comprendre qu'il ne pouvait être un amant pour elle. Est-ce de Mlle de Villeneuve qu'il s'agit ? Une difficulté se présente. Mlle de Villeneuve avait à cette époque vingt-cinq ans et Chateaubriand déclare que son inconnue en avait seize. Pourtant, plusieurs points concordent. Mlle de Villeneuve écrivait bien à Chateaubriand depuis deux ans, elle était de Toulouse et pouvait à juste titre être appelée Occitanienne ; de plus, elle-même assure dans ses *Souvenirs* que c'est à elle que Chateaubriand avait fait allusion, mais elle proteste n'avoir jamais rien fait qui permît à Chateaubriand de laisser entendre qu'elle était prête à devenir sa maîtresse. Il est vrai qu'il y a plusieurs façons de faire des avances avec ou sans desseins prémédités, et peut-être Chateaubriand, sans être tout à fait exact, ne mentait-il pas non plus.

Tout en la ramenant doucement à la raison, il n'était pas sans goûter ce culte enthousiaste qui calmait la souffrance de ses déceptions, d'autant plus que, malgré sa tranchante assurance, Mlle de Villeneuve était jolie. En vain, nous dit-il, avait-il commencé à composer un poème où il s'efforçait de pleurer mélancoliquement la fuite de ses illusions de jeunesse et l'écroulement de ses rêves ; il avait eu beau « draper mélancoliquement son tambour pour battre le rappel des rêves de ses nuits passées, toujours, ajoute-t-il, parmi ces rappelés se mêlaient quelques songes du moment, dont la mine heureuse déjouait l'air consterné de leurs vieux confrères. »

Les années de retraite s'annonçaient heureuses et sereines quand tout à coup, les journaux du 9 août et des jours suivants vinrent annoncer que le ministère Martignac avait démissionné, que Polignac devenait président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, avec, pour principaux collègues, le général de Bourmont et La Bourdonnaye.

Nous savons que, depuis plusieurs mois déjà, la question du changement de ministère était discutée. Mais, même dans les milieux informés, on ne croyait ce changement ni si prochain, ni, surtout, si exclusif. Le roi lui-même et peut-être aussi Polignac, auraient préféré, soit conserver quelques membres du cabinet précédent, soit au moins pouvoir donner quelques-uns des portefeuilles à des représentants des nuances modérées du centre et peut-être du centre gauche, de façon à ménager les susceptibilités de l'opinion. On avait aussi pensé à

Villèle, d'une part, et, de l'autre, à l'amiral de Rigny rendu célèbre par la victoire de Navarin et dont les opinions plutôt libérales étaient connues.

Mais la trop grande réputation de Villèle inquiétait Polignac ; les autres candidats, craignant de se compromettre, avaient refusé leur concours. Polignac avait été obligé de se contenter de l'appui de l'extrême droite la plus exaltée. Dans les autres nuances, il n'avait pu réunir, pour compléter sa liste, que des doublures.

L'effet aussitôt s'était révélé très mauvais. En considérant la composition du cabinet, en n'y voyant figurer aucun des hommes disposant d'une autorité personnelle sur l'opinion, chacun se disait que le roi, pour avoir ainsi choisi ses ministres, devait méditer un coup d'État. De plus, on se rappelait que le général de Bourmont était celui qui, en 1815, hésitant entre le roi et l'empereur, avait abandonné Napoléon sur le champ de bataille de Waterloo. On citait la violence exaltée de La Bourdonnaye. Polignac, enfin, qu'on accusait d'être entièrement entre les mains de la Congrégation, était le fils de l'amie de Marie-Antoinette. Et tandis que les journaux de gauche partaient aussitôt en campagne avec une violence sans réserve, le *Journal des Débats* lui-même, dès le 11, publiait son article resté fameux qui commençait par cette phrase : « Ainsi, le voilà encore une fois brisé ce lien d'amour et de confiance qui unissait le peuple au monarque ; » et qui finissait par cette exclamation : « Malheureuse France, malheureux roi. »

Pour Chateaubriand, le coup était terrible. En même temps que la nouvelle du changement de ministère, une foule de lettres lui étaient arrivées, qui toutes « lui enjoignaient d'envoyer sa démission ». Non seulement ses amis politiques, mais encore, déclare-t-il, « des personnes même que je connaissais à peine se crurent obligées de me prescrire la retraite. »

A Cauterets déjà, les baigneurs renchérissaient à qui mieux mieux. Sachant combien ses projets d'installation à Rome lui tenaient à cœur, chacun mettait un malin plaisir à lui répéter que son honneur était engagé à quitter ses fonctions sans retard. Le duc de Broglie qui assistait à toutes les conversations et qui, n'aimant ni Chateaubriand ni son prestige, n'était pas un des derniers à se réjouir secrètement de sa déconvenue, déclare (1) : « Les malins s'en divertissaient, ils s'acharnaient à lui rappeler ses très récentes paroles, à le harceler de compliments prématurés, à raisonner devant lui en le tenant d'avance pour un martyr volontaire. »

(1) *Souvenirs*, III, 218

Le malheureux grand homme était accablé. Sans doute toutes les apparences étaient contre les nouveaux ministres. S'il ne se séparait pas d'eux par une démission éclatante, il paraîtrait, lui, le défenseur de la Charte, l'ancien chef de la campagne contre Villèle, l'allié malgré tout du cabinet Martignac, sacrifier ses principes à une place.

Mais il avait échafaudé tant de projets, tant de rêves autour de son ambassade, tout le beau plan de vie organisé pour sa vieillesse allait s'écrouler sans aucune compensation, sans aucun espoir, d'autant plus qu'il n'avait toujours, à part son traitement, aucune fortune, que ses premiers frais d'installation, que ses premières fêtes lui avaient coûté très cher, qu'il allait de nouveau se trouver sans ressources, et que, il le savait trop, dans l'opposition où il allait retomber on se servirait sans doute encore de lui, mais on ne lui donnerait rien en échange. « J'allais, dit-il, me trouver noyé dans ma longue ambassade ; les fêtes que j'avais données m'avaient ruiné. Je n'avais pas payé les frais de mon premier établissement », — « Mais, ajoute-t-il douloureusement, ce qui me perçait le cœur, c'était la perte de ce que je m'étais promis de bonheur pour le reste de mes jours. »

D'ailleurs, il n'avait rien de précis encore à reprocher aux ministres, et il savait bien que, de toutes façons, pour rouvrir maintenant une campagne d'opposition active, après les progrès que la gauche venait de faire depuis quelques années, après les divisions qui avaient séparé les diverses nuances royalistes, c'était cette fois exposer gravement la monarchie elle-même : « Ce souffle du sort, dit-il, n'effaçait pas seulement mes illusions, il enlevait la monarchie. »

Il n'exagérait pas, en parlant plus tard, dans ses *Mémoires*, de son désespoir. Ceux qui l'avaient vu à ce moment à Cauterets, le duc de Broglie et son fils, Mlle de Villeneuve, chacun, dans leurs *Souvenirs*, signalent sa tristesse, sa mauvaise humeur, l'impatience avec laquelle il recevait les encouragements et les vœux des donneurs de conseils. Pendant plusieurs jours, il avait hésité ; et comme Mlle de Villeneuve lui conseillait de ne pas démissionner en lui faisant valoir que son geste risquait de faire plus de mal que de bien, il lui aurait même répondu un soir, paraît-il : « Vous avez peut-être raison. »

Enfin, pourtant, il se décidait : au lieu de se diriger comme il l'avait prévu vers l'Italie, il reprenait le chemin de Paris, lentement, pour se donner le temps de réfléchir, pour donner surtout à la situation le temps de se préciser.

Après avoir eu une dernière hésitation lorsque, dit-il, à Lourdes, « au lieu de tourner au Midi et de rouler vers l'Italie, je pris le chemin de Pau », le 19, il faisait une première étape dans la capitale du Béarn où, raconte *le Moniteur*, en apprenant sa venue, les habitants, ras-

semblés sur la place Royale, lui faisaient une ovation et lui donnaient une sérénade sous les fenêtres de l'hôtel de France où il était descendu.

Le 24, il passait la journée à Bordeaux où il recevait quelques visites, où il voyait entre autres l'archevêque. Le 28, il était à Paris ; et, à peine arrivé, il adressait au prince de Polignac une lettre où, expliquant qu'il avait jugé « plus digne de notre ancienne amitié, plus convenable à la haute mission dont j'étais honoré et avant tout plus respectueux envers le roi, de venir déposer moi-même ma démission à ses pieds que de vous la transmettre précipitamment par la poste ; » il ajoutait : « Je vous demande un dernier service, c'est de supplier Sa Majesté de vouloir bien m'accorder une audience et d'écouter les raisons qui m'obligent à renoncer à l'ambassade de Rome » (1).

Le lendemain, Polignac, sans lui parler de sa demande d'audience, l'invitait à venir le dimanche 30, au ministère, dans la matinée.

Chateaubriand nous a laissé le détail de cet entretien. Polignac craignait beaucoup sa démission qui devait sûrement faire perdre au ministère un certain nombre de voix dans les Chambres. Il l'avait accueilli avec effusion, dans le grand cabinet que Chateaubriand connaissait si bien ; et lui passant un bras sur l'épaule, il avait commencé à se promener lentement avec lui de long en large, en lui disant qu'il ne devait pas démissionner ; en lui promettant de suivre ses conseils, de ne gouverner que d'après ses avis.

Chateaubriand, tout en discutant, était, nous dit-il, très embarrassé ; « car, remarque-t-il, je n'avais rien à objecter d'immédiat aux nouveaux ministres. Je ne pouvais les attaquer que dans un avenir qu'ils étaient en droit de nier. »

Seulement Polignac commettait une imprudence. Il déclarait que si Chateaubriand consentait à retirer sa démission, le roi le recevrait volontiers, mais qu'en cas contraire, une audience lui semblait inutile et ne pourrait qu'être désagréable.

Chateaubriand, blessé d'apprendre que le roi n'avait pas assez de confiance en lui pour le recevoir sans condition, répondait : « Puisqu'il ne convient pas au roi de voir son fidèle serviteur, je n'insiste plus. Regardez donc, prince, ma démission comme donnée. » Et, prenant congé, il revenait à pied par le boulevard des Invalides jusqu'à son Infirmerie où Mme de Chateaubriand l'attendait.

Depuis trois semaines, toutes les opinions guettaient avec curiosité et inquiétude sa décision, sachant, mieux même, peut-être, qu'il ne s'en rendait personnellement compte, que le sort du ministère dépen-

(1) *M. O.-T.*, 244.

dait en grande mesure du parti qu'il prendrait. Tous les journaux en attendant s'étaient tus ; *la Gazette* elle-même avait cessé toute attaque, toute critique, contre lui.

Dès le 1^{er} septembre, elle rentrait en campagne avec plus de violence que jamais, et mêlant selon sa coutume la plus lourde ironie aux injures diffamatoires, elle écrivait le premier jour : « La décision de M. de Chateaubriand n'a surpris personne. Elle est la conséquence forcée de la faute qu'il a commise envers son pays et envers son roi, quand, abjurant ses principes, ses écrits et la conduite honorable qu'il avait tenue depuis la Restauration, il résolut d'ébranler la monarchie afin de faire tomber le ministère qui avait le tort de ne pas se laisser renverser par lui. »

Les autres journaux ministériels suivaient le même mouvement. Toute la presse d'opposition par contre, depuis le *Journal des Débats* jusqu'au *Constitutionnel*, répondait par des éloges énormes. *Le Courrier français* écrivait le 1^{er} septembre : « L'opinion publique attendait la décision du noble pair ; nous avons évité d'entretenir nos lecteurs des espérances que nous avions fondées sur le dévouement d'un homme vers lequel se tournaient tout naturellement tous les regards. Nous pouvons, nous avons le droit de le dire, l'auteur de tant de beaux ouvrages dont la littérature française s'honore, l'ami d'une dynastie à la restauration de laquelle il a si puissamment contribué, enfin, l'un des plus beaux génies de l'Europe n'a manqué ni à lui-même, ni à sa renommée. »

Le Globe de son côté, déclarait le 2 : « Les meilleurs jours de nos rois en 1814 et en 1815, leurs heures les plus douces de popularité, c'est à lui, à ses inspirations, à ses écrits, qu'ils les doivent. Et depuis, a-t-il été moins dévoué, moins fidèle ? Il nous est bien permis de le dire, à nous qui l'avons combattu, il a été fidèle jusqu'à l'erreur, jusqu'à compromettre sa gloire, avec des parvenus qu'il avait faits et qu'il espérait conduire à l'accomplissement des promesses de la Restauration, à l'établissement de la dynastie sur les bases immuables de la liberté. »

Puis, comme la presse officielle intervenait par des plaisanteries, en se moquant de son désintéressement, le *Journal des Débats*, le 4 septembre, prenait la parole à son tour : « Nous avons cru, écrivait-il, que notre attachement public et la partialité même de notre admiration pour M. de Chateaubriand nous imposaient le silence sur l'acte honorable et assez expressif qu'il vient d'ajouter à sa vie politique. Nous l'avons laissé louer par des amitiés moins éprouvées que la nôtre et par des opinions moins solidaires de la sienne ; mais puisque encore aujourd'hui, on continue à insulter basement cet

« homme illustre au moment de sa chute, nous croyons qu'il est de
« notre devoir de parler... Que des sbires de congrégations aient en
« horreur la noblesse du caractère et du talent, que, trépignant de
« colère dans leur bauge ils s'efforcent d'éclabousser la gloire, rien
« de plus naturel ; c'est un métier qu'ils font avec plaisir. Mais que
« ce métier se fasse par les ordres et sous la dictée du ministère, que
« ce soit officiellement qu'on adresse des injures à l'ex-ambassadeur de
« Rome, en insultant par d'ignobles facéties jusqu'à son désinté-
« ressement et sa pauvreté, voilà ce qui se conçoit à peine. » —
« Voyez, ajoutait-il le lendemain, le délit de M. de Chateaubriand. Il
« ne veut pas conserver une ambassade qui lui donnait 200 000 francs
« de rentes, une ambassade où il se plaisait ; où il trouvait à satis-
« faire tous ses goûts pour l'étude de l'antiquité et pour les monu-
« ments des arts... Depuis que M. de Chateaubriand a donné sa démis-
« sion, il ne s'est occupé que des embarras de sa position nouvelle ;
« il n'a pas écrit un seul mot contre le ministère, et pense sans doute
« qu'un citoyen peut avoir quelquefois à expliquer sa fortune à son
« pays, mais n'est pas obligé de rendre compte de sa ruine. »

Sans doute, *la Gazette* ne se tenait pas pour battue ; et le surlende-
main, elle répondait : « S'il s'est plongé dans un abîme, nous doutons
qu'il en connaisse bien la profondeur. De toutes les sortes d'amertu-
mes qu'il y trouvera, ce ne sont pas celles dont il paraît préoccupé,
quand il nous parle des richesses qu'il abandonne. »

Ce que disait le *Journal des Débats* était pourtant tristement vrai.
Tandis que la presse se battait autour de lui, retiré dans son Infirmerie,
sans répondre aux attaques, au milieu de ses plans bouleversés, il se
trouvait aux prises avec les plus pénibles difficultés matérielles.

Aussitôt sa démission donnée, il avait écrit au pape pour lui annoncer
lui-même la nouvelle ; puis, pour liquider ses comptes, il avait écrit
au duc de Laval, destiné sans doute à retourner à Rome, une longue
lettre, une lettre pénible à lire à cause de la désinvolture qu'il s'ef-
forçait de garder au milieu de son désarroi et qu'il nous faut citer
à peu près en entier :

« Si vous retournez à Rome, lui disait-il, notre affaire s'arrangera
« facilement. Je vous proposerai de rentrer dans votre palais, tel que
« vous l'avez laissé. J'étais convenu de vous payer une somme de
« 50 000 francs en différents termes dont un seul, je crois, est acquitté.
« Je cesserai, si vous le voulez, de payer ces termes. Nous compte-
« rons en diminution de la somme primitive le terme que j'ai payé
« et qui ira pour l'user des meubles, etc... pendant les huit mois
« que j'ai habité votre palais ; et tout sera ainsi fini sans bourse
« délier de part et d'autre. Je remporterai et ferai revenir tout ce

« que j'ai emporté en linge, argenterie, etc. Restera le vin et les chevaux. S'ils ne sont pas encore partis à votre arrivée, vous choisissez ce qui vous conviendra le mieux. Il y a surtout trois admirables chevaux anglais qui ne sont pas encore arrivés à Rome et qui m'ont coûté 15 000 francs. Ils vous plairont peut-être ; ils seront à vous au prix que vous jugerez à propos d'en donner. Allez à Rome, monsieur le duc, où vous jouissez de l'estime et de la considération universelle. Vous trouverez que votre palais n'a pas été habité par un ennemi. »

Puis, pour payer ses dettes, il allait se remettre à « la solde des libraires », et il allait s'enfermer dans son Infirmerie, se rongean lui-même, se demandant s'il avait bien fait de démissionner ou si, au contraire, il avait, comme le prétendaient ses adversaires, fait une faute.

Que devons-nous, pour notre part, penser de cette démission ?

Certes, il n'est pas sûr qu'elle n'ait pas eu des conséquences fâcheuses. Chateaubriand lui-même a fait observer dans ses *Mémoires* : « Peut-être l'indécision où j'aurais pu rester aurait-elle donné la majorité parlementaire à M. de Polignac, qui ne lui faillit que de quelques voix. L'adresse alors ne passait pas ; les ordonnances, résultat de cette adresse, n'auraient peut-être pas paru nécessaires à leurs funestes auteurs. » Il ajoute qu'en prenant sa décision, il gardait « au fond de la conscience une certaine crainte d'avoir poussé trop loin l'opposition ». Et nous savons en effet, par le témoignage de ceux qui l'ont vu à ce moment, qu'il avait longtemps hésité.

Il n'est pas sûr pourtant que, de loin, à Rome, il aurait pu exercer utilement une influence quelconque sur les ministres, d'autant moins que son attitude n'aurait pas été comprise du public, qu'on l'aurait accusé d'avoir trahi ses opinions pour une place et qu'il aurait très difficilement pu se disculper.

Au contraire, en résistant, lui, royaliste et connu pour tel, lui, l'ancien directeur du *Conservateur*, aux imprudences de Polignac, il évitait que le parti royaliste tout entier ne fût confondu avec les partisans du nouveau ministère. Il ôtait un argument aux ennemis acharnés du régime, il préparait un centre pour une coalition nouvelle qui, sur le terrain de la plus stricte fidélité monarchique, pouvait, si le roi savait le vouloir, former et soutenir un autre ministère après l'inévitable chute de Polignac. Et déjà, le 11 octobre, Mme Récamier écrivant à Ampère disait : « On le désigne pour président du Conseil qui doit succéder à celui-ci (1). »

(1) Mme Récamier et les amies de sa jeunesse

Sur ce point pourtant, lui-même n'avait guère d'espoir. Après la mauvaise volonté qui lui avait été tant de fois montrée, il avait peu de chance qu'on ait, même devant la nécessité, la sagesse de se raviser. Et Pasquier, qui cependant n'était pas de ses amis, déclare : « Je le rencontrai alors et je puis attester qu'il ne se faisait aucune illusion, qu'il était convaincu que Charles X ne lui pardonnerait jamais son dernier acte d'opposition. C'était donc son avenir entier qu'il compromettait » (1).

En tout cas, il avait donné un bel exemple de désintéressement, car, pour ne pas même s'exposer à mériter le reproche de vénalité, il avait sacrifié une situation, des rêves, des projets auxquels il tenait beaucoup ; il brisait délibérément sa carrière, et en tout cas, pour le moment, il s'engageait dans une voie où il n'allait trouver qu'embarras, difficultés, tristesses et dégoûts de toute sorte.

Le ministère piétinait dans l'incertitude. Tandis que leurs journaux, toujours exaltés, donnant des armes à leurs adversaires, entamaient une campagne antiparlementaire où ils proclamaient que le gouvernement pouvait se passer de la majorité à la Chambre et, au besoin, faire un coup d'État, les ministres eux-mêmes demeuraient incapables de s'entendre pour organiser un plan d'action, et pour gouverner d'accord. Dès le mois de novembre, La Bourdonnaye démissionnait ; quelques mois plus tard, Chabrol et Courvoisier se retiraient à leur tour. Et après avoir un moment pensé à demander la collaboration de Villèle, on se rabattait sur des personnages de second plan, un magistrat de province, Guernon-Ranville, qui était nommé ministre de l'Instruction publique, et M. de Chanteluze, qui devenait garde des Sceaux, tandis que Peyronnet, l'ancien ministre si détesté de Villèle, prenait l'Intérieur.

En même temps sans doute, dans le domaine de la politique étrangère, on sortait de la timide hésitation du ministère Martignac, on préparait fort soigneusement l'expédition d'Alger, on combinait les plus vastes plans d'action extérieure. Mais on reculait le plus possible la convocation des Chambres, on n'osait leur préparer aucun projet de loi à discuter ; et l'on ne savait ce que l'on ferait si, comme il était probable, elles refusaient de donner la majorité au cabinet.

Aussi l'opposition se renforçait-elle de toutes les hésitations et de toutes les maladresses du pouvoir ; elle organisait des associations pour refuser l'impôt au cas où, comme on le laissait craindre, les ministres violeraient la Charte ; elle combinait un voyage triomphal

(1) *Mémoires*, VI.

de La Fayette à Lyon et dans le Sud-Est, elle préparait avec une méthodique habileté la prochaine campagne électorale.

Enfin, quand le ministère se décidait à ouvrir la session, le 2 mars, en réponse au discours du trône, elle votait la fameuse adresse des 221 qui, refusant toute collaboration avec Polignac, obligeait le roi, pour conserver son ministère, à dissoudre la Chambre.

A partir de ce moment, la situation ne faisait qu'empirer de jour en jour. Tandis que Polignac, embarrassé par ses négociations intérieures (c'est au mois de mai que Chabrol et Courvoisier démissionnaient), multipliait imprudemment dans *le Moniteur* les provocations aux électeurs, tandis que les journaux de droite, *la Gazette de France* et *la Quotidienne*, se disputaient autour de la possibilité d'une rentrée de Villèle aux affaires, l'opposition travaillait patiemment à la réélection des 221 et préparait entre la nouvelle Chambre et le ministère une crise qui, cette fois, s'annonçait comme constitutionnellement insoluble.

Pendant tout l'hiver, Chateaubriand s'était tenu absolument en dehors des affaires. Une fois sa démission donnée, une fois liquidés les comptes de son ambassade, sa situation matérielle s'était révélée d'autant plus précaire que Ladvocat, l'éditeur de ses *Œuvres complètes*, n'était pas en mesure de tenir les engagements qu'il avait pris. (En 1828, la société Ladvocat et Dufay avait dû être dissoute. Ladvocat en avait reformé une autre à son compte, mais celle-ci débutait avec un passif considérable de 221 000 francs et un actif nul) (1). Il avait dû se remettre au travail.

Or, il n'avait à ce moment aucun ouvrage prêt à être publié et susceptible de lui rapporter rapidement de l'argent. Il s'était décidé alors à hâter la composition de la grande Histoire dont il avait commencé à s'occuper quinze ans plus tôt. Il s'était engagé à livrer en l'espace de dix-huit mois la matière de quatre gros volumes, et il allait en effet les faire paraître en 1831, sous le titre d'*Études historiques*.

Mais, ces *Études historiques* telles qu'elles avaient été d'abord conçues, représentaient un travail énorme. Dans sa pensée, elles auraient dû être le complément des études de toute sa vie. Il avait espéré pouvoir leur consacrer lentement les loisirs de sa vieillesse. Pressé tout à coup, bousculé par les événements, il allait être obligé de livrer en vrac ses matériaux et ses notes au milieu d'un certain nombre de fragments déjà rédigés; il allait gâcher l'œuvre tout entière et au lieu du grand livre dans lequel il comptait verser le

(1) Voir Archives du tribunal de commerce.

fruit de son expérience, il allait donner seulement une confuse ébauche que l'on ignore aujourd'hui à peu près complètement et dont on n'a peut-être jamais compris le sens et la portée. Comme il se rendait, mieux que personne, compte de son échec, il allait en souffrir ; et dans son avant-propos, en mars 1831, après la Révolution, il allait écrire avec tristesse : « Je ne voudrais pas, pour ce qui me reste à « vivre, recommencer les dix-huit mois qui viennent de s'écouler. « On n'aura jamais une idée de la violence que je me suis faite ; « j'ai été forcé d'abstraire mon esprit, dix, douze et quinze heures « par jour, de ce qui se passait autour de moi pour me livrer pué- « rilement à la composition d'un ouvrage dont personne ne lira « une ligne. »

Arrêtons-nous pourtant à considérer un moment cet ouvrage. Malgré ses défauts, il vaut la peine de nous retenir. Il fait mieux qu'un autre comprendre ce qu'était en réalité le Chateaubriand catholique, ce qu'était le système général d'idées auxquelles il rattachait sa politique.

La plupart des commentateurs, discutant la sincérité religieuse de Chateaubriand, s'en sont tenus d'ordinaire à se demander quelle part, dans la thèse du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs*, il faut faire au dilettantisme de l'artiste et quelle part à la sincère émotion du chrétien. Les *Études historiques* permettent de nous rendre compte aussi et peut-être surtout, que l'historien chez lui avait été frappé par la part que l'idée chrétienne, que l'Église catholique avaient eue à la naissance, au progrès et au maintien de la civilisation moderne.

C'est cette influence civilisatrice du Christianisme qu'il avait voulu étudier dans un grand travail d'histoire. La première idée lui était venue, semble-t-il, lorsqu'il s'était documenté pour la composition des *Martyrs*. Depuis, pendant plus de quinze ans, il avait consacré à ses recherches la plus grande partie des loisirs que sa carrière politique lui avait laissés. Il n'avait pas cessé de se tenir au courant des efforts et des découvertes de la science historique renaissante.

Il correspondait régulièrement avec Augustin Thierry. (Pendant son ambassade à Rome en particulier, il fait à plusieurs reprises allusion à cette correspondance). Il suivait les travaux de tous les jeunes historiens de la nouvelle école : Michelet, Quinet et Villemain. Charles Lenormant, le mari de la nièce de Mme Récamier, lui fournissait des notes et faisait pour lui de nombreuses recherches.

Le thème qu'il avait conçu était le suivant : prenant l'histoire du monde au temps d'Auguste, à l'époque où, dit-il dans sa préface (1),

(1) P. 90.

« commencent à la fois l'empire romain, le christianisme et les premiers mouvements des barbares, » il prétendait démontrer comment, à travers dix-huit siècles, l'Église catholique avait, non seulement créé notre civilisation, mais, à elle seule, assuré et rendu possible tous les progrès humains, car, disait-il, « le monde moderne prend naissance au pied de la croix. »

La première partie, la seule qu'il ait pu mener à peu près à bien, celle qui s'étend jusqu'à la chute de l'empire romain, était riche de vues très larges, neuves, souvent ingénieuses et parfois très profondes.

L'histoire simplifiée établit une coupure entre le monde ancien et le moyen âge, séparés par le bouleversement des invasions barbares après lesquelles serait née du chaos et des ruines une civilisation toute nouvelle que les historiens allemands de l'époque, déjà, se plaisaient à déclarer toute germanique, en concluant que la régénération du monde, après la corruption romaine, avait été due aux Barbares.

Chateaubriand, au contraire, et c'était là son observation la plus féconde, s'efforçait, en parcourant l'histoire des cinq premiers siècles de l'ère chrétienne, de montrer qu'il n'y eut jamais, à proprement parler, de bouleversement, de coupure, de retour à la barbarie ; que loin de détruire d'un bloc la civilisation romaine, les diverses poussées barbares furent chaque fois assimilées, adaptées par l'empire et que ceux qui présidèrent à cette adaptation, en maintenant à travers chaque crise le trésor de la culture, en le perfectionnant même sans cesse d'apports nouveaux, ce furent, dès le début, les évêques chrétiens dont il suivait, dont il reconstituait le patient et rapide travail d'évangélisation, et qui, moins de trois siècles après la mort du Christ, bien que le paganisme antique demeurât encore officiellement debout, avaient su s'infiltrer, imposer déjà leur influence aussi bien à la cour des empereurs que dans les camps barbares et déjà, dominaient secrètement le monde, de la Perse à la pointe occidentale de l'Afrique ; et il écrivait (1) : « Il n'y eut jamais de complète barbarie comme on se l'est persuadé. On ne peut pas dire qu'un peuple soit entièrement barbare quand il a conservé la culture de l'intelligence et la connaissance de l'administration. Or, l'étude des lettres, de la philosophie, de la théologie continuait parmi le clergé. L'administration municipale, fiscale, publique et domestique, demeura toujours ce qu'elle était sous l'empire. La science militaire périt dans l'indiscipline, mais l'art de la for-

(1) III, 83.

« tification ne se détériora point ; et même les machines de guerre
« se perfectionnèrent. Il n'y eut donc rien de nouveau à remarquer
« sous les premières races, si ce n'est les mœurs particulières des
« familles investies du pouvoir, l'achèvement de la monarchie de
« l'Église, et les hautes sources qui, comme des écluses, lâchèrent
« sur l'Europe le torrent des siècles féodaux. »

En même temps, dans une longue préface de plus de cent pages, il exposait son plan et ses méthodes de travail ; et toujours jeune d'esprit, toujours prêt à comprendre les nouveautés, sans pour cela se croire obligé de mésestimer les grandes choses du passé, il ouvrait de curieux aperçus sur les méthodes de recherche historiques, il embrassait dans un vivant résumé le passé et l'avenir de cette science, bouleversée plus qu'aucune autre par les destructions révolutionnaires, et où la jeune génération se précipitait avec autant d'enthousiasme que d'inexpérience.

Tantôt, évoquant les historiens de l'ancienne France, il écrivait :
« Rendons d'abord un éclatant hommage à cette école des Bénédictins que rien ne remplacera jamais... Il n'y a pas de frère lai
« déterrante dans un obituaire le diplôme poudreux que lui désignait dom Bouquet ou dom Mabillon qui ne fût mille fois plus
« instruit que la plupart de ceux qui s'avisent aujourd'hui, comme
« moi, d'écrire sur l'histoire, de mesurer du haut de leur ignorance
« ces larges cervelles qui embrassaient tout, ces espèces de contemporains des Pères de l'Église, ces hommes du passé gothique et
« des vieilles abbayes qui semblaient avoir écrit eux-mêmes les
« chartes qu'ils déchiffraient. »

Tantôt, montrant la voie aux gouvernements, les encourageant à soutenir les travaux des historiens, il écrivait : « Désirons qu'un
« temps vienne et que ce temps soit prochain, où ces grandes desseins étouffés par la barbarie révolutionnaire seront repris, où l'on
« achèvera de cataloguer ces manuscrits de la Bibliothèque qui
« gisent misérablement inconnus... Désirons qu'on améliore le sort
« de ces hommes honorables qui veillent aux dépôts de la science...
« Désirons qu'on augmente le nombre des élèves de l'École des
« Chartes... Désirons enfin qu'on ne s'obstine pas à agrandir le
« bâtiment de la Bibliothèque sur le terrain où elle existe aujourd'hui et qu'on adopte le beau plan d'un habile architecte pour
« réunir le temple de la science au Palais du Louvre. »

Pour compléter la première partie de son ouvrage, il comptait y joindre un exposé de principes sur les idées directrices de la civilisation moderne. La seconde partie ensuite devait embrasser l'histoire de la France depuis le sixième siècle, et par là il allait

rattacher le développement de la monarchie à celui de l'Église.

Mais il se rendait compte qu'il ne pourrait pas achever. En vain il se hâtait ; les événements, en renversant la monarchie, en amenant au pouvoir l'anticléricalisme officiel du régime nouveau, allaient enlever beaucoup de poids à sa thèse.

Noyé dans ses paperasses, il passait tout l'hiver de 1829-1830 de plus en plus découragé au milieu de son travail, qu'il sentait insuffisant et peut-être inutile. Les documents manquent sur cette période de sa vie, tant il vivait en dehors du mouvement et des agitations extérieures.

Nous savons seulement que Mme Récamier faisait effort pour s'intéresser à ses recherches ; elle écrivait à Ampère le 11 octobre (1) : « M. de Chateaubriand est toujours dans ses travaux historiques. Je lui fais des recherches, ce qui me donne quelque goût à l'histoire. J'ai lu Thiers et Mignet. Je lis Tacite. »

Quelquefois, entre deux longues séances de travail, il allait, paraît-il, pendant cet hiver, passer quelques moments avec la jeune Hortense Allard, qui était revenue de Rome à sa suite et, nous assure-t-elle, il retrouvait auprès d'elle des éclairs de bonne humeur. Pour lui faire plaisir même, il entraînait en ce moment en relation avec Béranger qu'elle connaissait assez intimement ; il faisait au chansonnier l'honneur de quelques visites et même l'encourageait à se présenter à l'Académie. Mais, malgré tout son bagout, une Hortense Allard était trop intrigante et trop vulgaire pour pouvoir l'occuper longtemps. En vain, dans les souvenirs fantaisistes qu'elle a publiés, insistait-elle sur la joie qu'il montrait en sa compagnie ; elle est bien obligée de reconnaître, ou plutôt de laisser comprendre qu'au bout de quelques mois il l'encourageait à voyager de nouveau et à aller, cette fois, chercher fortune en Angleterre. Et lui-même n'en retombait que plus accablé dans sa solitude, tandis qu'à travers les campagnes de plus en plus violentes, de plus en plus passionnées, les ambitions en éveil se pressaient.

Malgré son accablement, il ne cherchait pas, comme tant d'autres l'auraient fait, à se venger par des récriminations ni par des intrigues. La gauche cependant, au cours de cet hiver, multipliait les efforts pour l'attirer à elle en exploitant les mauvais procédés que la droite et la cour ne lui avaient pas ménagés. Non seulement Béranger le comblait de flatteries et l'assurait que ses premiers vers avaient été inspirés par le *Génie du Christianisme* ; tous les journaux d'opposition faisaient à toute occasion son éloge. Thiers, fondant au mois de jan-

(1) *Mme Récamier et les amies de sa jeunesse.*

vier un nouveau journal, *le National*, lui écrivait en lui envoyant le premier numéro : « Si dans ce premier article, objet de grands « soucis pour moi, j'ai réussi à exprimer des opinions que vous ap- « prouvez, je serai rassuré et certain de me trouver dans une bonne « voie (1). » Lacretelle, Lamartine, d'autres encore, lui écrivaient sur le même ton. Guizot lui-même, à ce moment candidat pour la première fois à la Chambre des députés, en Normandie, et qui, pour réussir, se faisait très modéré, lui demandait son appui par l'intermédiaire du duc de Broglie.

Mais il se refusait cette fois à se mêler activement à aucune campagne. Il se contentait d'écrire une lettre assez vague aux électeurs de Lisieux en faveur de Guizot. A la Chambre des pairs, il ne prenait la parole qu'une fois, lors de la discussion de l'adresse, et ce n'était pas pour attaquer les ministres mais simplement pour les mettre en garde. Car, leur disait-il : « La Révolution peut venir d'en haut, elle peut « sortir d'une administration égarée dans ses systèmes, ignorante de son « pays et de son siècle. Je renferme mes pensées, je contiens mes senti- « ments, je ne développe rien ; je n'approfondis rien ; je ne lève point « le voile qui couvre l'avenir ; je laisse ce discours incomplet parce que « mon attachement à la légitimité arrête et brise mes paroles. »

Puis, une fois la Chambre dissoute, tandis qu'en mai et juin la campagne électorale se préparait tandis que le ministère envoyait des circulaires aux fonctionnaires où il déclarait que ceux d'entre eux qui voteraient contre les candidats officiels « non seulement perdraient la bienveillance du gouvernement, mais s'exposeraient même à redouter sa justice », et le 3 juin publiait dans *le Moniteur* un manifeste où il traitait de « mutins » « ceux qui contestaient au roi le droit de choisir ses ministres dans le sens où il lui plaisait » ; tandis que ces maladresses excitaient la gauche, que tous les anciens bonapartistes, tous les anciens partisans de Decazes, sans plan précis encore, se préparaient à profiter des circonstances, Chateaubriand, lui, se taisait, se refusait, malgré les sollicitations des libéraux, de se mêler en quoi que ce fût à la campagne ; et sans attendre la réunion des Chambres, le 26 juillet, à 4 heures du matin, assez gai, dit-il, et tout charmé d'aller revoir la mer, il partait pour Dieppe où il allait retrouver Mme Récamier. Le soir du même jour, *le Moniteur* publiait les ordonnances de Polignac qui allaient causer la mort du régime.

Nous ne ferons pas après tant d'autres le récit de la Révolution de 1830. Rappelons seulement l'essentiel :

(1) *M. O.-T.*, V, 258.

Le 20 juillet, une fois connu le résultat définitif des élections, Polignac avait bien dû reconnaître que, malgré sa confiance jusqu'au dernier moment imperturbable, les candidats de l'opposition avaient en grand nombre triomphé, que les 221 avaient été presque tous réélus, que le cabinet ne pouvait espérer trouver aucune majorité dans la Chambre nouvelle. Mais, au lieu de céder et d'offrir sa démission, il s'était, après quelques jours d'hésitation, décidé à la résistance ; et, s'appuyant sur l'article 14 de la Charte, il avait préparé dans le plus grand secret et fait signer par le roi, le 24, trois ordonnances dont la première dissolvait encore une fois la Chambre, dont la deuxième changeait le régime des élections, et dont la troisième, suspendant la liberté de la presse, décidait que nul journal, à l'avenir, ne pourrait paraître sans une autorisation spéciale donnée séparément pour les imprimeurs et pour les rédacteurs.

Aussitôt la mesure connue, le 26, quarante-quatre journalistes d'opposition rédigeaient et affichaient une protestation publique, cependant qu'un certain nombre de députés déjà arrivés de leurs circonscriptions se réunissaient dans les bureaux du *National* pour examiner la situation. Le soir du même jour, au Palais-Royal, et dans les rues avoisinantes, quelques manifestations éclataient. Le lendemain 27, des ouvriers imprimeurs, premières victimes des ordonnances, étant descendus dans la rue, les manifestations de la veille recommençaient de côté et d'autre avec plus d'ampleur. Il fallait faire intervenir les gendarmes et la troupe ; les premières barricades étaient élevées.

Par malheur, en improvisant son coup d'État, Polignac n'avait pris aucune disposition militaire. La garnison de Paris n'avait pas été renforcée. Le 28, le maréchal Marmont qui commandait les troupes, se rendant compte qu'il ne possédait pas de forces suffisantes pour garder toute la ville, rassemblait ses détachements autour du Louvre et des Tuileries. Mais le 29 au matin, certains éléments du 5^e et du 53^e de ligne, postés place Vendôme, ayant fait défection, une panique se produisait. Les émeutiers envahissant la colonnade du Louvre bousculaient des détachements de Suisses qui, rejetés sur le Carrousel, entraînaient dans leur débandade les autres corps massés dans les Tuileries. Les troupes ne pouvaient être ralliées qu'au delà de la barrière de l'Étoile. Paris, en quelques heures se trouvait livré à l'émeute. En vain le roi, demeuré à Saint-Cloud, essayait alors de sauver la situation en retirant les ordonnances et en formant un autre ministère dont il confiait la présidence au duc de Mortemart. Ce dernier, hésitant et embarrassé, avait perdu toute une journée à chercher à travers Paris en désarroi des collaborateurs ; tandis qu'une série

d'agités sans mandat, et, en particulier, comme toujours, M. de Vitrolles, avec les meilleures intentions du monde, embrouillaient les affaires.

La Fayette pendant ce temps-là, installé à l'Hôtel de Ville, et entouré de quelques comparses, cherchait sans beaucoup de succès à organiser un gouvernement provisoire cependant que les députés du centre gauche, soutenus par la plus grande partie de la presse d'opposition, cherchaient à créer un mouvement en faveur du duc d'Orléans pour lequel ils réclamaient le titre de lieutenant général du royaume. Bientôt La Fayette, sans appui et sans organisation, devait s'incliner. Le 31, le duc d'Orléans se faisait proclamer lieutenant général à l'Hôtel de Ville, et ses partisans déjà préparaient son élévation au trône.

Pensant sauver au moins le principe monarchique, Charles X, qui s'était retiré à Rambouillet, entouré de la cour et des troupes restées fidèles, reconnaissait au duc d'Orléans le titre de lieutenant général. puis il abdiquait, ainsi que son fils, en faveur du duc de Bordeaux et confiait la régence au lieutenant général.

La cause légitimiste n'était pourtant pas encore perdue. Sans doute le duc d'Orléans convoquait les Chambres pour le 3 août, et ses partisans préparaient un projet de loi qui modifiait la Charte, déclarait les Bourbons déchus et donnait la couronne au lieutenant général. Et ce projet, déposé aussitôt, allait être discuté le 7 août. Mais Charles X, à Rambouillet, libre, entouré de sa garde, et susceptible, s'il le voulait, de trouver appui dans plus d'une province, pouvait d'autant mieux résister et traiter que la Révolution à Paris s'était faite en quelque sorte à l'improviste, que les révolutionnaires, partagés entre républicains et orléanistes, ne s'entendaient pas, que les républicains, seuls disposés à lutter par les armes, manquaient d'organisation depuis qu'en 1823 la Charbonnerie avait été dissoute, et que le duc d'Orléans, de son côté, prudent à l'extrême, et incertain du résultat, hésitait encore à trahir sa famille en prenant la couronne. L'émeute même, en l'absence de chefs, s'était comme calmée d'un seul coup, aussitôt après que les troupes royales avaient quitté Paris. Sauf autour de l'Hôtel de Ville, où s'agitaient quelques intrigants, la population était tranquille, et, dans l'ensemble, souhaitait surtout le retour d'un ordre stable capable d'empêcher les troubles et les dévastations.

En jouant de la peur de la révolution, en ne craignant pas de se défendre, de montrer sa force, et de parler haut, la cause légitime pouvait encore triompher. Mais Charles X ne se décidait pas à reprendre les armes ; ses partisans surtout, encore nombreux dans les

deux Assemblées, n'osaient intervenir. Les orléanistes en profitaient pour se hâter de bâcler le changement de régime. Le 7, quand le projet de déchéance et de modification de la Charte était apporté aux Chambres, seuls au Palais-Bourbon, Hyde de Neuville et deux ou trois autres orateurs de second plan osaient prendre la parole pour le combattre. A la Chambre des pairs, seul Chateaubriand montait à la tribune.

Le 26 juillet au matin, Chateaubriand avait quitté Paris, sans avoir lu les journaux, sans connaître encore les événements qui se préparaient. Après avoir roulé toute la journée, il avait couché à Rouen, sans se douter encore de rien.

Le 27, arrivé à Dieppe vers midi, après avoir déjeuné à l'hôtel où son ancien secrétaire d'ambassade M. de Boissy lui avait retenu un logement, il était allé voir Mme Récamier et causait avec elle en regardant la mer quand Ballanche, survenant lui avait apporté les journaux de Paris de la veille où il avait lu pour la première fois les ordonnances.

Aussitôt, demandant des chevaux de poste, il était remonté en voiture et le 28 dans l'après-midi, après avoir du haut de la butte du Trocadéro entendu les premiers coups de fusil, il était débarqué rue d'Enfer, tandis que ses voisins regardaient avec surprise « une voiture attelée en poste comme dans les temps ordinaires ».

Il voulait agir malgré son découragement ; il comprenait que dans le désarroi du moment son prestige sur l'opinion pouvait, mieux qu'aucun autre, être utile à la monarchie. Il espérait que cette fois, devant la gravité des événements, les préventions que la cour et les ultras gardaient contre lui céderaient à la nécessité. Il jugeait plus sage d'éviter pourtant toute intervention sans mandat, toute négociation improvisée qu'on n'aurait pas manqué de lui reprocher comme des manœuvres d'intrigants : « Je ne voulais, dit-il, agir que sur un ordre écrit de la main du roi, et qui me donnât les pouvoirs nécessaires pour parler aux autorités du moment. »

Il écrivait en conséquence à Charles X, pour se mettre à sa disposition, une lettre que son ancien secrétaire à Rome, M. de Givré, s'offrait de porter à Saint-Cloud. Mais le roi, sans donner aucune instruction écrite, se contentait de répondre verbalement que M. de Mortemart était nommé premier ministre et qu'il invitait M. de Chateaubriand à s'entendre avec lui.

Chateaubriand cherchait alors à rencontrer le nouveau premier ministre qui, parti de Saint-Cloud à pied, s'était égaré dans le Bois de Boulogne et avait perdu du temps en traversant Paris ; il ne pou-

vait le rencontrer que le lendemain 30 à la Chambre des pairs où le grand référendaire, M. de Semonville, avait à tout hasard convoqué ses collègues.

A ce moment, il avait encore quelque espoir. Avant l'heure de la réunion, il avait décidé, pour se rendre compte de la situation, de parcourir la ville à pied. Il avait eu la surprise de trouver partout sur son chemin les rues très calmes. Seules les barricades à demi défaites et, de loin en loin, des postes d'hommes armés et débraillés, mais paisibles, rappelaient l'émeute. Comme un jour de dimanche un peu fou, une foule curieuse et désœuvrée se promenait autour du Louvre et des Tuileries tout marqués encore des combats des jours précédents. Au moment où il passait devant la colonnade, il avait été reconnu et acclamé. Une bande d'étudiants grossie bientôt de badauds de toute espèce s'était mise à l'accompagner en criant : « Vive le roi, vive la Charte (1). »

En vain, avait-il demandé grâce et répondu par des cris de : Vive le roi ! aux ovations dont il était l'objet. Sans se fâcher, mais criant toujours, le prenant même un moment sur leurs épaules, ses admirateurs lui avaient demandé où il voulait aller, et, par la rue de Seine et la rue de Tournon, l'avaient conduit jusqu'au Luxembourg.

Il se rendait bien compte que son cortège improvisé et débraillé était un peu ridicule (il a décrit la scène avec simplicité et bonne humeur dans ses *Mémoires*) (2), mais il était flatté tout de même, il se disait que cette révolution qui accueillait ainsi l'ancien ministre de Louis XVIII, qui lui laissait ainsi librement crier : Vive le roi ! en pleine rue, n'était, somme toute, si on savait agir, pas difficile à ramener à la raison.

Et quand, après avoir enfin pris congé de son escorte, il entra dans le salon de M. de Semonville, où une trentaine de pairs rassemblés autour de M. de Mortemart cherchaient à lui faire comprendre que son ministère était impossible, il improvisait un petit discours pour leur redonner confiance. Que dit-il exactement ? il est impossible de le savoir. Lui-même assure que, comme le duc de Broglie venait de dire : « Si le nom de Charles X était seulement prononcé, on nous couperait la gorge à tous », il aurait lui-même répondu : « Je viens de parcourir Paris ; trois mille jeunes gens m'ont rapporté dans la cour de ce palais. Vous avez pu entendre leurs cris. Ont-ils soif de votre sang, ceux qui ont ainsi salué un de vos collègues ? Ils ont crié : Vive la Charte, j'ai répondu : Vive le roi. Ils n'ont témoigné

(1) *M. O.-T.*, V, 309.

(2) *Id.*, V, 322-23.

aucune colère et sont venus me déposer sain et sauf au milieu de vous. Sont-ce cela des symptômes si menaçants de l'opinion publique ; je soutiens, moi, que rien n'est perdu. » — « D'ailleurs, aurait-il ajouté, la question n'est pas de considérer s'il y a péril ou non, mais de garder les serments que nous avons faits au roi dont nous tenons nos dignités, et, plusieurs d'entre nous, notre fortune. »

Mais le duc de Broglie, dans ses *Mémoires* (1), assure qu'il n'avait pas du tout dit que si le nom de Charles X était proposé on couperait la gorge aux pairs, et sans oser assurer que Chateaubriand n'avait pas pris la parole, il prétend ne pas l'avoir entendu.

Cependant Pasquier, de son côté, tout en dénigrant le plus qu'il peut Chateaubriand, son cortège et son discours, reconnaît qu'il avait parlé en faveur du ministère Mortemart (2).

Les témoignages de Pasquier et du duc de Broglie ne peuvent être d'ailleurs accueillis qu'avec beaucoup de réserve. Tous deux se préparaient déjà à trahir. Ils avaient intérêt à défigurer le plus possible dans leurs *Mémoires* l'attitude de Chateaubriand qui, seul, osait se montrer fidèle au roi légitime et dont le succès auprès des étudiants était, de toute façon, humiliant pour leur propre amour-propre.

Le fait est qu'aussitôt après l'intervention de Chateaubriand, sans conclure, les pairs s'étaient hâtés de lever la séance ; et le lendemain quand ils se réunissaient à nouveau, il s'arrangeait pour que la convocation parvînt trop tard à Chateaubriand.

Deux jours plus tard pourtant, on se rendait compte que l'appui ou au moins la neutralité de l'ancien ministre des Affaires étrangères, du grand journaliste des *Débats*, pouvait être utile. Le duc d'Orléans qui, après la cérémonie de l'Hôtel de Ville venait de prendre le titre de lieutenant général, et cherchait à s'assurer le trône, lui faisait dire par le comte de Montesquiou, chevalier d'honneur de la duchesse d'Orléans, qu'il serait charmé de le voir.

Chateaubriand acceptait l'invitation, et se rendait au Palais-Royal. Car, dit-il, « sans me flatter d'un succès, je pensais que je pouvais faire entendre des vérités utiles. » Il était reçu, raconte-t-il, par la duchesse d'Orléans d'abord, qui, après s'être lamentée sur les malheurs du temps, lui rappelait qu'il avait été maltraité par les Bourbons, et lui offrait de reprendre l'ambassade de Rome.

Le duc d'Orléans, survenant, se serait plaint aussi de perdre la vie tranquille et selon ses goûts qu'il menait au milieu de ses enfants ; et, comme ensuite il énumérait les difficultés de la situation, Cha-

(1) III, 325.

(2) VI, 296.

teaubriand lui aurait répondu : « La session va s'ouvrir ; quelle que
« soit la première proposition qui sera faite par les députés, déclarez
« que la Chambre actuelle n'a pas les pouvoirs nécessaires, ce qui
« est la vérité pure, pour disposer de la forme du gouvernement ;
« dites qu'il faut que la France soit consultée et qu'une nouvelle
« assemblée soit élue avec des pouvoirs *ad hoc* ; Votre Altesse
« royale se mettra de la sorte dans la position la plus populaire ;
« dans les deux mois qui s'écouleront jusqu'à l'arrivée de la nouvelle
« législature, vous organiserez la garde nationale ; tous vos amis ou
« les amis du jeune prince travailleront avec vous dans les pro-
« vines. Laissez venir alors les députés. Laissez se plaider publi-
« quement à la tribune la cause que je défends. Cette cause favorisée
« en secret par vous obtiendra l'immense majorité des suffrages...
« Quel rôle pour vous, Monseigneur, vous pouvez régner quinze
« ans sous le nom de votre pupille. Dans quinze ans, l'âge du repos
« sera arrivé pour nous tous. Vous aurez la gloire, unique dans
« l'histoire, d'avoir pu monter au trône et de l'avoir laissé à l'héritier
« légitime ; en même temps, vous aurez élevé cet enfant dans les
« lumières du siècle et vous l'aurez rendu capable de régner sur la
« France ; une de vos filles pourrait un jour porter la couronne
« avec lui (1). »

Je ne sais si Chateaubriand a exactement reproduit les paroles prononcées par lui en faveur du duc d'Orléans. Nous ne connaissons que par lui, en effet, le récit de cette audience. Mais son discours, tel qu'il l'a présenté dans ses *Mémoires*, est vraisemblable parce qu'il est pleinement d'accord avec la thèse qu'il allait soutenir quelques jours plus tard publiquement à la Chambre des pairs. Il était, en outre, courageux et sage. Si le duc d'Orléans avait voulu accepter franchement le rôle de régent et prendre l'initiative de diriger dans un sens moderne l'éducation du duc de Bordeaux, sa position eût pu être très forte et son rôle dans l'histoire très noble.

Mais au moment où Chateaubriand lui parlait, son parti était déjà pris. Il l'avait écouté poliment, car il ne voulait pas s'en faire un ennemi, mais il s'était hâté de rompre l'entretien ; et retournant vers les intermédiaires qui avaient préparé l'entrevue, Chateaubriand pouvait leur dire : « Il veut être roi et Mme la duchesse d'Orléans veut être reine. L'un m'a parlé de bergeries, l'autre des périls qui menaçaient la France et de la légèreté de la pauvre Caroline (la duchesse de Berry) ; tous deux ont bien voulu me faire entendre que je pourrais leur être utile, et ni l'un ni l'autre ne m'a regardé en face. »

(1) *M. O.-T.*, V, 376.

Deux jours après, pourtant, une nouvelle tentative fut encore essayée (Villemain confirme le fait). Cette fois, parlant à Chateaubriand de sa puissance sur l'opinion, la duchesse d'Orléans, qui l'aurait reçu seule, lui aurait dit que, s'il voulait rentrer au ministère des Affaires étrangères, « Son Altesse Royale se ferait un grand plaisir de le réintégrer dans cette place. » Mais il aurait répondu : « Si ma puissance sur l'opinion est réelle, elle n'est fondée que sur l'estime publique ; or, je la perdrais, cette estime, au moment où je changerais de drapeau. M. le duc d'Orléans aurait cru acquérir un appui, et il n'aurait à son service qu'un misérable faiseur de phrases, qu'un parjure, dont la voix ne serait plus écoutée. Aux paroles menteuses qu'il balbutierait en faveur de Louis-Philippe, on lui opposerait les volumes entiers qu'il a publiés en faveur de la famille tombée. » C'est toujours d'après lui seulement que nous connaissons ses paroles ; nous ne pouvons les contrôler, mais nul n'est venu les contredire. Elles sont d'ailleurs pleinement d'accord avec l'attitude qu'il allait adopter les jours suivants et à laquelle il allait se tenir jusqu'à la fin de sa vie ; nous devons donc, dans l'ensemble au moins, les tenir pour exactes. Le fait est qu'en tous cas, à partir de ce moment, il n'intervenait plus, il s'enfermait pour préparer un dernier discours qu'il prononcerait à la Chambre des pairs le jour où celle-ci aurait à ratifier l'usurpation en votant le projet de loi qui allait modifier la Charte, déclarer le trône vacant et donner la couronne au duc d'Orléans.

Sans doute, il le savait bien, son discours n'empêchait rien ; le parti de chacun était pris. Si justes que pussent être ses arguments, ni les députés, ni les pairs, dans le désarroi du moment, n'auraient le courage de prendre la défense de la monarchie tombée. Les ultras eux-mêmes, désorientés par l'échec éclatant que l'événement donnait à leur imperturbable confiance, ne savaient que se taire, et ne reviendraient sur aucune de leurs anciennes rancunes à son endroit.

Il voulait au moins deux choses : 1^o réserver l'avenir en montrant que ce changement de régime dans lequel, par lâcheté, on se jetait tête baissée était, en droit, insoutenable ; 2^o donner une dernière et éclatante leçon aux éternels courtisans du pouvoir qui, après lui avoir reproché son libéralisme, le laissaient seul prendre la défense du roi tombé.

Le 7 août, quand le projet de déchéance, voté dans la journée par la Chambre des députés, était apporté aux pairs et mis aussitôt en discussion, seul, nous l'avons dit, il osait demander la parole. Il était neuf heures du soir. Tandis qu'il montait à la tribune, plus d'un parmi ces pairs de France qui devaient aux Bourbons leurs titres, leur rang

et leur fortune, devinant ce qu'il allait dire, le considéraient avec embarras, tout en dissimulant leur gêne sous une impassibilité affectée ; et il commença à parler au milieu du plus complet silence.

Sans doute, comme à tous ses discours, on peut reprocher à celui-là d'être trop pompeusement écrit par endroits, d'abuser des effets de rhétorique et des périodes sonores. Pourtant il en est peu de plus solides et surtout, étant donné les circonstances, de plus dignes.

Écartant d'abord d'un mot les modifications accessoires que le projet apportait à la Charte, et en particulier l'article qui supprimait l'hérédité de la pairie, il s'en tenait, disait-il, au seul fait énoncé de la vacance vraie ou prétendue du trône ; et il annonçait qu'il allait traiter ce sujet franchement sous toutes ses faces.

« Avant d'offrir la couronne à un individu quelconque, disait-il, il est « bon de savoir dans quelle espèce d'ordre politique nous constitue-
« rons l'ordre social. Une république ou une monarchie nouvelle
« offre-t-elle à la France des garanties suffisantes de durée, de force
« et de repos? »

Alors, avec sang-froid et modération, en évitant presque de faire intervenir les arguments d'ordre sentimental, il passait en revue les avantages et les inconvénients des diverses thèses en présence.

« Une république, faisait-il d'abord observer, aurait contre elle les souvenirs de la république même.

« D'ailleurs, dans l'état de nos mœurs, ajoutait-il ensuite, et dans nos rapports avec les gouvernements étrangers, la république ne paraît pas exécutable maintenant. » Car, expliquait-il, « avec notre familiarité naturelle, croyez-vous qu'un président, quelque grave, quelque respectable, quelque habile qu'il puisse être, soit un an à la tête « des affaires sans être tenté de se retirer? Peu défendu par les lois « et par les souvenirs, contrarié, avili, insulté soir et matin par des « rivaux secrets et par des agents de trouble, il n'inspirera pas assez « de confiance au commerce et à la propriété ; il n'aura ni la dignité « convenable pour travailler avec les cabinets étrangers, ni la « puissance nécessaire au maintien de l'ordre intérieur... Bref, concluait-il, par concession à l'opinion du moment, la république « représentative est sans doute l'état futur du monde, mais son « temps n'est pas encore arrivé. »

Passant ensuite à la monarchie, aux diverses formes possibles de monarchie, il commençait par démontrer qu'une monarchie élective ne pourrait durer en respectant les libertés, la liberté de la presse en particulier, que l'opinion réclamait et au nom desquelles la Révolution avait été faite : « La liberté de la presse, en effet, disait-il, ne vit en « sûreté qu'avec un régime dont les racines sont déjà profondes. Une

« monarchie bâtarde d'une nuit sanglante n'aurait-elle rien à redouter de l'indépendance des opinions? Alors, amis des libertés réglées, qu'aurez-vous gagné au changement qu'on vous propose? Vous tomberez de force dans la république ou dans la servitude légale. »

Restait donc la monarchie légitime seulement. Sans doute, reconnaissait-il, si Charles X avait dû abdiquer, c'est que son gouvernement avait fait des fautes, c'est que, disait-il, « d'affreux ministres ont souillé la couronne quand une terreur de château organisée par des ennuques a cru pouvoir remplacer la terreur de la république et le joug de fer de l'Empire. »

Il faisait même des combattants des Trois Glorieuses un éloge pompeux et sans doute assez peu convaincu (nous savons quel récit moqueur il a fait dans ses *Mémoires* des scènes tragi-comiques de l'émeute), mais assez adroitement destiné à ménager l'opinion. « Un siècle, disait-il, n'aurait pas autant mûri les destinées d'un peuple que les trois soleils qui viennent de briller sur la France. »

En se plaçant ainsi sur le propre terrain de ses adversaires il n'en était, pensait-il, que plus fort pour poursuivre sa démonstration : « Ce n'était, en effet, continuait-il, ni par un dévouement sentimental, ni par un attendrissement de nourrice transmis de maillot en maillot depuis le berceau de Henri IV jusqu'à celui du jeune Henri que je plaide une cause où tout se tournerait de nouveau contre moi si elle triomphait. Je ne crois pas au droit divin de la royauté et je crois à la puissance des révolutions et des faits.

« Mais, ajoutait-il, il ne faut pas confondre liberté et république. Une monarchie peut être libre et beaucoup plus libre qu'une république. Il ne faut pas croire à la souveraineté du peuple plus qu'au droit divin des rois. Le principe de l'hérédité monarchique, absurde au premier abord, a été reconnu par l'usage préférable au principe de la monarchie élective. En effet, si vous choisissez un roi aujourd'hui, qui vous empêchera d'en choisir un autre demain? La loi, direz-vous? Et c'est vous qui la faites. »

Au contraire, expliquait-il, accepter le duc de Bordeaux c'était, à la fois, donner satisfaction aux justes réclamations de l'opinion et réserver l'avenir. Car, indiquait-il avec beaucoup de bonheur et d'adresse : « Cet orphelin élevé aux écoles de la patrie dans l'amour du gouvernement constitutionnel et dans les idées de son siècle aurait pu devenir un roi en rapport avec les besoins de l'avenir... Le roi présent, le roi actuel aurait été M. le duc d'Orléans, régent du royaume. Cette combinaison naturelle m'eût semblé un grand moyen de conciliation et aurait peut-être sauvé la France des agitations qui sont les conséquences des violents changements d'un État. »

Alors seulement, sa démonstration achevée, il faisait intervenir le sentiment et, se retournant vers ceux qui, après s'être montrés royalistes plus intransigeants que lui quand le roi triomphait, n'avaient pas attendu huit jours après son échec pour l'abandonner, il leur jetait à la face cette éclatante et dédaigneuse période :

« Pour moi je reconnais au malheur toutes sortes de puissances, « excepté celle de me délier de mes serments de fidélité... Je laisse « ce jeu à ces généreux royalistes qui n'ont jamais sacrifié une « obole ou une place à leur loyauté ; à ces champions de l'autel et « du trône qui naguère me traitaient de renégat, d'apostat et de « révolutionnaire. Pieux libellistes, le renégat vous appelle. Venez « donc balbutier un mot, un seul, avec lui pour l'infortuné maître qui « vous combla de ses dons et que vous avez perdu. Provocateurs de « coups d'État, prédicateurs du pouvoir constituant, où êtes-vous ? « Vous vous cachez dans la boue du fond de laquelle vous levez « vaillamment la tête pour calomnier les vrais serviteurs d'un roi ; « votre silence d'aujourd'hui est digne de votre silence d'hier. »

Malgré la violence de l'insulte qui les atteignait directement, aucun de ceux à qui Chateaubriand s'adressait ne répondait un mot, ne soulevait la moindre protestation. Alors Chateaubriand concluait : « Si j'avais la conviction intime qu'un enfant doit être laissé dans les « rangs obscurs et heureux de la vie pour assurer le repos de trente- « trois millions d'hommes, j'aurais regardé comme un crime toute « parole en contradiction avec le besoin du temps : Je n'ai pas cette « conviction. Si j'avais le droit de disposer d'une couronne je la « mettrais volontiers aux pieds de M. le duc d'Orléans. Mais je ne « vois de vacant qu'un tombeau à Saint-Denis et non un trône. »

L'assemblée, jusqu'à la fin, avait écouté en silence. Quand Chateaubriand descendit de la tribune, par une dernière et paradoxale lâcheté elle vota l'impression de son discours comme elle avait coutume, dans les temps ordinaires, de faire pour ceux qui lui paraissaient les plus remarquables. Puis, sans que personne osât ni répondre ni approuver, quelques pairs seulement avant de passer au vote vinrent à la tribune discuter le seul point qui les intéressait, les articles du projet qui décidaient la destitution des pairs nommés par Charles X.

Après quoi, par 89 voix contre 10 et 14 bulletins blancs, la proposition fut adoptée. Et trois jours après le duc d'Orléans allait être en conséquence proclamé roi sous le nom de Louis-Philippe.

Pasquier, un de ceux que l'attaque de Chateaubriand atteignait le plus directement, Pasquier, l'ancien fonctionnaire de Napoléon, l'ancien ministre de Louis XVIII, qui allait, avec un zèle toujours nouveau, accepter les faveurs et les places du nouveau régime comme

il avait accepté au cours de toute sa carrière celles des régimes précédents, Pasquier a bien essayé plus tard, pour tirer de son accusateur une vengeance rétrospective, de se moquer, dans ses *Mémoires*, du ton trop pompeux de ce discours. Le reproche, en d'autres circonstances, aurait pu être justifié dans une certaine mesure. Tel qu'il était pourtant, malgré certaines périodes un peu trop redondantes, il ne manquait ni de courage ni d'habileté. Il définissait le terrain sur lequel l'union aurait pu se faire pour assurer la durée du régime. Chateaubriand ne se trompait pas en disant que ce discours constituait « un de ses titres à l'estime de l'avenir ».

Puis, tandis que ses collègues se hâtaient de porter leurs vœux au nouveau souverain, lui, en descendant de la tribune, était sorti de la salle ; il s'était rendu au vestiaire, il avait dépouillé pour la dernière fois son uniforme de pair ; les jours suivants, aussitôt l'élévation de Louis-Philippe au trône officiellement proclamée, il écrivait au président de la Chambre des pairs, au grand référendaire, au ministre des Finances, au ministre de la Justice quatre lettres pour leur annoncer que « ne pouvant prêter serment à Louis-Philippe d'Orléans comme roi des Français, il résignait ses titres de ministre d'État, de pair de France, et il abandonnait la pension de 12 000 francs à laquelle son titre de pair lui donnait droit.

Et à soixante-deux ans, malgré toutes les avances que le nouveau régime lui avait faites pour s'assurer l'appui de son prestige, malgré son absence complète de fortune, malgré les mauvais procédés que ceux dont il prenait le parti ne lui avaient jamais ménagés, malgré son absence d'illusions sur la chance d'un rétablissement de la monarchie légitime, délibérément, pour rester fidèle à ses serments, il s'enfermait dans une retraite dont, pendant dix-huit ans, jusqu'à sa mort, il n'allait plus sortir.

Sa carrière politique était finie.

* * *

Ainsi, jusqu'à la fin, de 1814 à 1830, pendant toute la période au cours de laquelle il avait été mêlé à la politique active, il était resté, avec le même courage, la même indépendance et la même lucidité, fidèle au trône et à ses convictions, et il avait été à peu près seul à le faire.

Royaliste, il avait compris dès la chute de Napoléon que la monarchie légitime d'une part, la franche adoption de la Charte accordée

par Louis XVIII de l'autre, étaient seules capables, après les désastres de la longue crise révolutionnaire, d'assurer la convalescence de la France et de l'adapter aux changements du monde en maintenant son antique grandeur et sa vieille influence civilisatrice.

Jusqu'en 1820, à la Chambre Introuvable d'abord, dans l'opposition ensuite, où il groupait autour du *Conservateur* les royalistes de toutes nuances, il avait lutté contre le personnel impérial demeuré en fonction après la chute de Napoléon et qui, libéral d'étiquette, mais en réalité décidé seulement à réserver à la nouvelle bourgeoisie d'argent les bénéfices de toutes sortes que la Révolution lui avait permis de conquérir, travaillait secrètement, pour conserver le pouvoir et ses profits, à ruiner la dynastie restaurée à laquelle il avait juré fidélité.

Après cinq ans d'une campagne aussi obstinée que pénible il avait triomphé ; il avait, par le prestige du *Conservateur*, fait des royalistes dispersés, découragés et souvent aveuglés par des préjugés naïfs, un grand parti de gouvernement qui, appuyé sur sa fidélité monarchique et sur la juste revendication des libertés nécessaires, possédait deux puissants leviers pour agir sur l'opinion, pour renverser l'équipe des vieux politiciens de la Révolution et de l'Empire cramponnés au pouvoir mais maladroits, après toutes leurs palinodies, à faire accepter le royalisme et le libéralisme imprévus qu'ils s'efforçaient maintenant d'affecter pour se maintenir.

Grâce à lui, après la chute du ministère Richelieu, la vieille dynastie renaissante avait semblé un moment, à la grande surprise de ses ennemis, restaurée de façon définitive quand, après la crise de 1818-1820, après l'assassinat du duc de Berry et la naissance du duc de Bordeaux, une Chambre de droite, élue dans un moment d'enthousiasme malgré la pression officielle, donnait le pouvoir au premier ministère Villèle, et, après la mort de Louis XVIII, assurait sans secousse la transmission de la couronne à son successeur légitime.

Par malheur, si pour triompher des hommes de l'Empire les royalistes avaient accepté de suivre Chateaubriand sur le terrain constitutionnel où il s'était placé, une fois au pouvoir ils ne savaient ni rester unis, ni demeurer fidèles à leur programme, ni même comprendre à quoi et à qui ils devaient leur succès. Le prestige de leur chef les gênait et les humiliait. Ils croyaient pouvoir se passer de lui, ils le renvoyaient, avec une brutalité aussi gauche que blessante, sans se rendre compte que c'étaient en grande partie l'autorité de son nom et le prestige de son génie qui leur avaient rallié l'opinion. Villèle se laissait accaparer par les gens de cour et les gens d'Eglise ; et, poussé par eux, lui qui avait été élu par et au nom de la liberté de la presse

et des élections, contre les méthodes de pressions officielles employées par ses prédécesseurs, commettait, pour se maintenir au pouvoir, l'imprudence d'imiter leur conduite avec, en plus, une gaucherie que les vieux politiciens retors et formés depuis trente ans dans les intrigues de toutes sortes avaient su éviter.

Rejeté malgré lui dans l'opposition, Chateaubriand avait bien tenté de réagir, de refaire avec des éléments nouveaux, sur le même programme de fidélité royaliste et de respect de la Charte, un nouveau parti. En 1827, à la chute de Villèle, il avait avec la formation du ministère Martignac pensé réussir.

Mais la jalousie obstinée de ses rivaux de toute couleur s'était refusée à lui accorder au gouvernement la place qui lui revenait, et que lui seul avait assez de prestige pour occuper. Lui-même, avec une excessive discrétion, avait dédaigné de s'imposer ; l'expérience conduite par des personnages de second plan avait échoué. Les folies avaient recommencé tandis que, devinant le danger du régime, plutôt que de paraître donner son appui à ceux qui le combattaient, il s'était cette fois, pendant la dernière campagne, entièrement effacé.

Lui seul, somme toute, avait vu clair. Non qu'il ait été un penseur politique d'une profondeur ou d'une originalité supérieures. Au contraire il n'avait jamais été, à proprement parler, un théoricien ; il n'avait jamais eu de système politique à lui ; il s'en était tenu le plus souvent à prendre pour maître Montesquieu ; et même les formules philosophiques qu'on trouve dans ses discours ou dans ses articles sont le plus souvent vagues, et même parfois assez gauches.

Mais en face des problèmes précis du jour il possédait un instinct merveilleusement pratique de la solution possible et des arguments propres à émouvoir la foule. Il devait ce sens ou ce don tant à la richesse de sa sensibilité d'artiste qu'à la curiosité de son esprit toujours en éveil, nourri d'une immense culture et à la hauteur de son caractère avidement tendu vers la grandeur.

Il n'eut politiquement qu'un seul tort grave : il ne sut, il ne voulut pas s'accrocher au pouvoir. Un autre moins fier et plus souple n'aurait pas seulement montré la voie à suivre, il aurait exigé pour lui-même les profits et les avantages de la victoire ; il aurait, pour rester et pour redevenir ministre, pressé, insisté, intrigué. Lui, après avoir combattu un moment avec une belle flamme pour amener son parti aux affaires, dédaigna de s'acharner à la lutte quand il s'agit de se maintenir lui-même ; et il laissa des personnages de second plan accaparer les places et gâcher l'œuvre qu'il était seul capable de mener à bien.

Et puis, peut-on dire aussi, son esprit inquiet, son imagination

trop avide de brillants succès et de beaux gestes, tantôt manquaient de patience pour les longues négociations, tantôt l'entraînaient dans une recherche décevante de séductions nouvelles ; après quoi lassé, ayant plus rapidement qu'un autre épuisé et jugé les satisfactions de vanité et d'amour-propre, il sentait l'ennui s'appesantir sur lui. Car les petits soucis, les petits intérêts, les petites satisfactions qui remplissent et occupent la plupart des existences lui manquaient. Alors une fois le régime tombé, dans sa retraite découragée, il allait considérer avec une amertume dédaigneuse l'avenir de la société et les souvenirs de sa propre vie.

Mais il conservait un sens merveilleux de la grandeur. Sans cesse de beaux moments de plénitude joyeuse venaient couper ses crises de découragement. Plus qu'aucun autre il aurait eu besoin d'être encouragé, soutenu, ménagé par un prince, par des collègues, par des amis capables de le comprendre et dignes de lui en imposer.

Alors, sans doute, si la dynastie s'était maintenue et si le duc de Bordeaux était monté sur le trône après l'abdication ou la mort de Charles X, vieillissant honoré dans la belle retraite qu'il s'était choisie à Rome, conseiller, non d'un parti battu, vieilli et sans confiance, mais d'un régime prospère et d'un jeune prince glorieux, il aurait envisagé sous un autre jour l'avenir de la France et du monde. Et peut-être, enfin, aurait-il triomphé de l'inquiétude d'esprit qui le tourmentait pour raconter les souvenirs de sa vie agitée sur le ton de sérénité apaisée et souriante avec lequel, évoquant un jour le moment heureux de son ambassade, il disait : « J'avais drapé lugubrement mon tambour pour battre le rappel de mes nuits passées ; mais toujours parmi ces rappelées se mêlaient quelques songes du moment dont la mine heureuse déjouait l'air consterné de leurs vieux confrères. »

19 juillet 1928.

FIN DU TOME DEUXIÈME

BIBLIOGRAPHIE

DES PRINCIPALES SOURCES UTILISÉES

I. — MANUSCRITS

Archives du ministère des Affaires étrangères. — Archives nationales (en particulier fonds F⁷). — Archives des ambassades de France à Londres et à Rome. — Record Office de Londres. — Staats archiv de Vienne. — Archives du Vatican. — Arch. du tribunal de commerce (greffe des liquidations). — Arch. de M^e Vincent, notaire, et de M^e Fontana, notaire. — Arch. du Royal Literary Fund, de Londres.

Papiers de Mme Récamier (Archives Lenormant). — Arch. de M. le duc de Polignac. — Arch. du château de Barante.

II. — PUBLICATIONS DE L'ÉPOQUE

a) Ouvr. et broch. polémiq. Chateaubriand, (Œuvres complètes, édit. Ladvocat et Dufay, 1826-1831.) — De Buonaparte et des Bourbons, 1814, Compiègne, 1814. — Réflexions politiques, 1814. — Monarchie selon la Charte, 1816. — Mélanges politiques, 1816. — Du système politique suivi par le ministère, 1817. — Remarques sur les Aff. du moment, 1818. — Mémoire sur la vie et la mort du duc de Berry, 1820. — Le roi est mort, vive le roi, 1824. — De la censure qu'on vient d'établir, 1824. — De l'abol. de la censure, 1824. — Note sur la Grèce, 1825. Les amis de la liberté de la presse. Marche et effets de la censure ; derniers avis aux électeurs, 1827. Études historiques, 1831, etc. (Voir bibl. de Kerviler.)
Fiévée : Histoire de la session, 1815, 1816, 1817. Carnot, Mémoire au roi, 1814. — Réflexions sur les réflex. de Chateaubriand, 1814. — Examen des doct. de Fiévée et de Chat., 1816. — Chat. réfuté par lui-même, 1816, etc... (Voir Bibl. Nat., catalogue de l'histoire de France, toute la série des brochures polémiques de la Restauration).

- b) Journaux et périodiques. — Journaux français en part. : Le Moniteur. — Le Journal des Débats. — La Quotidienne. — Le Drapeau blanc. — Le Journal général. — Le Pilote. — Les Archives philosophiques. — La Minerve. — Le Conservateur. — Le Censeur. — Les Tablettes universelles. — La Gazette de France. — Le Constitutionnel. — Le National. — Le Globe. — La Revue de Paris. — La Muse française. — Le Conservateur littér., etc. — Journaux étr. : Le Times. — Sun. — Morning Chronicle. — Courier. — Diario di Roma. — Notizie del Giorno, etc.

III. — ÉTUDES HISTORIQUES ET BIOGRAPHIQUES SUR LA RESTAURATION

Histoires de : Viel-Castel, Vaulabelle, Nettement. — Duvergier de Hauranne : Hist. du gouv. parl. — Thureau-Dangin : Royalistes et Républicains. — Debidour : Hist. dipl. de l'Europe. — Driault : La question d'Orient. — Bourgeois : Manuel d'hist. diplom. — Romberg et Malet : Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand. — E. Daudet : Louis XVIII et le duc Decazes ; M. de Martignac. — Marcellus : La Politique de la Restauration. — Herriot : Mme Récamier et ses amis. — Sainte-Beuve : Causeries du lundi (*passim*). — Lacombe et Falloux : Vie de Berryer. — Nettement : Hist. du Journ. des Débats. — Hatin : bibliogr. de la Presse. — Calmon : Les Finances de Villèle. — Ganilh : De la science fin. et du minist. Villèle. — Lacombe : De Serre et son temps. — Rain : L'Europe et la Rest. — Comte de Rougé : Le marq. de Vérac. — Lacombe : le rôle de la France dans la quest. des col. esp. (Corres. 1898). — Pouthas : Guizot pend. la Rest. — Laureano Vallenilla Lanz : Césarisme démocratique en Amérique. — Louis Thomas : Journal du Conclave. — De Grandmaison : La Congrégation. — Id : La Guerre d'Espagne. — Gabriad : Le Congrès de Vérone. — Cisterne : Le duc de Richelieu. — Biré : L'année 1817. — J. Deschamps : La note secrète (Rev. Hist. Litt. de la Fr. 1924). — Latreille : Le romantisme à Lyon. — Des Granges : La presse royaliste sous la Restauration. — Beau de Loménie : une amie dévote de Mme Récamier (Rev. Univ. 1923).

IV. — MÉMOIRES ET SOUVENIRS

Chateaubriand : Mémoires d'Outre-tombe (édition Biré). — Boissy. — D'Haussonville : Ma Jeunesse. — Marcellus : Souvenirs diplom. — Barante. Pasquier, Mme de Rémusat, Molé, La Fayette, Rovigo, Ferrant, d'Haussez, Beugnot, Frénilly, Vitrolles, Sosthène de La Rochefoucauld, Marmont, Hyde de Neuville, Cussy, Broglie : Mémoires. — Guernon-Ranville : Journal d'un ministre. — Louis-Philippe d'Orléans : Mon Journal. — Guizot : Hist. de

mon temps. — Mme de Boigne : Récits d'une tante. — Allard : Enchantements de Prudence.

V. — CORRESPONDANCES ET SOUVENIRS PUBLIÉS
PAR DES TIERS

Correspondance générale de Chateaubriand (édition Champion). — Biré : les dernières années de Chat. (sa corr. à partir de 1830). — Max Egger : Chat. inédit (let. de la Rest.). — Chat. (let. de 1820, bul. du bibl.). — Giraud : Études litt. (let. de Chat.). — Des Granges de Surgère : Gerbe de lettres. — Biré : let. de Chat. et de Michelet, Let. de Chat à la duc. de Berry (carnet hist. et lit., 1899). — Chat. et le chev. de Cussy (let. 1820-1848). — L. Thomas : let. de Chat. au pr. de Polignac (R. de P.). — Annales romantiques (1904-1907) ; Corr. de Chat. et de Mme de Castellane. Comtesse J. de Castellane : Let. de Chat à la Ctesse de Castellane. — Gayet : Corr. de Chat. avec Mme Hamelin. — Cordier : Chat. et Rosalie de Constant (Le Correspondant, 1910). — Louis Thomas : Let. inéd. sur la guer. d'Espagne (Mer. de France, 1912). — C. de Loménie : Une let. de Chat. (Débats, 1^{er} mai 1907). — Le roman de l'Occitanienne (Figaro 1924). — De Bourquenay : Journal (Correspondant). — Corr. de Louis XVIII avec le c. de Saint-Priest. — Corr. de J. de Maistre (tom. V et VI de ses Œuvres comp.). — Corr. entre Lamennais et Vitrolles. — Béranger : Correspondance. — Talleyrand et Jaucourt : Correspondance. — M. de Custine : Let. au m. de La Grange (édit. de Luppé). — Mme de Chat., Cahier rouge (éd. Lareil de La Charrière). — Mme Lenormant : Souvenirs et Corr. de Mme Récamier. — D'Antioche : Chat. ambas. à Londres (d'après ses dépêches inéd.). — Mme de Broglie : Correspondance. — Champion. Chat. et les dames de la Halle (Corr. à propos de la naiss. du duc de Bordeaux). — Pozzo di Borgo : Correspondance. — De Serre : Correspondance. — Duc de Richelieu : Fragment autobiographique. — Un dernier amour de René (Cor. de Chat. avec le comt. de Vichet). — Frazer : Un ami de Chat. (let. de Frisell. Correspondant, 25 sept. 1897). — Polovtsoff : Corres. diplom. de l'ambas. de Russie en France (1816-1818). — Mme Lenormant : Mme Récamier et les amis de sa jeunesse. — Saint-Quirin : Une corr. inédite de Chat. (Corr. 1901). — Saint Roman : Le roman de l'Occitanienne.

VI. — ÉTUDES SUR CHATEAUBRIAND

Bardoux : Mme de Duras et Chat. — L. de Loménie : Études sur Chat. (Rev. des Deux Mondes, 1848). — Artonne : Chat. ambas. à Londres (Rev. de Paris, 1^{er} fév. 1914). — C. de Loménie : Trois années de la vie de Chat. — Id. Mission de Chat. à Berlin (Correspondant,

1906). — G. Ferry : Rivalité de Chat. et de Villèle (N. Rev., 1905). — E. Daudet : La police et Chat. (Le Temps, 22 déc. 1898). — L. Thomas : Chat. et la police (Nouvelle Revue, sept-oct. 1913). — G. Tessier : Canning et Chat. (Rev. d'hist. lit. de la France, oct. 1902). — Lanson : La défection de Chat. (Rev. de Paris 1901.) — Pailhès : La duc. de Duras et Chat. — Chedieu de Robethon : Chat. et Mme de Custine. — Pailhès : Chat., sa femme et ses amis. — Fremy : Débuts dipl. de Chat. (Correspondant, 1893). — Cassagne : La Carrière polit. de Chat. — Mme Durry : L'ambas. de Chat. à Rome. — Villemain : La Tribune moderne (Chat.). — Gabriac : Chat. et la guerre d'Espagne (Rev. des Deux Mondes, 1897). — Pingaud : Chat., Nap. et les Bourbons (R. Par. 1909). — L. de Loménie : Esquisses hist. et lit. — Bertrin : Sincérité religieuse, de Chat. — Sainte-Beuve : Chat. et son groupe lit. — Maurras : Trois idées politiq. — Kerviler : bibl. de Chat. — Marcellus : Chat. et son temps. — Gautier : Chat. et Mme de Staël (Rev. des Deux Mondes, 1903). — Danielo : Conversation de Chat. — Levailant : Splendeurs et misères de Chat. — Beaunier : Trois amies de Chat. — Faure : Les amours de Chat. av. Mme De V. — Id : Chat. et l'Occitanienne. — Le Braz : Au pays d'exil de Chat. — Baldensperger : Chat. à Londres (R. hist. Lit. de la Fr. XIV). — Beau de Loménie : Chat. et le Literary Fund (R. de Lit. comp., sept. 1925). Id. : Chat. et les dames de la Halle (Figaro lit., 20 fév. 1926).

Vu le 4 décembre 1928 :

Le doyen de la Faculté des lettres
de l'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur,
l'Inspecteur d'Académie,

S. MORELLET.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VI

L'ARRIVÉE AU POUVOIR ; L'AMBASSADE DE LONDRES ; LE CONGRÈS DE VÉRONE

	Pages.
Londres en 1822.....	1
L'arrivée de Chateaubriand ; sa vie à l'ambassade.....	4
Sa part dans les négociations internationales, la révolution d'Espagne ; projets de Congrès à Vérone.....	12
Efforts de Chateaubriand pour être nommé plénipotentiaire de France..	21
Sa désignation ; son départ pour Vérone.....	27
La situation internationale à Vérone.....	29
La vie des plénipotentiaires à Vérone.....	32
L'attitude de Chateaubriand, son rôle pendant la première partie des négocia- tions.....	34
Mathieu de Montmorency, ministre des Affaires étrangères de France, retourne à Paris ; il démissionne.....	42
Rôle de Chateaubriand à Vérone après le départ de Mathieu de Montmo- rency ; clôture du Congrès.....	45
Rentré à Paris, Chateaubriand est nommé ministre des Affaires étran- gères.....	54

CHAPITRE VII

LE MINISTÈRE, LA GUERRE D'ESPAGNE

Situation intérieure et extérieure au moment où Chateaubriand prend le pouvoir.....	57
Ses premiers actes comme ministre ; préparation de l'expédition d'Es- pagne.....	62
La déclaration de guerre ; vote des crédits militaires ; discours de Chateau- briand à la Chambre des députés.....	66
Les débuts de la campagne ; premiers différends entre Villèle et Chateau- briand.....	74
Difficultés diplomatiques entraînées par la guerre ; Chateaubriand s'ef- force d'empêcher le découragement.....	77
Sa vie de ministre ; ses amours avec Mme de Castellane.....	84

	Pages.
Prise de Cadix ; plans de Chateaubriand pour l'utilisation de la victoire..	86
L'affaire des colonies espagnoles ; Chateaubriand est renvoyé du ministère (8 juin 1824)	87
Causes du renvoi de Chateaubriand. Les intrigues de Sosthène de La Rochefoucauld ; ses négociations avec Mme de Cayla et Mme Récamier.....	96
La loi de septennalité.....	112
L'affaire des cordons.....	115
L'affaire des <i>Tablettes</i> , et les achats de journaux de Sosthène de La Rochefoucauld.....	119
L'affaire de la conversion des rentes ; comment elle entraîne la chute de Chateaubriand ; rôle véritable joué par Villèle.....	126

CHAPITRE VIII

L'OPPOSITION A VILLÈLE ; LA CAMPAGNE DES « DÉBATS » ; 1824-27

Chateaubriand rentre dans l'opposition ; situation des partis au moment de sa chute.....	149
Impression produite par son renvoi sur l'opinion et la presse royalistes....	153
L'affaire de la <i>Quotidienne</i>	158
Attitude de Chateaubriand à sa chute ; ses premiers articles aux <i>Débats</i> ..	161
Premières fautes de Villèle ; Sosthène de La Rochefoucauld et son père appelés au pouvoir ; établissement de la censure.....	167
Mort de Louis XVIII. Chateaubriand se prête à des tentatives de réconciliation ; sa brochure : <i>Le roi est mort, vive le roi</i>	173
Lettre à un pair de France ; les négociations échouent.....	181
Session de 1825 ; Villèle est engagé dans la politique ultra ; sa politique en Espagne, la conversion des rentes	183
Le caractère de l'opposition de Chateaubriand ; son isolement pendant l'année 1825.....	198
Ses articles aux <i>Débats</i> ; ses discours à la Chambre des pairs.....	203
Session de 1826 ; les lois de Villèle sur le droit d'aînesse, sur l'indemnité de Saint-Domingue	216
Chateaubriand, de plus en plus isolé, se débat dans des difficultés d'argent : édition de ses œuvres complètes.....	219
Son séjour en Suisse ; son installation rue d'Enfer.....	223
Session de 1827 ; Villèle s'enferme ; la loi de justice et d'amour ; dissolution de la garde nationale ; nomination de pairs.....	228
Chateaubriand rentre en scène à propos de la loi sur la presse ; ses discours, ses articles pendant la session de 1827.....	233
Il fonde la « Société des amis de la liberté de la presse », la campagne électorale.....	246
Échec de Villèle ; succès de la manœuvre de Chateaubriand.....	250

CHAPITRE IX

LE MINISTÈRE MARTIGNAC, L'AMBASSADE DE ROME

Les négociations pour la formation d'un nouveau ministère ; leurs étapes ; les démarches faites auprès de Chateaubriand ; leur échec.....	255
---	-----

	Pages
Les premiers actes du ministère Martignac ; nomination de Chateaubriand à l'ambassade de Rome.....	268
Départ de Chateaubriand ; son installation, sa vie à Rome.....	271
Ses lettres à Mme Récamier ; la représentation de <i>Moïse</i> ; le mémoire sur les affaires d'Orient.....	280
Maladie du ministre des Affaires étrangères La Ferronnays ; mort du pape.....	294
Le conclave ; rôle de Chateaubriand dans l'élection du pape ; ses discours aux cardinaux ; sa correspondance.....	298
Son retour en congé.....	314

CHAPITRE X

LE MINISTÈRE POLIGNAC, LA RÉVOLUTION DE 1830

Séjour de Chateaubriand à Cauterets.....	323
Il apprend la chute du cabinet Martignac et la nomination de Polignac.....	328
Il rentre à Paris ; sa visite à Polignac ; sa démission.....	330
Il se retire à l'infirmerie Marie-Thérèse ; il travaille à ses études historiques.....	334
La faible part qu'il prend aux travaux de la session.....	340
Son départ pour Dieppe le 26 juillet 1830 ; son retour à Paris en apprenant les ordonnances.....	341
Ses démarches pendant les jours de la Révolution ; son discours du 7 août 1830.....	344
CONCLUSION.....	352

